

THÈSE DE DOCTORAT

de l'Université de recherche Paris Sciences et Lettres
PSL Research University

Préparée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales

L'édition indépendante dans un contexte de transition politique au
Chili (1990-2010) : investissement local d'une définition
transnationale

Ecole doctorale n°286
ECOLE DOCTORALE DE L'EHESS

Spécialité SOCIOLOGIE

Soutenue par
Constanza **SYMMES**
le 13 septembre 2018

Dirigée par **Yves DEZALAY**

COMPOSITION DU JURY :

M. MOLLIER Jean-Yves
Université de Versailles - Saint
Quentin- en - Yvelines, Rapporteur

M. LEGENDRE Bertrand
Université Paris 13, Rapporteur

Mme. NOËL Sophie
Université Paris 13, Membre du jury

M. BATAILLON Gilles
EHESS, Membre du jury

M. DEZALAY Yves
CNRS- EHESS, Membre du jury

M. SORÁ Gustavo
Université Nationale de Córdoba,
Membre du jury



Création livresque de l'artiste suisse Jan Reymond.

Remerciements

Je remercie la Commission Nationale de recherche scientifique et technique du Chili – CONICYT - et l'ambassade de France au Chili, institutions qui ont rendu possible la poursuite de mes études de master 2, puis de doctorat en France, grâce aux bourses dont j'ai bénéficié. Je remercie également l'Ecole des Hautes Études en Sciences sociales, espace d'enrichissement intellectuel unique pour qui veut devenir chercheuse, en particulier mon laboratoire, le Centre de sociologie européenne.

Que les membres du jury, M. Jean- Yves Mollier, M. Bertrand Legendre, Mme. Sophie Noël, M. Gilles Bataillon et M. Gustavo Sorá, soient remerciés pour m'avoir honorée de leur participation et de l'opportunité d'échanger avec eux des idées et d'enrichir mon travail. Je voudrais remercier tout particulièrement mon directeur, Yves Dezalay, pour tout ce qu'il m'a apporté : non seulement une connaissance extraordinaire de la sociologie et de ses enjeux internationaux mais aussi sa vocation pour diriger avec respect, patience et sensibilité intellectuelle mon travail.

Tous mes remerciements pour un groupe de personnes fondamentales dans ma formation, pour avoir semé des graines de réflexion, de pensée critique pour la construction des idées propres. D'abord Jorge Nef, maître qui n'est plus parmi nous mais dont la force des idées continue à illuminer tous ceux qui, comme moi, ont eu la chance de se former avec lui ; Manuel Antonio Garretón, personne incontournable dans ma vie intellectuelle et humaine, pour tout ce qu'il a partagé avec moi, pour son soutien généreux et permanent ; Renato Serrano qui, pendant mon adolescence, m'a ouvert la fenêtre de la philosophie et de la poésie ; don Israel Pérez, homme sage qui nous a appris le courage, le calme et la force de vie durant les années de faculté. Raquel Gutiérrez Aguilar, une femme dont l'originalité de la pensée, la façon de communiquer, d'écrire et de vivre, sont pour moi une source d'inspiration vitale. Ana Tironi, qui m'a appris à combiner des savoirs divers dans mon expérience de l'État chilien.

Je remercie M. Alain Touraine, être plein d'énergie intellectuelle, avec qui j'ai eu les dialogues les plus bouleversants de ma vie. Françoise Sierra ; ma mère française de Bordeaux, Grínor Rojo et Marcos García de la Huerta, mes directeurs de master au Chili. Johannes Feest, grand-père spirituel de mes enfants, qui possède le don et l'amour du langage, pour les conversations, les livres et les histoires que nous avons vécus ensemble.

Mes remerciements à tous ceux qui ont trouvé la disponibilité de collaborer à cette recherche, en prenant le temps de faire les entretiens que je leur demandais. D'abord les éditeurs qui m'ont accordé, plusieurs d'entre eux à plusieurs reprises, de leur temps précieux : Paulo Slachevsky, Pablo Harari, Silvia Aguilera, Daniel Calabrese, Joxemari Esparza, Berta Concha, Marisol Vera, Juan Carlos Saez, Pablo Dittborn, Galo Gigliotho, Josefina Alemparte, Camila Soto. De la même manière, je suis extrêmement reconnaissante à Regina Rodríguez, Agustín Squella, Miguel Angel Viejo, Raúl Vilches, Pablo Lazo et Ignacio Aliaga, ainsi qu'à Charles Vallerand et Claude Michel.

À mes collègues du Ministère des cultures Claudia Gamboa, Loreto Cisternas, Rafael Prieto et Ada Guzmán pour m'avoir aidée avec l'information statistique et à mon collègue Sébastien Lehembre pour sa relecture du chapitre 1 de la partie 3.

À mes amis et compagnos de vogaye : Carolina Riachi, Anabel Caballero, Ana María Moraga, Valeria Aldana, Daniel Grimaldi, Fabio Maganini, Nayaret Saúd, Natalia et Rubén Baleato, Pedro Vicuña, Rodrigo Karmy, Claudia Gutiérrez, Elsa Abou Assi, Zahra Ali, Mauricio Bustamante, Marianna Gyapay, Argelia Villegas (ma danseuse de l'anthropologie), Fabien Le Bonniec, Johana Parra, Maite de Cea, Crhista Feest, Gladys Tzul, Daniel Jadue, Rocío Lorca, Angela Zamorano, Ana González, Daniela Correa, Munir Chahuán, María Pelletier, Iris Camacho, Soledad Hernández, Evelyn Acevedo, Juan Carlos Ozaryún, Constanza Aliaga, Luis Vergara, Daniela Agurto et Mónica Morales.

Je tiens à exprimer une reconnaissance spéciale à mes chers amis Valentine Baleato, Antoine Faure, Laetitia Rouvière, Asher Gutkind et Emmanuelle Reangoat qui, pendant des années, ont consacré du temps - du temps de qualité - à la relecture attentive de mes manuscrits, cherchant toujours à comprendre mes fautes linguistiques avec amitié et engagement. À Emmanuelle Combot, qui m'a aidée à relire la dernière partie de cette thèse, faisant un travail superbe, indispensable à l'aboutissement final.

Soient également chaleureusement remerciés Mme Guarischi, Mme Jocelyne Pichot, Mme Christine García et Mme Claudine Raymond : sans votre aide, je n'aurais jamais pu arriver à ce jour-ci.

Pour finir, je remercie mes fondements : la famille Coll, mes oncles, Cecilia et Hugo, Laura et Willy, Mimí et Roberto, Rodrigo et Carmencita. Les valeurs humaines de chacun d'entre vous, si conséquents, sont source de fierté pour moi. Je remercie ma mère, Sylvia Coll, femme courageuse, sensible et profonde, qui m'a appris à aimer la vie et la poésie. Ma sœur, María José, étoile de mon chemin, mes cousins et cousines, mes petits neveux adorés, Vicente, Amanda, Ivar et Borja. Merci beaucoup également à ma famille du côté allemand, les Stippel, pour m'avoir donné l'appui précieux et nécessaire pour relever ce défi, mes beaux-parents Marlies et Alfred. Un grand merci à Petra et Ludger dont la maison a été une petite bibliothèque dans laquelle j'ai pu me confiner dans la dernière ligne droite de cette thèse, Martina et Jürgen, Uta, pour nos conversations de « lo humano y lo divino » et Birgit.

Résumé

Cette thèse vise à comprendre l'émergence de l'édition indépendante au Chili depuis le tournant des années 1990. Coïncidant avec le retour vers la démocratie, elle incarne la confrontation entre deux logiques d'internationalisation du marché du livre au niveau mondial : l'une s'inscrivant dans la concentration du marché de l'édition autour de multinationales ; l'autre se nourrissant du capital symbolique accumulé et valorisé au gré d'alliances internationales entre petits éditeurs. Dans cette dernière, il est question de la fabrication de l'indépendance comme stratégie de résistance collective.

S'appuyant sur la catégorie de la diversité culturelle et la place du livre « produit pas comme les autres », ces éditeurs ont construit des passerelles entre l'Amérique latine, le Canada et la France - qui leur ont permis d'acquérir une reconnaissance auprès des agences publiques chiliennes dans le champ de la culture, tout en produisant des réaménagements de l'espace éditorial plus vaste.

L'étude de ce répertoire d'actions permet de comprendre les ressorts de la reconnaissance politique de ce petit groupe d'éditeurs, qui leur a permis d'assurer leur survie économique au plan national et international face aux logiques néolibérales des multinationales de l'édition et aux contraintes du cadre transitionnel vis-à-vis du livre et de la lecture.

Mots clés : édition indépendante, internationalisation, diversité culturelle, pensée critique, réseaux éditoriaux.

Abstract

This thesis aims to understand the emergence of independent publishing in Chile since the turn of the 1990s. Coinciding with the return to democracy, this type of publishing is characterized by a confrontation between two different internationalization rationales in the global book market. One rationale is part of the process of concentration of the publishing market around multinationals. The other, is nourished by the symbolic capital accumulated and valued through international alliances between small publishers. In this last rationale, internationalization is about the fabrication of independence as a strategy of collective resistance.

Based on the category of cultural diversity and the idea of the book "a product like no other", small publishers have built bridges between Latin America, Canada and France, which have enabled them to gain recognition from Chilean public agencies in the field of culture, while at the same time producing changes in the wider editorial space.

The study of this repertoire of actions allow us to understand the political recognition of this small group of publishers, as a mechanism that enabled them to ensure their economic survival at the national and international levels, against the neoliberal logic of multinational publishing companies and the constraints of the transitional framework vis-à-vis books and reading.

Keywords: independent publishing, internationalization, cultural diversity, critical thinking, editorial networks.

À Aída Suárez et José Coll, les racines de mon existence, pour leur joie, leur sagesse de vie et leur tendresse.

À Jörg Stippel, mon compagnon de vie, pour son soutien infini, sa constance et la profondeur de ses sentiments.

À León et Iker, nos enfants, qui nous rappellent avec leur propre pouls et détermination chaque matin que la vie est merveilleuse, malgré tout.

Aux femmes et familiers des détenus disparus du Chili et de l'Amérique du sud, pour n'avoir jamais cessé de lutter pour la justice.

Parmi les divers instruments de l'homme, le plus remarquable est sans aucun doute, le livre. Les autres sont des extensions de son corps. Le microscope, le télescope, sont des extensions de son vu ; le téléphone est une extension de sa voix ; ensuite nous avons la charrue et l'épée, extensions de son bras. Mais le livre est autre chose : Le livre est l'extension de la mémoire et de l'imagination.¹

Jorge Luis Borges. Conférence de 1978.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire,
le contrôle des médias et de notre manière de penser
par les grands conglomérats n'est pas une fatalité liée à la mondialisation,
mais un processus politique auquel on peut s'opposer, et avec succès.

André Schiffrin. Le contrôle de la parole, La Fabrique, 2005.

¹ De los diversos instrumentos del hombre, el más asombroso es, sin duda, el libro. Los demás son extensiones del cuerpo: el microscopio o el telescopio, de la vista; el teléfono de la voz; el arado o la espada del brazo. Pero el libro es una extensión de la memoria y la imaginación.

SOMMAIRE

Introduction	13
PARTIE I : L'ÉDITION INDEPENDANTE COMME REVELATEUR (CULTUREL) DE LA TRANSITION POLITIQUE AU CHILI (1990-2010)	45
CHAPITRE 1. ÉDITION ET TRANSITION POLITIQUE AU CHILI (1990-2010)	46
Section 1 : Quelques spécificités du lien « édition et politique ».....	46
1.1. Bref aperçu historique	47
1.2. « Des livres pour tous ».....	50
1.3. Le livre sous le régime militaire	54
Section 2 : Éditions Lom : « S'opposer au mainstream sans être marginaux ».....	61
2.1. L'édition comme dimension pour saisir le contexte politique et social.....	65
2.2. La fondation de la maison d'édition Lom : « un projet de mémoire et de la pensée critique ».....	68
2.3. Origine du projet : de l'entreprise familiale à la maison d'édition.....	72
2.4. Développement du projet éditorial : « lire un autre Chili ».....	76
Section 3 : Les bases sociopolitiques de la culture dans le Chili post-dictature.....	90
3.1. Entre le pays de l' « <i>apagón</i> » culturel et « le jaguar » de l'Amérique latine.....	90
3.2. Les « deux bras » culturels	93
3.3. Le cadre politique, institutionnel et économique du retour démocratique.....	96
Section 4 : Culture et démocratisation : les enjeux de la transition politique chilienne.....	100
4.1. Les soucis de l'intellectuel critique : le Chili, une « communauté d'inégaux ».....	104
4.2. Des instances politiques pour la culture.....	106
CHAPITRE 2. L'ASSOCIATION DES EDITEURS INDEPENDANTS DU CHILI : EMERGENCE ET PARCOURS D'UN NOUVEL ACTEUR	113
Section 1 : De quoi parle-t-on lorsque l'on parle d'un éditeur ?.....	113
1.1. Qu'est-ce-qu' « éditer » ?.....	113
1.2. L'éditeur indépendant dans le Chili de la transition politique.....	114
1.3. L'édition indépendante au Chili : une stratégie face à la globalisation éditoriale.....	116
Section 2 : L'espace de l'édition au Chili : pôles et acteurs.....	118
2.1. La Chambre chilienne du livre.....	121
2.2. Planeta et son lien de longue date avec le Chili.....	123

2.3. Qu'offrent à lire les maisons membres de la Chambre chilienne du livre ?.....	125
2.4. La Foire du livre de Santiago - FILSA comme représentation des luttes.....	126
2.5. La création de l'Association des éditeurs indépendants du Chili : du collectif régional au regroupement national.....	130
2.6. Un best seller de « la pensée critique ».....	142
2.7. Editores independientes de Chile : Quelques propriétés constitutives.....	144
Section 3 : Le marché du livre au Chili : étroit, financièrement fragile mais stable.	152
3.1. Une balance éditoriale internationale défavorable.....	152
3.2. Représentation des divers acteurs sur le marché national du livre	156
3.3. Les phases d'expansion et de contraction au sein du marché national du livre au Chili.....	157

PARTIE II : L'ÉDITION « INDEPENDANTE » : UNE DÉFINITION TRANSNATIONALE.....165

CHAPITRE I. INDEPENDANCE EDITORIALE : LABEL, CONDITION OU DISCOURS ?.....	170
Section I. Genèse de la notion d'indépendance éditoriale.....	170
1.1. Origines de la notion d'indépendance	170
1.2. Émergence et construction d'une catégorie.....	172
1.3. Se revendiquer « indépendant ».....	178
1.4. Pouvoir rester « autonomes » : une édition conçue au-delà du seul motif de la rentabilité ?.....	181
Section II. Rassemblement et réseaux internationaux : stratégies de résistance et « savoir-faire associatif ».....	187
2.1. Un internationalisme « français ».....	189
2.2. Le premier antécédent : Editores Independientes.....	193
2.3. Des « salons » où l'on écrit l'histoire.....	194
Section III. Édition indépendante et « engagement ».....	199
3.1. Genèse et construction de la cuadrilla : une stratégie económico-politique ?.....	200
3.2. Portraits croisés d'éditeurs.....	205
3.3. Les caractéristiques communes d'un collectif éditorial plurinational.....	212
3.4. Une condition politique non partisane.....	214

CHAPITRE 2. ÊTRE AILLEURS POUR EXISTER : L’INTERNATIONALISATION COMME STRATEGIE DE LEGITIMATION.....	217
Section I. Les éditeurs indépendants chiliens et la diversité culturelle.....	220
1.1. Structure et dynamiques d’un capital symbolique transnational : conditions sociales de l’entrée de la <i>diversité culturelle</i> au Chili.....	220
1.2. La rencontre de Montréal : une plateforme féconde pour des échanges entre associations professionnelles de la culture.....	224
1.3. La mise en Coalition.....	233
Section II. Les revendications politiques des acteurs culturels chiliens : un terrain à la croisée du global et local.....	239
2.1. Convergence entre dimensions d’importation - exportation.....	240
2.2. Une contestation transnationale des acteurs culturels.....	241
PARTIE III : QUAND PUBLIER, C’EST AGIR : LA PARTICIPATION DES EDITEURS INDEPENDANTS AUX INSTANCES ETATIQUES DU LIVRE AU CHILI.....	245
CHAPITRE 1. L’ÉTAT, LE LIVRE ET LA LECTURE PENDANT LA TRANSITION VERS LA DEMOCRATIE (1990-2010)	251
1.1. La lecture publique	256
1.2. Livres, lecture et inégalités.....	260
1.3. De mauvais chiffres de lecture : le visage caché de la réussite chilienne.....	262
1.4. Dépôt légal, best-sellers et piratage : Quels livres pour quels lecteurs ? Un environnement complexe pour l’éditeur et le lecteur.....	273
CHAPITRE 2. UN CATALOGUE D’ACTIONS DANS L’ESPACE PUBLIC.....	278
Section 1 : Un investissement intellectuel et politique : l’accès aux espaces de production de politique du Livre.....	278
1.1. (Se) fabriquer une existence publique.....	280
1.2. La Foire au livre de Guadalajara comme double vitrine.....	281
1.3. Une première pierre : la Mesa por el libro.....	284
1.4. Politique nationale du livre et de la lecture 2006 : chronique d’une politique inachevée.....	299
1.5. « Faire du Chili un pays de lecteurs » : un désir étatique contradictoire.....	300

CHAPITRE 3. L'ÉDITION INDÉPENDANTE CHILIENNE : UNE ÉDITION (INTER)NATIONALISÉE.....	308
Section 1 : La « Table pour l'internationalisation du livre » comme lieu d'affirmation de l'édition nationale.....	308
3.1. Un lieu pour le livre : entre affinité des capitaux et homologie d'intérêts.....	317
3.2. La représentation du secteur national de l'édition : un enjeu transnational.....	320
3.3. L'édition indépendante comme édition nationale.....	321
3.4. Le livre chilien : un produit d'exportation ?.....	327
Encadré : Bref aperçu de la Politique nationale de la Lecture et du Livre 2015-2020 : une tentative de co-crédation public-privé.....	334
CONCLUSION.....	340
BIBLIOGRAPHIE.....	350
ANNEXE.....	361

En effet si la figure de l'éditeur est bien apparue à l'époque où le philosophe phare des Lumières était à son Zénith, elle semble vouloir quitter notre horizon en ce début de troisième millénaire. Du moins éprouve-t-on cette impression, si l'on oublie que, dans la métaphore de l'oligopole à frange par laquelle les économistes définissent la structure fondamentale de l'édition, il demeure dans la frange, comme dans la queue de la comète, de multiples visages d'éditeurs chargés en quelque sorte de réécrire en permanence toute l'histoire du cycle et d'en refuser au fond le caractère éminemment périssable que revêt toute création ou tout artefact humain.

Jean Yves Mollier²

Une force plurielle enracinée dans la tradition internationaliste du champ culturel qui exprime tant des luttes historiques pour l'autonomie que des luttes pour des valeurs plus universelles.

Pierre Bourdieu

Introduction : Les éditeurs indépendants du Chili : des acteurs à l'intersection inter/nationale de la culture et de la politique

Le 9 août 2005, l'éditeur chilien Paulo Slachevsky (1964) est décoré par le ministère de la Culture français de la médaille de Chevalier de l'ordre des arts et des lettres³, au moment où Lom – la maison d'édition qu'il a fondée à l'aube du retour à la démocratie – atteignait quinze ans d'existence⁴. On peut dès lors s'interroger : que récompense-t-on lorsqu'on décore un éditeur ? Et que récompense la France quand elle distingue cet éditeur du sud du monde ? Quel message fait-elle passer à travers cet acte ? Quelle fonction remplissent les actions promues par un collectif d'agents culturels – ayant à leur tête cet éditeur – qui fait sens pour les responsables politiques de la culture française ? Dans un contexte de marchandisation des champs de production culturelle⁵, la « nation littéraire » par excellence⁶ fait appel au prestige historiquement accumulé (et aujourd'hui questionné) au travers de cette onction légitimatrice dans son parnassus avec un nouvel appartenant.

² Jean Yves MOLLIER. Naissance de la figure de l'éditeur in Bertrand LEGENDRE et Christian ROBIN (sous la dir.de), Paris, Nouveau Monde éditions, 2005, p. 24.

³ Ensuite, en 2014, l'éditeur est distingué de la médaille d'officier.

⁴ Dans cette même cérémonie, est également distingué l'écrivain, poète et Prix national de littérature 2004, Armando Uribe Arce (1933), lui-même auteur chez Lom. Ancien professeur à La Sorbonne pendant son exil en France, Armando Uribe est un des intellectuels et une voix critique clé de la scène culturelle chilienne. Il est aussi avocat, spécialiste en droit des mines, ex-diplomate aux Etats-Unis et en Chine pendant le gouvernement de Salvador Allende. Paulo Slachevsky lui dédie quelques mots dans son discours de remerciement "Agradezco a los autores que han confiado en esta casa editorial, y me honra hoy acompañar a uno de ellos en esta ceremonia, que lo inviste como Oficial en la orden de las Artes y las Letras: Armando Uribe, intelectual y poeta, cuyas palabras siempre nos remecen, asombran y conmueven".

⁵ Gisèle SAPIRO, Jérôme PACOURET et Myrtille PICAUD. « Transformation des champs de production culturelle à l'ère de la mondialisation ». Actes de la recherche en sciences sociales, 2015, n° 206-207. p.4-13.

⁶ Pascale CASANOVA. *La république mondiale des lettres*. Paris, Editions du Seuil, 1999.

Cet épisode donne à voir un moment clé dans lequel est engagé un ensemble d'éléments : le statut du livre pour un pays comme la France, créateur de la formule « Le livre, un produit pas comme les autres » ; la résonance acquise par un éditeur de petite taille au sein du mouvement international de l'édition indépendante ; l'augmentation du degré de légitimité – par le biais de cet acte de reconnaissance – des discours critiques mobilisés par l'association représentée par cet éditeur ; enfin les prises de position et les échanges entre le Chili et la France au cœur de la bataille internationale pour la diversité culturelle.

Au-delà de la diplomatie culturelle⁷ et de ces interactions discursives, ce qui nous intéresse dans cette remise de prix est le répertoire de facteurs qui dessinent la géographie internationale de l'indépendance éditoriale. Cette observation de la manière dont est véhiculé ce qu'on dit, et surtout qui l'énonce, dévoile l'existence d'un espace de confluence entre différents acteurs possédant un fort capital culturel et symbolique, des acteurs qui se trouvent liés par l'articulation d'un récit cohérent sur la centralité du culturel.

C'est ainsi que pendant la cérémonie, Alain Le Gourrierc, ambassadeur de France au Chili, choisit de développer une réflexion à propos du choix de nommer ce projet éditorial en langue *yàmana*. Lom, en effet, signifie « soleil » dans le vocable de ce peuple presque complètement éteint. L'ambassadeur souligna aussi que le fait de s'inspirer de la mémoire, au sens large, constituait un élément de base pour l'avenir et pour la construction – contemporaine – d'une société de citoyens actifs, dans laquelle la culture écrite constituerait un moteur. Préciser le contexte sociohistorique transitionnel dans lequel s'inscrit la genèse de cette maison d'édition est donc indispensable pour comprendre ses prises de position et sa démarche dans la structuration des éditeurs indépendants chiliens en association, en fondant d'abord une organisation régionale puis en jetant les bases de la création d'Editores Independientes de Chile dont le projet reposait sur l'idée de former un « lecteur-citoyen ».

« Mettre votre maison d'édition sous la tutelle d'une civilisation éteinte c'est aussi, par antithèse, dire l'importance vitale – au sens propre du terme – que vous accordez à la culture et, avant tout, au livre : à la fois dans la formation de l'être humain, mais surtout dans la construction et le développement d'une société. Vous pensez que même à l'heure des nouvelles technologies, la lecture reste encore le moyen le plus sûr

⁷ Sur le sujet de la diplomatie culturelle, voir le travail « Diplomatie culturelle nationale en quête de légitimité : le débat en Europe (1991-2008) » de Marcella Frisani sous la direction de M. Fouad Nohra, Diplôme de III^e cycle en Relations internationales approfondies, Centre d'études diplomatiques et stratégiques, Académie de Paris.

pour accéder à toutes les connaissances, pour réveiller l'esprit critique et en un mot : créer des citoyens actifs ».⁸

Dans le même temps, l'ambassadeur retraça la trajectoire éditoriale de la maison d'édition, saluant la constitution d'un catalogue exigeant, d'une grande richesse du point de vue du nombre de titres, de la diversité des genres ainsi que de la qualité des auteurs. Il mit en avant le fait que la maison soit restée « indépendante » grâce à son imprimerie, qui lui permit de conserver son autonomie⁹. De même, il mit en valeur le « courage éditorial » de publier des ouvrages appartenant à des genres dits peu vendeurs (ou de rotation lente) ou provenant d'auteurs émergents, autant de textes considérés comme difficiles et pas nécessairement « utiles » dans les cercles consacrés à la seule réussite économique.

« Ce qui impressionne en lisant votre catalogue – et que je souhaiterais célébrer de façon spéciale – c'est l'audace de vos choix éditoriaux : même en étant à la tête d'une structure commerciale, vous n'avez jamais cédé face aux lois du marché, et vous avez assuré votre indépendance, en créant à côté de votre maison d'édition une entreprise qui assure la fonction d'imprimerie. [...] C'est ainsi que vous n'avez pas peur de publier des genres considérés – a priori – comme peu rentables, tels que la poésie ou le théâtre, ou de vous lancer dans des expériences pilotes comme la littérature pour le jeune public. De la même manière, vous avez toujours laissé la porte ouverte aux jeunes auteurs méconnus, à condition que leurs textes soient de qualité ».¹⁰

En prononçant ces mots, le représentant du gouvernement français discernait cette haute distinction et insistait sur le rôle stratégique joué par Paulo Slachevsky, en marge de sa fonction d'éditeur, dans la fondation – avec une vingtaine d'associations de professionnels de la culture – de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle¹¹, qu'il a présidée pendant des années. Cette reconnaissance avait lieu quelques semaines avant que la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005 ne soit soumise à

⁸ Citation originale: "Poner su casa de edición bajo la tutela de una civilización extinguida es también por antifrase, decir la importancia vital –en el sentido del término – que usted le otorga a la cultura y, en primer lugar, al libro: a la vez en la formación del ser humano, pero sobre todo en la construcción y el desarrollo de una sociedad. Usted piensa que incluso en la hora de las nuevas tecnologías, la lectura sigue siendo el medio más seguro para acceder a todos los conocimientos, despertar el espíritu crítico, en una palabra, crear ciudadanos activos".

⁹ Le discours entier prononcé par l'ambassadeur français ainsi que celui de Paulo Slachevsky sont à disposition dans les Annexes. Il nous semble intéressant de mentionner qu'à cette époque M. Georges Couffignal, exerce alors comme conseiller de coopération culturelle de l'Ambassade de France au Chili. On connaît bien ses rapports profonds avec le Chili et son affection particulière pour ce pays.

¹⁰ Citation originale : « Lo que impresiona cuando leemos su catálogo y lo que desearía celebrar muy especialmente, es la audacia de sus elecciones editoriales: aunque esté a la cabeza de una estructura comercial, usted nunca cedió a las leyes del mercado y aseguró su independencia, creando junto a su editorial un empresa de imprenta.(...) Es así como usted no teme publicar géneros, considerados a priori poco rentables, como la poesía o el teatro, o se lanza en experiencias pilotes como la literatura juvenil. De la misma manera, usted siempre le abrió su puerta a jóvenes autores desconocidos con la condición de que sus textos sean de calidad»¹⁰.

¹¹ Toute une section est consacrée à la Coalition chilienne pour la diversité culturelle dans la partie I de cette recherche.

l'Unesco, unissant dans une seule cérémonie le national et l'international sous le manteau de la culture.

« Dans une période où le Chili entrait dans une phase intense de négociations d'accords commerciaux internationaux, votre rôle a été de sensibiliser les pouvoirs publics, les leaders d'opinion et les négociateurs chiliens sur le risque que pourrait avoir sur le développement de la culture nationale l'absence de garanties suffisantes pour le cadre de la culture. Cette coalition a travaillé pour que l'ensemble des professionnels de la culture puissent garder leur spécificité et pour que les politiques publiques et les aides aux industries culturelles demeurent hors des limitations et des obligations inscrites dans les traités internationaux ». ¹²

L'ambassadeur met ici l'accent sur la défense de la culture par le biais de politiques publiques pour faire face à un phénomène de prédominance des traités commerciaux de libre échange ; il rehausse, ce faisant, la position de la France dans le jeu international. Les propres changements survenus à l'époque dans l'espace de l'édition française, à partir des mouvements de concentration de holdings (citons par exemple l'« affaire Vivendi ») interpelaient cette position.

Au carrefour de plusieurs champs : culturel, politique, des rapports internationaux, économique, littéraire, cet événement reflète la condition hétérodoxe de l'édition. Il donne à voir les enchaînements complexes que forment les multiples allers-retours de l'indépendance - et concrètement de ses acteurs - dans le combat international pour un statut différentiel pour les biens culturels. En raison de cela, l'analyse de l'édition indépendante chilienne acquiert sa pleine pertinence une fois que les flux internationaux auxquels elle participe sont reconstitués. C'est cette condition de complexité – d'un type d'édition à la fois périphérique et centrale - que nous allons explorer dans le cadre de ce travail.

¹² Citation originale: "En un periodo en que Chile entraba en una fase intensa de negociaciones de acuerdos comerciales internacionales, su papel ha sido de sensibilizar los poderes públicos, los líderes de opinión y los negociadores chilenos sobre el riesgo que podría tener sobre el desarrollo de la cultura nacional la ausencia de garantías suficientes en el marco cultural. Esta coalición trabajó para que el conjunto de los profesionales de la cultura pueda conservar su especificidad y para que las políticas públicas y las ayudas a las industrias culturales permanezcan fuera de las limitaciones y obligaciones inscrites en los tratados internacionales".

Approche disciplinaire et cadre théorique pour l'analyse

Comme le souligne Jean Yves Mollier, l'histoire du livre constitue à la fois une histoire transnationale et transculturelle¹³. Sa propre nature, à la fois objet matériel et symbolique, comme porteur du sens, le place à la croisée de plusieurs champs : économique, culturel, politique et intellectuel. De ce fait, son exploration requiert d'une démarche interdisciplinaire. Par conséquent, nous avons utilisé différentes sources, issues du croisement de disciplines diverses telles que la sociologie (dans ses sous-disciplines de sociologie de la culture, de l'édition et des biens symboliques), l'histoire, les sciences de la communication, l'anthropologie et l'économie de la culture.

C'est ainsi que grâce aux apports, notamment des dernières quatre décennies, de certains courants de l'histoire du livre, de la lecture et de l'édition - citons parmi eux Roger Chartier, Jean Yves Mollier, Jacques Mignon et Henry Jean Martin - l'on sait que le livre n'est pas seulement un produit imprimé mais un cercle entre éditeurs, écrivains et lecteurs. Cette approche méthodologique qui combine plusieurs axes pour saisir un objet constitue une contribution capitale des historiens du livre. De la même manière, les travaux sur le lien existant entre l'édition et la politique ont établi une base robuste pour le développement des recherches sur le rôle de l'imprimé dans la formation de la sphère publique¹⁴.

Le métier d'historien, habitué à inscrire les objets dans une histoire large, qui dépasse les propres contours d'une période étudiée, a grandement contribué à la recherche sociologique, en permettant un entrecroisement plus complexe des faits. Spécifiquement sur le sujet de la « concentration éditoriale » qui nous occupe ici, l'approche historique nous rappelle qu'il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau.

¹³ Présentation dans le cadre de la table ronde « L'héritage des grands projets nationaux », Congrès Sharp, 7 juillet 2015, Montréal.

¹⁴ Travaux tels que Voir Robert DARNTON *Edition et sédition : l'univers de la littérature clandestine au XVIII^{ème} siècle*, Paris, Gallimard, 1991 ; *La fin des Lumières, le mesmérisme et la Révolution*, Paris, (1984) 2008 ; Roger CHARTIER. *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIV^{ème}-XVIII^{ème} siècle)*, Paris, Éditions Albin Michel, 1996 ; Jacques MICHON (sous la direction de). *Edition et pouvoirs*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995.

Par ailleurs, et de manière déterminante pour l'étude du livre et de l'édition, l'analyse sur la formation du champ littéraire¹⁵ initiée par Pierre Bourdieu et poursuivie essentiellement par les travaux de Gisèle Sapiro¹⁶, Louis Pinto et le Centre de Sociologie Européenne, a offert de nouvelles pistes sur les conditions de production des biens symboliques. Leur approche a mis à disposition tout un répertoire d'outils pour aborder le champ de l'art, des intellectuels et du littéraire, caractérisant les règles et paradoxes qui le fondent. Gisèle Sapiro a construit un emploi spécifique de concepts qui sous-tendent ce domaine, tels que champ et capital. Par exemple, pour l'étude du processus d'hétéronomisation du champ littéraire français sous l'occupation, les modèles littéraires internationaux ou les études sur le champ international des traductions et les stratégies éditoriales dans un cadre de globalisation éditoriale.

L'application du concept de capital dans le champ de la culture et de l'art a constitué un apport incontournable pour accéder à une compréhension des phénomènes qui jusque-là se présentaient comme glissants pour les sciences sociales. Ainsi la conceptualisation d'un « capital symbolique » a permis d'aborder les dimensions complexes de l'espace social dans lequel les agents se placent et entrent en relation, par exemple par la provision des catégories telles que « l'intérêt » pour l'étude du champ culturel. La formule d'un « intérêt au désintéressement »¹⁷ s'avérant particulièrement pertinente pour expliquer certains répertoires d'actions des agents.

La théorie des champs¹⁸ constitue, pour sa part, un des apports les plus importants de la sociologie contemporaine. Elaborée par Pierre Bourdieu, elle offre de nombreuses applications au terrain de l'édition, de la traduction¹⁹ et du cinéma²⁰, entre autres, et propose un schéma d'analyse d'une grande pertinence pour expliquer le contexte d'émergence du secteur ici étudié. Il consiste essentiellement en un modèle organisé sur l'opposition de deux

¹⁵ Pierre BOURDIEU, Pierre. « Une révolution conservatrice dans l'édition » Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1999, vol. 126, N° 126-127, p.3-28 ; « Le champ littéraire ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1991, vol. 89, N° 89, p.3-46.

¹⁶ Parmi son œuvre abondante, nous citons : «La guerre des écrivains», La Traduction comme vecteur des échanges culturels internationaux. *Circulation des livres de littérature et de sciences sociales et évolution de la place de la France sur le marché mondial de l'édition (1980-2002)*, Les contradictions de la globalisation éditoriale.

¹⁷ Pierre BOURDIEU. « Intérêt et désintéressement ». Résumé de Cours au Collège de France, 1988-1989. p.431-432.

¹⁸ Pierre BOURDIEU, Questions de sociologie, Paris, 1980, Éditions de Minuit. Collection Documents ; *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil, 1992. *Réponses, pour une anthropologie réflexive* (avec Loïc Wacquant), Paris, Le Seuil, 1992.

¹⁹ Gisèle SAPIRO (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions, 2008 (coll. Culture & société).

²⁰ Julien DUVAL, « L'art du réalisme. Le champ du cinéma français au début des années 2000 », Actes de la recherche en sciences sociales, 2006, n° 161-162, p. 96-115.

pôles de forces. Au sein du champ, se déroule une lutte généralisée pour le monopole de la définition légitime de son nomos.

Dans le cas du sujet qui nous occupe : *le pôle de la grande production et l'autre pôle, celui de la production restreinte*. Il s'agit d'un système relationnel et différentiel : dans le premier pôle, vont régir principalement des critères commerciaux tandis que, dans le deuxième, dominant des raisons esthétiques, intellectuelles ou identitaires. Les maisons d'édition qui composent Editores independientes de Chile appartiennent au pôle de la production restreinte, qui met en exergue une valeur associée à la pluralité et à la nature des œuvres produites²¹ qui, dans leur majorité, ne seraient pas publiées étant donné leur faible intérêt commercial pour le *pôle de la grande production*. Ce pôle se veut l'incarnation des valeurs de l'édition tout en mobilisant ses capitaux pour produire des reconfigurations au sein de l'ensemble du champ éditorial.

En ce qui concerne le pôle de la grande production, au Chili, il est représenté par la *Cámara Chilena del Libro* (Chambre chilienne du livre), entité qui possède un capital spécifique, fruit de son prestige, ancienneté et poids financier en raison de la nature de ses ouvrages destinés au grand public. Chaque pôle d'agents justifie son existence et sa prise de position à partir de la position qu'il occupe dans le champ éditorial, qui n'est ni statique ni permanente. D'où la pertinence de cette théorie qui vise une meilleure compréhension de la position des agents, toujours plus au moins dominante/dominée et plus au moins innovante/conservatrice, au sein d'un champ déterminé et de ses rapports de force. Chaque champ, à la recherche de sa propre autonomie, est animé par une lutte, un rapport de forces qui distribue certaines positions entre les champs et au sein de chaque champ et retrace ses frontières.

Il convient de mentionner que, à notre avis, il est difficile de parler, dans le cas du Chili, d'un « champ éditorial » constitué à proprement parler, même si l'autonomisation du champ culturel reste un enjeu majeur dans ce pays étouffé par le champ économique. Cette absence d'autonomie relative par rapport aux contraintes externes pour se doter soi-même d'un principe d'auto-organisation est la raison pour laquelle nous préférons plutôt parler - pour le Chili - d'un « espace ». Un espace éditorial animé par des enjeux et des intérêts partagés, qui mobilisent les acteurs et orientent leurs stratégies. Nous avons donc décidé

²¹ Auteurs inconnus ou oubliés, des genres moins vendeurs (comme la poésie), des recherches sociales et des thématiques spécialisées.

d'être prudents par rapport à l'application d'un concept à une réalité spécifique en raison du cadre local.

À partir de cela, en fait, on peut comprendre l'édition comme un espace au-delà de la fabrication spécifique et concrète de livres, pour l'inscrire dans une perspective qui englobe les conditions sociales de production des textes. Cette démarche d'une sociologie de l'édition a fait l'objet d'un intéressant développement ces dernières années, produisant un ensemble de recherches très riches et diverses, notamment sur la question de la traduction, sur l'étude des festivals, des foires, des réseaux littéraires, des résidences d'artistes, des publics, ainsi que sur les différentes modalités de circulation des textes. Toujours dans ce courant épistémologique, nous ne manquerons pas d'évoquer également les travaux de Gustavo Sorá. L'universitaire argentin a en effet développé une perspective qui rapproche anthropologie et sociologie, en se consacrant à l'étude des foires du livre comme espaces de circulation. Il s'est particulièrement intéressé à la participation à la Foire du livre de Francfort comme « mise en scène de la littérature nationale », analysant les modes de représentation des éditeurs dans cet espace. En outre, il a mené un important travail sur les catalogues en sciences sociales des éditeurs emblématiques d'Argentine et du Mexique, tels que Fondo de Cultura et Siglo XXI, leurs tensions, continuités et ruptures présentes dans la construction d'un espace ibéro américain du livre²². Enfin, sur le sujet de l'indépendance, notamment celle de la petite « édition critique » en France et des librairies indépendantes, nous nous appuyerons sur les recherches de Sophie Noël²³.

Les problématiques et les hypothèses sur lesquelles se fonde cette sociologie du champ éditorial sont également inspirées de l'approche de la circulation internationale des

²² Gustavo Sorá est docteur en anthropologie sociale, auteur d'une thèse rédigée sous la direction de M. Afranio García. Parmi ses travaux, citons : « La Maison et l'Entreprise. José Olimpo et l'évolution de l'édition brésilienne », Actes de la recherche en sciences sociales, 1999, 126-127, p.90-102, Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas, Buenos Aires, 2003, Del Zorzal; «Una aproximación etnográfica al mundo editorial. Frankfurt y otras aduanas culturales entre Argentina y Brasil», Cuadernos de Antropología social, 15, P 127-148. «Editores y editoriales de ciencias sociales: un capital específico» en F. Neiburg y M. Plotkin (comps.), *Intelectuales y expertos. La constitución de conocimiento social en Argentina*, Buenos Aires, 2004, Paidós. « Des éclats du Siècle. Unité et désintégration dans l'édition hispano-américaine en sciences sociales », in Gisèle Sapiro, *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, 2009, Nouveaux Mondes, «El libro y la edición en Argentina. Libros para todos y modelo hispanoamericano» en Políticas de la Memoria n° 10/11/12. Années 2009/2011. p. 125-142 ou encore *Editar desde la izquierda en América latina. La agitada historia del fondo de cultura económica y de siglo xxi*. Argentina, Siglo XXI editores, 2017.

²³ Sophie, NOËL. *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, 2012, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, coll. « Papiers ». SAPIRO, Gisèle ; « La petite édition indépendante face à la globalisation du marché du livre : le cas des éditeurs d'essais critiques » in *Les contradictions de la globalisation éditoriale*. Gisèle Sapiro (dir.) Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

idées²⁴ développée par Yves Dezalay et Bryant Garth, dans l'ouvrage *La mondialisation des guerres de palais*, paru en 2002. Nous retiendrons en particulier l'idée de l'internationalisation comme forme de légitimation, ainsi que le concept d'homologie, pour révéler l'ancrage national des prises de positions exprimées dans les espaces de luttes internationales. Nous nous servons également du travail de Dezalay et Mikael Rask Madsen²⁵ à propos des espaces de pouvoirs transnationaux.

Cette perspective nous permet d'aborder la façon dont les agents culturels chiliens, et notamment le monde de l'édition indépendante, s'imprègnent d'un discours très international qu'ils s'approprient tout en lui donnant un ancrage local, concernant la situation de la culture dans le pays. Comme nous le verrons au long de ce travail, l'émergence de la question de la *diversité culturelle* dans l'agenda public chilien est rendue possible à partir de deux faits : d'une part, grâce aux réunions et aux échanges des associations professionnelles de la culture, auxquels des associations nationales ont participé aux côtés de leurs pairs, lors de la Première rencontre des associations professionnelles de la culture réalisée à Montréal en 2001. Cette expérience conduit à la mise en circulation d'une vision soulignant la pertinence d'un statut différencié pour les biens culturels dans le contexte actuel d'accélération et de multiplication des échanges, caractérisé de plus par une forte concentration. C'est, d'autre part, le contexte de négociations des traités de libre-échange avec les Etats-Unis dans lequel se trouvait le Chili à ce moment-là, qui a permis aux représentants du monde de la culture, de se rassembler au sein de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle, fondée en 2001, dans le but d'instaurer un débat sur la nécessité d'un traitement particulier de la culture au sein des négociations.

En ce qui concerne les sciences de la communication, tout un ensemble de publications, issues de colloques et de journées d'études ont alimenté notre réflexion et nous ont permis d'approfondir la figure de l'éditeur, notamment à partir de son métier, des conditions de production et des modes d'organisation au sein des industries culturelles. Les

²⁴ Voir Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2002, n°2, p.429- 444, voir également DEZALAY Yves et Garth, *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil, 2002.

²⁵ Yves DEZALAY, Madsen, Mikael R., « Espaces de pouvoirs nationaux, espaces de pouvoir internationaux », Cohen, A., Lacroix, B., Riutort, P., 2009, *Nouveau Manuel de Science Politique*, Paris, La Découverte, 2009.

travaux sur l'indépendance au sens large, produits par le Labex-ICCA, s'avérant particulièrement utiles pour notre recherche²⁶.

Le champ international d'études sur le livre et l'édition a cimenté progressivement une communauté de spécialistes qui s'est peu à peu constituée à partir des années 80 au fil de multiples colloques, d'échanges et de journées d'études internationales. Pour en citer quelques-uns : le colloque « Le livre, l'édition et la lecture dans le monde contemporain », tenu en 2005 à Sydney dans le cadre du Congrès international des Sciences historiques, après quoi s'est déroulé « Editeurs, les lois du métier. Mœurs, économie, politique » au Centre Pompidou (2011), à Paris. Pour le cas latino-américain, on peut mentionner le Congrès de La Plata (2012), la journée d'études Chili-France, organisée à Santiago du Chili et ensuite à Paris, sur la base d'un projet Labex-ICCA, coordonnée par l'université Paris 13 en 2012 entre autres. Il convient aussi de mentionner les congrès annuels de la Society for the History of Authorship, Reading & Publishing- SCHARP, qui fonctionnent depuis 1992. Cette accumulation de connaissances sur le sujet correspond à la littérature produite en français, pour la plupart. C'est donc dans le prolongement de ces travaux que notre réflexion s'inspire et s'inscrit.

2. Le chercheur et son objet : radiographie d'un lien intime

Pourquoi choisit-on de travailler sur un sujet déterminé plutôt que sur un autre ? Quelles sont les propres « conditions de possibilité » qui vont permettre de suivre un itinéraire, toujours personnel et unique, dans la démarche d'une recherche sociologique ? La question du rapport à l'objet se présente comme une sorte de miroir parmi lequel on interroge les raisons qu'on a eu de « choisir » son objet d'étude, choix lui-même traversé par un ensemble de raisons, d'intérêts difficiles à objectiver. En fait, c'est le moment de la thèse dans lequel on fait de la sociologie de soi, en retraçant les événements les plus déterminants de sa propre démarche professionnelle, les personnes avec lesquelles on a échangé, les courants épistémologiques qui nous ont influencés, les « intuitions » de base qui sont devenues de vraies questions ou encore des envies disciplinaires.

²⁶ Citons, entre autres, Bertrand LEGENDRE Bertrand (dir.), *Les métiers de l'édition*. Paris, Éditions du Cercle de la Librairie (3^e éd), 2002. Bertrand LEGENDRE et Christian Robin (sous la dir.de), *Figures de l'éditeur. Représentations, savoirs, compétences, territoires*, Paris, Nouveau monde éditions, 2005 et l'ensemble des travaux publiés dans la Revue Communication & Médias. Voir aussi Olivier ALEXANDRE, Sophie Noël et Aurélie Pinto (sous la dir.de), *Culture et (in)dépendance. Les enjeux de l'indépendance dans les industries culturelles*. P.I.E. PETER LANG – Labex-ICCA, 2017.

Dans ce sens, Pierre Bourdieu, en parlant de l'anthropologue (qu'il concevait comme la fusion souhaitée entre sociologue et ethnologue), signalait que : « Il est en effet scientifiquement attesté que ses choix scientifiques les plus décisifs (sujet, méthode, théorie, etc.) dépendent très étroitement de la position qu'il occupe dans son univers professionnel, dans ce que j'appelle le champ anthropologique, avec ses traditions et ses particularismes nationaux, ses habitudes de pensée, ses problématiques obligées, ses croyances et ses évidences partagées, ses rituels, ses valeurs et ses consécrationes ... »²⁷

Dans mon cas, et pour essayer de me mettre en question à partir du répertoire d'éléments que Bourdieu évoque dans la citation, je ferai l'exercice de décrire synthétiquement les circonstances qui ont tissé le contexte avec lequel s'entrelace mon objet de recherche avec mon parcours. Et ce, afin d'expliquer les va-et-vient présents dans tout « choix » professionnel, scientifique et personnel.

Grandir en dictature : un contexte déterminant et une possibilité de regard

Je fais partie d'une génération nommée « fille de la dictature », qui a grandi dans un contexte d'autoritarisme²⁸, de peur, d'entraînement à garder le silence et ne pas poser trop de questions. Mais elle est surtout l'héritière de l'imposition d'un modèle de développement économique dont les conséquences perdurent jusqu'à aujourd'hui. Le gouvernement du général Pinochet ayant privatisé le système d'éducation, centaines de milliers d'étudiants ont dû et devront s'endetter pour pouvoir étudier chaque année. Moi-même, j'ai dû m'endetter sur 15 ans pour faire mes études à l'université « publique ».

Ma famille maternelle a vécu l'exil et, mis à part ma mère et un oncle²⁹, qui sont restés au Chili, mes oncles ont dû quitter le pays en 1973 et n'ont obtenu l'autorisation des militaires

²⁷ Pierre, BOURDIEU. « L'objectivation participante ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2003, vol. 150, N° 1, pp. 43-58. p.45. Dans cet article, Bourdieu cite le travail de Charles Soulié « L'anatomie du goût philosophique ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1995, N° 109, p. 3-21, tout en signalant comme ce dernier l'a montré « que les sujets de recherche (mémoires, thèses de doctorat, etc.) sont statistiquement liés à l'origine et à la trajectoire sociales, au genre et surtout à la trajectoire scolaire ». p.6

²⁸ Je me souviens encore, qu'à l'école, nous participions tous les lundis à un acte civique-culturel (que j'adorais en réalité). Chaque classe devait préparer des contenus sur les éphémérides ou un autre sujet qu'on lisait au micro devant toute l'école dans la cour. Au début de l'acte, il fallait chanter l'hymne national en hissant le drapeau. À l'époque, en plein dans les années 80, le gouvernement exigeait de chanter une strophe qui disait « nos hommes, des soldats courageux, qui ont été le soutien du Chili ». Avec le retour de la démocratie, cette exigence a été supprimée.

²⁹ Cet oncle, Rodrigo Coll, pendant la dictature s'est mis à travailler dans une mine de cuivre, conduisant de gros camions très sophistiqués. Il jouait très bien la guitare. Ce n'est que récemment que j'ai appris qu'il organisait des soirées musicales typique de la gauche latino-américaine (*peñas*) clandestines à l'intérieur de la mine, où il

de revenir au Chili qu'en 1990. En 1990, la famille réunie, après 17 ans, a organisé une belle fête chez mes grands-parents, rythmée par les chansons du répertoire latino-américain. J'ai connu « physiquement » ma famille ce jour-là. La musique et la poésie étaient très présentes dans mon foyer, pas tant de façon scolaire (nous n'avions pas de grande bibliothèque) qu'à travers leur pratique quotidienne. Mon grand-père adorait déclamer de vieux poèmes de Federico García Lorca ou en langue catalane (ses parents venaient de Barcelona). Ma grand-mère, quant à elle, nous chantait toujours des comptines et ma mère aimait bien écrire de la poésie, bien qu'elle n'ait pas fini ses études universitaires, entreprises pendant le gouvernement de Salvador Allende. Elle fréquentait beaucoup la Société des écrivains, sise en un petit endroit (beaucoup moins glamour que son nom ne l'indique) où avaient lieu des présentations de livres et certains débats, et moi et ma sœur nous l'accompagnions. Malgré les contraintes économiques de mon enfance (pleine crise économique des années 80), j'avais une vie culturelle assez active : je chantais à la chorale de l'école et de l'église, jouais de la guitare, lisais des textes d'histoire et surtout le répertoire de Silvio Rodríguez³⁰. J'étais entourée de gens assez politisés (contre la dictature), de mouvements des droits de l'homme ainsi que des artistes, des écrivains et dirigeants sociaux, amis de la famille.

Cette certaine « proximité » avec un milieu artistique-culturel, bien que marginal et peu valorisé par les valeurs dominantes dans la société chilienne, m'a permis de maîtriser un certain langage au moment de mener mes entretiens dans le cadre de cette thèse, même si mon vécu était davantage lié aux expériences « orales », pour ainsi dire, qu'à l'écrit ou à un milieu littéraire. Je n'appartenais pas non plus au cercle éditorial, de la profession, et n'avais aucune idée de ce que le métier « d'éditeur » signifiait.

À la recherche disciplinaire de soi

Je suis entrée à l'université, à l'âge de 17 ans, en 1997, sept ans après le début du retour de la démocratie, pour faire une licence en gouvernement, gestion publique et sciences politiques à l'Université du Chili. Les attentes de réformes démocratiques dans les différentes sphères de la vie sociale commençaient à être évacuées des programmes de gouvernements officiels. À l'intérieur de l'université, les étudiants s'organisaient pour démocratiser leur

faisait venir des chanteurs engagés (« canto comprometido »). En fait, c'est dans le cadre d'un petit concert que Rebeca Godoy, chanteuse qui vient de décéder en 2013, a raconté cette histoire.

³⁰ Chanteur et compositeur cubain, « troubadour » dont les paroles sont empreintes de figures et métaphores. On pourrait peut-être le comparer avec Brassens.

propre institution. J'ai fait partie de l'association des étudiants de mon école, ayant été élue comme responsable de culture. Nous avons organisé beaucoup de journées d'études, de débats politiques, de concerts, de lectures poétiques.

Je sentais la question de la culture et du rôle qu'elle pouvait jouer dans la constitution d'une citoyenneté culturelle sourdre en moi. Je commençais donc à m'interroger à ce sujet, et à suivre parallèlement à ma formation en administration publique quelques enseignements en sociologie qui m'apportaient un autre regard. J'ai ainsi assisté à un cours avec Enzo Falleto, sociologue chilien qui avait coécrit avec Fernando Henrique Cardoso le texte « *Dependencia y Desarrollo en América latina* ». Ce livre a vraiment chamboulé mes idées.

Je cherchais ailleurs un espace pour compenser la formation, très scolaire,³¹ en « gestion des affaires publiques » que nous recevions comme futurs administrateurs d'une Res publica qui ne comportait finalement que bien peu de « public ». L'orientation de mon école, tout comme celle de l'ensemble des programmes universitaires, ayant été transformée pendant la dictature (en fonction de la nouvelle conception de l'Etat en vigueur), elle était désormais fondée sur les principes d'efficience et de modernisation, en cohérence avec la technocratie d'un pays *modèle* pour le cône sud. Je trouvais cette formation très contraignante, tautologique, obligeant à beaucoup apprendre par cœur et à peu réfléchir. Je ne voulais pas devenir fonctionnaire, encore moins technicienne spécialiste des affaires gouvernementales. J'ai donc continué par un diplôme en Master recherche en études latino-américaines à la faculté de Philosophie.

Je suis arrivée en France en août 2008 avec une bourse à coût partagé, entre le Conicyt³² et l'Ambassade de France du Chili, pour faire un Master 2 plus un doctorat à l'EHESS. Mon projet portant sur la dimension culturelle de la transition politique au Chili, j'envisageais d'examiner ce qui c'était passé dans le domaine de la culture au cours des vingt dernières années de post-dictature. J'étais consciente qu'il s'agissait d'une question immense, presque inabordable d'un point de vue méthodologique, mais j'étais poussée par le moteur de mes recherches : le rapport entre culture et politique.

³¹ Par scolaire, j'entends ici dépourvu de questionnement ou d'esprit critique

³² CONICYT, la Commission nationale de science et de technologie fait partie du ministère de l'Éducation du Chili.

Une année auparavant, dans le cadre d'une autre demande de bourse, et après une discussion avec un sociologue du droit qui se voulait « luhmannien » et faisait partie du jury, ma candidature pour continuer des études à l'Université de Potsdam (où j'étais déjà acceptée) m'a été refusée. Ce professeur, que l'exposé de mon projet de recherche avait énervé, m'a expliqué avec agressivité que c'était en raison de ce qu'il estimait être de l'« ignorance » de ma part. Il m'a en effet reproché de vouloir faire de la recherche sur un terrain déjà trop exploré et avec un projet marqué par un « biais idéologique »³³. J'avais l'argumentation que, à part le rapport PNUD (2006) « *Quiénes somos los chilenos ?* » qui avait ouvert un grand débat au sein du champ intellectuel et politique ; des articles du sociologue Manuel Antonio Garretón sur le sujet et du travail de Tomás Moulian « *Chile actual: anatomía de un mito* » (1997) et certains travaux mis à disposition par le champ des études culturelles, on ne disposait pas véritablement d'un champ, autonome, de production sociologique pour examiner la culture pendant la transition. J'avais sur moi une lettre de soutien de mon directeur de master en études latino-américaines, Grínor Rojo³⁴, dans laquelle il soulignait le besoin de développer cette aire d'étude et d'y former de jeunes chercheurs, compte tenu de la carence des recherches menées dans ce domaine au Chili. La réaction de l'universitaire, en plus d'être désagréable, m'a amenée à m'interroger : pourquoi la « question culturelle » représentait-elle un objet idéologique qui le rendait mal à l'aise ? Tout l'argumentaire fort « positiviste » qu'il déployait sur une certaine impossibilité de dépasser la condition d'études « molles » sur la culture, qui contrastait avec la « vraie sociologie », « science dure », démarquait les contours de l'enjeu de cette recherche ; un enjeu bien réel pour la recherche dans ce domaine au Chili.

Au-delà du caractère anecdotique de cet épisode, celui-ci m'a permis de réfléchir sur deux facteurs qui ont déterminé la suite de mon parcours de formation. D'une part, j'ai constaté que le terrain des études sur la culture constitue une aire fortement méprisée par les « nouveaux sociologues » dominants au Chili qui font un type de sociologie voisine des sciences politiques (voire des études électorales et sur la participation politique). D'une autre, cela a renforcé mon idée de venir en France car pour faire des études en sociologie de la culture, c'était la seule possibilité, même si à l'époque je ne connaissais pas exactement à quoi correspondaient les méthodes utilisées à l'EHESS. Cette circonstance en effet m'a beaucoup

³³ Au Chili, la question de la « date » de la fin de la transition représente un vrai enjeu pour le monde politique mais aussi universitaire. Parler « encore » de transition constituait la verbalisation d'une position critique vis-à-vis de l'arrivée d'un système démocratique effrayé par les piliers structurels de la période autoritaire antérieure. Nous étudions cette problématique dans la partie I de cette thèse.

³⁴ Grínor Rojo est docteur en philosophie, professeur à l'Université du Chili et critique littéraire. Il a fondé avec un groupe d'universitaires le Centre d'études culturelles latino-américaines, dont la grande contribution au développement de ce champ n'est pas à prouver.

encouragée, même si je n'en avais pas une claire conscience à l'époque, à insister sur le développement de mon sujet de recherche.

J'ai continué à m'interroger sur le poids que la dictature avait eu pour la vie culturelle au Chili. L'idée - assez répandue et installée comme « sens commun » (même auprès des universitaires) - que cette période correspondait à un obscurantisme culturel ne me satisfaisait guère. Car je comprenais que, même dans des conditions très difficiles qui mettaient en danger la vie de ses créateurs, la production culturelle réalisée sous la dictature était énorme. Je connaissais déjà plusieurs publications parues pendant la période, surtout des revues, qui ont paradoxalement disparues après le retour de la démocratie. Il existait aussi la production culturelle de l'exil (dont je connaissais quelques exemples liés à l'histoire d'exil de ma famille³⁵) qui, même si elle était sous-tendue par la résistance et la contestation, donnait corps à un vaste œuvre qui comprenait toutes les genres et toutes les aires.

J'avais connaissance de certaines actions menées par des collectifs d'artistes, notamment de femmes, qui dans la complète inexistence d'un espace public, s'adressaient aux gens pour dénoncer la torture, la disparition et l'impossibilité de prendre la parole publique, tout en incorporant des revendications féministes³⁶. Parmi cet ensemble d'actions : des performances, des textes, des arpilleras³⁷, des installations. L'envie des acteurs culturels d'intervenir dans l'espace politique était aisément palpable, ce qui aiguïait beaucoup mon intérêt. Ce sont précisément ces croisements entre l'art, la culture et le politique qui ont guidé mes réflexions vers la réalisation de cette thèse.

En remontant très vite je suis arrivée en France, en 2008, à l'EHESS, pour commencer un Master 2. Je me suis inscrite dans un séminaire dirigé par Gisèle Sapiro qui portait sur l'épistémologie des sciences sociales : une fenêtre vraiment enrichissante qui m'a armée d'outils de pensée. Dans une conversation avec elle, dans laquelle je lui ai exposé mon intérêt

³⁵ Ma tante, Cecilia Coll, exilée d'abord dans l'ex République Tchèque, puis en Russie travaillait pour la Revista internacional (Revue communiste internationale). Elle avait été détenue à l'Université technique de l'Etat (UTE) où elle exerçait comme responsable de culture, travaillant main à main avec le chanteur Victor Jara et d'autres artistes. Le 11 septembre, ils ont été arrêtés ensemble et conduits à l'Estadio Chile, un camp de prisonniers. Elle a pu sortir quelques jours après, devant quitter le pays en urgence. Pour sa part, mon oncle, Guillermo Deisler, exilé en Allemagne, était artiste visuel, qui avait fondé avec un collectif d'artistes, un mouvement d'art postal.

³⁶ « Démocratie dans le pays et à la maison » disait une des pancartes les plus célèbres de cette époque, réalisée par des mouvements des femmes, et affichée à la Bibliothèque Nationale, au centre-ville. À propos du mouvement de contestation féministe pour la récupération de la démocratie au Chili, voir Julieta KIRKWOOD. *Ser política en Chile. Las feministas y los partidos*. Santiago, Flacso, 1982 (première édition).

³⁷ Petites tapisseries faites par les femmes pendant la dictature, dont la base est constituée de morceaux de toiles colorées, et qui véhiculent des messages revendicatifs.

pour comprendre la transition chilienne depuis l'axe culturel, elle m'a répondu par une question : pourquoi ne travaillez-vous pas ce thème à partir de la trajectoire d'une maison d'édition ? Elle venait juste de faire des entretiens auprès des éditeurs au Chili et m'en a parlé avant de me conseiller de rencontrer M. Yves Dezalay qui connaissait l'Amérique latine et ses enjeux internationaux. Ce point de départ pour explorer l'océan « presque inabordable » du culturel me semblait extrêmement pertinent et concret.

C'est ainsi que j'ai écrit un mémoire intitulé « La dimension culturelle de la transition politique chilienne : Le cas de la maison d'éditions *Lom* » sous la direction de Yves Dezalay. Ses travaux et conseils m'ont constamment incitée à aller regarder plus loin, pour pouvoir « mieux » observer, à ne pas rester dans l'angle du local, du « cas d'étude » chilien mais à examiner plutôt les acteurs depuis une approche internationale, considérant les multiples aspects présents dans l'objet.

De plus, cette perspective internationale m'a aidée à adopter une démarche comparative des différents cadres, tout en nuancant l'empathie « naturelle » que je peux sentir pour des acteurs comme les éditeurs, compte tenu de mon profil disciplinaire et de mon parcours biographique. Je regardais ce qu'ils étaient ailleurs, comme courant ou mouvement international, replaçant ainsi leurs discours, leurs pratiques dans un espace plus complexe en termes des variables impliquées.

Pourquoi choisir les éditeurs indépendants chiliens comme objet d'étude ?

L'édition représente toujours un microcosme de la société dont elle fait partie, reflétant ses grandes tendances et façonnant dans une certaine mesure ses idées, ce qui fait son intérêt³⁸.

André Schiffrin

L'intérêt pour le phénomène de l'édition indépendante dans un pays comme le Chili, qui a commencé comme « un hasard » - comme nous l'avons décrit plus haut - est devenu un sujet de recherche qui a vite fait sens pour moi.

Il s'agit d'un secteur qui présente à la fois un poids économique, même si ce n'est pas la première caractéristique à souligner et qui - malgré cette présence financière non

³⁸ André SCHIFFRIN. *L'édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique, 1999, p.7.

déterminante - s'est constitué dans un acteur incontournable du champ culturel. Ces maisons d'édition, propriétés de sujets « métis », aux capitaux hétérodoxes, se présentaient comme un sujet dynamique, qui me permettait de faire une sociologie pratique, me demandait une connaissance approfondie des acteurs. Je veux dire qu'il s'agissait de dépasser le seul plan théorique qui caractérisait ma formation précédente.

Du même, le fait de mettre dans la balance ce que ces éditeurs pèsent symboliquement au Chili (peu visibilisés) et ailleurs (au sein de l'Alliance, ou encore, par exemple, si on voit le prix décerné à son président) m'a obligée à me déplacer en permanence (en termes de réflexion) entre le Chili et la France, entre le local et leur voie accès à l'international.

Bien que l'édition indépendante soit un secteur ayant connu un développement et une certaine notoriété soutenue ces dernières années, avec un catalogue de près de 6 000 titres actifs, leurs apparitions publiques – et les livres publiés par eux - n'ont que peu de résonance dans les médias nationaux. Les entretiens et articles parus, pour la plupart dans des médias alternatifs et surtout étrangers (mais jamais dans des émissions de télévision³⁹), ont néanmoins produit une vague de débats dans les cercles culturels et académiques du pays.

L'ascension des gestionnaires de la culture dans les espaces étatiques emprunte au Chili d'autres voies, qui produisent de la légitimité à partir de codes de distinction plus managériaux, les intellectuels étant considérés avec un certain mépris, comme quelque chose de peu productif. Au nom d'une recherche d'efficacité et modernisation, mise en avant de façon permanente sur la base d'outils tels que les indicateurs de gestion et d'autres instruments du reporting, les débats sur le sens ou la construction de communauté ont été expulsés de l'agenda officiel de la gestion publique, pour n'être que trop souvent invoqués de façon instrumentale et décorative.

De cette manière, le paradoxe que constitue la spécificité de ces acteurs nous a conduits vers une exploration approfondie. Il s'agissait d'un objet d'étude lui-même marginal voire presque inexistant dans le champ académique chilien mais central du point de vue des

³⁹ Bien que les programmes dédiés au livre et à la lecture soient presque inexistantes, on peut citer le programme *El show de los libros*, qui a été un programme culturel de télévision transmis par le canal national (Télévision National du Chili), entre 1992 y 2002, et animé par l'écrivain et prix national de littérature Antonio Skármeta. L'émission se déroulé autour des divers thèmes concernant le livre, de façon ludique, tout en utilisant différentes ressources tels que les entretiens aux auteurs, aux critiques littéraires ou des représentations de théâtre d'un extrait. C'est le dernier programme de ce genre, consacré aux livres, émis dans la televisión dans la période démocratique.

logiques et des intérêts engagés à la porte d'une sociologie du champ culturel plus vaste. C'est pour ces différentes raisons et du fait que l'édition indépendante correspond à un espace dont les principaux enjeux opèrent à l'échelle internationale, qu'il s'agit d'une problématique multidimensionnelle. Le champ éditorial présente à la manière du champ littéraire « l'intérêt d'être à la fois très "national" et très "international" »⁴⁰

3. Problématique et questions de recherche :

Édition indépendante, associativité, internationalisation et réaménagement de la scène culturelle chilienne : transition politique et globalisation éditoriale

L'interrogation qui a guidé notre travail a évolué progressivement. Elle est entrée en dialogue permanent avec les documents récoltés et les premiers retours du travail de terrain, ce qui nous a obligé à constamment ré-regarder le sujet à travers des prismes croisés. L'espace de l'édition s'est peu à peu présenté comme une voie d'accès pour aborder le champ culturel au sens plus large, ainsi que pour enquêter sur les interactions entre celui-ci, le politique et le champ économique, constituant tous trois le soubassement d'une scène transitionnelle. De fait, si on se demande quel rôle a pu jouer l'édition dans la construction de la transition politique chilienne, on l'interroge bien au-delà de son chiffre d'affaire.

Nous avons entrepris cette recherche munis d'une boîte à questions qui orientaient nos enquêtes : quelle place a occupé la culture, et plus particulièrement le livre, son support écrit, au sein de la transition politique vers la démocratie au Chili ? Quel est le rôle des politiques publiques pour la Culture, tant celles qui émanent du CNCA⁴¹ que les politiques plus sectorielles, conduites par le Conseil du livre ? Quelles visions de la Culture les sous-tendent ? Quels rapports entretiennent la politique formelle et le mouvement de l'édition indépendante ? Quel modèle de politique culturelle, notamment éditoriale, est promu par la transition démocratique chilienne, à travers ses discours et ses comportements institutionnels ? Enfin, dans quelle mesure cela nous éclaire sur ce qui se joue dans cette transition démocratique, notamment en termes de « citoyenneté culturelle » ? Toutes ces interrogations apparemment isolées n'étaient que des déclinaisons de notre questionnement central, à savoir : comment et pourquoi un groupe d'éditeurs indépendants a-t-il permis de

⁴⁰ Gisèle SAPIRO. « Le champ est-il-national ? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale », Actes de la recherche en sciences sociales, N°200, 2013, p.70-85, p.72

⁴¹ Le Conseil National de la Culture et les Arts au Chili, créé en 2003, est depuis février 2018, le ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine.

modifier le cours de l'espace politique de l'édition au Chili et, au-delà de cela, d'installer un statut particulier des biens culturels dans ce pays ?

Mais, bien que nous ayons un questionnement initial donné par la place de l'édition dans le Chili de la post dictature, il s'est peu à peu élargi vers l'étude de la construction de l'édition indépendante comme une réponse pour contester un phénomène de concentration éditoriale à l'échelle planétaire. En effet, les années 90 verront émerger de manière simultanée des projets éditoriaux se définissant comme « indépendants » et un type d'édition « à profil concentré », représenté par les grands conglomérats mondiaux du livre. Il nous est apparu, au cours de la recherche, que les deux processus étaient indissociablement liés. Ces éditeurs, personnifiant un contre-modèle qui s'oppose à l'uniformisation des contenus, commencent à tisser des alliances multiples, génératrices de réaménagements dans le champ culturel qui seront suivis d'effets politiques.

Bien que la logique de rentabilité favorise les livres les plus standardisés au détriment de ceux qui sont davantage pourvus de « contenus » ou « culturels », en choisissant de publier des œuvres qui normalement ne sont pas rentables sur le court terme, ces éditeurs constituent peu à peu leur propre niche sur le marché. Précisément le fait d'envisager la construction et le développement de l'édition indépendante en tant que niche commerciale nous permettra d'en apprécier les enjeux politiques. Nous allons donc examiner leurs actions et leurs modalités d'accès au champ éditorial, en nous posant les questions suivantes : Quels textes mettent-ils en circulation ? À destination de qui ? Quel est l'enjeu de la constitution de ce fonds éditorial en particulier ? L'éditeur⁴² étant un « auteur d'auteur »⁴³ : quels débats sont engendrés par ses catalogues et ses choix éditoriaux ? Et ensuite, dans quelle mesure l'étude de ces éditeurs – en tant que « cas » - permet-elle l'accès à une forme de connaissance générale de l'édition et d'un champ culturel plus vaste ?

Dans cette direction, nous avons continué à chercher à comprendre qui étaient ces éditeurs qui donnaient une existence concrète à une édition qui se concevait comme « indépendante ». Pourquoi voulaient-ils éditer ? Pourquoi se fédéraient-ils sous la revendication de l'« indépendance » ? Que signifiait être « indépendant » ? Par rapport à qui ?

⁴² Anne, SIMONIN, Anne, « Le catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire » L'exemple des éditions de Minuit, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004/1 n°81, p. 119-129. p. 120.

⁴³ Expression de Régis Debray cité par Yves SUREL. *L'État et le livre. Les politiques publiques du livre en France*, Paris, L'Harmattan, 1997.p. 122

Quels contenus en particulier promouvaient-ils ? Quelle représentation du métier poursuivaient-ils ? Qu'avaient-ils en commun avec un éditeur situé dans un contexte étatsunien tel que l'était André Schiffrin ? Il y avait donc une histoire à reconstruire afin de définir les caractéristiques des acteurs, leurs actions et leurs discours, qui se trouvaient placés toujours à mi-chemin entre là-bas et ici, dans un espace trans/national.

De ce fait, notre sujet s'est recentré plutôt sur les répertoires d'actions et sur les ressources utilisées par les éditeurs chiliens au sein d'un processus d'internationalisation qu'ils mobilisent dans un cadre socio-politique local. Autrement dit, nous nous sommes lancés, d'une part, dans l'exploration des relations entre les petits entrepreneurs de la culture – qui remplissent à la fois un rôle d'agent économique, culturel, moral et social - et l'État, et d'autre part, dans l'observation de l'inscription progressive du monde de l'édition indépendante chilienne dans un circuit culturel international dont l'axe principal est l'articulation autour de la catégorie de *diversité culturelle*.

La problématique est alors devenue à la fois plus claire à structurer - car nous pouvions examiner ces acteurs au sein d'un phénomène de concentration du marché du livre – mais aussi plus difficile à démêler en ce qui concerne l'approche bidimensionnelle d'observation des croisements complexes entre l'espace national et international et les modes de constitution de capital symbolique transnational.

Notre hypothèse s'est construite alors autour de deux vecteurs. Le premier, la spécificité du cas chilien avec des acteurs, au profil associatif, qui exhibent une condition double : secondaires (d'un point de vue financier) et, au même temps, prépondérants en ce qui concerne le rôle joué, par le biais de l'accumulation du capital symbolique, pour l'installation du livre comme un « problème public »⁴⁴. Ces éditeurs ont produit des reconfigurations de l'espace éditorial au sens large tout en agissant comme des connecteurs entre les champs culturel et politique. Le second, autour d'une approche de l'« indépendance » comme catégorie transnationale de résistance à la fois locale (cadre transitionnel) et internationale face à la globalisation éditoriale.

De cette manière les éditeurs indépendants chiliens participent à la fabrication de ce label identitaire, collaborant à son incarnation concrète ainsi qu'à sa prolifération. Étudier

⁴⁴ Yves SUREL. *L'État et le livre*, Paris, L'Harmattan, p.155

alors l'édition indépendante au Chili revient à s'intéresser aux agents responsables d'un type d'édition qui se pense au-delà de la fabrication des livres, pour se centrer sur la fonction publique que la mise en circulation de leurs contenus peut générer dans la société. Ces éditeurs mettent l'accent – dans leur majorité - plus sur les contenus proposés que sur la matérialité du livre et de son esthétique. Cet « amour du discours livre » va caractériser leur répertoire d'actions, réaffirmant leur image déjà ancrée dans un certain « déni de l'économie »⁴⁵, souvent présente chez des acteurs des univers culturels.

Le livre, ayant précisément à la fois une valeur économique et une valeur culturelle, en tant que bien culturel reproductible, il convient de s'interroger : Comment ces éditeurs font-ils face à l'exigence de rentabilité économique ? Quels facteurs expliquent le succès, la durabilité ou l'échec commercial des maisons d'édition indépendantes ? Est-ce que leur « mise en association » a joué un rôle ? Lequel ?

Nous nous sommes concentrés, avant tout, sur les conditions politiques, économiques et sociales de leur production éditoriale, sur les pratiques menées par ces éditeurs, leurs choix éditoriaux et leurs modes d'accès au champ éditorial, tout en croisant trois questions d'ordre différent mais imbriquées : production de textes/production des discours/ façon d'agir. Autrement dit : que caractérise leur production éditoriale ? Quels sont les éléments qui articulent leur discours ? Comment agissent-ils ? Quelles sont les lignes de force qui lient - au travers de leurs actions et de leurs discours - le national et l'international ?

L'examen du parcours du secteur de l'édition indépendante au Chili a révélé que la composante fédératrice (nationale, régionale et internationale) joue un rôle déterminant. Cet associativisme sera la base pour façonner des échanges entre acteurs et générer des réflexions, des documents demandant une intervention de l'État par le biais de politiques publiques pour le livre. À partir de cette trajectoire collective, nous étudierons les rapports entre l'espace éditorial et le champ politique.

Cette démarche théorique nous a conduits à insérer le fait éditorial au Chili dans une perspective internationale, tout en incluant des pratiques de (re) production et de légitimation des savoirs éditoriaux par des acteurs. Il s'agit de pratiques qui opèrent dans un double sens : légitimation des pratiques face à l'État et légitimation de position au sein de l'espace éditorial.

⁴⁵ Pierre BOURDIEU. « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques ». Actes de la recherche en sciences sociales. Année 1977, Volume 13, Numéro 1, p. 3-43.

Cet élargissement de notre approche du sujet de la thèse s'est manifesté dans la façon de nommer notre travail. Du titre originel : « Livres, lecture et citoyenneté culturelle : l'espace de l'édition indépendante dans un contexte de transition politique globalisé au Chili (1990-2010) », nous avons évolué vers un travail appelé « L'édition indépendante dans un contexte de transition politique au Chili (1990-2010) : investissement local d'une définition transnationale », qui incarne mieux le vécu des acteurs observés, tout en le recentrant dans une double dimension inter/nationale.

Un objet d'étude de faible intérêt au Chili ?

Pourquoi la production écrite afférente au livre et à l'édition reste-t-elle restreinte dans un pays qui aime à se présenter comme un « pays de poètes ». Une situation par ailleurs largement constaté par le petit groupe de chercheurs et de spécialistes du livre et de l'édition chilienne et latino-américaine⁴⁶. L'inexistence d'une aire d'études – spécifique - pour le livre et l'édition reste un défi au Chili. Les recherches, bien qu'en augmentation progressive ces dernières années et porteuses de nouvelles approches, restent encore peu nombreuses⁴⁷.

⁴⁶ Dans ce répertoire de travaux, nous pouvons citer la thèse de doctorat en sciences de la communication de María Eugenia Domínguez « Les éditeurs indépendants au Chili (2000-2005) : un développement contemporain des industries culturelles », Université de Montréal, 2010, sous la direction de Claude Martin, et les travaux de Pierina Ferreti et Lorena Fuentes (toutes deux historiennes) sur la toute petite édition. Lorena Fuentes vient de finir un mémoire sur l'édition indépendante au Chili et au Mexique, dans le cadre d'un master en études latino-américaines à l'Université du Chili (CECLA) sous la direction de Grinor Rojo. En outre, la recherche - en cours - d'Ana Silva sur l'édition indépendante en tant qu'industrie et la thèse en histoire d'Ariadna Biotti « L'histoire du livre au Chili. La Araucana de Alonso de Ercilla (XVI-XX^{ème} siècles) », sous la direction de Roger Chartier. Nous n'avons pas recensé de thèses sur ce thème dans la discipline de la sociologie. Cependant, il est intéressant de souligner que toute une génération de doctorants chiliens est, en ce moment, en train de finir leurs thèses en France. Parmi eux : Valentina Oses « *Ensamblaje y estabilización de prácticas culturales en literatura chilena : configuración de bibliodiversidad* » et notre thèse elle-même. En Argentine, pays voisin, le champ universitaire consacré au livre et à l'édition est aussi petit mais plus formalisé, il existe un groupe d'étude articulé par l'émergence de tout un ensemble de jeunes chercheurs qu'ont produit de travaux qui alimentent aujourd'hui la recherche dans la région. Citons, entre autres: la thèse de doctorat d'Alejandro Dujovne, publié en 2014 par Siglo XXI «Una historia del libro judío. La cultura judía argentina a través de sus editores, librerías, traductores, imprentas y bibliotecas», Elizabeth Hutnik (2013) la thèse de doctorat en sociologie de Daniela Szpilbarg (2015) «Las tramas de la edición mundializada. Transformaciones y horizontes del campo editorial en Argentina (1998-2013)», réalisée à l'Université de Buenos Aires en 2015, ou encore «La década publicada. Los best sellers políticos y sus editores. Producción de libros, difusión de temas e intervención pública en el mercado editorial argentino (2003-2015)» thèse de doctorat en sciences sociales par l'Université de Buenos Aires de Ezequiel Saferstein, réalisée l'année 2016.

⁴⁷ Spécial mention mérite la revue Offset. Publiée en juillet 2009, dans un exemplaire unique (il ne s'en est pas publié une deuxième et son éditeur plaisante en disant qu'il s'agit d'une publication qui a lieu tous les dix ans), elle constitue la seule revue proprement dite du « champ éditorial » que nous avons trouvé au Chili. Conçue et dirigée par l'éditeur freelance Miguel Angel Viejo, elle réunit un ensemble d'articles spécialisés sur le métier. Commencant par un éditorial qui reproduit un vrai-faux dialogue typique entre un auteur et son éditeur, plein de fraîcheur et accrocheur, il situe les enjeux propres au métier. On continue avec un entretien avec l'éditeur Oscar Luis Molina, en passant par des articles sur l'édition de poésie, jouant avec des notes et des archives d'éditeur, autant de matériaux à la fois très concrets et érudits. Ils abordent la pratique de mise en page, de la typographie, de la correction du style, des échanges avec des auteurs. Il est intéressant de raconter que la revue explique son procédé à chaque fois qu'elle change de type de papier utilisé (par exemple de Bond blanco 106 gr vers kraft :

L'absence d'études sur le long terme, au-delà des projets au financement ponctuel, ainsi que de statistiques disponibles, reste criante. Au sein des publications existantes, il convient toutefois de faire une mention spéciale des documents produits par le Centre régional pour le développement du livre et de la lecture en Amérique latine et les Caraïbes (CERLALC) qu'on valorise particulièrement de par leur volonté continue de comparer des situations dans différents pays.

En particulier au Chili, la seule étude chiffrée disponible sur le secteur dans son ensemble est celle qui a été réalisée par l'éditeur Juan Carlos Sáez en 2001⁴⁸ (avec le soutien de ProChile) et qui reste la source de consultation par excellence. Cette étude vient d'être actualisée (avec Álvaro Mardones comme co-auteur) en février 2016, sous le nom « *25 años de la Industria del Libro en Chile*⁴⁹ », développé avec le soutien de la CORFO, du Conseil du Livre et de la lecture et le Plan national de lecture. Il faut également mentionner les rapports périodiques publiés à partir de 1993 par la Chambre chilienne du livre, sur la base de l'ISBN, ainsi que l'étude sur l'internationalisation élaborée par l'Observatoire des politiques culturelles (OPC)⁵⁰. En définitive, la seule histoire du livre au Chili est celle de l'universitaire Bernardo Subercaseaux⁵¹.

tout en donnant une référence sur le grammage, la texture, les propriétés, les usages) faisant une sorte de « déconstruction » du savoir-faire technique propre au travail d'éditeur. Avec l'éditeur Luis Landa, Viejo a fondé la maison d'édition *Edicola* (que Viejo quittera peu temps après), qui fait des publications en italien et espagnol de jeunes auteurs et voix expérimentales de la littérature, en format papier et numérique. *Edicola* est un projet éditorial qui constitue un cas remarquable en son genre, du fait du soin esthétique, de son originalité et de la ligne éditoriale très soignée, reconnaissable et très agréable. Nota Bene : utilise expressément le mot freelance en anglais pour faire la différence avec l'éditeur qui se revendique comme « indépendant » car dans le cas de Miguel Angel Viejo, il travaille comme éditeur de textes, en offrant des services éditoriaux pour des auteurs, des textes institutionnels et des revues spécialisées. Il s'agit là d'un sujet hautement intéressant à développer dans de futures recherches.

⁴⁸ Concernant les institutions productrices de chiffres sur le livre en France, on peut citer, entre autres, le Centre National du Livre et le Syndicat national de l'édition (SNE).

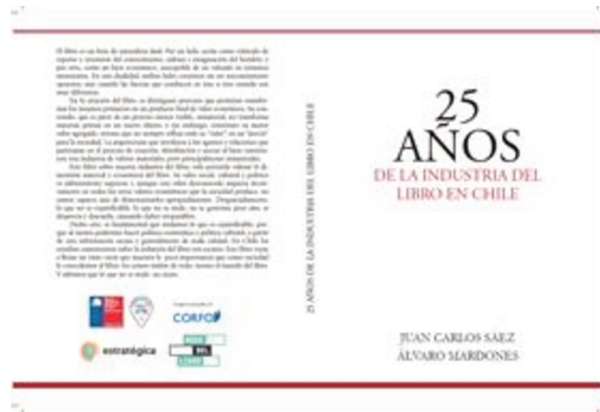
⁴⁹ Juan Carlos SÁEZ et Álvaro Mardones. *25 años de la Industria del libro en Chile*, autoedición, Santiago, 2016.

⁵⁰ *Estudio sobre las condiciones y posibilidades de interacionalización del libro chileno*. Santiago, OPC, 2012.

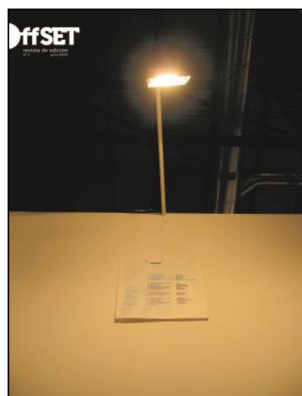
⁵¹ Bernardo, SUBERCASEAUX. *Historia del libro en Chile* (Alma y Cuerpo). Segunda Edición. Santiago, Lom, 2000.



Couverture **Historia del Libro en Chile.**



Couverture **25 años de la Industria del libro en Chile.**



Couverture **Revue Offset**

On ne peut pas omettre souligner un problème méthodologique supplémentaire dans ce cadre déjà peu propice à la recherche : le rapport entre l'ISBN et le Dépôt légal, deux sources différentes⁵² qui utilisent des méthodes de mesure non convergentes. En fait, il est difficile d'estimer le volume des livres produits au niveau national et qui sont effectivement distribués sur le marché, car les données existantes parlent des résultats des ventes au public.

Ce manque de domaine d'études formalisé, signalé plus haut, ainsi que l'assez récente production de publications des organismes gouvernementaux forment un cadre difficile pour la recherche. Particulièrement, le Conseil national du Livre et de la Lecture, dont les documents de diagnostic font appel aux mêmes sources que celles que nous avons utilisées, a

⁵² Pour aborder la question de la quantité de livres produits au Chili, nous disposons de deux sources d'information : le registre fait par l'Agence ISBN et celui effectué par la Bibliothèque nationale du Chili, à travers le dépôt légal. De ce fait, pour l'obtention d'un chiffre fiable, il serait indispensable de croiser ces deux sources de données. Toutefois, les données ne permettent pas, à première vue, de dresser un tableau précis de la situation. D'une part, les registres de l'ISBN et ceux de la Bibliothèque nationale comprennent des publications institutionnelles (publiques et privées) et des autoéditions. Ils incluent aussi des publications n'ayant pas le statut de livre mais d'imprimés (tels que brochures, flyer, etc.). Ensuite, nous ne savons pas quels livres publiés ont effectivement été mis sur le marché. D'ailleurs, il existe des divergences qui laissent supposer que des critères différents de compilation ont été utilisés.

produit deux enquêtes de comportement lecteur : celle de 2011 et celle de 2014⁵³ (cette deuxième fois avec une représentativité nationale et régionale). Pour sa part, la première enquête de consommation culturelle au Chili, menée par le Conseil National de la Culture et des Arts – CNCA - conjointement avec l’Institut des statistiques – INE - a eu lieu récemment, en 2004⁵⁴. Cette œuvre témoigne d’un effort – encore naissant - pour prendre en charge la « mesure de la culture » en tant qu’affaire publique. Ce panorama de rareté dans les données et les travaux que nous venons de décrire contraste nonobstant avec l’énorme intérêt pour étudier la « culture », de plus en plus croissant chez les étudiants et les universitaires au Chili⁵⁵.

Pour éclaircir davantage nos propos, nous allons prendre appui sur un passage de la conférence de Jean-Yves Mollier, donnée lors du Congrès SHARP en 2015 à Montréal, qui montre comment « l’histoire de l’édition française » s’est construite à partir d’une commande publique. C’est par une forte volonté étatique que des ouvrages d’une grande qualité intellectuelle ont pu être édités, problématisant ainsi l’histoire culturelle de la République. L’initiative de faire de la recherche ne repose pas seulement sur les épaules du secteur académique, mais aussi sur les (encore) considérables budgets et autres dispositifs et structures de travail scientifique qui permettent aux institutions d’accomplir leur tâche. Bien évidemment, cela répond à un cadre institutionnel et politique particulier, lui-même empreint de ses propres enjeux.

De ce fait, cette thèse s’efforce de contribuer à combler cette précarité certaine dans ce champ d’études au Chili en suggérant quelques pistes pour aborder le phénomène de l’édition, tout particulièrement le cas des éditeurs, à partir d’une démarche sociologique inspirée de la circulation internationale des idées.

⁵³ La deuxième enquête aborde 8 500 cas, la première ayant consulté 1 217 foyers.

⁵⁴ La « Première Enquête de consommation culturelle et d’utilisation du temps libre » (Primera encuesta de Consumo Cultural y Uso del Tiempo Libre) a fonctionné comme un projet pilote dans un premier temps seulement appliqué à la Région métropolitaine de Santiago, puis étendu en 2005 à toutes les régions du pays. En 2009, on trouve une deuxième puis une troisième enquête de Participation culturelle, en 2016-2017 qui vient d’être publiée par le Conseil National de la Culture et des Arts (CNCA), en mars 2018.

⁵⁵ On compte, à la fin des années 1990, la création des programmes de master en Études latino-américaines du Centre d’études culturelles latino-américaines, 1996, (CECLA) à l’Université du Chili, ainsi que le doctorat du même nom de l’Université ARCIS (qui vient de fermer). Plus récemment, en 2016, a été créé le « noyau de recherche sur les pratiques culturelles », sous la direction de Marisol Facuse, à la faculté de sociologie de l’Université du Chili.

Sur le plan des publications, un texte a occupé le devant de la scène au Chili : le rapport PNUD *Nosotros los chilenos. Un desafío cultural*, « Nous les Chiliens. Un défi culturel » paru en 2002, une étude intéressante qui met en rapport consommation et identité culturelle.

Questions de méthodologie

Afin de reconstituer l'espace éditorial, nous avons employé plusieurs méthodes complémentaires. Le travail de terrain a eu lieu à trois reprises à Santiago du Chili - durant la période 2009-2014 -, à chaque fois sur des séjours de quatre mois, dans le but de réaliser des entretiens en profondeur (semi dirigés) avec les différents acteurs de notre sujet. Sur ce temps, nous avons visité certaines maisons d'éditions - développant des observations ethnographiques du contexte -, assisté à des présentations de livres, foires, ainsi que participé à des débats, des journées d'études et des séminaires dédiés au sujet de l'édition ainsi qu'aux politiques publiques en faveur du livre et de la lecture. S'agissant d'un sujet du temps présent, dynamique, loin d'être immuable, nous étions obligées de suivre les débats et les événements au fur et à mesure de ces années pendant la période étudiée.

Notre démarche a combiné la production d'un corpus bibliographique (axé sur la révision et la lecture systématique de la littérature générale et spécialisée sur la problématique) et l'analyse documentaire de données statistiques, de production éditoriale des maisons ainsi que des discours des acteurs (appartenant tant à EDIN qu'à la Chambre chilienne du livre). En ce qui concerne les documents de nature diverse, ils constituent le « discours public » des éditeurs ici étudiés : manifestes, lettres ouvertes, déclarations publiques, actes des rencontres et assises, colonnes ou entretiens dans les journaux. Une partie de ce matériau a été fournie par le biais de l'Association des éditeurs indépendants et son président Paulo Slachevsky, qui bien qu'elle ne possède pas un dépôt formel de ses archives a néanmoins été en mesure de mettre à notre disposition bon nombre de documents, présents dans la bibliographie sous le titre sources documentaires

En ce qui concerne la consultation des textes spécialisés dans le domaine de l'édition, elle a été réalisée en France - notamment à la BNF - et au Chili, à la Bibliothèque Nationale et Bibliothèque du Congrès. Nous avons répertorié des articles de presse dans les deux pays, ainsi que des documents institutionnels. Nous avons ensuite consulté des publications sur le mouvement international de l'édition indépendante afin d'en saisir l'appareil discursif-conceptuel. Notamment à travers le site de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants qui a mis en ligne la quasi-totalité des matériaux concernant leurs rencontres et assises. Nous avons aussi parcouru la presse chilienne et française pour compiler des articles et entretiens traitant la question de l'édition.

Au commencement de ce travail, précisément en février 2010, nous avons mené une enquête, pour recueillir l'information première sur les maisons d'édition qui font partie de l'Association des éditeurs indépendants du Chili. D'un univers de 47 maisons d'édition affiliées à l'époque, nous avons eu réponse de 24 d'entre elles. Il a fallu revenir vers elles à trois moments différents, avec insistance. Même si la plupart des éditeurs ont montré une grande disponibilité, la situation n'a pas été évidente, surtout avec les toutes petites structures. Les maisons d'édition universitaires se sont avérées particulièrement difficiles à contacter : d'abord en raison du mois (période de pré vacances ou de rentrée) et des formalités administratives qui ont rendu pratiquement impossible toute collaboration.

Le questionnaire de l'enquête, constitué de 25 questions, considérait les dimensions suivantes : année de création, statut juridique, prix, volume de vente, participation aux foires, définition du projet, âge et niveau d'étude des responsables principales ventes (profil social). Nous considérons cette enquête comme une première approche du paysage de l'édition indépendante au Chili. Elle nous a permis une connaissance descriptive des propriétés générales des éditeurs et de leurs maisons et nous ne lui assignons que la valeur d'une première prise de « pouls ». Par contre, elle s'est avérée centrale pour la prise de contact avec ces éditeurs, générant une certaine confiance qui a débouché sur la possibilité de revenir sur certains d'entre eux pour leur demander soit des informations spécifiques sur des catalogues, des documents, etc. importantes pour caractériser les structures éditoriales.

Nous avons réalisé deux activités d'observation du lieu de travail chez Lom, l'année 2009, ainsi que de la Foire La Primavera del libro en 2016. Inspirés par le travail ethnographique réalisé par Gustavo Sorá chez Siglo XXI⁵⁶, notamment par la manière dont il a restitué l'atmosphère dans laquelle se déroule l'édition. Nous avons pris quelques éléments pour refléter et caractériser les éditeurs étudiés, leurs stands, la façon à exhiber leurs livres ainsi que les débats autour des présentations des œuvres, le lien avec le public, etc.

En ce qui concerne les activités d'observation de Lom ont été possibles grâce à l'accord de leurs directeurs qui ont accédé à ma demande de participer à une séance du Conseil Editorial. La première activité avait comme objet de connaître « de quoi l'on discute » au sein du Conseil éditorial, autrement dit la façon de fonctionner ensemble entre

⁵⁶ Ethnographie qu'il utilise dans son article « Les éclats d'un siècle » in Gisèle SAPIRO (dir). *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde, 2008, p. 93-116.

leurs membres ainsi que le rapport entre les « éditeurs » (et propriétaires) et les « écrivains ». Nous avons également fait la connaissance de l'imprimerie de Lom, le lieu qui soutient matériellement le projet éditorial, et parcouru les différents postes de fabrication des livres, en interrogeant les responsables de chaque étape de la chaîne de production ; cette visite a donné lieu à un récit de terrain.

Les deux activités de terrain nous ont permis d'avoir une approche plus concrète de ce qui constitue deux dimensions centrales pour la compréhension des éléments constitutifs de Lom : l'espace au sein duquel on prend les décisions sur quoi publier et le lieu où ces choix se matérialisent dans un processus de fabrication des livres. Tout en considérant les divers aspects que revêt le métier de l'édition : la façon de fabriquer les livres, la production, les relations entre les travailleurs, les différents espaces de travail, la mise en scène de la maison d'édition, etc.

Au terme du processus de recherche, nous avons mené un total de 53 entretiens semi dirigés avec des acteurs multiples : responsables politiques de la culture et du livre, éditeurs, universitaires, écrivains et libraires. La grille d'entretien cherchait à explorer comment s'est formulé chaque projet éditorial, les parcours de ses fondateurs ou responsables et leur manière de se placer dans l'espace éditorial. Dans certains cas, avec des acteurs clé, nous avons réalisé plusieurs entretiens à des années différentes, en les croisant avec des observations des espaces de production d'image publique (foires, séminaires, présentation des livres, débats) en essayant de faire que « Ce premier exercice délibéré et méthodique de réflexivité [soit] sans doute le point de départ d'un va-et-vient incessant entre le moment réflexif de l'objectivation de l'expérience première et le moment actif de l'investissement de cette expérience ainsi objectivée et critiquée dans des actes d'objectivation toujours plus éloignés de cette expérience »⁵⁷. Sans nul doute, les divers espaces d'observation évoluent aussi, se complétant mais aussi remettant en cause nos impressions premières.

L'ensemble des entretiens ont été enregistrés, puis réécoutés ; une partie d'entre eux transcrits et puis traduits de l'espagnol. À la fin de cette section, nous présentons un récapitulatif des entretiens menés, apportant l'information de l'endroit et de la durée de leur réalisation.

⁵⁷ Pierre BOURDIEU. « L'objectivation participante », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2003, vol. 150, N° 1, p. 43-58.

Nous nous sommes proposé d'aborder les acteurs dans leur milieu, afin de connaître la façon dont eux même se représentent au quotidien, les espaces concrets dans lesquels ils développent leurs fonctions et se mettent en rapport avec leurs auteurs et collaborateurs (équipes), ou étudiants, dans le cas des universitaires. À cet égard, le travail d'Erving Goffman⁵⁸ sur la « mise en scène » de la vie quotidienne nous a été d'une grande utilité pour déchiffrer les codes, la disposition des objets, la sémiotique présente dans les lieux ou chez les acteurs étudiés lorsqu'ils réalisent leur métier : bureaux universitaires, salles de réunions du conseil éditorial, bureau des maisons d'édition ou bâtiments publics.

L'éditeur se trouvant très proche de la sphère de création, il est un acteur dont le métier est imprégné d'un environnement culturel. Une différence intéressante à remarquer – à l'issue des entretiens menés - est le langage qu'utilise chaque secteur (EDIN et la Chambre chilienne du livre) pour se référer à lui-même. Par exemple, à la question posée au président de la Chambre chilienne du livre pendant plus de vingt ans, Eduardo Castillo : - Comment devenez-vous président de la Chambre ? -, celui-ci répond en rappelant tout son parcours de gérant, de propriétaire d'une entreprise éditoriale, mettant au même niveau ses intérêts pour le livre (et sa vie liée à lui) que ses capacités de manager. De même, un gérant d'une maison d'édition appartenant à un grand groupe utilise de façon très explicite et comme descripteur identitaire le fait d'être un « entrepreneur ». Il parle sans complexe du business, des profits, il nous explique le modèle de négoce, donnant accès même à quelques chiffres – avec une grande amabilité- en ajoutant « d'autres vendent des chaussures, nous on vend des livres. C'est clair : on joue le jeu du culturel mais finalement ce sont les ventes qui importent ». Les considérations les plus commerciales sont tout à fait pertinentes pour lui et dès que je pose une question qui renvoie sur l'édition et ses critères disons « de contenu » ... il s'énerve. Tout à l'opposé, les éditeurs se revendiquant comme indépendants ont souvent du mal à s'auto considérer comme des « entrepreneurs de la culture », et à parler argent et chiffres d'affaires, surtout les dirigeants : ils livrent une lutte de légitimité en matière éditoriale. On sait grâce à Pierre Bourdieu que ces éditeurs, les prétendants du champ, sont les plus intéressés au désintéressement, mettant en avant des idéaux intellectuels, esthétiques et politiques, en opposition aux intérêts les plus marchands promus par des éditeurs dominants le marché du livre. Il l'explique en disant : « Et surtout le fait de les découvrir et de les rendre publiques apparaît souvent comme une transgression sacrilège en ce qu'il met en question la représentation charismatique qu'ont souvent d'eux-mêmes les producteurs culturels et leur

⁵⁸ Erving GOFFMAN. *La mise en scène de la vie quotidienne*. Tome I, La présentation de soi, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973.

propension à se penser comme libres de toute détermination sociale ». ⁵⁹ La prise en compte de la construction des imaginaires propres à l'univers de production symbolique s'avère un exercice progressif et permanent afin de pouvoir prendre une distance majeure, compte tenu de notre position de chercheurs travaillant sur le champ culturel, ce qui nous fait souvent partager certains diagnostics sur la précarisation ou l'uniformisation des contenus.

Pour finir cette partie, il nous semble pertinent d'indiquer que nous ne traiterons pas en profondeur la question des écrivains. Bien que nous ayons mené des entretiens avec certains d'entre eux (dans la mesure où ils sont également des universitaires) et leurs représentants, nous ne leur avons pas consacré une section à part entière pour approfondir sur leurs propriétés et fonctions dans l'espace éditorial ; sujet qui reste ouvert pour des recherches ultérieures.

Interviewé	Responsabilité	Date	Lieu	Duration
1. Agustín Squella	Ancien conseiller aux affaires culturelles du président Ricardo Lagos	2008	Bureau, Universidad Católica de Valparaíso	2 heures et demi
2. Tatiana Acuña	Directrice Conseil national du livre et de la Lecture pendant le premier gouvernement de Sebastián Piñera.	Avril 2009	Bureau, Conseil National du Livre. Santiago.	1 heure et demie
3. Pablo Brodsky	Chargé de concours, Conseil National du Livre.	Avril 2009	Bureau, Conseil National du Livre. Santiago.	2 heures et demi
4. Catalina Labarca	Responsables du Plan de la lecture. Conseil National du Livre et de la lecture	Avril 2009	Bureau, Conseil National du Livre. Santiago.	1 heure et demie
5. Ana Silva	Directrice Conseil du livre et de la lecture pendant la première administration de la présidente Michelle Bachellet.	Avril 2010	Bureau, Conseil National du Livre. Santiago.	3 heures
6. Karla Eliezeth	Responsable du Plan de la lecture Conseil National du Livre.	Avril 2009	Bureau, Conseil National du Livre. Santiago.	2 heures
7. Pablo Lazo	Conseiller ProChile. Ministère des Affaires Étrangères du Chili.	2009 et septembre 2011	Entretien par email	-----
8. Patricia Olguín	Directrice (s) du Conseil National du Livre et de la culture	2009	Bureau, Conseil National du Livre. Santiago.	1 heure et demie
9. Osvaldo Villaseca	Directeur Archives nationales de Santiago	Septembre 2010	Bureau Bibliothèque Nationale	3 heures
10. Gonzalo Oyarzún	Directeur Bibliothèque de Santiago	Avril 2009 et septembre 2010	Bureau	Deux fois, 2 heures chaque fois
11. Ricardo Vilches	ProChile	Mai 2009 Santiago octobre 2015 Quito	Bureau ProChile Café Quito	3 heures chaque fois
12. Clara Budnik	Ancienne directrice DIBAM	Avril 2009	Bureau Fondation Democracia y Desarrollo	2 heures

⁵⁹ Pierre BOURDIEU. « L'objectivation participante ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2003, vol. 150, N°1, p.45.

13. Claudio Di Girólamo	Ancien responsable de la Division de la Culture du Chili	Avril 2009	Chez lui	2 heures et demi
14. Ricardo Brodsky	Coordinateur Table pour le Livre de 2005	Avril 2010 Mai 2014	Bureau Fondation Proyectamérica Bureau Musée de la mémoire et des droits de l'homme	2 heures et demie chaque fois
15. Regina Rodríguez	Ancien responsable des industries culturelles de ProChile. Ancienne directrice Conseil National du livre et de la lecture (2014-2016).	Milan Quito Santiago	Par Skype Foire du Livre GAM	2 heures chaque fois
16. Manuel Antonio Garretón	Président Commission de culture 1997 (mandaté par le président) Prix National des sciences sociales et humaines 2007.	Septembre 2015	Café Bellavista	3 heures
17. Leo Harari	Fondation Astur BID	Mars 2013	Entretien par Skype	2 heures
18. Gregorio Angelcos	Représentante SECH, Conseil du livre	Mars 2009	Entretien par email	-----
19. Reynaldo Lacámara	Président Société des écrivains du Chili-SECH	Mars 2009	Entretien par email	-----
20. Nain Nómez	Ecrivain et membre du Comité éditorial Lom.	Avril 2009	Bureau Université de Santiago	2 heures et demie
21. Waldo Rojas	Poète chilien établi en France.	Septembre 2011	Maison, Paris	3 heures
22. Armando Roa	Ecrivain et professeur de littérature	Avril 2009	Café Lastarria	2 heures
23. Tomás Moulian	Universitaire Prix National des sciences sociales et humaines 2015.	Avril 2009	Bureau université Arcis	2 heures et demie
24. Grínor Rojo	Universitaire et critique littéraire	Mars 2011	Bureau Université du Chili	2 heures
25. José Miguel Varas.	Prix National de Littérature 2006	Avril 2009	Chez lui	2 heures
26. Eduardo Castillo	Président de la Chambre chilienne du livre.	Juin 2009	Par email	-----
27. Pablo Dittborn	Gérant Editions Randhom House, Santiago de Chile.	Avril 2011	Bureau Editions Randhom House	2 heures chaque fois
28. Josefina Alemparte	Editrice Editions Planeta. Santiago de Chile.	Avril 2011	Bureau Editorial Planeta.	1 heure et demi
29. Marianna Szalay	Park Publishing. Budapest	Octobre 2012	Bureau editrice	3 heures
30. Charles Vallerand	Président Fédération internationale de coalitions pour la diversité culturelle – FICDC	Septembre 2012	Caféteria UNESCO	2 heures et demi
31. Claude Michel	Coalition française pour la diversité culturelle.	Septembre 2012	Café Sahra Van, Paris	3 heures
32. Mané Nett	Présidente Coalition chilienne pour la diversité culturelle.	Mai 2013	Café Bellavista	3 heures
33. Paulo Slachevsky	Directeur et gérant général Lom	2009, 2012, 2014, 2016	Bureau maison d'édition	6 heures
34. Silvia Aguilera	Responsable éditorial Lom	Avril 2009 Sept 2014	Bureau maison d'édition	2 heures
35. Juan Aguilera	Chargé de l'imprimerie	Avril 2009	Bureau maison d'édition et imprimerie	4 heures
36. Elizardo Aguilera	Responsable des ressources humaines. Lom	Avril 2009	Bureau maison d'édition	2 heures

37. Francisco Miranda	Chargé de la Communauté des lecteurs Lom	Avril 2009	Bureau maison d'édition	2 heures
38. Francisco Hunneus	Editeur Cuatro Vientos. Ancien président EDIN (2009)	Mai 2010	Bureau maison d'édition	2 heures et demi
39. Armando Uribe	Directeur Editions du Relief et responsable pour la Région Ile de France à Santiago du Chili.	2011	Café, Paris.	2 heures
40. Marisol Vera	Éditrice, Cuarto propio	2012	Bureau maison d'édition	2 fois, deux heures chaque fois
41. Juan Carlos Saéz	JC Saéz Editores. Représentant du réseau hispanophone de l'Alliance des éditeurs indépendants.	2012	Bureau de son domicile	3 heures
42. Galo Gigliotto	Editeur La Furia del libro	2012	Bureau maison d'édition	2 heures
43. Marcelo Montecinos	Éditeur Calabaza del Diablo	2012	Bureau maison d'édition Cuneta	2 heures
44. Anne Marie Métaillé	Éditions Métaillé. Paris.	Septembre 2012	Bureau maison d'édition	1 heure et demie
45. Joxe Mari Esparza	Éditions Txalaparta	Mars 2013	Entretien par téléphone	2 fois, 2 heures et demie chaque fois
46. Pablo Harari	Trilce Uruguay	novembre 2012	Entretien par Skype.	2 heures
47. Marcial Fernández	Président Alliance mexicaine des éditeurs indépendants.	novembre 2012	Entretien par Skype.	2 heures
48. Daniel Calabrese	Editeur Ril	Avril 2012	Entretien par téléphone	2 heures, deux fois
49. Sebastian Barros	Editeur Pehuén	Mai 2017	Entretien par téléphone	2 heures
50. Miguel Angel Viejo	Éditeur freelance. Professionnel CNCA	Mai 2017	Café	3 heures
51. Camila Soto	Éditrice Sangría, Furia del Libro	Octobre 2016.	Stand du Chili. Foire du livre de Quito.	2 heures
52. Editeur LIT	Editeur LIT.	Mars 2015	Bureau maison d'édition Munster.	1 heure
53. Máximo Sáez	Editeur Mago Editores	Octobre 2016.	Stand du Chili. Foire du livre de Quito.	1 heure et demie
54. Gonzalo Badal	Editeur Ocho Libros.	Avril 2009	Maison d'édition	1 heure et demi

PARTIE I :
**L'édition indépendante comme révélateur (culturel) de la transition
politique chilienne (1990-2010)**

Chapitre 1 :

Édition et transition politique au Chili (1990-2010)

Section I : Quelques spécificités à propos du lien « édition et politique »

Identifier les effets de sens produits par ces formes matérielles est une nécessité pour qui veut comprendre, dans leur historicité, les usages et les interprétations dont un texte a été l'objet

Roger Chartier⁶⁰

Quelle relation entretient le métier éditorial – cette impressionnante capacité d'organisation des tâches intellectuelles, techniques, économiques et matérielles, qui permet de « rendre public » un texte imprimé⁶¹ – avec le champ politique ? Ce sera la question phare qui articulera notre travail et le maintiendra en tension tout au long du texte, le déclinant selon divers prismes de recherche.

Le poids spécifique de l'édition dans la constitution du politique a été solidement démontré par les travaux de Robert Darnton⁶², Roger Chartier⁶³ et Jacques Michon⁶⁴, comme également – à partir du prisme de la formation de la sphère publique et de l'opinion publique bourgeoise – par Jürgen Habermas⁶⁵. L'espace éditorial constitue un terrain en dispute car il ne correspond pas à un acteur politique classique – comme les partis politiques, les mouvements politiques et sociaux – possédant une position de force propre, ce qui constitue sa singularité⁶⁶.

⁶⁰ Roger CHARTIER. *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIV^{ème}- XVIII^{ème} siècle)*, Paris, Editions Albin Michel, 1996, p.10

⁶¹ Puisque dans notre travail, nous nous sommes concentrés sur l'édition imprimée, le support digital reste en dehors de notre domaine d'études.

⁶² Voir *Edition et sédition: l'univers de la littérature clandestine au XVIII^{ème} siècle*, Paris, Gallimard, 1991 ; *La fin des Lumières, le mesmérisme et la Révolution*, Paris, (1984) 2008.

⁶³ Voir *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIV^{ème}-XVIII^{ème} siècle)*, Paris, Éditions Albin Michel, 1996.

⁶⁴ Jacques MICHON (sous la direction de). *Edition et pouvoirs*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995.

⁶⁵ Voir *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard, 2001.

⁶⁶ Ce caractère structurel est analysé en profondeur dans l'article de Gustavo Sorá, à propos de la maison d'édition mexicaine Fondo de Cultura Económica, et la figure de l'éditeur Arnaldo Orfila Reynal. Voir "Edición y política. Guerra fría en la cultura latinoamericana de los años 60". *Revista del Museo de Antropología*. Universidad Nacional de Córdoba. Año I, N° 1, 2008.

La fonction de « veröffentlichen », c'est-à-dire de publier ou de rendre public, opère à travers certains dispositifs de représentation et de stratégies communicationnelles qui sont mobilisées selon certains contextes politiques et sociaux particuliers. Nous avons choisi d'étudier l'espace éditorial chilien comme un révélateur. Cette approche se justifie dans la mesure où l'édition est un lieu dont la fonction dépasse la « simple » fabrication de livres, ce qui en ferait un espace hermétique et aseptisé, indépendant des autres territoires de la vie sociale. Tout au contraire, on le sait avec Pierre Bourdieu⁶⁷, l'édition constitue un espace de luttes entre agents qui entretiennent différents rapports avec le champ du pouvoir. L'existence d'expériences éditorialistes nous permet toujours d'observer des dimensions multiples de la vie sociale, politique et culturelle d'une société.

Les conditions sociales de production de l'édition dans chaque pays vont faire émerger un cadre spécifique, même si le monde actuel est davantage uniformisé par un paradigme globalisateur. Dans le cas chilien, ce cadre spécifique renvoie à la transition vers la démocratie dans une société post-dictature.

Dans le cadre de ce travail, notre attention s'est arrêtée particulièrement sur l'étude de l'édition indépendante, un acteur qui surgit à l'aube du contexte transitionnel. Pour comprendre en profondeur ses conditions d'émergence comme la singularité de l'action de ce mouvement, il est indispensable de considérer – de façon minimale et pertinente – certains antécédents des relations entre l'édition et la politique au Chili. Dans ce sens, et afin d'illustrer jusqu'à quel point la fonction éditoriale forme un espace où s'expriment des imaginaires et une production de différents sens en dispute, nous remonterons brièvement jusqu'en 1970, pour offrir un passage à contre-sens, dans la perspective benjaminienne d'approche du passé pour comprendre l'actualité⁶⁸.

Esquisse du champ éditorial chilien

1.1. Bref aperçu historique

Pour arriver à comprendre la situation actuelle du livre et de la lecture au Chili, il est fondamental de revoir quelques points de repères de l'évolution du secteur de l'édition. Bien

⁶⁷ Pierre BOURDIEU. « Le champ littéraire ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1991, vol. 89, N° 89, p.3-46

⁶⁸ Michael LÖWY, Walter Benjamin : *avertissement d'incendie. Une lecture des thèses sur le concept d'histoire*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Pratiques théoriques », 2001.

que la reconstitution de l'histoire du livre au Chili dépasse nos possibilités et les objectifs de ce travail, nous ne voudrions pas omettre certains antécédents qui nous paraissent centraux pour aborder les trois périodes que nous examinerons de manière plus approfondie, en portant particulièrement notre attention – comme l'indique le titre de cette recherche - sur l'étape de la transition qui commence dans les années 1990.

Dans un premier temps, dès le début de la république, en 1810, la société chilienne était décrite comme possédant « peu de livres, peu de bibliothèques et peu de lecteurs », une caractéristique que l'on retrouve dans plusieurs chroniques et carnets de voyages de visiteurs qui se sont rendus dans le pays⁶⁹. Il est vrai que la censure exercée par l'Aduana ainsi que l'isolement dans lequel se trouvait le Chili, du fait de sa géographie, ont eu des effets sur la circulation des livres.

Influencée par les penseurs européens du siècle des Lumières, l'élite locale s'érige contre cette période « d'obscurité coloniale » dont le pays avait hérité et essaie d'instaurer un modèle de progrès et de culture fondé sur la raison ainsi que sur la connaissance tirée des livres. Néanmoins, le Chili est le dernier pays d'Amérique latine à accueillir l'imprimerie, qui n'arrive qu'en 1812⁷⁰, presque un siècle après le Mexique (1540), la Colombie (1738) et l'Argentine (1780). La première imprimerie privée apparaît en 1820, suivie par celle d'El Mercurio de Valparaíso (1827) et de quelques autres. Quant à la première librairie du pays, elle est fondée en 1840, mais c'est seulement à la fin du XIX^{ème} siècle que le papier commence à être produit localement⁷¹.

L'arrivée de la première presse est un véritable événement. En effet, Bernardo Subercaseaux souligne la contradiction entre l'accueil réservé à la presse, qualifiée de « machine du bonheur » et associée aux Lumières, et son installation effective au sein de la vie sociale, économique et culturelle du pays. S'intéressant à la période 1811-1840, il déclare à ce sujet : « il est toutefois curieux que l'élite éclairée se soit appropriée avec tant de véhémence la vision de “la machine du bonheur” (provenant de la Révolution française et des

⁶⁹ Bernardo SUBERCASEAUX. *Historia del libro en Chile (Alma y cuerpo)*, Deuxième édition, Santiago du Chili, Lom, 2000.

⁷⁰ Elle arrive de New York par bateau avec trois typographes pour la faire fonctionner. Bernardo Subercaseaux explique toute l'ambiance d'événement qu'a suscité son arrivée, et le contraste entre cette machine qui provoquait la joie (« máquina de la felicidad »), et la pénible mise en service réelle pour l'utiliser.

⁷¹ Bernardo Subercaseaux mentionne qu'il a existé une initiative en 1823 d'un commerçant, Mateo Chesi, qui a voulu créer une usine de papier, produit qu'on a continué à importer de l'extérieur. Bien qu'il ait présenté un projet (dans lequel il faisait valoir raisonnablement son importance et sa portée) au Consulat de Commerce, son projet n'a pas prospéré.

Lumières) et qu'elle ne se soit pas approprié avec le même enthousiasme, au moins en tant qu'aspiration, les machines et les processus productifs réels (de la révolution industrielle) qui étaient alors en train de transformer la production, la circulation et la consommation de livres en Europe et aux États-Unis »⁷²

Cette « conception transcendante », expression utilisée par l'auteur afin d'expliquer l'imaginaire qui se développe autour de l'imprimerie, s'inscrit – selon nous et avec toutes les nuances qu'il convient de prendre en compte - dans une certaine continuité historique avec la conception de la culture au Chili. Celle-ci consiste à valoriser la culture en tant qu'imaginaire plutôt qu'en tant que pratique⁷³. Ce qui peut se traduire, pour le secteur de l'édition, par une tendance à des comportements pouvant être résumés par la formule : « nous valorisons le livre, nous reconnaissons son importance, mais nous ne soucions pas de créer les conditions concrètes de son développement local ». La culture est vue comme quelque chose provenant de l'extérieur.

En second lieu, si l'on fait un grand saut historique, nous avons, au début du XX^{ème} siècle et dans la cadre de la modernisation du Chili, l'apparition de deux entreprises éditoriales importantes dans le secteur (qui viennent s'ajouter à Nascimento qui existait déjà) : Zig-Zag en 1905 (qui, au début, développe surtout des revues et des séminaires), et Ercilla en 1928 (qui produit dès son origine des collections de livres). De même, entre 1930 et 1950, le champ éditorial s'élargit (et même des libraires comme Pax, Zamorano y Caperán et Cultura commencent leurs propres sellos), d'une part en raison de la crise qui rend l'importation de livres difficile, et d'autre part, du fait de la Guerre Civile espagnole, suivie de la Seconde Guerre Mondiale, qui bloquent les sources de livres dont les libraires latino-américains dépendaient en grande partie. Il est important de mentionner que les industries du livre en Argentine et au Mexique se sont consolidées seulement après 1950.

⁷² Ibidem, p.43.

⁷³ Même si on trouve déjà à la fin du XIX^{ème} siècle une manifestation appelée au Chili la Lira popular. Il s'agit de collections de feuillets qui se vendaient dans la rue, dans lesquels des poètes populaires publiaient en « *décimas* » (compositions de dix vers octosyllabiques) pour écrire tout en ensemble des récits concernant des « faits de la contingence: politique, problèmes sociaux, dénonciations, sujets satiriques, religieux, entre autres. Tous, depuis le regard populaire ». A propos du sujet de la Lira popular, notamment depuis une perspective de design graphique voir Simoné Malacchini Soto, Lira Popular. *Identidad gráfica de un medio impreso chileno*. Santiago, Ocho libros Editores, 2015.

Cette période, qui commence (avec la crise de l'État oligarchique) à partir des années 1930, connue sous le nom d'« État de compromis »⁷⁴, va créer une nouvelle matrice. Une matrice sociale, politique et culturelle qui va permettre, au terme d'un long processus, entre autres choses : la constitution d'un appareil étatique très présent dans le domaine de la production (inscrite dans un modèle de développement tourné vers l'intérieur), l'augmentation de la population scolarisée, l'élargissement de la participation politique des classes moyennes et progressivement, des milieux populaires et, par conséquent, la mise en valeur du livre. Ce long processus, qui se déroule sur quarante ans, va créer dans le pays les conditions de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de l'Unité populaire, en 1970.

1.2. « Des livres pour tous »

Au cours de la période durant laquelle l'Unidad Popular, dirigée par Salvador Allende, est au pouvoir (1970-1973), on observe une intervention étatique dans l'industrie du livre, qui s'inscrit dans le cadre du projet d'approfondissement démocratique et populaire. Son programme visait à assurer à la majeure partie de la population l'accès aux biens artistiques, l'élimination de l'analphabétisme et l'élévation du niveau d'étude de la population adulte, ainsi qu'à surmonter les déficits dans les domaines de l'éducation et de la culture.⁷⁵

D'après Bernardo Subercaseaux, auteur de la seule histoire du livre existant au Chili, le programme d'Allende montre les disparités stratégiques par rapport à la voie institutionnelle à suivre, qui reflètent les divergences d'approche des différents acteurs qui coexistaient au sein du gouvernement. Selon lui, il n'y avait pas vraiment, au début, de politique culturelle, mais plutôt un but, qui consistait à consacrer quelques « idées fortes » progressistes traditionnelles. Parmi les actions culturelles les plus importantes par rapport au secteur éditorial, on trouve l'apparition de *Quimantú*⁷⁶, une maison d'édition de l'État, dont le principe de base était de « fournir à la majorité l'accès aux livres et à la culture ». Le projet est baptisé *Quimantú*, qui, étymologiquement, signifie « soleil du savoir » : le terme provient du

⁷⁴ Une sorte d'« État de bien-être ».

⁷⁵ Programme de l'Unidad Popular extrait de <http://www.abacq.net/imaginaria/frame5.htm>

⁷⁶ *Quimantú* était Zig-Zag, l'entreprise éditoriale la plus grande et la plus traditionnelle du Chili. Après l'arrivée au pouvoir d'Allende, il se produit un important mouvement des travailleurs, avec des revendications concernant le travail, et le fait qu'ils voulaient faire partie du secteur étatique. C'est ainsi que le secteur privé conserve le label Zig-Zag et avec un catalogue de revues plus commerciales, et que l'État devient propriétaire de l'imprimerie et de l'infrastructure qui prend le nom de *Quimantú*.

mot mapuche⁷⁷ kim, qui signifie « connaissance » et antu, « soleil ». Comme le fait remarquer Subercaseaux, « ainsi, d’une certaine manière, la production de livres se rapproche de ce que l’État “enseignant” réalisait depuis les années 1940 dans le domaine de l’éducation et dans des secteurs artistiques subventionnés, comme celui du théâtre »⁷⁸.

Au cours de sa courte existence, *Quimantú* a publié en moyenne 525 000 livres par mois⁷⁹, dans ses différentes collections. Sa production était entièrement destinée au marché intérieur. La collection *Quimantú para todos* était en majeure partie composée d’ouvrages de littérature nationale et internationale. Vient ensuite *Nosotros los chilenos*⁸⁰, centrée sur la formation d’une certaine identité culturelle, puis *Camino abierto* et *Cuadernos de Educación popular*, cette dernière étant dirigée par Marta Harnecker. En ce qui concerne la distribution, *Quimantú*, qui considérait que le réseau de librairies s’avèrerait insuffisant, a eu essentiellement recours aux réseaux de kiosques, lesquels ont assuré une couverture⁸¹ territoriale de tout le pays et ont constitué 70% de ses supports de diffusion.



Image N°1 : Logo Quimantú.

Image N°2 : Exploitation capitaliste. Image N°3 : Poésie chilienne populaire.
Cahier d’éducation populaire.

⁷⁷ Les Mapuche (dont le nom veut dire « gens de la terre »), ou araucans, sont un peuple originaire du sud du Chili.

⁷⁸ Bernardo SUBERCASEAUX. *Historia del libro en Chile (Alma y cuerpo)*, Santiago, Lom, Segunda edición, p.144.

⁷⁹ Chiffres qui correspondent seulement à la production littéraire. La production de *Quimantú* n’est comparable à aucune autre expérience dans l’histoire du Chili. Dans l’ouvrage de Bernardo Subercaseaux, on trouve des tableaux complets de chiffres de publications de *Quimantú* pour la période 1971-1973.

⁸⁰ Dont le nom a été repris par la maison d’édition Lom, comme nous le verrons plus tard.

⁸¹ Les kiosques au Chili se trouvent dans les différentes communes du pays et, par conséquent, dans tous les secteurs sociaux, à la différence des librairies que se situent presque exclusivement dans les secteurs moyens et hauts. De même, *Quimantú* met en place un circuit de vente dans les universités et sur les lieux de travail, ainsi que des expositions itinérantes dans les milieux populaires.



Image N° 4 : Revue hebdomadaire Cabro chico,⁸² publication adressée aux enfants.

Image N°5 : « Les araucans ». Collection Nous les chiliens.

L'activation étatique de l'industrie du livre s'inscrivait au sein du processus politique et social en cours, clairement marqué par une conception idéologique socialiste, certes, mais on observe qu'il s'agissait également d'une vision de la culture, des arts et des livres comme principal support de leurs contenus, influencée par les Lumières. L'axe de la culture⁸³ apparaît dans le programme de gouvernement dirigé par le président Salvador Allende comme une composante prioritaire, intégrée à la cosmovision politique et sociale que le projet portait, en mettant clairement l'accent sur le « populaire » et l'élargissement de l'accès des secteurs moins pourvus d'outils culturels aux fins de celle-ci :

« Parce que la nouvelle culture ne sera pas créée par décret ; elle surgira de la lutte pour la fraternité contre l'individualisme ; pour la valorisation du travail humain contre son mépris ; pour les valeurs nationales contre la colonisation culturelle ; pour l'accès des masses populaires à l'art, la littérature et les médias contre leur commercialisation. Le nouvel Etat effectuera l'incorporation des masses à l'activité intellectuelle et artistique, tant à travers l'établissement d'un système d'éducation radicalement transformé, comme à travers l'établissement d'un système national de culture populaire. Un réseau étendu de Centres locaux de Culture populaire impulsera l'organisation des masses pour exercer leur droit à la culture. Le système de culture populaire valorisera la création artistique et littéraire et multipliera les canaux de relation entre artistes ou écrivains avec un public infiniment plus vaste que l'actuel ».⁸⁴

⁸² « Cabro chico » est la manière familière de nommer les enfants au Chili.

⁸³ En écho au moment politique et social que traversait le pays, sur le plan culturel, apparaissent de nombreuses expressions et initiatives : on crée le label discographique DICAP (Discographie de l'auteur populaire), l'entreprise Chili films. De plus, 1970 coïncide avec les débuts des transmissions de Télévision nationale, dont le générique « Charagua » a été composée par le chanteur-compositeur Victor Jara (arrêté le 11 septembre 1973 à l'Université Technique d'Etat, emmené au camp de concentration de l'Etat du Chili, où il est torturé et assassiné, et jeté dans une embouchure du fleuve Mapocho).

⁸⁴ Gouvernement du Chili, Programme de l'Unité Populaire. Editions Presse Latinoaméricaine, 1970.

À cette époque, l'État s'efforçait de procéder à une « redistribution du capital culturel », qui se produisait déjà dans la société chilienne grâce à une politique de vulgarisation du livre dont la principale caractéristique était le prix de distribution, à la portée de tous. Bien que le gouvernement évoquât l'idée d'une démocratisation (et effectivement, *Quimantú* s'inscrivait dans un processus plus large de démocratisation sociale), on voit bien que c'était surtout l'élargissement du lectorat à toutes les catégories sociales, un phénomène qu'il faut souligner si l'on tient compte du fait que le gouvernement d'Allende n'a duré que 1 000 jours, ayant été interrompu par le coup d'État de 1973.

Nous ne cherchons pas ici à faire une analyse approfondie, et encore moins une évaluation de cette expérience éditoriale étatique, mais à la mentionner comme une référence parmi d'autres dans l'Histoire de l'édition nationale jusqu'à nos jours. Toutefois, il nous semble intéressant de reproduire un passage, extrait d'une note de bas de page du livre de Subercaseaux, afin de rendre compte de l'inquiétude que des éditeurs avaient, il y a 40 ans déjà, au sujet de l'absence de protection dans leur secteur : « Le livre est ici traité comme une marchandise quelconque et est soumis à tous les impôts et gabelles ordinaires. L'éditeur chilien n'a toujours pas de futur, empêché qu'il est, de sortir au marché »⁸⁵ déclarait le président de la Chambre chilienne du livre en 1972, Alberto Neuman. L'auteur montre à travers cette déclaration que selon Neuman, le secteur du livre était un secteur non protégé et bien qu'il y ait eu le projet *Quimantú*, il n'existait pas un intérêt pour le livre en tant qu'industrie « totale », dans laquelle il aurait fallu investir à long terme, comme cela pouvait exister pour des industries privées, aidées par des mesures concrètes qui facilitaient la production et la diffusion.

Le point de vue qui apparaît dans cet extrait, selon lequel le secteur dans son ensemble manque de soutien pour se consolider face aux difficultés liées à son positionnement tant national qu'international – pour concurrencer les industries argentine et espagnole par exemple -, est récurrent tout au long de l'Histoire et des discours des éditeurs chiliens. Même si le livre a occupé une place significative durant la période du gouvernement Allende, grâce à la propagation de la lecture permise par plusieurs initiatives comme l'instauration de la « Journée du Livre » le 29 novembre, qui a été célébrée en 1972 dans toutes les écoles, ou l'annonce d'un programme de promotion comprenant des mesures sur l'importation du

⁸⁵ Bernardo SUBERCASEAUX. Op cit; p.146.

papier, des crédits préférentiels, etc., la situation de l'industrie nationale du livre n'a pas considérablement évolué.

1.3. Le livre sous le régime militaire

Deux mois après le coup d'État, et dans un contexte d'extrêmes restrictions des libertés fondamentales⁸⁶, la maison d'édition *Quimantú* est saccagée, son nom est transformé en Editora Nacional Gabriela Mistral et on lui impose un nouveau directeur, le général Diego Barros Ortiz. Devant notaire, le 20 décembre 1973, on lui assignera le nom de la poétesse et prix Nobel de littérature chilienne, faisant rapidement de cette maison l'édition officielle de l'État autoritaire. Cet acte de « rebaptiser » de la maison d'édition, loin d'être anecdotique, mérite d'être abordé – bien que de manière succincte – puisqu'il rend compte des différents usages de la littérature et de ses appropriations que le pouvoir réalise à partir de certaines figures du champ intellectuel, de façon à se couvrir d'un vernis symbolique qui lui octroie quelque légitimité.⁸⁷

Gabriela Mistral (Vicuña, 1889- New York, 1957), pseudonyme de Lucila Godoy Alcayaga, est avec le poète Pablo Neruda, l'un des deux seuls prix Nobel de Littérature

⁸⁶ L'autorisation de fonder, d'éditer et de faire circuler des publications est soumise, sous le Décret militaire 107 (du 11 mars 1977) à l'autorité militaire incarnée en la personne du chef de zone d'exception. Cette mesure suit la rubrique suivante : la responsabilité passe au chef de zone métropolitaine (sous le Décret militaire 122, du 22 juillet 1978) ; tout de suite, et sous le Décret 3 259 du 27 juillet 1981 – au ministère de l'Intérieur ; ensuite, la loi 18 015 lui assigne des sanctions pécuniaires. Pour sa part, la Constitution de 1980, instaurée par le régime, établit dans son article 24 transitoire que le président de la République pourra restreindre – pendant la période comprise entre 1981 et 1989 – la liberté d'information, ce qui induit la création, l'édition, et la circulation de nouvelles publications. Ce n'est qu'en 1983 – avec le décret 262 du 24 juin – qui met fin à l'autorisation préalable pour l'édition et la circulation des publications du ministère de l'Intérieur. Tout cet itinéraire d'interdictions est décrit de façon exhaustive par Bernardo Subercaseaux, *Historia del libro en Chile* (Alma y cuerpo), Santiago, Lom, Segunda edición, 2000, p.159. Voir également l'article d'Isabel Jara, « Graficar una « Segunda Independencia »: El Régimen militar chileno y las ilustraciones de la Editora Nacional Gabriela Mistral » (1973-1976). *HISTORIA* N° 44, Vol. I, enero- junio 2011, pp. 131-163. Dans cet article, Jara mobilise un recueil exhaustif d'archives, d'ordonnances et d'agissements ordinaires de la Junte de Gouvernement, qui atteste la manière de réviser, classer et éliminer des livres et des matériaux scolaires. Nous reproduisons ici un extrait de l'ORD. N° 599, du 30 août 1974, du directeur national de Communication Sociale au ministre de l'Éducation qui dit: « Il m'incombe de vous informer que l'Institut de recherches statistiques, de l'Université du Chili, continue de remettre des textes pour leur usage dans la Examen d'aptitude académique [examen de sélection pour l'admission à l'Université qui est d'actualité jusqu'à maintenant au Chili] qui a un clair contenu marxiste et qui ont dû être arrêtés fin 1973 [...] Cette Direction a connaissance, de plus, que lesdits textes sont utilisés encore dans certains établissements d'éducation. De là découle la nécessité de réviser tout le matériel conflictuel ou contraire aux postulats du Gouvernement, pour éliminer de façon drastique ce qui est estimé portant atteinte [...] ». Cité par l'auteure dans la note en bas de page n° 37.

⁸⁷ Yves DEZALAY montre de manière très claire les liens que tissent les relations entre le pouvoir politique et le champ culturel. Voir « Capital cultural, Capital económico y luchas hegemónicas: la reproducción internacional de las élites nacionales », *Comunicación y Medios*, N° 27, 2013. L'image du président Sarkozy portant un livre dans la main et même de Pinochet qui tente d'apparaître sur une photo en lisant Gramsci sont révélatrices de cette mise en scène « littéraire » du pouvoir politique.

chiliens, et la première poétesse de langue hispanique à recevoir cette distinction, en 1945. Mistral, avec une œuvre poétique abondante qui, de plus, a inclus une centaine de chants et de rondes infantiles, reçut le surnom de « maîtresse de l'Amérique » et représente une des voix féminines majeures de la littérature. Ceci bien que comme cela arrive de façon largement récurrente, à son époque, elle fut beaucoup plus reconnue et étudiée au niveau international que dans son pays natal⁸⁸ (de fait, elle reçoit le prix Nobel avant le prix National de littérature, en 1951). Elle fut de plus diplomate, pédagogue et féministe et meurt résidant aux États-Unis.

Comme l'a problématisé de façon détaillée Soledad Falabella⁸⁹, le régime militaire s'approprie l'image de cette « femme chilienne » en lui donnant un usage en tant que support idéologique du projet de « grande famille nationale », en la fixant comme une figure « monologique, dépourvue de diversité et de la pensée critique et antiautoritaire qui la caractérisait »⁹⁰. En ce sens, le fait de rebaptiser la maison d'édition étatique du nom de Mistral⁹¹ correspond à une décision assez cohérente avec le projet de réédification du pays porté par la dictature, à un moment où la plupart des artistes et des intellectuels ont été expulsés du pays⁹² et où l'on a besoin d'icônes qui puissent incarner à partir d'autres registres ladite « œuvre » que le régime veut diffuser et légitimer : « [...] Durant la période initiale du régime militaire, la figure de Gabriela Mistral fut utilisée par les appareils institutionnels afin de promouvoir un nouvel ethos familial-national. Le projet de la refondation de la famille de la Nation chilienne qu'entreprit la dictature a consisté dans la réécriture de l'imaginaire social: on projette la Nation comme une totalité abstraite, en même temps qu'on la privatise et on la personnalise ».⁹³

⁸⁸ Cette relation complexe avec son pays, elle la raconte dans le poème « El Fantasma » publié dans le livre Tala. Buenos Aires, Editorial Sur, 1938. Disponible sur le site www.memoriachilena.cl

⁸⁹ Soledad Falabella *¿Qué será de Chile en el cielo?: Poema de Chile de Gabriela Mistral*, Santiago, Lom, 2003.

⁹⁰ Ibid. p.22.

⁹¹ Le nom de Gabriela Mistral, n'a pas été exempt de réappropriations. Le 19 octobre 2009, sous le gouvernement de la présidente Michelle Bachelet, on renomme le Bâtiment Diego Portales, Centre Culturel Gabriela Mistral – GAM en promulguant la Loi 20.386, afin de « perpétuer sa mémoire et honorer son nom et sa contribution à la contribution à la formation du patrimoine culturel du Chili et des lettres hispano-américaines ». Construit durant le gouvernement de Salvador Allende pour accueillir la réunion des Nations Unies et connu sous le nom de UNCTAD, au moment du coup d'État, la Junte de Gouvernement dirigée par général Pinochet prend le bâtiment comme centre des opérations du gouvernement, en le dénommant comme Diego Portales, la « figure de l'ordre » choisie comme source d'inspiration pour la dictature. Par la suite, le bâtiment est victime d'un incendie en 2007, est reconstruit et ré-inauguré sous la présidence de Bachelet.

⁹² Comme il est habituel dans tout système autoritaire, les artistes et intellectuels critiques sont rapidement effacés de la scène de diverses manières: censure, exonération, persécution, exil. Il est impossible d'en dresser la trop longue liste, nous ne mentionnerons donc que les groupes musicaux Quilapayún, IntiIllimani, les musiciens Ángel Parra, Isabel Parra et les écrivains José Miguel Varas, Armando Uribe, Volodia Teitelboim, Roberto Bolaño, Luis Sepúlveda, ou les artistes plastiques Roberto Matta et Guillermo Núñez.

⁹³ Kemy OYARZÚN «Des/memoria, género y globalización.» in Raquel Olea et Olga Grau (comp.). *Volver a la memoria*, Santiago, Lom, 2001, p.25 cité in Soledad Falabella *¿Qué será de Chile en el cielo?: Poema de Chile de Gabriela Mistral*, Santiago, Lom, 2003.

La maison d'édition *Quimantú* avait représenté l'un des piliers fondamentaux de la politique culturelle développée par le gouvernement de l'Unité Populaire, en devenant une véritable icône. Dans plusieurs conversations et entretiens avec des personnes appartenant au monde militant ou associatif de l'époque, l'existence de *Quimantú* est présentée comme une sorte de « moment lumineux », où de larges couches de la population ont eu accès, pour la première fois pour beaucoup d'entre eux, aux livres et à la lecture.⁹⁴

Loin de nous contenter de lire l'action interventionniste comme une simple « prise du butin de guerre »⁹⁵, il nous semble intéressant de nous interroger sur les usages de la fonction éditoriale dans des contextes distincts. Le régime autoritaire dirigé par Pinochet, comme le signalait déjà le sociologue José Joaquín Brunner dans un article des années 80 : « [ne s'est pas pensé] comme une parenthèse restauratrice. C'était, dès le début, une expérience de refondation nationale »⁹⁶. En ce sens, la confiscation de la maison d'édition a eu comme mission fondamentale – au-delà de diffuser la pensée de droite – de fonctionner comme un espace producteur d'un imaginaire de remplacement.

⁹⁴ La manière d'énoncer la signification qu'a pu avoir un projet éditorial à partir de leur expérience personnelle pour les interviewés qui la remémorent est digne d'être soulignée : « À cette époque, nous avons pu nous rapprocher de la culture », « les gens ordinaires ont pu avoir accès aux livres » pour se référer à la signification qu'a eu *Quimantú*, sur un ton presque mystique. Un passage d'un entretien avec une jeune dirigeante sociale des années du gouvernement de l'Unité Populaire, de la région nord du Chili (le secteur le plus pauvre et caractérisé par un long cycle de luttes dans les mines) par la suite exilée en France, raconte le caractère définitivement « extraordinaire » qu'avait pour un grand nombre de gens l'expérience de la lecture. Elle se le remémore ainsi : « la première fois que j'ai vu un livre, ce fut lorsque ma mère, qui était une dirigeante populaire du parti [PC] est arrivée à la maison avec un exemplaire qu'on lui avait offert. C'était un livre en russe, plein de belles images, de peintures, de paysages [...] Je me souviens que j'étais petite et avec mes sœurs et mes parents, le soir, nous nous asseyions à table et nous touchions les feuilles, le feuilletions en y prenant tout le soin, émerveillés, ce fut comme une cérémonie, et là ma maman nous dit : « Un jour nous pourrions nous-mêmes avoir des livres à la maison et lire ». J'étais très studieuse, je m'efforçais beaucoup à l'école. Par la suite, étant jeune, j'ai pu étudier, et je me souviens de l'apparition de *Quimantú*, du monde qu'il nous faisait apparaître, avec ses collections merveilleuses de livres que nous pouvions acheter très bon marché dans les kiosques ». Entretien avec N.A, octobre 2012.

⁹⁵ Effectivement, la possession de livres publiés par *Quimantú* constituait en soi quelque chose qui mettait en péril la vie de ceux qui les possédaient. Comme le décrit Subercaseaux, on produit « via les médias, d'un climat de diffusion de la peur de posséder des livres *Quimantú* (des incinérations et des réquisitions, la presse officialiste parle de « littérature subversive », « au service des intérêts étrangers », du « marxisme international », etc). Bernardo Subercaseaux. *Historia del libro en Chile* (Alma y cuerpo), p.158.

⁹⁶ José Joaquín Brunner « Cultura y Sociedad » in *Chile en el umbral de los noventa*. Jaime Gazmuri (ed.), 1988, pp. 43-53. Colección Espejo de Chile. Santiago, Planeta Chilena. Pour un point de vue historique de la pensée économique, voir le travail de Manuel Gárate Chateau. *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*. Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012.



Image N°6 : Militaires en plein autodafé. Image du photographe Koen Wessing. Nederlands Fotomuseum.



Image N° 7. Détail : le général Pinochet lisant un texte d'Antonio Gramsci⁹⁷.

Malgré cela, le rapport au livre des autorités militaires n'était pas exempt de contradictions. Un extrait d'un éditorial du quotidien officiel *La Nación*, daté du 31 mai 1984, cité par Bernardo Subercaseaux, nous permet de prendre la mesure du soupçon⁹⁸ que le régime entretenait vis-à-vis de l'imprimé :

« L'acte d'offrir un livre, aussi simple soit-il en apparence, aussi inoffensif, recouvre des risques qu'on ne peut pas ignorer. Un livre n'a pas toujours, par le simple fait d'être, satisfait l'objectif idéal qu'on lui suppose généralement. Parce qu'il est n'est pas toujours un agent certain de culture ou une ressource non contaminée de santé mentale. Parfois, plus souvent de ce que nous souhaiterions, nous trouvons des livres qui, sous prétexte de divulguer des théories novatrices, pervertissent le juste gouvernement des choses ou salissent le cours propre et naturel de la vérité »⁹⁹.

Pourtant le « projet éditorial » de la dictature a consisté à construire un catalogue cohérent avec les grandes lignes idéologiques qui soutenaient leur programme. C'est ce qu'Isabel Jara a travaillé à partir d'une perspective historico-esthétique, en signalant que

⁹⁷ Couverture du texte de Juan Cristóbal Peña. *La secreta vida literaria de Augusto Pinochet*, Santiago, 19. Voir aussi l'article "Pinochet era un hombre de intelecto limitado que plagió libros" (« Pinochet était un homme à l'intellect limité qui a plagié des livres »), *Journal El Mostrador*, 8/7/2013.

⁹⁸ Une table ronde a été organisée le 7 novembre 2013, dans le cadre de la 33^e Foire du livre de Santiago, à propos « La mémoire des cendres : des livres et maisons d'éditions brûlés pendant la dictature » (*La memoria de las cenizas : de libros y editoriales quemados en dictadura*), avec la participation d'Arturo Navarro, l'écrivain Jorge Montealegre, l'historienne Isabel Jara, José Navarro et Oscar Contardo comme modérateur. Également, la même année, l'exposition intitulée « Bibliothèque récupérée : Des livres brûlés et cachés 40 ans après le coup d'État » (*Biblioteca recuperada: Libros quemados y escondidos a 40 años del golpe*) organisée par l'Université Diego Portales avec Ramón Castillo comme chef d'exposition.

⁹⁹ Cité par Subercaseaux in *Historia del libro (en cuerpo y alma)*, p. 160

celui-ci s'appuie pour l'essentiel sur la mobilisation de deux imaginaires : le paysage¹⁰⁰ et la deuxième indépendance¹⁰¹. Jara analyse spécifiquement l'usage qui est fait des illustrations choisies par la maison d'édition nationale Gabriela Mistral comme manière de « figurer un discours antimarxiste et anti partisan » au sein de l'imaginaire politique du gouvernement militaire. À partir de ce prisme, elle interroge le support graphique de sa ligne éditoriale, les manières de symboliser « le patriotique et l'antipatriotique » dans les couvertures des livres les plus représentatifs de la production éditoriale du régime, de même que les façons de mettre en scène les textes « en intensifiant de façon dichotomique l'expérience allendiste et la période post-coup d'État et en ritualisant la célébration du 11 septembre ». Entre 1973 et 1976, la maison d'édition nationale Gabriela Mistral a publié, entre autres, les titres suivants : *Técnica soviética para la conquista del poder total* (Boris Klosson, 1973), *La experiencia comunista en Chile, República de Chile, 1974: Primer año de la reconstrucción nacional* (1974), *Declaración de Principios del Gobierno de Chile* (1974), *Algunos fundamentos de la intervención militar en Chile Septiembre de 1973* (1974), *Presencia soviética en América Latina* (1974), *La epopeya de las ollas vacías* (1974), *La capitulación ante el comunismo* (Alexander Solzhenitzyn, 1975), *Chile Ayer Hoy* (1975)¹⁰². Nous pouvons, à partir de l'analyse d'un catalogue¹⁰³ de publications, explorer les décisions et les orientations éditoriales d'une maison d'édition, reflétées substantiellement par les titres des œuvres. Ces derniers constituent un indicateur du type de production culturelle qui veut être diffusé.

¹⁰⁰ La sublimation du paysage national, du territoire et de ses géographies comme support de la « chilénité », de l' « unité nationale » et du patriotisme représentés fondamentalement par la figure du « huaso », « du métis » ou « roto chileno ». « Huaso » tout comme « roto chileno » constituent deux catégories socio-culturelles typiquement chiliennes qu'il est nécessaire de définir brièvement. Le terme « huaso » se réfère au paysan de la région centrale du pays, cavalier du rodéo chilien et personnage qui danse la cueca alors que le « roto chileno » renvoie au pauvre des villes, au miséreux avec une connotation de classe mêlée à des connotations affectives et patriotiques/épiques. Voir Isabel Jara « Politizar el paisaje, ilustrar la patria: nacionalismo, dictadura chilena y proyecto editorial ». *Aisthesis*, n° 50, 2001, p. 230-252.

¹⁰¹ Isabel JARA. « Graficar una "Segunda Independencia": El Régimen militar chileno y las ilustraciones de la Editorial Nacional Gabriela Mistral (1973-1976) », *Historia*, N° 44, Vol. I, Janvier- juin 2011, p. 131-163.

¹⁰² Les couvertures des ouvrages publiés chez Editora Nacional Gabriela Mistral qui sont présentées plus bas ont été tirés de l'article d'Isabel Jara « Graficar una segunda independencia »....

¹⁰³ Voir Anne Simonin « Le catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire. L'exemple des Éditions de Minuit », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/ 1 n° 81, p. 119-129. DOI : 10.3917/VING.081.0119

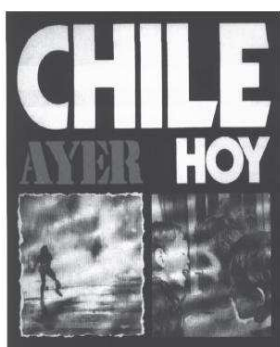


Image N°8 : Le Chili Hier Au-Jourd'hui, 1975.



Image N°9 : Déclaration de principes du gouvernement du Chili, 1974.



Image N°10 : République du Chili. Première année de la reconstruction nationale, 1974.

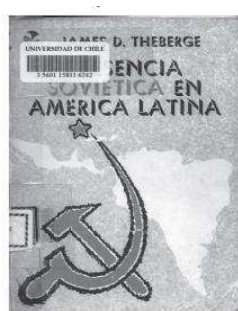


Image N°11 : James Theberge. Présence soviétique en Amérique latine, 1974.



Image N°12 : Teresa Donoso. L'épopée des marmites vides, 1974.



Image N°13 : Alexandre Soljenitsyne. La capitulation face au communisme, 1974.

À partir de ce rapide rappel, nous comprenons que l'itinéraire suivi par *Quimantú* – transformée en Éditions Nationales Gabriela Mistral (ENGM) – nous montre comment une expérience éditoriale révèle les courants distincts et contradictoires au sein du régime : l'Opus Dei, le néolibéralisme des Chicago boys, les secteurs civils et bien évidemment le commandement militaire. C'est ainsi que nous observons deux phases différentes d'intervention étatique sur le terrain des politiques publiques pour la culture et spécifiquement pour le livre. Un premier moment caractérisé par une gestion très centralisée et un usage idéologique - performateur nationaliste des contenus culturels et communicationnels - phase qui culmine à la fin des années 70 lorsque s'impose une position néolibérale pour laquelle un projet éditorial étatique n'était ni efficace ni nécessaire. Ensuite une phase de transfert de la régulation de la culture et de l'éducation aux forces du marché, même si l'exécutif continue à établir un contrôle de l'offre. Cette politique a eu pour conséquence une claire diminution des budgets et des subventions directes au domaine de la culture et du livre en particulier. Ceci, en sus de la grande transformation technologique qui inaugure la massification de la télévision comme dispositif communicationnel. Cette dernière, désormais présente dans 90% des foyers

chiliens¹⁰⁴, devient l'industrie culturelle hégémonique dans la production et la reproduction de messages culturels destinés à la consommation massive.

Comme le signale Isabel Jara : « [...] la perte d'attention pour le travail éditorial qu'a supposé le triomphe néolibéral dans le projet autoritaire s'est traduit par la désaffection gouvernementale de l'ENGM pour développer une propagande ou une diffusion culturelle systématique et continue. Une telle perte d'intérêt signifiait que l'ENGM n'était pas un dispositif culturel « organique » de la Junte Militaire, comme l'avait été avant *Quimantú* par rapport à l'Unité Populaire »¹⁰⁵. C'est ainsi qu'en peu de temps la maison d'édition nationale Gabriela Mistral ferme ses portes. La même année, en 1976, le gouvernement par décret décide d'appliquer sur le livre une TVA de 20%¹⁰⁶, traduisant ainsi son désintérêt vis-à-vis de la promotion de ce bien culturel ; une taxe inaltérable jusqu'à nos jours.

Nous avons vu qu'il est possible de lire chaque moment historique à la lumière de l'édition, à travers les messages qui sont mis en circulation et un catalogue qui les incarne, ce qu'on publie et ce qu'on ne publie pas. Le lieu et la signification que *Quimantú* a eu dans le cadre de l'Unité Populaire peut s'apprécier tout d'abord dans les noms de ses collections, dans sa politique de diffusion (au moyen des kiosques) et dans ses tirages. Il faudrait analyser d'autres variables comme la présence des autres labels qui ont existé à l'époque, ou les taux de lecture de cette époque, ce qui n'est guère possible dans le cadre de cette thèse. Mais, en définitive, le fait que l'occupation et la transformation de *Quimantú* ait correspondu à l'une des premières actions de la dictature militaire, qu'elle en ait fait son appareil d'impression de la pensée et de la propagande, révèle les liens stratégiques existants entre le champ politique et les espaces de production culturelle, notamment de la production de livres.

Le lieu de l'imprimé dans la constitution de la sphère publique répond à un phénomène structurel, qui excède les types de systèmes politiques qui l'ont encadré. En ce sens, et pour avancer rapidement vers la période qui nous intéresse - à savoir la transition politique - ce lieu peut être pensé à partir de l'émergence d'un secteur, hétérodoxe et complexe, comme l'est l'édition indépendante.

¹⁰⁴ Le fait de posséder ou non un téléviseur dans son foyer faisait partie des questions du CENSO pendant la dictature, en tant qu'indicateur de développement. La télévision en couleur est d'ailleurs arrivée au Chili en 1974.

¹⁰⁵ Isabel Jara, « Graficar una segunda independencia », op.cit., p.21

¹⁰⁶ Décret Loi N°825 « Loi sur l'impôt sur les ventes et services ». Actuellement, la TVA correspond à un taux de 19% et reste l'un des grands enjeux du marché du livre, comme nous le verrons plus loin.

Les transformations des vingt dernières années à l'échelle mondiale, caractérisées par un retour généralisé à la démocratie sur le plan politique – dans les pays du Cône sud¹⁰⁷, aussi bien qu'en Europe de l'Est – et par des phénomènes d'intensification des échanges au niveau économique, ont généré dans le champ de l'édition un nouveau panorama caractérisé par une reconfiguration du marché international du livre. Ce marché évolue dans le sens d'une concentration croissante des différentes maisons d'édition entre les mains de quelques consortiums, après une suite d'opérations de fusion et d'acquisition à l'échelle planétaire. En particulier, pour ce qui concerne l'aire hispanophone, la fin du franquisme - en 1975- ouvre un nouveau schéma de relations politiques et commerciales entre l'Espagne et l'Amérique Latine.

L'apparition de l'édition indépendante au niveau international se fait de manière corrélative à un phénomène de concentration éditoriale. Pour expliquer cela avec les nuances et les caractéristiques propres au cas chilien, nous présenterons un portrait de la maison d'édition chilienne Lom, une expérience éditoriale que nous avons étudiée en profondeur dans le cadre de notre mémoire de master et qui possède, à notre avis, des caractéristiques spécifiques qui la rendent très parlante. En effet, la signification que revêt ce type d'édition peut se comprendre après un petit retour en arrière. Adopter un horizon historique large nous permet d'observer la relation entre édition et politique comme une dyade présente de manière constante, mais dont les différentes représentations changent selon les époques et leurs enjeux.

Section 2 : Editions Lom : « S'opposer au mainstream sans être marginaux »

Nous présentons ici le portrait d'une maison d'édition qui, à notre avis, présente des spécificités intéressantes au regard du champ éditorial chilien plus vaste. Partant d'un questionnement sur le sens et les implications des espaces culturels dans une société post-dictature, telle que la société chilienne, nous proposons plus précisément de prendre la maison d'édition Lom comme point d'entrée privilégié pour comprendre non seulement la structure du fonctionnement éditorial mais aussi la société chilienne post-dictature et son espace des possibles.

¹⁰⁷ Nous parlons d'un mouvement général, dans ces années-là, bien sûr pas au moment identique. Dans le cas de l'Équateur la transition commence en 1979, au Pérou et au Salvador en 1980, au Honduras en 1981, en Bolivie en 1982, en Argentine en 1983, au Brésil, Guatemala et Uruguay en 1985, au Chili, Paraguay et Nicaragua en 1990.

Fondée au début des années quatre-vingt-dix, qui coïncident avec la phase initiale du retour à la démocratie au Chili, c'est une entreprise familiale dont le parcours nous intéresse sous deux aspects. D'abord parce que Lom constitue une incarnation parmi d'autres de l'édition indépendante au Chili. Son statut à la fois secondaire (au vu de son capital économique) et le fait qu'elle ait réussi progressivement à prendre une place centrale en raison de sa stratégie d'État, fait de cette maison d'édition un lieu révélateur. La seconde hypothèse est que Lom a joué un rôle dans la restructuration de l'espace éditorial chilien. La gestion des différents capitaux - surtout symbolique (réseaux d'intellectuels, prix décernés aux auteurs, etc.) - et une certaine accumulation de légitimité grâce à sa façon d'agir (en fortifiant des espaces collectifs), nous permettent d'envisager un parcours éditorial que l'on pourrait essayer d'expliquer par la figure de l'« éditeur engagé ». L'activation d'un réseau d'éditeurs indépendants a produit des effets sur le monde culturel. Ils se sont constitués en catalyseurs qui font changer les règles du jeu, en adoptant une stratégie de légitimation à partir du registre de l'internationalisation pour dynamiser le débat et remettre en question le fait que l'« édition de marché »¹⁰⁸ soit la seule alternative possible. C'est justement l'apparition de la catégorie, dans un premier temps, d'« exception culturelle », et tout le processus de construction qui l'accompagne, qui vient mettre en évidence la tension culture/marché. Cette catégorie qui devient ensuite le principe de *diversité culturelle* promu par l'UNESCO¹⁰⁹ correspondait au diagnostic, jusque-là désarticulé, que les différents agents du monde de la culture posaient sur eux-mêmes. La mise en place progressive d'un mouvement international de coalitions, soutenues notamment par les associations professionnelles de la culture dans les différents pays, prend place dans un espace qui ouvre à ces associations atomisées, ayant peu d'interactions entre elles, une fenêtre d'opportunités. Avant tout, c'est l'appropriation de ce « discours légitime », qui leur permet d'interpeller leur propre État.

Lom a produit un lieu pour la mise en circulation de textes de réflexion critique – en sciences sociales, littérature et photographie – sur les manières de reconstruire la démocratie au Chili. Cette réflexion appelait à franchir une nouvelle étape sociale, politique et culturelle, sans pour autant renier la mémoire de ce que la société chilienne, en tant que corps social, a vécu. Elle s'est consacrée également au sauvetage d'œuvres classiques du roman social

¹⁰⁸ Par édition de marché, on comprend la production éditoriale qui se base sur l'exclusivité de la réussite commerciale.

¹⁰⁹ Mauricio BUSTAMANTE. Mémoire de Master 2 EHESS « L'adoption de la diversité culturelle à l'UNESCO. Analyse sociologique d'une stratégie de légitimation culturelle » Sous la direction de Gisèle Sapiro. Année 2006-2007.

national et latino-américain, en se préoccupant de redonner leurs lettres de noblesse aux ouvrages d'auteurs oubliés comme de promouvoir des travaux de jeunes auteurs. Lom a été reconnu pour avoir donné une place centrale à la publication de la poésie. Son label éditorial s'est progressivement imposé dans le circuit du livre parmi un catalogue assez divers et varié ; plusieurs de ses ouvrages ont reçu des distinctions et sa formule de livres de bonne qualité de contenu tout en conservant un prix abordable, sont autant d'éléments qui font qu'elle occupe aujourd'hui une place de choix dans les bibliographies obligatoires de tout travail académique. Bien que ce projet se soit érigé sur l'idée d'un travail sur la mémoire historique au Chili, il ne se cantonne pas au cadre national. L'une des principales propriétés que l'on observe chez Lom est sa façon d'établir des contacts et des alliances avec d'autres agents locaux, régionaux (en Amérique latine) et internationaux.

Il s'agit d'une maison d'édition qui malgré son poids économique¹¹⁰ sur le marché du livre dispose toutefois d'un important dynamisme qui a permis d'organiser collectivement un groupe d'acteurs, intéressés par une même problématique sans l'avoir articulée dans un même discours. Ce groupe d'acteurs, à savoir un ensemble de petits et moyens éditeurs indépendants, qui partageaient une vision dont l'axe était « antimercantiliste », s'est appuyé sur la création de l'*Association des éditeurs indépendants* du Chili¹¹¹ en 2000, pour construire un discours unifié. Cette manière d'agir, visant la constitution d'un discours et des stratégies collectives de participation sur la scène culturelle chilienne, nous a porté à nous interroger sur les raisons qu'a un éditeur pour intervenir dans l'espace public.

Lom remplit une fonction symbolique, tout en évoluant vers un positionnement politique sur l'espace culturel national à travers la constitution et le positionnement de l'*Association des éditeurs indépendants* du Chili. Cette instance réunit la plupart des éditeurs nationaux, prenant part activement à la formulation de la Politique nationale du livre et de la lecture - qui a vu le jour en 2006 et puis, une deuxième, en 2014. Elle organise également des débats, des séminaires et des tables rondes avec d'autres acteurs pour traiter de la situation du livre et de la lecture au Chili et en Amérique latine. Ces différentes actions - au niveau national, régional et international -, ainsi que leur mode d'articulation font de notre objet d'étude un acteur intéressant, dans la mesure où bien qu'il se positionne à la « périphérie » du

¹¹⁰ La taille est toujours une chose relative. Lom est petite dans le contexte des grandes maisons d'édition, mais dans l'ensemble des maisons d'édition qui constituent *Editores independientes de Chile*, elle est l'une des trois plus grandes et des mieux établies dans le paysage national.

¹¹¹ * Tout au long de cette thèse, nous utiliserons indistinctement « *Association des éditeurs indépendants du Chili* », « *Editores de Chile* » ou « *EDIN* ».

grand marché du livre, il a réussi à promouvoir des processus d'élaboration de politiques publiques pour le livre et la lecture au Chili.

Un deuxième élément qui fait de Lom un cas particulier, est le rôle public joué par son éditeur Paulo Slachevsky¹¹². Bien qu'il s'agisse d'une participation collective au sein de l'Association des éditeurs indépendants du Chili, que Slachevsky a présidée à quatre reprises (2000-2004-2012-2016), son rôle a été remarqué pour avoir tissé des réseaux à plusieurs niveaux afin de donner une présence publique à son secteur. Il a endossé la fonction de porte-parole d'un acteur qui a reposé « la question du livre » à de nouveau frais, et est ainsi devenu une personne incontournable dans le milieu culturel au Chili.

Un éditeur, par définition, est quelqu'un qui met des idées en mouvement mais c'est précisément cette façon publique d'agir en écrivant¹¹³, en publiant des tribunes dans les journaux¹¹⁴ et en participant activement aux débats sur la place du livre dans le développement humain et démocratique du Chili, qui fait de lui une figure particulière. Comme le signale le spécialiste de l'édition latino-américain, Gustavo Sorá : « La figure de l'éditeur est néanmoins très rarement rendue publique. Sur la scène de la culture écrite, celui-ci partage avec le traducteur, par exemple, une condition de relative invisibilité »¹¹⁵. Son apparition sur la scène publique se révèle donc extra-ordinaire. Tout au contraire, c'est précisément l'expérience de visibilité vécue par Paulo Slachevsky qui est l'une des dimensions les plus déterminantes du parcours suivi par Lom.

¹¹² En raison des objectifs de notre travail, nous avons pris en compte fondamentalement la figure de Paulo Slachevsky pour analyser la maison d'éditions Lom. Même s'il s'agit d'un projet éditorial collectif, dans lequel les autres membres, et notamment Silvia Aguilera, jouent un rôle important, nous nous sommes intéressés surtout à la présence et au rôle public développé par lui, car cela dépasse l'espace privé de la maison d'édition et se connecte avec la dimension publique que nous avons voulu explorer de la figure d'un éditeur.

¹¹³ Paulo Slachevsky a réalisé un travail d'écriture : il a été coauteur de « Industrias culturales : un aporte al desarrollo » (2004) et de « La diversidad cultural : un debate internacional, un debate en Chile » (publié en 2005) ainsi que des livres de photographie « Tierra de Humo » (un recueil photographique sur les communautés indigènes éteintes du sud du Chili coédité avec Silvia Aguilera en 1996) et « *El pan nuestro de cada día* » (avec les photographes Claudio Pérez, Oscar Navarro et Carlos Tobar en 1986).

¹¹⁴ Citons, entre autres, les articles et tribunes « La dictatura del mercado », « Trump, la democracia, el desarrollo y la Política Nacional de la Lectura y el Libro » *El Mostrador*, le 28 novembre 2016, « Política Nacional del Libro y la Lectura. La ira visceral de los opositores », *El Mostrador*, le 16 juin 2015. « El libro y la sacralización de la liberación de impuestos a los más ricos del mundo », *El Mostrador*, le 30 juin 2015. Personnalité publique, il a même exposé – en tant que juif – sa position critique du sionisme pendant la récente guerre de Gaza. À l'occasion, il a publié l'article « Etre juif : de l'orgueil à la honte » (*Ser judío: del orgullo a la vergüenza*) toujours dans le journal digital *El Mostrador*, le 24 juillet 2014, ce qui a eu un fort impact au sein de la communauté juive nationale, dans sa majorité très conservatrice.

¹¹⁵ Gustavo SORÁ. « Edición y Política: Guerra fría en la cultura latinoamericana de los años 60 ». *Revista del Museo de Antropología*. Córdoba, 2008, Année 1, N° 1, p.98.

Entrepreneur de la culture et « intellectuel engagé », nous pourrions l'inscrire dans l'histoire éditoriale chilienne du XXI^{ème} siècle comme un « éditeur protagoniste »¹¹⁶, qui a agi comme porte-voix d'un projet de contestation et de mobilisation de la société civile organisée à l'égard de la mise en cause de la « marchandisation de la culture ». En tant que représentant des éditeurs, il a pris la parole pour défendre la cause du livre et de la diversité culturelle mais aussi une certaine idée de la responsabilité sociale et politique du métier, ce qui a contribué à politiser le champ culturel chilien.

L'action du monde de l'édition indépendante au Chili est liée à l'existence d'autres agents de l'espace éditorial. L'un de ces autres agents est la Chambre chilienne du livre, association corporative fondée en 1950 et regroupant une centaine de partenaires – entreprises, maisons d'édition nationales et internationales, distributeurs de livres, librairies et organisations de vente directe -, qui se consacre à la commercialisation et à la diffusion du livre. Il faut indiquer que les grands groupes internationaux, ayant leur siège au Chili, font partie de cette Chambre. Editores independientes de Chile et la Chambre chilienne du livre sont les deux principaux agents du domaine de l'édition au Chili. Dans le cadre de ce travail, nous nous sommes concentrés notamment sur la reconstitution du parcours d'EDIN¹¹⁷, en tant que nouvel acteur du champ éditorial au Chili. Il nous est apparu comme central précisément pour l'ensemble des actions auxquelles cette association a participé, mais aussi parce qu'il s'agit d'un pôle qui a produit des reconfigurations internes dans l'espace éditorial dans son ensemble.

2.1. L'édition comme dimension pour saisir le contexte politique et sociale

De manière plus générale, l'espace de l'édition nous permet d'observer différents aspects de la vie sociale : l'éducation, la situation de la lecture, les politiques publiques du livre, les différents degrés de régulation de la circulation des biens symboliques, les droits d'auteur, l'internationalisation de la production éditoriale nationale, etc. Si l'on prend en compte les conditions sociales qui rendent possible son existence, on observe que l'édition renvoie finalement au problème de la très forte inégalité dans la consommation culturelle dans une société donnée, en produisant des citoyens plus ou moins informés et critiques. Certes le Chili était caractérisé et reste caractérisé par une très forte inégalité d'accès à la culture, et

¹¹⁶ Voir Julien HAGE. « La génération des éditeurs protagonistes de la décolonisation. Radicalités, rigueurs et richesses de l'engagement éditorial », *Bibliodiversity*, février 2016, p.11-19.

¹¹⁷ Nous l'aborderons en profondeur dans le chapitre II.

particulièrement à la lecture, pratique culturelle qui dispose d'une énorme légitimité à l'intérieur de l'ensemble des pratiques. Cette situation existe, d'une certaine manière parce que la transition est d'abord une politique de stabilité. À notre avis, cela est à mettre en rapport avec l'explication que développe Manuel Castells, dans le livre qu'il consacre au Chili, sur la question fondamentale du maintien du modèle de développement « tel qu'il s'est constitué dans les années 90, en rupture et continuité à la fois, avec le modèle autoritaire de développement ».¹¹⁸

Nous envisagerons ici la perspective de l'articulation entre agents privés, mais que l'on pourrait appeler la « société civile » dans son rapport à l'espace éditorial. Nous postulons également que l'édition, par les défis que présente aujourd'hui un marché de plus en plus diversifié mais aussi concentré, donne à voir la manière avec laquelle les différents agents développent des stratégies de résistance, voire de survie.

Nous faisons ici l'analyse de Lom pour accéder à une compréhension des modes d'articulation qu'ont développés les éditeurs indépendants, en mettant en exergue le contraste qui fait le propre de cette maison d'édition. Autrement dit, une taille économique non significative par rapport aux grandes maisons d'édition étrangères présentes au Chili mais un rôle public, progressivement construit, qui revêt une grande importance. C'est précisément la question de l'articulation de ces deux propriétés, situation à la fois secondaire et importante, qui constitue le centre de notre interrogation. Est-ce une spécificité de l'édition ? Une spécificité du Chili ? Ou encore est-ce une spécificité du type d'éditeur qu'est Lom ?

Cette partie part d'un lieu d'observation - la maison d'édition Lom - pour chercher à comprendre quelle est et a été la place de l'édition dans la construction de la transition vers la démocratie. L'espace éditorial, noyé par la présence presque déterminante du champ économique, a répondu par diverses stratégies visant à gagner en autonomie¹¹⁹. Dans ce cadre, l'action développée par les éditeurs indépendants, loin d'être une stratégie contre la Chambre chilienne du Livre, comporte une fonction symbolique visant au rétablissement de la raison *légitime* du champ. Dans ce sens, toute la discussion sur la place qui devrait être assignée au livre et à la lecture dans le pays, qui a permis à différents agents de participer à la production d'une solution symbolique - à savoir le consensus autour du « pays des lecteurs qu'on veut

¹¹⁸ Manuel CASTELLS. *Globalización, desarrollo y democracia: Chile en el contexto mundial*. Santiago, Fondo de Cultura Económica, 2005.

¹¹⁹ Pierre BOURDIEU. *Les règles de l'art*. Edition du Deuil. Paris, 1998.

devenir»- et qui se veut une manière de se positionner dans le secteur du livre, laisse entrevoir que l'enjeu, finalement, est bien l'autonomie du champ. Nous voulons montrer qu'on ne peut comprendre cette situation qu'à condition de reconstruire, d'une part, la situation sociopolitique locale sur laquelle les agents de l'édition indépendante prennent position et d'autre part, les mécanismes de construction de leur positionnement.

Concernant le contexte international, on voit bien que notre sujet s'inscrit dans le cadre d'une globalisation éditoriale, processus qui, sur le plan géographique, « consiste en une lutte pour la redéfinition des territoires de distribution des produits industriels, entre les différents centres et entre le centre et la périphérie »¹²⁰. Dans le cas des biens culturels comme celui du livre, cette lutte s'organise en outre à travers l'existence d'aires linguistiques qui, dans le cas de l'Amérique latine, explique le type de rapport que celle-ci entretient avec l'Espagne. L'intervention d'Antonio Avila, le Directeur exécutif de la Fédération professionnelle des éditeurs d'Espagne, dans une rencontre entre les secteurs du livre du Chili¹²¹ et de l'Espagne à Madrid, en 2002, est importante à rappeler à cet égard. L'objectif de l'activité était de *connaître, à travers ses acteurs, les éléments qui rendent possible le développement de l'industrie éditoriale espagnole*¹²². Antonio Avila déclarait alors :

« Il n'y a pas d'industrie éditoriale latino-américaine et cela n'est pas la conséquence de l'industrie éditoriale espagnole, mais de politiques publiques erronées qu'ont portées les gouvernements latino-américains dans leur ensemble, et ce sont eux qui ont anéanti l'industrie éditoriale latino-américaine... Les marchés globaux ont fait opter pour des politiques macro-économiques qui sont la responsabilité des gouvernements, les gouvernements sont ceux qui ont écrasé les industries éditoriales »¹²³.

Cette réorganisation du marché international du livre met en évidence la fragilité des industries éditoriales dans les pays dont les États n'ont pas pris de mesures de renforcement

¹²⁰ Gisèle SAPIRO. *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde, 2008. p.14.

¹²¹ Même si cette rencontre ne s'est pas traduite par de grands résultats, elle revêt une signification considérable pour les acteurs participants, en tant qu'instance d'échange d'informations ainsi que d'élargissement graduel de la présence de l'Association des Editores independientes au sein des instances institutionnelles. Cette rencontre avait pour but le partage d'expériences comparées, compte tenu de la position prédominante de l'Espagne dans le champ du livre en espagnol. La délégation chilienne était composée de cinq membres de l'Association des Editores Independientes de Chile (les maisons d'édition Cuarto Propio, Ril, Lom) et deux membres de la Chambre chilienne du livre, Clara Budnik - représentante de la Direction nationale des Bibliothèques, archives et Musées (DIBAM) - et Cristian Díaz comme représentant du Conseil National du livre et la lecture. Si l'on considère que la plupart des auteurs chiliens et latino-américains sont édités en Espagne et que ses maisons d'édition bénéficient d'un fonds spécifique pour l'achat des droits d'auteur, on comprend mieux l'intérêt d'échanger avec ses pairs ibériques. De plus, les deux pays ont partagé un processus de transition politique vers la démocratie qui présente certains points communs.

¹²² Silvia AGUILERA. "Claridades y experiencias en Madrid", ROCINANTE, Santiago, décembre 2002, N°50.p. 26-27.

¹²³ Op.cit

de leur espace éditorial, alors destiné à un rôle de simple récepteur. C'est précisément en soulignant la complexité de cette asymétrie dans les échanges éditoriaux que l'édition indépendante au Chili a construit son discours et structuré ses actions. Il s'agit d'un discours tendant à une plus grande participation de l'État dans le domaine du livre et d'autres biens culturels, parmi des politiques publiques et des mesures visant à leur protection. Ce processus a donné lieu - en tant que réponse - à une stratégie fondée sur l'articulation public-privé.

Pourtant, la participation de l'État – visant à maintenir une production de qualité – est considérée comme dangereuse par les tenants de la thèse selon laquelle le marché est le plus apte à réguler la valorisation symbolique des produits culturels. Les politiques publiques sont vues en fait comme une entrave à la libre concurrence, dans une perspective d'échanges commerciaux internationaux. Mais on peut aller plus loin. Comme le suggère Gisèle Sapiro, les politiques culturelles ont en effet « une double face » : elles promeuvent à la fois le protectionnisme du marché national et soutiennent le pôle de production restreinte : « (...) du point de vue des frontières [...] : d'un côté, elles maintiennent (parfois presque artificiellement) une relative autonomie des marchés nationaux encadrés dans le marché mondial des biens symboliques ; de l'autre, elles favorisent la formation et la pérennisation d'un pôle de production restreinte de ce même marché (c'est-à-dire un champ relativement autonome). »¹²⁴

2.2. La fondation de la maison d'édition Lom : un projet de « mémoire et de la pensée critique »

Étant donné le contexte de transition politique, les années 1990 voient s'amorcer au Chili une période d'importants changements. C'est dans ce contexte du début de l'ouverture politique que commence le retour progressif des personnes qui, durant la dictature de Pinochet, étaient exilées dans différents pays¹²⁵ qui leur avaient offert l'asile politique.

C'est le cas du journaliste et éditeur Paulo Slachevsky, l'un des principaux fondateurs de la maison d'édition Lom. Sa famille était très impliquée dans la vie intellectuelle et

¹²⁴ Gisèle SAPIRO, « Le champ est-il national ? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale », Actes de la recherche en sciences sociales, N° 200, 2013, p. 83.

¹²⁵ Les principaux pays d'accueil des exilés chiliens furent la Suède, l'Allemagne, l'Espagne, le Mexique, Cuba, la France, le Vénézuéla, les Pays-Bas.

politique chilienne. Son oncle Jacques Chonchol¹²⁶, ministre de l'Agriculture du gouvernement du Président Salvador Allende, a mené, lorsqu'il occupait ce poste, l'une des réformes les plus importantes de l'époque : la réforme agraire. À cause de son importante participation au sein du gouvernement de l'Unité Populaire, il a dû s'exiler après le coup d'État du 11 septembre 1973, car sa vie était en danger. En raison des liens familiaux qui les unissaient à Jacques Chonchol, et de la situation politique du Chili, Paulo Slachevsky¹²⁷ et sa famille ont été obligés de quitter le pays deux années plus tard. Ils se rendirent en France, à Paris, où Paulo Slachevsky poursuivit ses études jusqu'au Baccalauréat. Pendant cette période, ils allaient au Chili tous les deux ans¹²⁸ et gardaient des contacts avec les amis et la famille qui étaient restés là-bas, ce qui leur permettait d'être informés de la situation du pays et de la vie qu'on y menait :

« Je me rappelle qu'en France, durant toutes ces années, nous avons beaucoup maintenu le contact avec la communauté chilienne, par le biais de différents cercles, la famille, oncles et cousins exilés, des amis chiliens de mes parents, la Communauté chrétienne chilienne en exil : celle qui, si je ne me trompe pas, se réunissait tous les mois dans l'Église Ste Marie. Nous assistions aussi aux concerts ou à des représentations au théâtre de l'Aleph : Inti Illimani, Quilapayún, Isabel et Angel Parra. Mon monde tournait autour du Chili. Moi je n'ai jamais pensé à rester là-bas, et nous n'avons négligé ni l'espagnol ni les sujets du Chili chez nous, à la maison ». ¹²⁹

Le témoignage de l'éditeur met en lumière quelques aspects de la complexité de l'exil¹³⁰ selon chaque pays d'accueil : le fait de vivre « entre deux cultures », les tendances - soit à la marginalisation soit à l'intégration - qui, selon lui, dépendent de différents facteurs comme l'âge, le capital culturel préalable, le sexe, etc. Ce récit fait allusion à la manière dont les membres de sa famille ont vécu cette expérience. Bien qu'ils se soient bien intégrés culturellement dans leur pays d'accueil (notamment parce que les parents de Paulo parlaient français avant d'arriver à Paris¹³¹), une grande partie de leurs activités associatives tournait autour de la collaboration avec les prisonniers politiques, leurs familles et les différents comités de soutien qui se sont formés hors du Chili. En effet, Matilde Chonchol, la mère de

¹²⁶ Jacques Chonchol, ayant suivi des études en Sciences politiques et en économie, est agronome et Docteur en Viticulture. Militant du Parti Démocratie chrétienne, il fait partie, en 1969, du secteur qui fonde le MAPU, une scission de la gauche du Parti. Durant son exil, il occupe le poste de directeur de l'Institut des Hautes Études d'Amérique Latine de Paris. Il revient au Chili en 1994.

¹²⁷ Paulo Slachevsky a alors onze ans (1975) et rentre en 5^{ème}, classe qu'il redouble. Il s'inscrit ensuite au Lycée Montaigne où il poursuit ses études jusqu'au Baccalauréat.

¹²⁸ Le père de Paulo vivait la moitié du temps au Chili et l'autre moitié en France, en raison des difficultés à trouver du travail.

¹²⁹ Entretien avec Paulo Slachevsky, Santiago, avril 2009.

¹³⁰ Voir l'article de Jorge Arrate « El exilio: origen y proyección » in Chile en el umbral de los noventa, Santiago, 1988, Editorial Planeta. Collection Espejo de Chile.

¹³¹ Tous les deux issus des professions intellectuelles, le père était architecte et la mère avocate.

Paulo Slachevsky et avocate collaborait à la fondation de Mme Mitterrand, pour aider les personnes qui se trouvaient emprisonnées par la dictature. De son côté, Paulo faisait partie de Cisjuch, une organisation juvénile de solidarité avec le Chili, où collaboraient Chiliens et jeunes Français. D'une certaine manière, ils restaient concernés par ce qui se passait dans leur pays.

Le séjour en France est sans doute marqué non seulement par sa mémoire familiale, mais également par sa conception de la « culture » au sens large, du livre, d'une éducation publique, dans le registre de ce qui est considéré au Chili comme une vision progressiste du monde culturel, très liée à l'Hexagone¹³² et à l'imaginaire associé à ce pays. En ce sens, il convient de s'interroger sur les effets que ce lien avec la France a produits sur sa trajectoire personnelle, en tant que dirigeant et initiateur d'une communauté éditoriale internationale, par le biais d'un système d'alliances entre acteurs culturels. L'extrait du discours de l'éditeur à l'occasion du décernement de la Médaille du chevalier des arts et de lettres, que nous reproduisons, en est le témoignage :

« Je chercherai à honorer et à être digne de cette distinction symbolique, dans les chemins et prochaines aventures – ils en ont toujours – du livre et de la culture. Des chemins qui sans doute s'unissent et s'entrecroisent avec les symboles et les valeurs de la culture française qui m'a formé, au sein de l'éducation publique d'un lycée de France. Des valeurs très présentes dans les pages de nombreux auteurs et intellectuels de langue française, et de ceux qui parlent la langue de l'humanisme, réveillant en nous la curiosité, tout en donnant de la densité à la culture et – surtout – en formant une base éthique avec un sens social et émancipateur de l'action culturelle, des valeurs de justice, de fraternité, d'égalité et de liberté »¹³³.

En 1983, Paulo Slachevsky s'inscrit à l'Université de Nanterre pour suivre un cursus de Philosophie et d'Économie puis décide, cette même année, de partir en vacances au Chili. Il arrive dans un moment d'agitation sociale intense. Il s'agit de la période qui correspond aux dernières années de la dictature militaire, caractérisée par une atmosphère de vives mobilisations sociales rythmées par le slogan « Et il va tomber »¹³⁴. Paulo commence à faire des photos des manifestations en travaillant comme free-lance, puis intègre l'Association des

¹³² Il faut rappeler que l'élite culturelle libérale, depuis l'époque coloniale rejetait l'influence espagnole et cherchait à s'en différencier. La classe « criolla » cultivée, qui a œuvré pour l'indépendance face à la Métropole, étudiait et parlait le français.

¹³³ Discours de remerciement. Citation originale : “Buscaré honrar y ser digno de esta simbólica distinción, en los caminos y aventuras futuras – que siempre las tiene- del libro y la cultura. Caminos que sin duda se unen y entrelazan con los símbolos y valores de la cultura francesa que me formó, en la educación pública de un liceo de Francia. Valores muy presentes en las páginas de numerosos autores e intelectuales de la lengua francesa, y de los que habla la lengua del humanismo, abriéndonos la curiosidad, dándonos densidad a la cultura y sobre todo conformando una base ética y con sentido social y liberador del que hacer cultural, valores de justicia, fraternidad, igualdad y libertad”.

¹³⁴ « Y va a caer » est l'un des principaux mots d'ordre.

photographes indépendants (AFI)¹³⁵. Il avait appris la photographie deux ans avant de partir au Chili, et c'est à travers cette activité qu'il s'implique dans les événements que vit le pays à ce moment-là.

« La photographie était déjà une activité, je travaillais déjà dans ce domaine de manière permanente. En arrivant ici, j'ai commencé à couvrir toutes les manifestations, les protestations, et ici il semblait qu'un changement allait se produire, c'était imminent, il y avait une telle effervescence, et évidemment je n'ai pas voulu rentrer, je me suis engagé dans le mouvement contre la dictature qu'il y avait ici. Et à partir de la photographie... et bon, peu de temps après, ça a commencé avec Silvia, et le mouvement, et tout l'univers, tout le mouvement social ici, disons »¹³⁶

À travers cette lentille du photographe, (métier qu'il exercera jusqu'en 1990), Paulo commence à s'imprégner du pays qu'il connaît, jusque-là, de manière proche mais non quotidienne. On peut comprendre cette démarche qui consiste à aller à la recherche du pays d'origine comme une sorte de volonté d'enracinement des enfants d'exilés dans le pays de leurs parents, pays qui est aussi le leur, mais d'une façon différente : ils doivent le redécouvrir. C'est au cours de cette même étape de découverte du Chili, pays en proie à d'importants mouvements sociaux, que Paulo fait la connaissance de l'historienne Silvia Aguilera, qui est actuellement sa femme. Il est évident que le fait d'avoir rencontré Silvia, à l'époque étudiante en histoire, a joué un rôle significatif dans la décision de Paulo de rester au Chili. Deux des frères de Silvia étaient emprisonnés pour des raisons politiques, et entre 1981 et 1986, celle-ci fut dirigeante de l'*Agrupación de familiares de presos políticos*¹³⁷. Paulo et Silvia se sont rencontrés au CODEPU¹³⁸, une ONG de défense des droits de l'homme.

La transformation du système politique et social était un rêve largement partagé. La victoire du « Non » à 54 % au référendum du 5 octobre 1989 oblige le général Pinochet à quitter le pouvoir, après 17 années, mettant ainsi fin à la dictature. On entendait dans les rues

¹³⁵ Sur son travail photographique, voir l'entretien avec Paulo Slachevsky « Le Chili 1973-2013, récits de photographes » <http://blogs.mediapart.fr/blog/miriam-rosen/091013/le-chili-1973-2013-recits-de-photographes-5>. Sur l'AFI voir également Gonzalo Leiva, *Multitudes en sombras*, Santiago, Ocho libros, 2008. En 2006, sort un documentaire de Sebastián Moreno, intitulé *La ville des photographes*, dans lequel ce réalisateur retrace, par des images d'une grande valeur historique, la dictature chilienne à travers l'expérience et l'objectif des photographes regroupés au sein de l'AFI. Making-of du film disponible sur le site www.laciudaddelosfotografos.cl.

¹³⁶ Entretien avec Paulo Slachevsky, Santiago du Chili, avril 2009.

¹³⁷ « Association des familles de prisonniers politiques »

¹³⁸ CODEPU a été créé en 1980 par des avocats des droits de l'homme pour prêter assistance juridique et psychologique aux victimes et aux familles des victimes de violation des droits de l'homme. Jusqu'à présent CODEPU représente les victimes dans des nombreuses plaintes.

« Chile, *la alegría ya viene* »¹³⁹ et Patricio Aylwin entrain au Palais de La Moneda. Toutefois, si la chute du régime militaire provoquait une grande joie, elle faisait aussi surgir des questions relatives au processus à peine entamé de sortie de la dictature, à la façon de mener à bien la transition¹⁴⁰ – en réalisant des accords politiques – et à ce qui allait être mis en œuvre pour assurer la stabilité politique. C’est ainsi que l’exprime Silvia Aguilera : « C’est clair qu’on ne sort pas de la dictature pour entrer dans la démocratie... ce n’est pas comme ça ». ¹⁴¹

C’est dans ce contexte historique et politique que naît le projet Lom, au début des années 1990. Les éléments qui vont constituer son imaginaire éditorial sont donc étroitement liés à cette période qui succède aux dix-sept années de dictature, ainsi qu’à l’histoire personnelle des fondateurs de cette maison d’édition : l’exil, les luttes pour restaurer la démocratie, la fin de leurs études universitaires dans ce contexte, et enfin la volonté de ne pas laisser tomber dans l’oubli non seulement les événements de ce passé proche et douloureux, mais aussi les hommes victimes du régime dictatorial.

« [...] Eh bien, face au fait que la démocratie allait arriver et aussi l’oubli, nous pensions que ça allait, cette construction de la démocratie... nous pensions que ça allait se faire, euh, sur le voile de l’oubli, sur rien de plus, et nous sentions que nous devons faire quelque chose par rapport à ça, un devoir de mémoire n’est-ce pas ? Un devoir, envers ces amis, ces camarades, et même envers ces gens que nous n’avons pas connus... et qui avaient laissé leur peau pour faire changer les choses, n’est-ce pas ? Et, par conséquent, il était nécessaire de les faire revenir, n’est-ce pas, de ne pas les tuer définitivement. De ne pas participer à leur mort. »¹⁴²

2.3. Origine du projet : de l’entreprise familiale à la maison d’édition

Paulo Slachevsky commence sa vie d’adulte au Chili, dans ces conditions politiques et sociales difficiles. Silvia Aguilera et lui viennent de terminer l’université et s’aperçoivent qu’il est temps d’entrer dans la vie active, mais que ce qui se profile à l’horizon n’est pas réjouissant :

« Moi évidemment je ne voulais plus me mettre à travailler pour un journal, les attentes que j’avais à l’égard du journalisme s’opposaient à ce que j’avais vu dans la réalité ; c’était très différent du travail que nous faisons nous, comme photographes ou journalistes indépendants... »¹⁴³.

¹³⁹ « Chili, la joie arrive » c’était le refrain de la chanson de campagne/propagande télévisée de la Concertation des partis pour le « No », devenant un slogan ou mot d’ordre.

¹⁴⁰ Cette transition politique a pris le nom de « *transición pactada* », c’est-à-dire « transition négociée », qui a fait l’objet des « pactes » ou accords politiques.

¹⁴¹ Entretien avec Silvia Aguilera, Santiago du Chili, avril 2009.

¹⁴² Ibidem.

¹⁴³ Entretien avec Paulo Slachevsky, Santiago du Chili, avril 2009.

Effectivement, malgré le retour de la liberté de la presse et de l'information, la situation de la presse reste précaire. En fait, les journaux et revues qui étaient des adversaires de la dictature, vont peu à peu disparaître¹⁴⁴ pendant les premières années du retour démocratique et un processus de concentration réunit les deux plus grands consortiums de presse écrite, à savoir : El Mercurio (propriétaire des journaux El Mercurio, Las Últimas Noticias et La Segunda) et Copesa, (propriétaire des journaux La Tercera, La Cuarta, La Hora).

De son côté, Silvia Aguilera avance des arguments similaires concernant son métier de professeur d'histoire : « [...] et le panorama n'était pas très prometteur c'est vrai, le milieu de la communication non plus, j'avais fait mon stage professionnel dans deux ou trois collèges comme professeur d'histoire et c'était franchement déprimant, c'était... c'était franchement déprimant »¹⁴⁵. À cette époque, il y avait des projets d'aide à la réinsertion des « retornados »¹⁴⁶. Le projet PRAL faisait partie de ces initiatives et bien qu'il n'ait pas bien fonctionné, ni au niveau économique, ni au niveau des relations humaines, il a permis à Paulo et Silvia Aguilera d'entrer en contact avec le monde de l'imprimerie et de se forger une première expérience dans ce domaine, ainsi que dans le monde du travail.

« Silvia avait terminé [son cursus en] histoire et nous avions deux ans d'expérience dans cette entreprise qui avait surgi à partir d'un projet PRAL¹⁴⁷ de création de diagrammes à partir de textes, alors mon père nous a offert – comme nous avons toujours des problèmes pour imprimer les travaux – il nous a offert l'argent, dix mille dollars, pour créer nous-mêmes une entreprise, acheter une presse, et mettre en place un projet personnel, car le projet PRAL avait clairement échoué. »¹⁴⁸

¹⁴⁴ Pendant les premières années de retour démocratique ont fermé des publications qui avaient marqué toute une époque jouant un rôle essentiel pendant la dictature. Entre autres les revues *Apsi*, *Cauce*, *Ercilla*, *Qué pasa* et *Hoy* ainsi que le journaux *Fortín Mapocho*, *El Metropolitano* et *La Época*. De même, les années suivantes vont se fonder et puis disparaître les revues *Página abierta*, *Los Tiempos*, *Rocinante*, *Siete + Siete*, et la Revue de *Crítica Cultural* ainsi que le journal *Diario 7* et *El Periodista*. Le rôle de l'État dans l'assignation (ou pas) de la publicité gouvernementale étant un facteur déterminant pour le financement des journaux et sa survie. Pour un panorama de la situation de la presse chilienne dans la période de la transition, voir Guillermo Sunkel et Esteban Geoffray. *Concentración económica de los medios de comunicación*. Santiago, Lom, 2001. Voir également l'article de Juan Pablo Cárdenas « El periodismo y el proceso político chileno » in *Fragiles suturas*. Ediciones El Colegio de México, DF, 2006. Ainsi que l'édition spéciale de la Revue disparue *Análisis*, Año 30, décembre 2007, Edición Especial. "Análisis 30 años"; Voir aussi le texte de Gustavo González Rodríguez, « Medios de comunicación en Chile bajo el signo de la concentración ». Chapitre du livre « The Media in Latin America ». Open University Press. McGraw-Hill Education, 2008.

¹⁴⁵ Entretien avec Silvia Aguilera, Santiago du Chili, avril 2009.

¹⁴⁶ Les « retornados » sont les personnes qui reviennent au Chili après leur exil.

¹⁴⁷ Programme d'aide au retour et à l'insertion professionnelle des retornados (Programa de Retorno y Ayuda Laboral para los retornados), créé dans les années 1980 par le Vicariat de la Solidarité appartenant à l'Archevêché de Santiago.

¹⁴⁸ Entretien avec Paulo Slachevsky, Santiago du Chili, avril 2009.

C'est ainsi qu'ils ont pu envisager la possibilité de construire un projet personnel, grâce au soutien financier du père de Paulo Slachevsky. C'est lui qui a mis à disposition l'argent nécessaire pour acheter le matériel indispensable : une machine reconditionnée non seulement pour imprimer, mais aussi pour reproduire des textes (réimpression numérique) à bas tirage. Leur intention était d'offrir leurs services pour des impressions et d'éditer leurs propres projets.

L'idée de créer une maison d'édition se présente sur le plan personnel comme un projet qui allie un travail intéressant à la possibilité de participer au mouvement social et culturel. L'imprimerie leur ouvrirait de nouvelles perspectives, qui s'avéreraient cohérentes: pouvoir publier des textes et rendre publiques les idées qui se mettraient à circuler. Comme le signale Pierre Bourdieu dans son travail « Une révolution conservatrice dans le monde de l'édition »¹⁴⁹, *l'éditeur possède le pouvoir de faire accéder un texte et un auteur à l'existence publique*. Avec la maison d'édition, l'idée d'un « projet de mémoire et de pensée critique » devenait réalisable. Paulo Slachevsky l'expose de la manière suivante :

« C'est-à-dire que, les premiers temps, il n'y a pas eu de grande avancée dans le domaine des droits de l'homme, manque d'espace critique, d'esprit critique, alors au quotidien ça changeait beaucoup et c'était une joie [de voir] que le pouvoir sortait directement de l'ambiance de la dictature, mais nous sentions qu'il y avait encore beaucoup à faire, et cela nous intéressait. Justement, tout le premier travail de la maison d'édition est étroitement lié à cela : c'est-à-dire à la question de la mémoire, de l'esprit critique, c'est-à-dire la création d'espaces : créer des espaces qui ont manqué au Chili pour sa consolidation.»¹⁵⁰

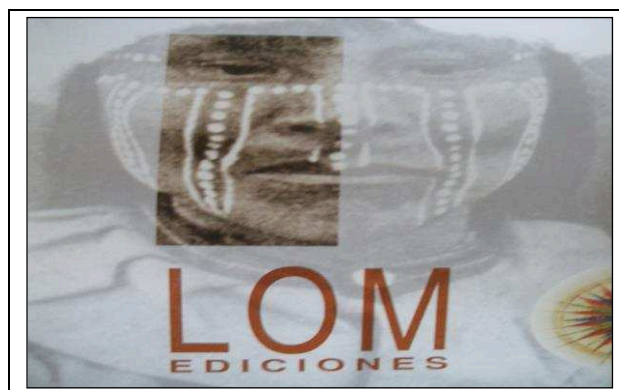
La maison d'édition apparaît ainsi dans un premier temps sous le nom d'« Arlequin » mais, ce dernier étant déjà utilisé dans des pays européens, il est modifié. Editions Lom naît alors sous forme d'une toute petite entreprise familiale composée de quatre partenaires : Paulo Slachevsky, sa femme Silvia Aguilera, Cristian Aguilera (le frère aîné de Silvia), et un de leurs amis qui leur a appris à se servir de la machine à imprimer mais qui n'est pas resté longtemps. Quelques années plus tard, deux autres frères de Silvia décident de rentrer au Chili après avoir vécu leur exil en France¹⁵¹.

¹⁴⁹ Pierre BOURDIEU. « Une révolution conservatrice dans l'édition ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1999, vol. 126, N° 126-127, p.3-28.

¹⁵⁰ Entretien avec Paulo Slachevsky, avril de 2009.

¹⁵¹ Il s'agit de Juan Aguilera, qui arrive en 1993, et d'Elizardo Aguilera, qui rentre au Chili en 1994. Tous les deux sont invités à rejoindre le projet en gestation.

Peu de temps après, un ami peintre, Juan José Acevedo, s'intègre au groupe en tant que « diagramador », et les membres de l'entreprise font la connaissance, à travers lui, d'un autre peintre, Mario Soro, avec qui ils vont créer collectivement un logo et concevoir les éléments qui vont donner sens à leur projet. Ils cherchent alors un terme pour désigner leur projet, lié à la « sauvegarde de la mémoire », une idée phare qu'ils s'efforcent de transmettre.



En adoptant comme nom un terme issu de la langue *yámana* ou *yagan* qui signifiait « soleil » chez un peuple de navigateurs¹⁵² qui occupaient le canal de Beagle et le Cap Horn, le territoire le plus austral de la terre, ils cherchent à conjuguer l'image d'un passé lointain et à celle d'un passé plus récent - celui de la dictature -, la recherche d'une pensée critique des sociétés situées au sud, géographiquement et culturellement :

« Motivés pour sauvegarder la mémoire perdue et ouvrir un espace à de nouvelles voix créatives, nous avons voulu rétablir les liens avec le passé historique et littéraire comme manière de nous retrouver nous mêmes, de savoir et sentir que nous pouvions être plus complets, que nous avons une origine, que la faille ne pouvait pas être dissémination, mais seulement fracture. Nous avons choisi comme nom Lom [...] désirant réaffirmer dans notre mémoire cette histoire particulière d'un peuple éteint dans l'isolement des bords de l'univers, entre les fragments de la terre émietée qui composait son habitat. Mais en cela aussi nous faisons valoir la mémoire de toute extermination »¹⁵³

En examinant les éléments qu'ils vont intégrer à leur discours éditorial¹⁵⁴ et en les croisant avec la ligne qu'affichent leurs livres, on retrouve présente l'idée du souci d'une mémoire qu'il est nécessaire de conserver et d'accueillir dans la nouvelle phase qui débute au Chili. C'est une démarche intéressante car elle contraste avec celle, très installée dans le pays,

¹⁵²Nous considérons comme un geste particulier de prendre le visage des « disparus » d'une autre époque pour montrer qu'on ne peut pas parler d'une seule mémoire. Ils parlent « des » exterminations à la manière d'un signal d'alarme pour l'avenir.

¹⁵³ Extrait d'un livret publié à l'occasion des 10 ans de Lom, intitulé *Diez años de vida, Memoria y Cultura*. (1990-2000)

¹⁵⁴ L'ensemble de discours, textes, déclarations, ligne éditoriale, brochure institutionnelle (présentation).

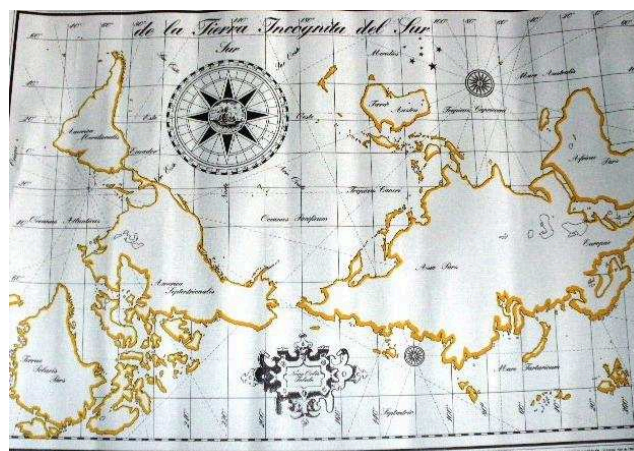
qui consisterait à se détacher du passé, comme « leitmotiv » du progrès qu'il faut consolider. La nouvelle étape, inaugurée dans les années 1990, a plutôt tendance à être symbolisée par l'image de l'entrepreneur couronné de succès qui accompagne le nouveau Chili. C'est pourquoi l'idée qui est sous-jacente dans la présentation que la maison d'édition Lom fait d'elle-même, celle d'un « traer el pasado al presente » comme support de l'avenir, ou l'idée de retour aux sources, est tout à fait étrangère aux discours des intellectuels qui occupent la scène de la post-dictature. C'est donc une proposition qui s'écarte de la tendance générale et, qui plus est, qui est formulée depuis une instance privée, même s'il s'agit d'une petite entreprise familiale. Faire des livres représente la possibilité de concilier une activité relevant du domaine public - la participation au monde social par la mise en circulation de textes-, avec le domaine privé, celui du travail et de la survie économique.

2.4. Développement du projet éditorial : « lire un autre Chili »

L'apparition du projet Lom est intimement liée aux circonstances dans lesquelles s'inscrivent les trajectoires de ses fondateurs. Le pari culturel de la maison d'édition, visant l'apparition de ces nouveaux espaces que la démocratie permettrait de mettre en œuvre sur la scène culturelle en construction, se concrétise à travers le choix de sujets qui sont restés longtemps absents du débat public. Les premières publications faites par Lom nous permettent de comprendre leur ligne éditoriale. Ses éditeurs étaient attentifs à la manière dont se déroulaient les événements politiques dans le pays, notamment à la manière dont les droits de l'homme étaient traités, ainsi qu'aux dimensions culturelles et sociales, qui incluaient ce qu'ils appelaient « un projet de mémoire ». Ce projet restait lié à un regard sur le passé (le coup d'état), sur le changement de la matrice sociopolitique, sur les violations des droits de l'homme et sur le modèle économique en place.

Leur première publication fut la carte du monde inversée (au format de carte postale), un geste symbolisant le renversement de la façon de penser le nord et le sud. Ils ont aussi publié des cartes postales avec les visages des détenus disparus et notamment plusieurs livres de photographie. Viennent ensuite quatre livres : celui de Jacques Chonchol « *El desafío alimentario* », paru en 1991 et traduit du français par le père de Paulo, Jorge Slachevsky, « *Haceldama* » de Guillermo Rodriguez (1992), qui était un prisonnier politique à ce moment-

là, et dont la préface est signée Danielle Mitterrand¹⁵⁵ et « *La invasión de un mundo antiguo* » de Rosa Miquel, un livre sur le thème de la conquête espagnole du Chili au XVI^{ème} siècle.



Carte du monde inversée

Il s'agit d'un nouvel espace qui était mis à disposition des auteurs et des débats qui allaient être entamés à propos du processus en cours. La maison d'édition publiait aussi bien des intellectuels revenus de l'exil, des écrivains et sociologues qui avaient été censurés¹⁵⁶, des ouvrages épuisés, que de jeunes auteurs qui commençaient à apparaître. De plus, les classiques du roman social et latino-américain n'étaient pas en reste et une place toute particulière était accordée à la poésie. Les publications ultérieures se diversifient peu à peu dans les années suivantes et un catalogue très riche s'élabore, comportant des ouvrages relevant des différents domaines que sont la littérature, l'histoire, les sciences humaines, la poésie (qui constitue 16% de son catalogue avec 166 ouvrages jusqu'aujourd'hui), textes pédagogiques et photographie. On passe de sept publications (entre 1990 et 1994) à 80 titres par année en 2004 et 100 dans l'actualité avec un tirage moyenne de 1 000 dans sa première édition. L'élargissement du catalogue sera accompagné de la consolidation progressive d'un réseau d'écrivains¹⁵⁷ et d'intellectuels qui publieront leurs ouvrages chez Lom et avec qui la

¹⁵⁵ Danielle Mitterrand a rendu visite aux prisonniers politiques dans la *Cárcel pública* au cours de son voyage au Chili dans les années 1990. Cette visite fut organisée par Matilde Chonchol, mère de Paulo Slachevsky. Il s'agissait d'un moment particulièrement sensible car quelques prisonniers politiques dont deux frères de Silvia Aguilera, Ricardo et Elizardo Aguilera – tout comme Guillermo Rodríguez, qui était en fait la cible de cette opération - ayant été empoisonnés par des gardiens de la prison risquaient la mort. Cela a donné lieu à un mouvement de soutien de la part des proches et des organisations des droits de l'homme. La parution de *Haceldama* s'est faite à l'Institut culturel français, à Santiago, avec une chaise vide alors que l'auteur était encore en prison. Le texte complet du discours de Mme Mitterrand se trouve dans les Annexes.

¹⁵⁶ Le sociologue Tomás Moulian dans notre entretien racontait les difficultés que les chercheurs de FLACSO rencontraient pour publier. Leurs travaux devaient être autorisés par la Junta militar.

¹⁵⁷ Paulo Slachevsky signale : « Nous connaissions le monde des droits de l'homme et des photographes, nous étions tous les deux des lecteurs, mais le monde des écrivains, non ».

collaboration deviendra régulière. Ce réseau constituera l'une des principales « cartes de présentation » que la maison d'édition va développer.

Actuellement son catalogue est organisé selon les collections suivantes : Sciences humaines et sociales (Histoire, Écologie, Genre, Psychologie, Communication, Culture et journalisme, Philosophie, Universitaire et Éducation) comptant actuellement 246 titres. En ce qui concerne l'Éducation, Lom a créé la Collection Perspectives pédagogiques, gérée par Silvia Aguilera. Il s'agit d'une ligne éditoriale digne d'être soulignée car, au Chili, le secteur des livres scolaires est presque complètement occupé par les grands groupes éditoriaux (notamment par le groupe Santillana). Dans ce sens, cette collection constitue un pari pour mettre à disposition des autres ouvrages pédagogiques de production locale. Cette collection a actuellement 30 titres, accompagnant des projets réalisés avec le ministère de l'Éducation. Silvia Aguilera décrit cette ligne éditoriale en expliquant :

« Elle est destinée à mettre des sujets, des regards sur le travail éducatif, ses sens et acteurs insérés. Cette collection est destinée surtout à la communauté éducative. Avec des sujets d'intérêt tant pour professeurs que directeurs, parents et élèves. Il aborde des sujets qui traversent le sens de l'éducation publique ; l'école comme institution formatrice ; comment aborder la formation en droits de l'homme, jusqu'aux conflits des étudiants (qui ont divers versants) et entre étudiants. Cette collection, d'une certaine manière, partage des sens avec le travail que nous avons développé dans des textes scolaires, où nous avons pris part de manière très délimitée, c'est-à-dire avec peu de titres dans les propositions publiques qu'on enrichi chaque année »¹⁵⁸

Dans la collection « Lettres » s'insèrent poésie, romans, récits, contes, témoignages, chroniques et littérature épistolaire, ainsi qu'études littéraires et critique. Nous trouvons également la collection « Autres thématiques », composée par art, jeunesse, photographie et variétés.

Portrait éditorial

Statut juridique et financier	Nombre de titres publiés	Production Nombre de titres/an	Catalogue ou fond vivant
Société à responsabilité limitée	1 730 titres	à raison de 6 à 8 par mois. 80 nouveautés chaque année.	1 400 titres

¹⁵⁸ Entretien avec Silvia Aguilera, avril 2009.

Titres réalisés en coédition

Lom a déjà coédité 70 ouvrages avec Editores Independientes (le réseau formé par Era, Txalaparta, Trilce et Lom), ainsi que plusieurs ouvrages avec des institutions académiques, étatiques comme aussi avec des ONG. Une politique d’alliances, tant au niveau public que privé, permet à Lom de compter parmi ses partenaires littéraires : la Dibam, le journal *La Época* – aujourd’hui disparu-, l’Université ARCIS (elle aussi disparue), le Centro de la Fotografía et la galerie Contraluz.

Livres du citoyen



Ces sont des petits livres de poche dont le prix est accessible à tout public (moins de 3 euros). Il s’agit d’une idée inspirée d’une collection qui était publiée par la maison d’édition *Quimantú*. Il s’agit de petits trésors à la portée de toutes les bourses même si leur durabilité n’est pas optimale car les pages ne sont parfois pas bien reliées et se coupent. Cette collection propose des ouvrages relevant des genres suivants : sciences humaines, littérature, poésie, récit et théâtre.

Au niveau individuel, la vision du monde d’un éditeur, laquelle se reflète dans son catalogue, est le fruit de son habitus, ce système de dispositions à se représenter le monde et à agir selon certaines logiques. Dans le cas de Lom, un projet collectif, cela correspond aux trajectoires propres à chacun de ses fondateurs et aux manières selon lesquelles ils veulent les

réinvestir dans l'espace présent. Ce réinvestissement est clairement lié aux circonstances qui s'offrent à eux¹⁵⁹.

Dans les premiers temps, le projet éditorial de la maison d'édition Lom était presque inconnu et sa crédibilité n'était pas assurée. Mais progressivement, cette entreprise a su s'imposer dans le monde du livre, se faire une place que chaque nouvel auteur publié contribuait à affermir. Certains de ces écrivains ont ensuite été invités à faire partie du Conseil éditorial de la maison d'édition. Alors que l'entreprise s'agrandit progressivement, un organigramme commence à se dessiner, les membres de l'équipe abandonnent la dynamique plus artisanale¹⁶⁰ du « tout le monde fait tout », et à mesure que la maison d'édition prend de l'ampleur, diverses fonctions et manières de collaborer, sont définies des initiatives qui mènent vers une institutionnalisation basique.

Le Conseil Editorial

Au cours des premières années, il n'existe pas de Conseil éditorial à proprement parler. Toutefois, cette fonction était assumée d'une manière ou d'une autre par un petit groupe qui prenait des décisions : Silvia Aguilera, Mauricio Ahumada, Paulo Slachevsky, et la collaboration d'un « consultant éditorial », assumée par la journaliste Faride Zeran¹⁶¹ à partir de 1994, puis par Naín Nómez lorsqu'il se joindra à Lom. Quelques années plus tard, ce sera au tour de Germán Marín d'intégrer ce conseil éditorial. La transformation de ce groupe en un Conseil éditorial plus traditionnel va de pair avec la progressive professionnalisation de la maison et la consécration d'un certain catalogue qui permet la floraison de collections. C'est vers 2002 – si l'on regarde la quatrième de couverture – que le Conseil commence à être mentionné dans sa configuration actuelle. En 2004 (les dates ne sont pas fixes), il commence à y avoir des directeurs de collection.

¹⁵⁹ Cet aspect est traité en profondeur dans la Section III. « Edition indépendante et engagement », dans la Partie II de cette thèse.

¹⁶⁰ Un fait anecdotique. Dans un entretien paru dans le journal *El Mercurio* (Reportajes, 21-9-2004), Silvia Aguilera raconte qu'au début, même leurs enfants venaient les aider le week-end, pour relier, par exemple.

¹⁶¹ Faride Zerán a reçu le Prix National de Journalisme en 2007. Elle a exercé comme responsable du Décanat de la Faculté de Sciences de la Communication de l'Université du Chili, actuellement elle est Vice-recteur de la Communication à l'Université du Chili.

Quelques notes prises lors d'une session du Conseil éditorial de Lom

Pendant mon travail de terrain, les éditeurs de Lom m'ont permis d'assister à une des réunions du Conseil éditorial ; j'ai donc eu la possibilité d'observer une séance. L'une des choses qui a attiré mon attention est l'absence presque totale de femmes. En effet, hormis Silvia Aguilera, les membres du Conseil n'étaient que des hommes. Un autre élément intéressant est qu'une grande partie d'entre eux, sont non seulement auteurs, mais également professeurs à l'université. L'atmosphère qui règne est très cordiale, décontractée, il y a beaucoup de dialogue entre eux, ils discutent de littérature - ils se présentent des rapports sur trois textes, évoquent différents événements culturels de la semaine précédente, puis s'ouvre un débat sur la figure de l'agent littéraire. L'un d'entre eux dit de manière critique : « On ne peut pas représenter quelqu'un qu'on ne lit pas ». Nous voyons que ce sont des personnes qui se connaissent bien et qui sont à l'aise dans cet espace. Nous pouvons aussi noter que l'ensemble des membres se situent approximativement dans la même tranche d'âge 65-75 (hormis Silvia Aguilera et Paulo Slachevsky) et ont vécu l'expérience soit de l'exil, soit de la résistance face à la dictature. Actuellement, le Comité éditorial est composé de 9 membres, dont les propriétaires et se réunit tous les jeudis. L'auteur qui publie un titre chez Lom ne finance pas la publication de son livre et perçoit 10% des ventes.

Nous allons à présent évoquer brièvement les biographies de certains membres du Conseil Editorial. Citons parmi eux le poète Naín Nómez, qui a publié en 1993 l'œuvre *Los gemidos*, une anthologie du centenaire de la naissance du Prix National Pablo de Rokha¹⁶², auteur dont il est spécialiste. Cette publication va constituer un point de repère dans l'histoire de la maison, d'une part, parce qu'il s'agit de sa première publication de poésie et, d'autre part, elle représente le choix de récupérer un ouvrage d'un auteur aussi remarquable de la littérature chilienne, dont l'ouvrage avait pratiquement disparu et qui était pourtant méconnue. De Rokha autoédite ce livre en 1922, ce qui constitue d'après Naín Nómez l'un des ouvrages majeurs de la littérature expérimentale : « Il est l'un des grandes livres d'avant-garde en Amérique latine malgré le fait qu'il n'avait pas eu cette reconnaissance. C'est l'un des premiers livres de l'avant-garde [...] seulement que De Rokha est resté sans visibilité dans

¹⁶² À l'occasion des cent ans de Pablo De Rokha, les éditeurs de Lom organisent une grande célébration avec plusieurs activités culturelles soutenues par la Mairie de Santiago. Parmi celles-ci, ils ont réédité la Revue *Multitud* que De Rokha éditait lui-même et dont plusieurs exemplaires ont été par la suite distribués dans différents quartiers populaires de la ville. Ils ont organisé également des représentations de dramaturgie, des lectures poétiques, etc.

histoire de la littérature latino-américaine. C'est un grand point de repère qu'il soit publié à nouveau ».

Au moment d'envisager l'idée de cette publication, Silvia Aguilera et Paulo Slachevsky ont contacté Nain Nómez, qui travaille comme professeur de littérature latino-américain et chilienne à l'Université de Santiago (jadis l'Université *Técnica del Estado*, UTE). Ce dernier se souvient : « Ils étaient de jeunes débutants » dit-il. C'est de cette manière que la collection de poésie chez Lom démarre. Après la publication de *Los Gemidos*, Naín Nómez est invité à faire partie du Conseil éditorial, invitation qu'il accepte seulement sous la forme d'une collaboration informelle. Il nous raconte : « Je ne voulais pas faire partie du Comité et pendant longtemps je n'ai pas voulu parce que j'ai un souci de liberté, j'aime fonctionner librement. Pendant longtemps, j'ai été évaluateur externe, mais nous avons été amis [...] jusqu'à ce qu'arrive un moment où j'ai intégré le Comité, je dois être le plus ancien du Comité. Et là nous avons cimenté une belle amitié, nous partageons des intérêts personnels et à la fois des intérêts culturels »¹⁶³.

Nómez dirige actuellement la collection de poésie de la maison d'édition, un genre qui occupe une place spéciale dans le catalogue. En ce qui concerne sa participation au sein du Conseil éditorial, l'écrivain affirme : « Les discussions sur les livres représentent seulement une partie du travail, il y a beaucoup de conversation personnelle, on discute beaucoup sur d'autres sujets, ce qui se passe dans le pays, la culture en général, les actions qu'il faut entreprendre au bénéfice de la culture dans ce pays... »¹⁶⁴. Nómez, comme plusieurs des écrivains chiliens est né en province, à Talca. Ces premiers poèmes sont publiés dans le journal régional *La mañana*. Adulte, il a travaillé comme professeur de philosophie à l'Université *Técnica del Estado* et il a pris part à la maison d'édition *Quimantú*. Après le coup d'État, en 1974, il s'exile au Canada où il reste durant une période de onze ans. Il fait des études de master et un doctorat en Littérature à la Queen's University (Kingston). Durant cette période d'exil, il a rencontré plusieurs écrivains chiliens et des personnes liées au monde de la culture, ainsi que des exilés grecs. Dans ce contexte, ils ouvrent une toute petite maison d'édition. Il se souvient de son passage par le Canada comme d'une période d'une grande richesse au niveau culturel. À son retour au Chili en 1985, Naín Nómez intègre Seneca, une ONG de type culturel, ensuite il travaille pour les radios populaires de l'église pour revenir quelques années plus tard à l'Université, où il se trouve jusqu'à aujourd'hui.

¹⁶³ Entretien mené avec Naín Nómez, avril 2009.

¹⁶⁴ Ibidem.

Un autre membre du Conseil éditorial est le sociologue Tomás Moulian dont le livre intitulé « *Chile actual, anatomía de un mito* », publié en 1997, est devenu un best-seller des années 1990. Cet ouvrage se présente comme une analyse assez critique de la lecture complaisante de la Transition qui est alors dominante au Chili, selon laquelle celle-ci aurait consisté en une victoire sur la dictature à travers les urnes, associée à la consolidation d'un modèle économique exemplaire, et constituerait donc un modèle digne d'être exporté vers d'autres pays. Tomás Moulian est un cas très intéressant : il a commencé ses études en sociologie à l'Université Catholique du Chili et les a terminées à l'Université de Louvain en Belgique. Il s'y trouvait au moment du triomphe de Salvador Allende et décida alors de rentrer au Chili avec sa famille. Puis le coup d'état a eu lieu et il est resté au Chili¹⁶⁵ pendant toute la période de la dictature. Il travaillait alors à la FLACSO¹⁶⁶, une institution qui a servi de refuge aux intellectuels qui sont demeurés dans le pays. Parmi eux se trouvaient d'autres sociologues, comme par exemple, Manuel Antonio Garretón¹⁶⁷, José Joaquín Brunner, ou encore Norbert Lechner. Pour résumer, il a fait toute sa carrière à FLACSO, jusque dans les années 1990, lorsqu'il a rejoint l'Université ARCIS, un projet fondé par des universitaires rentrés d'exil. ARCIS est une institution ayant pour objectif la production d'une pensée critique, qui va peu à peu devenir le pôle des intellectuels « alternatifs », par rapport au modèle politico-économique chilien actuel. C'est au sein de cette institution universitaire, dont il a fondé le Centro de Investigaciones Sociales dont il fut lui-même le directeur en 1999, que Tomás Moulian a produit l'ouvrage qui lui a valu d'être consacré le sociologue critique de la transition chilienne.

C'est à partir de cette publication, or d'une autre que l'Université ARCIS et Lom réalisent conjointement (les Cahiers ARCIS-Lom), que le sociologue et la maison d'édition commencent à travailler ensemble. Tomás Moulian est invité à faire partie du Conseil éditorial, auquel il ne voulait pas, dans un premier temps, collaborer de façon permanente. Mais peu à peu, il se joint au Conseil et l'intègre définitivement. Moulian décrit ainsi sa participation dans cet espace :

« Ça a été une expérience importante. D'abord parce que nous devons penser, nous devons évaluer des livres et cela signifie lire en permanence. [...] Cela est très intéressant parce que les auteurs insistent beaucoup sur les critères qualitatifs de leurs livres et ne donnent que

¹⁶⁵ Il dit, en jouant avec les mots pour définir sa situation, qu'il était « insiliado », c'est-à-dire qu'il est resté « en exil » dans le pays pendant la dictature.

¹⁶⁶ Faculté latino-américaine des Sciences Sociales.

¹⁶⁷ Dans notre entretien, Tomás Moulian nous explique que c'est précisément Manuel Antonio Garretón qui intercède pour le faire entrer à FLACSO.

peu d'importance à leur succès commercial. Ils se fâcheraient presque lorsque l'on mentionne qu'il est nécessaire que la maison d'édition soit financée et que les livres soient vendus ; ils ne veulent pas prendre de décisions sur la vente des livres. J'insiste toutefois sur cet aspect, je suis l'un de ceux qui insistent sur cela au sein Comité Éditorial [...]. C'est une tâche très intéressante. Le catalogue de Lom est composé de 1 000 titres, et justement, actuellement, nous faisons un tri afin de sélectionner ceux qui vont rester, ou non, dans le catalogue éditorial. Par conséquent, nous regardons les 1 000 titres et prenons des décisions sur les ouvrages qu'on ne juge pas indispensable de maintenir dans le catalogue permanent. Alors... c'est une tâche très intéressante »¹⁶⁸.

Luis Alberto Mansilla, journaliste et critique, est un autre personnage qui va rejoindre Lom après son retour d'exil. Il s'occupe dans un premier temps des relations publiques en organisant le lancement des ouvrages publiés chez Lom, puis devient membre du Conseil éditorial. Lorsqu'il arrive à la maison d'édition, il a déjà un long parcours à son actif. Il a été directeur de la revue *Vistazos* et chef de rédaction du journal du Parti Communiste chilien *El Siglo*. Depuis ses débuts, il a exercé le journalisme culturel en tant que chroniqueur littéraire et critique de cinéma et de théâtre. Il a également été directeur de la Revue de la Fondation Neruda.

Pendant ses années d'exil (desquelles il revient en 1989), il a été commentateur à Radio Berlin International et directeur de la Revue du Comité Extérieur de la CUT.¹⁶⁹ Mansilla a passé la plupart de son exil à Moscou, mais aussi dans l'ex-RDA. Il a également habité à Paris pendant trois années, à Saint-Denis, où il faisait partie du Conseil de rédaction de la revue *Araucaria*, une revue culturelle qui a eu une grande importance. Il a aussi lancé la publication du Bulletin de la Centrale de Travailleurs du Chili (CUT), laquelle a été transférée en RDA. C'est pourquoi il s'est ensuite rendu en Allemagne. Il est l'auteur de nombreux articles, témoignages et travaux visant à faire connaître l'œuvre de Pablo Neruda, ainsi que d'un livre sur l'auteur dominicain Juan Bosch. Dans les dernières années de sa vie, il a collaboré à *La Nación* et fait partie de la rédaction du journal *Punto Final*. Il est décédé en 2013.

L'historien Julio Pinto (1956) est l'auteur, avec un autre historien (le prix National d'histoire 2006, Gabriel Salazar), de l'« Histoire contemporaine du Chili » en cinq tomes, l'un des ouvrages centraux du catalogue de la maison. Il a fait ses études en histoire à l'Université de Yale, aux États-Unis, en se spécialisant sur l'Amérique latine contemporaine. Actuellement, il exerce comme Directeur du département d'Histoire à l'Université de

¹⁶⁸ Entretien avec Tomás Moulian, Santiago du Chili, mai 2009.

¹⁶⁹ CUT est la Centrale unitaire des travailleurs

Santiago du Chili. Il a également exercé comme professeur à l'Université Catholique du Chili et à celle de Talca et comme professeur invité à l'Université Estadual Paulista du Brésil et à l'Université Autónoma Metropolitana du Mexique. Parmi ses livres, on compte *Expansión minera y desarrollo industrial: un caso de crecimiento asociado* (Chile, 1850-1914), en collaboration avec Luis Ortega; *Trabajos y rebeldías en la pampa salitrera*; et *¿Revolución proletaria o querida chusma? Socialismo y alessandrismo en la pugna por la politización pampina* (1911-1932), co-écrit avec Verónica Valdivia, et également publié chez Lom.

Le sceau Lom

Le format des livres Lom est facilement reconnaissable, ses dimensions sont avenantes. Il s'agit d'un format simple, dont l'esthétique est soignée même si elle n'est pas le primordiale. Leurs collections se distinguent par des couleurs sobres mais vives. Les couvertures, souples, ont une ligne propre, agréable. La maison d'édition s'est progressivement professionnalisée dans son long parcours. Quant aux pages, elles sont blanches, d'une densité normale, et la qualité de la mise en page, comme celle des impressions, est correcte, même si Lom ne produit en aucun cas des éditions de luxe. De nombreux universitaires utilisent ces ouvrages pour leurs recherches et travaux car ils combinent des contenus de grande qualité (des sujets surtout liés aux sciences humaines) et un prix raisonnable.

Capacité de l'éditeur à obtenir des aides :

Bien que le facteur économique empêche les éditeurs indépendants de concourir pour l'achat de droits de traduction, Lom est parvenu à publier quelques ouvrages en français, en russe et en anglais. Dans le cas des certains titres français, ils ont obtenus des aides à la traduction auprès de l'Institut culturel français, en se présentant aux fonds de concours. Citons parmi les auteurs français les politistes Daniel Gaxie et Michel Offerlé, ou encore Armand Mattelart.

Organisation interne de la maison d'édition

Comme nous l'avons vu, la constitution d'une organisation structurée, avec des fonctions et des tâches fixes attribuées à chaque membre, ce que Bourdieu a

appelé « dispositif institutionnel »¹⁷⁰ correspond à un processus de développement et de formalisation de l'organisation. Il est clair que cela va de pair avec la croissance de Lom et son intégration dans le marché du livre.

Au début, c'est l'imprimerie qui a financé l'ensemble de la maison. Puis, petit à petit, lorsque le catalogue s'est élargi et que le label éditorial a été plus reconnu, la branche éditoriale de Lom a commencé à devenir autonome, c'est-à-dire qu'elle a commencé à se financer elle-même et à payer les impressions à l'imprimerie. À partir de ce moment, l'entreprise s'est divisée en deux parties : la maison d'édition d'une part et l'imprimerie d'autre part. Cette dernière offre ses services à différents clients (institutionnels et particuliers) qui souhaitent imprimer des documents, des revues, des catalogues et d'autres types de publications. L'imprimerie leur fournit une assistance pour la mise en page et l'impression.

La maison d'édition est devenue autonome lorsqu'elle est parvenue à élaborer un catalogue de 850 titres¹⁷¹. À ce moment-là, elle a remboursé ses dettes, a commencé à s'auto-financer et à faire du profit. Actuellement, la maison d'édition est l'un des clients les plus importants de l'imprimerie, ses commandes représentant 10% des ventes de celle-ci. Lorsque l'imprimerie s'est constituée comme un bras indépendant, Juan Aguilera en est devenu le responsable, étant chargé, en outre, de la branche commerciale et des ressources humaines. C'est lui qui s'occupe des relations avec le personnel. La nature de ses fonctions l'oblige à faire des allers-retours entre l'imprimerie – qui est située dans un autre lieu – et les locaux administratifs qui occupent une partie du bâtiment qui correspond au siège de la maison d'édition Lom. Elizado Aguilera se trouve également dans la branche commerciale et gère le service clientèle. Son bureau est situé dans le même bâtiment mais dans l'autre secteur des bureaux, face à la salle de mise en page. Quant à Diego Chonchol, il occupe le poste de gérant de l'administration et de la comptabilité.

¹⁷⁰ Pierre Bourdieu a appelé « dispositif institutionnel » l'ensemble constitué par : le comité de lecture, les directeurs de collection (spécialisés ou non) et les lecteurs. Mais il nous semble que dans une maison d'édition aussi petite que celle que nous étudions, même ce dispositif est reconnaissable, il fonctionne plutôt comme une institutionnalisation liée aux besoins qui vont apparaître que comme un dispositif institué comme c'est le cas au sein d'une grande organisation. Pierre BOURDIEU « Une révolution conservatrice dans l'édition » Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1999, vol. 126, N° 126-127, pp.3-28.

¹⁷¹ Paulo Slachevsky nous a expliqué que l'autonomisation de la maison d'édition de l'imprimerie été précisément conditionnée par l'obtention d'un certain nombre de titres, qui a permis à la maison d'édition de disposer d'un certain capital.

La directrice éditoriale de Lom est l'historienne Silvia Aguilera. Elle s'occupe du catalogue ainsi que de gérer les affaires importantes de la maison, et de prendre les décisions. Silvia Aguilera dirige également la collection *Enfoques pedagógicos*¹⁷², dont elle a écrit quelques ouvrages. Elle apparaît comme le moteur, la gestionnaire du projet, dans le monde traditionnellement masculin de l'édition. L'ancien président d'Editores independientes de Chile, l'écrivain et psychiatre Francisco Hunneus, soulignait la participation de Silvia au sein de l'association par sa *remarquable capacité de travail*, en précisant : « sa façon de travailler et d'agir nous manque beaucoup ».¹⁷³ En résumé, l'équipe qui est à la tête de la société Lom est actuellement composée de 5 associés : Paulo Slachevsky (gérant général et responsable de la distribution), Silvia Aguilera, Juan Aguilera, Elizardo Aguilera et Diego Chonchol. 72 personnes travaillent aujourd'hui dans l'entreprise : 11 dans l'édition, 5 à la comptabilité, 13 dans la branche commerciale, 11 dans la distribution et 32 dans la production (à l'imprimerie).

La grande majorité des gens qui y travaille est assez jeune, mais la plupart d'entre eux ont au moins cinq ans d'ancienneté chez Lom. J'ai discuté et réalisé des entretiens avec des personnes travaillant dans des unités différentes, et j'ai pu observer une bonne cohésion dans l'équipe. L'ambiance de travail paraît décontractée : à chaque fois que je suis allée chez Lom, j'ai vu les gens en train de travailler avec de la musique, et on ne percevait pas la même atmosphère que dans une entreprise traditionnelle. Néanmoins, les gens prennent leur travail au sérieux. Les différents espaces de l'entreprise sont agréables et simples, les bureaux de taille moyenne. Leur cadre de travail est un bel bâtiment ancien, propriété de la maison, situé dans le centre-ville de Santiago, au cœur d'un ancien quartier qui s'appelle Barrio Concha y Toro. Ce quartier a été réinvesti ces dix dernières années par des universités, quelques centres culturels et des petits cafés. Le sol de la maison est recouvert d'un ancien parquet, brillant et bien entretenu. Aux murs, on peut voir des tableaux de la peintre Gracia Barrios comme de José Balmes¹⁷⁴, et des portraits en noir et blanc des écrivains qui ont publié dans l'entreprise : Volodia Teitelboim, Armando Uribe, José Miguel Varas, Pedro Lemebel, Faride Zeran, Naín Nómez. Cet ensemble de visages constitue la « décoration » institutionnelle de la maison, une démarche qui exprime, nous semble-t-il : « Voilà ce que nous sommes ». Il est pertinent

¹⁷² « Perspectives pédagogiques ».

¹⁷³ Entretien avec Francisco Hunneus, avril 2009.

¹⁷⁴ José Balmes est un peintre chilien d'origine espagnole (Montesquieu, Barcelona, 1927). Il est l'un des plus importants peintres du pays (Prix National d'Arts, 1999). Il est arrivé au Chili avec ses parents en 1939 à cause de la guerre civile dans son pays. Ils ont fait partie des plus de 2 000 personnes qui sont allées au Chili à bord du « Winnipeg » le bateau français que Pablo Neruda a mobilisé pour les républicains qui ont dû quitter l'Espagne. Il est marié avec la peintre chilienne de renom Gracia Barrios.

d'indiquer qu'avec la maison d'édition RIL, ce sont les seules maisons d'édition à posséder une imprimerie¹⁷⁵.

Diffusion

Lom possède deux librairies ou salles de ventes : l'une à la maison-mère et l'autre dans un endroit loué très bien situé, à l'intérieur de la Bibliothèque Nationale (qui vient tout juste de fermer après 20 ans d'existence en raison d'une décision de gestion du directeur de la DIBAM), au centre-ville. On peut également trouver des publications de Lom en province dans quelques librairies qui n'appartiennent pas à l'entreprise, mais participent à la distribution.

¹⁷⁵ Dans le cadre du travail de terrain, nous avons visité l'imprimerie Lom en compagnie de Juan Aguilera, son responsable, qui a aimablement accédé à ma demande en me permettant d'observer comment se font les livres. Voici quelques notes de mon journal de terrain : L'imprimerie est située dans la commune de Quinta Normal, un quartier très industrialisé à une époque, où survivent actuellement quelques petites industries et plusieurs entrepôts. Juan connaît précisément l'ensemble des machines ainsi que tous les détails du processus de fabrication du livre chez Lom. D'aspect réservé, mais très disponible et répondant volontiers à mes questions, il nous a montré la chaîne de production du livre durant toute la matinée. On peut voir sur le site Internet de Lom que la maison d'édition propose des visites guidées de l'imprimerie à des groupes de collégiens ou à d'autres visiteurs qui souhaitent découvrir le processus de fabrication d'un livre. Cette initiative pédagogique permet aux enfants, mais aussi aux adultes, de mieux comprendre cet objet que l'on reçoit fini, parfait, et qu'on lit sans imaginer le parcours qui fut le sien pour arriver ainsi entre nos mains.

Lorsque je suis arrivée à l'imprimerie, la première chose que j'ai pu voir est un immense tableau de la peintre Gracia Barrios et une ancienne presse à l'accueil, endroit où débutent les visites. Juan arrive en m'invitant à le suivre dans la salle de production, qui se trouve juste à côté de la salle d'emballage. Cette dernière est une petite pièce, entre l'accueil et la salle de production. Nous traversons un couloir court et entrons déjà dans l'espace productif. C'est un hangar, j'entends le bruit des machines et sens l'odeur des produits. Je vois des amoncellements de papiers, couleurs, pages coupées, etc., et je suis séduite par ces machines, à première vue petites, qui font sortir des merveilles. J'ai pu m'apercevoir que les travailleurs sont habitués aux visites. Ils n'ont pas semblé perturbés par la présence d'une personne extérieure. Au contraire, nous avons même pu apprécier l'atmosphère du travail quotidien en parlant avec eux ; ils ont répondu à mes questions avec patience, et même, pourrais-je ajouter, avec fierté. 32 personnes travaillent à l'imprimerie. Juan Aguilera a guidé ma visite pendant la matinée, puis je suis restée quelques heures pour revenir sur certaines questions que je voulais approfondir. J'ai aussi parlé avec le président du syndicat des travailleurs de l'imprimerie. Il y a deux syndicats chez Lom : un qui regroupe l'aire « éditoriale », situé sur la commune de Santiago (dans le quartier Concha y Toro où se trouvent les bureaux et l'une des deux salles de vente), et un autre à l'imprimerie. Le profil des personnes qui travaillent à l'imprimerie est plutôt celui de jeunes adultes. J'ai pu parcourir les différents postes de travail et discuter avec plusieurs employés occupant diverses fonctions dans le processus de la fabrication des livres. Chacun d'entre eux m'a montré en quoi consistait chaque étape : de la confection des plaques, leur enregistrement et l'impression, à l'emballage des tas de livres pour la distribution, en passant par le découpage des feuilles, la reliure et le collage des portails. J'ai pu également constater qu'il s'agissait de travailleurs et techniciens qualifiés. Au Chili, le secteur de la formation technique est très précaire, voire inexistant¹⁷⁵, si bien que la plupart des travailleurs apprennent leur métier d'abord en tant qu'amateur, puis auprès de leurs collègues de travail, en les observant. Dans le cas de Lom, les techniciens travaillent avec des machines très sophistiquées, d'origine allemande. Le travail s'organise en roulements, en trois-huit, pour parvenir à faire fonctionner l'imprimerie jour et nuit. Une caractéristique très importante de leur manière de travailler est le fait de réimprimer de courts tirages, pour remettre des ouvrages au fur et à mesure, en fonction des besoins.

Les lecteurs

Lom a mené une démarche novatrice, une sorte de stratégie de fidélisation du public qui s'appelle la « Communauté des lecteurs ». Elle est inspirée d'une initiative développée depuis 1999 par la maison d'édition Txalaparta, au Pays Basque que consiste en un abonnement qui donne le droit de recevoir un titre par mois pendant onze mois. Lom édite une revue présentant ses livres, où figurent les nouveautés publiées, et les abonnés peuvent choisir entre ces titres. Le responsable de cette initiative est le professeur d'histoire Francisco Miranda, qui travaille chez Lom depuis 2005. La Communauté des lecteurs compte aujourd'hui 917 membres sur l'ensemble du territoire national.

Comment s'élabore le capital symbolique de la maison d'édition ?

Le développement de réseaux d'écrivains et d'intellectuels, ainsi que les prix et distinctions qui ont été décernés à ces personnes, soit pour des ouvrages publiés chez Lom, soit en récompense de leur parcours, vont permettre la formation et l'accumulation progressive d'un certain capital symbolique. La maison d'édition compte plus de trente prix accordés à des auteurs qui ont publiés chez elle, dans des différents genres. Parmi eux, au niveau national : le Prix de poésie Pablo Neruda, le prix Altazor et le Prix du Conseil du livre et de la lecture et, au niveau international : le prix Ezequiel Martínez Estrada, Casa de las Américas, le Prix ibéro américain Lasa-USA. Egalement, Lom compte parmi ses auteurs plusieurs Prix National de Littérature, d'Histoire et Sciences sociales.

Il est intéressant de voir que dans le cas de cette maison d'édition, le prestige n'est pas lié à son ancienneté, mais plutôt au développement de son catalogue ainsi que à son implication dans la promotion de politiques culturelles et éditoriales. Il s'agit d'une maison d'édition d'envergure moyenne, mais « en périphérie » par rapport aux grandes entreprises transnationales et à leur poids financier sur le marché, comme nous l'avons déjà dit. Elle joue cependant un rôle central du point de vue de sa capacité d'action dans le champ éditorial. Si l'on ajoute au capital symbolique lié aux prix littéraires remportés ainsi que à sa capacité à articuler un discours du culturel, on arrive à comprendre l'idée - empruntée à Bourdieu - selon laquelle la prise de position dépend de la position occupée dans le champ. Lom, en jouant un rôle fédérateur, a fait varier la corrélation des forces, en propulsant l'installation d'un nouvel acteur collectif dans l'espace de l'édition au Chili.

La mise en place d'un réseau d'éditeurs indépendants, au niveau national comme international, correspond – comme nous le verrons dans le chapitre suivant – à une réponse inscrite dans un processus majeur dont l'axe principal est la formation d'un marché international du livre. L'articulation d'un ensemble d'alliances permet à la maison d'édition une plus grande diffusion de son offre, et constitue aussi un mode d'accès à une position plus déterminante dans le champ éditorial. La plus grande visibilité publique dont jouit actuellement Lom est l'aboutissement d'un long parcours construit tout au long de son existence, ces vingt-cinq dernières années, à savoir le passage d'une petite maison familiale à une des mieux implantées du paysage national, qui a réussi à se faire un nom dans le monde culturel chilien et, graduellement, dans le milieu international de l'édition indépendante.

Nous avons choisi de montrer le cas d'une maison d'édition dont la date de création correspond au début de la transition démocratique car nous souhaitons observer les rapports entre le politique et le culturel au cours de cette période. Cela relève d'une question majeure, celle de l'impact des pratiques culturelles, et notamment de l'édition, sur la dynamisation de la sphère publique.

Section 3. Les bases sociopolitiques de la culture dans le Chili post-dictature

Avant d'entrer dans une révision des principaux points de repères qui ont façonné l'activité culturelle post-dictature, à partir de son cadre institutionnel, il nous semble pertinent d'apporter quelques éléments permettant de mieux caractériser le passage d'un régime à l'autre, les imaginaires véhiculés, tout comme certains éléments que permettent une radiographie minimale de l'époque transitionnelle dans ses dimensions économique, politique et sociale.

3.1: Entre le pays de l' « apagón » culturel et « le jaguar » de l'Amérique latine

Il existe au Chili un terme largement utilisé dans les secteurs universitaires et intellectuels, et repris plus tard dans de nombreux documents publics pour décrire ce qui est arrivé dans le pays dans le domaine de la culture et de la création pendant l'époque de la dictature. Nous parlons de l'usage du mot “*apagón cultural*” (panne, coupure culturelle)¹⁷⁶

¹⁷⁶ « *Apagón* » ou blackout se réfère à l'idée d'une « coupure d'électricité ». Lorsqu'il se produit un « apagón », on reste dans l'obscurité pour un moment.

qui propose en même temps un diagnostic, une caractérisation et un terme opératoire faisant consensus dans la littérature sur cette période.

Il est indéniable qu'un système centré sur la violation permanente des droits de l'homme et du citoyen, sur la censure et la suspension des libertés fondamentales n'est pas propice à la création, ni au développement de la culture. Force est donc de constater qu'au niveau institutionnel, effectivement à cause des caractéristiques propres du moment politique, à partir de 1973, il se produit une désarticulation de l'organisation étatique de la culture, sans ligne directrice explicite.¹⁷⁷ En ce sens, à notre avis, il n'est pas possible de parler de l'existence d'une politique culturelle comme telle pendant la période qu'a duré le régime militaire au Chili.¹⁷⁸ Il y a également un autre fait déterminant pour la vie culturelle : le démantèlement des espaces culturels et sociaux. La dictature intervient dans les universités et les espaces associatifs, écarte les professeurs, poursuit les intellectuels, les auteurs, les scientifiques et les créateurs populaires, brûle des livres par dizaines¹⁷⁹, ferme des radios, des organes de presse et des journaux¹⁸⁰.

Or, si nous sommes d'accord pour penser qu'il y a bien eu lieu alors une « production de sens sous surveillance » - pour paraphraser l'universitaire Nelly Richard¹⁸¹ -, il ne faut cependant pas se contenter de définir cette époque comme une « période obscure », comme on a souvent coutume de le faire. Au contraire, dans ce contexte de grandes difficultés, diverses expressions artistiques et culturelles ont émergé, et même des ouvrages en sciences

¹⁷⁷ Bernardo Subercaseaux soutient qu'avec la dynamique du contrôle et de la négation des courants culturels considérés comme progressistes, il s'est produit, durant la dictature, une dynamique d'affirmation culturelle, alimentée par trois courants discursifs et de pensée : un courant de trait nationaliste autoritaire, un second courant intégriste spirituel et un troisième courant, néolibéral¹⁷⁷. Bernardo Subercaseaux "Cultura y Democracia" in *La cultura durante el período de la transición a la democracia 1990-2005*, Santiago, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, 2006, p. 19-29.

¹⁷⁸ Ce, même si, à la fin de celui-ci, nous avons trouvé des documents qui attestent d'un intérêt pour réorganiser l'activité culturelle du pays. À la demande du ministre de l'Éducation de l'époque, don Juan Antonio Guzmán, se forme une commission – présidée par Germán Domínguez – à laquelle on demande de rédiger un Programme de développement culturel. Celle-ci termine son travail en juillet 1988 avec le projet intitulé « Projet de Plan national de développement culturel ».

¹⁷⁹ L'Université Diego Portales a inauguré le 26 août 2013, à Santiago, l'exposition intitulée « Libros quemados, escondidos y recuperados a 40 años del golpe » à propos de la destruction et de l'interdiction de certains livres pendant la dictature. À propos de cette exposition, voir l'article « Bibliocausto » paru dans le journal électronique El Mostrador.

¹⁸⁰ La fermeture et la confiscation du journal *Clarín*, le jour même du coup d'État, a constitué un cas emblématique, d'autant plus que ses locaux ont été utilisés comme centre de détention illégale et de torture. Son directeur, le journaliste Alberto "gato" Gamboa relate son expérience d'emprisonnement et de torture dans son livre *Un viaje por el infierno*, publié par Editorial Forja, en 1984.

¹⁸¹ Nelly RICHARD, *Márgenes e Instituciones*, Santiago, Ediciones Metales Pesados, p. 25.

sociales,¹⁸² en littérature ainsi que des formes d'artisanat d'une grande valeur testimoniale qui, le plus souvent, permettait la subsistance de leurs créateurs. On constate également qu'une partie très riche du monde associatif et culturel n'a pas cessé de fonctionner¹⁸³ au Chili au cours de cette période.

Dans le cas de la littérature, sa diffusion et sa circulation étaient complexes et il n'y n'avait pas de production importante de livres. Il n'empêche que, au cours de ces années, des textes furent publiés dans des petites maisons d'édition courageuses qui plus tard seraient reprises par les grands groupes. C'est le cas du livre *La casa de los espíritus* d'Isabel Allende, publié pour la première fois au Chili (avec de grandes difficultés) par la maison d'édition Pehuén ; de *Lumpérica*, de l'écrivaine Diamela Eltit, publié par Ediciones del Ornitórrinco en 1983 et ensuite par Casa de las Américas en 2008, ou de *El viejo que leía novelas de amor* publié par Editorial Emisión en 1989, pour être réédité ultérieurement par Editions Métailié en 1992 et par Tusquets en 1993. En ce qui concerne les sciences sociales, nous pouvons attester de la publication d'une trentaine de titres entre 1981 et 1986¹⁸⁴.

À cela, il convient d'ajouter la fondation de la maison d'édition Aconcagua¹⁸⁵, qui a fonctionné de manière ininterrompue (non sans problèmes) entre 1976 et 1990, tout en ayant un projet éditorial démocratique. De même, au début des années 80, commencent à apparaître quelques publications de la presse d'opposition¹⁸⁶ et, sur la période 1983-1986 - étape de forte mobilisation sociale et de crise économique aiguë – sont créées les maisons d'éditions Pehuén (1983), CESOC¹⁸⁷ (1983), et Cuarto Propio (1984), que nous allons présenter en détail plus en avant. La même année, en 1983, s'est créé le *Comité Pro Libertad de Expresión* (Comité pour la liberté d'expression), qui a reçu l'adhésion de 500 personnes.

¹⁸² Le rôle des organismes comme FLACSO, CIEPLAN, ILADES, ICHEN dans le cas des sciences sociales et d'une variété d'ONG, comme Sur, a permis l'émergence d'un travail important. Publier restait toutefois quelque chose de difficile.

¹⁸³ Bien que la dictature militaire ait déstructuré les piliers fondamentaux de la vie sociale et politique et malgré la terreur, la disparition de milliers de personnes et la suspension des libertés essentielles, force est de constater que le cadre culturel a su rester très vaste et n'a même cessé de se développer.

¹⁸⁴ Sur les publications réalisées pendant la dictature, voir Horacio ELOY. *Revistas y publicaciones literarias en dictadura (1973-1990)*, Santiago, Piso Diez Ediciones, 2014. Voir aussi le travail de Belén Bascuñán "Editores y editoriales en dictadura", junio 2012. Disponible sur le site web du Musée de la mémoire du Chili : www.museodelamemoria.cl

¹⁸⁵ Son fondateur était Claudio Orrego et la plupart de son équipe faisait partie du Parti Démocratie chrétienne.

¹⁸⁶ Parmi ces magazines, nous pouvons citer la Revue APSI (1979), qui proposait une synthèse de la réalité internationale, Hoy, une revue d'actualité fondée par un groupe de journalistes de la Démocratie Chrétienne, *Análisis*, La Bicicleta et Cauce (1983). Ces revues ont vendu jusqu'à 100 000 exemplaires, chiffre jamais égalé en démocratie par aucune publication du même genre. Enfin, les journaux *Fortín Mapocho*, emblème de la lutte contre la dictature et *La Época* (finalement autorisé par le gouvernement après une longue attente).

¹⁸⁷ Editeur qui publie, en 1987, « Los zarpazos del puma » de la journaliste Patricia Verdugo, qui dénonce directement les responsabilités du général Pinochet dans les crimes de la dictature.

En 2000, à l'occasion de la première exposition de revues et de publications éditées pendant la dictature, inaugurée au siège de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH), l'écrivain et éditeur du journal *El Siglo* jusqu'à la fin de sa vie, Fernando Quilodrán signalait :

« ... L'objectif manifeste des politiques dictatoriales d'interrompre la continuité de la conscience devait se heurter à la volonté de la majorité de la population d'opposer une ferme barrière de sauvetage de la mémoire et d'affirmation créatrice. Et les revues littéraires, multiples et variées, qui en témoignent ici, étaient en première ligne de ce combat pour la démocratie. Ceux qui ont mis en marche le mouvement culturel ont rendu un service transcendantal, encourant de nombreux risques. Pour la plupart, c'était des jeunes qui constituent de nos jours la première ligne de notre littérature. Ils ont parlé avec un langage qui naît de la rébellion, qui ne s'exprimait pas que dans l'œuvre, mais dans le métier, tout en garantissant un document de qualité, reflété dans les pages présentées ici. Ceci n'est pas seulement un registre de la dissidence, mais un échantillon d'une grande littérature. Dans ces pages dispersées, nous trouvons le reflet peut-être le plus réussi de ces jours dans lesquels la violence a tout fait pour nier l'essentiel de la condition humaine. Cet exploit est ici documenté pour être utile aux historiens, aux chercheurs, à ceux qui tout simplement qui s'en approcheront pour distinguer dans cette période inquiétante et abominable les signes de l'aube ».

Les actions associatives, artistiques et culturelles étant fortement liées à la résistance contre la dictature plutôt qu'à la réclamation de critères intellectuels, esthétiques ou identitaires propres à un champ culturel autonome, ce paragraphe nous semble particulièrement pertinent car Fernando Quilodrán restitue la condition littéraire d'un travail créatif produit dans un contexte adverse, tout en le récupérant pour le champ des lettres.

S'il est conscient des difficultés des conditions de production, opposant la lumière du travail valeureux des lettres d'une génération à la noirceur du régime, Quilodrán souligne la dimension de la qualité des œuvres. Au-delà de l'historisation du cadre politique et social dans lequel elles sont élaborées, c'est la mise en valeur des revues (et des textes qui les constituent) du point de vue littéraire qu'il souhaite mettre en avant.

3.2. Les « deux bras » culturels du Chili

En ce qui concerne la création culturelle de ce qu'on appelle « la culture chilienne de l'exil », particulièrement liée à la résistance face à la dictature, dans un entretien, l'écrivain Volodia Teitelboim l'expliquait de la manière suivante :

« La culture à cette période, comme on le sait, apparaît avec une caractéristique très particulière, inconnue de notre histoire précédente. C'est une culture d'un seul corps, mais avec deux bras : un au Chili et un autre en dehors du Chili. Tous les deux se montrent également

actifs, également créateurs. Dans tous les domaines. À l'intérieur, les auteurs ne cessent d'écrire, publient des revues et combattent contre la décadence du livre ; il apparaît une poésie qui est de haute valeur humaine, sociale, politique et esthétique, l'une des plus riches de l'histoire poétique du pays, il y a un théâtre plein de vitalité, nous connaissons des œuvres mémorables [...]. Le bras extérieur est aussi très important et significatif parce que dans l'exil fleurit une littérature très riche, souvent testimoniale ; et on développe et cultive la musique populaire, [...] et que dire du théâtre ; il y a des troupes partout, plusieurs à Paris, en Suède, en Allemagne, dans divers pays d'Amérique latine¹⁸⁸».

Nous observons qu'effectivement l'exil opère comme une représentation du Chili. Parmi les revues culturelles les plus importantes publiées pendant l'exil, il y avait Araucaria de Chile, une revue pluridisciplinaire, publiée de manière ininterrompue pendant douze ans, entre 1978 et 1989. Ayant son siège à Paris puis à Madrid, son directeur était Volodia Teitelboim et son rédacteur en chef, Carlos Orellana. Le premier exemplaire est paru en février 1978 et le dernier (N° 47-48) à la fin du second semestre de 1989 : sa fin coïncide avec la fin de la dictature. Mais on peut également trouver d'autres publications comme Canto Libre (Colombes-Paris, 1975) ou encore Ventanal, une revue de création et de critique, dirigée par Pablo Berchenko, soutenue par le Département d'Études Hispaniques de l'Université de Perpignan, en France. Indo, une revue davantage monographique, dont le n°12 offre un échantillon complet de la poésie chilienne des années 80. Nouvelle Histoire, publiée en Grande-Bretagne par l'Association des Historiens Chiliens et parrainée par l'Institut d'Études latino-américaines de l'Université de Londres, est l'une des revues les plus importantes : 17 numéros sont parus entre 1981 et 1989. Elle était dirigée par un Comité Éditorial intégré par Leonardo León, Luis Ortega et Gabriel Salazar, qui avait l'appui de spécialistes britanniques, comme Simon Collier, Harold Blakemore et Andrew Barnard. Dans leurs pages, ils ont repris des travaux de grande valeur académique des susnommés et de beaucoup d'autres comme Julio Pinto¹⁸⁹, María Angélica Illanes, Fernando Casanueva, Maximiliano Salinas, qui font partie, aujourd'hui, d'une génération d'historiens chiliens qui fait autorité. Sans oublier le vaste répertoire de revues et de bulletins politiques des différents partis et associations, édités en exil.

De la même façon, et dans ces conditions clairement défavorables, se développent au Chili toute une série d'activités culturelles – certes avec une plus grande intensité à partir des années 80 - principalement liées à la dénonciation, à la protestation et à la lutte contre la

¹⁸⁸ Extrait d'interview de l'écrivain et homme politique Volodia Teitelboim, malheureusement non datée et publiée dans un petit livret qui contenait une douzaine de cartes postales créées par des artistes chiliens en exil. *Chilenische Kunst in der DDR*. Éditée par Kunsthalle Rostock.

¹⁸⁹ L'historien Julio Pinto fait partie du Conseil éditorial de Lom.

dictature. Nous avons choisi deux manifestations artistiques, entre plusieurs autres possibles, pour illustrer ce moment. En premier lieu, « La cueca sola »¹⁹⁰ : une représentation créée par un groupe folklorique constitué par les mères, les filles et les épouses des détenus disparus, qui ont dansé toutes seules la danse nationale¹⁹¹, normalement exécutée en couple. De cette manière, elles donnent à voir l'absence de leurs compagnons détenus disparus, tout en devenant un symbole très particulier et reconnaissable du monde des droits de l'homme au Chili. Par ailleurs, la participation du mouvement des femmes au sein de la lutte contre la dictature constitue un autre élément qui abonde dans le même sens. Citons, entre autres exemples, l'action d'un groupe de femmes menée devant de la Bibliothèque Nationale, en 1983, qui a déroulé une grande banderole qui demandait « La démocratie dans le pays et à la maison »¹⁹².

Une autre action culturelle, située dans l'arène du performatif – et, par conséquent, dans un espace latéralement différent de celui mentionné plus haut - a été « Para no morir de hambre en el arte » (« Pour ne pas mourir de faim dans l'art »), menée par le Collectif d'Actions d'art - CADA-¹⁹³ en 1980. Cette action, tout en diagnostiquant « une situation nationale de marginalisation de la consommation basique d'aliments et de biens culturels » a consisté en la mise en scène de diverses actions parmi lesquelles : la distribution de 100 litres de lait dans un bidonville (sûr les boîtes du lait portait l'indication « Un ½ litre de lait »,

¹⁹⁰ Le 8 mars 1978, pendant un acte commémoratif de la « journée internationale de la femme » réalisé au Teatro Caupolicán, est apparu pour la première fois l'ensemble folklorique du regroupement des familles de détenus disparus (*Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos*, AFDD) présentant « La cueca sola ». Celle-ci a commencé comme un chant que reprenait des éléments de la culture populaire et de la dénonciation : « En un tiempo fui dichosa/ apacibles eran mis días/ mas llegó la desventura/perdí lo que más quería. Me pregunto constante/ ¿dónde te tienen?/y nadie me responde/y tú no vienes. Y tú no vienes, mi alma/larga es la ausencia/y por toda la tierra/pido conciencia. Sin ti, prenda querida/triste es la vida. (“Il fut un temps où je fus heureuse/paisibles étaient mes jours/ mais le malheur est arrivé/ j'ai perdu ce que j'aimais le plus. Je me demande sans arrêt/ où ils te détiennent ?/et personne ne me répond/ et tu ne viens pas. Et tu ne viens pas, mon amour/ longue est l'absence/ et à la terre entière/ je demande de la conscience. Sans toi, être chéri/ la vie est bien triste ».) “Cueca sola” Gala Torres. La notoriété de cette expression musicale dépasse les frontières lorsque le chanteur britannique Sting donne un concert au Chili en présence de Sola Sierra, la présidente de la AFDD à l'époque, tout en enregistrant la chanson “They dance alone” dans son disque *Nothing like the sun* (1987). Voir www.cuecachilena.cl/2013/01/29/la-cueca-sola. Voir également le travail de Karoline Babic, “In memoriam de la cueca sola: bailar para resistir, bailar para recordar”. (In memoriam de la « cueca sola » : danser pour résister, danser pour se souvenir). Thèse de doctorat. Centro de Estudios para América latina y el Caribe, Universidad de Albany, Estados Unidos.

¹⁹¹ Cette danse nationale a été récupérée par le régime pour être érigée comme l'un des piliers fondamentaux de « l'identité nationale », étant enseignée dans les écoles et intégrée aux programmes scolaires obligatoires. La « chilénité » est alors représentée par la figure du « huaso », comme nous l'avons vu plus haut.

¹⁹² À propos du féminisme pendant la dictature, voir Julieta Kirkwood. *Ser política en Chile, las feministas y los partidos*. Santiago, Flacso, 1986. Pour la période transitionnelle, consulter le livre de Nicole Fortstener, *Políticas de Género y Feminismo en el Chile Post Dictadura 1990- 2010*, Santiago, Editorial Cuarto Propio, 2013.

¹⁹³ Collectif formé par les artistes visuels Lotty Rosenfeld et Juan Castillo, par le poète Raúl Zurita, le sociologue Fernando Balcells et l'écrivaine Diamela Eltit.

faisant allusion à l'une des premières mesures envisagées par le gouvernement de l'Unité Populaire) ; une intervention poétique dans une page de la revue Hoy ou la réalisation d'une action esthétique-communicationnelle pour dresser un portrait du Chili - précaire et marginalisé - au sein du contexte international, devant le siège de Nations Unies à Santiago. Cette « action d'art » cherchait la mise en tension, au même temps que la mise en dialogue, des espaces institutionnalisés de production et de diffusion informative, à savoir : le musée ou la galerie, la fabrique (de lait) et la revue.

À notre avis, c'est précisément leur condition d'avant-garde esthétique-politique qui a rendu moins visibles, moins lisibles, ces actions aux yeux de la dictature qui ne les a donc pas considérées comme dangereuses. Comme le décrit Nelly Richard :

« L'«avancée» est donc restée confinée à un espace minoritaire de socio-communications qui la protégeait de la censure administrée. L'officialité n'a pas jugé trop redoutable l'offensive de ces œuvres marginales de sous-circuits d'opération culturelle, en comparaison avec d'autres manifestations de caractère massif comme, par exemple, le théâtre ou le folklore, qui ont regroupé leurs publics autour d'un consensus idéologique plus grand d'identification populaire »¹⁹⁴.

Tout cet ensemble d'épisodes culturels survenus en contexte autoritaire, ou à l'aube de la restauration démocratique, ont aplani le terrain de l'étape qui commence à s'ouvrir dans les années 90 et que nous présenterons plus en détail dans la section suivante.

3.3. Le cadre politique, institutionnel et économique du retour démocratique

Le début de la transition de la démocratie au Chili, dans les années 90, symbolisée par l'arrivée au pouvoir de Patricio Aylwin Azócar¹⁹⁵, inaugure une période caractérisée par deux phénomènes importants. D'une part, toute une série d'attentes des divers secteurs - social, économique, politique et culturel - très affaiblis après 17 années de dictature militaire et, d'autre part, la « camisole de force » que les « enclaves autoritaires »¹⁹⁶ - maintenues presque

¹⁹⁴ Nelly RICHARD. *Márgenes e Instituciones*. Arte en Chile desde 1973. Santiago, Ediciones metales pesados, Segunda edición, p. 26.

¹⁹⁵ Patricio Aylwin (1918-2016), avocat, démocrate-chrétien, est le candidat de la coalition appelée Concertation des Partis pour la démocratie lors des premières élections présidentielles démocratiques. Une fois élu, il présidera le pays sur la période 1990-1994.

¹⁹⁶ Manuel Antonio Garretón désigne comme « enclaves autoritaires » l'ensemble des éléments hérités du régime précédent que l'on peut classer en trois catégories. Les premières sont institutionnelles : la Constitution politique de l'État de 1980, le système des retraites, le système du droit de travail, le système électoral binominal et la Loi Organique de l'Éducation (LOCE). Les deuxièmes sont les actorales qui font référence aux Forces Armées, à la droite politique et au secteur patronal (fortement lié à la droite politique malgré l'existence d'un secteur qui s'est peu à peu rapproché de la Concertation). Les troisièmes sont les « enclaves éthiques », celles qui, symboliques,

entièrement dans le Chili des gouvernements démocratiques - représentaient. Sur le plan culturel, les attentes évoquées précédemment se reconfigurent à partir du retour des enseignants-chercheurs, des écrivains et des artistes qui ont vécu l'exil.

De la même manière, on constate une continuité avec le modèle économique néolibéral hérité de la dictature - voire une consolidation -, malgré les efforts faits par les gouvernements de la Concertation dans le domaine social, visant à réduire les dommages produits par la grave diminution des dépenses publiques durant le régime militaire¹⁹⁷.

En dépit de l'amélioration considérable des dépenses publiques qui, entre 1989-2000, augmentent de 112,4%¹⁹⁸ et de la diminution significative de la pauvreté et de l'indigence (dont le taux passe de 38,6%¹⁹⁹ en 1990 à 13,7% en 2006), d'une série de politiques sociales focalisées sur les secteurs les plus pauvres et de bons chiffres de croissance économique pour les dernières années²⁰⁰, le paradoxe de l'économie chilienne s'impose. La distribution de la richesse du Chili continue en effet à être l'une des pires au niveau mondial. Selon l'enquête CASEN²⁰¹ 2006, le Chili présente un indice de Gini de 0,54 (sur l'échelle duquel « 0 » correspond à une égalité parfaite et « 1 » à la plus grande inégalité), ce qui dénote seulement une légère amélioration par rapport à 1990, année où l'indice de Gini était de 0,57. Autrement dit, malgré plusieurs bons indicateurs économiques qui ont créé, à l'intérieur comme à l'extérieur du Chili, l'image d'un pays prospère, modèle au sein de la région et ont généré un discours d'autosatisfaction à l'égard de la croissance économique, le problème des inégalités, loin d'être résolu, reste l'une des principales problématiques du Chili.

correspondent à la problématique des droits de l'homme. Ces « enclaves » constituent des obstacles qui empêchent le système démocratique d'évoluer vers une démocratie politique complète. Manuel Antonio GARRETÓN, *Hacia una nueva era política*. Santiago, Fondo de Cultura Económica, Première Edition, 1995.

¹⁹⁷ L'économiste Ricardo Ffrench Davis précise dans son article « *Desarrollo económico y reconstrucción democrática* », Cieplan, 1983, le retard économique enregistré au Chili : le produit per capita est en 1987 similaire à celui de 1974 (au début de l'expérience néolibérale) et les salaires moyens sont en 1987 15% qu'en 1970.

¹⁹⁸ Dépenses sociales du gouvernement central. Source : ministère des Finances.

¹⁹⁹ De ce chiffre total, 25,6% correspond à la population pauvre non indigente et 13% à la population indigente. De même, pour le chiffre total de 2006 (13,7%), la population pauvre non indigente représente 10,5% et la population indigente 3,2%. Source : Enquête CASEN 2006.

²⁰⁰ L'économie chilienne affiche un taux de croissance de 7,8% de 1990 à 1998 puis retombe à 2,3% de 1999 à 2003, avant de remonter à 9% en 2004. Pour l'année 2014, elle correspond à 1,8%.

²⁰¹ CASEN est l'Enquête de caractérisation socio-économique effectuée par le ministère de la Planification (MIDEPLAN). Il s'agit d'une enquête des foyers représentatifs au niveau national, régional, municipal, urbain et rural, elle est réalisée depuis l'année 1985 avec une périodicité biannuelle, sauf celle de l'année 89, effectuée en 1990 et celle de 2002, effectuée en 2003.

Indicateurs de la distribution du revenu des foyers selon revenu autonome (2006-2015)					
(%) Indicateur	2006	2009	2011	2013	2015
Coefficient de Gini	0,505	0,512	0,504	0,504	0,495

Source : Ministère du développement social du Chili, Enquête CASEN pour les années respectives.

Indicateurs de la distribution du revenu des foyers selon revenu monétaire (2006-2015)					
(%) Indicateur	2006	2009	2011	2013	2015
Coefficient de Gini	0,499	0,499	0,492	0,491	0,48

Source : ministère du Développement social du Chili, Enquête CASEN pour les années respectives.

Nonobstant, si on compare le coefficient de Gini sur la période 2006-2013, on observe une certaine évolution dans la distribution des revenus, qui considère autant le revenu autonome²⁰² que le monétaire²⁰³. Bien que le Chili continue à afficher de forts taux d'inégalité des revenus, les données de la CASEN 2015 montrent une diminution statistiquement significative de l'inégalité dans la distribution des revenus, mesurée à travers le coefficient de Gini. Cependant, si l'on compare les résultats des indicateurs entre les deux types de revenus, on observe clairement de meilleurs indicateurs après les transferts effectués par l'État.

²⁰² Il correspond à la somme de tous les paiements que reçoivent tous les membres du foyer, excluant le service domestique à demeure, provenant tant du travail que de la propriété des actifs. Ce total inclut les salaires et rémunérations, monétaires et en espèces, gains provenant du travail indépendant, auto-provision de biens produits par le foyer, rentes, intérêts, dividendes et retraits de bénéficiaires, retraites, pensions, ou transferts courants.

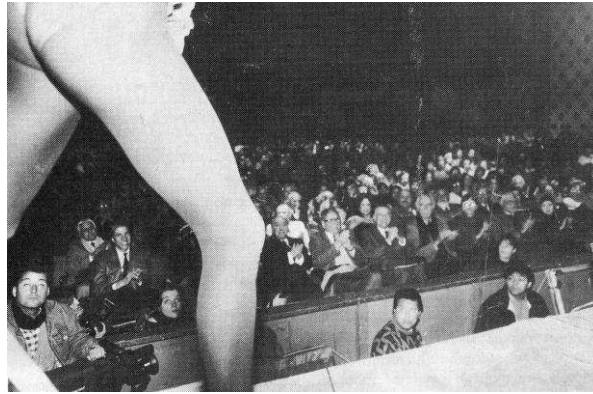
²⁰³ Correspond à la somme des revenus autonomes et aux subventions monétaires reçues par tous les membres du foyer, exception faite du service domestique à demeure.

Pour mettre tout cela en perspective, nous fournissons un cadre général de la dernière décennie en ce qui concerne les dépenses publiques au Chili.

Année	Dépenses publiques en pesos chiliens	Dépenses publiques en dollars USD	% del PIB (selon la Banque mondiale)
2018	48 420 851 596	3 678 449	
2017	45 373 705 271	1 744 332	
2016	42 040 361 401	2 595 837	22,472%
2015	38 942 514 929	1 719 945	21,776%
2014	34 372 050 221	2 489 523	20,868%
2013	32 461 931 361	6 444 870	20,356%
2012	30 119 138 163	3 336 561	20,264%
2011	28 287 683 189	2 228 531	19,914%
2010	25 046 832 028	3 562 128	20,503%

Source : Direction du budget, gouvernement du Chili (DIPRES), Budgets historiques, Budget du secteur public correspondant à chaque année. Site web: <http://www.dipres.gob.cl/598/w3-propertyvalue-2129.html>. Source : Banque mondiale. Données extraites du Fonds Monétaire international, Annuaire des statistiques des finances publiques et des archives de données, l'estimation du PIB a été réalisée par la Banque mondiale et l'OCDE.
https://datos.bancomundial.org/indicador/GC.XPN.TOTL.GD.ZS?locations=CL&name_desc=false&view=chart

Section 4 : Culture et démocratisation : les enjeux de la transition politique au Chili



Photographie : Collectif Las Yeguas del apocalipsis (Les juments de l'Apocalypse).

1989, Santiago, Théâtre Cariola : la cérémonie officielle au cours de laquelle le monde de la culture proclame Patricio Aylwin candidat de l'opposition²⁰⁴ aux élections présidentielles est « interrompue » par le collectif Las Yeguas del apocalipsis²⁰⁵. Vêtus comme des meneuses de revue, avec plumes et talons hauts, l'écrivain Pedro Lemebel²⁰⁶ et

²⁰⁴ La propagande publicitaire présidentielle de l'opposition scandait le slogan « Gagnent les gens, Aylwin président ! ». C'est précisément à ce moment-là, daté par l'anthropologue José Bengoa, que le terme « peuple », caractéristique des années 60, commence à être remplacé par le vocable « gens », nettement plus neutre : « Le concept de masse sociale s'était installé par-dessus celui de structures organiques d'intégration pour ne plus en bouger ». José BENGEOA. *La comunidad reclamada. Identidades, utopías y memorias en la sociedad chilena actual*. Santiago, Catalonia, 2006, p. 156.

²⁰⁵ Le nom même du collectif laisse entendre clairement le détournement de l'image des cavaliers de l'Apocalypse et sa mise en scène par le biais de la figure du travesti pauvre, de maison close, comme le décrit Lemebel : « Nous n'étions alors pas des chevaux mais des juments ; par ce nom, nous avons solidarisé avec le surnom donné aux femmes pour les offenser ».

²⁰⁶ Pedro Lemebel (Santiago, 1952–2015), né Pedro Segundo Mardones Lemebel, prend le nom de famille de sa mère dans sa vie d'écrivain. Il en explique les raisons dans une interview : « Le (nom) Lemebel, c'est un geste d'alliance avec le côté féminin, inscrire un nom de famille maternel, reconnaître ma mère huacha depuis l'illégalité homosexuelle et travestie ». Écrivain, chroniqueur et artiste visuel, son œuvre traite la question de la marginalité, essentiellement dans une perspective autobiographique. Plus particulièrement, il met en scène l'homosexualité et les difficultés du monde gay urbain pauvre au Chili, construisant un discours contestataire et de contre-culture. Dans sa production, très riche, on peut souligner les œuvres suivantes : « La esquina es mi corazón » (1995), « Loco afán : Crónicas de sidario » (1995), « De perlas y cicatrices » (1998) son premier livre publié à l'étranger par la maison d'éditions Anagrama (1999), « Tengo miedo torero » (2001) adaptée au théâtre et traduite en anglais, français et portugais. En 2003, il publie son anthologie de chroniques « Zanjón de la aguada », du nom du quartier marginal où il est né, en 2004 « Adiós mariquita linda », suivi de « Serenata Cariola » (2008) et « Háblame de amores » (2012) lancé au Salon du Livre de Guadalajara. Lemebel a été invité à des salons internationaux et à des conférences dans de nombreuses universités et événements. L'écrivain Roberto Bolaño, ami de Lemebel, le décrit comme étant « le meilleur poète de notre génération ». De son côté, l'écrivain mexicain Carlos Monsiváis l'évoque ainsi : « Pedro Lemebel est un phénomène de la littérature latino-américaine d'aujourd'hui. J'utilise le terme phénomène dans ses deux acceptions : il s'agit d'un écrivain original et d'un prosateur notable et, pour ses lecteurs, c'est un freak, quelqu'un qui attire l'attention par son aspect et qui rejette la normalisation proposée. Un écrivain et un freak unis de manière indissociable, qui sont au-dehors, dans la désolation et l'énergie de ceux qui ne s'intègrent qu'à leur façon, dans ces marges qui n'ont plus le poids ravageur d'antan. (S'il y a quelque chose qui définit l'œuvre de Lemebel, c'est le rejet du déterminisme homophobe). Lemebel s'attire les regards (les lectures) de l'admiration, la curiosité malsaine, la joie des « touristes de l'inapproprié », l'étrangeté, la solidarité, la normalité de ceux qui sont au fait de la mondialisation culturelle, la même qui pour les gays, s'est amorcée de dans le drame avec le procès d'Oscar Wilde en 1895 et dans la joie et l'organisation avec la révolte de Stonewall en 1969 ».

l'artiste de performances Francisco Casas dépliant sur la scène une banderole qui affiche le slogan « Les homosexuels pour le changement ». Il s'agit là de la première performance de la transition, une sorte de tableau vivant mais qui, sur ordre du président, ne sera pas relayé par les medias. Se souvenant de cette action esthétique-politique, ses auteurs déclarent :

“ [...] Nous croisons les droits de l'homme avec l'homosexualité, parce qu'alors le principal c'était la boucherie humaine que vivait notre pays, l'homosexualité venait après, d'abord on mettait l'engagement social envers les plus démunis, et après l'engagement envers les homosexuels »²⁰⁷.

Pedro Lemebel va devenir l'un des écrivains les plus populaires de la période de la transition. Sa condition hétérodoxe nous semble doublement intéressante : il est à la fois marginal, de par sa plume « contre culturelle », et consacré, si l'on considère sa présence sur la scène internationale²⁰⁸. La performance présentée plus haut nous permet de voir comment la parole publique, suspendue durant presque deux décennies, a été réinvestie et comment le monde de la culture se veut porteur des fortes attentes accumulées dans le pays. C'est également en ces temps de balbutiements démocratiques qu'a lieu la création de la *Revista Crítica cultural*²⁰⁹, l'une des publications les plus consistantes en termes de débats et de lecture critique de l'actualité, quoique limitée aux cercles intellectuels et progressistes. Par ailleurs, la remise du rapport Rettig en 1991²¹⁰, ainsi que l'interdiction - en 1993 - du livre « Impunité diplomatique » constituent respectivement sur les sujets épineux des droits de l'homme et de la censure deux moments phares qui caractérisent cette époque et son état d'esprit particulier. Citons aussi « Oscar Spinoso Melo, ambassadeur argentin au Chili : une

²⁰⁷ 29 mai 2009. Bandera hueca. Las yeguas del Apocalipsis (un destellante galopar), (Drapeau des tapettes. Les juments de l'Apocalypse (un galop étincelant)), Entretien avec Luis Alberto Mansilla. Punto Final, octobre 1996.

²⁰⁸ Sa première publication est chez Lom.

²⁰⁹ Sa fondatrice et directrice, Nelly Richard²⁰⁹ (France, 1963), décrit la fonction éditoriale de la revue de la manière suivante : « Celle-ci naît comme une espèce de prolongation et de réarticulation » de cet ensemble de manifestations culturelles qui ont eu lieu pendant les années de la dictature et ont été agglutinées par la suite sous ce nom. Autrement dit, avec le projet de la Revue, il s'agit de poursuivre un travail de productivité créative qui, du fait de ses conditions d'apparition, s'était manifestée de manière « intense et abondante » et, au même temps, de manière « fragmentaire et dispersée ». C'est pour cela que le projet éditorial tente de construire une scène qui systématise et donne corps à un discours rupturiste qui a émergé comme réponse à un régime politique (la dictature militaire de Pinochet) qui limitait les productions artistiques dans le champ culturel chilien post 73. »²⁰⁹ Extrait d'un entretien avec Nelly Richard, cité par Carolina Ramírez Álvarez dans : « Produire une entreprise éditoriale. Le cas de la Revue de Critique culturelle au Chili », p. 263. ALPHA, 26 juillet 2008.

²¹⁰ Par le décret suprême N°355 du 25 avril 1990, le président Patricio Aylwin crée la Commission nationale de la Vérité et la Réconciliation dans le but de faire la lumière sur « la vérité sur les graves violations des droits de l'homme commises dans le pays entre le 11 septembre 1973 et le 11 mars 1990 », autrement dit toute la période pendant laquelle a duré le régime militaire dirigé par Augusto Pinochet. Cet organisme a été présidé par le juriste et homme politique Raúl Rettig.

histoire de sexe, de drogues et de chantage » du journaliste argentin Francisco Martorell²¹¹, ou encore l'interdiction, en 1997, de projeter le film « La dernière tentation du Christ » du réalisateur américain Martin Scorsese²¹². Il importe enfin de mentionner deux importantes transformations d'ordre légal qui reflètent un changement éthique dans la société : l'élimination de la figure juridique de « l'enfant naturel »²¹³ et la promulgation de la nouvelle loi de qualification cinématographique du 17 décembre 2002 (rappelons que ce n'est qu'en 2003 que la composition du Conseil de Qualification cinématographique est réformée et que la loi de censure est dérogée)²¹⁴. De toute évidence, la modernisation des valeurs dominantes a été particulièrement lente au Chili : ce n'est qu'en 1992 que le recensement a inclus pour la première fois des données ethniques et que 9,6% de la population totale ont déclaré s'identifier à un peuple originaire. Enfin, le fait que le Parlement chilien ait approuvé en 2004 une loi sur le divorce, 14 ans après le retour démocratique, est particulièrement éloquent. Précisons finalement, dans ce même ordre d'idées, qu'il faudra attendre 2017 pour qu'une loi sur l'avortement - jusque-là sanctionné par des peines de prison - voie le jour²¹⁵. Autant d'illustrations du poids énorme de l'église catholique sur la société chilienne²¹⁶.

Toutefois, les gouvernements démocratiques s'investissent dans la construction d'une image de communication stratégique de pays modèle,²¹⁷ où tout est en ordre et où « les institutions fonctionnent »²¹⁸, dont la transition a été exemplaire et dont l'économie florissante, insérée dans le commerce international, affiche d'excellents chiffres de croissance économique. Autant de satisfécits qui lui ont valu le titre de « jaguar d'Amérique latine », en vogue dans la presse nationale des années 90.

²¹¹ Publié en Argentine par Editorial Planeta, le livre a été interdit au Chili après qu'Andrónico Luksic, homme d'affaires chilien, mentionné dans ses pages, ait demandé une mesure de protection.

²¹² L'État chilien, accusé de violer les droits de la liberté d'expression et de la liberté de conscience consacrés dans les articles 12 et 13 de la Convention Américaine des Droits de l'Homme et de porter préjudice à la société chilienne, a été condamné par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH).

²¹³ Cette catégorie qui désignait les enfants conçus hors mariage, a été supprimée pour établir l'égalité de conditions pour tous les enfants, grâce à la loi de filiation de 1998.

²¹⁴ Il s'agit d'une entité créée en 1974, formée de trois représentants des Forces Armées, qui a fonctionné jusqu'à la promulgation de la loi 19 846, en 2003.

²¹⁵ Une loi d'exception dans trois cas vient d'être approuvée en 2017, à la fin du gouvernement de la présidente Michelle Bachelet.

²¹⁶ L'Église catholique a joué un rôle essentiel durant la dictature, s'érigeant en acteur central de la défense des droits de l'homme, à la différence de l'Argentine ou de l'Espagne. Elle est alors dirigée par le Cardinal Raúl Silva Henríquez qui a créé la *Vicaría de la solidaridad*, - où intervenaient également des avocats, des assistants sociales et des volontaires -, organisme consacré à la recherche d'information sur les personnes détenues disparues. En revanche, dans les années 90, conformément aux lignes directrices officielles du Vatican, l'église chilienne va changer d'orientation et adopter des principes extrêmement conservateurs.

²¹⁷ Maite DE CEA, DIAZ Paola y Kerneur Geraldine (coord.) *Chile: ¿de país modelado a país modelo? Una mirada desde lo político, lo social y la economía*. Santiago, auto edición, 2008.

²¹⁸ Une phrase largement mise en exergue par l'ancien président Ricardo Lagos, tout comme par Michelle Bachelet.

L'exemple le plus révélateur des prétentions de ce pays qui se veut pleinement intégré à l'économie globale est sans conteste la présentation du Chili à l'Exposition universelle de Séville en 1992. En effet, pour orner son pavillon national, il envoie, à cette occasion, un iceberg de 60 tonnes : le coût de l'opération s'élève à 12 millions de dollars. L'objectif est de montrer le Chili comme un pays efficient, préparé aux échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Malgré les attentes, les commentaires ironiques de la presse se multiplient²¹⁹ ainsi que les réactions critiques de la part des spécialistes et des intellectuels.

En définitive, les éléments que nous venons de présenter dessinent la dualité complexe qui constitue le principal défi de la société chilienne : d'une part, un pays extrêmement conservateur et traditionnel dans le domaine moral²²⁰ et politique, d'autre part, un pays fortement néolibéral sur le plan de l'économie et de la gestion de ses services publics.

L'effort de démocratisation mentionné plus haut par Manuel Antonio Garretón, constitue le grand enjeu du Chili actuel, notamment dans le domaine de la culture. L'abandon des éléments persistants du régime passé, considéré comme l'horizon des années 1990, est devenu, selon nous, une partie du « forfait de la real politik », c'est-à-dire une chose avec laquelle les gouvernements de la post-dictature se sont habitués à coexister. Les gouvernements de la Concertation font des efforts pour conjuguer ces deux mondes irréconciliables : avancer dans la démocratisation politique, sociale et culturelle dans les espaces laissés disponibles – les bords – par le cadre juridique et institutionnel conçu par la dictature, tout en respectant la Constitution et le système économiques instaurés par Pinochet : « Ce que l'on a appelé transition a fonctionné comme un système de troc : la stabilité, a-t-on dit, doit être achetée par le silence »²²¹. Finalement, le projet transitionnel est devenu une politique de la stabilité et tout ce qui constitue une exception est devenu la règle²²². C'est précisément autour de cette question que la transition a été construite. Dans un entretien mené auprès d'un ancien ministre du Travail, Osvaldo Andrade, celui-ci se référait à la signification qu'a eue le premier gouvernement démocratique, en expliquant : « On inaugure un pari, celui

²¹⁹ À l'instar de l'article "*Chile's Chilly Idea*", publié (8-11-1991) par le journal américain The New York Times.

²²⁰ Le Chili a légalisé il y a peu – en 2015- l'union civile entre personnes du même sexe. Au même temps, il se trouve agité par un débat public houleux - la dépénalisation de l'avortement pour trois causes : le viol, la non viabilité du fœtus ou le risque vital de la mère - qui a provoqué de fortes réactions des secteurs les plus conservateurs du pays et des partis politiques de droite (comme la UDI ou *Renovación Nacional*) et du Parti Démocrate-Chrétien, unis dans un mouvement "Provida" (Pour la vie) avec l'église catholique et évangéliste.

²²¹ Tomás MOULIAN, *Chile actual : Anatomía de un mito*, LOM, Santiago, 1997, p.33

²²² Nous prenons cette idée des thèses sur le concept d'histoire de Walter Benjamin.

d'assumer le défi d'accoucher d'un gouvernement démocratique [comportant] de nombreux éléments de la dictature en vigueur. Dans le même temps, la droite a manœuvré selon la thèse de Cincinato : « Rome nous demandera de revenir' »²²³. Cependant, en avançant dans l'entretien, il adopte une perspective qui se veut autocritique ; à la manière d'une reconnaissance d'un certain cadre politique qui les a poussés à « se résigner sur leurs aspirations », il ajoute : « [...] nous l'avons transformée en une constante. Nous avons fait de la stabilité une valeur suprême ». Dans le même ordre d'idées, lorsqu'il fait référence à la manière dont la transition s'est construite, de façon négociée, le sociologue Tomás Moulian ne parle pas de transition mais de « transformisme »²²⁴.

Même si ce travail n'est pas une étude sur la transition et ne souhaite pas entrer dans le débat sur la fin ou la continuité du processus²²⁵, nous avons considéré nécessaire de présenter un panorama – même général - des principaux éléments constitutifs de la vie sociale, politique et culturelle au Chili, afin de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrit notre problématique.

4.1. Les « soucis » de l'intellectuel critique : le Chili, une « communauté d'inégaux »

Si la place de l'intellectuel « critique » dans le processus transitionnel reste en soi un sujet à étudier en profondeur dans de futures recherches, il importe d'évoquer au moins l'existence d'un ensemble de réflexions produites pour contester l'imaginaire du processus paradigmatique vécu par le Chili. Cette image du pays « bien classé », base d'une certaine fierté nationale de pays « développé », leader de la région latino- américaine, présente un décalage au vu de l'absence de corrélats dans le domaine de l'intégration sociale et de l'équité.

Comme contrepartie à cette sorte d'auto-condescendance, la remise en cause émanant du pôle « critique » du champ intellectuel a été permanente au cours des trois dernières

²²³ Entretien avec Osvaldo Andrade, ministre du Travail au Chili. Août 2008. « Se inaugura una apuesta de asumir el desafío de parir un gobierno democrático con buena parte de los elementos de la dictadura vigente. Al mismo tiempo, la derecha operó bajo la tesis del Cincinato : 'Roma nos va a pedir de vuelta' ».

²²⁴ Tomás MOULIAN. Chile actual : *Anatomía de un mito*. Lom, Santiago, 1997.

²²⁵ Tout un ensemble de débats – et une littérature spécifique- se sont produits au Chili, émanant notamment des sciences politiques, donnant corps à ce qu'on a appelé la « transilología ». Citons, par exemple, les travaux d'Alfredo Joignant « Límites temporales y obstáculos de la transición chilena », *Infraganti*, 1, febrero, 1999, p. 74-82; « La tiranía política del conocimiento. Del uso gubernamental de la transitología a las ciencias del gobierno en Chile » en Varios autores, *El espacio público de las ciencias sociales y humanas. El papel político y los paradigmas. Estudio comparativo Francia- América latina*, Buenos Aires, Ediciones del puerto- Centro Franco-Argentino de Altos Estudios Universidad de Buenos Aires, 2007, p. 122-128. Amparo MENÉNDEZ, Alfredo JOIGNANT y Manuel Antonio GARRETÓN. *La caja de Pandora: el retorno de la transición chilena*. Planeta/Ariel, 1999. Voir également l'article de philosophe Rodrigo KARMY. « La fábula de Chile. La transitología como razón d'Etat », en *Resonancias*, N°4, 2018.

décennies, même si ces idées n'ont guère été considérées et sont restées marginales, hors des cercles académiques et du monde des luttes sociales. Leurs diagnostics sont assez lapidaires par rapport aux effets que la faible action publique a produits sur le pays. La plupart des affaires substantives de la vie sociale ayant été laissées à l'arbitrage du marché, ce manque de régulation par le biais des politiques publiques a causé une grave carence de capacité de production de subjectivité dans les citoyens. Afin d'illustrer comment certaines voix critiques conçoivent cette situation, nous reproduisons un extrait d'un texte de l'universitaire Grinor Rojo qui, à propos de l'éducation et la culture au Chili, signale :

« J'ai écrit une fois que, parmi les nombreuses choses que je pourrais reprocher aux gouvernements chiliens de la Concertación, la plus importante d'entre elles était le déficit éducatif et culturel qu'ils nous ont laissé. [...] Pour une raison quelconque, ou parce que l'idéologie néolibérale avait contagionné les hommes politiques de la Concertación, en les convainquant que les autorités ne devaient pas s'immiscer dans la vie privée des gens, ou parce que la démobilisation sociale produite par la stabilité ou - comme le proclament les bureaucrates en charge de ces affaires - la « gouvernabilité », ou parce qu'une idéologie technocratique obtuse jugeait que le peuple était irrémédiablement inepte, ou parce qu'il y avait des pouvoirs en place, considérés comme intouchables, ces politiciens ont choisi de ne pas inclure dans leurs agendas de gouvernement une éducation et une culture destinées à transformer ceux qui les ont acquis en sujets de réflexion, informés, critiques et politiquement efficaces »²²⁶

Grinor Rojo établit alors un lien direct entre la défaillance du culturel et de l'éducation et la désactivation potentielle des gens et de leur réflexivité, ce qui trouve un corrélat dans l'absence de réponses civiques pour contester un système qui contraint. De même, l'existence d'une technocratie gouvernementale²²⁷, évoquée par Rojo, constitue une autre ligne d'argumentation en ce qui concerne les principales causes de la problématique de la qualité démocratie au Chili. Vient s'y ajouter, entre autres approches, l'idée de « déficit d'épaisseur culturelle » introduite par l'historien Bernardo Subercaseaux.

²²⁶ Grinor ROJO. « Lecturas de libros, lecturas de imágenes y práctica política en Chile » en Un lugar para los libros. Reflexiones del Encuentro Nacional sobre Cultura Escrita y Prácticas lectoras. Cristóbal MOYA y Lorena FUENTES (coord.), Santiago, Lom, 2016.

²²⁷ Marcos GARCÍA DE LA HUERTA. *Pensar la política*. Sudamericana. Random House Mondadori, Santiago de Chile, 2003. Alfredo Joignant propose une étude approfondie des agents, qu'il nomme comme les « technopoles » afin de comprendre la « raison d'État », tout en analysant les rapports entre savoir scientifique et savoir (compétence) politique. Il signale : « on constate des usages systématiques des sciences sociales destinés à maîtriser rationnellement les enjeux politiques de cette période, et à justifier des stratégies et des pratiques de gouvernement, et donc de pouvoir ». Voir Alfredo JOIGNANT, « La razón de Estado: usos políticos del saber y gobierno científico » de los technopols en Chile (1990-1994) » en Tomás Ariztía (editor), *Produciendo lo social. Usos de las ciencias sociales en el Chile reciente*, Santiago, Ediciones Universidad Diego Portales, 2012, p. 311-348.

Partageant la vision d'une situation préoccupante, d'une société dont le moteur est l'inclusion par le biais de la consommation et de l'endettement, de la « croissance avec segmentation »²²⁸, mais soutenue par un imaginaire de la prospérité généralisée, l'anthropologue José Bengoa, signale :

« Après une décennie de démocratisation, la société chilienne que nous observons, est encore une société traumatisée, avec peu de capacité d'analyse de son histoire récente, avec de forts sous-entendus, incapable d'exprimer ses peurs et ses espoirs. De ce blocage de la mémoire surgit la "compulsion de la modernisation" comme un saut en avant, comme "saut de page"²²⁹ ».

Bengoa attire notre attention sur l'existence de « la figure liminale de la Plaza Italia marquant la séparation de la cité²³⁰, ce qui s'est naturalisé dans le pays, se reflétant dans l'affaiblissement du lien social. Cette décomposition des espaces communs prend appui, à notre avis, sur un processus de ségrégation sociale.²³¹ Aujourd'hui, 28 ans après le retour de la démocratie, le Chili n'a toujours pas réussi à dépasser sa matrice fondatrice, comme nous venons de le voir au cours de cette partie.

4.2. Des instances politiques pour la culture

Sur le plan institutionnel, après les débuts du retour de la démocratie, nous devons évoquer l'organisation de deux commissions présidentielles consultatives. La première, née en décembre 1990, sous la présidence de Patricio Aylwin (1990-1994), et avec Ricardo Lagos comme ministre de l'Éducation²³², a été connue sous le nom de *Comisión Garretón*, en raison de son président, le sociologue Manuel Antonio Garretón²³³. Elle a pour mission de : « réviser

²²⁸ José BENGEOA. La comunidad reclamada. *Identidades, utopías y memorias* en la sociedad chilena actual. Santiago, Catalonia, 2006, p.18.

²²⁹ Ibidem.

²³⁰ "De plaza Italia pa'rrriba" est une expression utilisée au Chili pour désigner la démarcation entre la ville des pauvres et celle des riches, marquée par cette place. Ibidem. p.53

²³¹ Ségrégation visible, par exemple, dans l'accès aux supermarchés, aux hôpitaux, aux médicaments, à l'infrastructure urbaine, à la distribution des espaces verts repartis de façon explicite en fonction des quartiers et du pouvoir d'achat. Cet état de fait atteint des proportions dantesques. Cela fait quelques semaines que la télévision nationale (Canal 7) montre au Chili un reportage sur un immeuble, en plein centre de Santiago (dans la commune de Estación Central, dans un secteur peu favorisé) dans lequel les habitants doivent faire la queue pendant une ou deux heures pour prendre l'ascenseur et pouvoir monter à leur appartement (étant donné qu'il n'y a que 4 ascenseurs pour une communauté de 900 appartements).

²³² Comme il n'existait pas à l'époque d'institution culturelle autonome, ce secteur dépendait du ministère de l'Éducation. Au début de cette année, 2018, s'est créé le Ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine. Cette nouvelle morphologie institutionnelle va élargir le rayon de l'action publique dans le domaine de la culture en y incorporant les peuples originaires (d'où le pluriel de « cultures »), les migrants, les communautés et le patrimoine.

²³³ Manuel Antonio Garretón remplissait alors la fonction d'assesseur coordinateur du ministère de l'Éducation. Garretón est sociologue et universitaire, Prix national de sciences sociales et humaines. Il a obtenu son doctorat à

le cadre organisationnel de la vie culturelle existante, de faire l'inventaire des institutions impliquées et d'en réorganiser les aspects normatifs »²³⁴. Il s'agit du premier état des lieux de l'art qui, à travers le document « Propositions pour l'institutionnalisation culturelle chilienne » pose le diagnostic d'une dispersion administrative des institutions liées à la vie culturelle (dépendantes de divers ministères et de Secrétariats généraux du gouvernement, du ministère de l'Éducation, du ministère des Affaires Étrangères). Il faut ajouter à cela un manque de coordination avec les autres agents, un manque de ressources, une formation déficiente des ressources humaines ainsi qu'une carence de cadre juridique et administratif spécifique pour ce domaine. Le document concluait sur « l'absence d'instance culturelle publique » et suggérait la création d'un Conseil national de la culture. Cela étant, ces recommandations n'ont pas été entendues et le projet de loi n'a jamais été envoyé au Parlement.

En revanche, la loi 18 825 sur les donations culturelles²³⁵ est promulguée. Le Fonds national de développement des Arts et de la Culture (FONDART) est créé en 1992, à l'initiative de Ricardo Lagos, établissant un système de fonds de concours qui opèrent comme des subventions pour la création. Son objectif est de « soutenir le développement des arts, la diffusion de la culture et la conservation du patrimoine culturel du Chili »²³⁶. Dans cette optique, sont créés le Centre Culturel *Estación Mapocho* et le Centre Balmaceda 1215 pour la jeunesse.

l'EHESS (CADIS), dans les années 70, sous la direction du professeur Alain Touraine, dont il est considéré comme l'un des disciples. Il vient de recevoir le Prix de la Chaire Simón Bolívar, Cambridge.

²³⁴ Cette Commission était composée de 22 personnalités du monde culturel : José Balmes (peintre), Enrique Barros, Eduardo Carrasco (musicien- ex Quilapayún, philosophe), Claudio Di Girólamo (artiste plasticien puis responsable de la Division de la culture), Agata Gligo (écrivaine), Delfina Guzmán (actrice), María de la Luz Hurtado, Cristián Kaulen, Ernesto Livacic (écrivain), Mimi Marinovic (artiste plasticienne), Luis Merino (musicologue), Ricardo Moreno (photographe), Galvarino Ponce (sculpteur), Andrés Rodríguez (metteur en scène), Fernando Rosas (chef d'orchestre), Lucía Santa Cruz (historienne), Fidel Sepúlveda (écrivain), Sol Serrano (historienne), Bernardo Subercaseaux (historien de la culture, de la littérature) et Eugenio Tironi (sociologue et directeur de la campagne de Lagos). Ils vont travailler autour cinq axes : l'institutionnalisation publique de la culture au Chili, les Fonds pour le développement de la création artistique et culturelle, l'institutionnalisation de la culture au niveau local, la projection internationale de la culture, une révision législative des aspects du patrimoine, du financement et des industries culturelles. Ils se chargeront également d'études sur les institutions culturelles aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe. Source : Manuel Antonio Garretón « Propositions pour l'institutionnalisation culturelle chilienne ». Ministère de l'Éducation, Commission consultative de la Culture. Santiago, 1991.

²³⁵ Connue comme la loi Valdés (en raison du nom du sénateur, Gabriel Valdés, qui en est à l'origine). Elle stipule une réduction d'impôts de 50% pour les entreprises qui font des dons en vue d'activités culturelles.

²³⁶ www.cnca.cl

En novembre 1996²³⁷, sont organisées au Congrès national les « Rencontres de politiques publiques, de législation et de propositions culturelles ». Il en émanera un texte de 120 propositions pour la culture qui souligne la nécessité d'avancer vers la création d'une institution culturelle, dont la plus haute expression serait la figure d'un Conseil national des Arts et de la Culture. Ensuite, la thématique culturelle a été reprise par les gouvernements démocratiques avec la création d'une seconde commission, en 1997, par le président Eduardo Frei (1994-2000). Dirigée par Milan Ivelic²³⁸, la Commission consultative présidentielle en matière artistique et culturelle a pour mission : « d'actualiser les diagnostics et les études des autres secteurs artistico-culturels, d'étudier des politiques d'encouragement des activités artistico-culturelles, de revoir les institutions culturelles actuelles et de proposer un schéma d'organisation conforme au développement actuel du pays »²³⁹. Cette Commission a convoqué en tout 17 personnalités du monde de la culture, des arts, de l'entreprise privée et du Parlement²⁴⁰ et la Division de la Culture a agi comme Secrétariat exécutif. La composition de la commission se voulait le reflet d'une certaine représentativité disciplinaire (au sein du monde de la culture et des arts), mais aussi politique (à l'intérieur du monde du centre-gauche)²⁴¹. Son travail a pour objectif la construction d'un texte susceptible d'évoluer en instrument de proposition légale, qui pourrait être soumis à l'Exécutif et être envoyé au Parlement. Ses travaux culminent par la remise du rapport intitulé « Le Chili est en dette envers la culture » (*“Chile está en deuda con la cultura”*), qui fait le constat de la situation dans laquelle se trouve alors la culture. Ce rapport ajoute qu'il est impératif de « savoir équilibrer et harmoniser le développement matériel et spirituel »²⁴² (rappelant l'absence de législation sociale pour les artistes) et propose comme recommandation principale la création d'une institution organique pour la culture.

²³⁷La même année, le Secrétariat général de gouvernement produit le document *“Políticas culturales en Chile : Mapa institucional, legislativo y financiero (1990-1996)”*, (Politiques culturelles au Chili : carte institutionnelle, législative et financière (1990-1996).

²³⁸ Milan Ivelic était le directeur du Musée des Beaux-Arts.

²³⁹ Rapport Ivelic, p.6.

²⁴⁰ Il s'agit de Luis Advis Vitaglich, José Balmes (Prix national d'Arts), Carlos Cerda Bustamante, Roberto De Andraca, Luis Valentín Ferrada (député), David Gallagher, Tatiana Gaviola (actrice), Ramón Griffiero (acteur), Mauricio Larraín Garcés, Arturo Navarro (ancien *Quimantú* et actuel directeur du Centre culturel Estación Mapocho), Guillermo Rifo (musicien), María Antonieta Saa (députée PPD), José Manuel Salcedo Sepúlveda, Gabriel Valdés Subercaseaux (sénateur) José Antonio Viera-Gallo et Ignacio Walker (sénateur DC).

²⁴¹ Cela est aussi probablement dû au manque de personnalités de droite liées au domaine de la culture. En effet, mis à part l'écrivain Jorge Edwards (Ambassadeur en France pour le gouvernement actuel du président Piñera), les « Cuatro Huasos » pour la musique folklorique, la liste des intellectuels et des artistes qui adhèrent publiquement à la droite chilienne est assez réduite.

²⁴² Rapport. p.9

Nous pensons qu'il s'agissait surtout d'envoyer un signal fort pour reprendre en main le sujet de la Culture. Malgré cela, cette nouvelle proposition n'a pas été entièrement prise en considération par le président Frei, qui a finalement choisi de présenter un projet de loi pour créer une Direction nationale de la Culture et un Fonds national de développement de la Culture, deux entités qui ne verront jamais le jour.

Cette même année, 1997, Claudio Di Girólamo²⁴³ est nommé à la tête de la Division de la Culture. Dépendante du ministère de l'Éducation, elle devient vite une institution dont les résultats attirent l'attention étant donné le déséquilibre entre la taille de son équipe et l'envergure des plans et programmes développés sous sa gestion : la Cartographie culturelle - un répertoire abouti de tous les artistes et les créateurs nationaux, qui constituera une banque de données de première main pour engendrer les politiques futures. De même, en 1999, les Cabildos culturales²⁴⁴ voient le jour sous la maxime « Du Chili vécu au Chili rêvé », dans l'idée que « dans chaque commune du pays, on rêvera ensemble d'une commune et d'un pays différents en matière culturelle », dans le but que les propositions émanent des bases, des citoyens eux-mêmes. Un autre cabildo, réuni en l'an 2000²⁴⁵, produira des documents comme la Charte du citoyen culturel et les « 10 propositions programmatiques pour le développement de la culture ». En 2001, d'autres rencontres ont lieu sous le slogan « Construisons les rêves » puis en 2002, le III^{ème} Cabildo national de la culture « Chili un et divers, création de tous », est réalisé à Valparaiso et Viña del Mar, dans une claire intention de décentralisation. C'est à

²⁴³Claudio Di Girólamo (Roma, 1929) est un artiste plasticien, metteur en scène et dramaturge chilien. Fondateur du Teatro Ictus. On lui a octroyé la nationalité chilienne en 1997. Fils du peintre Giulio Di Girólamo, il arrive au Chili à 19 ans, avec sa famille, échappant à la guerre. Sa longue trajectoire au Chili se caractérise par un travail pictural prolifique, notamment divers projets de peintures religieuses pour des églises et des bâtiments publics. Il a aussi réalisé des illustrations pour d'importantes publications comme les revues Zig-Zag et Ercilla. Il est l'auteur d'une série de gravures pour l'édition de La Araucana d'Alonso de Ercilla, pièce de collection bibliographique. En 1997, il prend la direction de la Division de la Culture du ministère de l'Éducation, sous le gouvernement de Frei Ruiz Tagle, poste qu'il occupera jusqu'au premier semestre 2003, date à laquelle il démissionne pour reprendre ses activités professionnelles dans le domaine de l'art. Son œuvre vaste et variée est composée de dizaines de peintures murales, notamment le Mémorial du détenu disparu et des victimes de l'exécution politique, réalisé avec les artistes Nemesio Antúnez et Francisco Gacitúa (inauguré le 26 février 1994). Il a reçu de nombreuses distinctions : en 1983, il est décoré par le gouvernement italien pour sa contribution au rapprochement culturel entre l'Italie et le Chili et pour son engagement en faveur des droits de l'homme. En août 2001, le président Lagos lui remet la décoration de l'Ordre Gabriela Mistral pour son apport à l'art et à la culture nationale durant plus de cinquante ans d'activité artistique dans diverses disciplines. En mai 2002, il reçoit le "Lifetime Achievement Award" à Coral Gables, Florida, pour avoir consacré sa vie au théâtre. En mai 2004, il reçoit le prix Unión Latina, remis pour la première fois le jour international de la Latinité, pour sa trajectoire artistique et sa contribution au rapprochement des peuples latino-américains.

²⁴⁴ Le cabildo était une institution coloniale par laquelle les criollos (descendants d'Espagnols nés en Amérique), représentaient les habitants, se chargeaient de l'administration locale, de l'entretien et de l'aménagement de la ville, de la santé publique et des aspects judiciaires, législatifs et politiques.

²⁴⁵ L'année 2000 se tiendront des Cabildos régionaux. Le pays s'est pensé de façon « imaginaire », pour reprendre le terme utilisé par la Division pour signifier une autre manière de diviser le territoire, organisé en 15 régions répartie sur 4 zones : le nord, le centre, le sud et la région métropolitaine.

cette époque-là que commence à circuler dans le débat national la notion de « citoyenneté culturelle ».

Ensuite, durant le gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006) dont la devise discursive était « Pour grandir en égalité », le projet de créer une institution culturelle indépendante est repris. On postule l'idée d'une culture libre et à la portée de tous, comme une prise de distance avec la dictature mais dans une sorte de troisième voie, qui s'ouvre à la participation du monde privé. En 2002, Ricardo Lagos nomme Agustín Squella²⁴⁶ comme conseiller présidentiel en culture. Les fonds de concours sont aussi consolidés comme des outils pour assigner des fonds visant la création et la diffusion culturelle. À titre d'exemple, prenons le FONDART, le principal instrument de financement public de la culture au Chili²⁴⁷, mentionné plus haut. Le principe qui le sous-tend se trouve dans la justification de la correction des « failles du marché ». Ce fonds emblématique d'assignation des ressources pour la culture traduit bien la logique qui sous-tend le financement étatique de la culture. À ce sujet, l'ancien président Ricardo Lagos déclare sa position :

« L'État ne peut diriger la culture d'un pays, pas plus qu'il ne doit en être absent. Sans État, il y a certainement de la culture, mais sans État, il n'y a pas de développement culturel. D'où notre préoccupation pour définir une politique culturelle qui soit loin de deux extrêmes inacceptables : le dirigisme culturel de l'État et l'absentéisme culturel de l'État ». ²⁴⁸

Effectivement, la gestion de l'ancien président Lagos dans le domaine de la culture a mis l'accent sur la reconnaissance des acteurs présents dans la promotion, la diffusion et l'assurance des droits culturels : l'État, sur un plan, et le marché, sur l'autre, même s'il soutient que la principale fonction revient à l'initiative des personnes, de leurs organisations et associations. Pour finir cette partie, nous voudrions expliciter que toute une section dédiée aux rapports entre l'État et le Livre pendant la transition politique (1990-2010) est offert dans la troisième partie de cette thèse.

²⁴⁶ Agustín Squella – avocat et Prix national de sciences sociales et humaines - a été le seul assesseur culturel qu'un président ait eu officiellement.

²⁴⁷ Il est important de signaler que l'intervention de l'État sur le terrain artistico-culturel s'est structurée dès le début sur la base de la distinction entre les secteurs considérés comme des industries culturelles et les disciplines artistiques que ne constituent pas une industrie, à savoir : le théâtre, la photographie, les arts visuels, la danse, les métiers d'artiste, du cirque, du folklore, du design, des nouveaux moyens de communications (numérique), l'architecture, le patrimoine matériel et immatériel, les peuples originaires, la gastronomie (qui vient d'accéder au rang de secteur artistique en 2017). Durant ses 24 ans d'existence, le FONDART a financé (dans ses versions nationale et locale) plus de 15 mil projets dans le pays.

²⁴⁸ Discours de Ricardo Lagos. Documents officiels.

Politique culturelle et développement démocratique

La notion de politique culturelle vient délimiter un nouveau secteur de l'action publique²⁴⁹ et un domaine différent de celui de l'éducation, avec tout un appareil administratif de fonctionnaires, de ressources et d'institutions chargés de rendre la culture et ses bienfaits accessibles à de vastes secteurs de la population, dans une visée qui se veut clairement « démocratisante ». La France est l'un des premiers pays à se doter d'une institution consacrée exclusivement au secteur culturel avec la création d'un ministère de la Culture, en 1959, devenant ainsi une sorte de référent des institutions culturelles. Modèle à suivre par excellence, d'après Vincent Dubois, « il s'est constitué par alliance entre le pouvoir politique et les professionnels qui interviennent dans la mise en place de cette politique, qu'ils appartiennent au champ de l'administration ou au champ culturel proprement dit autonome ».²⁵⁰ Afin de comprendre les contours de l'action publique de la culture, nous pouvons suivre Philip Urfalino, qui considère le nom de politique culturelle au singulier pour définir : « la mise en cohérence réussie, c'est-à-dire acceptée, d'une représentation du rôle que l'État veut faire jouer à l'art pour changer ou consolider la société avec un ensemble de mesures publiques »²⁵¹. On trouve ici une distinction entre les ensembles de mesures et les politiques publiques de la culture (au pluriel). Dans le cas du Chili, et suivant ce prisme analytique, nous observons que ce sont surtout ces mesures publiques (nominations, financements, *création de divers dispositifs et établissements*) qui ont primé jusqu'à présent sur une conception de la politique qui fonctionne comme l'un des pôles de fixation de la réflexion de la société sur elle-même.

Bien que l'agenda de la post dictature (si on peut penser qu'il a effectivement existé) ait inclus un programme pour la culture, celle-ci est restée au second plan, malgré l'augmentation significative et continue des ressources pour les programmes culturels réalisée par les gouvernements démocratiques. À notre avis, la transition politique n'a pas disposé d'un espace pour sa propre mise en question ; l'espace pour *la réflexion de la société sur elle-même* que signalait Urfalino. Ce qui est normalement réalisé dans les

²⁴⁹Pour une étude approfondie de la gestation des politiques culturelles, voir : Dubois, Vincent. *La politique culturelle : genèse d'une intervention publique*, Paris : Éd. Belin, 1999 et Philippe Urfalino, *L'invention de la politique culturelle*. Paris. Hachette, 2004.

²⁵⁰ Idem Sapiro.

²⁵¹ Philip Urfalino. *Après Lang et Malraux, une autre politique culturelle est-elle possible ?* Esprit, mai 2004, p.55-72. Si nous sommes bien conscients que l'idée de politique culturelle développée par Urfalino correspond à une époque vécue en France et au rôle joué par des personnages comme Malraux, nous considérons cependant pertinent d'emprunter sa définition comme cadre d'analyse.

sociétés par la dimension de la culture impliquait, dans le cas de la société chilienne, d'entrer dans les méandres institutionnels et politiques construits par la dictature. Cette situation existe, d'une certaine manière, parce que la transition a d'abord été une politique de stabilité.

Chapitre 2 :

L'Association des éditeurs indépendants du Chili : émergence et parcours d'un nouvel acteur

Section 1 : De quoi parle-t-on lorsque l'on parle d'un éditeur ?

Compte tenu de la centralité que le terme « éditeur » revêt dans notre travail, il convient de préciser la signification concrète de cette notion. En ce qui concerne l'apparition de la conception moderne de la figure de l'éditeur, datée de la fin du VIII^{ème} siècle, un point de repère s'avère indispensable à souligner. Si en France le décret du 5 février 1810 produit la désagrégation du brevet de libraire-imprimeur de celui de libraire-éditeur, des précédents ont contribué à constituer une telle séparation. Ainsi, comme le rappelle Jean-Yves Mollier, déjà en 1763, Denis Diderot intervenait publiquement avec sa Lettre sur le commerce de la librairie²⁵² afin d'expliquer « [...] que l'éditeur n'était pas, ou plus, un simple marchand de livres mais un homme double, à la fois négociant et intellectuel capable de concevoir et de gérer un fonds de propriétés littéraires dont son catalogue exprimait toute l'originalité»²⁵³. Il s'agissait d'un geste magistral visant à défendre un imaginaire particulier du métier d'éditeur comme on le connaît jusqu'à d'aujourd'hui²⁵⁴.

1.1. Qu'est-ce-qu'« éditer » ?

Si nous nous inspirons de la question foucauldienne²⁵⁵ sur l'auteur et l'extrapolons à l'édition, nous sommes en droit de nous demander : qu'est-ce qu'un éditeur ? Il s'agit tout d'abord de la personne physique qui a le pouvoir de faire sortir à la lumière, d'edere²⁵⁶ « donner naissance » et – pourrions-nous ajouter – une naissance publique, à un texte écrit. L'éditeur accomplit une fonction symbolique [...] « [ayant] le pouvoir tout à fait

²⁵² Denis DIDEROT, Lettre historique & politique adressée à un magistrat sur le commerce de la librairie, Paris, Éditions Allia, 2012. Diderot rédige cette lettre à la demande de Le Breton, son marchand, lettre qui ne sera pas publiée avant 1861, soit un siècle plus tard, par le Comité de l'Association pour la défense de la propriété intellectuelle et artistique. Dans la réédition de 2003, aux éditions Mille et une Nuits, c'est l'historien du livre Jean-Yves Mollier qui a rédigé la postface « Sur la naissance de l'édition ».

²⁵³ Op. Cit. Mollier, postface, p. 127-138.

²⁵⁴ Pour Jean Yves Mollier, Charles-Joseph Panckouke, l'éditeur de l'Encyclopédie, représente la figure de l'éditeur moderne par excellence. Voir l'article « Naissance de la figure de l'éditeur » in Bertrand Legendre et C. Robin (dir), *Figures de l'éditeur*, Paris, Nouveau Monde, 2005. p. 13-24.

²⁵⁵ Michel FOUCAULT. *¿Qué es un autor?*, Córdoba, Argentina, Ediciones Literales, 2010.

²⁵⁶ Etymologie latine du terme, verbe « edere ».

extraordinaire d'assurer la publication »²⁵⁷ et, en ce sens, entretient une relation particulière au savoir, à la connaissance et à leurs producteurs, en donnant à un texte une existence sociale sous la forme d'un livre²⁵⁸.

Il exerce une action destinée à la diffusion et permise par sa capacité à installer dans l'espace public des contenus, des débats, des créations ou des informations qu'il veut mettre à disposition du lectorat le plus large possible. Comme le signale Durand, la fonction éditoriale renvoie [...] « non pas seulement [au] rôle pratique assumé par l'éditeur dans la publication d'un ouvrage, mais bien plutôt [à] son rôle social au sein du système de production du livre »²⁵⁹.

1.2. L'éditeur indépendant dans le Chili de la transition politique

Plutôt que nous consacrer à l'étude des représentations de la figure de l'éditeur au sens historique large, dans le cadre de cette recherche, il nous importe davantage d'analyser la fonction médiatrice de l'éditeur dans l'espace public d'un pays comme le Chili.

Les fonctions de l'éditeur suivent les transformations de son époque. À partir de cette idée nous nous interrogeons : comment évolue un éditeur immergé dans un processus de transition politique ? Autrement dit, quels sont les savoirs et pratiques éditoriaux produits pendant la transition politique, ces savoirs et pratiques étant eux-mêmes producteurs d'un « savoir-éditer » et d'un catalogue spécifique. Nous allons à présent nous plonger dans le rôle de l'éditeur au sens moderne du terme, rôle que représente l'Association des éditeurs indépendants du Chili (EDIN), un secteur qui s'est caractérisé par une articulation politique de son « indépendance »²⁶⁰. Cette association assure une fonction médiatrice qui prend appui sur le positionnement symbolique des éditeurs indépendants, sur leur répertoire d'actions

²⁵⁷ Voir Pierre BOURDIEU. Édition, Éditeurs (I), « Une révolution conservatrice dans l'édition », Actes de la recherche en sciences sociales, Paris, 1999, n° 126-127, p.3-27.

²⁵⁸ Voir le travail « Naissance de l'éditeur ». L'édition à l'âge romantique. Pascal DURAND et Antony Glinoe, Paris, Les Impressions Nouvelles, 2005. Il convient de signaler que, dans ce texte, Durand rappelle que l'apparition de l'éditeur (au sens moderne) est contemporaine de celle de l'auteur. « Force en effet est de constater que l'apparition de l'éditeur, avec les prérogatives qui seront les siennes et les valeurs qui s'y attacheront, est contemporaine de l'apparition, sur la scène culturelle, de la notion d'auteur, qui elle aussi ne viendra pas simplement remplacer celle d'homme de lettres. Auteur et éditeur, fonction auctoriale et fonction éditoriale émergent conjointement, corrélativement, comme l'avert et le revers d'une même médiale (...) » p.22.

²⁵⁹ *Ibid*, p.19.

²⁶⁰ Voir le travail de María Eugenia DOMÍNGUEZ. *Les éditeurs indépendants au Chili (2000-2005). Un développement contemporain des industries culturelles*. Thèse de doctorat en sciences de la communication sous la direction de M. Claude Martin, Université de Montréal, 2010.

publiques ainsi que sur l'élaboration d'un discours qui connecte le débat international sur les biens culturels (résumé dans les débats autour de la *diversité culturelle*) avec la situation nationale de la culture (notamment du livre) et ses enjeux principaux.

L'« édition indépendante » constituant la principale catégorie qui articule notre travail, nous lui avons consacré toute une section (voir Partie II) ; raison pour laquelle nous l'aborderons à présent de façon plutôt générale. L'« indépendance » s'est construite comme un modèle à opposer aux grands groupes de l'édition, sur la capacité de décider des genres à publier ainsi que sur les contenus qui sont mis en circulation. Elle renvoie tout d'abord aux rapports qu'entretiennent les majors de l'édition avec ceux qui sont restés « indépendants » dans un contexte international de réorganisation du paysage mondial du livre. Cette réorganisation étant, en grande partie, une conséquence du phénomène plus général de concentration éditoriale.

Nous nous intéresserons ici à l'analyse du sens que les éditeurs dominés sur le marché accordent à l'« indépendance » et à la portée de cette notion pour l'enjeu éditorial national. Nous voulons montrer qu'on ne peut comprendre ce phénomène qu'à condition de reconstruire d'une part, la situation sociopolitique locale sur laquelle les agents de l'édition indépendante prennent position et, d'autre part, les mécanismes de construction du dit positionnement.

Nous allons nous concentrer sur la trajectoire des éditeurs indépendants au Chili, sur leurs dynamiques organisationnelles, leurs discours et répertoires d'action déployés en concordance avec une expertise et un capital associatif construit au fur et à mesure. Avant d'entrer dans le détail des parcours de la population étudiée, il est nécessaire d'indiquer que les éditeurs indépendants chiliens constituent un acteur dont l'émergence, la formation, les modes d'organisation et la dénomination se trouvent placés dans un cadre multidimensionnel qui doit être abordé en tenant compte – au moins – de deux axes. Tout d'abord, au niveau local, le contexte sociopolitique et économique, bien plus rigide qu'aujourd'hui du fait des dynamiques et enjeux de la transition. Nous parlons d'un cadre rigide non seulement après examen de la présence déterminante d'un ensemble d'obstacles qui empêchent l'approfondissement de la démocratie, mais aussi parce que nous prenons en compte la

prédominance d'un modèle économique néolibéral hérité, puis consacré par les gouvernements démocratiques²⁶¹, modèle structurellement producteur d'inégalités²⁶².

D'autre part, un schéma – que nous pourrions qualifier de plus souple – qui permet la multiplication des échanges commerciaux et l'augmentation des flux d'information s'est installé à l'échelle mondiale. En effet, au cours des trois dernières décennies (comme nous l'avons signalé dans le chapitre I), nous avons assisté à des transformations profondes sur la scène internationale, caractérisées – en termes politiques – par un long processus de restauration de la démocratie et – dans la sphère économique – par des phénomènes d'intensification des échanges commerciaux. Des échanges qui, quoique considérables, n'ont pas produit de variations dans le caractère asymétrique de la circulation des marchandises, malgré la diversification des centres et la complexification des périphéries.

Si nous observons spécifiquement les échanges éditoriaux au sein de l'espace linguistique hispanophone, nous apprenons que l'Espagne exporte vers l'Amérique latine 340 millions de dollars US en livres, alors qu'à l'inverse, cette dernière ne parvient pas à exporter plus de 10 millions de dollars US en Espagne²⁶³, l'entrée sur le marché des droits d'auteur constituant l'un de ses principaux problèmes. Le rôle prédominant joué par l'industrie de l'édition espagnole dans le marché du livre hispano-américain est, en grande partie, une conséquence des mesures visant à son renforcement et à sa promotion, menées par les gouvernements post franquistes à partir des années 1980 (comme nous le verrons plus bas)

1.3. L'édition indépendante au Chili : une stratégie face à la globalisation éditoriale

Cet ensemble de mutations politiques et économiques des trente dernières années a conduit à une recomposition de l'espace international de l'édition²⁶⁴, dans lequel s'est manifestée une intensification de la circulation transnationale du livre. Dans ce nouveau panorama, on observe la coexistence simultanée d'un phénomène de forte concentration, d'une part, – résultat d'opérations transnationales de fusion et d'acquisition de « sellos²⁶⁵ » ou maisons d'édition à l'échelle mondiale – et d'une multiplication de projets éditoriaux

²⁶¹ Voir Hugo FAZIO. *El programa abandonado*. Santiago, Lom, 1996.

²⁶² Manuel Antonio GARRETÓN. "Cultura y democratización en Chile. Los nuevos desafíos" en *Comunicación y Medios*. N° 27, pp. 13-24.

²⁶³ Source : Entretien avec un professionnel de ProChile. Ministère d'affaires étrangères. Avril, 2010.

²⁶⁴ Gisèle SAPIRO. *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

²⁶⁵ Marques.

« alternatifs », d'une autre. Ces projets émergents ont adopté l'étiquette d'« édition indépendante » pour se définir et se positionner dans l'espace éditorial international. Inscrits dans le processus – celui-ci n'étant ni récent, ni uniforme – de la globalisation²⁶⁶, ces phénomènes de consolidation des grands conglomérats sont observables dans le monde de l'édition avec certaines particularités et logiques propres à sa configuration en tant que champ²⁶⁷. Ces spécificités sont liées à des rapports de force inégaux entre les cultures (définis par le rapport centre/périphérie) qui vont déterminer les itinéraires des échanges, la hiérarchie dans la traduction des langues, la formation d'aires linguistiques, entre autres.

En réponse à ce contexte actuel de globalisation éditoriale, le monde de l'édition indépendante au Chili a réagi en s'articulant comme un nouvel acteur collectif dont l'activité revêt un caractère symbolique. Il s'est ainsi opposé au processus de marchandisation de l'édition, générant de manière active des conditions favorables à son propre secteur d'activité et renforçant la place du livre et de la lecture. L'apparition des éditeurs indépendants ainsi que leur parcours ultérieur produiront des effets de reconfiguration au sein d'un espace éditorial plus large.

Le fait que l'espace éditorial se trouve inséré dans un champ économique génère une situation de réaménagement interne. C'est ainsi que, comme nous le verrons plus bas, les éditeurs indépendants se tournent vers un autre champ, le politique, afin d'établir des rapports avec d'autres agents en vue d'assurer la permanence de leur activité. Ils attirent tout particulièrement l'attention de l'État sur le danger dans lequel se trouve l'activité éditoriale si les pouvoirs publics n'interviennent pas au moyen d'un ensemble de lois, de politiques et de mesures qui puissent garantir une place à l'existence d'une industrie nationale du livre, en permettant des échanges plus équilibrés entre les pays du nord et du sud.

²⁶⁶ Pour une réflexion sur ce concept au niveau de l'espace culturel, voir Grínor Rojo. *Globalización e identidades nacionales y postnacionales, de qué estamos hablando*, Santiago, Lom, 2006.

²⁶⁷ Nous savons, grâce à Pierre Bourdieu, que chaque champ possède des propriétés spécifiques et des logiques propres, en tant qu'espace structuré de positions. Bourdieu Pierre. *Questions de sociologie*, Paris, Éditions du Minuit, 1984.

Section 2 : L'espace de l'édition au Chili : pôles et acteurs

Mais toute la logique du champ éditorial et la croyance littéraire qui s'y engendre inclinent à oublier que les interactions, plus ou moins enchantées, dont chaque microcosme éditorial est le lieu, sont déterminées par la structure du champ éditorial dans son ensemble : c'est elle, notamment, qui détermine la taille et la structure de l'unité responsable de la décision (elle va du « décideur » unique, au moins en apparence, des petites maisons, jusqu'au véritable champ de pouvoirs différenciés des grandes maisons) ; c'est elle qui définit le poids relatif, dans les rapports entre les différents agents, des différents critères d'évaluation qui les inclinent par exemple à pencher du côté du « littéraire » ou du côté du « commercial » ou, selon la vieille opposition chère à Flaubert, à privilégier l'art ou l'argent ».

Pierre Bourdieu²⁶⁸

Le modèle général des champs de production culturelle s'organise autour d'un système d'opposition de deux pôles : le pôle de la grande production, qui est notamment régi par les lois du marché, c'est-à-dire que l'accent y est mis sur le prestige et la réussite « commerciale » et l'autre pôle, de production restreinte, fondé sur l'idée d'excellence ou de qualité esthétique et sur la reconnaissance intellectuelle et symbolique.

Dans l'espace éditorial chilien, coexistent actuellement deux groupes d'agents principaux : d'une part, la Chambre chilienne du livre, le pôle le plus traditionnel et, d'autre part, l'Association des éditeurs indépendants du Chili (EDIN), instance qui regroupe une nouvelle génération de petits éditeurs dont le statut sera analysé en profondeur au fil de ce chapitre. Au cours des dernières années est apparu un troisième acteur²⁶⁹ sous le nom de La Furia del Libro, un collectif de tous petits éditeurs partageant avec EDIN le pôle de la production restreinte. Chacun de ces deux groupes justifie son existence et structure ses prises de position à partir de la fonction qu'il occupe dans le champ, comme nous l'indique Pierre Bourdieu.²⁷⁰

²⁶⁸ Pierre BOURDIEU, *Édition, Éditeurs (I)*, « Une révolution conservatrice dans l'édition », Actes de la recherche en sciences sociales, Paris, 1999, n° 126-127, p.3.

²⁶⁹ Collectif arrivé sur la scène éditoriale, début 2010. Bien que nous ne l'ayons pas incorporé à notre étude en raison de la période que nous avons délimitée ainsi que des objectifs établis, nous avons mené quelques entretiens avec ses éditeurs les plus connus et révisé des documents sur son histoire. Tout cela se trouve résumé dans l'encadré ci-dessous.

²⁷⁰ Pierre BOURDIEU, *op. cit.* p.4 : « Chaque maison d'édition occupe en effet, à un moment donné, une position dans le champ éditorial, qui dépend de sa position dans la distribution des ressources rares (économiques, symboliques, techniques, etc.) et des pouvoirs qu'elles confèrent sur le champ ; c'est cette position structurelle qui oriente les prises de position de ses "responsables", leurs stratégies en matière de publication d'ouvrages en français ou étrangers, en définissant le système de contraintes et les fins qui s'imposent à eux et les "marges de manœuvre", souvent très étroites, laissées aux confrontations et aux luttes entre les protagonistes du jeu éditorial ».

La Furia del Libro



Dans les dernières années, un nouvel et troisième acteur est apparu sur la scène éditoriale, sous le nom La Furia del libro²⁷¹ (La rage du livre). S’il est nécessaire de le mentionner, nous ne l’aborderons pas en profondeur compte tenu de sa date de naissance (qui se situe en dehors de la période choisie) et parce qu’il constitue en soi un autre sujet d’étude. La Furia del libro correspond à un collectif d’environ une trentaine de toutes petites maisons d’édition (la plupart d’entre elles travaillant sur un modèle de coopérative) qui ont commencé à s’organiser en 2009, autour de la réalisation d’une foire du livre indépendant nommée La primavera del Libro (Le printemps du livre), activité qu’ils continuent à réaliser et qui attire un « public captif » jeune. Ils ne se sont pas constitués comme association – en raison des résistances idéologiques de certains de leurs participants (quelques-uns se revendiquant anarchistes) qui refusent l’organisation formelle au nom de l’autogestion – et préfèrent s’organiser selon des objectifs concrets comme la foire. Ils n’ont pas voulu, non plus, s’affilier à l’Association des éditeurs indépendants du Chili (EDIN) même s’ils entretiennent une relation cordiale avec son président Paulo Slachevsky et ont co-organisé actuellement la Primavera del libro. Leur nom provient de l’indignation qu’ils ressentent face à la situation du livre au Chili : « La Furia fait *appel à l’indignation face au fait d’être intégré dans un système qui privilégie l’oubli. Conformément à une législation qui réduit le nombre d’heures consacrées à l’art dans les écoles. Où des centaines de milliers de personnes sortent dans la rue pour exiger une*

²⁷¹ Sur la Furia del Libro, voir le travail de Lorena FUENTES, Pierina Ferretti, Castro Felipe et Rodrigo Ortega. *La edición independiente en Chile. Estudio e historia de la pequeña industria (2009-2014)*. Santiago, Cooperativa de Editores de La Furia, 2015.

éducation de qualité et reçoivent en retour des bombes lacrymogènes. Dans un pays où le dernier livre qui a causé un certain émoi était la biographie d'un tortionnaire et assassin. Il est vrai qu'au Chili se produisent des choses qui font honte : la collusion des entreprises [ils font référence au cas des pharmacies coupables de fraude collusoire dans l'établissement des prix des médicaments], le profit dans l'éducation, les maladies qui ruinent des familles, les entreprises minières [du cuivre] qui ne paient pas d'impôts et, parmi tout cela, pour quelques-uns, la taxe sur le livre (TVA) est un sujet de moindre importance. Une réponse à cet appel est peut-être le fait que dans tout le pays, il y a eu des initiatives visant à revendiquer la lecture et la production éditoriale. Ces dernières sont les dénommées maisons d'édition indépendantes. Si les Chiliens ne lisent pas, tout un pays s'habitue à oublier. Nous croyons que la littérature est la mémoire d'un peuple. Et c'est pour cela que notre lutte consiste à rassembler ici les différentes initiatives d'édition qui partagent un intérêt commun pour la diffusion de la littérature, de l'art, du design, de la mémoire et pour les présenter au public comme une extension de notre travail artistique » (Source: www.lafuriadellibro.cl). Les maisons d'édition fédérées autour de la Furia se consacrent notamment à la publication de jeunes auteurs, en particulier de poésie, aux « livres objet », aux romans, à la critique sociale, à l'histoire et à un segment d'œuvres expérimentales, ainsi qu'à la traduction spécifique de textes destinés à sauver certains auteurs de l'oubli. Le soin apporté à l'édition des textes est particulièrement mis en avant. Un rôle d'importance dans la visibilité de ce groupe a été joué par l'éditeur Galo Ghigliotto. Ces indépendants définissent leur métier à partir d'un travail éditorial centré sur l'axe de l'autogestion (c'est ainsi qu'ils conçoivent l'indépendance) : « éditer, apprendre à éditer, contacter des auteurs et ensuite les commercialiser... et peu à peu organiser un réseau de travail ». Entretien avec Marcelo Montecinos, éditeur de La Calabaza del diablo, avril 2012. **Galo Ghigliotto** est écrivain et éditeur. Il a publié Valdivia (2006), Bonnie and Clyde (2007) et Aeropuerto (2009). Il dirige la maison d'édition Cuneta dont l'une des maximes est « lire tue la pensée unique »²⁷²

²⁷² “Leer mata el pensamiento único”.

Encadré : Nombre de maisons d'édition associées par entité à l'année 2016.

Association corporative	Nombre des maisons d'édition associées
Chambre chilienne du livre	39
Association des éditeurs indépendants du Chili	55
Editeurs de La rage du livre	33

Source : Juan Carlos Sáez y Alvaro Mardones, *25 años de la Industria editorial del libro en Chile*, 2016.

2.1. La Chambre chilienne du livre

La Chambre chilienne du livre a été fondée en 1950, dans un moment de stagnation du secteur du livre. Des acteurs possédant des intérêts divers - libraires, éditeurs et distributeurs - décident alors de s'organiser sous la figure de cette association corporative. Ses origines remontent à la création, en 1938, de l'Association d'Éditeurs - présidé par l'éditeur Carlos George Nascimento, fondateur de la maison d'édition du même nom²⁷³ - qui, plus tard, en fusionnant avec la Chambre du livre, est devenue la Chambre chilienne du livre, obtenant son statut juridique en 1950. Au bas du document de constitution de l'organisme figurent les signatures d'Hernan Aguirre, éditeur de la maison *Antártica*, de l'éditeur Carlos Georges Nascimento et de l'historien Jaime Eyzaguirre, entre autres membres.

Actuellement composée de 79 membres, elle est dirigée par un directoire formé de douze membres, élus parmi ses partenaires actifs. Son président en est Eduardo Castillo, en quelque sorte son dirigeant éternel (excepté durant une courte pause), son vice-président est Julio Sau (gérant général du *Fondo de Cultura Económica*, FCE), son secrétaire Ricardo Bernasconi (gérant commercial de *Fernández de Castro*) et sa trésorière Norgia Niño (gérant général de *Bibliográfica Internacional*). Ses partenaires sont les libraires-distributeurs suivants : Eduardo Albers, Cracy All Comics, *Comercializadora de libros Gastón Bejarano*, Clepsidra Libros, Fontana, Fernández de Castro et les maisons d'édition suivantes : Catalonia, Cosar Editores, Copesa Editorial et Cultural Chile, Books and Bits, *Bibliográfica Internacional S.A*, Ayala Libros, Alfaguara (Groupe Santillana), Ediciones Universitarias de

²⁷³ À propos de l'éditeur portugais résidant au Chili, Carlos George Nascimento et de sa maison d'édition, voir le travail de Felipe REYES, Nascimento. El editor de los chilenos. Santiago, Mínimocomún ediciones, 2013.

*Valparaíso, Ediciones Prosa y Política S.A., Editorial Océano de Chile S.A., Editorial Planeta, Fondo de Cultura Económica*²⁷⁴.

De nos jours, elle réunit un ensemble d'entreprises éditoriales, de distributeurs de livres, de librairies, d'espaces de vente directe et de maisons d'édition étrangères ayant une succursale au Chili. La mission de la Chambre consiste à : « Mener à bien le développement de l'industrie éditoriale chilienne et la chaîne commerciale du livre, défendre la liberté d'édition et la libre circulation des biens culturels, veiller à la protection et au respect de la propriété intellectuelle, promouvoir l'accès équitable au livre et favoriser la lecture, en recherchant le développement de [ses] associés et la professionnalisation de ceux qui travaillent sur le marché du livre »²⁷⁵. Cette déclaration de principes reflète précisément la variété d'intérêts, parfois contradictoires, qui coexistent au sein de cette organisation du fait des parties intégrantes qui la composent. Concilier des partenaires aussi divers s'avère d'une complexité certaine car, comme nous l'avons vu, les éditeurs ne constituent qu'un des secteurs ou membres représentés. La présence d'intérêts non homogènes est une caractéristique de la Chambre depuis son origine, comme le met en relief Bernardo Subercaseaux²⁷⁶.

Cet organisme jouit d'un prestige lié à deux éléments principaux. D'une part, son ancienneté et sa tradition en font une entité reconnue. D'autre part, le prestige de la Chambre s'explique par les relations qu'elle entretient avec les grands groupes éditoriaux transnationaux présents au Chili et qui en font partie. Elle accueille en effet parmi ses membres : Grupo Planeta, FCE, Grupo Santillana, Random House Mondadori (qui appartient au holding allemand Bertelsmann) ou encore Mc Graw-Hill. Ces rapports lui permettent d'avoir des connexions et une présence internationale. Sa trajectoire a toujours été liée à la dimension commerciale du monde de l'édition, même si elle intervient dans diverses instances politiques (elle est, par exemple, représentée au Conseil national du livre) visant une meilleure promotion du livre et de la lecture sur la scène culturelle nationale.

²⁷⁴ Source : Site institutionnel www.camaradellibro.cl

²⁷⁵ Source : Site institutionnel www.camaradellibro.cl

²⁷⁶ Bernardo SUBERCASEAUX, *Historia del libro en Chile (Alma y Cuerpo)*. Segunda Edición. Santiago, Lom, 2000. p.136.

2.2. Planeta et son lien de longue date avec le Chili

Nous allons maintenant décrire brièvement certains des groupes internationaux membres de la Chambre du livre. Pour sa part, le groupe Planeta, fondé à Barcelone en 1949, est un consortium qui réunit un ample panel de médias : TV, radios, presse et Internet²⁷⁷. Principal groupe éditorial d'Espagne et d'Amérique Latine, il constitue une puissante société d'exportation dont l'influence s'étend essentiellement à l'aire linguistique hispanophone. Cependant, il est aussi le second groupe en France publiant en langues espagnole, française, catalane et portugaise. Planeta compte plus de 70 maisons d'édition parmi lesquelles : Editorial Planeta, Espasa, Ediciones Destino, Seix Barral, Bronce, Black List, MR Ediciones, Temas de Hoy, Ediciones Minotauro, Timunmas Narrativa, *Libros Cúpula*, *Esencia*, *Ediciones Infantil y Juvenil*, *Editorial Crítica*, *Ariel*, *Paidós*, *Geoplaneta*, *Booket*, Destinolibro, Quinteto, Zenith, Milataria, Grup 62 (le référent éditorial catalan qui compte 18 maisons d'édition). On le comprend, Editorial Planeta possède donc un vaste réseau en Amérique Latine²⁷⁸, mais aussi en Europe, au Portugal notamment. En Argentine, le groupe opère sous le nom de *Emecé Editores*, au Mexique, de *Joaquín Mortiz*, et au Brésil, de *Editora Academia de Inteligência*.

Planeta filière Chili a été créée en 1968. Elle publie des livres de fiction, des romans, des livres d'actualité, de la littérature de jeunesse, des BD, des livres de cuisine et des textes de vulgarisation, comptant depuis 1986 sur une ligne d'édition propre au Chili. Si son site internet proclame qu'elle a pour mission « d'impulser la littérature nationale et de divulguer la culture chilienne », la présence d'auteurs chiliens n'est pas pourtant pas déterminante dans son catalogue. Un contre-exemple toutefois : on y trouve (publiées par la maison d'édition espagnole Seix Barral qui appartient au groupe Planeta), les œuvres d'une des voix les plus originales, hétérodoxes et critiques de la littérature nationale, à savoir Diamela Eltit²⁷⁹, cas particulièrement intéressant car elle a publié dans ce groupe éditorial la plupart de ses ouvrages.

²⁷⁷ La web company Paraschool lui appartient aussi.

²⁷⁸ Avec des succursales en Argentine, au Chili, en Uruguay, en Colombie, au Vénézuéla, en Équateur, au Mexique, au Brésil et au Pérou.

²⁷⁹ L'écrivaine (1949), licenciée en littérature de l'Université du Chili, a reçu le Prix ibéro-américain de narration José Donoso, en 2009. Professeur invité des universités de Stanford, Berkeley, Columbia, Virginia, Pittsburgh, Virginia et Johns Hopkins. Elle a publié *Lumpérica* (1983, Seix Barral), *Por la Patria* (1988, Seix Barral, 2007), *El cuarto mundo* (Planeta, 1988), *Vaca sagrada* (Planeta 1991), *Los trabajadores de la muerte* (1998, Seix Barral), *Mano de obra* (2002, Seix Barral). Ses textes ont été traduits vers l'anglais, l'italien, le français, le grec et le finnois.

Santillana est la maison d'édition qui produit des textes scolaires dans tous les pays d'Amérique Latine²⁸⁰, particulièrement au Chili, où ce marché très ciblé constitue un enjeu particulier du fait du poids de l'éducation privée. De fait, l'entrepreneur Jesús de Polanco, l'un des fondateurs du Groupe Planeta et président du Groupe Santillana, déclarait lors d'un discours qui commémorait le 30^{ème} anniversaire de l'existence de Santillana au Chili : « Le Chili est le pays auquel je dois le plus »²⁸¹. Santillana a été fondée en 1969, comme le rappelle Carlos Ossa, son gérant général : « Ils ont planté la graine au Chili au moment opportun : quand la réforme de l'éducation se mettait en marche, en 1968. À cette époque, les textes scolaires comme nous les connaissons aujourd'hui n'existaient pas ». C'est dans ce contexte qu'est née *Santillana del Pacífico*.

Ces maisons d'édition fonctionnent - de façon générale - selon un modèle standard qui allie : les contrats que passe la « maison mère », une certaine marge d'autonomie pour la prise de décisions des responsables éditoriaux locaux dans la conduite de l'entreprise et un contrôle financier assuré par la « centrale »²⁸², uniforme du point de vue des outils de gestion. Par exemple, Random House utilise au Chili le même système Zap avec lequel travaillent toutes les filiales qui font partie du groupe Bertelsmann, ce qui constitue en quelque sorte un luxe pour une petite structure de 22 personnes. La situation géographique de la maison mère est établie selon des critères stratégiques déterminés par des aires linguistiques. En guise d'exemple, dans le cas du Chili, la maison mère du groupe éditorial Penguin Random House n'est pas Bertelsmann New York ou celle de quelque ville allemande mais Barcelone. Dans le cadre d'un entretien avec le directeur général de Random House Chile de l'époque, Pablo Dittborn²⁸³, nous lui avons posé la question du mode d'organisation de la structure : Existe-t-il

²⁸⁰ Sauf Cuba.

²⁸¹ Source : Note de presse sur le site web de Planeta, consultée en juillet 2009. Jesús de Polanco (1929-2007), entrepreneur et président du groupe espagnol PRISA, a été distingué en juin 2007 par le gouvernement chilien, pendant le mandat de Michelle Bachelet, de la médaille de l'Ordre du Mérite (*Orden al mérito*) pour « sa contribution au pays ».

²⁸² Maison mère.

²⁸³ Poste qu'exerce actuellement l'argentin Hernán Rosso. Citation originale : “ En todo lo que es administración y finanzas sí, todos los procesos, todos los reportes, sí, todos, todos, las fechas, la hora en que se cierra, es así, con una rigurosidad alemana que es mejor presentar un balance negativo que un balance tarde, si está en rojo está en rojo, lo que no puedes hacer es presentarlo 3 días después, aunque esté en azul, eso es peor. Bueno, todo esto ayuda, enormemente, es pesado, hace que empresas pequeñas, como esta, tengan de pronto, más gente en el área de administración, finanzas y reporte que estrictamente en el área editorial, es absurdo, pero el requerimiento del sistema obliga a eso, yo tengo la impresión que la gente que pasa por una empresa de estas características es como si tuviera un post-grado, porque más allá de lo que estudiaste aprendiste una cantidad enorme de usos de herramientas y de criterios que son muy positivos (...) Luego hay otra cosa que es muy rica, y es el alto grado de independencia, y esa absurda... categoría que muchos editores pequeños chilenos, un poquito izquierdosos pegados todavía en los años 60, hablan de “las transnacionales” y nos tiran una cantidad de misiles enormes, yo edito, para decirlo en un término bien grosero: lo que se me canta de las pelotas, lo que se me canta

un système commun, partagé entre vos maisons d'édition, dans les manières de travailler et produire ?

« Dans tout ce qui est administration et finances, oui, tous les processus, tous les rapports, oui, tout, tout, les dates, l'heure de fermeture. C'est ainsi, avec cette rigueur allemande qui fait qu'il vaut mieux présenter un bilan négatif qu'un bilan en retard, s'il est dans le rouge, qu'il le soit. Ce qu'on ne peut pas faire, c'est de le présenter 3 jours après, même s'il est dans le bleu, ceci étant la pire des choses. Enfin, tout ceci aide, énormément. C'est lourd et ça fait que des petites entreprises comme celles-ci ont, du coup, plus de personnel dans le domaine administratif, financier et reporting que dans le domaine strictement éditorial. C'est absurde mais les contraintes du système y obligent. J'ai l'impression que, passant dans des entreprises de ce genre, les gens obtiennent une sorte de 3^{ème} cycle. Car, au-delà de ce que tu as étudié, tu auras appris une énorme quantité d'usages, d'outils et critères qui sont très positifs (...) Après, il y a autre chose de très enrichissant, c'est le très haut degré d'autonomie et cette absurde... catégorie que beaucoup de petits éditeurs chiliens, un peu gauchistes et encore attachés aux années 60, disent des « transnationales » et nous lancent des missiles en grande quantité. Moi, j'édite, pour le dire sans détours, ce qui me botte. Ce qui me plaît !! »

Nous observons dans ce récit l'affirmation d'une image d'« efficience » qui structure le discours ainsi que celle d'une opportunité de formation empirique sur des compétences apportées par les « outils de gestion » qu'offre l'entreprise. Cette « rigueur » exigée dans la façon de gérer la maison d'édition est présentée ici sous des critères de professionnalisation de portée internationale, empreints d'une fierté certaine de distinction. De même, le représentant profite de cette mise en scène pour contester les accusations dont leurs maisons ont été l'objet, de la part des éditeurs indépendants du Chili, mettant en avant l'« autonomie » dont il dispose pour ses choix éditoriaux.

2.3. Qu'offrent à lire les maisons membres de la Chambre chilienne du livre ?

En ce qui concerne la production éditoriale des maisons d'édition appartenant à la Chambre chilienne du livre, loin d'être homogène, elle affiche cependant une majorité de textes scolaires, jeunesse, de livres juridiques et de littérature, notamment des auteurs consacrés et « fort vendeurs ». Au sein du genre « fiction », les préférences du public sont l'« heroic fantasy » et le roman historique.

Pour nommer quelques auteurs chiliens, citons par exemple, chez Random House - qui publie 24 titres d'auteurs nationaux par an (parfois deux titres d'un même auteur) - des noms tels qu'Isabel Allende, Pablo Simonetti, Hernán Rivera Letelier, Antonio Skármeta,

de las pelotas!?. Entretien avec Pablo Dittborn, avril 2009, Santiago du Chili. Bureau Random House Mondadori.

Raúl Zurita, Carla Guelfenbein, Alberto Fuguet ou Jorge Baradit, pour n'en mentionner que quelques-uns.

2.4. La Foire du livre de Santiago - FILSA comme représentation des luttes

L'une des principales tâches auxquelles la Chambre s'est consacrée (outre la lutte contre le piratage) est l'organisation de la Foire internationale du livre de Santiago (FILSA). Il s'agit de l'évènement lié au livre le plus important, de plus grande envergure et d'une réelle popularité sur la scène nationale, qui se tient chaque année dans les espaces du Centre culturel *Estación Mapocho*²⁸⁴, à Santiago. Cette Foire a eu lieu pour la première fois à Santiago en 1981, sous le régime de Pinochet, mais c'est surtout en 1990 qu'elle prend un caractère international. La Chambre s'occupe également des Foires du livre infantile et juvénile, ainsi que des Foires régionales et municipales. La Foire du livre de Santiago, qui a lieu chaque année au mois de novembre révèle, – comme un théâtre de représentation²⁸⁵ – la pondération de chacune des différentes maisons d'édition : en témoignent la distribution des espaces qui leur sont attribués, le prix de leur loyer, la taille et la mise en scène, la présentation des auteurs, etc.

La Foire revêt une grande importance étant donné son impact sur les ventes de livres,²⁸⁶ la proximité avec le public ainsi que l'efficacité de son système de contacts qui permet tous les ans la présence d'un « pays invité ». Chaque année, quelques 220 000 personnes y assistent et environ 1 500 000 livres y sont présentés. Représentant un terrain de diffusion du livre par excellence, elle constitue aussi une arène où s'expriment les luttes

²⁸⁴ La gare Mapocho est une ancienne gare de chemins de fer construite entre 1905 et 1912, située dans un secteur historique de la ville, à côté du fleuve Mapocho, du Marché central et non loin de la colline Santa Lucía (Huelén en langue mapudungun, pour les Mapuche), où la ville de Santiago a été fondée en 1541. Il est important de mentionner que le Centre Culturel *Estación Mapocho* est une corporation privée, fondée en 1991, et actuellement dirigée par Arturo Navarro. Il s'agit d'une personnalité du monde de la culture, qui possède une longue trajectoire. Il a, entre autres, fait partie de la maison d'édition *Quimantú* qui, à l'époque, dirigeait la collection « Cuncuna » comme nous l'avons mentionné dans la Partie I. Navarro a aussi exercé comme membre du Directoire National du CNCA (actuel Ministère) sur la période 2014-2018, participant activement à la Commission des politiques culturelles.

Son bâtiment a été distingué, le 30 janvier 2009, par le Prix Reina Sofía de conservation et de restauration du patrimoine culturel (catégorie patrimoine matériel) dans sa sixième version.

²⁸⁵ Sur les Foires du livre comme espace de représentation des luttes éditoriales voir Gustavo SORÁ, « El Mundo como feria In (ter) dependencias editoriales en la Feria de Frankfurt », *Comunicación y Medios*, 2013. Voir également du même auteur, « Francfort : la foire d'empioigne », *Liber. Revue internationale des livres*, mars 1998, p. 2-3.

²⁸⁶ Néanmoins, la Chambre ne donne pas les chiffres exacts des bénéfices de chaque journée annuelle. Le gérant d'Éditions B (group Alfaguara), Marilén Wood, signalait par ailleurs dans l'article « Feria y carnaval: El mall del libro » paru dans le journal *El Mercurio* du 28/10/2007. « C'est-à-dire que Santiago, ça n'est pas Francfort, mais ça n'est pas non plus Buenos Aires ou Bogotá. La foire est, au mieux, une fête populaire ; elle n'est absolument pas une plateforme d'affaires ».

d'intérêts entre les différents acteurs du monde du livre qui participent. Ainsi, à titre d'exemple, rappelons les tensions importantes, en 2009, entre la Chambre et Editores de Chile à propos du prix que la Chambre faisait payer aux participants de cette association (selon eux, 70% de plus que le prix qu'elle demande aux entreprises transnationales) pour l'usage d'un espace dans la Foire²⁸⁷. Editores de Chile a alors menacé de se retirer de l'évènement.

L'éditeur franco-américain André Schiffrin, dans la préface d'un ouvrage pour une édition espagnole, se souvient de cet épisode lors de son passage à Santiago :

« En 2009, pendant que je visitais Santiago du Chili, j'ai été témoin du spectacle surprenant qu'offre une Foire du livre national tellement dominée par les grands groupes espagnols qu'il n'y avait pas une place dans l'enceinte pour les stands des éditeurs chiliens indépendants. Les quelques 40 éditeurs locaux s'étaient regroupés pour monter un pavillon spécial en dehors de l'enceinte de la Foire principale, de sorte que leurs livres puissent être vus par les visiteurs²⁸⁸. »

André Schiffrin fait appel à ce souvenir pour démontrer à quel point, à son avis, la vision « pessimiste » que prédisait *L'édition sans éditeurs* (que nous traiterons dans la Partie II) était encore loin de la réalité. Il le reprend pour illustrer le contrôle progressif des maisons d'édition espagnoles sur l'Amérique hispanophone, tout en rappelant que le groupe espagnol Planeta est devenu le deuxième groupe éditorial en France. L'éditeur fait état d'un phénomène que²⁸⁹ le public européen considérait jusqu'alors comme une situation propre aux pays anglo-saxons qui n'allait se reproduire ni en France ni en Espagne.

L'épisode de la Foire du livre est révélateur du fait qu'il ne s'agit pas, finalement, d'un conflit entre Editores Independientes de Chile et la Chambre, mais plutôt d'un conflit produit par la saturation du champ éditorial due à des logiques imposées par un autre champ : le champ économique. Ce sont des disputes visant à faire gagner de l'autonomie au champ. En cherchant à rendre autonome le champ éditorial, les divers acteurs ont mis en œuvre des stratégies différentes. La Chambre a, pour sa part, œuvré à la consolidation d'un marché

²⁸⁷ Radio Bío-Bío, le 25 juillet 2009. En fait, les éditeurs indépendants ont développé leurs propres instances, par exemple « Le printemps du livre », co-organisé pour la deuxième fois cette année entre EDIN et la Foire du livre depuis 2012.

²⁸⁸ Citation originale: "En 2009, mientras visitaba Santiago de Chile, fui testigo del asombroso espectáculo de una feria del libro nacional que estaba tan dominada por los grupos empresariales españoles que no había ningún espacio en el recinto para las muestras de las editoriales chilenas independientes. Los cerca de 40 editores locales se habían agrupado para construir un pabellón especial fuera del recinto ferial principal, de modo que sus libros también pudieran ser vistos por el público visitante". Préface pour l'édition conjointe de *El dinero y las palabras* et *La edición sin editores*. Barcelona, Ediciones Península, 2011.

²⁸⁹ L'apparition de *L'édition sans éditeurs* en 2001 que l'éditeur observe maintenant, quelques années plus tard, alors que la crise de l'édition s'était répandue partout.

éditorial centré sur les importations : « C'est un secteur qui, malgré les difficultés, s'est accru durant les dernières années, dans un environnement qui est très difficile. Le Chili est un petit marché, importateur, qui affiche l'une des TVA les plus élevées du monde, avec du piratage, enfin, tout ceci décrit un marché complexe ».²⁹⁰ Le champ éditorial possède des règles de fonctionnement interne qui lui sont propres, définies par les rapports de force entre plusieurs acteurs différents : les maisons d'édition, les écrivains, les critiques littéraires, la Chambre chilienne du livre, le public lecteur, les imprimeries, les distributeurs, les libraires et le Conseil National du livre et la Dibam. Chaque année, la dispute se répète au point de risquer sa réalisation, obligeant le Conseil National du livre et de la lecture à intervenir. Un éditeur membre de la Chambre, assez critique du manque de vision de ses conducteurs, se plaint :

« La Chambre, alors c'est pour que certains soient pistonnés, comme on dit, pour participer au groupe interaméricain des éditeurs, aller gratuitement à telle ou telle Foire et faire un peu de tourisme bureaucratique culturel, parce que les thèmes de fond, la Chambre, elle ne les voit pas. Des discussions centrales comme la loi de propriété intellectuelle, par exemple. Le Chili est un des rares pays au monde à avoir un droit d'auteur fixé par la loi au lieu d'être un accord entre les parties [...]. Mais la Chambre ne s'occupe pas de ce sujet parce que c'est une question qui n'intéresse que les éditeurs et les éditeurs qui publient ici parce qu'il y a des gens qui sont inscrits comme éditeurs mais qui ne sont que des importateurs. Moi, je crois qu'ils ont un directoire de très mauvaise qualité, sans aucune vision, tu vas le voir le 23 avril, le jour du livre, une misère qui se fait sur la place centrale, dans un petit local, les éditeurs y vont et ils vendent directement au public, causant préjudice aux libraires²⁹¹. »

D'une certaine manière, l'ascendant du champ économique sur le champ éditorial étouffe ce dernier et va l'obliger à reconfigurer ses positions ; même si à l'intérieur du champ économique le secteur de l'édition ne revêt pas une position dominante, puisqu'il ne représente que 0,3%²⁹² de l'économie nationale. Dans leur ensemble, imprimeries et maisons

²⁹⁰ El Mercurio, le 23 juillet. Entretien avec Eduardo Castillo.

²⁹¹ Citation originale : “Nos hemos restado y la Cámara, entonces es para que algunos se apituten, como se dice, y participen en el grupo interamericano de editores, vayan gratis a la feria tal y hagan un poquito de turismo burocrático cultural, porque los temas centrales la cámara no los ve. Discusiones centrales, la cámara no tiene una ley de propiedad intelectual, Chile es de los pocos países del mundo donde tiene el derecho de autor fijado por ley en vez que sea un acuerdo fijado por las partes, es absurdo, incluso está fijado a nivel alto que el 10% que uno puede hacer libros del bolsillo con el sello del 8% como se hace en EEUU y en Europa. Pero la cámara no se mete en ese tema, porque es un tema que solo le interesa a los editores y a los editores que publican acá, porque hay gente que está inscrita como editor, pero no es más que un importador. Yo creo que tienen un directorio de muy mala calidad, lo digo a título personal, no tienen visión, lo vas a ver ahora si estas el 23 de abril que es el día del libro, una picantería que se hace en la plaza de armas, en un bolichito, entonces van las editoriales y venden directo al público perjudicando a los librerías.” Entretien avec un éditeur de la Chambre chilienne du livre, Santiago, juin 2011.

²⁹² Je remercie l'économiste de la culture, Claudia Gamboa, de sa collaboration dans le calcul de ces chiffres, sur la base des données fournies par le CNCA.

d'édition représentent 13 % de la valeur ajoutée de la culture. Le secteur culturel total, quant à lui, rapporte 2,2% du PIB (Produit intérieur brut) du pays²⁹³.

La saturation du champ éditorial par celui de l'économie va produire une réponse des divers agents. Pour sa part, le monde de l'édition indépendante, appartenant à la branche des industries culturelles, a réagi en entrant sur la scène politique nationale, à travers une stratégie collective de visibilité et de survie tout en lançant un débat public sur le livre et le statut différentiel des biens culturels. Tant la Chambre qu'EDIN se sont prononcés et ont travaillé pour une législation chilienne plus favorable au livre, mais selon des visions, des objectifs et des intérêts assez différents selon les positions occupées.

En ce qui concerne la question du contenu de l'offre proposée par chaque secteur, la citation suivante tirée d'une présentation de l'éditrice Anne-Marie Métailié, nous paraît révélatrice du cycle d'exploitation du livre :

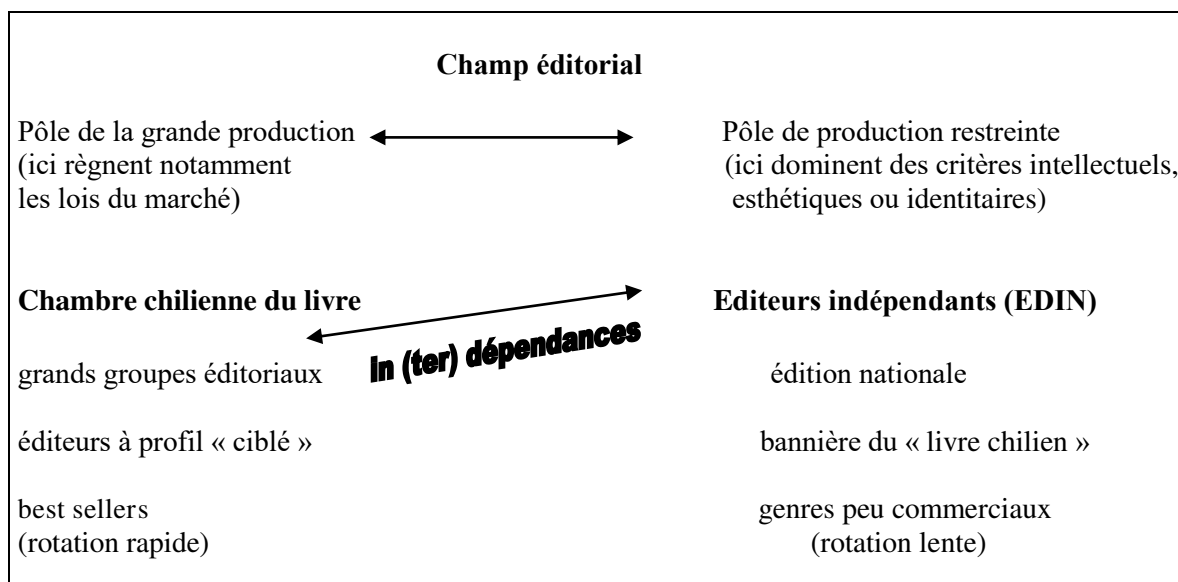
« La grande difficulté actuelle, c'est de persister à s'inscrire dans le temps lent de la culture. Les livres ont besoin d'un temps qui n'a rien à voir avec celui de la rentabilité financière, si les libraires renvoient un livre au bout de deux mois, la découverte et l'exploration de thèmes inconnus est condamnée, le temps de la marchandise et le temps de la culture ne peuvent pas être les mêmes. Les livres sont des animaux étranges qui peuvent resurgir après avoir été des échecs. Grâce au bouche à oreille des lecteurs ou à la volonté d'un libraire, ils peuvent se vendre lentement au cours des années. Après avoir eu quelques-uns de ces long-sellers commencés avec des ventes de 1 800 exemplaires et atteignant 10 ans après 150 000 exemplaires, je vois aujourd'hui avec effroi un de nos auteurs vendre 100 000 exemplaires en deux mois et s'arrêter définitivement. Il ressurgit parfois en poche et redevient un best-seller, mais dans un autre contexte, un contexte industriel, hors de portée d'un éditeur indépendant »²⁹⁴.

On le comprend, deux types de livres coexistent donc dans le monde de l'édition. D'un côté, les livres à rotation lente, appartenant à des genres moins commerciaux, tels que les sciences sociales, les essais ou la poésie, auxquels il faut du temps pour s'installer sur le marché éditorial, ces livres étant produits dans leur majorité par les maisons d'édition indépendantes. Et, d'un autre, des ouvrages dont le succès commercial est garanti, les best sellers (notamment des romans) qui se caractérisent par une rotation rapide. Un segment à part au Chili est constitué par le marché du livre scolaire, production qui, d'après Bernardo

²⁹³ Source : *Actualización del impacto económico del sector creativo en Chile*, Santiago, CNCA, 2013.

²⁹⁴ Anne-Marie MÉTAILIÉ. Las funciones del editor independiente en el campo editorial. Comunicación y Medios, Norteamérica, 04/11/2013. Consultée le 2 décembre 2013.
www.comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/viewArticle/26740/30905

Subercaseaux, représente 70 % de toute l'activité éditoriale du pays, l'État étant le principal acheteur. C'est le ministère de l'Éducation qui choisit les textes obligatoires pour les écoles, les achète et les distribue dans les écoles publiques. Les principaux producteurs de textes scolaires au Chili sont : Santillana, Arrayán et Norma, toutes des maisons d'éditions espagnoles.



2.5. La création de l'Association des éditeurs indépendants du Chili : du collectif régional au regroupement national

« Engagés pour le caractère culturel du travail éditorial que nous exerçons, pour défendre le livre comme une des expressions majeures de notre humanité et de la capacité créatrice de l'être humain, pour le mot écrit comme expression libératrice, pour la lecture qui forge le citoyen, sujet actif possédant une voix propre, nous, les Éditeurs indépendants du Chili, nous nous sommes réunis »²⁹⁵.

Manifeste de sa création.

Sur une scène mondiale caractérisée par la formation de grands consortiums du livre, les années 1990 en Amérique latine sont marquées par un processus de retour de la démocratie. Dans le cas du Chili, cette atmosphère d'ouverture dans les échanges commerciaux, déjà initiée pendant la dictature militaire, constitue l'un des piliers

²⁹⁵ Citation originale: « Comprometidos con el carácter cultural de la labor editorial en la cual nos desempeñamos, con el libro como una de las máximas expresiones de nuestra humanidad y de la capacidad creativa del ser humano, con la palabra escrita como una expresión liberadora, con la lectura forjadora de ciudadanos, sujetos activos con voz propia, nos hemos reunido los Editores Independientes de Chile »²⁹⁵.

fondamentaux du projet transitionnel mené par les gouvernements de la Concertation²⁹⁶. De son côté, l'Espagne post franquiste²⁹⁷, qui a elle aussi amorcé une période de transition politique depuis la fin des années 70, met en œuvre à cette époque une politique étatique de soutien de son industrie éditoriale et des communications²⁹⁸ (à travers des crédits, des aides à l'achat, des droits d'auteurs, etc.) qui permet aux maisons d'édition espagnoles un développement assez rapide²⁹⁹. La nouvelle phase d'expansion du marché du livre espagnol inaugurée à cette période se caractérise par l'installation progressive de ses maisons d'édition en Amérique latine et par l'ouverture de filiales.

Dans ce cadre, et suite aux rencontres qui ont eu lieu à l'occasion de différents événements éditoriaux comme le Salon du livre ibéro-américain (organisé l'écrivain Luis Sepúlveda³⁰⁰) à Gijón, en 1998, un groupe de petits éditeurs latino-américains et un basque espagnol commencent à engager un dialogue et à échanger des diagnostics sur leur secteur. Ces instances constituent un support matériel qui va permettre à ces éditeurs de nouer peu à peu des liens. Era (Mexique), Lom (Chili), Trilce (Uruguay) et Txalaparta (Pays basque espagnol), dont nous présenterons le parcours comme collectif *Editores Independientes*, fondé en 1998, in extenso dans la Partie II de cette thèse.

À la suite de la création du collectif d'éditeurs *Editores Independientes*, expérience associative régionale initiale, renforcée par la Première rencontre des éditeurs indépendants de Gijón³⁰¹, surgit l'idée de la reproduire au niveau chilien. Dans ce premier élan, la participation des éditeurs de Lom, Paulo Slachevsky et Silvia Aguilera, devient centrale. Ils vont avoir une part active dans la genèse de la structuration du monde de l'édition indépendante au Chili selon un fonctionnement associatif. C'est ainsi que commence, à la suite de la création de

²⁹⁶ Le Chili a signé, entre 1990 et aujourd'hui, 58 traités de libre échange. Source : www.direcon.gob.cl

²⁹⁷ Il convient de rappeler que l'exil espagnol crée les conditions pour qu'arrivent en Amérique latine plusieurs intellectuels remarquables. Notamment au Mexique, où ils ont participé à la création du *Colegio de México*, en Argentine et au Chili (grâce au Winnipeg, organisé comme une action de solidarité par Pablo Neruda qui, à l'époque, exerçait comme consul à Paris. À bord de ce bateau sont arrivés au Chili nombre d'artistes et d'intellectuels comme le peintre José Balmes (Prix national d'art) et Victor Pey (directeur du journal *El Clarín* pendant le gouvernement de l'Unité populaire).

²⁹⁸ Il faut rappeler, par exemple, que l'année 1976 s'est créée le journal *El País*.

²⁹⁹ Des groupes tels que *Planeta*, *Prisa*, *Santillana*, *Océano*, *Grijalbo*, *Ediciones B*, *Plaza y Janes* qui actuellement dépendent eux-mêmes des holdings étrangers comme Random House, Mondadori et Bertelsmann.

³⁰⁰ C'est justement à l'occasion d'un « asado » (barbecue) de bienvenue chez l'écrivain chilien Luis Sepúlveda que se retrouvent Paulo Slachevsky, Paulo Harari et les autres. Sepúlveda résidant à Gijón – ville caractérisée par une population minière et une culture d'engagement politique importantes – depuis 20 ans, il a reçu le soutien de la mairie de Gijón pour organiser le Salon du livre ibéro-américain « Literastur ».

³⁰¹ Cette rencontre est à l'origine de EDIN au Chili, de la Liga brasileira de editoras (Ligue brésilienne d'éditrices) -LIBRE ainsi que des Éditeurs mexicains indépendants.

cette organisation formée par les quatre maisons d'édition que nous venons de mentionner, un processus de reproduction locale de cette idée dans l'espace éditorial national :

« À partir de là, le discours des “Éditeurs Indépendants” a commencé à gagner en force, en rentrant au Chili, et très peu de temps après, l'Association des Éditeurs Indépendants est créée. D'abord avec sept [éditeurs], et pendant plusieurs années nous étions seulement sept, jusqu'à ce que se joignent à nous Universitaria et Andrés Bello, et là nous avons fait un pas vers Editores de Chile et nous avons commencé à voir clairement notre problématique, à en faire un thème de communauté avec d'autres maisons d'édition, car nous avions tous plus ou moins des problèmes assez similaires». ³⁰²

Justement à ce moment-là, quelques maisons d'édition nationales commencent à se réunir pour la première fois, autour de la possibilité de postuler à un projet PROFO³⁰³, coordonnée par la libraire et éditrice Berta Concha. Cette initiative, nommée Consorcio para exportadores de libros de Chile (Consortium pour des exportateurs de livres du Chili) consistait en un projet offert par CORFO, dont la condition préalable était de disposer d'un nombre déterminé d'éditeurs intéressés pour pouvoir se présenter. Comme l'exprime l'éditrice de la maison d'édition Cuarto Propio, Marisol Vera : « [...] toutes les clauses qui acceptaient un profil associatif renvoyaient, dans ce système, à des activités commerciales ; en l'occurrence chercher des moyens d'exporter... »³⁰⁴. De cette façon, la candidature au sein de ce modèle exportateur génère les conditions pour envisager peu à peu l'idée de former une plate-forme commune, même si à l'époque on était loin de l'espace associatif qu'elle deviendrait par la suite. L'éditeur de RIL, se souvient du rôle joué par la libraire et de ce projet d'exportation qui n'a pas vu le jour mais qui a constitué un précédent essentiel dans la création de l'Association des éditeurs du Chili.

« Elle a beaucoup favorisé le développement du livre national. Elle nous a unis sous un projet PROFO. D'aide à l'exportation, qu'elle dirigeait elle-même, destiné aux maisons d'édition présentes sur le marché local, là-bas, dans une grande maison sur l'avenue El Bosque au croisement de Carlos Antúnez (il se souvient de la maison). C'est là que nous avons commencé à entrevoir des formes associatives pour l'entreprise et comment continuer à travailler. Le rôle de Berta s'arrête là... Ensuite, nous avons formalisé des statuts et nous avons continué avec notre association. »

Lorsque nous lui demandons si le projet PROFO a fonctionné, il répond :

³⁰² Entretien avec Paulo Slachevsky, avril 2009.

³⁰³ PROFO signifie Proyectos asociativos de fomento (projets associatifs de développement) et correspond à l'une des lignes de travail développées par CORFO, la Corporation de promotion de la production. Dans ce cadre, de groupe d'éditeurs a présenté un projet pour créer une « distribuidora » (entité qui assure la distribution des livres), la première gérante de PROFO fut l'éditrice de la maison d'édition Liberalia, Berta Concha.

³⁰⁴ Entretien avec l'éditrice de Cuarto Propio, Marisol Vera.

« Cela a marché dans la mesure où nous avons compris qu'en nous associant sur plusieurs plans sur lesquels nous nous sentions faibles ou un peu orphelins, nous nous renforçons mutuellement. Et au lieu de se faire de la concurrence, en se regroupant, les maisons d'édition indépendantes pouvaient obtenir de meilleures choses. Parce que, dans le fond, il y avait – je ne dirais pas un ennemi – mais un ennemi commun qui nous unissait et qui était le besoin d'obtenir de la place dans les librairies – face aux multinationales – d'être présents sur les foires du livre, alors que les places étaient si réduites dans les années 90. On pouvait obtenir de bien meilleures choses en étant ensemble, en nous entraïdant. »

Née à la fin des années 90 sous le nom d'*Asociación de Editores independientes de Chile* (EDIN), cette association fut la première dans son genre en Amérique latine³⁰⁵. Formée par le regroupement de sept maisons d'édition (Cesoc, Lom, Cuarto Propio, Cuatro Vientos, *Dolmen*, *Pehuén* et RIL), elle obtient un statut légal en 2002 en accueillant d'autres maisons d'édition comme *Aún creemos en los sueños* et Ediciones del temple. En 2003, le groupe adopte le nom d'Editores de Chile : *Asociación de Editores Independientes, Universitarios y Autónomos*³⁰⁶, et intègre l'Editorial Universitaria, qui appartient à l'Université du Chili, ainsi que l'éditeur *Andrés Bello* : « convaincus que la problématique qui affecte les maisons d'édition indépendantes coïncide avec celle à laquelle sont confrontés les éditeurs universitaires et les industries locales du livre dans les pays du sud »³⁰⁷.

La force croissante qu'EDIN va acquérir sur la scène culturelle chilienne est liée à la construction progressive d'un réseau national d'éditeurs indépendants : en 2005, ils étaient 17, en 2007, 42, et aujourd'hui ils sont 55. Cet ensemble de maisons d'édition a ainsi créé un autre pôle, qui représente la vision du livre que se font les petits éditeurs indépendants, pour faire contrepoids à la Chambre chilienne du livre. Signalons qu'à l'exception de Lom, toutes les autres maisons d'édition ont appartenu, à un moment ou à un autre à la Chambre chilienne du livre. Au moment de sa constitution, EDIN déclarait :

« Nous sommes motivés par le caractère associatif des Editores de Chile, c'est une manière de faire obstacle à la logique de la concentration économique. Nous sommes motivés par les initiatives conjointes visant à protéger la bibliodiversité, l'hétérogénéité, la diversité culturelle, la création de sens qui transcendent la rentabilité. Nous sommes motivés par la consolidation d'une industrie chilienne du livre, avec le corps et l'âme qu'ont ces livres. »³⁰⁸

³⁰⁵ Elle a entraîné la création de l'Alliance des maisons d'édition indépendantes mexicaines AEMI (Alianza de Editoriales mexicanas Independientes) en 2004, qui compte aujourd'hui 12 membres et fait partie de l'Alliance Internationale des éditeurs indépendants. L'Alliance des éditeurs indépendants d'Argentine pour la Bibliodiversité (Alianza de editores independientes de la Argentina por la Bibliodiversidad, EDINAR)

³⁰⁶ Désormais Editores de Chile. Dorénavant EDIN.

³⁰⁷ Manifeste de l'Association Editores Independientes de Chile.

³⁰⁸ Source : Brochure institutionnelle de l'Association des éditeurs Indépendants.

Il apparaît clairement que les éléments structurants de leur discours tournent autour d'un axe central : celui de la diversité des expressions culturelles que représente l'industrie chilienne du livre pour eux, assortie de sa précarité face aux grands consortiums internationaux de l'édition. La *diversité culturelle* est ainsi conçue comme une barrière ou comme un dispositif de protection des petits producteurs de culture. C'est un élément intéressant à souligner, puisqu'il s'agit ici d'entrepreneurs qui, dépassant leur vocation commerciale première, se créditent d'une fonction morale, culturelle et patrimoniale. De la même manière, on peut y distinguer une vision du livre qui le définit comme porteur d'un au-delà de sa matérialité en tant qu'objet, comme possédant aussi une âme, autant de traits particuliers qui empêchent de le mettre au même rang qu'une marchandise. La *diversité culturelle* dont ils se sentent les « défenseurs naturels » va les aider à renforcer la manière dont ils se perçoivent et se (re)présentent, en tant qu'acteurs qui privilégient la nature culturelle du livre qu'ils considèrent comme un instrument crucial de formation. De cette manière (et comme nous le verrons en profondeur dans l'appendice consacré au sujet de la Coalition pour la diversité culturelle), ces éditeurs lancent le débat d'un statut spécial pour les biens culturels au Chili.

Leur discours public s'est donc articulé et recréé peu à peu, au rythme d'un parcours dynamique. Il s'agit d'une rhétorique qui diffuse le principe de la biodiversité, que ces éditeurs conçoivent comme l'application de la diversité culturelle dans le monde du livre, dont ils se considèrent comme les garants. Bien qu'il soit très difficile d'établir le moment exact de l'émergence d'un terme, le suivi des différentes sources et présentations universitaires mais aussi du monde culturel associatif, nous permet d'affirmer que l'origine du terme « biodiversité » se situe au Chili³⁰⁹. Son apparition remonterait à la moitié des années 1990, lorsque l'un des éditeurs de la maison d'édition RIL, s'inspirant du concept de biodiversité : « a comparé ce qui s'est passé dans le secteur éditorial avec le dénommé "désert vert", nom donné aux plantations de pins rentables qui ont ravagé la forêt native et [sa] "biodiversité" »³¹⁰. Ce terme a connu une large diffusion internationale, d'abord par le biais d'EDIN puis par le rayonnement des *Éditeurs indépendants* à Gijón et ailleurs, s'installant comme l'un des termes clés au sein du langage commun mobilisé par les éditeurs indépendants au niveau international.

³⁰⁹ Luc PIHNAS. « Indépendance éditoriale et défense de la biodiversité en Amérique latine », Communication & langages, vol. 170, no. 4, 2011, p. 47-62.

³¹⁰ Source : www.rileditores.cl

Ces éditeurs se positionnent également par rapport à la nécessité de compter sur des échanges plus équilibrés, ce pourquoi ils demandent une plus grande implication de l'État à travers la création de politiques publiques et de mesures législatives destinées à la protection du secteur culturel et du livre en particulier.

L'extrait reproduit plus haut illustre comment EDIN a commencé à s'approprier très tôt certaines des catégories principales qui composent le langage international des éditeurs indépendants, en le traduisant sur la scène locale. Cette réinscription discursive est ancrée dans la diversité des expressions culturelles qui, pour eux, représente l'industrie chilienne du livre, menacée par un courant de production « standardisant », incarné par les grands groupes transnationaux de l'édition. De cette façon, l'« édition indépendante » se décline en « édition nationale », mobilisée autour d'une identité et d'une représentation qui se sont définies en opposition à une « édition de consortiums ».

Ils s'opposent de plus – depuis un espace de résistance collective – à une logique « purement économique » qui considère le livre comme « une marchandise comme les autres » et ignore sa double conformation, physique et spirituelle.

Enfin, il y a un autre élément qui ajoute une caractéristique à ce que ce groupe pense de lui-même : une compréhension du rôle de l'éditeur comme « constructeur culturel », rôle auquel ils assignent une valeur liée à leur indépendance, à la sémantique des œuvres et à la possibilité de les rendre publiques. Cette conception de l'édition valorise la connexion qui existe entre les éditeurs et les écrivains, ces derniers incitant constamment les premiers à renouer avec les origines du champ éditorial :

« Nous croyons qu'il est fondamental de maintenir vivant un ethos du travail éditorial, où la valeur de notre tâche réside dans l'œuvre créée, dans le livre publié, dans la rencontre du lecteur avec le texte, et pas seulement dans le possible bénéfice commercial »³¹¹.

Les maisons d'édition membres d'Editores independientes de Chile appartiennent à un champ de production restreint³¹² qui construit sa « valeur » sur la pluralité et la nature des ouvrages publiés, garantissant ainsi une certaine diversité bibliographique. Des ouvrages qui,

³¹¹ Manifeste des éditeurs indépendants au Chili, 2003.

³¹² Pour une analyse approfondie de la petite édition indépendante en France, voir le livre de Sophie Noël *L'édition indépendante critique : engagements politiques et intellectuels*, Lyon, Presses de l'ENSIB, coll. « Papiers » 2012.

dans leur grande majorité, n'auraient pas la possibilité d'être publiés, étant donné leur faible intérêt commercial pour le domaine de la grande production. Dans un entretien, Agustín Squella, l'ancien conseiller culturel du président Lagos, expose la nécessité d'une coexistence des groupes éditoriaux, de la manière suivante :

« [...] Aussi j'aime bien que cette association, aussi loin que je m'en souviens, soit composée d'éditeurs de petites maisons d'éditions qui, grâce à leurs efforts et en prenant des risques, assument souvent la production de livres que les grandes maisons d'édition n'assument pas. Bénies soient les grandes maisons d'édition, parce qu'elles nous fournissent des livres qui sont splendides, mais bénies aussi soient les petites maisons d'édition qui nous fournissent des livres qui n'auraient pas de succès, s'ils passaient par le tamis d'une grande maison d'édition... » ³¹³.

Effectivement, ils constituent un apport non négligeable, à double titre. D'une part, pour le sauvetage des ouvrages et des genres « peu vendeurs », y compris la poésie, les sujets spécialisés et la littérature des auteurs nationaux. D'autre part, de par la fonction symbolique qu'ils exercent, en installant dans l'espace éditorial des questions qui ne seraient pas mises en débat si ces agents ne faisaient pas partie du champ.

L'émergence d'une telle expérience associative s'explique en partie par leur propre place au cœur de l'espace éditorial, qui les pousse à dépasser l'isolement en prenant contact avec des pairs qui partagent leur situation. Il faut également considérer les dynamiques d'aller-retour vécues vers divers espaces de rencontre, régionaux et internationaux. Ces petites maisons d'édition, dépourvues de *capital spécifique*, sont, dans les premières années, les « nouveaux prétendants » de l'espace éditorial et commencent à créer des espaces où ils assurent leur subsistance, tout en disputant le pouvoir aux « dominants ». Jusqu'à l'apparition d'EDIN, l'acteur principal de l'espace éditorial chilien était la Chambre chilienne du livre. En ce sens, l'émergence d'un pôle opposé à celui de la Chambre va réorganiser la structure des positions. La scène éditoriale devient plus complexe et dynamique, en même temps que se créent certaines conditions pour la recherche d'une certaine autonomie du champ.

Malgré leur fragilité financière et l'absence d'un poids économique significatif, ces éditeurs ont façonné des stratégies de positionnement collectif, en s'insérant de manière active au sein de diverses instances institutionnelles qui s'occupent du livre, de la lecture et de l'accès aux biens culturels (voir la Partie II de ce travail). Il est intéressant de voir que la forme que prend leur résistance, au-delà des éléments qui renvoient aux racines, va plus loin

³¹³ Entretien avec Agustín Squella, Valparaíso, avril 2009.

que la défense des valeurs « pures » de l'édition et passe par une intervention sur la scène publique, qui porte des diagnostics, des propositions et des approches articulées en résonance avec le discours de l'édition indépendante au niveau mondial.

Ce nouveau pôle d'acteurs évolue aussi, ajoutant des éléments au débat, et se structure autour de la mobilisation de l'idée du « livre chilien » et de la nécessité de développer une industrie éditoriale nationale. Leur identité se définit en opposition à celle de la Chambre qui représentait jusque-là la seule instance fédérative du monde du livre au Chili. En ce sens, ce nouveau référent va produire des réajustements au sein d'un espace éditorial plus large, créant un contrepois et disputant à la Chambre chilienne du livre la représentation exclusive des éditeurs. L'éditeur de *Pehuén*, Sebastián Barros, déclare dans l'extrait que nous présentons ci dessous, la scission produite en 2001, lorsque neuf maisons d'édition, qui jusque-là faisaient partie des deux instances³¹⁴, décident de se retirer de la Chambre du livre:

« Nous voulons créer la possibilité de discuter de la question du livre dans un dialogue franc, ouvert, avec toutes les nuances que ce dialogue peut comporter. Nous avons essayé de faire cela pendant des années avec la Chambre chilienne du livre et nous étions toujours une minorité et nous n'avons jamais réussi à faire quoi que ce soit. Donc, ce que nous avons réussi à faire en ce sens, nous l'avons fait depuis l'extérieur ».³¹⁵

Résultat de cette situation, l'existence d'intérêts différents est devenue explicite. Le groupe d'éditeurs qui quitte la Chambre commence à former un espace différencié, tout en investissant des ressources symboliques pour être reconnu comme tel par les autorités publiques.

Associativité à plusieurs échelles

Comme nous l'avons mentionné, le secteur de l'édition indépendante chilienne s'est caractérisé dès ses débuts par la construction de réseaux à plusieurs échelles, ainsi que par une politique d'alliances entre pairs, qui peu à peu, a institué des espaces d'échange de façon soutenue dans le temps. Il s'agit de réseaux qui vont assurer une large circulation de l'information, la projection d'actions collectives ainsi qu'une capacité à produire une

³¹⁴ Mise à part la maison d'édition Lom, tout le reste a fait partie à un moment ou un autre de la Chambre. En septembre 2001, cette dernière convoque une assemblée afin de modifier un article dans les statuts afin d'empêcher cette double filiation de certains membres appartenant au « estamento » corps des éditeurs.

³¹⁵ Citation originale : “Queremos que se abra la posibilidad de conversar el tema del libro en forma franca, abierta, con todos los matices que eso tiene. Intentamos hacer esto por años con la Cámara chilena del libro y siempre éramos minoría y nunca lográbamos hacer nada. Entonces, lo que hemos logrado hacer en torno a esto lo hicimos por fuera” (Boletín + Ojos para el Libro chileno, Santiago, 2006, p. 10).

réflexion sur eux-mêmes. Ces dynamiques de participation se révèlent centrales pour observer la construction d'une notoriété nouvelle sur la scène nationale et internationale.

Toujours dans le sens d'un développement progressif des réseaux, les éditeurs indépendants vont étendre leur présence vers un circuit international, en se joignant à l'Alliance internationale des éditeurs indépendants³¹⁶, dès sa création en 2002. Ces stratégies sont élaborées à partir d'une analyse qui vise à « rendre compte de la diversité de chaque contexte, mais en insistant sur les éléments unitaires nécessaires pour l'action »³¹⁷. En effet, au-delà des asymétries des cadres réglementaires de la culture de chaque pays, la mise en réseau leur fournit concrètement une batterie d'outils en commun, allant des chiffres, des diagnostics, des lignes programmatiques de travail, jusqu'à des documents juridiques et des propositions législatives, en passant par la construction d'un langage et d'un appareil conceptuel partagé.

À travers la participation soutenue à cette plateforme d'information, ils constatent qu'ils partagent un regard similaire sur les logiques de fonctionnement du marché de l'édition, ainsi qu'une certaine conception du livre et de la place centrale que la société devrait lui attribuer. Ce réseau rend possible l'élaboration successive d'éléments pour se penser à partir d'une vision multifocale, c'est-à-dire tant se positionner dans l'espace culturel national qu'au niveau mondial. Ajoutons à cela les échanges avec des figures emblématiques de l'édition indépendante, comme l'éditeur franco-américain André Schiffrin, qui vont renforcer l'identité de ce groupe dans sa dimension internationale, forgeant peu à peu ce qu'ils définissent comme le « mouvement de l'édition indépendante ».

Nous partageons, par ailleurs, le point de vue de Sophie Noël au sujet du rôle joué par la petite édition. Elle écrit : « Ces éditeurs peuvent en effet être considérés comme les révélateurs des luttes et des tensions du marché de l'édition au début du XXI^{ème} siècle, tiraillé par des principes de régulation à la fois complémentaires et antithétiques ».³¹⁸ Bien que Noël fasse ici référence à la France et qu'il s'agisse de pays présentant des situations assez

³¹⁶ L'Alliance internationale des éditeurs indépendants constitue le référent mondial de l'édition indépendante. Ayant son siège à Paris, elle a été créée en 2002 et s'organise par aires linguistiques qui comprennent près de 200 maisons d'éditions dans environ 50 pays. Editores Independientes a été le premier collectif d'éditeurs ayant rejoint l'Alliance. Actuellement, l'aire hispanophone est coordonnée par l'éditeur chilien Juan Carlos Sáez.

³¹⁷ Préface d'Etienne Galliard et Alexandre Tiphagne. *Des paroles et des actes pour la bibliodiversité*. Ouvrage collectif. Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2006, p.6.

³¹⁸ Sophie NOËL. « La petite édition indépendante face à la globalisation du marché du livre : Le cas des éditeurs d'essais « critiques » » in Sapiro (dir.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde, p.133.

différentes, l'analogie n'en est pas moins pertinente. Puisque la France dispose, par exemple, d'un champ qui est devenu autonome, il est intéressant de constater qu'il existe une situation partagée, dans une certaine mesure, entre l'édition indépendante de ces différents pays face à ce phénomène que Gisèle Sapiro décrit comme « globalisation éditoriale ».

Positionnement discursif et façons d'agir

« Nous voulons que le livre puisse donner à nouveau de la densité à notre culture. Nous voulons que le livre devienne à nouveau un sujet de conversation dans les foyers chiliens. Nous voulons inverser le chiffre qu'a fait apparaître l'Enquête Internationale sur l'alphabétisation des adultes menée par l'OCDE (2000) : 80% des Chiliens n'ont pas le niveau minimum de lecture pour s'insérer avec succès dans le monde d'aujourd'hui. Nous voulons que le livre occupe la place qu'il mérite, en tant que facteur de développement. Nous voulons que le Chili soit un pays créateur et producteur dans le cadre de la mondialisation et pas seulement un pays reproducteur ou consommateur de la création issue des cultures dominantes. Nous souhaitons que le Chili retrouve la place qu'il occupait dans la région dans la période des années 50-70 en ce qui concerne le comportement des lecteurs.

Nous voulons une TVA DIFFÉRENCIÉE POUR LE LIVRE [sic]». ³¹⁹

L'espace associatif devient ainsi une stratégie culturelle collective. Editores Independientes de Chile commence à s'installer progressivement sur la scène nationale du livre à travers différentes déclarations publiques, lettres ouvertes et des appels lancés aux lecteurs. Leur positionnement se manifeste, par exemple, par la création du label du « livre équitable », la mobilisation du concept de la « biodiversité », de la campagne du « prix unique », ou encore de la politique de la « TVA différenciée de 7% pour le livre ». Toutes ces démarches visent une plus grande présence de l'État dans le domaine culturel, et en particulier dans celui du livre, en renforçant la création locale et l'industrie éditoriale, ainsi que l'accès au livre à travers un riche circuit de librairies et de bibliothèques.

Le discours qu'ils vont peu à peu développer s'avère très international, imprégné des débats actuels du secteur culturel, dispensé par des petits éditeurs du monde entier. Un discours ancré dans la conception apportée par la *diversité culturelle* à laquelle ils donnent - tout en adhérant à son acception la plus vaste vis-à-vis des biens culturels - une traduction

³¹⁹« Lettre ouverte au président Ricardo Lagos » écrite par EDIN afin de lui solliciter une TVA différenciée pour le livre ainsi que la mise en place d'une politique nationale pour le livre et la lecture. Santiago, avril 2005. Cited original: «Queremos que el libro vuelva a dar densidad a nuestra cultura. Queremos que el libro vuelva a ser un tema de conversación en las casas de Chile. Queremos invertir la cifra que arrojó la Encuesta Internacional de Alfabetización de Adultos de la OCDE (2000): el 80 % de los chilenos no tiene el nivel de lectura mínimo para insertarse satisfactoriamente en el mundo de hoy. Queremos que el libro ocupe el lugar que se merece, como factor de desarrollo. Queremos que Chile sea un país creador y productor en el marco de la globalización y no solo reproductor o consumidor de la creación de culturas dominantes. Queremos que Chile vuelva a estar en el lugar destacado en comportamiento lector que ocupó en la región, en las décadas del 50 al 70. “Queremos IVA DIFERENCIADO PARA EL LIBRO”. EDIN, avril, 2005.

locale et sectorielle (liée au livre), celle de la diversité éditoriale, qui s'installe solidement après la rencontre *Les éditeurs indépendants du monde latin et la biodiversité*, qui a lieu à Guadalajara, Mexique, en 2005. Le message que le Directeur général de l'Unesco, Koïchiro Matsuura, adresse aux participants souligne d'une façon très claire la portée de ce sujet :

« Dans un marché éditorial international beaucoup plus développé que par le passé, la nécessité de promouvoir la diversité et le pluralisme culturels au sein du secteur du livre donne lieu à un défi urgent et impératif. La biodiversité, dont le concept nouveau est maintenant tout à fait reconnu, exprime à l'instar de la diversité culturelle et biologique, la réalité d'un bien précieux qu'il convient de préserver pour rendre possible l'épanouissement intellectuel des générations futures »³²⁰.

À l'occasion de cette rencontre, Editores Independientes de Chile est représentée par Marisol Vera (Editions Cuarto Propio) et Paulo Slachevsky (Editions Lom). Paulo y présente une communication intitulée : « Pour le renforcement des industries éditoriales dans les pays du sud » dans laquelle il met en avant l'enjeu que représente le phénomène de concentration éditoriale pour les éditeurs indépendants des pays périphériques, arguant que ce sont les pays qui assurent en grande partie la variété culturelle des ouvrages.

Il est pertinent d'observer la suite de ce débat articulé autour du rapport qui lie industries éditoriales, biodiversité et concentration à l'échelle latino-américaine. S'inscrivant dans la même approche d'une vision commune des pays du sud, en 2007, Editores de Chile organise le Séminaire international intitulé « Vers une politique d'intégration du livre latino-américain : politiques publiques, concentration et biodiversité » qui inclut la participation de l'éditeur André Schiffrin, de Pablo Harari des Éditions Trilce (Uruguay), coordinateur du réseau hispanophone de l'Alliance des éditeurs indépendants, de José Antonio Quiroga, éditeur de la maison d'édition Plural (Bolivie) ainsi que de la ministre de la Culture de l'époque au Chili, Paulina Urrutia. Les thématiques proposées et les participants conviés à ce séminaire laissent transparaître une recherche d'intégration, à vocation latino-américaniste, qui ne s'enferme pas dans la défense de l'industrie nationale mais qui met l'accent sur l'importance qu'ont les créateurs et les industries culturelles pour la culture d'un pays.

Editores Independientes de Chile, en tant qu'association, assure la rencontre et la coordination de ses membres, et tente de sensibiliser les organisations et les pouvoirs publics,

³²⁰ Alliance des éditeurs indépendants (coll.). *Des paroles et des actes pour la biodiversité*. Message de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2006, p.14.

dans le domaine des politiques du livre et de la lecture, pour la mise en place d'un contexte durable pour la création, l'édition et la commercialisation d'ouvrages au niveau national, à travers un circuit de libraires et de bibliothèques et, au niveau international, à travers des fonds pour promouvoir l'édition chilienne des auteurs nationaux à l'étranger.

Edition indépendante et « pensée critique »

« Sur le long terme, l'impact le plus évident et dommageable est la tendance à homogénéiser à la fois la pensée critique et la circulation des idées à un niveau de divertissement plutôt que de réflexion »³²¹.

Les titres des catalogues des maisons d'édition qui font partie d'EDIN témoignent d'une grande diversité de sujets, tout comme les noms des collections. Il s'agit pour la plupart d'auteurs et de sujets que l'on pourrait qualifier de « critiques » du cadre politique et social actuel du Chili. Cela s'explique, entre autres raisons, par le fait qu'il s'agit surtout d'une production post dictature, soucieuse de diffuser des sujets invisibles pendant la période dictatoriale.

Ils correspondent majoritairement à des essais (historiques, sociaux ou journalistiques) qui mettent en circulation des débats qui remettent en question le modèle politique chilien, la façon de le construire – notamment les accords de « ne rien toucher »³²² - contestant l'image de pays modèle³²³ tant pour sa transition que pour son économie. Une remise en question portée par les éditeurs indépendants qui s'assignent la fonction de « former des citoyens critiques ». Selon l'éditeur de Lom Paulo Slachevsky : « Nous voulons donner aux citoyens un *outil pour développer leur capacité critique face au bombardement des medias* et leur permettre d'être des citoyens et non pas de simples segments du marché »³²⁴. De cette manière, ces éditeurs s'investissent dans la lutte contre le phénomène de concentration des medias au Chili et l'uniformisation de l'information qui circule dans le pays.

³²¹ Citation originale: "El impacto más evidente y dañino a largo plazo es la tendencia a homogeneizar tanto el pensamiento crítico como la circulación de ideas a un nivel más bien de entretenimiento que de reflexión" Marisol Vera. Journal Punto Final "Entre las multinacionales y la edición independiente". Santiago, juin 2001.

³²² Tomás MOULIAN

³²³ Voir Maite DE CEA, Paola DIAZ et Kerneur Geraldine (coord.). *Chile: ¿de país modelado a país modelo? Una mirada desde lo político, lo social y la economía*. Santiago, autoedición, 2008.

³²⁴ Paulo Slachevsky. Citation originale: "queremos dar una herramienta a los ciudadanos para desarrollar su capacidad crítica frente al bombardeo comunicativo y posibilitar que sean verdaderos ciudadanos y no meros segmentos del mercado". L'éditeur a prononcé cette déclaration au moment de la parution de la Collection populaire "*Libros del ciudadano*", dirigée par Germán Marín et qui a publié des auteurs nationaux renommés tels que José Miguel Varas, Vicente Huidobro, Tomás Moulian, Miguel Arteche et Pedro Lemebel mais aussi des auteurs étrangers comme Audrey Beardsley, Marc Twain, Federico García Lorca, Voltaire, Rubén Darío, etc. Il s'agissait d'une initiative de livres de petit format (plus fin que le format de poche) et à un prix très accessible « de kiosque » (2 euros). Pour sa part, Germán Marín signalait « la collection sera hétérogène et inclura des auteurs fondateurs de la littérature et la pensée ».

2.6. Un best seller de « la pensée critique »



Couverture, deuxième édition.

Il existe un cas emblématique : *Chile actual : anatomía de un mito* (*Le Chili actuel : anatomie d'un mythe*), considéré comme « le » best seller de la transition. Publié par la maison d'édition Lom, conjointement avec l'Université Arcis, cet essai du sociologue Tomás Moulian a réussi à vendre plus de 32 000 exemplaires, un chiffre inédit pour le Chili. Ce succès éditorial en est déjà à sa troisième édition. De son côté, l'éditeur de Lom affirmait : « C'est devenu le livre le plus vendu pendant toute une année, il a révélé qu'il y avait un malaise profond dans la société chilienne et que tout le monde ne vivait pas « la joie arrive » – le slogan de la Concertation –, le débat était très intéressant et on a observé un renforcement des publications en sciences sociales »³²⁵. Lorsque nous avons demandé à Tomás Moulián, dans le cadre d'un entretien, comment il expliquait ce phénomène de super vente, il nous a répondu :

Maintenant, une question très personnelle : que signifie pour vous la publication de « Le Chili actuel : Anatomie d'un mythe » ?

Une surprise, tout d'abord une surprise, c'est-à-dire j'ai publié ce livre en croyant que ce serait un livre comme les autres, les autres avaient eu un certain écho dans les groupes d'intellectuels... parmi lesquels je « circulais », c'étaient des amis - alors nous pouvons dire que ça a été un succès parmi mes amis. Et... ce livre apparaît et une semaine plus tard, à peu près hein, ce livre commence à se situer parmi les meilleures ventes de livres publiées par El

³²⁵ El Clarin de Chile, le 20 décembre 2007. Interview avec Paulo Slachevsky par Mario Casasús.

Mercurio, et y a figuré durant 56 semaines, puis pendant près d'un an. Eh bien, c'était une vraie surprise.

Pourquoi pensez-vous qu'il soit devenu une super vente ?

Je crois ... parce que ce fut le premier livre de critique de ce que nous appelons la transition ou le post pinochétisme et parce qu'il était lié à d'autres livres qui apparaissent aussi en même temps que le mien, mais un petit peu plus tard, dont « Chile perplejo » (Le « Chili perplexe ») d'Alfredo Jocelyn - Holt, un autre livre dont je ne me souviens pas le nom de Marco Antonio de la Parra. Alors... la figure en particulier de Marco Antonio de la Parra , qui était connu pour d'autres choses, ses pièces de théâtre, notamment « Lo crudo, lo cocido y lo obscuro » (« Le cru, le cuit et l'*obscène* ») [il le dit en se souvenant lentement] qui était le nom de l'une d'entre elles, qui est rejetée, en fait qui est acceptée par le Théâtre de l'Université Catholique et ensuite le Théâtre ne veut pas montrer la pièce à cause des ordres de l'Université, puis elle avait eu un certain écho, alors euh ... les liens avec ces noms et le fait que c'était la première critique, tout cela a fait de mon livre un best-seller , un best-seller pour le Chili. Jusqu'à présent 30 mille exemplaires de ce livre ont été vendus, on peut dire que dans n'importe quel pays, ce n'est pas beaucoup, mais ici ça en fait une super vente. Ce n'est pas le livre que j'ai le plus vendu, celui qui a été le plus vendu au Chili est « El consumo me consume » (« La consommation me dévore ») avec environ 47 mille exemplaires.

[...] Alors, quand ce livre apparaît [Chile actual], je suis étonné qu'il commence à apparaître dans El Mercurio, et continue à apparaître, apparaît encore et continue à apparaître, devenant un livre qui est acheté – je ne sais pas si on le lit – parce qu'il s'agit d'un phénomène de mode, et alors les phénomènes de mode hein ... font que les gens disent, oui, bien sûr, je l'ai lu... Mais c'était comme ça : inattendu³²⁶.

³²⁶Citation originale : **Ahora, esta es una pregunta muy personal: ¿qué significó para Ud la publicación de “Chile actual: anatomía de un mito”?** : Una sorpresa, lo primero que todo una sorpresa, o sea yo publiqué ese libro eh creyendo que iba a ser un libro como los otros, los otros habían tenido una cierta resonancia entre los grupos de intelectuales ...entre los cuales yo circulaba- que eran amigos- entonces podemos decir que había sido un éxito entre mis amigos. Y...aparece este libro, y a la semana de aparecer este libro eh aparece a figurar entre los libros más vendidos de El Mercurio, que sale en El Mercurio, y estuvo 56 semanas apareciendo, entonces casi un año, apareciendo allí. Bueno, eso fue absolutamente una sorpresa. **¿Por qué cree Ud que se transformó en super venta?** Yo creo...porque fue el primer libro de crítica a lo que podemos llamar la transición o el post pinochetismo y porque además se conecta con otros libros que también aparecen al mismo tiempo que el mío, pero un poquitito después, entre ellos “Chile perplejo” de Alfredo Jocelyn- Holt; un libro que no me acuerdo su nombre de Marco Antonio de la Parra, ah? Entonces...la figura sobre todo de Marco Antonio de la Parra que era una figura conocida por otras cosas, por sus obras de teatro y especialmente por “Lo crudo, lo cocido y lo obscuro” (lo dice lentamente recordando) que era el nombre de una de ellas, que tiene, que es rechazada, que es aceptada por el Teatro de la Universidad Católica y después el Teatro no la quiere dar por órdenes de la

De son côté, l'éditeur de Lom, Paulo Slachevsky affirmait : « C'est devenu le livre le plus vendu pendant tout une année, il a révélé qu'il y avait un malaise profond dans la société chilienne et que tout le monde ne vivait pas dans « la joie arrive » – le slogan de la Concertation –, le débat était très intéressant et on a observé un renforcement des publications en sciences sociales »³²⁷.

2.7. Editores independientes de Chile : Quelques propriétés constitutives

Dans cette partie, il s'agit pour nous de présenter quelques propriétés morphologiques du sujet étudié, à partir d'une enquête menée sur la période février-mars 2012, auprès d'une population de 47 maisons d'édition. Notre enquête a fait apparaître que, dans leur majorité, les maisons d'édition étudiées ont été créées à la fin de la dictature. En fait, mises à part Editorial Universitaria (1947) et Editorial Jurídica Andrés Bello (1945) - toutes deux traditionnelles et anciennes -, le reste a vu le jour pendant la période 1984-1990. Une petite poignée des projets éditoriaux - *Pehuén*, *Cuarto Propio*, *Cesoc*, entre autres-, ont vu le jour dans les années 80, durant les dernières années de la dictature, suivis de Lom, en 1990, et du reste au cours des années 90. Pour leur part, les maisons d'édition universitaires furent créées presque toutes dans les années 2000. Cet antécédent, en plus de montrer une certaine jeunesse de ce groupe dans le champ éditorial, réaffirme notre lecture d'un épanouissement des maisons d'édition, qui s'inscrit dans le processus de retour à la démocratie et des attentes que celui-ci génère dans le monde de la culture au cours de cette période. De même, on observe que la majorité des fondateurs (31, 8%) ont créé leurs projets alors qu'ils se situaient dans une fourchette d'âge située entre 20 et 30 ans.

À cet égard, une caractéristique du collectif Editores independientes de Chile est la diversité des profils de ses membres, qui assure un univers très riche. Nous y trouvons en effet des éditeurs qui se reconnaissent de façon ouverte comme étant de gauche, ayant « un projet culturel critique » comme le sont Lom, Cuarto Propio ou RIL et d'autres, au profil politique

Universidad, entonces había causado cierta resonancia, entonces eh... la vinculación con esos nombres y el hecho de ser la primera crítica, hacen que mi libro se convierta un éxito de ventas, un éxito de ventas para Chile, hasta el momento ese libro 30 mil ejemplares, que podemos decir que en cualquier país no es mucho, pero aquí lo convierte en un super venta . No es el libro mío que más se ha vendido, el que más se ha vendido en Chile es "El consumo me consume" que ha vendido como 47 mil ejemplares. (...) Entonces cuando este libro aparece, yo me sorprendo que empiece a aparecer en El Mercurio, y que siga apareciendo, siga apareciendo, siga apareciendo y se convierta por lo tanto en un libro que se compra- no sé si se lee- porque es un fenómeno de moda, entonces los fenómenos de moda eh... hacen que la gente diga: sí, claro, yo lo leí... Pero fue así: inesperado...Entretien avec Tomás Moulian, Santiago, avril 2009.

³²⁷ *El Clarín* de Chile, le 20 décembre 2007. Interview de Paulo Slachevsky par Mario Casasús.

plus au centre, qui se définissent plutôt comme appartenant à un humanisme laïque, tel que Juan Carlos Saéz, dont la contribution disciplinaire comme ingénieur et professeur universitaire a été indispensable pour l'association dans la production des chiffres sur le secteur. S'y font aussi entendre des voix qui font partie de l'histoire intellectuelle de la nation, comme celle de l'éditeur Eduardo Castro d'Editorial Universitaria, considéré le doyen de l'édition au Chili. La production éditoriale universitaire est, quant à elle, représentée par les maisons d'éditions de l'Université de Santiago, l'Université Raúl Silva Hénriquez et de l'Université du Chili et d'autres universités de province. On peut aussi y trouver un profil comme celui de l'éditeur et psychiatre (et militant du mouvement pour le vélo et le développement des pistes cyclables, *Ciclistas furiosos*) Francisco Hunneus de Cuatro Vientos, sorte de « scientifique et mystique » qui se spécialise dans la psychologie, la Gestalt et le développement personnel. Il y a aussi Marisol Vera, de Cuarto Propio, éditrice très orientée vers les thèmes de genre et la littérature des femmes ou encore Gonzalo Badal, éditeur d'Ocho Libros, la maison d'édition qui accorde – à notre avis – la plus grande importance à la qualité esthétique des livres au sein de ce collectif. Notamment consacrée aux livres sur l'art, la photographie, ou la théorie de l'art, cette maison d'édition se distingue par l'excellence éditoriale (au niveau technique), le soin apporté au choix du papier, la correction du style, la mise en page et son design général.

En outre, nous avons observé que ces éditeurs possèdent des diplômes universitaires (pour la plupart une licence), qu'une partie considérable d'entre eux connaissent des langues étrangères et qu'ils ont progressivement construit une relation avec le monde universitaire et intellectuel du « progressisme ». En ce qui concerne l'autodéfinition de leur projet, on peut établir le cadre suivant : 40% déclarent un projet notamment culturel, 40% un projet politique et culturel et 20% se dénomment une entreprise culturelle.

Une autre caractéristique est que le travail éditorial est leur principale (voire la seule) source de revenus³²⁸, ce qui les différencie d'autres petits éditeurs qui publient sporadiquement, en faisant des travaux à côté comme une source de revenus et produisant des livres de façon semi artisanale en tirages très limités, comme c'est le cas, par exemple, de plusieurs membres du groupe La Furia del Libro. Ce n'est pas exactement un caractère artisanal du métier d'éditeur que les éditeurs qui font partie d'EDIN ont voulu mettre au cœur

³²⁸ Lom et RIL Editores sont les deux seules maisons d'édition à posséder leur propre imprimerie. (RIL vient de vendre la sienne en 2016). Elles proposent des services graphiques et d'impression aux autres petites maisons d'édition, à des clients particuliers et à diverses institutions de l'État.

de leur identité. Bien au contraire, ils ont professionnalisé de plus en plus leur travail, développé des compétences spécifiques et amélioré les aspects techniques propres à l'édition. Il s'agit d'un secteur qui s'est investi dans sa professionnalisation³²⁹ passant, ces vingt dernières années, de l'autodidaxie à la production d'un savoir éditorial propre.

RIL Ediciones : la bibliodiversité pour « transcender la culture du jetable »³³⁰

RIL, de son acronyme Red Internacional del Libro (Réseau International du livre) a été fondée en 1991, par les éditeurs argentins Daniel Calabrese et Eleonora Finkelstein. À l'origine, Daniel Calabrese, qui est écrivain, et Eleonora, actrice et maîtresse d'école, travaillaient comme conseillers éditoriaux à la mairie de Mar del Plata, en Argentine, et ont commencé à représenter l'entreprise espagnole Red Hispanoamericana Editorial (RHED), maison d'édition qui publiait des contenus universitaires. Ce modèle surgit comme une solution pour les universités locales, tout en offrant des services éditoriaux, d'imprimerie et une chaîne de distribution. Quelques années après, on leur propose d'ouvrir une filiale au Chili ; une succursale qui fermera trois mois après. C'est alors que ces éditeurs décident de rester dans le pays et de continuer avec un projet éditorial propre.

Au début, la première chose qu'ils publient, ce sont des textes développés autour du programme CREA, un accord de collaboration entre Ril et l'Université du Chili. Il faut rappeler que dans ces années-là, la maison d'édition historique Editorial Universitaria de l'Université du Chili, traversait une grave crise financière. Daniel Calabrese se souvient de ce moment où ils sont arrivés au Chili : « Nous nous sommes trouvés face à une énorme demande de publication ...et nous avons réussi à la satisfaire ». En fait, à l'époque, avec une démocratie qui venait tout juste de voir le jour, il existait au Chili tout un ensemble de livres qui n'étaient pas facile à publier et encore moins à diffuser par les universités nationales.

Cette modalité de travail, offrant des services d'édition et de publication des contenus universitaires, a marqué le parcours de la maison jusqu'à aujourd'hui.

De même, la puissance progressive qu'acquéraient les grands conglomérats espagnols en Amérique latine va requérir du développement d'une stratégie de survie et de maintien des maisons d'éditions locales. L'éditeur signale : « Ils achetaient les "marques" avec tous leurs catalogues, leurs éditeurs, et conservaient les lignes les plus vendeuses. C'est un processus de phagocytation des maisons d'édition, car ensuite on va se passer de leurs éditeurs. Tout est très industriel. ». RIL s'est alors investi pour incorporer la technologie à son savoir-faire, se dotant d'un système d'impression numérique - sur demande-, ce qui leur permet de se financer, de garder leur autonomie et de publier des lignes éditoriales plus difficiles, auxquelles les grands groupes ne s'intéressent pas en raison de critères de rentabilité.

Les années à venir ont produit la diversification d'un catalogue qui aujourd'hui comprend : littérature, essai, chronique, arts scéniques, bande dessinée, roman graphique, sciences sociales, philosophie, droit, administration, développement personnel, musique, photographie et loisirs. RIL définit son catalogue par le concept de « transversalité » pour l'ampleur de sa proposition : « Nous nous focalisons sur la diffusion d'auteurs et d'ouvrages qui reflètent les tendances de la connaissance, sans qu'elles soient soumises à des modes passagères ou à la simple contingence ». Leur pari est de générer « différents livres pour des lecteurs différents » face à

³²⁹ La professionnalisation dans le secteur de l'édition est encore marginale au Chili, la faible offre de formations liées au métier jouant un rôle déterminant. Dans ce cadre, il nous faut faire mention du master en édition de l'Université Diego Portales (université privée).

³³⁰ "Trascender a la cultura de lo desechable".

un modèle actuel de massification qui conçoit les lecteurs comme des sujets identiques entre eux. La « bibliodiversité³³¹ » représente pour eux une dimension clé pour assurer l'existence des différentes expressions culturelles.

RIL et Lom constituent les deux plus grandes maisons d'éditions chiliennes, toutes les deux étant les seules à avoir leur propre imprimerie. Elles partagent certains éléments de taille, de genres publiés et de niche du marché, du fait du contexte historique dans lequel elles se sont conçues. L'éditeur de RIL décrit le concept selon lequel la maison a construit son offre éditoriale : « *Nous hébergions de nombreuses publications en sciences sociales, en histoire qui n'avaient pas leur place. Nous et Lom, qui s'était créée une année avant, nous avons commencé à répondre à ce besoin* ». Mais les deux maisons se différencient aussi en raison du projet envisagé ; Daniel Calabrese définit ainsi son pari dans le cadre de notre entretien : « Nous sommes un projet purement éditorial ».

Présentant un discours davantage centré sur la professionnalisation et la consolidation des maisons d'éditions indépendantes en tant qu'entreprises culturelles, l'éditeur de RIL apporte des arguments sur la nécessité de développer des outils et des capacités concrètes pour leurs structures. Pour lui, il s'agit d'une vocation d'expansion de catalogues qui a besoin d'une croissance basée sur l'optimisation du propre modèle du négoce : améliorer les conditions du cadre institutionnel pour le livre.

Bien que RIL soit un des membres fondateurs de l'Association des éditeurs indépendants du Chili (elle fait partie de la commission chargée du numérique) et qu'elle ait participé activement du processus d'élaboration de la Politique nationale du Livre et de la Lecture 2006, en offrant même l'impression gratuite de ses publications, son éditeur se montre assez pragmatique et insatisfait par rapport aux avancées « concrètes » obtenues : « *Au début, elle a joué un rôle très important. Nous avons réussi à être un interlocuteur valide face à l'État et puis nous avons réussi à mettre en place un distributeur de livres chiliens en Argentine... mais bon, après, la crise économique est arrivée en Argentine et puis avec la dévaluation, il a fallu fermer ce projet... cela a sûrement été l'une des réussites principales [...]* En son temps, l'Association était très homogène, plus maintenant, aujourd'hui il y a des membres avec des tailles et des caractéristiques très différentes. La construction a été beaucoup plus difficile lorsque se sont ajoutées des maisons d'édition universitaires, de province, plus petites. Les intérêts n'étaient plus les mêmes. Mais oui, l'autre réalisation majeure est la librairie (il se réfère à la librairie Gabriela qu'EDIN avait créé au sein du Centre culturel Gabriela Mistral, l'année 2011, mais qui aujourd'hui ne leur appartient plus).

RIL affiche une condition particulière : elle est la seule maison d'édition à appartenir à la fois à EDIN et à la Chambre chilienne du livre. Par rapport à la façon d'agir d'EDIN, Calabrese signale : « *Cependant, toute entité de cette nature doit avoir une position politique si elle veut engager un dialogue avec l'institution qui dirige la culture. Parfois elle a été plus idéologique que politique en soi, ou parfois elle a été plus conflictuelle au sujet des intérêts et a été politiquement instrumentalisée. C'est un sujet complexe. Notre position est que la défense des intérêts corporatistes a été largement négligée et que le discours politique a reçu beaucoup de poids. Par exemple, la Chambre du Livre est beaucoup plus pratique pour ses membres et EDIN beaucoup plus politique pour ses membres, sa gestion l'est. Il y a un excès de déclarations publiques, croyant souvent que la société est très attentive aux problèmes internes d'un si petit secteur, d'un si petit corps de métier. Elle [EDIN] ne se préoccupe pas assez que ses membres se développent et qu'elles puissent avoir leur propre poids, un poids spécifique plus important* ».³³²

Une autre caractéristique de la maison est qu'elle possède un siège en Espagne (travaillant avec des distributeurs dans huit communautés autonomes). Elle veut ainsi « être le point qui amène la création latino-américaine vers l'Espagne », en offrant des genres tels que roman, poésie et

³³¹ Dont nous avons raconté plus haut.

³³² Entretien avec Daniel Calabrese, mai 2012.

fiction et souhaite, en contrepartie, « donner à voir au Chili le travail académique et de création qui se développe en Espagne »³³³.

RIL s'est spécialisée dans une modalité de travail sous-tendue par des alliances avec des chercheurs, des universités et des institutions publiques et privées. De ce fait, la maison fournit l'édition des contenus, assure la publication et diffusion de leurs travaux scientifiques, patrimoniaux ou littéraires. Citons par exemple des chercheurs qui mettent en place des projets FONDECYT³³⁴, la DIBAM ou certaines facultés des universités publiques ou privées. La maison dispose actuellement d'un fonds éditorial de 1 000 titres, publiant 100 titres par année et vendant 50 000 titres annuels.

Bien que l'achat doive se réaliser par des plateformes telles que Buscalibre ou Amazon, ou sur place, dans des librairies ou magasins, RIL propose un catalogue en ligne pour la recherche de ses livres. En ce qui concerne son organisation interne, la maison d'édition compte 16 employés permanents et 20 de façon indirecte (correcteurs, metteurs en page, style, graphistes, vendeurs occasionnels (foires, etc.). Les opérateurs logistiques et du site web sont externalisés. Force est de signaler que, de toutes les plateformes consultées, celle-ci est celle qui fonctionne le mieux, il faut souligner la qualité du design, en termes de structuration des informations ainsi que la mise en scène impeccable des contenus proposés. Le site est habillé par les très belles illustrations de Marcelo Uribe Lamour.

Nous décrivons ici un secteur correspondant à un ensemble de petites et moyennes structures éditoriales, qui se définissent principalement par la notion d'« indépendance » pour se différencier des « majors » de l'édition. En outre, ils partagent certaines caractéristiques quant à leur taille, leur mode de fonctionnement, la gamme de genres qui font leur catalogue ainsi que la façon dont ils se sont définis: à partir d'un projet éditorial conçu comme « critique³³⁵ ». Leur travail se concentre en particulier sur la publication de textes de sciences sociales, histoire, littérature et d'essais, d'études culturelles, d'études de genre et des textes universitaires spécialisés, la réédition d'auteurs latino-américains, le sauvetage d'œuvres oubliées d'auteurs nationaux, des classiques de la pensée sociale universelle et la poésie qui constitue une partie importante de leur fonds éditorial.

Leurs lignes éditoriales sont aisément reconnaissables et possèdent une cohérence interne. Maintenues dans le temps, elles constituent des niches éditoriales tacitement distribuées qui ont fini par façonner une expertise particulière. De cette façon, elles contribuent à assurer un certain pluralisme au sein du répertoire de l'édition nationale, offrant une palette d'œuvres qui n'auraient pas pu exister, eu égard à leur faible intérêt commercial

³³³ Source : www.rileditores.com/rilespana

³³⁴ FONDECYT est le Fond national de développement scientifique et technologique qu'appartient à la Commission nationale de recherche scientifique et technologique du Chili- CONICYT.

³³⁵ Sophie NOËL. *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, 2012, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, coll. « Papiers ».

pour dans le domaine de la grande production. Du point de vue du rôle que joue leur catalogue, les éditeurs indépendants offrent au public toute une pépinière d’auteurs émergents, tout en mettant à disposition un patrimoine en résonance avec les thèmes relatifs aux débats sur la réalité sociale, politique et culturelle du pays. En vertu d’un discours qui attribue une grande importance à l’idée de construction d’un « lecteur-citoyen », fondement de base pour la cimentation d’une « citoyenneté critique », sont publiés tout un ensemble d’ouvrages qui traitent de sujets tels que : la transition politique, la mémoire, les peuples originaires, le patrimoine culturel et musical, le modèle économique chilien, le système d’éducation, la littérature de femmes ou d’autres sujets de l’histoire récente produite par des universitaires et des intellectuels nationaux également considérés comme « critiques » du cadre économique et politique actuel. L’édition indépendante peut alors être vue comme un secteur qui offre les garanties d’une certaine liberté de pensée qui contraste avec l’uniformisation de l’information et des débats publics au Chili, et qui permet l’enrichissement du catalogue national.

Tableau : les meilleures ventes

Maison d’édition	Titres	Auteurs *	Année	Nombre d’exemplaires
Cesoc	Pas de réponse			
Cuarto Propio	Ser política en Chile: los nudos de la sabiduría feminista. (Être politique au Chili: les noeuds de la sagesse féministe)	Julieta Kirkwood	1990	2 000
	La insubordinación de los signos (L’insubordination des signes)	Nelly Richard	1994	3 000
	Ni yo, Claudio Bertoni (Pas même moi, Claudio Bertoni)	Claudio Bertoni	1996	3 500
	Stella Díaz Varín: Obra reunida (Oeuvre complète)	Stella Díaz Varín	2011	2 000
Cuatro Vientos	El oráculo del guerrero (L’oracle du guerrier)	Lucas Estrella	1995	125 000
	Sueños y existencia (Rêves et existence)	Fritz Perls	1974	39 000
	El darse cuenta (Se rendre compte)	John O. Stevens	1976	35 000
	El enfoque Gestalt y Testigos de terapia (L’approche Gestalt et témoins de thérapie)	Fritz Perls	1976	25 800
J.C.Sáez editor	Emociones y lenguaje en educación y política (Émotions et langage en éducation et politique)	Humberto Maturana	1989	Plus de 25 000
	Ontología del lenguaje (Ontologie du langage)	Rafael Echeverría	1993	Plus de 50 000
	How to survive in the Chilean Jungle	John Brenan et Álvaro Taboada	1994	Plus de 50 000
	La colección de aventuras de Ogú Mampato y Rena (La collection des aventures d’Ogú Mampato et Rena)	Themo Lobos	1997	Plus de 500 000
Lom	Chile actual: anatomía de un mito (Le Chili actuel : anatomie d’un mythe)	Tomás Moulian	1997	Plus de 50 000
	Palabra huevón (Le mot “huevón”)	Cosme Portocarrero	1998	Plus de 50 000
	Condor Mallku	Oswaldo Torres	2007	Plus de 40 000
	Poemes	Vicente Huidobro	1998	Plus de 30 000
Pehuén	Pas de réponse			

RIL	Ayer soñé con Valparaíso (Hier, j'ai rêvé de Valparaíso)	Manuel Peña	1999	6 000
	La hija del tigre : Biografía de Michelle Bachelet (La fille du tigre : biographie de Michelle Bachelet)	Gonzalo Rojas et Rosario Guzmán.	2005	4 500
	La dieta de la muerte. Testimonios de una joven anoréxica (Le régime de la mort. Témoignages d'une jeune anorexique)	Dennise Fuentes	2007	5 000
	Speaking chileno	Jared Romey	2009	4 000

Ces éditeurs présentent également la caractéristique de s'être organisés, d'avoir réussi à survivre, et de peser dans l'espace éditorial national. Pour subsister matériellement, il est nécessaire de publier une quantité minimum de titres par année et de disposer d'un fonds vivant³³⁶ assez consistant. Le nombre de titres publiés annuellement constitue certes un indicateur disparate, mais nous pouvons affirmer qu'il oscille entre 40 et 80 pour les plus grandes de ces structures (Lom, Cuarto Propio, *Pehuén*, Editorial Universitaria et RIL), et entre 6 et 10 pour les plus petites.

Avoir un « Cuarto Propio »³³⁷ : une maison pour la production intellectuelle des femmes et de la « pensée critique » au Chili

S'inspirant du nom d'un essai de l'écrivaine britannique Virginia Woolf, la maison d'édition a été créée en 1984 par l'économiste Marisol Vera. La genèse, tout comme l'itinéraire de la maison est liée à l'histoire contemporaine du féminisme chilien. D'abord, pendant la dictature est apparu un mouvement des femmes, qui allait des femmes des bidonvilles, aux universitaires en passant par des collectifs d'artistes qui faisaient partie de la résistance contre la dictature. Une des premiers textes publiés fut un recueil de poèmes intitulé « *Hacer de la noche día* » (Faire de la nuit le jour) de Victoria Aguilera, en 1989 (dans la collection *Mujer y Límites*), une femme pobladora³³⁸ qui avait participé à un atelier de littérature dans le cadre de ce mouvement culturel et politique. Ensuite, pendant la démocratie, elle constitue une tribune aux voix indispensables de la littérature « au féminin » au Chili. Des auteurs clés telles que Nelly Richard, Diamela Eltit ou Carmen Berenguer font partie du patrimoine bibliographique de la maison. La maison a pris part activement à l'organisation du Premier colloque international de littérature féminine, réalisé à Santiago, en 1987, et qui a compté sur la participation d'intervenants venus des pays de l'Amérique latine et de l'Espagne. Cette journée a eu comme résultat la publication du texte « *Escribir en los bordes. Congreso Internacional de Literatura Latinoamericana* » paru en 1990, dans la propre maison et qui réunit les débats principaux ayant eu lieu au sein de cette instance.

Cuarto Propio a publié en 1990 un texte capital (et récemment redécouvert) de la sociologue Julieta Kirkwood (1936-1985), précurseuse des études de genre dans le pays et l'une de fondatrice du féminisme. Il s'agit de « *Ser política en Chile. Las Feministas y los Partidos* » dont la première édition a été publiée par FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias

³³⁶ Selon Jean-Marie BOUVAIST cela correspond à une somme de dix à quinze titres par an ainsi qu'à un fonds vivant d'une centaine de titres. Jean-Marie BOUVAIST ; Jean-Guy BOIN. *Du printemps des éditeurs à l'âge de la raison : les nouveaux éditeurs en France, 1974-1988*, Paris, La Documentation française-Sofedis, 1989. p. 197.

³³⁷ Sa propre chambre, son propre endroit.

³³⁸ « Pobladoras », terme qui n'a pas de traduction en français mais qui se réfère aux habitants des quartiers défavorisés au Chili.

Sociales) en 1986. Pour sa re-édition, Cuarto Propio ajoutait le sous-titre « *Ser Política en Chile. Los nudos del feminismo* » au même temps que le retour à la démocratie s'inaugurait. Son slogan est « générant de la pensée critique depuis 1984 », ce qui prends corps concrètement dans la publication des écrits « critiques » d'auteurs tels que Pedro Lemebel (dont les premiers textes, comme « La esquina es mi corazón » ont été publiés par la maison), Nelly Richard, Claudio Bertoni, Carmen Berenguer, Gonzalo Millán, Leonidas Morales, Nona Fernandez, Mauricio Electorat ou Carla Cordua.

Possédant un fonds éditorial de 900 titres, avec 500 titres vivants ou en circulations et publiant 35 livres par année (sans compter les rééditions), Cuarto Propio est une des maisons d'éditions des plus stables du paysage national chilien. La maison a menée également - et comme stratégie de survie du projet - l'agenda Click dans les années 1990-2000 (auquel nous consacrons une note en bas de page dans la partie II de cette thèse). De petite taille, la structure au jour d'aujourd'hui possède 6 employés permanents plus le personnel externalisé. Le personnel stable s'est considérablement réduit dans les dernières années à cause de contraintes financières. Elle accumule 3 décennies de vie éditoriale ininterrompue.

Son catalogue abrite les sciences sociales, la critique culturelle, les arts de la scène, des essais, poésie, romans, jeunesse et quelques classiques de la littérature latino-américaine et universelle. Cuarto propio publie également, en co-édition avec le Centre d'études de genre et de culture de l'Université du Chili, CEGECAL, la Revue *Nomadas*, dispositif spécialisé en études de genre et théorie critique féministe fondée en 1995 et qui a comme éditrice l'universitaire Kemy Oyaryún. Le visage public de la maison, Marisol Vera, a exercé comme présidente et vice-présidente de l'Association des éditeurs indépendants, dont Cuarto Propio est l'un des membres fondateurs.

En ce qui concerne la répartition sexe-genre des dirigeants de ces maisons d'édition, nous constatons que ce domaine demeure un terrain essentiellement masculin. Même si la présence de femmes à la tête de maisons d'édition est considérable, elles ne représentent que 41,7% des cas. Marisol Vera (Cuarto propio) représente la maison d'édition consacrée aux sujets de genre et de littérature des femmes par excellence, s'appuyant sur une place reconnue sur la scène culturelle. Mais on trouve également des projets dirigés par des femmes comme Camila Rojas (Quilombo Ediciones), Ana Pavez (Editorial Amauta), Silvia Selowsky (Ediciones del Ser), Patricia Casanueva (Amapola editores), Maura Brescia (Mare Nostrum), Berta Concha (Liberalia) et Francisca Munoz (Stoq).

Placement géographique de la maison d'édition

Placement	Nombre d'éditeurs (%)
Santiago	79, 2
Province	20, 8

Nous constatons ainsi une hyper centralité de Santiago en ce qui concerne la situation géographique des maisons d'édition. Presque 80 % d'entre elles se trouvent dans la capitale et

20,8 % seulement en province. Rappelons que l'organisation territoriale chilienne fonctionne avec 15 régions administratives.

Section 3 : Le marché du livre au Chili : étroit, financièrement fragile mais stable.

Quelques éléments de contexte.

Dans cette section, notre objectif est de faire une description générale du marché du livre au Chili³³⁹, ainsi que des conditions de production et de circulation des œuvres. Cela nous semble être un pré requis nécessaire pour mieux comprendre le contexte dans lequel s'insère le sujet que nous étudions. Avant d'aborder la situation chilienne en tant que telle, il convient également de rappeler certains éléments du contexte international de l'industrie du livre au sein des industries culturelles.

3.1. Une balance éditoriale internationale défavorable

Au niveau international, la majorité des livres produits le sont en Europe. L'industrie du livre au niveau mondial représente un domaine non négligeable du point de vue de son poids économique, constituant une aire stratégique dans l'économie des pays développés. En effet, les pays de l'Union européenne concentrent 54,8% des exportations dans le monde. Selon l'étude « El espacio iberoamericano del libro 2008 »³⁴⁰, ceux qui présentent les flux commerciaux les plus importants sont l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. À eux quatre, ces pays accaparent 38% des exportations mondiales de livres³⁴¹. À titre d'exemple, en France, l'édition reste le premier marché culturel³⁴². Le secteur du livre (pris dans son ensemble : édition, diffusion, distribution, commerce de détail et bibliothèques) totalise plus de 80 000 emplois, soit 20 % de l'ensemble des emplois du secteur culturel, un

³³⁹ La plupart des données utilisées pour élaborer cette section proviennent de l'étude réalisée par Juan Carlos SÁEZ, *25 años de la Industria del libro en Chile*, Santiago, auto édition, 2016. Nous avons aussi consulté l'étude ICEX « El mercado del libro en Chile » réalisée par l'Institut espagnol du commerce espagnol-ICEX, juillet 2009. Étude menée par Alfonso García-Lomas Drake sous la supervision du Bureau économique et commercial de l'Ambassade d'Espagne. Nous remercions Ricardo Vilches, de Prochile de nous avoir fait suivre cette importante source d'information, compte tenu de la très faible existence de chiffres au Chili. Nous avons également consulté l'étude « El comercio de libros entre España y América latina: disonancia en la reciprocidad » d'Elena Enríquez Fuentes, réalisée pour une commande de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, 2008.

³⁴⁰ « El espacio iberoamericano del libro 2008 ». Centro Regional para el Fomento del Libro en América latina, el Caribe, España y Portugal. Cámara brasileira do Livro, Fundación Grupo Iberoamericano de Editores, Sao Pablo, 2008, p.171.

³⁴¹ Ce chiffre comprend le secteur graphique. Il faut distinguer entre deux branches industrielles, à savoir : le secteur graphique (l'industrie graphique qui s'occupe uniquement de l'offre des services d'impression) et le secteur éditorial (le secteur des maisons d'édition).

³⁴² Source : Ministère français de la Culture. www.culture.gouv.fr/Thematiques/Livre-et-Lecture/Economie-du-livre/Marche-du-livre

peu moins de 0,4% de la population active. Hachette Livre, la frange édition du groupe Lagardère, avec un chiffre d'affaires de 2,26 milliards d'euros, domine le secteur éditorial et se place au 5^e rang mondial de l'édition.

Elena Enríquez, dans son étude « El comercio de libros *entre España y América latina: disonancia en la reciprocidad*³⁴³ » explique le phénomène de la prédominance de l'Europe dans la production des livres du fait de l'existence de quelques conditions, que l'on pourrait résumer ainsi :

- a) Une production élevée et un marché interne important, résultat du soutien que le secteur éditorial reçoit de l'État dans ces pays.
- b) Le pouvoir d'achat et les taux de lecture des populations.
- c) L'existence de blocs commerciaux axés autour de politiques régionales, comme celles de l'Union européenne, incluant un répertoire de programmes de soutien au livre et à la lecture pour la région dans son ensemble.
- d) La localisation des sièges des grands conglomérats des entreprises de communication en Europe dans les pays leaders de l'exportation de livres.

Le marché latino-américain, pour sa part, constitue 3% du marché mondial du livre. L'Espagne et l'Amérique latine réunies représentent 10% de l'exportation éditoriale mondiale. En ce qui concerne les destinations : l'Espagne exporte notamment vers l'Europe et les pays faisant partie de l'ALADI³⁴⁴ alors que les exportations des pays latino-américains ont, dans leur majorité, un caractère intra-régional (y compris l'Amérique centrale et les Caraïbes). Plus de 50% des exportations des pays d'Amérique latine sont réalisées par des groupes éditoriaux faisant partie des consortiums.

Dans le cas du Chili, nous observons que l'Espagne constitue le premier pays d'origine des importations chiliennes : sur trois livres qui entrent au Chili, un est d'origine espagnole. Le deuxième pays auquel le Chili achète le plus est l'Argentine et le troisième, les États-Unis. Il s'agit d'une tendance générale dans les pays latino-américains³⁴⁵, pour lesquels l'Espagne et les États-Unis³⁴⁶ constituent les deux premiers pays d'origine des importations, le troisième étant soit le Mexique, soit l'Argentine ou la Colombie, c'est-à-dire des pays qui

³⁴³ Elena ENRIQUEZ « *El comercio de libros entre España y América latina : disonancia en la reciprocidad* », réalisée pour une commande de l'Alliance Internationale des éditeurs indépendants, 2008.

³⁴⁴ L'Association latino-américaine d'intégration.

³⁴⁵ Données fournies par l'étude d'Elena Enríquez, qui malheureusement constitue l'une des rares sources disponibles pour la région.

³⁴⁶ La maison d'édition étatsunienne McGrawGill possède, quant à elle, 10 filières en Amérique latine.

possèdent des industries éditoriales développées dans le concert des nations latino-américaines. Quelques maisons d'édition de la région qui ont une présence significative à l'étranger sont : *Fondo de Cultura Económica* (Mexique), Norma (Colombie), Alfaomega (Colombie) et Siglo XXI (Argentine).

Par ailleurs, en ce qui concerne les pays destinataires de l'exportation des livres nationaux³⁴⁷ (comprenant ici tous les livres produits au Chili, qu'ils sortent de maisons d'édition nationales ou étrangères), pour la période 1992-2003, les principaux pays ont été : l'Argentine, le Mexique, les États-Unis, l'Équateur puis la Bolivie. Pour la période qui suit (2004-2014), la situation varie quelque peu : l'Argentine reste à la tête des pays importateurs de livres chiliens, suivi par les États-Unis, le Pérou, le Mexique et enfin l'Espagne.

Il est pertinent de mentionner que la Bolivie a constitué un cas conjoncturel et très ponctuel dans le panorama des exportations chiliennes de livres. En 1995, le gouvernement bolivien a fait un appel d'offres pour acquérir un volume important de livres, à la suite duquel quelques maisons d'édition nationales ont été choisies comme fournisseurs. La prise en compte de cette information historique est significative pour lire cette augmentation dans son contexte et pouvoir expliquer la chute des chiffres : de 2,8 millions d'USD en 1998 à moins d'un million pour l'année 2003.

Quant à la situation des exportations des maisons d'édition à capital étranger, les données indiquent que, pour la période 1997-2014, Mac Graw Hill a été à la tête des exportations avec 20,5 millions de USD (valeur FOB³⁴⁸) suivi par Aguilar Chilena Ediciones, 2,7 millions USD, Editorial Oceano, 1,8 millions, Editorial Planeta Chilena, 1,3 millions et puis *Santillana del Pacífico* avec 1 million USD ; ces quatre dernières représentant des capitaux espagnols. Dans le cas de ces maisons étrangères, les principaux pays d'exportation sont l'Argentine, le Paraguay, le Mexique, le Pérou et la Bolivie.

³⁴⁷ Concernant les chiffres d'exportation de livres, Juan Carlos Sáez met en garde contre une erreur de lecture fréquente qui consiste à considérer que leur montant total représente la production éditoriale nationale sans prendre en compte le poids spécifique des imprimeries dans ce total. En effet, une part significative des exportations des imprimeries correspond simplement à des services d'impression et non pas à des produits éditoriaux chiliens, voire à des services graphiques pour des maisons étrangères qui ne vendent pas d'exemplaires sur le marché national. Au Chili, comme en Espagne, le domaine du livre est classé dans le secteur éditorial et des arts graphiques et correspond au chapitre 49.01 de la nomenclature douanière, à la rubrique « Produits éditoriaux, de la presse et des autres industries graphiques ; textes manuscrits ou mécanographies et cartes ».

³⁴⁸ De l'anglais Free On Board, correspond au prix de l'objet plus les dépenses associées à sa sortie (par exemple le transport, main-d'œuvre, assurances)

Les industries culturelles jouent un double rôle : elles possèdent une valeur culturelle intrinsèque ainsi qu'une capacité à générer du développement social³⁴⁹, outre leur fonction en matière de diplomatie culturelle³⁵⁰. L'UNESCO³⁵¹, en 2005, a publié pour la première fois des chiffres qui donnaient à voir la grande importance qu'ont les industries culturelles dans l'économie de leur pays. Ces données ont mis en évidence que les biens culturels qu'elles produisent constituaient 7 % du PIB mondial.

Concernant les chiffres d'emploi pour ce secteur au Chili, ils montrent qu'en 2007, il y avait 2 650 employeurs dans le secteur culturel, dont 40% correspond au domaine éditorial et employait 47 000 personnes (Source : ICEX). Pour l'année 2015, ce chiffre est monté à 120 618 employés pour l'ensemble du « secteur créatif », représentant 2,14%³⁵² des employés³⁵³.

Si l'on considère l'industrie éditoriale en Amérique latine, nous constatons que, d'après l'étude ICEX³⁵⁴, le marché latino-américain représente 3% du commerce mondial des livres. Comme nous l'avons déjà signalé, le marché du livre se structure par aires linguistiques, l'Espagne ayant une prééminence sur le marché du livre hispanophone. Une partie substantielle de la production éditoriale réalisée en Amérique latine est financée par des capitaux espagnols. Actuellement, 132 filières de maisons d'éditions espagnoles sont présentes dans la région (elles constituent 81% des 162 filières de l'Espagne au niveau mondial) et représentent entre 20 et 40 % de la production nationale des pays.

Selon l'étude réalisée par Elena Enriquez, et par rapport à l'origine des auteurs publiés en Amérique latine, la situation est la suivante : il s'agit en premier lieu d'auteurs nationaux, ensuite d'auteurs anglophones, puis d'auteurs espagnols, suivis d'auteurs de langue allemande, italienne et française respectivement³⁵⁵. Une étude qui présenterait des données

³⁴⁹ Elena Enriquez signale que « dans des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Espagne, les industries culturelles, créatives ou d'entertainment, constituent la deuxième source de revenus pour leurs économies, avec des apports d'entre 5 et 8 % au PIB », p.7.

³⁵⁰ Marcela Frisani

³⁵¹ UNESCO

³⁵² Comme l'indique une note de la publication, cela correspond au nombre total d'entreprises et d'employés inscrits dans certaines des mutuelles de sécurité (Mutuales de seguridad por accidentes) et qui correspondent à quelques-uns des 57 codes d'activités que le CNCA a sélectionné comme créatives ou culturelles.

³⁵³ Source : *Estadísticas Culturales, Informe anual 2015*, Santiago, CNCA.

³⁵⁴ « El mercado del libro en Chile » ICEX, 2009.

³⁵⁵ L'auteure indique qu'on ne dispose pas d'informations suffisantes pour préciser s'il s'agit d'ouvrages traduits dans chaque pays ou d'achats des droits d'ouvrages déjà traduits.

actualisées s'avère indispensable pour reconstituer l'espace éditorial latino-américain, en vue de futures recherches.

3.2. Représentation des divers acteurs sur le marché national du livre

Selon les chiffres dont nous disposons, la production de l'ensemble des agents nationaux représente presque 80 % de la production des titres enregistrée dans le pays³⁵⁶ dont 38,08 sont des petites structures et des autoéditions. Pour leur part, les maisons d'édition universitaires affichent un niveau stable d'activité, atteignant entre 500 et 650 titres par an et pesant 14,07%. Toutefois, l'espace éditorial chilien est tenaillé par la contradiction suivante : l'ensemble des petites maisons d'édition indépendantes, économiquement marginales en termes économiques, constitue le secteur le plus important sur le marché du livre au Chili. Car, même si leur production est significative du point de vue de la diversité des genres, des auteurs nationaux, ainsi que certains intellectuels « critiques » globaux, elle doit faire face à l'intensification de la présence des grands consortiums éditoriaux, notamment espagnols, qui représentent actuellement 21,59 %³⁵⁷ du marché et mettent en circulation les best-sellers mondialisés sur le marché national. Nous reproduisons ici les chiffres fournis par l'étude de Juan Carlos Sáez.

Catégories	N° d'agents actifs (d'après l'ISBN 2014)	% de titres du total effectif
Grandes maisons d'édition à capitaux étrangers	12	21,59%
Maisons d'édition nationales de taille moyenne ³⁵⁸	48	24,34%
Maisons d'édition nationales de petite taille ³⁵⁹	279	21,80%
Maisons d'éditions universitaires	43	14,07%
Entités non éditoriales	40	1,90%
Autoédition	564	16,28%
Total	987	100,00%

³⁵⁶ Ce chiffre comprend les maisons d'édition petites et moyennes, les maisons d'édition universitaires, des entités non éditoriales et les autoéditions. Source : *25 años de Industria editorial*. Juan Carlos Sáez, 2016.

³⁵⁷ Suivis par l'Argentine avec 8,18%, les États-Unis avec 6,45%, le Mexique avec 6,28% et l'Angleterre avec 5,54%. Source : Étude Juan Carlos Sáez- ProCHile. 39,19% pour la période 1992 et 2003 les grandes maisons d'édition à capitaux étrangers étaient de 39,19%

³⁵⁸ Publient une moyenne de 10 titres ou plus par an

³⁵⁹ Affichant une production moyenne inférieure à 10 titres par an.

3.3. Les phases d'expansion et de contraction au sein du marché national du livre au Chili

La première phase de retour de la démocratie a constitué un contexte de récupération progressive des libertés, des attentes et de réoccupation des espaces, de création de projets éditoriaux mais aussi d'expansion de la capacité de consommation des ménages ainsi que de leur incorporation au crédit. L'industrie du livre (à savoir l'ensemble constitué par les imprimeries, les maisons d'édition, les distributeurs et les librairies) va connaître une renaissance et passer de 133 millions USD à 195 millions USD, entre 1990 et 1996, année record. Les années 1990 ont également vu la création d'un ensemble de maisons d'édition, petites pour la plupart mais aussi universitaires (sauf celle des universités publiques qui existaient déjà telle que l'émblématique Editorial Universitaria de l'Université du Chili) liées à la création des universités privées³⁶⁰ sur la période.

La production de livres est passée de **2 356** titres enregistrés en 1992 à **3 772** en 2014, moment qui révèle une certaine récupération du secteur, même si on n'atteint pas les chiffres des années 90. 1996 constitue le moment de production le plus haut, avec **4 588** titres enregistrés³⁶¹.

Par la suite, vers 1997, la crise asiatique a produit une forte dépression sur le marché du livre, qui n'a pu être surmontée qu'en 2004. Les libraires ont été particulièrement touchés, au point que plusieurs ont dû fermer. L'absence d'aide au crédit de l'État³⁶² ou pour renégocier leur dettes ainsi que les hausses des taux d'intérêt de la Banque Centrale du pays ont obligé les petites structures à s'autofinancer pour surmonter la crise.

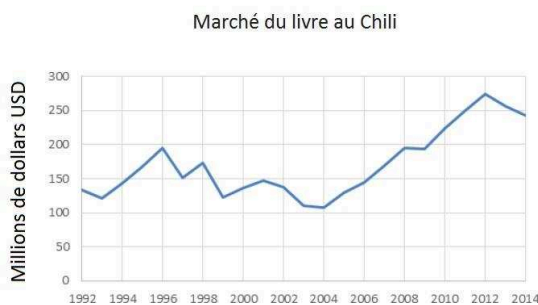
³⁶⁰ Au Chili, il existe à présent 60 universités : 16 universités de l'État, 9 universités privées ayant le soutien de l'État (créées avant 1980 ou qui en dérivent) et 35 universités privées. Elles ont été créées à partir du décret-loi de 1980 ou de la loi LOCE (Loi organique constitutionnelle d'enseignement) N°18 962 de 1990, au sein du processus de privatisation de l'éducation promue par le gouvernement du général Pinochet. Actuellement, 43 des maisons d'édition appartiennent à une université. Ces maisons d'édition produisent entre 500 et 650 titres par an (Source : étude de Juan Carlos Sáez, 2016) consacrés à la publication des résultats des recherches et à la diffusion des connaissances générées par elles. En ce qui concerne les genres publiés, on trouve les sciences sociales au sens large, la philosophie et la religion, suivies des sciences exactes, de l'économie puis des textes d'étude. Elles se sont progressivement professionnalisées et participent fréquemment aux foires et aux présentations des livres.

³⁶¹Source: Juan Carlos SÁEZ, *25 años de la Industria del libro en Chile*, Santiago, auto edición, 2016. Le marché du livre au Chili fonctionne essentiellement selon un modèle de « consignation » : les livres sont déposés dans les librairies et les points de ventes et l'argent n'est versé que lorsqu'ils sont vendus. Ce fait constitue également une difficulté pour la production des statistiques sur le secteur car on ne connaît pas le flux réel de roulement des inventaires.

³⁶² Ce qui représente des millions de dollars USD courants.

Avec l'année 2004, s'ouvre une deuxième période d'une certaine expansion, mais la récupération ne commence à être vraiment palpable qu'en 2009 ; elle se poursuit jusqu'en 2014, selon l'analyse apportée par Juan Carlos Sáez, du fait de l'essor du commerce international et de la reprise des importations. La même étude précise également que le prix du livre est resté stable pour la période 2003-2013.

En ce qui concerne les fonds sur concours et les achats publics, en hausse à partir des années 90, ils ont joué un rôle significatif mais palliatif. La participation de l'État pour la période 2002-2013 représentait autour de 10% (achats publics) atteignant presque 25 % pour la fin de la période. Ce sont des mesures importantes mais qui restent isolées, en l'absence d'une politique publique durable dans le temps, comme nous l'aborderons dans la Partie III de ce travail.



Source : Sáez et Mardones, 2016.

Au Chili, on dénombre ainsi un ensemble de 382 maisons d'édition actives (étrangères et nationales confondues). Les caractéristiques du cadre chilien délimitent le cadre suivant : il s'agit d'un marché interne petit et mal desservi (élément problématique si l'on considère la géographie du pays et sa connectivité), avec des coûts de transport et d'envoi élevés (le Chili ne disposant pas d'un tarif spécial³⁶³ pour les services de courrier), une TVA non différenciée et très élevée (19 %), l'inexistence d'un prix unique, la présence plus ou moins tolérée de la reprographie dans le pays³⁶⁴. Ajoutons à cela une perception générale dans la population que les livres sont chers ainsi qu'un taux de lecture assez bas³⁶⁵. Il faudrait rajouter enfin un faible réseau de librairies et de distribution, ce qui constitue l'un des principaux problèmes de l'édition au Chili³⁶⁶. Dans un entretien avec le responsable des Industries créatives de

³⁶³ Le « tarif postal préférentiel », p.28, ICEX.

³⁶⁴ D'ailleurs, la plupart des étudiants universitaires travaillent sur des textes qui sont photocopiés dans les locaux de reproduction et de reliure qui se trouvent dans les facultés elles-mêmes.

³⁶⁵ Comme nous le verrons en profondeur dans le chapitre 1 de la Partie III.

³⁶⁶ Pour l'année 2014, on compte un total de 79 distributeurs selon les chiffres de la Chambre chilienne du livre.

ProChile³⁶⁷ Raúl Vilches, celui-ci décrivait ce cadre d'un point de vue historique plus large, en signalant :

« [...] Le Chili a été une puissance éditoriale à un moment, avant le coup d'État, et après, en général pour tous les secteurs des industries culturelles, cela a été une période de reconstruction et de survie... Mais oui, il existe quelques maisons d'édition qui marchent bien et des exportations sûres [...], ça dépend du point de vue... Je vais t'en donner deux : d'abord, du point de vue de la situation des Pymes³⁶⁸ dans le pays, c'est évident qu'elles sont dans une étape de survie, surtout dans des économies comme les nôtres en "voie de développement" comme on dit, la strate des Pymes – qui sont des entreprises ayant des chiffres d'affaires de moins de 120 millions de pesos³⁶⁹... qui ont des problèmes pour accéder au crédit... Alors dans ce secteur, on est toujours en situation de survie [...]. Mais bon, spécifiquement le marché national, il n'est pas non plus si vaste, les chaînes de distribution sont complexes et il n'y a pas beaucoup de librairies. Alors, oui, c'est très important les achats publics, ceux qui sont promus à travers les réseaux traditionnels. Dans ce sens, en définitive, c'est un petit marché, donc c'est un marché complexe pour les maisons d'édition. Mais oui, elles continuent à survivre. Et on voit les éditeurs, et ils vont bien, ils gagnent bien leur vie (il rit) ça veut dire qu'ils arrivent à se financer quand même ». ³⁷⁰

Cette survie permanente constitue alors le continuum d'une partie considérable des maisons d'édition nationales. Effectivement, d'après l'enquête que nous avons menée, on constate que le taux de désertion des projets éditoriaux est vraiment très bas et ne touche que les toutes petites structures. Par contre, en ce qui concerne les librairies, même si nous n'avons pas de chiffres officiels, nous savons – d'après les entretiens que nous avons menés-, que, d'une part, dans les dix dernières années, de nombreuses librairies ont fermé ³⁷¹ mais que, d'une autre, toute une poignée de nouveaux projets tels que TAKK, *Qué Leo*, *Alejandro* ou *Tienda Plop Galería*, pour en nommer quelques-unes, ont vu le jour.

³⁶⁷ ProChile est la Direction de promotion des exportations, relevant du Ministère des Affaires Etrangères du Chili.

³⁶⁸ PYMES: petites et moyennes entreprises.

³⁶⁹ 160 692 euros.

³⁷⁰ Entretien avec Raúl Vilches. Santiago, 2010. Citation originale « (...) Chile fue una potencia editorial en algún momento, antes del golpe militar, y después en general en todas las áreas de las industrias culturales ha sido una época de reconstrucción y de sobrevivencia...pero sí hay algunas editoriales que están andando y hay exportaciones seguras. (...) Depende del punto de análisis desde donde uno lo haga...yo te voy a señalar solo dos: el primero, desde el punto de vista de la situación de las Pymes en el país, es lógico que esta pequeña y mediana empresa siempre está en una etapa de sobrevivencia, sobre todo en economías como las nuestras, en "vías de desarrollo" se les llama, la capa de las Pymes – que son empresas que facturan menos de 120 millones de pesos³⁷⁰...que tienen problemas en su acceso al crédito...Entonces en ese ámbito siempre están en sobrevivencia(...). Ahora, específicamente el mercado. El mercado nacional tampoco es tan amplio, las cadenas de distribución son complejas, no hay muchas librerías. Entonces sí es súper importante las compras que hace el Estado, que fomenta, a través de las redes tradicionales. En ese sentido, si uno suma y resta es un mercado chico, entonces es un mercado complejo para las editoriales. Pero sí, las editoriales siguen sobreviviendo. Y uno ve a los editores y no se ven mal, viven bien (se ríe) eso quiere decir que también se financian? ».

³⁷¹ On peut citer *Prosa y Política*, librairie emblématique de l'éditrice Berta Concha, située au centre-ville qui, après vingt ans de fonctionnement, vient de fermer au début de cette année.

Par ailleurs, 61% des librairies et points de vente se trouvent hyper concentrées à Santiago (dans l'ensemble du centre-ville et dans les communes les plus riches). Par exemple, l'une des communes les plus habitées, Maipú, commune dortoir, ne compte qu'une librairie grâce à l'existence d'un mall³⁷². D'après des chiffres du CERLALC³⁷³ de 2002-2003, on est passé de 384 points de ventes en 2002 à 157, en 2003. Dans sa version de 2009, l'Étude des canaux de commercialisation du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes focalisée sur les librairies³⁷⁴, toujours citant le CERLALC, montrait un changement : 250 points de vente au niveau national, dont plus de la moitié situés dans la Région métropolitaine de Santiago. Une certaine récupération est appréciable pour l'année 2014³⁷⁵ : 203 librairies qui possèdent dans leur ensemble 355 points de vente mais sans pour autant atteindre les chiffres de 2002. Cela veut dire que l'on compte un point de vente pour 48 940 habitants³⁷⁶ et que 61 % d'entre eux dans la Région métropolitaine. Il est particulièrement édifiant de constater qu'il existe des régions dans le pays où l'on ne trouve même pas une seule librairie. À cet égard, Juan Carlos Sáez exprime un diagnostic assez lapidaire :

« Et pourtant, pour les auteurs, l'abandon de la part de l'État et de ses politiques publiques auquel on a habitué le système de librairies, explique en grand partie la manque de dynamisme des ventes. Pour preuve, le fait que tout au long du pays, les foires du livre constituent toujours un événement social et culturel³⁷⁷. »

Juan Carlos Sáez apporte une piste pour éclairer la situation des libraires, en signalant que « pour elles, la disparition de la "saison scolaire" a été particulièrement grave en raison de la concomitance de deux faits : d'une part, la réduction du marché scolaire privé en raison de l'incorporation de 92% des inscriptions pour la provision gratuite des textes scolaires par le ministère de l'Éducation ; puis, d'une autre, le court-circuit que réalisent les principales maisons d'édition scolaires qui fournissent directement les écoles privées, sans passer par les librairies »³⁷⁸. Dans ce domaine, il existe aussi un phénomène de concentration, les librairies

³⁷² Ce sont de grands centres commerciaux de style américain qui, à partir des années 90, se sont installés partout à Santiago et progressivement dans tout le pays.

³⁷³ CERLALC est le Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes.

³⁷⁴ CERLALC, "Estudio de canales de comercialización del libro en América latina y el Caribe, con énfasis en las librerías", 2009. Disponible en ligne.

³⁷⁵ Juan Carlos SÁEZ, *25 años de la Industria del libro en Chile*, Santiago, auto édition, 2016.

³⁷⁶ Sujet sur lequel l'écrivain Jorge GUZMÁN exprime sa préoccupation dans son ouvrage très petit mais très utile : *Carta por el libro*, Santiago, Lom, 2007.

³⁷⁷ Citation originale: " y sin embargo, para los autores, el abandono por parte del Estado y de sus políticas públicas al que se tiene acostumbrado al sistema de librerías, explica en gran parte la falta de dinamismo en las ventas. Lo prueba el hecho que a lo largo del país, las ferias del libro son siempre un gran evento social y cultural". Sáez, p.50.

³⁷⁸ Juan Carlos SÁEZ, *25 años de la Industria del libro en Chile*, Santiago, auto édition, 2016, p.37. Il s'agit d'une mesure récente à partir de la réforme de l'éducation au Chili.

Feria Chilena del Libro et *Antártica*³⁷⁹, les deux chaînes les plus grandes, concentrent 55% de la vente totale des exemplaires vendus par les canaux de distribution des librairies. Pour 2014, on compte un total de 79 distributeurs.

Malgré cette situation, et ce qu'a attiré notre attention, il n'existe pas de politique d'articulation avec les « librairies indépendantes » dans l'action des éditeurs indépendants que nous avons étudiés, comme c'est le cas en France. En outre, le niveau d'associativité entre libraires est très bas, seule une partie d'entre elles font partie de la Chambre chilienne du livre.

Comme l'indique l'étude IMEX : « Dans les pays latino-américains dont les industries éditoriales sont les plus développées, comme c'est le cas du Mexique, du Brésil, de l'Argentine ou de la Colombie, les librairies achètent majoritairement aux maisons d'édition ; alors que dans des pays comme le Chili, où les importations ont un poids significatif, les librairies doivent assurer directement les importations, en plus d'acheter aux distributeurs et aux éditeurs locaux »³⁸⁰. Ce diagnostic explique en grande partie la situation de grande fragilité dans laquelle se trouvent les librairies au Chili de nos jours.

Un autre élément à souligner est donné par le marché des droits d'auteur. Il constitue l'un des principaux enjeux pour le marché du livre, le dénommé « droit pour toute la langue » qui signifie l'achat des droits pour publier un auteur dans tous les pays de la région. De cette façon, les maisons espagnoles des grands groupes ont acquis des droits d'auteurs stratégiques pour la demande éditoriale : des auteurs chiliens globalisés comme Isabel Allende, Marcela Serrano ou Pablo Simonetti, ou autres auteurs latino-américains, phénomènes de super vente comme c'est le cas de Gabriel García Márquez ou Paulo Coelho, par exemple. Pour comprendre ces dynamiques, il faut rappeler l'existence de dispositifs très efficaces mis en place par les gouvernements espagnols de la transition, dans les années 80, tels que les aides pour acheter des droits d'auteur, comme nous l'avons signalé plus haut.

³⁷⁹ Comme le signale Patricio Fernández dans son article « Las letras de la democracia » paru dans le journal *El País* du 13 novembre 2013 : « Les deux grandes chaînes – *Antártica* et *Feria del Libro* – disposaient d'un local chacune au début de la transition ; ce chiffre est de 14 aujourd'hui ».

³⁸⁰ IMEX, p.5. Citation originale “ En los países latinoamericanos con industrias editoriales más desarrolladas, como México, Brasil, Argentina y Colombia, las librerías compran mayoritariamente a las editoriales; mientras que en países como en Chile donde las importaciones pesan significativamente, las librerías realizan directamente las importaciones, además de comprar a los distribuidores y editores locales”.

En ce qui concerne la dépense per capita en livres - toujours d'après les chiffres apportés par l'étude de Juan Carlos Sáez, chiffres qui incluent les achats publics -, pour l'année 2013, le Chili présente une dépense per capita de 14,59 USD courants, le Brésil de 11,32 USD courants, l'Argentine 14,96, le Mexique 6,80 USD courants. Ces chiffres contrastent avec ceux des États-Unis (85,44 USD) ou de l'Allemagne 85,78 USD³⁸¹. Dans le cas du Chili, sans les achats publics, ce chiffre tombe à 11,47 USD courants.

Pour finir, nous dirons que le domaine du livre au Chili, malgré un cadre institutionnel complexe, voire difficile, dont témoignent les lamentations de l'ensemble des acteurs du secteur, affiche actuellement une relative bonne santé. Du moins, une certaine stabilité qui oscille toujours entre une relative croissance, le maintien d'une niche de marché et la survie. En ce qui concerne aux éditeurs indépendants, il correspond à un secteur qui a réussi à se maintenir au fil du temps, accompagnant un renouveau de la scène littéraire grâce à l'apparition de nouvelles voix ainsi qu'à la multiplication d'espaces de visibilité autour du label de l'« édition nationale », comme nous le montrerons dans la troisième partie de cette thèse.

³⁸¹ Les auteurs ont utilisé pour ce calcul les chiffres de population de la Banque mondiale et les chiffres apportés par les sources suivantes : Fondation El Libro en Argentine, du Sindicato Nacional dos Editores de Livros y *Câmara Brasileira do Livro* pour le Brésil, dans le cas du Mexique ont employé ceux de la *Câmara Nacional de la Industria Editorial Mexicana*, pour les États-Unis BooksStat et pour l'Allemagne.

COLOQUIO CHILE - FRANCIA
 Edición independiente:
 Espacio público, repertorios de acción y modelos organizativos

LETTRE

4 y 5 de abril 2012 - Santiago de Chile
 5 de octubre 2012 - Paris

en partenariat avec le réseau de librairies indépendantes de France

IC Chile - Instituto Cultural de Chile
 IC France - Instituto Cultural de Francia

ICI

en retirant vos livres commandés sur lailibrairie.com, vous encouragez la démarche collective de la librairie indépendante, vous réhabilitez le conseil et la proximité du commerce traditionnel tout en utilisant les canaux modernes d'informations et de commandes.

**VOUS RENFORCEZ
 LE LIEN SOCIAL**

lailibrairie.com
 RÉSEAU MUTUALISTE, 850 LIBRAIRIES

**MANIFESTE
 POUR
 L'ÉDITION
 ET LA
 LIBRAIRIE
 INDÉPENDANTES**

COLETTE LAMBRICHS

POLITIQUE
 ÉDITIONS
 DE LA DIFFÉRENCE

**BUR
 OZO
 IQUE**
 art

du 15 décembre
 au 10 janvier
 horaire éphémère

la ville d'art

naissance & vie

**FAIR TRADE
 BOOK**

**5^e Salon
 des Éditeurs indépendants
 du Quartier Latin**

28 - 29 mai 2011
 Samedi : 14 h à 22 h
 Dimanche : 10 h à 20 h

Lycée Henri-IV
 23, rue Clovis, Paris 5^e

Renseignements :
www.pippa.fr

ENTRÉE LIBRE

Contacts : sitepippa@gmail.com / 01 46 33 95 81

Ateliers
 Signatures
 Lectures
 Concerts
 Rencontres

L'AUTRE LIVRE LIBRIE BOUQUIN
www.lautrelivre.fr

**10^e SALON INTERNATIONAL
 DES ÉDITEURS INDÉPENDANTS**
 DU VENDREDI 26 AU DIMANCHE 18 NOVEMBRE 2012

ESPACE CULTUREL DES BLANCS-MANTEAUX
 48, RUE VIEILLE-GUÉTEMPEL 75004 PARIS

L
 PIPPA SALON

PARTIE II :

L'édition « indépendante » : une définition transnationale

L'édition indépendante : principaux points de repère d'une démarche internationale

1990 : Création de la maison d'édition chilienne Lom.

1998 : Suite au Salon du livre ibéro- américain de Gijón, quatre maisons d'édition indépendante de langue hispanique fondent le collectif Editores independientes. Il s'agissait de : Trilce (Uruguay), Era (Mexique), Txalaparta (Pays Basque- Espagne) et Lom (Chili).

1999 : L'éditeur franco américain André Schiffrin publie L'Édition sans éditeurs, texte incontournable dans l'itinéraire de l'édition indépendante mondiale.

2000 : L'Association Editores de Chile naît regroupant 7 maisons d'édition. Son président étant Paulo Slachevsky. Aujourd'hui cette association regroupe 47 maisons d'édition indépendantes, représentant la plupart de l'édition nationale.

2001 : À Montréal, en septembre, s'est tenue la Première rencontre internationale des associations professionnelles de la culture. Directement, au mois d'octobre et à l'initiative des éditeurs indépendants se fonde la Coalition chilienne pour la diversité culturelle.

2002 : Création de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants, avec siège à Paris.

2003 : Rencontre des éditeurs indépendants à Dakar : Déclaration des éditeurs indépendants et solidaires, signée par soixante maisons d'éditions de quarante pays.

2005 : Rencontre à Guadalajara : Déclaration des éditeurs indépendants du monde latin.

2007 : Rencontre à Gijón (mai) et à Paris : Déclaration internationale des éditeurs indépendants, pour la protection et la promotion de la bibliodiversité.

2014 : Assises internationales de l'édition indépendante au Cap (Afrique du Sud) : Déclaration internationale des éditeurs et éditrices indépendants. Pour faire vivre et renforcer ensemble la bibliodiversité. Signée par plus de 400 éditeurs de 45 pays.

PARTIE II :

L'édition « indépendante » : une définition transnationale

Cette partie est consacrée à la dimension internationale dans laquelle s'inscrit l'objet de notre étude et qui revête un angle double. La genèse de l'édition indépendante est corrélée à l'apparition de groupes éditoriaux au profil concentré et transnational. L'émergence de celle-ci au niveau mondial correspond à l'existence de deux formules différentes mais complémentaires d'« internationalisation ». À savoir, l'internationalisation du marché du livre – via concentration et formation d'un oligopole à franges¹ – et l'internationalisation des éditeurs comme réponse et comme stratégie de survie réponse à ce phénomène de concentration éditoriale.

Au cours du premier chapitre, nous allons interroger la notion d'« indépendance », élément clef chez les éditeurs que nous étudions ici, afin d'éclairer les composantes et les spécificités d'un terme qui possède une charge politique assez forte. S'agissant d'une notion abstraite recouvrant à la fois un aspect commercial, financier, organisationnel et de politique éditoriale, nous l'avons cependant surtout analysée en tant que variable de construction identitaire. L'indépendance est ainsi définie par ses porteurs avant tout comme « anti mainstream ». Nous allons donc reconstruire le parcours dessiné par le croisement des pratiques (mode d'organisation associative transnationale) et des discours (corpus formé par l'ensemble des manifestes, déclarations, documents) des acteurs observés, à la lumière de leur savoir faire éditorial particulier.

L'existence de ces acteurs est assurée, dans une relation d'in (ter) dépendance intrinsèque, par la présence des « autres », par rapport auxquels ils se constituent. En ce sens, la défense d'une culture de la diversité éditoriale par le biais de la conformation d'une édition

¹ D'après l'organisation industrielle, ce concept définit une structure de marché en concurrence imparfaite où un nombre réduit de grosses entreprises contrôlent une vaste part du marché, le reste étant représenté par un ensemble de petites entreprises dans une situation proche de la concurrence pure. L'oligopole est donc un ensemble assez homogène (de conglomerats) et la frange un ensemble hétérogène (de plusieurs petites entreprises). Cette structure s'observe notamment dans le champ des industries culturelles, en particulier dans l'édition. Voir le travail de Bénédicte REYNAUD, « La dynamique d'un oligopole avec frange : le cas de la branche d'édition de livres en France », Revue d'économie industrielle, N° 22, 1982. p. 61-71.

indépendante est possible du fait de l'existence d'une culture mainstream², laquelle – dans le cas du bien culturel « livre » - se traduit par un phénomène de bestsellerisation.

L'objectif est de comprendre les composantes de cette prise de position collective d'un secteur de professionnels de la culture, labélisée sous l'idée d'une édition indépendante, tout en interrogeant le processus d'internationalisation qui a accompagné de façon déterminante son existence dans le champ de l'édition mondiale. À cette fin, nous allons retracer la fabrication de cette catégorie définitionnelle, ses usages et la façon dont elle a été mobilisée auprès des pouvoirs publics. Stratégie de positionnement, elle dévoile le double caractère de cette activité professionnelle, pratique à la fois symbolique (production de contenus) et économique (le livre étant une œuvre à caractère reproductible).

Au sein du marché des biens symboliques, l'indépendance est aussi une frange du marché, tout en offrant une alternative d'« édition culturelle » ou édition de contenus face à une édition de l'entertainment – qui met l'accent sur le divertissement – ces acteurs ont développé un langage en commun dont les principales axes sont : prix unique/ bibliodiversité/ diversité culturelle.

Attentifs aux pratiques et aux discours des acteurs, dans cette partie nous nous concentrons sur leur mode d'accès à l'international, accès qui constitue un exemple de la manière dont opère la circulation internationale des idées dans le monde culturel. Nous faisons ici l'hypothèse du caractère français de cet internationalisme, dans les modes que prend la visibilisation de l'édition indépendante comme débat et réalité : C'est-à-dire, la constitution d'une communauté éditoriale internationale qui prend appui sur le lieu et l'image du pays de la « République des Lettres ». Loin de constituer uniquement une affaire de petites structures marginales, « invisibilisées », la question de l'indépendance est devenue un enjeu central pour comprendre le débat autour du livre, mais aussi celui afférant au maintien d'une diversité culturelle et éditoriale à l'échelle mondiale. Leurs stratégies de formation de réseaux internationaux, leurs catalogues, la façon dont circulent les connaissances acquises et leurs analyses produites collectivement, constituent le corpus de recherche d'une expérience concrète de résistance des acteurs professionnels du champ de production symbolique. Il s'agit de documenter la constitution d'une communauté éditoriale internationale que les

² Frédéric RIVAL. *Cultura mainstream. Cómo nacen los fenómenos de masas*. España, Santillana Ediciones generales, 2012.

éditeurs chiliens réinvestissent sur la scène culturelle nationale, comme nous verrons in extenso dans notre troisième partie.

Ensuite, dans le chapitre 2, nous nous intéresserons aux espaces véhiculant des débats entre des associations se définissant comme « professionnelles de la culture »³, et à l'appropriation du concept de diversité culturelle de l'Unesco. Nous allons étudier le rôle joué par les éditeurs indépendants chiliens dans la création de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle, tout en soutenant l'hypothèse de la formation et de la mobilisation d'un capital symbolique transnational que ces acteurs réinvestissent sur la scène publique locale.

Le nouvel ensemble d'outils fourni par l'Unesco se transforme en une sorte de matrice conceptuelle à partir de laquelle s'incorporent les divers diagnostics et propositions de l'un des pôles de production culturelle au Chili. Il s'agit d'un discours qui invoque une plus grande participation de l'Etat dans le domaine des biens culturels, à travers l'élaboration de politiques publiques et de mesures qui visent à sa protection. Par conséquent, l'appropriation de ce discours international prend place au sein d'une fenêtre d'opportunité qui amène les acteurs non étatiques à inscrire leur action dans une logique d'articulation transnationale, afin de développer des stratégies de résistance collective face au processus de mondialisation.

³ Voir Josée VINCENT. « Les professionnels du livre à la conquête de leur marché : Les associations professionnelles dans le champ littéraire au Québec (1921-1960) ». Thèse en Philosophie (études françaises), Université Sherbrooke, 2002. Sous la direction de Jacques Michon.

Chapitre 1 :

Indépendance éditoriale : label, condition ou discours ?

Toute la question est de savoir si une entreprise commerciale peut vivre en n'éditant que des ouvrages excellents de forme et de fond.

Paul Claudel à André Gide, 2 juin 1910⁴

Il faut attendre le dernier quart du XXe siècle pour que l'indépendance, sur fond de concentration et de rationalisation, se trouve activée à la fois, pour l'édition de livres, comme pratique signifiante et concept opératoire. Après l'industrie musicale ou l'industrie cinématographique, l'industrie du livre passait à l'heure du grand retournement, ce moment où l'industrie génère, dans le domaine mouvant des représentations du moins, sa propre contradiction. Qualifiés d'indépendantes, des initiatives se fédèrent de façon plus ou moins formelle autour d'une conception commune du métier, activité sinon activisme, vouée à la culture d'un catalogue original, dans un imaginaire d'altérité contre le conformisme, sur le mode du *small is beautiful*.

Tanguy Habrand⁵

Ces histoires d'indépendances m'agacent un peu ! Il y a beaucoup d'hypocrisie là-dedans et de phénomène de mode. Pendant longtemps, vous avez été des petits éditeurs courageux qu'on saluait avec une certaine condescendance puis, tout à coup, vous êtes parés de toutes qualités et encensés par les médias. Ces dernières années, les indépendants sont devenus les nouveaux saints de l'édition (...).

Anne-Marie Métaillé⁶

Section 1. Genèse de la notion d'indépendance éditoriale

1.1. Origines de la notion d'indépendance

Une nouvelle vague d'éditeurs commence à débarquer sur la scène de l'édition mondiale à partir des années 1990⁷ sous le nom de l'« indépendance ». Son apparition s'inscrit dans une période de forts mouvements de concentration se traduisant par des opérations d'acquisition et de rachat de marques éditoriales par de grands groupes⁸ ; ces derniers ayant réorganisé le paysage éditorial à l'échelle mondiale. Ces reconfigurations

⁴ Gallimard. Un Siècle d'édition. www.expositions.bnf.fr/gallimard/pedago/01.htm

⁵ Tanguy HABRAND, « Indépendances éditoriales, dépendance territoriale », *Communication et langages*, 170, décembre, 2011, p. 87-95.

⁶ Entretien avec Anne-Marie Métaillé⁶. *Livres Hebdo* n° 792. Le 9 octobre 2009.

⁷ Nous pourrions considérer l'année 1998, date de la Rencontre de Gijón comme le début du mouvement.

⁸ Il est important de signaler que si l'internationalisation des groupes éditoriaux n'est pas nouvelle car elle existe depuis le XIX^{ème} siècle (par exemple Hachette, Garnier, Jackson Inc., entre autres), la phase actuelle correspond à un phénomène initié dans les années 1980 comme l'ont largement expliqué Gisèle Sapiro (2009), Mollier (2000, chap. I).

présentent des caractéristiques singulières selon chaque contexte particulier. Nous observons des situations qui correspondent à l'accroissement des conglomérats locaux comme en Allemagne -par exemple- ou des cas complexes d'acquisition par des grandes compagnies qui élargissent leurs domaines d'activité, bien au-delà de l'édition des livres comme on l'a vu en France avec « l'affaire » Vivendi⁹. Dans le cas de l'Amérique latine, et du Chili en particulier, la présence des grands groupes internationaux espagnols dans le marché local du livre est déterminante. Elle est accompagnée d'une forte précarité dans le développement de l'industrie éditoriale nationale, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail.

Sa datation ainsi que la révision de ses conditions d'émergence vont nous apporter des pistes intéressantes pour comprendre sa morphologie sociale et saisir l'indépendance comme une condition complexe : à la fois définition et bannière, discours et statut professionnel, économique et culturel. Mais que communique cette notion ? Que possède-t-elle pour arriver à représenter sous le même « label » des acteurs provenant de contextes institutionnels et politiques différents ? Pourquoi a-t-elle réussi à connaître un tel succès¹⁰ ? Quels sont les éléments distinctifs des catalogues et des lignes éditoriales de ces éditeurs ? Pour qui publient-ils ? Comment et à quelles conditions le discours des éditeurs indépendants a été mobilisé pour réussir à attirer l'intérêt et le soutien des institutions internationales telles que l'Unesco ou le CERLALC ? Quels sont leurs répertoires d'action ? Quels sont les enjeux présents dans cette catégorie ? Dans un deuxième temps : Comment les chercheurs se sont mis à étudier cette notion ? Sous quelles approches l'ont-ils étudiée ?

Nous analysons ici une catégorie en tant que fait social, en nous interrogeant sur les conditions de possibilités qui ont accompagné sa production et son développement en tant que positionnement professionnel, politique, économique et culturel. L'indépendance – et les différents modes dans lesquels elle s'incarne – s'est constituée comme prise de position collective, dévoilant un enjeu de luttes central dans le champ éditorial international¹¹.

⁹ Voir André SCHIFFRIN, *Le contrôle de la parole*, Paris, La Fabrique, 2005. Il s'agit d'un élargissement des offres comprenant presse, télévision, radio, points de vente, etc. Voir également Jean- Yves Mollier « Où va le livre ? », Paris, La Dispute, 2007.

¹⁰ Dans le sens d'une « force » publique

¹¹ Gisèle SAPIRO. « Le champ est-il-national ? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Année 2013, N° 200, p.70-85.

Pour l'aborder, nous allons nous concentrer, plutôt que sur les sources qui inspirent l'indépendance (généalogie du terme)¹², sur les lieux et instances de production de cette catégorie (sa géopolitique) ainsi que sur leurs modes de diffusion. De même, nous allons étudier leurs représentations, usages et pratiques et les discours mobilisés¹³.

Il convient de se poser d'abord quelques questions : Qui ou quoi définit cette appartenance ? Quels sont les mécanismes d'organisation de ce secteur ? Quelle est l'efficacité du terme ? Qui sont ces éditeurs ? Lesquels d'entre eux ont dirigé¹⁴ ce mouvement ? Ou encore, comment leur accès à l'espace public s'opère-t-il ? Tout cela nous intéresse dans la perspective d'une sociologie historique du champ éditorial visant à restituer des relations effectives d'agents des champs culturel et politique, question centrale dans notre recherche, et que nous aborderons en profondeur au sein de la troisième partie.

1.2. Emergence et construction d'une catégorie

En 1999, apparaissait dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, le dossier intitulé « Édition, Éditeurs (I) »¹⁵ qui inaugurait - chez les sociologues - les études consacrées au champ éditorial. Bourdieu publiait « Une révolution conservatrice dans l'édition » déployant tout un outillage pour rendre graphique - à travers des analyses de correspondances multiples - l'existence physique des différentes maisons d'éditions, montrant leurs profils et leurs placements dans un système organisé de pôles. La même année fut publiée *L'Édition sans Éditeurs*, un texte fondateur pour les éditeurs, écrit par l'éditeur franco- américain André Schiffrin et publié en France par La Fabrique¹⁶, devenant une

¹² Même si on ne rentrera pas dans les détails, il convient de mentionner qu'à l'origine, elle prend appui sur le monde des industries culturelles notamment le cinéma. On entend parler d'un « cinéma indépendant » placé à coté des grandes agences de production cinématographique (comme Hollywood) dont les réalisateurs vont gérer les différentes étapes de la production d'un film. Le cinéma « d'art et d'essai », s'inscrit dans un pôle de production restreinte comme celui dans lequel s'inscrivent les éditeurs indépendants. Ce statut de « travail culturel » constitue l'un des axes dans lesquels prend appui leur identité, le soin apporté à l'œuvre et le travail à la fois « bien fait » (de qualité) et non standardisé.

¹³ Dans la première partie de cette section nous allons nous concentrer sur les discours des éditeurs. En raison de l'importance que revête pour les agents de la culture la façon de se définir, se nommer, représenter, etc dans leur stratégie d'existence.

¹⁴ De l'anglais « leader » on utilise en espagnol le verbe « liderar ».

¹⁵ Dans ce dossier apparaissaient également des textes d'auteurs qui ont continué à développer les études sur l'édition. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer l'article de Jean Yves Mollier et Patricia Sorel « L'histoire de l'édition, du livre et de la lecture en France aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Approche bibliographique », celui de Gustavo Sorá « La maison et l'entreprise » qui présentait ses recherches sur la maison d'édition qu'avait dirigé José Olympo au Brésil ou celui d'Anne Simonin et Pascal Fouché intitulé « Comment on a refusé certains de mes livres. Contribution à une histoire sociale du littéraire ».

¹⁶ Traduit de l'américain par Michel Luxembourg, cette œuvre a été publiée par la maison d'édition dirigée par Eric Hazan (1936). Lui-même fils et petit fils d'éditeur, Fernand Hazan (Éditions Hazan, consacrée aux livres d'art, qui a été rachetée par le groupe Hachette) et d'Emile Hazan respectivement. Fondée en 1998, cette maison

référence obligée pour toute recherche sur l'édition. Ce livre représentait tout un ensemble de diagnostics critiques, apportant des analyses chiffrées sur la scène mondiale du livre. Cet état des lieux montrait la montée progressive des conglomérats internationaux et de l'effritement du métier d'éditeur. Il s'agissait aussi d'une sorte de manifeste, une sorte d'appel à agir qui cherchait à rendre publique la situation du livre et de l'édition et les inquiétudes pesant sur son avenir. Il n'est pas anodin que ce texte soit venu du « cœur de l'empire » au cœur du « pays de la culture par excellence » par le biais de sa traduction en français et du parcours de son auteur, tout en exerçant une fonction déterminante pour la mise en circulation de connaissances et l'activation d'une communauté éditoriale à l'échelle internationale.



Couverture Actes de la recherche en Sciences sociales, n° 126-127.



Couverture « L'édition sans éditeurs », La Fabrique.

est emblématique de l'édition indépendante engagée en France, publiant des auteurs comme Alain Badiou, Jacques Rancière, Giorgio Agamben, Edward Said, Walter Benjamin. Son catalogue exhibe également plusieurs publications sur le conflit israélo-palestinien.

Le héraut de l'édition indépendante : Schiffrin, une figure incontournable

André Schiffrin (Paris 1935 – 2013) a dirigé aux Etats-Unis la maison d'édition Pantheon Books, que son père Jacques Schiffrin a fondée avec Helen et Kurt Wolff en 1943. Jacques Schiffrin (qui était ami d'André Gide¹⁷) fut également fondateur des Editions de La Pléiade en 1923. André Schiffrin est donc en quelque sorte un « héritier ». La famille Schiffrin a dû partir en 1941 à New York pour fuir les persécutions antijuives en France. (En 2011 l'ambassadeur de France aux Etats-Unis a voulu honorer André Schiffrin tout en reconnaissant « le tort commis [par la France] contre Jacques Schiffrin »)

À la fin des années 1980, Pantheon Books – la maison qui a publié Jean- Paul Sartre, Noam Chomsky, Julio Cortázar ou encore Michel Foucault – a été racheté par un conglomérat multinational. C'est après cela que Schiffrin a fondé au début des années 1990, la petite maison d'édition indépendante New Press (qui a publié Noam Chomsky, Albert Camus, Paul Valéry, Pierre Bourdieu, Immanuel Wallerstein et Eric Hobsbawn, parmi d'autres auteurs). Parmi ses ouvrages publiés on trouve *Le contrôle de la parole* (La Fabrique, 2005), *Allers-retours* (Liliana Levi, 2007) et *L'argent et les mots* (Verso Books, 2010, aussi aux éditions La Fabrique, en 2010)

Une « édition sans éditeurs » est une expression qui est devenue célèbre, une formule consacrée illustrant la crise du monde éditorial. Nous pourrions ajouter que cette formule compte – à notre avis – avec une force particulière du fait de la double appartenance biographique et culturelle (aux mondes français et américain) de son créateur. La réception de ce texte a cristallisé les enjeux autour de la tension culture/marché. Chose qui n'est pas une contradiction aux Etats-Unis, pays qui possède une autre vision de la culture, qui cohabite sereinement avec le marché. A l'opposé, le paradigme de la culture française par excellence pourrait s'énoncer dans cette distinction culture- marché.

En relisant plusieurs articles de presse, nous voyons bien comment les journalistes en France (qui lui ont dédié pas mal d'entretiens et d'articles) ont perçu André Schiffrin avec une grande sympathie voire avec de la complicité, ce qui a renforcé son image d'éditeur idéaliste, un des derniers combattants pour la « culture ». Juste pour donner quelques exemples : dans un portrait dressé de l'éditeur, on lit « André Schiffrin reste avant tout un résistant, quelqu'un qui refuse de rendre les armes devant l'indigence de la pensée, la trahison des clercs, les

¹⁷ La Pléiade a été absorbée par Gallimard en 1936. Précisément dans ses dernières années de vie, André Schiffrin a publié « Correspondance André Gide-Jacques Schiffrin (1922-1950) » parue en 2005 chez Gallimard.

outrances du marché et la 'concentration suicidaire' qui, selon lui, torpille l'édition et les médias. » Le Monde, 11 mai 2007 ou encore : « André Schiffrin, 'l'alter – éditeur' (article écrit à propos de son essai L'argent et les mots, Télérama, 6 mai 2010. Les rubriques nécrologiques à l'annonce de sa mort ont été marquées par la vision d'un personnage incontournable pour le champ intellectuel. Observons quelques titres : Nathalie Crom, « Mort de l'éditeur André Schiffrin, esprit libre et engagé. » Télérama, 2 décembre 2013. « Avec la mort d'André Schiffrin l'édition perd un « éditeur différent » Florence Noiville. Le Monde, 2 décembre 2013 ou encore Mathieu Lindon, « André Schiffrin entre au Pantheon », Libération, Livres, 2 décembre 2013 qui signalait : « Plus encore qu'un éditeur, André Schiffrin était une conscience de l'édition internationale ».

La Escuela de Periodismo de la Universidad de Chile, el Consejo Nacional del Colegio de Periodistas y Editores de Chile tienen el agrado de invitarle al Foro-Panel:

Concentración de Medios: Impacto en la Libertad de Expresión y el Derecho a la Información

Conferencia magistral: André Schiffrin editor franco-norteamericano

Intervienen: Faride Zerán, directora de ICEI; Luis Conejeros, presidente nacional del Colegio de Periodistas; Álvaro Escobar, diputado de la República; Pedro Mattar, jurista, y Claudia Lagos, académica del Programa Libertad de Expresión del ICEI.

Casa Central de la Universidad de Chile, Jueves 25 de octubre, 11:30 horas, Sala Enrique Sazé.

Confirmar: 978 7901
Se transmitirá por INTERNET: www.icei.uchile.cl
Santiago, octubre de 2007

EDITORES DE CHILE

André Schiffrin, (Paris, 1935)
Estuvo durante 30 años al frente de una de las más prestigiosas editoriales estadounidenses, Pantheon Books, y ha posibilitado la publicación de Foucault, Sartre, Chomsky, Medvedev, etc. Desde 1991, dirige The New Press, una editorial independiente. Feruente defensor de la pequeña edición, analiza las amenazas que se presentan sobre el mundo editorial y denuncia en sus obras los fenómenos de la globalización que tocan al mundo de la edición y de los medios de comunicación.

Invitation pour la table ronde « Concentration des médias : l'impact dans la liberté d'expression et le droit à l'information » coorganisée par l'Université du Chili, l'Association d'éditeurs indépendants du Chili- EDIN et le Collège de journalistes à l'occasion de la visite d'André Schiffrin au Chili l'année 2007.

André Schiffrin est devenu une figure emblématique de l'édition indépendante, invité permanent des rencontres et séminaires sur le sujet ; une autorité symbolique incontestable. Comme le décrit l'éditeur uruguayen Paulo Harari, L'Édition sans Editeurs permet aux éditeurs de se regarder à la lumière des expériences vécues par un autre, un collègue, un pair, qui donnait un avertissement à partir du processus qu'il avait lui-même vécu aux Etats-Unis :

(...): « C'est dans ces années [1990] qu'est apparu le texte de Schiffrin, et cela a donné une sorte de base un peu plus solide, à partir d'une autre expérience, à ce que nous pensions au sujet de la concentration éditoriale et du danger pour les éditeurs indépendants »¹⁸

Nous pourrions affirmer que ce texte a incarné la naissance du mouvement de l'indépendance à l'échelle mondiale. Sa traduction à l'espagnol a été faite par la maison d'éditions espagnole Destino l'année 2000 et puis publié à nouveau en 2001 avec l'accord et une préface spécifique d'André Schiffrin pour l'édition latino- américaine. C'est une des premières coéditions réalisées par Editores Independientes (au sein de la collection « Texto sobre texto »).



Edition en espagnol du texte d'André Schiffrin, constituant une des premières coéditions réalisées par Editores Independientes. (2001)

Ces deux ouvrages appartiennent à des registres différents : le premier - publié dans la revue Actes de la recherche- peut se définir comme un appareil d'observation et d'analyse théorique qui se vérifie dans la réalité ; et le second consiste en une réflexion sur la réalité vécue par des acteurs et produite par eux-mêmes pour s'expliquer le moment en cours et chercher des moyens d'agir. Nous avons fait appel à eux pour donner à voir comment l'édition indépendante est un fait social qui fait partie des recherches de la sociologie de l'édition, de l'anthropologie ou encore de l'économie de la culture, dans une approche contemporaine.

L'objet de notre étude est constitué d'acteurs vivants, dont les pratiques, les dynamiques de rencontre, les discours et les enjeux se problématisent à une échelle d'observation inscrite

¹⁸ Entretien avec Paulo Harari, novembre 2012. "(...) En esos años también salió el libro de André Schiffrin y eso nos dio una especie de sustento un poco más reflexionado y a partir de otra experiencia, a lo que nosotros estábamos pensando sobre el tema de la concentración editorial y el peligro para las editoriales independientes".

dans l'actualité. La genèse du terme, ses différentes définitions ainsi que la complexité des acteurs qui lui donnent corps - étant donné leur caractère à la fois économique (en tant que petits et moyens entrepreneurs), moral, politique et culturel - revêtent des difficultés de traitement du terme qui se situent au cœur même de notre travail.

Il faudrait ajouter que la récente apparition du phénomène a un effet sur sa faible cristallisation ainsi que sur les fortes disputes pour la normalisation de la catégorie et pour l'espace qu'il modèle. De même, il présente des difficultés pour nous en tant que sociologues : il s'agit d'un phénomène qui relève des empathies vis-à-vis du champ académique, celui-ci étant tout autant étouffé par la standardisation. Mais les obstacles décrits offrent également des opportunités ethnographiques d'observation et d'objectivation¹⁹ d'un mouvement culturel en cours, une démarche sociologique du temps présent.

Le traitement du sujet de l'édition dans des publications universitaires et journalistiques françaises

Quelques années après la parution d'Actes de la recherche, la Revue Esprit a sorti le dossier spécial intitulé Malaise dans l'édition, en juin 2003, qui prenait le pouls du secteur à propos de l'« inquiétante situation de l'édition ». Deux dossiers ont également été publiés par la Revue Communication & langages, respectivement L'indépendance éditoriale en 2008 (N° 156) et L'indépendance éditoriale : approches internationales en 2011 (N° 170) en décembre 2011. Du même, on trouve la publication du texte Le livre, que faire ? de Roland Alberto, Francis Combes, Joel Faucilhon et Eric Hazan, Paris, La Fabrique, 2008, ainsi que de l'ouvrage Les contradictions de la globalisation éditoriale, Paris, 2009, chez Nouveau Monde, dirigé par Gisèle Sapiro.

Pour sa part, la presse française a dédié nombreux numéros spéciaux pour aborder l'édition et sa dite crise, en montrant une particulière empathie vis-à-vis l'existence et le rôle joué par des éditeurs indépendants. Nous pouvons citer à titre d'exemple : « La liberté d'édition en danger », Le Monde diplomatique, janvier 2003, Antoine Schwartz, Le Monde diplomatique, mai 2006 « Le règne des livres sans qualités », « Quand de 'petits' éditeurs échappent à l'entreprise des conglomérats » Le Monde diplomatique, octobre 2007 ou encore Pierre Jourde « Eloge de la petite édition », Le Monde diplomatique, janvier 2007.

¹⁹ Pierre BOURDIEU. « L'objectivation participante ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2003, Vol. 150, N° 1, p. 43-58.

1.3. Se revendiquer « indépendant »

« Si l'on admet que la critique des phénomènes de concentration, de financiarisation et d'industrialisation de l'édition produit un a priori favorable à l'idée d'indépendance, cette idée fait en conséquence l'objet d'un usage labellisant, permettant de construire une posture d'indépendant. »

Bertrand Legendre. Présentation. Communication & langages, n° 156, juin 2008. p.34

La figure de l'éditeur indépendant reprend toute une gamme de termes, allant de la pensée critique, éditeur engagé, éditeur d'auteur, éditeur de création, éditeur alternative, éditeur autonome, éditeur militante, éditeur de culture, éditeur de contenus jusqu'à celui d'« anti mainstream ». Ce sont des diverses acceptions pour nommer un métier en situation de contestation²⁰ dans une époque et un contexte déterminé par une édition globalisée.

Lorsqu'on parle d'indépendance appliquée au secteur de l'édition²¹, ce n'est pas dans une acception juridique²² ni dans une définition sociologique. Nous sommes face à une catégorie produite par les acteurs eux-mêmes²³ ; un mécanisme de distinction²⁴, élaboré au cours du temps pour s'auto-désigner de façon différentielle vis-à-vis des grands groupes « concentrés » qui n'ont, de leur côté, pas besoin de se définir pour exister. L'éditrice Anne

²⁰ L'éditeur Eric Hazan suggère de parler du « livre indépendant » comme d'une catégorie qui permet de rendre compte du problème d'une manière plus globale – à la place de celle d'« édition indépendante » : « (...) Je dis « livre indépendant » et non « édition indépendante », car les éditeurs, les distributeurs et les libraires qui défendent les mêmes livres sont soumis aux mêmes menaces. Leurs sorts sont liés ». *Le livre : que faire ?* Paris, La Fabrique, 2008, p.8.

²¹ Nous savons que cette notion a été empruntée également à d'autres secteurs professionnels de la culture. Par exemple, en France, les libraires, inspirés des éditeurs, - pour lesquels ils constituent des agents indispensables compte tenu de leur rôle, conseiller, orientant le public et faisant découvrir des livres de grande valeur intellectuelle mais à faible caractère commercial- se sont également organisés sous l'axe de l'indépendance (en tant que « diffuseurs de culture indépendante »). Ils ont signé ensemble le « Manifeste pour l'édition et la librairie indépendantes » publié par les Editions de la Différence, Colette Lambrichs, en 2011. Voici un petit extrait : « Parce que l'édition est aujourd'hui le seul secteur qui n'a pas été complètement absorbé par les géants concentrationnaires et qu'en demeurant indépendante, elle garantit le citoyen contre une uniformisation de la pensée. Or, une édition indépendante ne peut exister qu'à la condition que des libraires puissent demeurer indépendants. ». Egalement, ils ont publié « Atouts et handicaps de la librairie indépendante » *Les cahiers du Syndicat de la librairie française*, N° 1, novembre 2004 ; « Librairie et édition indépendante » N°3, octobre 2005 et « Le Livre comme exception culturelle » N°4, avril 2006, s'investissent pour soutenir l'idée que la librairie n'est pas « un commerce comme les autres ».

²² Même si en France, cela correspond à un aspect juridique : une activité économique peut être développée selon trois principaux modes : indépendant, en société ou associatif.

²³ Les éditeurs se sont investis et ont travaillé autour du sens du terme. Citons entre autres : Thierry Discepolo, « L'indépendance par le haut », *Les cahiers du Syndicat de la librairie française*, N° 3, octobre 2005, ainsi que l'ensemble de textes publiés par l'Alliance dont nous faisons mention plus bas.

²⁴ A titre d'exemple, dans un passage d'un entretien avec Anne-Marie Métaillé et concernant la catégorie d'« éditeur indépendant », elle nous répond : « Je ne savais même pas que ça existe (...) tu ne t'appelles jamais. On ne se nomme jamais. C'est les autres qui te nomment. J'étais inqualifiable ». Entretien, Paris, octobre de 2012.

Marie Métaillé décrit l'évolution - durant les trois dernières décennies - du vocabulaire de désignation des éditeurs labellisés aujourd'hui comme « indépendants » :

« Je suis passée de « **petit éditeur courageux** » (je suppose parce qu'on explore les marges et les territoires inconnus, nouveaux auteurs, littérature étrangère autre que nord américaine, pas de capacité financière pour séduire et attirer les auteurs locaux qui vendent) à « **petit éditeur, dans quelle région ?** » au moment où a été mise en place en France la décentralisation et où les régions riches, à l'exception de l'Île de France, donc Paris où je travaille, se sont mises à distribuer des subventions, (1984-94). Puis au début des années 2000 est arrivé « **l'éditeur indépendant** » qui avait un petit air sexy et glorieux. Notion qui a pu au cours de certaines réunions internationales englober Actes sud et Gallimard. C'est à dire tout ce qui n'était pas dans l'orbite des grands groupes : Hachette/Editis/Rizzoli, etc.²⁵ »

Les trois titres de caractérisation choisis par Métaillé pour donner à voir l'évolution du terme dans le contexte français, montrent le passage d'un éditeur qualifié par sa taille et son enthousiasme à la définition apportée par les acteurs eux-mêmes résultat des premières rencontres internationales, moment dans lequel la conjoncture s'aggrave. Cette évolution rend compte d'un dynamisme mais gardant comme frontière une existence hors des grands conglomérats du livre, pôle de la grande production.

Pour sa part, le spécialiste de l'édition Bertrand Legendre²⁶ présente trois points d'ancrage pour saisir la notion d'indépendance, à savoir : l'indépendance du choix éditorial, l'indépendance financière (liée au contrôle total du capital et des décisions) et l'indépendance commerciale (liée au contrôle de la diffusion-distribution²⁷), désignant comme indépendance absolue la condition qui réunit les trois aspects antérieurs. Ses classifications se révèlent très efficaces pour aborder la qualité d'indépendance d'un éditeur.

Un concept est mobilisé pour rendre compte d'une réalité où, dans le cas des éditeurs indépendants, il se forge au fur et à mesure des besoins d'identification/différentiation. Lors de son apparition, un terme est testé dans la réalité au sein de laquelle il veut opérer. Au risque de nommer des évidences : à ses origines, la notion d'indépendance faisait sens

²⁵ Anne Marie MÉTAILLÉ. Communication présentée dans le cadre de la Journée d'études « L'Édition indépendante en France et au Chili : Espace public, répertoires d'actions et modèles organisationnels ». Centre Culturel Gabriela Mistral. Santiago du Chili, le 4 et 5 avril de 2012. Les soulignés sont nôtres. Publié dans *Comunicación y Medios*, 2013, N°27, p. 170-177.

²⁶ Bertrand LEGENDRE « Quel avenir pour les éditeurs de tailles moyenne et petite ? » in Jean-Yves Mollier (dir), *Où va le livre ?* éd. 2007-2008, p. 69-90. Paris, La Dispute.

²⁷ Ce point devient central particulièrement pour l'étude des éditeurs français car une grande partie d'entre eux ne prend pas en charge leur diffusion-distribution-, déléguée aux chaînes de distribution spécialisé. Cette réalité n'est pas le cas des éditeurs chiliens pour lesquels cette étape de la chaîne du livre constitue un point critique comme on verra dans la première partie.

d'abord pour les acteurs qui l'ont fait naître, mais il a fallu du temps pour qu'elle puisse s'installer, puis acquérir une certaine légitimité. A ce sujet, l'éditeur de Trilce, Pablo Harari, évoque :

« À l'époque, se nommer éditeur indépendant était quelque chose de bizarre, on ne comprenait pas ce que cela signifiait. A chaque fois, on devait l'expliquer, on entendait des réflexions qui disaient « personne n'est indépendant », ce qui était vrai philosophiquement parlant, rien n'est indépendant [au sens où rien ne vient de rien], mais nous avons une idée très claire de ce que ça voulait dire d'être éditeur indépendant, la définition de Schiffrin était très claire à cet égard et c'était celle que nous avons faite nôtre²⁸. »

Nous observons bien comment une partie déterminante des éditeurs ont pris appui sur le discours que commençait déjà à diffuser André Schiffrin, et qui s'est transformé peu à peu en une ressource symbolique. Ce n'est pas pour rien que l'éditeur franco-américain deviendra une sorte de « doyen » de l'édition indépendante mondiale, une personnalité légitime, grâce à son parcours biographique et éditorial, qui proposait une interprétation de la fonction actuelle de l'éditeur : « notre rôle est d'être contre-cyclique ».²⁹

Cela dit, il convient ici de présenter quelques éléments configurant l'élaboration d'une condition qui, comme on l'a expliqué, dès l'origine, met en avant sa qualité d'indépendance vis-à-vis des majors de l'édition³⁰. D'après l'éditeur de Castalia (Espagne), Federico Ibáñez³¹, l'utilisation de la notion d'indépendance est liée au fait que les éditeurs « indépendants » n'ont pas voulu être assimilés à la seule idée quantitative de la petite maison d'édition « refusant que leur personnalité se limite à la seule taille de leur chiffre d'affaires », même si cela correspond souvent à la réalité. Deuxièmement, cette dénomination prend sens par la

²⁸ Citation originale: “En esa época llamarse editor independiente era algo raro, no se comprendía que quería decir, cada vez teníamos que explicar, salían reflexiones diciendo “nadie es independiente” que tiene razón si lo vemos filosóficamente nada es independiente, pero nosotros teníamos bien claro lo que era ser editor independiente, la definición de Schiffrin era muy clara a ese respecto y era la que nosotros hicimos nuestra”. Entretien avec Pablo Harari (Trilce), 18 novembre 2012.

²⁹ Le Monde, 24 février 2005.

³⁰ Nous avons réalisé à Budapest un entretien qui nous a ouvert un axe jusque là inexploré concernant la conception de « l'indépendance ». Nous y avons rencontré l'éditrice Marianne Szalay de la maison d'édition PARK, qui nous a aimablement fait la visite de la « maison ». Lorsqu'on lui a posé la question de l'indépendance, elle nous a répondu que pour eux « être indépendant revêtait une signification avant tout de non-étatique ». On observe ici une signification propre, locale, liée à l'histoire récente de la Hongrie. Même si nous n'avons pas l'espace ici pour développer cette piste, il nous semble pertinent d'en faire mention. PARK s'est spécialisé surtout dans des ouvrages de vulgarisation scientifique de grande qualité, des traductions, des textes aux thématiques pédagogiques, mais également dans l'édition de guides tels que Lonely Planet, livres de cuisine, sujets spécifiques (par exemple dédiés au Bois, à l'argent, au marbre, etc). La qualité graphique et esthétique des ouvrages est forte, toute comme la qualité des traductions (en particulier de l'anglais). Park vient d'être acheté, en 2013, par le groupe Editis.

³¹ « Les politiques nationales et internationales, l'expérience du groupe Bibliodiversidad » in Des paroles et des actes pour la bibliodiversité. Ouvrage collectif. Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2006, (219-219)

grande variété des lignes éditoriales spécifiques qu'ils représentent, « distinctes de celles des [grands] groupes » et enfin par la « coïncidence entre la propriété de l'entreprise et sa direction effective », qui correspond souvent à un éditeur-proprétaire- gérants réunis dans une même personne ou encore répartis parmi un effectif très restreint. Encore sur le sujet de la taille, mais venant d'une approche complètement différente, Christian Robin³² soulève la question de la taille³³ maximale d'une structure indépendante. L'auteur le fait par le biais des modalités organisationnelles qui permettront un lien direct entre la personne qui dirige l'activité éditoriale et les livres publiés.

Quant à elle, l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (que nous décrirons plus bas) propose une autre définition de l'éditeur indépendant, celle d'« éditeur de création » : « [qui] À travers ses choix éditoriaux souvent innovants, sa liberté d'expression, ses prises de risque éditoriales et financières, il participe au débat d'idées, à l'émancipation et au développement de l'esprit critique des lecteurs (...) ».

L'idée de création n'est pas ici présentée dans sa dimension artistique mais comme le pourvoyeur de contenus, contenus « critiques » qui vont promouvoir un lectorat contestataire. L'axe innovation est également soulignée dans cette définition, du point de vue de l'offre éditoriale, exprimée dans des catalogues divers puis dans les modes de fonctionnement (ou l stabilité financière n'est pas une certitude). Il s'agit d'une catégorie apportée par l'Alliance sur laquelle nous ne nous arrêterons pas mais que nous voulions juste mentionner.

1.4 Pouvoir rester « autonomes » : Une édition conçue au-delà du seul motif de la rentabilité ?

Isabelle Kalinowski considère que l'indépendance est un concept qui désigne avant tout une indépendance éditoriale : « le pari est de ne jamais publier un livre pour le seul motif de sa rentabilité, de ne pas choisir un auteur sur le seul critère de sa notoriété et de ne pas

³² Christian ROBIN « La notion d'indépendance éditoriale ». p.58. Communication & langages, 156, juin 2008, p. 75-89.

³³ En ce qui concerne leur envergure, on trouve l'exemple des maisons d'éditions de taille moyenne (moyenne pour l'espace éditorial français) comme Gallimard, Le Seuil ou La Martinière qui se sont revendiqués « d'indépendantes », pour se positionner face à Hachette et Vivendi. Cet emploi - á vocation assez polémique - du terme á eu lieu au moment du rachat, par Hachette, d'une partie du groupe Vivendi. Cet épisode a été décrit de façon très pointue par Schiffrin. Voir André Schiffrin, Le contrôle de la parole, Paris, La Fabrique Editions, 2005.

traiter un sujet en vertu de sa seule « actualité »³⁴. Le contrôle de sa ligne éditoriale est également exposé pour ce type d'éditeur comme reflet de son « indépendance intellectuelle »³⁵. En ce sens, nous voyons comment ces éditeurs conçoivent leur politique éditoriale :

« Un éditeur indépendant conçoit sa politique éditoriale en toute liberté, de façon autonome et souveraine ; il n'est pas l'organe d'expression d'un parti politique, d'une institution, d'un groupe de communication ou d'une entreprise. La structuration du capital de l'éditeur et l'identité de ses actionnaires informent aussi sur son indépendance. La financiarisation du monde éditorial- achat de maisons d'édition par des acteurs du monde de l'entreprise sans aucun lien avec le métier d'éditeur et mise en place d'une politique de rentabilité soutenue- implique une perte d'indépendance et bien souvent un remaniement de la ligne éditoriale. L'éditeur indépendant, de part sa liberté d'expression, est un acteur majeur de la bibliodiversité. »³⁶

Cet extrait ébauche les principaux éléments structurant sa vision de l'indépendance. On entend des catégories telles que souveraineté, autonomie et liberté de toute instance, qu'elle soit politique, communicationnelle ou économique (bien que l'accent soit mis sur cette dernière, dans sa version de (grand) groupe). A première vue, une déclaration des principes ancrés dans des affirmations situées du côté positif de cette « condition ». Mais, bien qu'il s'agisse pourtant d'un rapport qui va lier des dimensions symboliques, économiques, culturelles et politiques. Comment font-ils pour garder, en termes concrets, cette « non dépendance », pour leurs politiques éditoriales ? Comme ils le reconnaissent eux-mêmes, la résistance économique est capitale. L'indépendance de choisir soi-même ce que l'on veut publier doit être assuré pour le maintien de la structure et par la capacité à financer le cycle d'exploitation³⁷. La citation suivante, issue d'un entretien avec l'éditrice de la maison d'édition Cuarto Propio, Marisol Vera, présente cette problématique de façon assez révélatrice :

« Ce que l'agenda Click a clairement indiqué est que la seule façon d'avoir un pari éditorial indépendant, avec la liberté pour aborder différents sujets en suivant la direction/ligne que nous nous étions fixée, était de créer un centre de financement parallèle ».³⁸

³⁴ Isabelle KALINOWSKI. Gazette éditorial de l'éditeur Agone. N° 1, septembre 2002.

³⁵ Le terme est proposé par l'Alliance dans sa définition en ligne sur son site web et analysé par Gilles Colleu dans son texte *Éditeurs indépendants : de l'âge de la raison vers l'offensive ?* Collection État des lieux de l'édition. Paris, 2006.

³⁶ Déclaration internationale des éditeurs indépendants, pour la protection et la promotion de la bibliodiversité. 2007. Source : www.alliance-editeurs-indépendants.fr

³⁷ Les livres sont classés selon leur cycle d'exploitation en : cycle d'exploitation longue et courte.

³⁸ Journal The Clinic. Entretien avec Marisol Vera "*La Concertación no ha revertido el apagón cultural de la dictadura*". 23 mai 2009 "Lo de la agenda Click nos dejó claro que la única manera de tener una apuesta editorial independiente, con libertad para tratar distintos temas y que siguiera la línea que nos habíamos trazado, era generar un foco de financiamiento paralelo". Dans cette déclaration, Marisol Vera, l'éditrice de la maison d'édition Cuarto Propio fait allusion au "agenda Click" un produit très populaire à l'époque, première dans son genre par la nouveauté, le design pop et sa proposition thématique. L'agenda a été lancé par Cuarto Propio en 1989, négoce que lui a permis de soutenir financièrement la maison d'édition pour les

Le sujet abordé par cet extrait revête de l'importance : une maison d'éditions qui se veut indépendante dans la longue durée a besoin d'une source de financement qui lui permettra de rester indépendante. Toujours sur la question de la définition d'un type singulier d'édition, l'éditeur d'Éditions Nous propose un autre terme, celui d'« édition autonome », en mettant l'accent sur le côté « autodétermination ». Nous reproduisons ci-dessous un passage d'une communication présentée par Benoît Casas, éditeur des éditions Nous, dans le cadre d'un Colloque :

« Alors j'en suis venu à me dire que plutôt qu'édition indépendante, ou d'édition critique peut-être serait-il-plus juste de parler d'**édition autonome**, non pas au sens d'un ancrage historique politique précis () mais au sens plus originaire d'une détermination à se donner sa propre loi, à décider ses propres modalités de fonctionnement. A partir de ce qui relève à la fois d'un constat et d'une conviction : un livre peut ne pas être un objet culturel périssable³⁹ (...) »

La revendication de cette autonomie revête pour sa part une certaine complexité : comment financer- de manière durable dans le temps le fait d'être autonome ? C'est ainsi qu'apparaît la question de la « super vente » chez les éditeurs indépendants : les livres qui en se vendant bien, permettent aux éditeurs de financer la publication d'autres titres de rotation lente (ou moins « vendeurs »). A ce sujet, l'éditrice Anne- Marie Métailié signalait :

« C'était un objet littéraire qui surprenait. Je parle d'un best seller parce que grâce à ce livre j'ai pu payer toutes mes dettes (...) Ce sont les livres qui te permettent de faire tous les autres. Parce que si tu ne mutualise pas l'argent, si tu considères les livres un par un, comme on fait dans les grands groupes, tu dis on fait des comptes d'exploitation livre par livre... Luis Sepúlveda à mille exemplaires de ventes comme c'est le cas actuellement, avec ça je finance toute une génération d'écrivains latino-américains. Tu vois ? Le problème c'est de distribuer l'argent, de pouvoir prendre le

quinze prochaines années. Pour ce projet elle a compté sur la collaboration d'artistes tels que Bruna Truffa, Rodrigo Cabezas y Sebastián Leighton tout en produisant une vente annuelle de plus de 100 mil exemplaires, ce qui le permettra de pouvoir publier les livres de bas vente mais constituant les projets phares pour la maison d'édition. Cuarto Propio a été la « maison » des importantes voix de la littérature féministe et des études culturelles avec des auteurs comme Nelly Richard, Diamela Eltit, Leonidas Morales mais aussi de Claudio Bertoni. Marisol Vera est économiste, a fondé la maison d'édition Cuarto Propio l'année 1984. Elle fut l'un des membres fondateurs de l'Association d'éditeurs indépendants au Chili. (Voir l'encadré dédié à Cuarto Propio dans la Partie I).

³⁹ Et l'éditeur d'Éditions Nous (maison d'édition créée en France en 1999) continue : « Ainsi éditeur autonome pourrait peut-être d'abord dire, et bien au-delà de la question du numérique : Être sourd à la pression du temps. Être sourd à la loi de la rentabilité maximale, de la surexposition éclair, de la rotation rapide. Mais être sourd à la voix du temps ne veut pas dire s'en tenir à quelque position nostalgique, cette surdité est au service d'une acuité (...). « Construire un nous » Communication présenté dans le cadre du Colloque « Territoires critiques : mobilisations théoriques, sociales et esthétiques », organisé par le CEMTI, Université Paris 8, le 4 juin 2014.

risque ; c'est pour ça que les best sellers sont importants (...) Cela va te donner une visibilité auprès des libraires. Ça te donne une force pour tous les autres. »⁴⁰

Nous voyons bien dans ce passage qu'il s'agit d'un problème de péréquation : en fait, ce sont les livres les plus vendus qui vont financer ceux qui ne se vendent pas (ou plus lentement), la relation entre livres de courte et de longue durée assurant la rentabilité globale de la maison d'édition. De son côté, et à partir de l'expérience vécue par Éditions Lom, son éditeur Paulo Slachevsky nous a expliqué que l'autonomisation de la maison d'édition de l'imprimerie⁴¹ est devenue possible lorsqu'elle est parvenue à élaborer un catalogue de 850 titres, ce qui a permis à la maison d'édition de disposer d'un certain capital. C'est la capacité de développement qui constitue l'un des problèmes primordiaux chez les éditeurs indépendants. Située dans un cadre institutionnel bien plus favorable- en termes de politiques publiques pour la culture et le livre- l'éditrice française Anne-Marie Métaillé expose des visions partagées. Dans une conception de l'accumulation primitive de capital comme de son catalogue, cette éditrice pose la question de la difficulté à grandir pour un éditeur indépendant :

« (...) Il est difficile de faire accepter aux banques que « l'accumulation primitive » dont parlait Marx, c'est pour nous, enfin pour moi, la construction d'un catalogue. Penser à de nouveaux projets, de nouvelles collections, signifie préfinancer les projets, la façon de les installer sur le marché, de les faire connaître et on peut difficilement convaincre les banques d'ouvrir des lignes de crédit pour ce genre de chose. »⁴²

Nous constatons que la question de l'indépendance se pose sur plusieurs aspects et ne se trouve pas du tout isolée vis-à-vis des enjeux économiques, car elle-même fait partie du secteur commercial, même si le projet éditorial d'un éditeur indépendant n'est pas uniquement soumis aux critères du marché. Pour tenir ce discours, il est nécessaire de survivre en gardant son « indépendance financière », qui, pour l'Alliance des éditeurs indépendants⁴³, correspond à la possession d'au moins 51% de son capital⁴⁴.

⁴⁰ Entretien avec Anne- Marie Métaillé, septembre, Paris 2012.

⁴¹ Comme mentionné dans la première partie, Lom possède sa propre imprimerie et propose des services d'impression. Entretien avec Paulo Slachevsky, avril 2009.

⁴² Anne Marie MÉTAILLÉ. « Las funciones del editor independiente en el campo editorial ». Communication présentée dans le cadre de la Journée d'études « L'Édition indépendante en France et au Chili : Espace public, répertoires d'actions et modèles organisationnels ». Centre Culturel Gabriela Mistral. Santiago du Chili, le 4 et 5 avril de 2012. Publié dans *Comunicación y Medios*, 2013, N°27, p. 170 - 177.

⁴³ Dorénavant "l'Alliance".

⁴⁴ Christian Robin met en question ce chiffre, que à son avis ne suffit pas. Il affirme que « L'indépendance éditoriale totale ne serait ainsi possible que si l'éditeur personne physique détenait plus de 66 ou 75% des parts ou actions et conservait cette proportion ce qui limite les possibilités de développement... ». « La notion d'indépendance éditoriale ». p.58. *Communication & langages*, 156, juin 2008, p. 75-89.

Christian Robin ajoute un élément à l'analyse, en relevant le supposé cercle vertueux : indépendance, but non lucratif et qualité. L'un des axes discursifs les plus mobilisés par les éditeurs indépendants est celui de la qualité, indissociable de sa manière de comprendre son métier. Les meilleures rentabilités se trouvent-elles hors de cette possibilité ? Nous considérons que si la qualité ne peut pas être une propriété exclusive de l'édition indépendante, il est fort probable que des structures petites et moyennes puissent développer un savoir-faire dont l'accent soit mis sur le soin de leur catalogue, la maîtrise des exemplaires au sens physique, etc. Et ceci, en raison des caractéristiques propres au livre, « produit pas comme les autres » et pour lequel l'accès à de meilleures technologies de mise en texte, impression et reliure vont sans doute apporter de la « valeur » au produit mais par contre ne vont pas pouvoir modifier sinon très peu son contenu. Par conséquent ce sont les pratiques éditoriales et les modes de fonctionnement très concrets que cette catégorie interroge.

Christian Robin conclut son article sur l'indépendance éditoriale⁴⁵ en proposant de considérer celle-ci comme un « outil de communication » ou un exemple de positionnement marketing. Nous rejoignons l'idée selon laquelle l'indépendance comme n'importe quelle autre catégorie mobilisée par des acteurs opère toujours avec un aspect « marketing » (susceptible de réussir ou non). La force et l'efficacité d'un terme passe aussi - d'une certaine manière - par sa capacité à « parler », à être véhiculé dans des espaces divers. Mais la question à poser ici serait plutôt : véhiculé vis-à-vis de qui ? Dans le cas des éditeurs indépendants, nous voyons qu'il plutôt utilisé à destination des pouvoirs publics, des pairs et des experts du monde de l'édition. C'est la raison pour laquelle nous considérons que ne concevoir l'édition indépendante que sous l'angle d'un positionnement marketing demeure assez réducteur.

Selon nous, il s'agit avant tout d'une ressource symbolique, qui permet aux éditeurs indépendants de diffuser une problématique sur l'arène publique. La situation du livre constitue un carrefour où vont confluer des dimensions diverses (économiques, culturelles et politiques). L'indépendance a permis la constitution à la fois d'un diagnostic, d'un positionnement et d'une proposition à cet égard. L'extrait suivant, tiré d'un entretien mené avec l'éditeur Paulo Slachevsky laisse bien voir le double caractère que cette notion opère, ce qui nous permet de comprendre l'édification de l'indépendance dans son sens stratégique :

⁴⁵ Christian Robin, op. Cit.

« En ce sens une partie de la définition avait une force de proposition : travailler avec le livre en tant que véhicule culturel, en tant qu'élément de démocratisation de la société, afin d'aider à construire des sujets, et non des consommateurs. L'autre partie relevait de la résistance : dire non à la concentration, non au livre en tant que négoce. Je crois que j'avais clairement à l'esprit ces deux pôles, qui étaient contenus dans la définition. Je crois également qu'il y a là quelque chose de semblable au mouvement de la diversité culturelle, auquel nous avons participé par la suite, et où le concept de diversité culturelle avait avant tout une force de proposition, mais venait aussi d'une logique de résistance, à partir de l'exception culturelle. Ce que nous ne voulions pas coexistait avec ce que nous voulions. Il ne s'agissait pas seulement de construire un monde idéal, mais également de résister à quelque chose qui était dominant »⁴⁶.

Les deux lignes de force, à savoir « proposer » et « résister », montrent le geste performatif présent dans l'invention de l'indépendance comme stratégie de résistance. Ces éditeurs se veulent garants d'une certaine diversité éditoriale inspirée du mouvement pour la diversité culturelle (cf. infra). Ce discours international prend également appui sur des éléments de l'alter mondialisme véhiculés dans la constitution d'une société civile mondiale, que ces éditeurs s'approprient par la promotion de l'existence d'un éditeur engagé par une « autre » mondialisation⁴⁷.

Nous sommes en présence de discours hétérogènes, divers, reflétant une multiplicité de situations locales, de points de vue et d'intérêts, qui sont convergents et arrivent à donner unité et cohérence au mouvement de l'édition indépendante, tout en unifiant différentes postures. La taille, l'âge, le prestige, le poids sur le marché national ont une incidence sur la façon dont le terme est approprié et mobilisé dans ses contextes nationaux.

La question de l'indépendance, élément clef chez les éditeurs chiliens qu'on étudie ici, constitue avant tout une manière de « se représenter », qui se trouve traversée par de nombreux discours professionnels, journalistiques, publics, littéraires ou encore universitaires. Cette catégorie dotée d'un « petit air sexy et glorieux », comme le décrivait avec humour et un air espiègle l'éditrice Anne-Marie Métaillé (cf. supra), commence à être diffusée largement par ses propres producteurs, tout en leur assurant un positionnement dans un champ

⁴⁶ Entretien avec Paulo Slachevsky, avril 2012.

⁴⁷ Voir la collection « Enjeux planète » publiée par l'Alliance d'éditeurs indépendants. D'une certaine façon l'alter-mondialisme a fonctionné comme un carrefour pour des acteurs assez divers, en nourrissant ses discours avec l'affluence du discours ATTAC « un autre monde est possible ». Le slogan « pour une autre mondialisation » est resté dans le nom de l'Alliance International d'éditeurs indépendants jusqu'à l'année 2008. Actuellement l'action de l'Alliance est fondamentalement ancrée sur la bibliodiversité.

éditorial plus vaste. Des rencontres, des séminaires et des foires⁴⁸ sont nommés avec ce label « indépendant », renforçant la présence des acteurs qui se considèrent, s'identifient et organisent leur activité associative et professionnelle sous cette griffe.

Section II. Rassemblement et réseaux internationaux : Stratégies de résistance et « savoir- faire associatif »

« Nous sommes tous embarqués sur le même bateau » Cette expression prononcée par l'éditrice Anne Marie Métailié⁴⁹ propose une image rendant compte d'une vision commune, celle d'« éditeurs indépendants » provenant de pays caractérisés par des réalités socioculturelles et économiques assez différentes, réunis au sein d'un même réseau professionnel solidaire. Il faudrait ajouter « ... mais pas dans les mêmes cabines ».

S'il est vrai que malgré la dissymétrie des contextes, le prisme de l'édition indépendante propose un espace fédérateur, il convient de se demander ce que signifie chacun d'entre eux dans leurs propres contextes. Il faut prendre en considération que ce que représente Lom au Chili n'est pas la même chose (même s'ils partagent des problèmes et façons de concevoir leurs situations) que ce qu'est Plural en Bolivie, ou encore Editions Métailié en France. Est-ce-que l'« indépendance » réussit effectivement à les inscrire dans une catégorie partagée, le même bateau dont parlé Métailié ?

L'éditrice reconnaît le panorama dissymétrique en décrivant en détail le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit une activité professionnelle présentée comme « particulièrement privilégiée ». A savoir : l'existence d'un prix unique⁵⁰ (qui pour la France existe depuis 1981 avec la loi Lang), d'une TVA différenciée pour le livre de 5,5 %⁵¹, d'un important réseau de librairies (malgré la montée en puissance des grandes surfaces et hypermarchés) et d'importantes aides publiques à la traduction. Ce cadre particulier marque

⁴⁸ Même à la foire du livre de Francfort il existe un programme spécial d'invitation destiné aux éditeurs jeunes ou émergents.

⁴⁹ Anne Marie MÉTAILIÉ. « Las funciones del editor independiente en el campo editorial ». Communication présentée dans le cadre de la Journée d'études « L'Édition indépendante en France et au Chili : Espace public, répertoires d'actions et modèles organisationnels ». Centre Culturel Gabriela Mistral. Santiago du Chili, le 4 et 5 avril de 2012. Publié dans *Comunicación y Medios*, 2013, N°27, p. 170 - 177.

⁵⁰ Les débats autour de la loi Lang sont traités en profondeur dans le travail d'Yves SUREL consacré au livre et ses rapports avec l'État en France. Voir Yves SUREL. *L'Etat et le livre. Les politiques publiques du livre en France (1957-1993)*, Paris, 1997, L'Harmattan.

⁵¹ La TVA différenciée, qui au Chili n'existe pas, est en Espagne de 4%, en Italie de 7%, en Allemagne de 7 %, en Argentine, Mexique et Colombie du 0 %, en Grèce de 4% et aux Etats-Unis de 7%.

les contours du « programme »⁵² ainsi que du répertoire d’actions des éditeurs indépendants français⁵³. Si le contexte de la globalisation éditoriale⁵⁴ s’impose, à l’échelle mondiale, à tous les éditeurs, certains sont mieux dotés que d’autres pour affronter cette scène général, du fait de dispositifs nationaux spécifiques. Nous le voyons clairement dans le compte-rendu de la Rencontre de Guadalajara :

« La globalisation a provoqué une distribution internationale spécialisant certains pays comme exportateurs et d’autres comme importateurs de livres (...) Ce cadre de disparités montre bien comment l’édition indépendante a conservé certains avantages dans les pays comme la France ou l’Espagne, où l’État a joué un rôle actif dans la promotion de l’édition indépendante au moyen de lois et politiques publiques (...) Ce « catalogue de privilèges », n’a cependant pas effacé les défis énormes auxquels l’édition indépendante doit faire face y compris dans les pays disposant de plus de ressources financières ainsi que d’une tradition majeure au sein de leurs institutions culturelles. Pour la réussite de ces avantages ou le maintien de certaines des conditions préexistantes à l’asservissement produit par les grandes sociétés transnationales, l’action soutenue et militante des associations ainsi que la capacité d’influence morale et intellectuelle des éditeurs a été indispensable ». ⁵⁵

Malgré de fortes asymétries de contextes, rappelées dans le diagnostic général, qui souligne la « nécessité de protéger et d’encadrer le livre par des dispositifs législatifs adaptés aux réalités de chaque pays »⁵⁶, ces éditeurs mettent l’accent sur les éléments d’unité nécessaires à l’action collective, au développement d’une plateforme et de stratégies communes. Sous la notion d’édition indépendante se trouve rassemblé au niveau mondial tout un ensemble de structures petites et moyennes (qualification qui dépend du cadre national considéré), partageant une vision du champ éditorial mondial comme étant caractérisé par la concentration et la « déprofessionnalisation ». Effectivement, comme nous le verrons plus

⁵² Nous parlons d’un « programme » pour décrire l’ensemble de diagnostics, demandes et propositions propres à un monde associatif organisé.

⁵³ En France, avec un cadre institutionnel beaucoup plus protégé- qui n’a pas empêché les regroupements à caractère monopolistique- les éditeurs n’ont pas assez développé d’espaces d’organisation spécifiques à l’édition indépendante. Avant l’apparition de l’Alliance (2002), les éditeurs s’organisaient seulement autour du Syndicat du livre. Créé en 1946, ce dernier constitue plutôt un organisme de type corporatiste représentant les intérêts de l’édition française et de formation pour la profession. En 2002 apparaît le Salon international des éditeurs indépendants et se créait l’association L’autre LIVRE et ce n’est qu’en 2004 qu’est créé le Collectif des éditeurs indépendants C.E.I (Société de distribution-diffusion de livres).

⁵⁴ Gisèle SAPIRO, *Les contradictions de la globalisation éditoriale*. Paris, 2009, Nouveau Monde Editions.

⁵⁵ Compte-rendu séance du 27 novembre 2005 à Guadalajara. “La globalización ha provocado una distribución internacional que especializa unos países como exportadores y a otros como importadores de libros. Este cuadro de disparidades muestra cómo la edición independiente ha logrado preservar ciertas ventajas en países como Francia o España, en los que el Estado ha asumido un rol activo en la promoción de la edición independiente, con leyes y políticas públicas (...) Este “catálogo de privilegios”, sin embargo, no oculta los enormes desafíos que la edición independiente debe afrontar incluso en los países con mayores recursos financieros, y con mayor tradición en la institucionalidad cultural. Para el logro de estas ventajas o la preservación de algunas de las condiciones preexistentes al avasallamiento producido por las grandes corporaciones transnacionales, ha sido decisiva la labor sostenida y militante de los gremios privados y el liderazgo moral e intelectual de los editores”. Compte- rendu de la séance du 25 novembre à Guadalajara.

⁵⁶ www.alliance-editeursindépendants.fr

loin, la mobilisation du thème de l'indépendance adopte des rythmes et s'établit selon des priorités différentes en fonction des réalités des acteurs au sein de chaque cadre local. Autrement dit, il existe des modes d'usage à des degrés divers d'une catégorie internationale telle que l'indépendance. Nous considérons que la façon de faire usage du terme revêt des particularités et que sa revendication est nécessaire d'une façon différente pour les éditeurs de pays périphériques comme le Chili que pour des pays centraux comme la France⁵⁷ (où l'enjeu de l'indépendance est avant tout prégnant face aux Etats-Unis, autour de la question de la « diversité culturelle », comme cela sera abordé plus loin).

A partir de cette approche, nous observons notamment comment la façon dont les éditeurs chiliens se sont investis dans l'organisation d'un pôle d'acteurs à différents niveaux est étroitement liée à une double problématique : transition/globalisation éditoriale⁵⁸. L'Association Editores independientes (1998) s'inspire à ses débuts de la notion d'indépendance pour fonder son espace (se nommer, écrire son manifeste, créer sa « marque ») et se projeter pour l'avenir ; ce n'est pas un hasard si elle fut la première à s'affilier à l'Alliance Internationale des Editeurs indépendants, en 2002, au moment de sa création. De même pour l'Association des Éditeurs indépendants du Chili⁵⁹ : le terme « indépendant » est utilisé dès le départ en tant que marqueur d'identité. À ce sujet nous coïncidons avec Gustavo Sorá dans le fait que « (...) *Il est indispensable de comprendre que les actions des éditeurs indépendants disputant la définition légitime de cette catégorie, sont ceux qui le font à l'échelle transnationale.* »⁶⁰

Afin d'interroger les usages ainsi que la portée qu'a eu ce terme pour les éditeurs indépendants chiliens, nous allons à présent retracer brièvement les mécanismes de production de cette catégorie dans la sphère internationale. L'ensemble des rencontres

⁵⁷ Bien que nous n'entrons pas dans les détails, nous allons mentionner que les débats actuels se sont déplacés vers l'idée d'« éditeur de création ». Dans le cadre des Assises internationale de l'édition indépendante, réalisés en septembre 2014 au Cap (Afrique du Sud), les éditeurs membres de l'Alliance ont discuté de ce sujet. Dans le cadre de ce débat, les éditeurs latinos, et tout particulièrement Paulo Slachevsky s'est montré assez critique, le considérant pertinent avant tout pour le contexte français, mais pas pour l'ensemble des éditeurs.

⁵⁸ Comme nous l'avons abordé dans introduction de cette thèse.

⁵⁹ Son histoire et son parcours ont été traités en profondeur dans la première partie de ce travail. Lorsque nous avons interrogé Paulo Slachevsky à propos du nom de l'Association, il a répondu de la façon suivante : « Como razón de ser ya veníamos con el concepto desde "Editores Independientes". El tema que nos unificaba y nos definía era el ser independientes, entonces era como evidente que el nombre fuese ese: era nuestra identidad. Ni siquiera nos pusimos a buscar un nombre ». Entretien avec Paulo Slachevsky, août 2012.

⁶⁰ Gustavo SORÁ, « El Mundo como feria In (ter) dependencias editoriales en la Feria de Frankfurt », Comunicación y Medios, 2013, p.20.

associatives, assises, déclarations et discours atteste du dynamisme du phénomène de l'édition indépendante dans les deux dernières décennies. Depuis Gijón (2000), l'Assemblée de l'Alliance des Editeurs indépendants, en passant par Dakar 2003, Guadalajara 2005 et les Assises internationales de l'édition indépendante en 2007 à Paris, on voit un terme forgé au sein de ces instances fédératives et d'échanges entre éditeurs. Cela nous permettra de voir la perspective internationale présente dans le réseau de l'édition indépendante dès sa création, et prenant corps progressivement.

2.1. Un internationalisme « français »

L'approché de non-promotion par les politiques publiques, défendue par ces transnationales du livre, est parfaitement en accord avec la politique des Etats-Unis dont la position diplomatique en la matière a été amplement battue en brèche à Paris en 2005, lors de la création de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, dont, paradoxalement, le Chili est l'un des signataires.

Editores Independientes de Chile. Lettre ouverte à la présidente Bachelet.2006.

Il s'agit ici de reconstruire le parcours des éditeurs indépendants chiliens ainsi que les espaces qui ont rendu possible sa visibilité, le paroxysme à ce sujet se trouvant lors de la création de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants. Comme nous l'avons vu dans la première partie, la légitimation des acteurs que nous étudions repose sur le processus d'internationalisation. Il n'en reste pas moins que cette internationalisation des éditeurs indépendants chiliens ne se fait pas au hasard. Elle est ce que nous pourrions nommer une « internationalisation française » ou, tout du moins, tournée vers la France de façon privilégiée. Les débats autour du « danger d'une marchandisation de la culture » et de son support par excellence, le Livre, se livrent à l'échelle internationale. L'identification des éditeurs indépendants comme acteurs reconnaissables et interlocuteurs légitimes sur la scène culturelle publique revêt une dimension géopolitique qu'il nous faut considérer. Le rôle joué par la France et le Canada (surtout francophone) s'est révélé déterminant dans tout le « combat » pour l'exception culturelle⁶¹, puis pour la diversité culturelle⁶². Dans cette

⁶¹ Ce n'est pas un hasard qu'elle ait été connue comme « exception française » comme nous le verrons plus loin.

⁶² Qui a culminé avec l'approbation de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'Unesco en 2005. USA et Israël n'ont pas signé la Convention. Voir Mauricio Bustamante et Constanza Symmes «Estructuras y dinámicas de un capital simbólico transnacional: condiciones sociales del ingreso de la diversidad cultural en Chile », Revista del Museo de Antropología, Córdoba, Argentina.

perspective et avec cette référence, le choix d'installer le siège des éditeurs indépendants à Paris, capitale de la « République des lettres »⁶³, n'est pas neutre.

L'accueil reçu en France d'une certaine idée de l'édition indépendante qui s'oppose à une « édition de consommation » ne va pas de soi. Toute la diplomatie culturelle de l'hexagone se construit sous le prisme de l'imaginaire du « pays de la culture », rattaché à la France, à l'opposé des représentations relatives à la culture et la forme de vie étatsunienne.

Nous pourrions affirmer que même dans l'écho vécu par les idées exposées par André Schiffrin dans « L'édition sans éditeurs », son ouvrage- témoignage majeur, a opéré une amplification de la résonance accordée à son analyse du fait de son passage biais Paris. Comme évoqué au début de cette deuxième partie, la traduction en français de ce livre – qui a bénéficié d'une large audience en France- constitue un élément clef de ce processus. Compte tenu de son double appartenance, franco américaine, nous allons transcrire un fragment qui nous semble révélateur à ce sujet. Dans *Allers-retours*, son livre autobiographique, André Schiffrin aborde précisément la mise en opposition de ces deux systèmes de référence :

« Je me suis aperçu que tout en étant effectivement un étranger, je n'en partageais pas moins beaucoup de convictions françaises fondamentales. Par exemple, j'avais la même opinion sur le rôle de l'Etat, et sur la résistance, voir le rejet, que la France devait opposer à certaines forces extérieures qui peu à peu transformaient sa vie quotidienne. Et un autre : « (...) Pendant les cours sur la manière de lire un journal que j'ai donnés à Sciences Po, j'ai pu constater chaque jour, à quel point la presse américaine non seulement rejetait l'opinion européenne, mais aussi jugeait de son devoir de sermonner et punir le Continent pour ses valeurs anticapitalistes, pour son attachement choquant à son indépendance vis-à- vis de l'influence américaine, au système de protection sociale, et même à l'idée que la réduction du temps de travail et le loisirs sont un élément essentiel de la vie. »⁶⁴

En fait, il n'est pas anodin la large audience que les textes de Schiffrin ont trouvé en France. Le livre et le prestige associé à son métier occupe une place centrale dans la représentation que la France a construit d'elle-même autour du monde. Les réactions à travers les médias de nombreuses voix alertant la disparition d'un type d'édition « de contenus », qui ont pour objectif l'oxygénation des débats. Comme le constate Sophie Noël « Ce type de mobilisation atteste l'importance de la croyance fondatrice dans la spécificité du livre en

⁶³ Voir Pascale CASANOVA, *La République des Lettres*, Paris, 1999, Éditions du Seuil.

⁶⁴ André SCHIFFRIN. *Allers- retours*. Paris-New York-Un itinéraire politique. Diana Levi, 2007.

France, qui s'incarne de manière particulièrement marquée dans la figure de l'éditeur, fortement personnalisé et nimbée d'un grand prestige social ». ⁶⁵

A titre d'exemple nous pouvons aussi évoquer l'intervention de l'ancien ministre Jack Lang, en 1982, devant l'Assemblée nationale pendant les débats autour du prix unique pour le livre : « Ce régime dérogatoire est fondé sur le refus de considérer le livre comme un produit marchand banalisé ». L'idée du livre comme « un produit qui n'est pas comme les autres » évolue dans un contexte socioculturel spécifique de fabrication, un désir d'universalisme, un certain ancrage sur son « origine » enraciné dans une histoire large.

Une Alliance internationale des éditeurs scellée à Paris



Une révision non exhaustive des noms qui ont dirigé l'Alliance, fait apparaître que les équipes sont formées par des individus de nationalité française qui présentent un profil « international ». Ce profil, ou statut international est à la fois une condition et un conditionnant (résultat). C'est-à-dire qu'ils sont là en raison de leur parcours international et deviennent internationaux (ou renforcent ce statut) parce qu'ils occupent ce poste, dans un lien très complexe et intime entre la personne et l'institution. Juste pour en donner quelques exemples :

Michel Sauquet (1946, Paris) est écrivain et enseignant spécialisé dans le domaine culturel (il enseigne Sciences-Po Paris, à l'École centrale de Paris et à l'École nationale des Ponts et Chaussées). Sauquet a travaillé comme consultant, dans le cadre de la coopération internationale et la communication interculturelle, dans diverses organisations en France et à l'étranger (notamment en Afrique et en Amérique latine) ainsi que à la Fondation Charles Léopold Mayer, dans laquelle il a créé les éditions sous le même nom. De 1995 à 1998, il a lancé et dirigé la collection littéraire « Nervures » aux éditions Desclée de Brouwer. Sauquet a également présidé l'Alliance internationale des éditeurs indépendants dans la période 2002-2006 et vice-président ensuite 2006-2010.

⁶⁵ Sophie NOËL *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, Paris, Presses de l'ENSIB, coll. « Papiers », 2012. p. 298.

Étienne Galliard entre à la Fondation Léopold Mayer en 1998, au sein du programme « Interculturel » et dirige actuellement l'Alliance. Créateur de Double ponctuation, un bureau d'études en communication. Il est auteur de Guide pratique du mécénat associatif (2006) et également directeur de publication de la revue Bibliodiversity⁶⁶.

Henri Rouillé d'Orfeuil est ingénieur agronome et docteur en économie. Auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels *Le tiers Monde* (La Découverte, 1997) et *Économie, le réveil des citoyens* (La Découverte, 2002). Il a travaillé au ministère des Affaires étrangères et à la Banque mondiale. Membre du Comité international de recherches agronomiques pour le développement, il a présidé jusqu'en 2008 la plate-forme française des ONG de solidarité Coordination SUD. Il était vice-président de l'Alliance pour la période 2006-2010.

Luc Pinhas est secrétaire du Bureau de l'Alliance. Il s'agit d'un acteur positionné entre les champs académique et associatif (au sein de la profession). Docteur en sciences de la communication et Maître de conférences à l'Université Paris 13-Villetaneuse (où il exerce comme directeur adjoint de l'UFR des Sciences de la Communication et codirige le Master « Commercialisation du livre »). Il fait partie du comité scientifique de la revue Bibliodiversity.

2.2 Le premier antécédent : Editores Independientes

Tout au long de cette plateforme de constitution de réseaux à plusieurs échelles qui caractérise le mode d'organisation des éditeurs indépendants chiliens, il faut évoquer comme antécédent incontournable la fondation du collectif Editores independientes (dont sa trajectoire sera abordée plus bas in extenso au sein de la section « Edition et engagement »)

Le renouveau de la démographie éditoriale, comme Bertrand Legendre⁶⁷ caractérisait le phénomène de concentration vécu au niveau mondial, va situer les maisons d'édition nationales dans un contexte différent, qui interpelait leur façon de travailler. À cette même époque et suite aux rencontres de plus en plus fréquentes lors de divers événements (comme au Salon du livre ibéro-américain de Gijón (en 1998), des liens commencent à se nouer entre

⁶⁶ Bibliodiversity, fondée en 2011 correspond à une revue co-publiée par l'Alliance internationale des éditeurs indépendants et par Double ponctuation. Son directeur de publication est Étienne Galliard, directeur de l'Alliance. Le Comité scientifique de la revue est composé par Françoise Benhamou, (France), Jacques Michon (Québec, Canada), Jean-Yves Mollier (France), André Schiffrin (États-Unis +). Le Comité Editorial est constitué par Eva Hemmungs Wirtén (Suède), Simone Murray (Australie), Luc Pinhas (France), Gisèle Sapiro (France), Gustavo Sorá (Argentine), Josée Vincent (Québec, Canada).

⁶⁷ N° 170, décembre 2011.

les petites maisons d'édition indépendantes au niveau international. C'est ainsi que, quatre maisons d'éditions indépendantes ont décidé de fonder, en 1998, *Editores Independientes*, la quadrille⁶⁸, première référent associatif au niveau régional. Il s'agissait d'Era, du Mexique, maison fondée en 1960, de Trilce, d'Uruguay, fondée en 1985, de Txalaparta, du Pays Basque espagnol, créée en 1986, et de Lom, maison d'édition chilienne née en 1990. Ces quatre maisons d'édition ont plusieurs points en communs en ce qui concerne leurs catalogues, la place qu'elles occupent dans le monde de l'éditions de leurs pays ainsi que dans leur vision sur les possibilités qu'ouvrent les espaces en commun : « dans ce cadre de résistance à une globalisation néolibérale qui entraîne une concentration horizontale et verticale dans le monde de la culture naît le réseau d'Éditeurs indépendants (...) ce qui a permis de concrétiser un espace de rencontre et une pratique de collaboration mutuelle ». ⁶⁹

Elles partagent également une manière de faire face au négoce éditorial, de concevoir leur politique éditoriale tout comme leur situation face à la surreprésentation des consortiums, notamment espagnols, dans leur pays.

2.3 Des « salons » où l'on écrit l'histoire

Dans le cas des éditeurs latino-américains, après la création d'*Editores Independientes*, un événement qui revêt beaucoup d'importance fut la « Première Rencontre des Editeurs Indépendants de l'Amérique latine »⁷⁰. Pablo Harari, l'éditeur de Trilce le décrivait de la manière suivante, soulignant la dimension « élargissement d'horizon » :

« Cette première Rencontre a rendu possible rassembler quelque gens, ce que nous a permis d'élargir le regard. Ils ont venu des gens de l'Afrique du sud, de l'Angleterre, de l'Espagne aussi, et là nous avons, d'un côté, commencé à développer la manière de travailler nous, et d'autre coté de voir le monde éditorial. Nos problèmes latino-américains n'étaient pas tellement originaux, ils existaient aussi en Europe, ils existaient aussi (comme disait Schiffrin) aux Etats-Unis, ils existaient en Afrique... »⁷¹.

⁶⁸ D'après l'expression « cuadrilla » d'origine basque qui est utilisée par ces éditeurs pour s'auto-désigner.

⁶⁹ Brochure institutionnelle d'*Editores Independientes*.

⁷⁰ Cette rencontre a compté avec la participation de: Pablo Harari (Trilce, Uruguay), Paulo Slachevsky (Lom Ediciones, Chile), Lidio Peretti (Editora Voces, Brasil), Robert Molteno (Zed Books, Angleterre), André Schiffrin (The New Press, USA), Rafael Martínez Ales (consultant, España), Marcelo Uribe (Era, México), Mempo Girardinelli (écrivain argentin), François Gèze (Editions La Découverte, France), Bridget Impey (David Philip Publishers, Afrique du sud), José María Esparza (Txalaparta, Pays basque- Espagne), Alvaro Garzón (consultant, Colombie), Michel Sauquet (FPH, France) et Etienne Galliard (projet Bibliothèque interculturelle pour l'avenir, France) et Sandra Contreras et Adriana Astuti (Editions Beatriz Viterbo, Argentine).

⁷¹ Citation originale : « Ese primer Encuentro hizo posible juntar alguna gente, que nos permitió ampliar la mirada, vino gente de África del sur, de Francia, de Inglaterra, de España también, y ahí entramos a

Réalisée à Paris en 2000, cette rencontre a reçu le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme⁷² (FPH : Michel Sauquet), de la Représentation européenne du B.I.D.⁷³ (Banque interaméricaine du développement : Leo Harari) ainsi que de l'OEI (l'Organisation des États ibéro américains : Francisco Piñón), de l'UNESCO (Milagros del Corral) et de l'OEA (Sara Meneses) et a bénéficié de la participation de l'écrivain Luis Sepúlveda (Salón del libro). Parmi les intervenants, on trouve : André Schiffrin, François Gèze (Editions La Découverte), Pablo Harari (Trilce), Paulo Slachevsky et Silvia Aguilera (Lom.), Robert Molteno (Zed Books, Angleterre), Marcelo Uribe (Era), Joxemari Esparza (Txalaparta). Nous observons, dans l'organisation de cette première réunion d'éditeurs, une convergence entre les personnes et les institutions internationales liées à la thématique culturelle, les passerelles consistant en des contacts personnels échangés entre eux. C'est notamment le cas de Pablo Harari, des Éditions Trilce, qui a vécu son exil en France avait son frère Leo Harari⁷⁴ qui travaillait au bureau de l'UNESCO à Paris, dans la section des Industries culturelles et qui a obtenu pour eux le soutien de l'OEA et de l'UNESCO. Nous constatons que la présence de la Fondation Léopold Mayer agit comme une plateforme pour établir des liens (tant Michel Sauquet que Leo Harari ont travaillé pour son programme « Bibliothèque interculturelle pour l'avenir » et Harari a été ensuite embauché par le BID grâce au fait qu'il y a fait la connaissance de son directeur, Enrique Iglesias).

desarrollar la manera de trabajar nosotros, por un lado, y de ver el mundo editorial por el otro Nuestros problemas latinoamericanos no eran tan originales. Se daban también en Europa, se daban (como decía Schiffrin) en EEUU, se daban también en África...». Entretien avec Pablo Harari, novembre 2012

⁷² Fondation de droit suisse, fondée en 1982 sous le nom de Charles Léopold Mayer (1881-1971), scientifique et philosophe français d'origine suisse. Elle s'est investie dans la formation de ce qu'elle appelle une « société civile mondiale ». Cette fondation a soutenu la création et le développement de « l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire » ainsi que la célébration de l'Assemblée mondiale de citoyens, réalisée à Lille, en 2001.

⁷³ À l'époque, Enrique Iglesias se trouvait à la tête du BID. L'intérêt particulier qu'il porte aux industries culturelles, a favorisé l'implication de cet organisme international. Lorsque j'ai interrogé un consultant du BID au sujet des matières travaillées, il m'a répondu que le BID possède une logique très peu rigide, qui dépend plus des préférences de la personne à la tête de l'institution que des agendas de celle-ci. Enrique Iglesias (Asturias, Espagne, 1930), fils de migrants espagnols arrivés en Uruguay en 1936, il est économiste et docteur en droit à la Carlton University (Ottawa, Canada). Il fut président de la Banque centrale de l'Uruguay et a travaillé au secrétariat général de la CEPAL (1972-1985) ainsi que comme ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay. Il affiche également un long parcours au sein de la BID, dans laquelle il a exercé les fonctions de président entre 1988 et 2005.

⁷⁴ Leo Harari (Montevideo, 1947) a fait des études en droit et sciences politiques ; il est aussi écrivain (il a publié le roman « La nostalgia tiene bolsillo »). Militant du mouvement tupamaro, il fut prisonnier politique. Exilé à Paris, Il a travaillé à l'Unesco, à la Fondation Charles Léopold Mayer et ensuite au BID. Après son retour en Uruguay, il a exercé comme conseiller de l'Organisation internationale pour les migrations et pour l'ONU. À partir de 1985, il a travaillé pour la Banque Interaméricaine de développement pendant la direction d'Enrique Iglesias. Il a été invité à une conférence-rencontre autour de ce que « signifie revenir au pays depuis la perspective de l'exil en France et sur l'actualité de l'Uruguay » organisé par le Conseil consultatif de Paris (www.uruguayos.fr), le 1 juillet 2010.

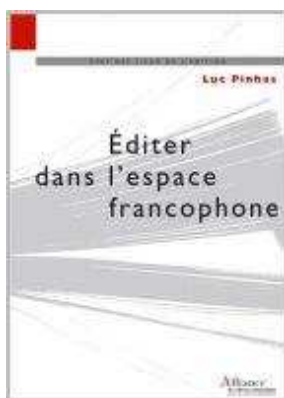
Deux ans après, en 2002, vient la création de *l'Alliance des Editeurs Indépendants* pour une autre mondialisation, qui va amorcer ce processus de formation de réseaux. Association française (loi 1901) à but non lucratif créée à l'initiative d'un petit groupe de professionnels du livre dans le prolongement du programme « Bibliothèque interculturelle » de la fondation Charles Léopold Mayer. L'Alliance promeut les échanges des idées entre éditeurs, la construction d'une société civile internationale et la bibliodiversité. Son travail « par la mise en place progressive d'un réseau international d'éditeurs, indépendants des grands groupes », consiste essentiellement à promouvoir des accords commerciaux solidaires entre les membres de l'organisation en mettant en place des processus de coédition. Elle s'organise par aires linguistiques⁷⁵ et réunit actuellement une soixantaine d'éditeurs du monde entier (Chine, Inde, Moyen Orient, Afrique francophone, anglophone, lusophone, Amérique Latine, Amérique du Nord, Europe) dont 45% d'éditrices.

L'Alliance réalise des publications permanentes qui donnent à voir les passerelles existantes entre elle et le monde académique, en termes de réflexions, de production de connaissances, et en vue d'une application concrète dans le domaine du livre et de l'édition. On peut citer la collection « État des lieux de l'édition », celle-ci a vu le jour à Paris en 2003 sous la direction du spécialiste du livre Jean-Yves Mollier et a publié les ouvrages : Protéger le livre de Markus Gerlach, publié en 2003 (disponible en français, espagnol et portugais) qui met à disposition un panorama complet sur le prix fixe du livre en Europe, Editer dans *l'espace francophone* de l'universitaire Luc Pihnas, paru en 2005, Éditeurs indépendants : de *l'âge de raison vers l'offensive ?* de l'éditeur et enseignant Gilles Colleu⁷⁶, qui offre une définition de l'« éditeur de création » publié en 2006, la même année que *Des paroles et des actes pour la bibliodiversité*.⁷⁷

⁷⁵ Le réseau francophone est le plus important et comprends des éditeurs français, belges, suisses, marocains, gabonais, maliens, béninois, ivoiriens, tunisiens, sénégalais, canadiens, guinéens, sénégalais, camerounais, togolais, burkinabais.

⁷⁶ Gilles Colleu a enseigné pendant plusieurs années au sein de la formation professionnelle en édition à l'Université de Paris 13 Villetaneuse. Il fut élève de Jean Marie Bouvais (a qui fut dédié le cité livre). Il est également codirecteur, avec Jutta Hepke, des éditions Vents d'Ailleurs, qui s'est spécialisé en littérature étrangère. La maison a été fondée en 1999 et fait partie de l'Alliance.

Des paroles et des actes pour la bibliodiversité, correspond à un ouvrage collectif, présenté en partenariat avec l'Union Latine et le Centre Régional pour le Développement du Livre en Amérique Latine et dans les Caraïbes (CERLALC). Ce texte regroupe les interventions des 23 éditeurs réunis lors de la Rencontre tenue à Guadalajara, Mexique, du 27 au 30 novembre 2005, marquée par la Déclaration des éditeurs indépendants du monde latin, signée par 70 éditeurs indépendants, venus de 23 pays du monde latin, d'Afrique, d'Amériques, et Europe.



Texte de Luc Pinhas, publié en 2005.

Ensuite, on peut mentionner un riche ensemble d'initiatives : l'année 2003 les éditeurs organisent la Rencontre de Dakar (qui a produit une déclaration signée par soixante maisons d'éditions de quarante pays) suivi par Guadalajara (2005) et Gijon (2007) avec la Deuxième rencontre des éditeurs indépendants, qui a compté avec la participation d'une vingtaine d'associations⁷⁸ –dont les « Editeurs Indépendants » et « l'Association des éditeurs indépendants du Chili ». À cette occasion ils ont fait une déclaration qui, reprenant divers points liés au monde du livre et à la question de la diversité culturelle, était centrée sur le caractère inégal des échanges de livres entre l'Amérique Latine et l'Espagne⁷⁹ qui sont de l'ordre de plus de 100 pour 1.⁸⁰ Dans ce document, elles demandent des mesures compensatoires pour permettre aux livres latino-américains d'exister dans les bibliothèques et les espaces de diffusion commerciale espagnols, au nom du renforcement de la diversité culturelle entre les peuples.

Les grands axes du document portaient sur le constat de l'instauration d'une notion d'édition indépendante (une catégorie qui 7 ans auparavant était encore méconnue), sur la reconnaissance progressive des divers institutions et organismes internationaux – légitimés par la Convention pour la Diversité Culturelle de l'Unesco – et de la centralité du rôle de l'édition indépendante comme élément constitutif de la diversité culturelle, ainsi que sur la prolifération des instances de rencontre qui ont permis la formation de divers réseaux.

⁷⁸ Il s'agissait de: l' Association des éditeurs indépendants du Chili, d'Editeurs Indépendants (qui regroupent Era (Mexique), Trilce (Paraguay), Txalaparta (Pays Basque-Espagne) et Lom (Chili), Baile del Sol (Iles Canaries-Espagne), Bild & Co Editor (Venezuela), Ediciones Cidcli (Mexique), Ediciones de la BANDA Oriental (Uruguay), Ediciones de la Flor (Argentine), Ediçoes Asa (Portugal), Edita, Andalucía (Espagne), Editions du Boréal (Québec- Canada), Editions Métailié (France), Editions Opéra (Grèce), Encuentro de Editores independientes de Guadalajara (Mexique), F &G (Guatemala), Isla Negra (Puerto Rico), Luigi Brioschi, Ugo Guanda Editori, Maizal Ediciones (Argentine), Septem (Asturias- Espagne), Sexto Piso (Mexique et Espagne).

⁷⁹ Cette Rencontre a été réalisée dans le cadre du 10^{ème} Salon du Livre Ibéro-américain

⁸⁰ Source : Déclaration de Gijón. 2007.

Bien qu'ils reconnaissent ces avancées, les associations considèrent qu'il est nécessaire de continuer à travailler pour faire respecter et appliquer le droit souverain de formuler des politiques publiques qui protègent et promeuvent l'industrie indépendante et nationale du livre, pour que les auteurs continuent à voir dans l'édition indépendante un effort de promotion culturelle, pour élaborer des lois équilibrées sur les droits d'auteur, et pour que le concept de libre circulation du livre et des idées ne soit pas un prétexte dissimulant des échanges inégaux.

Résumé de rencontres internationales d'éditeurs indépendants

Nom de la Rencontre	Lieu	Année	Nombre d'assistants	Participation d'Éditeurs de Chile EDIN	Document final
Première rencontre des éditeurs indépendants	Gijón, Espagne	1998	pas d'information	Oui	Actes
Première Rencontre des Editeurs Indépendants de l'Amérique latine	Gijón, Espagne Paris, France	2000, mai 2000, déc.	pas d'information	Oui	Déclaration de Gijón Actes de la journée
Rencontre de Dakar	Dakar	2003	60 maisons d'éditions et professionnels du livre issus de 40 pays	Oui	Déclaration des éditeurs indépendants et solidaires
Rencontre de Guadalajara	Guadalajara, Mexique	2005	70 éditeurs indépendants venus de 23 pays du monde latin, d'Afrique, d'Amériques, et d'Europe.	Oui	Déclaration des éditeurs indépendants du monde latin
Assises internationales de l'édition indépendante	Paris, France	2007	75 éditeurs indépendants de plus de 45 pays	Oui	Déclaration internationale des éditeurs indépendants
Deuxième rencontre des éditeurs indépendants	Gijón, Espagne	2007	pas d'information	Oui	Déclaration de Gijón
Rencontre générale des membres de l'Alliance	Paris, France	2014	Pas d'information	Oui	Déclaration internationale des éditeurs indépendants pour la protection et la promotion de la bibliodiversité.
Assises internationales de l'édition indépendante	Cap, Afrique du Sud	2014	Plus de 400 éditeurs de 45 pays	Oui	Déclaration internationale des éditeurs et éditrices indépendants pour faire vivre et renforcer ensemble la bibliodiversité.

Section III. Édition indépendante et « engagement »⁸¹

Comment penser « l'engagement » chez les acteurs culturels ? Appliquée au terrain de l'édition⁸², la notion « d'engagement » renvoie d'abord à l'idée d'une mise en circulation de contenus dits « critiques » ou anti-mainstream, c'est à dire à des publications qui « prennent parti pour » un certain répertoire thématique, elle renvoie également au positionnement de certains auteurs, à la promotion des certains débats ainsi qu'à des genres moins commerciaux (titres à rotation lente).

Mais ces caractéristiques ne résolvent pas entièrement la complexité de cette notion : qu'y a-t-il derrière un éditeur « engagé » ? Pour traiter de cette catégorie, nous allons interroger le lien et les croisements existants entre édition et politique. Qu'est-ce qui conduit un éditeur – exerçant une profession située en apparence dans l'espace privé d'une maison d'édition – à vouloir développer une parole publique ? À quelles conditions ? Autrement dit, qu'est-ce qui conduit des entrepreneurs de la culture à dépasser la vocation commerciale première de leur profession pour lui assigner une fonction morale, culturelle, politique et sociale ?

Parcours des éditeurs indépendants « engagés »

Dans cette section qui nous invite à penser un type spécifique d'édition se fixant pour objectif d'avoir un impact sur la vie publique, nous allons présenter le portrait sociologique d'un collectif contemporain spécifique : Editores Independientes. Ce regroupement formé de quatre maisons d'édition- Lom, maison d'édition chilienne, née en 1990 ; Era, fondée au Mexique en 1960 ; Trilce, lancée en Uruguay en 1985 ; et Txalaparta créée au Pays basque espagnol en 1986- est toujours actif aujourd'hui et structuré autour d'objectifs et de principes communs.

En retraçant les trajectoires biographiques des éditeurs qui les dirigent et qui se revendiquant « indépendants », nous allons analyser leur parcours collectif, leurs modes d'organisation, leurs choix éditoriaux, leurs discours, ainsi que leurs façons d'incarner un

⁸¹ Cette partie est tirée d'un article que nous avons publié dans la Revue Bibliodiversity, Édition et engagement : d'autres façons d'être éditeur ? numéro coordonné par Sophie Noël et Luc Pinhas, publiée en février 2016. http://www.bibliodiversity.org/BIBLIODIVERSITY%204_ARTICLE%20CONSTANZA%20SYMMES.pdf

⁸² Bien qu'il ait été étudié dans d'autres domaines comme la « littérature engagée », le « canto comprometido », entre autres.

« engagement », soit une prise de position publique.

Nous faisons ici l'hypothèse que ces acteurs possèdent un savoir-faire associatif lié à leurs parcours antérieurs, lequel est mobilisé et réactualisé dans le domaine culturel. Le concept de convertibilité de capitaux permet d'analyser ce savoir-faire associatif qui, chez ces éditeurs, s'actualise dans une contestation collective du phénomène de concentration éditoriale. Critiquant la mondialisation structurée par des grands consortiums, le mode de production des biens symboliques, ainsi que de la circulation asymétrique de ces biens, ces acteurs se sont organisés autour de la « production d'un sens commun de la dissidence »⁸³.

Cette notion renvoie à la capacité de publier ou de « donner une existence publique » à un ensemble de textes et de débats destinés à être mobilisés et à intervenir dans la vie de la cité. Il s'agit ici d'acteurs qui privilégient la nature culturelle du livre, produit « pas comme les autres » qu'ils considèrent comme un instrument formateur décisif. Comme nous les verrons, ces éditeurs agissent comme des connecteurs entre le champ politique et culturel, ce qui entraîne une reconfiguration de ceux-ci.

3.1. Genèse et construction de la cuadrilla : une stratégie économique-politique ?

Suite au Salon du livre ibéro-américain⁸⁴ de Gijón (1998), de petits éditeurs latino-américains (et un basque) commencent à coïncider, à produire des dialogues et à échanger des diagnostics à propos de la situation du livre au niveau mondial, qu'ils ont connue en tant que « nouveaux venus » du champ éditorial, et qui leur semble « critique ».

Sur une scène éditoriale mondiale dominée par de grands consortiums du livre, les années 1990 se caractérisent en Amérique latine, au niveau politique, par un processus de retour vers la démocratie. Dans le cas particulier du Chili, cette atmosphère d'ouverture dans les échanges commerciaux, amorcée pendant la dictature militaire, constitue l'un des piliers

⁸³ Inspirée de Raquel Gutiérrez (de l'espagnol « sentido común disidente »), nous avançons que ces éditeurs partagent une conception critique qui questionne l'état actuel du monde culturel (décrite ci-dessus) héritée de leurs expériences politiques antérieures et qu'ils vont catalyser dans la création d'une organisation professionnelle de la culture alternative pour disputer un rapport des forces au sein du champ. Voir Raquel Gutiérrez, *Desandar el laberinto. Introspección en la feminidad contemporánea*. México, Pez en el árbol, 2014.

⁸⁴ Salon organisé par l'écrivain chilien Luis Sepúlveda. C'est justement à l'occasion d'un « asado » (barbecue) de bienvenue chez lui que les membres de la « cuadrilla » se sont rencontrés. Luis Sepúlveda a été « découvert » en France par l'éditrice Anne- Marie Métailié dont la maison d'édition a traduit ses principaux ouvrages.

du projet transitionnel mené par les gouvernements de la Concertation⁸⁵. De son côté, l'Espagne post-franquiste, elle aussi dans une phase de transition politique depuis la fin des années 1970, met en œuvre une politique étatique de soutien à l'industrie du livre (à travers des crédits, l'aide à l'achat des droits d'auteurs, etc.) qui permet aux maisons d'édition espagnoles un développement assez rapide. Cette nouvelle phase d'expansion du marché du livre espagnol⁸⁶ inaugurée dans cette période se caractérise par l'installation progressive des filiales en Amérique latine⁸⁷, qui parviennent à capter les auteurs les plus porteurs. Pablo Harari, l'éditeur de Trilce, décrit ce moment de la façon suivante :

« Ils calculaient qu'ils avaient atteint un plafond en Espagne et qu'ils devaient conquérir le marché naturel de la langue castillane qui était en Amérique latine. (...) Cette situation vraiment nouvelle venait changer le panorama pour les maisons d'édition disons tout à fait « nationales ». D'une part, il y avait les nouvelles façons de faire des affaires que ces entreprises développaient ; d'autre part il y avait une concurrence toute nouvelle, qui s'exprimait par exemple dans ce que nous appelions la cerise sur le gâteau. Avec des chants de sirène, ils prenaient les bons écrivains, les écrivains réalisant les meilleures ventes, les écrivains de la génération du « boom » ... Bon, je dis chants de sirène parce que les écrivains pensaient qu'ils allaient être publiés en Espagne et sortir des frontières, chose qui après – avec le temps – s'est avéré faux. Seuls quelques-uns sont sortis des frontières tandis que les autres continuaient à être édités dans les mêmes pays qu'avant, lorsqu'ils étaient édités par les maisons d'édition nationales »⁸⁸.

Cet extrait donne à voir les principaux enjeux dans les relations entretenues entre les maisons d'édition locales et celles de l'Espagne, et la répartition de niches d'auteur⁸⁹. Le marché du livre s'organise par aires linguistiques. Dans le cas du livre hispanophone, il reste

⁸⁵ La Concertation des partis pour la démocratie est l'alliance du Parti démocrate chrétien (PDC), du Parti socialiste (PS), du Parti radical (PR) et du Parti pour la démocratie (PPD) qui est arrivée au pouvoir en 1990, à la fin du régime militaire, et qui reste jusqu'aujourd'hui (à l'exception du période 2009- 2013 où la droite chilienne a gagné les élections). Entre 1990 et aujourd'hui, le Chili a signé 58 Traités de libre-échange. Source : www.direcon.gob.cl :

⁸⁶ Pensons à des groupes tels que Planeta ou Prisa qui se sont développés dans le domaine de la communication (journaux, radio, télévision, édition, édition, etc).

⁸⁷ Même trop rapidement, il faut indiquer que, dans la région latino-américaine (avec ses différents cadres et panoramas), la situation du livre est très précaire (sauf exceptions comme le Mexique, l'Argentine ou le Brésil). Cela s'explique pour des raisons différentes (la taille du marché et ses flux, etc), mais un point commun reste la fragilité des politiques culturelles destinées au secteur. Nous sommes d'accord avec l'explication donné par le directeur exécutif de la Fédération grémial d'éditeurs de l'Espagne, qui affirmait : « (...) Il n'y a pas d'industrie éditoriale latino-américaine et cela n'est pas la conséquence de l'industrie éditoriale espagnole, mais des politiques erronées qu'ont porté les gouvernements latino-américains dans leur ensemble, et ce sont eux qui ont annihilé l'industrie éditoriale latino-américaine... Les marchés globaux ont fait opter pour des politiques macro- économiques qui sont de la responsabilité des gouvernements ». Extrait de son intervention menée à l'occasion d'une rencontre officielle entre les secteurs du livre du Chili et de l'Espagne tenue à Madrid en 2002.

⁸⁸ Entretien avec Pablo Harari, 2012.

⁸⁹ Il convient de faire mention de la dynamique existante sur le marché du livre à travers laquelle certains auteurs publiés par les maisons d'édition locales sont récupérés par les celles qui sont économiquement plus puissantes. Il s'agit des auteurs qui « ont bien marché » et qu'après avoir été « testés » sur le marché sont récupérés.

dominé par le pays ibérique⁹⁰ du fait de sa puissance financière. La capacité des holdings de communications espagnols à acheter les droits d'auteur pour l'ensemble de l'aire hispanophone rend très difficile la participation des petits éditeurs à ce marché.

Le phénomène de concentration expérimentée par l'édition à l'échelle mondiale dès la fin des années 1980, va avoir un impact profond sur les maisons d'édition nationales et sur leur façon de travailler. Pour sa part, Joxemari Esparza, l'éditeur de Txalaparta, déploie une argumentation similaire à celle d'Harari. Son récit nous semble particulièrement illustratif, compte tenu de la condition de petite maison d'édition espagnole et en vertu de son appartenance au Pays Basque.

« Nous nous sommes trouvés face à un autre phénomène : quand nous avons édité un auteur, les grands venaient et nous l'enlevaient, en vertu de la stratégie : "Si vous publiez chez nous, je vous éditerai aussi en Amérique latine". Alors ce que découvraient les petits éditeurs, c'est que les grands les retenaient [les auteurs] grâce à des promesses de plus de ventes et d'une présence à l'étranger. Alors nous nous sommes dits : pourquoi ne pas prendre contact avec d'autres éditeurs en Amérique latine ? Et faire une sorte de partenariat. Jusque-là, il n'y avait aucune collaboration entre les éditeurs »⁹¹.

La construction des réseaux éditoriaux répond donc à deux objectifs : d'une part résister au phénomène de recomposition du marché du livre et à la concentration éditoriale, d'autre part, mettre en place une stratégie de positionnement et de survie au sein du champ éditorial. Des rencontres de plus en plus fréquentes seront le support matériel de création des liens entre les éditeurs indépendants. Suite au Salon du livre ibéro-américain de Gijón (1998), les quatre éditeurs indépendants commencent à dialoguer et à échanger à propos de la situation du livre au niveau mondial, qu'ils appréhendent en tant que « nouveaux venus », et qui leur semble « critique ». Ils décident de fonder *Editores Independientes*, constituant ainsi un premier référent fédératif « régional ».

⁹⁰ A propos de l'asymétrie dans les échanges entre l'Espagne et l'Amérique latine, voir l'étude « El comercio de libros entre España y América latina : disonancia en la reciprocidad » d'Elena Enríquez Fuentes, 2008.

⁹¹ Entretien avec Joxemari Esparza, 2013.



Logo d'Editores independientes créé par l'artiste espagnol (et fondateur de la maison d'édition ERA) Vicente Rojo.

En 2000, Editores independientes organise, à Gijón toujours, la Première rencontre d'éditeurs indépendants, à laquelle participent des éditeurs venus d'Amérique latine, d'Europe et des Etats-Unis. Paulo Slachevsky, éditeur de Lom, en témoigne :

« Nous nous sommes de nouveau rencontrés, nous avons établi un lien beaucoup plus fort, et nous avons commencé à partager notre expérience avec d'autres maisons d'édition, et c'est de là qu'est né ce réseau d'éditeurs indépendants et la Première rencontre d'éditeurs indépendants, que nous avons mise en place à Gijón deux ans plus tard, où on a invité Andrés Schiffrin. Avec ces trois autres maisons d'édition, nous avons créé ce réseau qui existe et fonctionne toujours »⁹².

Le discours de Paulo Slachevsky renvoie à la prise de conscience de l'existence d'un potentiel associatif. D'autre part, la présence de l'éditeur franco-américain André Schiffrin, en plus de sa force légitimatrice, montre que la perspective internationale est présente dès la création du réseau et ne fera que se confirmer.



Rencontre de Gijón en 2000. De gauche à droite, en première ligne : André Schiffrin, Marcelo Uribe et Mari Joxe Ruiz. Derrière : Joxemari Esparza, Silvia Aguilera, Pablo Harari et Ana Dannieli.

La création de l'Alliance des éditeurs indépendants va amorcer, en 2002, un processus de formation de réseaux, et de production de documents et d'outils d'analyse sur eux-mêmes. Editores Independientes est le premier collectif d'éditeurs à s'affilier à l'Alliance, configurant ainsi le réseau linguistique hispanophone.

⁹² Entretien avec Paulo Slachevsky, avril 2009.

Cette activité fédérative permet aux éditeurs de la cuadrilla de développer des stratégies autour d'objectifs partagés, pour faire face aux conséquences de la globalisation éditoriale. Au-delà des asymétries entre les cadres de régulation propres à chaque pays, la mise en réseau fournit un répertoire d'outils à mobiliser : données chiffrées, diagnostics, documents juridiques, propositions législatives, mais aussi la construction d'un langage et d'un appareil conceptuel partagés, notamment autour du prix unique du livre, d'une TVA différenciée, de la bibliodiversité et du commerce équitable du livre.

Editores de Chile, *Asociación de Editores Independientes, Universitarios y Autónomos*, tiene el agrado de invitar a usted al Seminario Internacional:

Hacia una política de integración del libro latinoamericano:
Políticas públicas, concentración y bibliodiversidad,
que se realizará el lunes 22 de octubre, de 9:00 a 18:00 hrs., en la Cinemateca Centro Cultural Palacio de La Moneda*.

El Seminario será inaugurado por la Ministra de Cultura, Paulina Urrutia, y el Presidente de la Asociación de Editores de Chile, Eduardo Castro Le-Fort.

La conferencia inaugural estará a cargo del editor y fundador de The New Press, André Schiffrin, figura emblemática de la edición independiente.


Esperamos contar con su asistencia.

SRC: contacto@editoresdechile.cl / fonos: 688 52 73 - 487 0700


*Plaza de la Ciudadanía 26, Santiago Centro. Metro Moneda
Entrada a estacionamientos subterráneos por Teatinos.
Acceso peatonal por Teatinos y Morandé. Consultar mapa en www.ccpim.cl.

PROGRAMA
Seminario Internacional
HACIA UNA POLÍTICA DE INTEGRACIÓN DEL LIBRO LATINOAMERICANO

<p>9:00 - 9:30 Inscripciones</p> <p>9:30 - 10:00 Discursos de bienvenida de Paulina Urrutia, Ministra de Cultura Eduardo Castro Le-Fort, Presidente de Editores de Chile</p> <p>10:00 - 10:45 Conferencia Inaugural André Schiffrin, Fundador y editor de The New Press.</p> <p>10:45 - 11:15 Café</p> <p>11:15 - 12:45 Primer Panel: Bibliodiversidad y concentración editorial. <i>Paulo Slachevsky, director Editores de Chile</i> <i>Álvaro Escobar, diputado, Presidente "Comisión Especial de la Cultura y las Artes"</i> <i>Jorge Guzmán, escritor</i> Modera: <i>Silvia Aguilera</i></p> <p>12:45 - 14:30 Almuerzo</p>	<p>14:30 - 16:00 Segundo Panel: Políticas públicas y mercado editorial. <i>Jorge Montealegre, Secretario Ejecutivo del Consejo Nacional del Libro y la Lectura</i> <i>Bernardo Subercaseaux, Vicedecano de la Facultad de Filosofía y Humanidades, Universidad de Chile</i> <i>Faride Zerán, Premio Nacional de Periodismo 2007</i> Directora Instituto de la Comunicación e Imagen, Universidad de Chile. Modera: <i>Alejandro Kandora</i></p> <p>16:00 - 16:30 Café</p> <p>16:30 - 18:00 Tercer panel: Hacia una política de integración del libro latinoamericano. <i>Juan Carlos Sáez, Vicepresidente Editores de Chile.</i> <i>José Antonio Quiroga, Director editorial Plural, Bolivia.</i> <i>Pablo Harari, Director Editorial Trilce, Uruguay.</i> Coordinador de la red hispanohablante de la Alianza de Editores Independientes. Modera: <i>Alejandro Kandora</i></p>
--	---



HACIA UNA POLÍTICA DE INTEGRACIÓN DEL LIBRO LATINOAMERICANO
POLÍTICAS PÚBLICAS DE CONCENTRACIÓN Y BIBLIODIVERSIDAD EDITORES DE CHILE



AUSPICIA LA MONEDA

ENTRADA LIBERADA

« Vers une politique d'intégration du livre latino-américain ».

3.2. Portraits croisés d'Editores Independientes

Les éditeurs étudiés ici présentent des caractéristiques similaires. Tout d'abord, ils se saisissent de la parole publique⁹³ pour mettre en avant des problématiques telles que celles de la diversité culturelle - et dans sa déclinaison éditoriale, la bibliodiversité - , de l'importance du livre comme vecteur de développement démocratique, ainsi que de la nécessité d'une intervention étatique dans le champ de la culture. Ils produisent des documents, interviennent dans des réunions, écrivent des lettres ouvertes, des appels à agir, tout en s'inscrivant progressivement dans un circuit international qui va au-delà de l'aire culturelle hispanophone. Par ailleurs, la mobilisation du discours de « l'indépendance » leur permet de véhiculer une image d'engagement politique et culturel.

Ces éditeurs ont également en commun l'expérience de l'exil latino-américain et espagnol (dans le cas de Paulo Slachevsky, Pablo Harari et Neus Espresati), la lutte contre la dictature (franquiste, dans le cas de Joxemari Esparza et María José Ruiz ; ou pinochetiste, dans le cas des éditeurs de Lom) et leur participation aux mouvements des droits de l'homme (Silvia Aguilera a d'ailleurs été dirigeante de l'Agrupación de familiares de presos políticos⁹⁴ dans les années 1980 au Chili). Joxemari Esparza témoigne de cette connexion entre les différents éditeurs, et leur complicité, dans l'extrait suivant :

« Nous avons eu la chance de faire se rencontrer des âmes jumelles. Il y avait une alchimie énorme... Il y avait Era, avec Neus Espresate du Mexique, catalane, fille de républicains. Et puis il s'agissait de quelqu'un qui a immédiatement compris le sujet de la mémoire historique, Era avait été le principal éditeur de la gauche latino-américaine et le grand éditeur espagnol de l'exil. Mais avec la chute du bloc de l'est, ils avaient abandonné le livre politique pour la littérature, malgré le contexte politique énorme. Elle était très blessée par la chute de l'est, elle a apporté toute son expérience. Il y avait aussi Lom, des gens qui venaient de la gauche chilienne, et les Trilce qui avaient été des tupamaros. Et donc toutes les industries étaient autonomes, comme un appel aux « pauvres du monde à s'unir les face aux grands »⁹⁵

Ces parcours de vie partagés ont joué un rôle dans la constitution de leurs catalogues, leurs choix de publication ainsi que dans leur conception politique du métier, un « métier pas comme les autres » qui comprend une dimension transformatrice du monde. Enfin, Editores

⁹³ Parole publique qu'ils investissent également en leur nom propre, en tant qu'auteurs, à l'image de Silvia Aguilera qui a publié, entre autres, *Naipes Coloniales* et *De carrete con la historia*, tous les deux chez Lom (1997) ou de Joxemari Esparza, auteur, entre autres, de *Réquiem para sordos*, 2004 et de *Vascosnavarros. Guía de su identidad, lengua y territorialidad* (2012), tous deux chez Txalaparta.

⁹⁴ L'Association des familles de prisonniers politiques.

⁹⁵ Entretien avec Joxemari Esparza, mars 2013.

Independientes compte quatre femmes dont le rôle est déterminant⁹⁶ : Silvia Aguilera (Lom), Maria Joxe Ruiz (Txalaparta), Anna Danieli (Trilce) et Neus Espresate (Era). Ces quatre éditrices partagent une condition de visibilité mineure, si on la compare avec la forte présence publique de leurs compagnons. Pourtant, elles jouent une fonction centrale dans la vie du réseau, en entretenant les liens mais aussi en élaborant des analyses sur le champ éditorial. Elles exercent également des postes à forte responsabilité du point de vue des décisions éditoriales. Autrement dit, la pérennité du collectif repose en partie sur ces femmes et sur cette sorte « d’algèbre sociale communautaire qui réunit mais ne soustrait pas⁹⁷ ». Un autre élément particulier du collectif est le fait que trois de ces quatre maisons d’édition (à l’exception d’Era) sont dirigées par des vrais couples dans la vie privée. Ce mode de travail construit sur la base d’un lien familial a contribué à la cohésion du groupe et de son engagement, ainsi qu’à sa « mystique »⁹⁸.

En dressant un rapide portrait de ces maisons d’éditions (par ordre de création) et de l’itinéraire de leurs fondateurs, nous verrons que ces derniers partagent une conception de leur métier définie par sa fonction publique : (...) « faire circuler les travaux d’experts ou de contre-experts pour favoriser le développement d’une « expertise citoyenne », donner des éléments pour animer les débats publics (...). Autrement dit, ces éditeurs participent à une « dynamique du politique comme co-construction de l’espace public ».⁹⁹

Era est une maison d’édition fondée en 1960 au Mexique par des réfugiés espagnols qu’on fuit la guerre civile¹⁰⁰ : Vicente **R**ojo, José **A**zorín et Neus **E**spresate (et ses deux frères). Le nom de la maison vient des noms de famille des fondateurs, qui forment l’acronyme ERA. Era a construit un catalogue d’environ 3 000 titres avec des auteurs tels que Roger Bartra, Carlos Fuentes, Octavio Paz, Elena Poniatowska, Antonio Gramsci ou Leonora Carrington. L’une de ses premières publications fut *La batalla de Cuba* (1960), de Fernando Benítez, qui

⁹⁶ Même si une étude approfondie en termes de genre dépasse les possibilités de cet article, nous ne pouvons pas ignorer le rôle exercé par les femmes au sein de ce micro espace éditorial.

⁹⁷ Je dois cette idée à des échanges avec Raquel Gutiérrez et Gladys Tzul (Benemérita Universidad Autónoma de Puebla).

⁹⁸ Par exemple ces couples organisent une fois par année une journée de planification en profitant soit d’une foire du livre soit d’une rencontre. Ces réunions prennent un caractère informel, donnent lieu à un repas amical accompagné de « guitarros », ces chansonniers typiques dans la culture de gauche hispanophone.

⁹⁹ David DOUYÈRE & Luc Pinhas, « L’accès à la parole : la publication politique des éditeurs indépendants », *Communication & langages*, n° 156, juin 2008, p.75-89.

¹⁰⁰ L’exil espagnol crée les conditions pour l’arrivée en Amérique latine de plusieurs intellectuels devenus incontournables. Notamment au Mexique, où ils ont participé à la création du Colegio de México, en Argentine et au Chili (avec le Winnipeg organisé comme une action de solidarité par Pablo Neruda qui exerçait, à l’époque, comme consul à Paris : à bord de ce bateau sont arrivés au Chili nombre d’artistes et d’intellectuels tels que Victor Pey, José Balmes ou Abelardo Clariana).

abordait la révolution castriste, un sujet tabou dans la société mexicaine de l'époque. Citons également *El coronel no tiene quien le escriba* (1961) de Gabriel García Márquez ou le recueil de poèmes *Los elementos del fuego* (1962) de José Emilio Pacheco (Prix Cervantes 2009).

Neus Espresate (Catalogne, 1934) a été jusqu'en 2013 le visage et la cheville ouvrière d'Era. D'origine espagnole, elle part avec sa famille au Mexique en fuyant la guerre civile. En 2004, Liber lui a rendu hommage. A cette occasion, elle a affirmé :

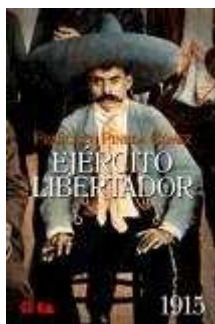
« Par des raisons biographiques, je suis tout particulièrement honorée que cela vienne d'éditeurs espagnols (...) Je voudrais partager ma gratitude avec le Mexique, où j'ai trouvé une société qui m'a accueillie. Pendant la guerre civile, avec mes parents et mes frères, j'ai subi la même éternelle histoire de toujours : la prison et l'exil. (...) La blessure n'est pas encore été refermée, elle ne s'est jamais refermée pour les morts. Elle était particulièrement douloureuse dans les années de transition et la myopie de son désir d'oubli. Années au cours desquelles il était de « mauvais goût » de se souvenir. Rien n'était aussi dur que cette transition oubliée (...)»¹⁰¹

Neus Espresate reçoit également en 2011 le Doctorat honoris causa de l'Universidad Autónoma Metropolitana de México, en raison de sa contribution à la diffusion de la connaissance dans le domaine des sciences sociales, des humanités et des arts. Elle vient de décéder en février 2017.

Era est actuellement une des plus prestigieuses maisons d'édition du Mexique grâce à un fonds de grande qualité composé d'œuvres de l'avant-garde intellectuelle latino-américaine de gauche et de littérature. Une vingtaine de titres par an sont publiés, dont un certain nombre écrits par des auteurs émergents. Très engagée dans la vie culturelle mexicaine, la maison a joué un important rôle dans la rédaction du projet de loi sur le prix fixe pour le livre au Mexique, loi promulguée en 2008. La maison d'édition est présentement dirigée par le poète et traducteur Marcelo Uribe



James C. Scott



Francisco Piñeda

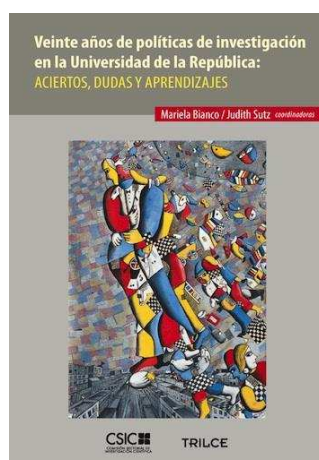


Juan Carlos Onetti

¹⁰¹ Journal El País, 30 septembre 2004. «Los editores celebran la riqueza de ERA, el sello que lanzaron los exiliados españoles».

La maison d'éditions uruguayenne **Trilce** a de son côté été fondée en 1985 par Pablo Harari (Montevideo, 1950) et son épouse Anna Danielli. Ex- militant tupamaro du groupe MNL (Mouvement de Libération nationale), Harari doit s'exiler en France en 1973 pendant onze années. À Paris, il travaille dans la distribution de livres et de revues (notamment en lien avec les comités de solidarité avec le Chili ou le Nicaragua) dans le cadre d'une coopérative, Dif-Pop. Il prend également contact avec des personnalités du monde éditorial comme François Maspero, François Gèze ou Annie Morvan, traductrice française de García Márquez, qui lui a proposé l'idée de faire ce projet ensemble (Trilce est en fait le prénom de la fille d'Annie). Pablo Harari et sa femme retournent en Uruguay en 1984. Harari conçoit le projet comme un projet de « desexilio » dans le cadre du retour à son pays¹⁰².

Trilce est aujourd'hui à la tête d'un catalogue vivant de 900 titres et publie environ 35 titres par an (dont une partie de rééditions) avec des romans, des essais et des livres pour enfants. La plupart des traductions de la maison sont faites à partir d'ouvrages en français tels que *Filosofía y Psicoanálisis* d'Alain Badiou (1995), *La especie humana*, de Robert Antelme (1996) ou encore *Cultura y Desarrollo*, de Guy Hermet (2000). Trilce a mis à disposition, depuis 1996, plusieurs titres de son catalogue en accès libre et gratuit sur le site Internet LibrOs/LibrEs. Ce service destiné tant aux chercheurs qu'à un lectorat général a pour objectif la diffusion des savoirs en sciences sociales par la publication de textes portant sur des sujets politiques, culturels, sociaux et mémorielle.



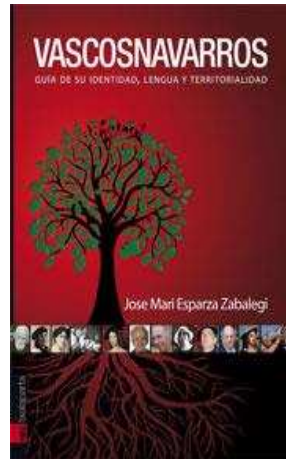
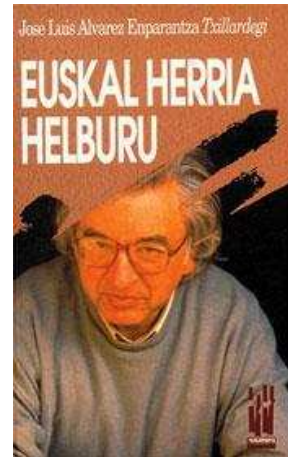
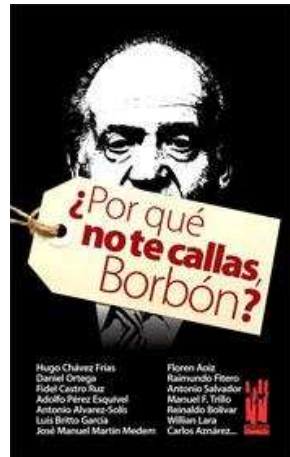
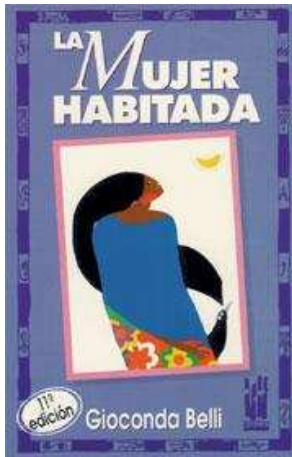
¹⁰² Pablo Harari déclare avoir vécu son exil « avec les valises derrière la porte », c'est-à-dire toujours l'idée de revenir en Uruguay.

Ayant dédié tout une partie approfondie à la maison d'édition **Lom** (voir Première Partie, chapitre I) nous allons juste rappeler sa création au début des années 1990, pendant la phase initiale de retour à la démocratie au Chili.

Txalaparta, terme issu de l'instrument de percussion populaire basque utilisé comme moyen de communication dans la montagne, est le nom de la maison d'édition basée à Tafalla (Navarra, Pays basque espagnol). Une maison d'édition que son éditeur, Joxemari Esparza définit comme « de gauche, engagée dans les luttes internationales d'émancipation et dans le processus de libération du peuple basque ». A l'origine ses fondateurs voulaient éditer de la littérature de gauche mais aussi de la littérature classique. L'un des premiers auteurs publiés fut l'auteur nicaraguayenne Gioconda Beli avec son livre *La mujer habitada* (1990). Dans son catalogue nous trouvons également : *Cronicando* de l'écrivain mozambicain Mia Couto¹⁰³ (1995), son premier livre traduit à l'espagnol; *Yo acuso* (2003), texte du poète Pablo Neruda, inédit en Europe, ouvrage dans lequel apparaît son profil « plus politique et engagé » ou *Aguafuertes Vascas* de Roberto Arlt ainsi que quelques titres d'Elena Poniatowska. Concernant les classiques, le catalogue affiche *La Comuna de París* de Lissagaray, *Diez días que estremecieron al mundo* de John Reed et *El Arbol de Gernika* de Scott. En langue euskera *Orain galdera berriak ditut* de Lander Garrio, *Bakartasunaz bi hitz* de Filipe Bidart o *Terra sigilata* de Joxe Agustín Arrieta.

La petite structure de huit personnes dispose d'un fond éditorial est de 1000 titres, dont 40 % approximativement d'auteurs étrangers (incluant ici les auteurs de langue castillane). Txalaparta publie 40 titres par an, notamment en langue euskera et en castillan : littérature basque et universelle, essai historique et politique (ils ont une collection qui parle de la famille royale par exemple), auteurs classiques de la gauche mondiale et histoire sociale. La diffusion-distribution est réalisée en partenariat avec le monde associatif, particulièrement des collectifs sociaux. En Espagne ils font partie de *Contrabandos*, un espace de travail comprenant des maisons d'édition valenciennes et catalanes. Ils appartiennent également au *Gremio de editores de Euskadi*.

¹⁰³ Mia Couto reçoit en 2013 le Prix Camões, la plus haute distinction attribuée à un auteur de langue portugaise.



Nous le voyons : les maisons d'édition d'Editores Independientes proposent un catalogue qui s'inscrit en écho des engagements de leurs fondateurs. Le capital politique accumulé individuellement par ces différents éditeurs se convertit donc en une stratégie éditoriale qui privilégie une prise de parole critique dans l'espace public, un sens de la dissidence. L'analyse du savoir-faire associatif de ces quatre maisons renforce ce constat.

Joxemari Esparza (Pays basque, 1951). Éditeur de la mémoire historique

D'origine ouvrière, formé dans la branche industrielle, Joxemari Esparza fait preuve d'un long parcours de syndicaliste pendant la dernière phase du franquisme. C'est à cette époque qu'il s'est familiarisé avec la publication de pamphlets et de la revue contestataire *Forja obrera*, car le collectif de travailleurs dont il faisait partie avait une imprimerie artisanale clandestine. Au cours de cette expérience, il a acquis ce qu'il appelle une « philosophie de travail, basée sur l'unité, la lutte, l'émancipation...(...) » en rajoutant : « on publiait des choses simples, que les travailleurs comprenaient »¹⁰⁴. Peu à peu ils commencent à s'intéresser aux expériences syndicalistes antérieures ainsi qu'au sujet de la mémoire historique, celles-ci étant issues des récits et des entretiens avec les personnes les plus âgées des villages sur l'expérience républicaine et la guerre civile. La transition politique en Espagne accroît la liberté de publication et Joxemari Esparza fonde avec quelques compagnons, à la fin des années 1970, l'association culturelle et politique *Altaffaylla* qui milite en faveur des droits du peuple basque. Ils commencent également à apprendre la langue basque.

C'est ainsi qu'ils vont publier leurs premiers livres, liés à la mémoire historique, aux mœurs, aux coutumes et aux traditions du pays basque. Au début des années 1980, ils publient l'histoire de ce qui s'est passé dans leur région durant l'année 1936, sous le titre *Un camino cortado* écrit par Joxemari Esparza, avec un caractère très local. Au moment où s'est commémoré les 50 ans du coup d'Etat de Franco, ils sont allés en Navarre et sont passés de village en village en récoltant des témoignages de ce qui avait été vécu. Ce travail de mémoire a été concrètement réalisé sur le modèle d'un « aufrolan » (travail communautaire en langue euskera) : « Nous nous sommes confronté avec beaucoup de peur, beaucoup de froideur, mais aussi beaucoup d'académisme : ils n'avaient pas confiance en ce qu'une « cuadrilla » de gens non diplômés – que nous étions – abordent un travail de ce genre »¹⁰⁵.

Le monde de l'édition est alors en déclin, après l'euphorie de la première étape de la transition. « Lorsque nous avons créé la maison d'édition, *il n'y avait pas un seul livre de Che Guevara dans tout l'Etat espagnol. La première chose que nous avons faite fut de rééditer tous ses ouvrages, ensuite les classiques de gauche et puis des thématiques brûlantes du Pays basque* ». En ce qui concerne son parcours d'éditeur, Joxemari Esparza

¹⁰⁴ Entretien avec Joxemari Esparza, octobre 2013.

¹⁰⁵ Ibid.

raconte : « *Nous n'avions pas la moindre notion relative à ce secteur, au monde des entrepreneurs... Nous étions accoutumés au système des salaires, à cette dynamique... donc la première année nous avons maintenu la maison d'édition grâce à la prime de départ de l'usine. Nous travaillions selon un système d'égalité salariale qu'on conserve toujours (...)* »¹⁰⁶.

Vient alors Navarra 1936 : De la esperanza al terror (1986), un travail éditorial qui a joué le rôle d'une forme de « commission de vérité » : les éditeurs y ont inclus des témoignages, des récits d'exécutions sommaires, les noms des responsables des conseils de guerre, des chiffres des prisonniers, etc. A partir de cette expérience de publication, qui a eu un grand impact et qui s'est diffusée dans tous les villages de Navarre, la réponse des gens était de les inciter à fonder une maison d'éditions. Avec l'arrivée de la transition et de ses politiques de « pactes », Esparza quitte l'usine en 1987 et s'installe dans le local d'Altaffaylla en prenant le nom Txalaparta, qui existait déjà, pour fonder un projet éditorial.

3.3. Les caractéristiques communes d'un collectif éditorial plurinationnel

Les maisons d'édition de la cuadrilla manifestent plusieurs caractéristiques communes : profil, vision, discours, modes de travail et de positionnement éditorial. Deux d'entre elles méritent une attention particulière. La première est que ces éditeurs ne se revendiquent pas comme des artisans du livre. En effet c'est moins « l'objet livre » qui les intéresse que le « discours livre », c'est-à-dire que l'accent est mis sur le livre en tant que support de contenus, de discours pouvant susciter le débat, plutôt que sur le livre en tant qu'entité matérielle. S'ils produisent des livres soignés, l'esthétisme - au sens d'un culte de la forme - n'est pas leur principal souci. Leurs ouvrages combinent un certain soin formel avec des prix raisonnables (sans pour autant être accessibles aux classes « populaires »), principalement destinés aux classes moyennes et universitaires.

La volonté de professionnalisation permanente constitue une deuxième caractéristique notable. On observe une certaine formalisation au niveau de l'organisation interne des maisons d'édition ici étudiées : toutes sont organisées à partir de fonctions et de

¹⁰⁶ Ibid.

taches fixes bien assignées, ce que Bourdieu a appelé « dispositif institutionnel ».¹⁰⁷ Ce renforcement du professionnalisme du groupement Editores Independientes s'inscrit en opposition avec la tendance à la « bestsellerisation » du marché mondial du livre. Il ne s'agit en effet nullement pour ces maisons de remplacer la figure de l'éditeur par celle du manager éditorial, spécialiste des ouvrages à succès. On observe de même une structuration progressive de certaines pratiques collectives, comme une sorte de « boîte à outils » informelle qui est activée lorsque nécessaire. Cela peut prendre la forme d'une offre commune à un auteur pour réaliser une publication, d'un échange de titres entre éditeurs entre éditeurs ou de coéditions ponctuelles. Pablo Harari, des éditions Trilce, décrit cette « boîte à outils » de la manière suivante :

« D'un côté, il y a des échanges d'expériences intéressantes et de connaissances, et des problèmes, des défis et des erreurs. D'autre part, il y a des échanges de titres et aussi ce que nous pourrions aller découvrir pour éditer ensemble. Ceci nous a obligés à chercher des moyens ... nous avons mis en place des règles souples, des politiques flexibles, avec des règles basées sur un esprit de collaboration fondé sur des règles de solidarité, que nous avons discutées ensemble, avec des tarifs différents selon la taille (car entre nous quatre il y a des tailles et des marchés différents). Par exemple, en partageant des frais de traduction. Ou parfois quelqu'un disait: il faut vraiment que cette œuvre soit publiée, alors nous nous réunissions pour trouver ensemble le financement »¹⁰⁸

Un projet de coopération éditoriale a ainsi vu le jour, lequel compte aujourd'hui 70 titres co-publiés à son actif¹⁰⁹. Symboliquement, une de ces premières coéditions a été la publication d'une version espagnole¹¹⁰ du livre « L'Édition sans Editeurs » d'André Schiffrin, texte clé pour la naissance du mouvement de l'indépendance à l'échelle mondiale. Le catalogue de coéditions contient également les ouvrages suivants : *Geopolítica de la cultura*, d'Armand Mattelard, *Tlapalería* d'Elena Poniatowska, *Victor Jara te recuerda Chile*, un parcours de la vie du chanteur et compositeur chilien tué par les militaires en 1973, écrit par Omar Jurado et Juan Miguel Morales, ou encore *Nadie los vió salir*, d'Eduardo Antonio Parra (Prix Juan Rulfo en 2000), ainsi qu'une collection de livres de poche. La ligne de ces ouvrages coédités reflète le choix éditorial de la cuadrilla : une offre de textes qui problématisent la situation politique, économique et culturelle actuelle, la réédition de classiques de la pensée sociale

¹⁰⁷ Pierre Bourdieu fait référence à l'existence de comités de lecture, de lecteurs, de directeurs de collection. Pierre BOURDIEU. Une révolution conservatrice dans l'édition. Actes de la recherche en sciences sociales, 1999, n° 126/127, p.3-28.

¹⁰⁸ Entretien avec Pablo Harari, 2012.

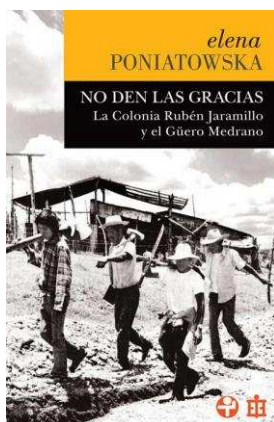
¹⁰⁹ Les coéditions sont parfois réalisées par deux ou trois maisons du collectif.

¹¹⁰ Comme nous l'avons évoqué plus haut page 13.

latino-américaine, la traduction d'auteurs de la pensée « critique »¹¹¹, le renforcement de la mémoire historique, ainsi que la publication d'écrivains émergents de la région hispanophone.



Victor Jara te recuerda Chile.
Coédition Lom-Txalaparta.

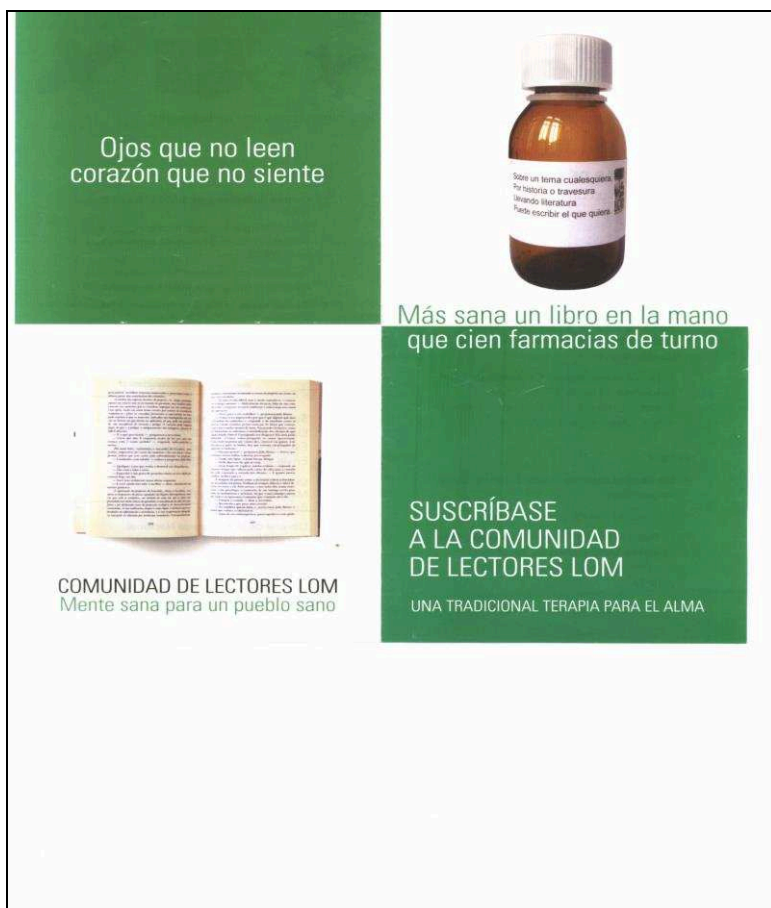


No den las gracias.
Coédition Era- Editeurs indépendants

La création d'une « communauté de lecteurs », participe également de ces initiatives partagées. L'idée a été lancée en 1999 par Txalaparta : « Nous nous sommes aperçus des difficultés du marché, et nous sommes revenus au schéma de l'assemblée de l'usine. On s'est dit que la maison d'édition ne serait rentable que si les gens s'engagent pour elle » explique Joxemari Esparza. Une véritable campagne a ainsi été lancée dans tous les villages du Pays basque. Les lecteurs de la communauté, qui compte 4 000 membres, s'engagent à acheter dix livres par an, ce qui a donné « une base sociale et une compétitivité » à la maison d'édition. Le principe a été repris par Lom qui édite une revue présentant les nouveautés publiées parmi lesquelles les abonnés – un millier au Chili- peuvent choisir. Ce désir d'impliquer le lectorat¹¹² nous semble intéressant à relever en tant que pratique alternative au fonctionnement purement commercial : il s'agit précisément de susciter une forme d'« engagement », mais du côté des lecteurs.

¹¹¹ Voir Sophie NOËL. *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, Paris, Presses de l'ENSSIB, coll. « Papiers », 2012.

¹¹² Lectorat qui, dans le cas de Txalaparta, a certainement été fortement influencé par l'environnement politique et culturel très particulier du Pays basque espagnol.



Ce Prospectus publicitaire a été conçu pour inviter le public à rejoindre la communauté des lecteurs de Lom. Le message dit : « Un livre entre les mains peut guérir plus que cent pharmacies de garde » (« Más sana un libro en la mano que cien farmacias de turno »). En faisant allusion à l'énorme quantité de pharmacies qu'il y a au Chili (et à la grande quantité de personnes qui recourent à l'automédication pour faire face au stress, à l'angoisse, la dépression, etc.), comparée à la faible présence de librairies et de bibliothèques, le prospectus invite à se soigner aussi par la littérature.

3.4. L'édition engagée, une condition politique "non partisane"

Nous avons analysé ici les particularités d'une pratique éditoriale fédérative qui produit un « autre savoir-faire éditorial », sur les bases de la conversion d'un capital politique et social reconverti dans l'activité éditoriale. L'expertise collective antérieure de ces éditeurs est réinvestie sur le terrain professionnel, dans le développement et la mise en place de pratiques de travail et dans la recherche de solutions en commun. Tout en restant en dehors de l'espace politique traditionnel, ces éditeurs mettent en œuvre de manière très concrète une forme renouvelée de contestation à partir de l'espace culturel. Leur activité tend à repolitiser la société en favorisant la diffusion d'auteurs et des discours critiques. En mettant en circulation des visions alternatives du monde, ils contribuent à modifier le champ éditorial, tout en consolidant leur position au sein de celui-ci. D'une certaine manière, on constate que

ce sont précisément les acteurs qui se trouvent à la périphérie du champ éditorial qui contribuent à son autonomie. Se voulant les garants d'une certaine diversité, et d'une « édition de contenus » face à une « édition de consommation », les éditeurs de la cuadrilla expriment la volonté de peser sur l'espace public en visant le rétablissement de la culture comme terrain de transformation sociale.

CHAPITRE 2

Etre ailleurs pour exister : l'internationalisation comme stratégie de légitimation locale

Dans ce deuxième chapitre nous examinerons le parcours international des éditeurs indépendants en portant notre attention sur un moment singulièrement important et assez peu documenté par la recherche universitaire. A savoir : la création de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle¹¹³, groupement qui s'est fortement mobilisé en faveur de la ratification de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles¹¹⁴ pour l'Etat chilien.

Il s'agira ici de retracer les conditions sociales ayant participé à la genèse de la CDC ainsi que les répertoires d'action qu'elle a mobilisés. Plutôt que nous limiter à l'analyse des débats autour de la catégorie « diversité culturelle », nous allons apporter des éléments pour comprendre la circulation qu'elle a expérimentée entre un organisme international tel que l'Unesco, des gouvernements et des acteurs non étatiques du monde culturel chilien. Sans prétendre à l'exhaustivité, ce qui nous intéresse est de radiographier la trajectoire spécifique par laquelle l'idée de diversité culturelle se dessine au sein des diverses associations de professionnels de la culture de plusieurs pays – et concrètement au Chili – donnant ainsi naissance à l'articulation d'une action collective qui pourrait être observée en tant que contestation transnationale¹¹⁵. Cette approche nous conduit à examiner pourquoi, comment et sous quelles conditions certains concepts produits, légitimés et mis en visibilité par des organismes internationaux sont recueillis, adoptés et mobilisés par un secteur du monde culturel chilien, tout particulièrement par celui de l'édition indépendante. Comme nous l'avons exposé au long de ce travail, ces éditeurs se sont caractérisés par le développement d'une capacité organisatrice de travail en réseaux, à plusieurs échelles, capacité qui prend

¹¹³ Coalición chilena por la Diversidad cultural. Dorénavant CDC.

¹¹⁴ Dorénavant Convention sur la diversité culturelle, adoptée par l'Unesco en 2005. A ce jour elle a été ratifiée par 121 Etats ainsi que par l'Union européenne.

¹¹⁵ Nous récupérons l'idée de contestation transnationale comme figure explicative de l'articulation, en un moment déterminé et sous conditions sociales concrètes, d'un réseau d'organisations non étatiques au niveau mondial. Sidney Tarrow, 2000. « La contestation transnationale ». *Cultures & Conflits*, n° 38-39.

appui sur la dimension internationale pour fortifier leur densité associative ainsi que les flux d'informations disponibles pour y agir.

En mobilisant l'expérience spécifique des éditeurs indépendants en matière de diversité culturelle, nous souhaitons analyser les formes d'appropriation d'un « discours international », les stratégies de positionnement local du débat, puis les effets produits par cette participation sur le repositionnement de ces agents au sein de l'espace national. Il faut rappeler – comme nous l'avons déjà signalé dans la première partie de ce travail – que ce processus se développe dans un pays dont le cadre sociopolitique et culturel est marqué par la transition vers la démocratie, contexte qui place les agents sur une scène politique, économique, sociale et culturelle particulière, configurée selon les logiques sous-jacentes à ce processus transitionnel.

Au sein de la mise en place de cette Coalition puis de ses actions, le rôle de l'éditeur Paulo Slachevsky nous intéresse notamment, celui-ci s'avérant central pour comprendre l'articulation du monde culturel non étatique chilien. Bien qu'il s'agisse d'une participation qui met en relief l'action collective, la participation de P. Slachevsky constitue un facteur clef pour comprendre les répertoires d'actions auxquels ce secteur recourt. Dans plus d'une vingtaine d'entretiens, réalisés auprès de divers éditeurs et représentants du monde culturel, tous les enquêtés ont souligné les capacités intégratrices que possède P. Slachevsky ; des capacités qui ont eut une incidence sur la manière dont le monde des éditeurs indépendants s'est structuré au Chili. Il faut signaler que l'expérience des éditeurs indépendants chiliens correspond à un cas singulier au sein du monde associatif. Le secteur de l'audiovisuel fut prépondérant dans la rencontre de Montréal, dans les actions menées contre l'AMI¹¹⁶, et fut même à la tête de la plupart des coalitions pour la diversité culturelle (cas français et canadien), la présence des éditeurs étant assez marginale. En ce sens, l'expérience chilienne est exceptionnelle.

C'est précisément dans la constitution, puis dans l'accumulation d'un certain capital symbolique, que s'est forgée l'édition indépendante en tant qu'acteur. Un acteur qui au cours des vingt dernières années est devenu indispensable pour dévoiler la manière dont se diffusent et s'approprient localement des catégories internationales telles que l'indépendance, la diversité culturelle et sa déclinaison sous forme de bibliodiversité dans le paysage culturel chilien.

¹¹⁶ Que nous décrivons plus bas.

Nous parlons d'un capital symbolique issu tant de leur capacité associative que de leurs modes d'insertion dans l'espace public, caractérisés par une sorte de militance culturelle. Ce capital s'est renforcé au gré de l'internationalisation de leur action, se révélant être une stratégie de survie au sein de l'espace culturel national.

Notre hypothèse est que l'apparition et les enjeux de la diversité culturelle favorisent les rapprochements et stratégies d'alliance entre éditeurs indépendants, l'internationalisation opérant comme plateforme pour le développement de stratégies unitaires collectives et de résistance ainsi que comme source de légitimité de leurs actions.

Section I. Les éditeurs indépendants chiliens et la diversité culturelle

1.1 Structure et dynamiques d'un capital symbolique transnational: conditions sociales de l'entrée de la diversité culturelle au Chili¹¹⁷

Nous croyons résolument que la mise en œuvre d'une telle Convention entrera dans l'Histoire et aura une signification comparable à celle de la Déclaration des Droits de l'Homme en son temps. La défense de la diversité culturelle est aux peuples et cultures du monde ce que cette dernière a été pour les individus.

Paulo Slachevsky¹¹⁸

La citation reproduite ci-dessus a été prononcée par l'éditeur Paulo Slachevsky (alors président de la Coalition pour la diversité culturelle) à la maison de l'Unesco, en septembre 2003. Elle est révélatrice de la signification que revêt l'idée de la diversité culturelle pour les éditeurs indépendants chiliens. La comparaison qu'opère P. Slachevsky – en plaçant au même niveau la déclaration des droits de l'Homme et celle de la diversité culturelle – nous paraît aller au-delà du plan purement performatif. Elle renvoie à un débat d'envergure plus large, qui peut se résumer dans la défense des droits collectifs. Tout un ensemble de droits sociaux et culturels, incluant la défense des langues et des cultures locales, qui trouvent cohérence dans les postulats altermondialistes soulevés par l'édition indépendante au niveau international¹¹⁹.

La catégorie « diversité culturelle » vient donc apporter un combustible, un outil de combat, que ces acteurs ont su transporter au plan local pour entamer des actions qui vont permettre la mise en place progressive d'un débat d'intérêt – et de légitimité – international(e), afin d'aborder des problématiques locales. C'est cette ligne argumentative qu'ils emploient afin de solliciter la présence de l'Etat pour arbitrer puis rééquilibrer le rapport de forces imposé par l'ordre global sur le domaine culturel.

¹¹⁷ Cette section reprend quelques idées développées dans un article écrit conjointement avec Mauricio Bustamante et publié dans la Revue du Musée d'anthropologie à Córdoba. "Los editores independientes y la constitución de un capital simbólico transnacional: condiciones sociales del ingreso de la diversidad cultural en Chile". p. 91-106.

¹¹⁸ Assises "Por qué la Unesco debe adoptar una convención sobre la diversidad cultural", 12 septembre 2003. Maison de l'Unesco. Citation originale: "Creemos decididamente que de implementarse una tal Convención se hará historia, a la altura de lo que significó la Declaración de los Derechos Humanos. La defensa de la diversidad cultural es a los pueblos y culturas del mundo lo que dicha Declaración ha sido para las personas".

¹¹⁹ Ces postulats, dont l'Alliance internationale des Éditeurs indépendants fait la promotion, sont cohérents avec leurs envies de luttes et d'édition engagée tels que nous les avons traités dans la section III du chapitre I de cette partie.

Intéressée par le processus de développement d'une action collective qui a réussi à constituer le principe de diversité culturelle en tant que mouvement transnational, notre analyse de cette réponse du monde culturel face aux effets de la mondialisation sur le terrain de la culture s'inscrit dans la lignée des travaux ouverte par Yves Dezalay et Bryant Garth¹²⁰. Nous partageons leur posture critique des approches qui se limitent à souligner le caractère international des agents et de leurs luttes, tout en laissant de côté les ressources et décisions stratégiques qu'ils doivent à leurs positions dans leurs champs nationaux respectifs. Loin de vouloir théoriser ce mouvement en isolant les stratégies internationales des contextes nationaux, c'est pour cette raison que nous avons décidé de restituer les trajectoires des agents impliqués et du contexte national duquel découlent leurs pratiques, ainsi que de la manière dont ces pratiques donnent sens à leurs actions concrètes.

Sous l'angle de la circulation internationale des idées, dans cette section nous cherchons à expliciter les conditions sociales qui ont tracé l'itinéraire transnational du principe de la diversité culturelle, entre agents et structures de différents ordres (organismes internationaux, Etats et associations des professionnels de la culture). Ce principe accumule au long de sa trajectoire un capital symbolique, pris et réinvesti par un secteur du monde culturel chilien, qui a cherché la réhabilitation de la culture en tant que dimension d'intervention publique. Adoptée et traduite sur la scène nationale, la cause de la diversité culturelle répond à des dynamiques qui ne peuvent être comprises qu'à la lumière d'une homologie structurelle de positions entre différents agents, situés à diverses échelles. Au niveau international, les idées ne circulent pas par elles-mêmes, elles se structurent dans un espace de possibilités au niveau national. De cette manière, nous exposerons comment la mobilisation du monde de l'édition indépendante fut déterminante pour l'inscription de la diversité culturelle au Chili.

Stimulant constamment le dialogue entre le champ politique et culturel, ces éditeurs se positionnent dans l'arène locale, revendiquant vis-à-vis des pouvoirs publics chargés de la culture au Chili, le besoin de disposer de politiques publiques qui protègent la production culturelle nationale. Par conséquent, nous cherchons à comprendre quels ont été les agents qui ont participé à ce processus, les passages et les stratégies d'installation locale de ce débat,

¹²⁰ Yves DEZALAY et Bryant Garth, *La internacionalización de las luchas por el poder: La competencia entre abogados y economistas por transformar los Estados latinoamericanos*, ILSA, 2002, p.32.

au moment où le gouvernement chilien se préparait à signer un Traité de libre échange¹²¹ avec les Etats-Unis.

Pour cela et afin de mieux comprendre la gestation du débat autour de la diversité culturelle au Chili, il est nécessaire d'apporter quelques points de repère afin de situer l'enjeu dans lequel il s'inscrit. A cette fin nous présentons ci-dessous une chronologie générale.

¹²¹ De l' espagnol « Tratado de libre comercio ». Dorénavant TLC

* Chronologie

1947: Signature du GATT¹²² (le 30 octobre) qui marque le début de la libéralisation du commerce au niveau international.

1986-1994 : Cycle de négociations de l'Uruguay¹²³ autour du GATT. Début des négociations d'accords de commerce international qui vont mettre de la pression sur les Etats pour libéraliser le marché de la culture puis des services.

1994 : A la suite de l'Accord de Marrakech, se crée l'OMC¹²⁴, ayant pour but principal de favoriser l'ouverture commerciale entre les pays, en réduisant les obstacles au libre-échange.

1998 : Création, en France, du Comité de surveillance pour observer et s'opposer à l'AMI¹²⁵, mis en place au sein des négociations avec l'OCDE. Le Comité deviendra la Coalition française pour la diversité culturelle.

1999 : Au mois de juin et avec le soutien et la collaboration du Ministère du patrimoine de Canada et de la Commission nationale française pour l'Unesco, est organisé le symposium « La culture : une marchandise pas comme les autres ? »

2001 : Adoption de la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle. Proclamation du 21 mai comme journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement.

Du 10 au 13 septembre se tient à Montréal la Première rencontre internationale des associations professionnelles de la culture.

Octobre : création de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle (deuxième au niveau mondial). Ayant élu comme président l'éditeur Paulo Slachevsky.

2005 : Adoption à l'Unesco de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. 148 Etats ont voté pour, 2 Etats (USA et Israël) ont voté contre et 4 Etats se sont abstenus.

2007 : Ratification de la Convention pour la diversité culturelle de l'Unesco pour le Senat chilien (le 24 janvier de 2007).

Entrée en vigueur de la Convention (le 18 mars 2007). Au jour d'aujourd'hui 121 Etats ainsi que l'Union européenne l'ont ratifiée. Chili pays N° 40.

¹²² General Agreement on Tariffs and Trade (en français Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Agéfac). Signé en 1947 (et puis entré en vigueur en 1948) cet accord devait permettre le développement du libre-échange commercial entre ses États membres, par des négociations visant à réduire les barrières tarifaires.

¹²³ En espagnol « Ronda de Uruguay »

¹²⁴ L'Organisation mondiale du commerce (en anglais World Trade Organization WTO) est une institution internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international. Elle opère hors des « rondas » et dispose d'une autorité, l'Organe de solutions de différends, ce qui lui permet d'appliquer les décisions et les compromis assumés par les pays qui en font partie.

¹²⁵ L'Accord multilatéral sur les investissements (en anglais Multilateral Agreement on Investment MAI) qui a été négocié secrètement au sein des 29 Etats membres de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques) entre 1995 et 1997. L'AMI a connu une grande opposition, surtout de la part de la France et est abandonné en 1998.

1.2. La rencontre de Montréal : une plateforme féconde pour des échanges entre associations professionnelles de la culture

Pour comprendre la trajectoire suivie par le principe de diversité culturelle jusqu'à son arrivée au Chili il s'avère indispensable de retracer la création, en octobre 2001, de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle. L'émergence de cette Coalition s'inscrit dans un mouvement plus large, activé à partir de la Première rencontre internationale des associations professionnelles du milieu de la culture, tenue à Montréal, du 11 au 13 septembre 2001¹²⁶. Point de départ de la conception et de la propagation du modèle des coalitions, ce mouvement a commencé notamment au Canada et en France, où la société civile – avec la participation des associations professionnelles de la culture – se mobilise pour exiger des gouvernements l'adoption de mesures garantissant la protection et la préservation des cultures locales dans le contexte de déterritorialisation¹²⁷ qu'est celui de la globalisation.

A partir des négociations autour de l'AMI, à la fin des années 1990, les syndicats français de travailleurs de la culture – principalement du secteur audiovisuel – commencent à se regrouper et à se mobiliser, alertés par les négociations internationales dans le domaine culturel. Ils créent alors un Comité de surveillance¹²⁸ pour « être attentif à l'offensive étatsunienne sur le champ de la culture, [...] et préserver l'exception culturelle » (voir

¹²⁶ Suivie par les rencontres de Paris (2003), Séoul (2004), Madrid (2005). En 2003, au sein de la deuxième rencontre est créé le Comité international de Liaison des coalitions pour la diversité culturelle (CIL) pour « faciliter la coopération, le développement de positions et d'actions communes ». Postérieurement, l'année 2007, à Séville a été fondée la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle (FICDC) www.cdc-ccd.org, en remplacement du CIL. Elle est actuellement formée par 43 coalitions nationales (dont le Comité suédois des professionnels des arts et de la littérature est le membre n° 43 à adhérer à la Fédération), qui représentent plus de 600 organisations.

¹²⁷ Garretón et all... « El espacio cultural latinoamericano », Santiago, Fondo de Cultura Económica, 2003.

¹²⁸ Comité qui, comme nous l'avons signalé dans notre article (Bustamante et Symmes, 2012), alla au-delà d'une simple action collective de protestation, en se constituant comme un mouvement social. Les participants impliqués dans ce mouvement font leurs revendications face aux autorités, en même temps qu'ils affirment une forme d'identité collective, basée sur leur parcours en tant que groupement de professionnels de la culture, tout en montrant qu'ils sont des acteurs appartenant à « un groupe solidaire et de large portée ». Dans un entretien avec Claude Michel il affirmait : « On avait organisé un train au parlement à Strasbourg, déjà avec Jack Ralite, qui était un peu le moteur, mais avec beaucoup d'autres, à l'époque, il y avait même des gens comme Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, des grosses têtes d'affiche chez les artistes, des réalisateurs comme Bertrand Tavernier, etc. Il y avait tellement de têtes d'affiche en 93, on a tellement fait monter la sauce que le négociateur européen, Léon Britan, qui était très libéral, qui était anglais, donc qui était très ultra libéral, il a été obligé de prendre en compte la position du monde professionnel et la position du monde de la politique, qui étaient très portés par la France, mais pas seulement, on a été aidé pas mal par les belges, parmi d'autres évidemment. Et Léon Britan a été obligé de négocier avec le négociateur américain quelque chose qu'ils ont appelé l'exception culturelle, qui était très mal connu et très mal compris. » Entretien avec Claude Michel, Paris. Représentant de la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC) et de la Coalition française pour la Diversité culturelle. Paris, le 26 juillet 2011.

encadré). Comité qui quelques années plus tard deviendrait la Coalition française pour la diversité culturelle.

Pour sa part, le gouvernement canadien se constituera lui aussi comme l'un des principaux mobilisateurs du discours de la diversité culturelle, tant au niveau gouvernemental qu'à travers des initiatives impulsées par le monde associatif de ce pays. Effectivement le Canada s'imprègne du mouvement qui était déjà en marche au sein de l'Unesco¹²⁹, pour prendre des initiatives à son compte. La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps¹³⁰, organise une réunion qui réunit plus de 40 ministres et secrétaires d'Etat chargés de la culture¹³¹ « pour discuter des manières de préserver les cultures locales et nationales dans un contexte de mondialisation et d'homogénéité croissante. »¹³²

Quant à lui, le monde culturel non-étatique canadien, s'inspirant des actions entreprises par ses homologues français, commence également, à partir de 1999, à s'organiser en opposition à l'AMI. Les professionnels de la culture se mobilisent énergiquement autour du principe selon lequel « les politiques culturelles ne doivent pas être soumises aux obligations des accords commerciaux internationaux » et fondent, peu de temps après, la Coalition canadienne pour la diversité culturelle, première en son genre. La ministre Copps va établir des relations étroites avec le secteur des collectifs professionnels de la culture de son pays. Consciente de la place secondaire qu'occupe, comme dans tout État, son portefeuille ministériel, elle comprend rapidement la force que peut donner à sa gestion le débat autour de

¹²⁹ Sur le plan international, la question culturelle a toujours été l'objet de controverses, en particulier parce qu'elle se trouve placée entre deux conceptions complètement opposées en ce qui concerne le traitement des produits culturels. La première, consiste à penser les produits culturels à partir du principe selon lequel « le marché assure la meilleure assignation des ressources », tout en garantissant une meilleure diversité des produits. La deuxième considère, tout au contraire, que « la culture n'est pas une marchandise comme les autres » et doit bénéficier d'un traitement spécifique. Conforme avec cette dernière, le principe de la diversité culturelle s'enracine au sein de l'Unesco sur une prérogative : le rôle des politiques publiques en faveur de la culture. Sur la généalogie du débat de la diversité culturelle à l'Unesco voir la thèse de doctorat en sociologie de Mauricio Bustamante. L'UNESCO et la culture : construction d'une catégorie d'intervention internationale, du « développement culturel » à la « diversité culturelle », sous la direction de Mme. Gisèle Sapiro, EHESS, 2014.

¹³⁰ Ce personnage fait preuve d'une robuste expérience dans le domaine des communications et d'un solide parcours politique.

¹³¹ Les participants réunis à Ottawa (1998) se sont mis d'accord sur la création d'un réseau international informel pour promouvoir cet objectif, ce qui plus tard deviendrait le Réseau international de politiques culturelles (RIPC). Ensuite viennent les réunions de Mexico (1999), Grèce (2000), Suisse (2001), Afrique du sud (2002), Croatie (2003), Chine (2004), Dakar (2005), Brésil (2006) et Espagne (2007).

¹³² Rapport final de la Rencontre internationale sur la politique culturelle. La culture sur la scène mondiale. Ottawa, 1998.

la diversité culturelle, comme le signale Charles Vallerand¹³³, directeur général de la Coalition canadienne pour la diversité culturelle :

« Au début du mouvement en faveur de la Déclaration et puis d'un instrument international pour protéger vraiment la diversité culturelle, le responsable politique canadien, la ministre de l'époque [...] qui s'appelait Sheila Copps, comprenait toute l'importance d'aller chercher des appuis dans l'opinion publique et dans les mouvements de la société civile, qui sont essentiellement des associations professionnelles, pour qu'elle puisse de son côté avoir davantage de pouvoir, de poids politique auprès de ses collègues, qui sont les membres du cabinet, les membres du gouvernement, puisqu'on sait bien que dans la plupart des pays – sauf exception – le ministre de la culture, c'est un ministre qui n'a pas beaucoup d'influence, qui n'a pas beaucoup d'importance, qui n'a pas beaucoup de budget »¹³⁴.

Dans une ligne de visibilisation internationale, à partir d'une lecture stratégique de la situation, la ministre Copps engage son soutien à la Coalition canadienne en l'appuyant pour la réalisation de cette rencontre internationale des associations professionnelles de la culture¹³⁵, espace à partir duquel elles construiront leur plateforme internationale.

Sous le titre Diversité culturelle, Politiques culturelles et Accords internationaux de commerces¹³⁶, annonçant les trois grands axes de tension du débat, cette rencontre porte un caractère embryonnaire dans l'articulation d'un réseau associatif multisectoriel des professionnels de la culture au niveau mondial et a eu la participation d'une soixantaine d'organisations venues de douze pays. Cette instance va constituer un précédent d'envergure de mise en œuvre d'un soutien de poids pour la création d'instruments juridiques internationaux en faveur de la diversité culturelle, notamment dans les pays où leurs gouvernements n'adhéraient pas forcément aux thèses de l'exception ou de la diversité culturelle, comme c'était le cas du Chili.

¹³³ Charles Vallerand (Canada) est également secrétaire général de la Fédération internationale des Coalitions pour la Diversité Culturelle

¹³⁴ Entretien avec Charles Vallerand, Paris, 2010.

¹³⁵ Instance dans laquelle la ministre Copps a même prononcé une allocution pour l'ouverture de la journée (...) « Je suis heureuse de me retrouver parmi ceux et celles qui sont la matière première de la création, c'est-à-dire les artistes et les intervenants du milieu de la culture. Vous êtes à la fois porteurs et défenseurs de la diversité culturelle ici et aux quatre coins du monde (...). En soulignant la condition de « terre de migrants » du pays ainsi que le fait qu'outre le français et l'anglais, on parle 53 langues et « contre l'émergence d'une monoculture ». « L'influence de la culture américaine est telle qu'il nous a fallu adopter des politiques culturelles qui nous permettent de raconter nos histoires, de promouvoir nos valeurs et de faire entendre nos voix »

¹³⁶ Le sous-titre était « Les secteurs du cinéma, de la radiotélévision, du livre et de la musique à l'heure de la mondialisation ».

L'exception culturelle : une exception hexagonale

« La culture n'est pas une marchandise comme les autres »¹³⁷ : ce slogan a rapidement fait l'objet d'un consensus entre les responsables publics français, dès que Jacques Lang forgea le terme d' « exception culturelle » dans les années 1980. Hommes politiques français, de droite comme de gauche, ont utilisé cet argument pour souligner l'importance de cette exception face à la marchandisation des produits culturels. C'est précisément pour cette raison qu'elle a été identifiée comme l' « exception française », faisant allusion à la tradition dans laquelle elle se trouve enracinée dans le champ politique gaulois, dès l'établissement de la culture comme catégorie d'intervention publique¹³⁸. L'exception culturelle s'est imposée comme réponse aux négociations de caractère commercial. La France et le Canada ont été depuis le début à la base de cette réflexion mais avec des logiques un peu différentes. Pour les Français le souci principal était celui de maintenir la qualité de la production, alors que pour le Canada il s'agissait d'équilibrer l'échange de produits avec ses voisins¹³⁹, particulièrement avec les Etats-Unis¹⁴⁰. Le cadre dans lequel se discute le principe d'exception culturelle pour la première fois dans une négociation commerciale multilatérale fut l'Uruguay Round (1986-1993)¹⁴¹. Au cours de ce cycle de négociations, la Communauté économique européenne

¹³⁷ « On ne doit pas traiter la culture comme une marchandise comme une autre ; la culture n'est pas une marchandise comme une autre. C'est cette grande idée-là. Fais du libre-échange avec les voitures, avec la banque, je ne sais pas, avec n'importe quoi d'autre, même avec certains services peut-être, mais pas avec la culture. D'ailleurs, dans la foulée, on avait dans la tête : pas non plus avec l'éducation, pas non plus avec la santé, vous voyez ce que je veux dire ? C'était ça l'idée. Parce que si tout est marchandise, si le monde devient marchandise, c'est quand même un grand péril pour l'équilibre des êtres humains, parce que si tout est marchandise, qu'est-ce qui va nous rester quoi ? » Entretien avec Claude Michel, Paris, 2011.

¹³⁸ Vincent Dubois, 1999

¹³⁹ Entretien avec Claude Michel, Paris, 2011.

¹⁴⁰ Il existe une dépendance du Canada face aux produits culturels de base des Etats Unis. Elle a augmenté de 31,5% à 40,2% entre 1994 et 2003. Le Mexique constitue la quatrième destination des exportations des Etats Unis en 2003, grâce à l'Accord de libre commerce de l'Amérique du nord (TLCAN), qui offre un accès préférentiel aux produits des Etats Unis aux marchés des deux pays (Unesco 2005b: 29).

¹⁴¹ Deux clauses furent concrètement la cause de l'irritation des professionnels de la culture aux négociations de la Ronda de Uruguay: la clause du traitement national (TN) et la clause du traitement de nation plus favorisée (TNMF). La première consiste à accorder aux entreprises étrangères le même traitement qu'aux nationales. Cependant, en France, les professionnels de la culture voyaient dans cette clause une menace pour la politique culturelle française dans son ensemble. Claude Michel, l'exprime de la façon suivante : « Ce qui est terrible, parce que bien évidemment, le producteur hollywoodien n'a pas besoin du fonds de soutien du cinéma français, il a des capitaux tels là-bas, que bénéficier de ce soutien c'est comme démolir le fonds de soutien du cinéma en France. Ce n'est pas juste, si vous appliquez la règle du traitement national vous êtes obligé de le faire. Donc, ces exemptions aux règles du traitement national ont fait qu'on a pu maintenir la possibilité en dehors du fonds de soutien du cinéma, des producteurs américains ». La deuxième clause (TNMF) consiste en ce que l'Etat accorde vis-à-vis de tous ses pairs les mêmes conditions que celles qu'il concède aux plus favorisés d'entre eux, ce qui se traduit par l'élimination de tout type d'accords de coproduction et de distribution avec les pays du Sud, ceux qui ont une production cinématographique moins développée et/ou peu de ressources pour son financement (par exemple c'est souvent la situation de plusieurs pays africains et latino-américains, qui ont bénéficié du Fonds Sud Cinema (FSC), créé par la France en 1984.

(CEE) s'est montrée très ouverte pour l'incorporer à la plupart des services, mais revendiquant en même temps une clause de non négociabilité dans les secteurs audiovisuel, culture, santé et éducation. En fait, c'est à la suite de l'appel du monde artistique, surtout français et belge, que les négociations se sont ébranlées, obligeant en partie, sous la pression des pouvoirs publics de ceux deux pays, de reconsidérer la position de la CEE. Cependant, en 1998, l'histoire se répète. Cette fois les négociations seront entreprises par l'OCDE dans le cadre de l'AMI, que nous pourrions considérer comme la dernière grande bataille de l'exception culturelle¹⁴². Le monde culturel français va s'organiser autour de la figure du Comité de surveillance, car pour eux l'AMI allait plus loin que l'AGCS : « Celle-ci dépassait la culture, ça touchait à tout l'investissement immatériel, tous les sujets : la santé, l'éducation, le social et donc la culture aussi, ça touchait tout. Donc l'analyse que nous avons faite de l'AMI à ce moment-là, c'était que ça aurait été très dévastateur. C'était bien pire que l'Uruguay Round, qui ne portait que sur les services audiovisuels et cinématographiques. Là, ça portait sur tous les services de l'investissement, qui pouvaient être tout ce qui pourrait être labélisé comme investissement [...]. Les États-Unis savaient bien ce qu'ils faisaient. Ils poussaient, ils poussaient, ils poussaient cette négociation, ce qu'ils n'ont pas pu obtenir dans *l'Uruguay Round*, ils voulaient l'obtenir là [...]. Ce qui n'a pas pu entrer par la porte, les américains voulaient le faire entrer par la fenêtre. Et quand la France a dit qu'elle ne jouera pas le jeu, la négociation s'est complètement arrêtée. »

Les actions des groupes de professionnels de la culture furent également cruciales pour impulser la machine de l'exception et à la fois faire pression sur les gouvernements, limitant la portée de ces accords. Nonobstant, l'instauration de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ses mécanismes de libéralisation du marché parviennent à limiter largement la portée de l'exception culturelle.

¹⁴² De nombreux facteurs ont mené à l'échec de l'AMI, mais parmi ceux-ci le traitement qui a été réservé à la culture a sans nul doute été décisif. Le projet de l'AMI était clairement celui de démanteler la régulation publique dans ses modalités nationales. Il est intéressant de mentionner, par exemple, que l'on pariait sur la libre circulation des services, ce qui comprenait l'exportation, l'importation et la distribution de films et autres enregistrements pour les salles de cinéma ou pour la télévision (Baer 2003).

En ce qui concerne la participation des associations chiliennes à la rencontre de Montréal, un ensemble de quatre associations professionnelles de la culture¹⁴³ a été invité¹⁴⁴ par le Canada à participer à cette journée. Un rapprochement est fait avec des associations chiliennes, par l'entremise de l'éditeur Paulo Slachevsky. Il avait fait la connaissance, en tant que représentant des Éditeurs indépendants du Chili, d'une délégation du Canada qui était venue l'année précédente et qui, à partir d'un contact avec l'éditeur de La découverte, François Gèze¹⁴⁵, avait été orientée vers lui, pour recommander des personnes du secteur de la culture. C'est à partir de ces connexions que s'articule l'invitation faite au monde associatif chilien.

De cette manière, ont participé : en tant que représentant des acteurs (Sidarte) Mané Nett¹⁴⁶ ; pour l'Association du droit d'auteur, l'auteur-compositeur-interprète Nano Acevedo ; pour représenter le secteur audiovisuel, le réalisateur de cinéma Bruno Betatti ; et pour les éditeurs indépendants, l'éditeur Paulo Slachevsky. Chaque domaine de la culture a effectué un exposé de présentation de son secteur mais la possibilité de se réunir pour la première fois, en tant qu'associations de la culture, ouvre un espace où ils prennent conscience de leur manque

¹⁴³ Dorénavant APC.

¹⁴⁴ Il s'agissait d'une invitation qui couvrait les frais de billets d'avion, en raison de la situation précaire des associations chiliennes. Dans un entretien mené avec Mané Nett, l'actuelle présidente de la Coalition chilienne, elle nous a expliqué qu'à ce moment-là ils ont écrit une lettre au Canada en disant que l'invitation était tout à fait intéressante mais que la situation financière du syndicat des acteurs ne leur permettait pas d'envisager un tel voyage.

¹⁴⁵ En fait il s'agissait des Éditions du Boreal. Créée en 1963, cette maison d'édition a été centrale dans l'affirmation d'une nouvelle historiographie québécoise. En 1987 elle inaugure une pratique de coéditions, en commençant avec la maison d'édition française La Découverte, puis avec Le Seuil, Umbral, Flammarion, Christian Bourgois et Grasset. C'est à travers ces pratiques que les liens avec François Gèze vont se développer. Né à Paris en 1948, François Gèze est ingénieur civil des Mines et diplômé de l'École pratique des hautes études (1973). Depuis 1982 il est directeur général des Éditions La Découverte (maison d'édition que le mythique éditeur François Maspero avait fondée en 1959 sous le nom d'Éditions Maspero) qui furent intégrées en 1998 au groupe Havas, devenu Vivendi Universal Publishing). Président du groupe des éditeurs de sciences humaines et sociales du Syndicat national de l'édition et vice-président du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), qu'il a présidé de 1996 à 1999. De même, F.Gèze est membre fondateur de l'Association pour le développement de la librairie de création (association créée en 1988 à l'initiative des Éditions de Minuit, Gallimard, Le Seuil et La Découverte, avec le soutien de France-Loisirs). Il a été président, de 1990 à 1993, de la Commission de liaison interprofessionnelle du livre (CLIL), réunissant éditeurs et libraires, qui a conduit à cette époque la réforme du transport du livre. En fait le directeur de La Découverte F. Gèze a donné le nom de Paulo Slachevsky à l'éditeur des Éditions du Boréal (1963, Montréal- Québec), qui faisait partie de la délégation canadienne qui a visité le Chili. Grâce à ce contact s'est initié un premier rapprochement entre ces éditeurs canadiens et chiliens. Cette maison d'éditions a inauguré en 1987 une pratique des coéditions, d'abord avec son pair français La Découverte (puis avec Le Seuil, Flammarion, Christian Bourgois et Grasset). Pour une analyse approfondie sur la figure de François Gèze, voir la thèse de Camille Joseph. Les éditions La découverte : la gestion d'un héritage éditorial. Sous la direction de Mme. Gisèle Sapiro, 2010.

¹⁴⁶ Actrice de théâtre et de télévision, Mané Nett était à l'époque sa vice-présidente. Elle a été dirigeante de Sidarte – le Syndicat d'acteurs du Chili – pendant presque deux décennies. La présidente étant l'actrice Paulina Urrutia, qui dans le gouvernement de Michelle Bachelet a exercé la fonction de ministre de la culture. Actuellement Nett se consacre à un troisième mandat comme présidente de la Coalición chilena por la diversidad cultural et vient d'être réélue représentante de l'aire latino-américaine du Réseau International de coalitions.

de communication et de travail commun sur les questions culturelles, voire de leur méconnaissance les uns des autres.

Mané Nett, présidente actuelle de la Coalition chilienne, relate l'effet miroir que la Rencontre a produit sur eux. Elle se souvient de ce moment de la façon suivante :

« Nous étions quatre représentants du Chili et, là-bas, nous nous sommes rendus compte qu'en réalité le travail que nous faisons au Chili au niveau des Associations professionnelles de la culture était comme une chose très fermée sur elle-même, nous faisons l'autruche. Nous nous observions les uns les autres, nous ne voyions pas ce qu'il se passait dans le monde. Là, nous avons commencé à nous rendre compte qu'il y avait un tas d'éléments au niveau international par rapport à la culture dont nous n'avions pas idée. »¹⁴⁷

Bien que l'idée que le marché ne devait pas être la seule dimension déterminante dans leur activité ait déjà été présente, ces associations n'avaient pas encore développé un appareil conceptuel solide sur la question. La construction d'une vision sur la nécessité de disposer d'un statut différencié pour les biens culturels, ainsi que sa mise en circulation, correspond à un programme qu'il est seulement possible de penser de manière globale, étant donné l'imbrication selon laquelle les marchés opèrent au niveau mondial.

C'est effectivement un grand moment de prise de conscience des enjeux culturels, qui permet de visualiser à quel point ce qu'il s'est passé au Chili s'inscrit dans un panorama à l'échelle planétaire. Dans cette perspective, Paulo Slachevsky se remémore comment la Rencontre les conduit à s'impliquer directement dans le débat sur la diversité culturelle, tout en déterminant leur « prise de conscience et [signalant] le chemin pour les associations culturelles chiliennes face aux traités de libre échange qui étaient au point d'être signés [par le Chili] (...) »¹⁴⁸. Autrement dit, la journée, loin de se réduire à un moment symbolique, cherche à coordonner des actions collectives afin de produire des effets concrets sur les champs politiques nationaux.

« (...) Et c'est là que le problème a surgi, nous avons clairement pris conscience des traités de libre échange, car avant j'avais entendu parler de l'exception culturelle mais de manière très vague, mais au Chili, nous en étions déjà à l'avant-dernière réunion de négociation avec les Etats-Unis et du traité avec la Communauté Européenne »¹⁴⁹

¹⁴⁷ Entretien mené avec l'actuelle présidente de la Coalition chilienne, Mané Nett, juillet 2009.

¹⁴⁸ « Des paroles et des actes pour la bibliodiversité ». Paris, Alliance des éditeurs indépendants. p.57. Encuentro "Los editores independientes del mundo latino y la bibliodiversidad", 27- 30 novembre de 2005. Guadalajara, México.

¹⁴⁹ Entretien avec Paulo Slachevsky, avril, 2009.

Il faut indiquer que le Canada et le Chili ont négocié un TLC en 1995, qui est rentré en vigueur des 1997. Dans cette négociation, le Canada a été le pays qui a abordé la notion d'« exception culturelle » en le définissant de manière très vaste. En effet, les industries culturelles chiliennes étaient restées totalement exclues du traité¹⁵⁰. Cela nous permet de comprendre les soucis que rencontraient ces dernières face aux nouveaux traités de libre échange que les pays partenaires signaient avec un pays comme les Etats-Unis, pays qui n'est pas intéressé par l'incorporation d'exceptions dans le domaine des biens culturels, compte tenu du poids de son industrie culturelle et de divertissement. L'industrie cinématographique américaine est, en effet, la plus puissante au niveau international, et son industrie éditoriale occupe le premier rang à l'échelle mondiale¹⁵¹. Ce sont précisément les associations professionnelles de la culture canadiennes qui ont pris l'initiative de mettre en œuvre l'exception culturelle en demandant à leur Etat une garantie spéciale visant le respect des différentes identités culturelles.

Il est évident que les journées de Montréal ont constitué un point de repère dans le chemin à suivre par les associations professionnelles de la culture chiliennes, échangeant avec des collègues ayant déjà franchi certaines étapes au sein de ces débats. Les associations font le bilan de l'impact de la mondialisation sur les différents secteurs de la culture ainsi qu'une révision de l'ensemble de politiques culturelles en vigueur. L'éditeur Paulo Slachevsky intervient dans la journée inaugurale. Nous citons un passage de son allocution :

« Je viens du Chili, de l'Amérique latine et je suis convaincu que c'est grâce aux initiatives comme celle-ci, dans chacun de nos pays, et à la création de réseaux entre nos pays, que dans ces temps de mondialisation signée par la valeur économique, ceux qui travaillons dans le domaine de la culture, nous pourrions récupérer d'autres significations, plus fondamentales au mot valeur : la valeur culturelle, la valeur créative... nous pourrions faire emporter sur la logique de la rentabilité qui impose la concentration économique, la logique de la diversité culturelle. »¹⁵²

¹⁵⁰ Dans la cinquième partie du TLC, sous le titre du chapitre « exceptions » (Annexe O- 06). Les industries culturelles sont restées en dehors du traité sauf dans quelques produits à l'égard de certaines réductions de tarifs douaniers.

¹⁵¹ Suivie par l'Allemagne, Grand Bretagne, la France et la Chine. L'ensemble de ces pays représente 69% du marché international du livre. Source: Chambre du livre de l'Argentine.

¹⁵² Citation originale: « Yo vengo de Chile, de América latina y estoy convencido que es gracias a iniciativas como esta, en cada uno de nuestros países, y a la creación de redes entre nuestros países, que en estos tiempos de globalización marcado por el signo del valor económico, aquellos que trabajamos en el mundo de la cultura podremos recuperar otras significaciones más fundamentales a la palabra valor: valor cultural, valor creativo...podremos hacer prevalecer a la lógica de la rentabilidad que impone la concentración económica, la lógica de la diversidad cultural »¹⁵².

Dans cet extrait apparaît très clairement une bataille sémantique, les termes (re) signifiant une réalité : P. Slachevsky fait notamment allusion aux logiques antinomiques au sein du champ culturel : concentration économique/ diversité culturelle. En récupérant des catégories issues de l'économie¹⁵³ (l'économie étant le terrain dominant, c'est à partir d'elle qu'il faut construire ou apporter des catégories pour redéfinir leur propre activité) l'éditeur propose d'aller de la « valeur économique » à la « valeur culturelle et créative ». Nous sommes en présence de la réaffirmation d'un « métier pas comme les autres », métier qui compte tenu de sa proximité avec les auteurs peut réaffirmer sa fonction comme agent culturel par-delà son caractère de petit ou moyen entrepreneur.

Cette conception coïncide avec le système des croyances fondatrices du champ culturel. Indubitablement le principe de la diversité culturelle parvient à traduire un cumul de préceptes et de lectures sur la réalité qui permet aux éditeurs indépendants chiliens de prendre une position cohérente avec leurs envies de luttes. Par exemple, dans la relation binaire concentration/ diversité, où le monde des acteurs culturels se veut garant d'un certain pluralisme d'expressions culturelles, qui pour les éditeurs indépendants concrètement, s'incarne dans la notion de « bibliodiversité », tout en assurant l'existence des voix multiples, des plusieurs genres et issues des plusieurs pays et cultures.

Il s'agit d'un débat qui fait sens pour eux, tout en changeant leur optique : les associations chiliennes ont ainsi réalisé à quel point la problématique de la diversité culturelle les concernait directement. Les aspects cruciaux de la rencontre de Montréal seront son caractère fédérateur ainsi que la visualisation de lignes d'actions communes. La création du « réseau international des associations professionnelles de la culture » (APC) revête deux dimensions : d'une part une concrète, en tant que support de circulation d'informations et d'un ensemble d'instruments en construction (concepts, chiffres, outils juridiques, etc.) qu'ils vont mobiliser, et d'autre part une symbolique, puisqu'il s'agit d'un lieu d'appartenance qui possède un ethos propre à eux, qui réaffirme leur existence. Elle s'est constituée pour les associations chiliennes comme un repère qui va cimenter le récit de leur mémoire institutionnelle – plus ou moins partagée – qui se répercutera sur leurs trajectoires individuelles et collectives.

¹⁵³ Il en est de même pour la notion de “capital” et son application au domaine de la culture...

1.3. La mise en Coalition

L'« état de l'art » concernant la relation culture/commerce exposée par les différentes associations coïncidant à Montréal, a conduit les associations chiliennes à constater que la situation de la culture au Chili, loin de constituer un cas spécifique, correspond à une constante mondiale. Cette lecture géopolitique, où se croisent des rapports de pouvoir nationaux et internationaux, les amène à élaborer – dès leur retour au Chili – une déclaration, document qui accompagnait la Déclaration finale de la rencontre¹⁵⁴ et qu'ils ont envoyé aux pouvoirs publics. Sous le titre « Pour sauvegarder la liberté d'action de l'Etat chilien dans le domaine de la culture »¹⁵⁵, les associations professionnelles de la culture chiliennes se sont positionnées dans le cadre local propre aux négociations auquel assistait le Chili à ce moment, ad portas à la signature d'un TLC avec les États Unis. La déclaration traduisait les principaux débats et les soucis des associations, à leur contexte national. Il s'agissait d'informer leur gouvernement de leur participation à une sorte de conclave associatif mondial des APC, tout en l'appelant à faire partie du débat, en tant qu'État chilien :

« Réunis à Montréal, nous débattons de la culture dans le cadre de la globalisation et de la nécessité de protéger la diversité culturelle. [...] Nous sommes convaincus que la création artistique dans toute sa diversité ne peut être régie par la seule logique du marché, car celle-ci tend à générer des processus de concentration et d'uniformisation de la production qui restreignent la possibilité de circulation des produits locaux et des genres non commerciaux. Le rôle de l'Etat en tant que garant de cette nécessaire diversité est donc fondamental. Alors qu'on avance fermement vers un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, il devient plus que jamais nécessaire de faire valoir le droit et le devoir de l'Etat chilien de protéger sa capacité à définir ses propres politiques culturelles [...] nous pensons qu'il serait inutile de prendre des mesures ou de promulguer des lois en faveur du développement culturel, si d'un autre côté on signe des accords qui demain limiteront par omission toute application concrète des politiques d'aide à la production. »¹⁵⁶

¹⁵⁴ La rencontre de Montréal s'est terminée avec une déclaration (faite à Montréal le 13 septembre 2001) signée par tous les représentants des associations de professionnels de la culture participant à la journée. Egalement la lettre incluait un comité de suivi composé par : Nemesio Juarez, Secretario General Directores Argentinos Cinematograficos (DAC), Argentine; Ian David, Président Australian Writers' Guild, Australie; Pierre Curzi, Coprésident Jack Stoddart, Co-Chair Coalition pour la diversité culturelle, Canada; Paulo Slachevsky, Coordinador Grupo de editoriales independientes de Chili, Chili ; un représentant danois (son nom n'apparaît pas) ; Jorge Bosso, Secretario General Federación de Actores del Estado Español (FAEE), Espagne ; Cécile Despringre, Chargée des Affaires européennes, Société des auteurs et compositeurs dramatiques, France ; Jean-Henri Roger, Membre du CA Société des réalisateurs de films (SRF), France ; Gabriel Larrea, Coordinador de Asuntos Internacionales, Sociedad de Autores y Compositores de Musica (SACM), México. Le secrétariat Robert Pilon, Vice-président exécutif Louise Vachon, Chargée de mission, communications et relations internationales, Coalition pour la diversité culturelle, Canada.

¹⁵⁵ En espagnol "A resguardar la libertad de acción del Estado chileno en el ámbito de la cultura".

¹⁵⁶ Citation originale: « Reunidos en Montreal [...] debatimos sobre la cultura en el marco de la globalización y el necesario resguardo de la diversidad cultural [...]. Estamos convencidos que la creación artística con toda su diversidad y complejidad no puede estar regida sólo por la lógica del mercado, pues esa tiende a generar procesos de concentración y uniformización de la producción que limitan la posibilidad de circulación de

De cette manière, quelques semaines après – en octobre 2011 – les associations chiliennes fondent la Coalition chilienne pour la diversité culturelle¹⁵⁷ qui deviendra la deuxième coalition au niveau mondial, la première étant canadienne. Ils élisent un directoire : Paulo Slachevsky¹⁵⁸ est le président et Mané Nett la vice-présidente. C'est ainsi que la Coalition chilienne commence à agir pour deux objectifs liés entre eux : le premier – de portée immédiate – l'incorporation d'une réserve dans le TLC avec les Etats-Unis et, la deuxième – de moyen terme – le fait que l'Etat chilien appose sa signature à la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'Unesco.

Le contexte international a sans aucun doute dicté la règle de la pertinence et de la légitimité d'un tel débat : la rencontre de Montréal leur fournit des possibilités de discussions au niveau international ; ils peuvent alors s'appuyer sur l'efficacité symbolique¹⁵⁹ du principe de la diversité culturelle, empruntée à l'Unesco, dont le leit motiv était que « les biens et services culturels (...) parce qu'ils sont porteurs d'identité, de valeur et de sens ne doivent pas être considérés comme des marchandises ou des biens de consommation comme les autres ». ¹⁶⁰ On donne ici l'élan à la proposition et à l'élaboration de politiques publiques qui vont dans le sens des principes contenus dans cette Convention.

Mais cela ne signifie pas qu'il s'agissait d'une discussion qui allait de soi, tout au contraire elle était plutôt méconnue par les pouvoirs publics chiliens. Il y a eu tout un processus d'argumentation, de négociation, de lobbying auprès de députés et de sénateurs afin de promouvoir et puis mener à bien la Convention. La CDC commence une démarche auprès des autorités concernées: en produisant des documents, en organisant des réunions avec des responsables des diverses instances gouvernementales liées à la question, en faisant appel aux hommes politiques susceptibles de se solidariser avec leur requête¹⁶¹. Elle adresse également

productos locales y de géneros no comerciales. Por ello es fundamental el rol del Estado como garante de esa necesaria diversidad. [...] Cuando se avanza con paso firme en el establecimiento del TLC con EEUU, se hace más necesario que nunca hacer valer el derecho y deber del Estado chileno de resguardar la capacidad de definir sus propias políticas culturales [...], creemos que poco serviría tomar medidas o dictar leyes a favor del desarrollo cultural, si por otro lado se firman acuerdos que por omisión han de limitar toda aplicación concreta de políticas de fomento a la producción el día de mañana”.

¹⁵⁷ Mouvement qui a fini pour regrouper 22 associations.

¹⁵⁸ Paulo Slachevsky a présidé la Coalition depuis sa création jusqu'en 2004.

¹⁵⁹ On sait avec Bourdieu, que la légitimité d'un discours est liée à son producteur. « L'autorité qui confère son autorité au discours autorisé ». Pierre BOURDIEU. Ce que parler veut dire, L'économie des échanges linguistiques, Paris, Fayard, 1982, p.11.

¹⁶⁰ UNESCO, Déclaration Universelle de l'Unesco sur la Diversité culturelle, 2001.

¹⁶¹ La réponse du monde des hommes politiques étant assez réduite, compte tenu du peu de présence médiatique ainsi que du faible intérêt électoral direct que le débat représente pour eux (je parle ici de l'Assemblée nationale). A part les députés Jaime Gazmuri et Alvaro Escobar (lui-même appartenant au champ culturel car

une « Lettre ouverte des créateurs et producteurs culturels au président de la République »¹⁶² en mai 2002, qui les reçoit au Palais de La Moneda pour en discuter. Le monde associatif de la culture accueille Robert Pilon¹⁶³, vice-président exécutif de la Coalition canadienne pour la diversité culturelle, qui avec Paulo Slachevsky font ensemble des déclarations, chose qui a renforcé leur position vis-à-vis des autorités chiliennes.

Mané Nett raconte les difficultés qu'ils ont rencontrées pour mener à bien un débat avec les responsables gouvernementaux. Bien que la gestion publique – comme chaque terrain – possède son langage technique et des logiques de fonctionnement propres, c'est le « savoir expert » qui dialogue avec d'autres acteurs qui ont aussi leurs propres façons de concevoir les sujets. Elle exprimait : « Les associations professionnelles de la culture par rapport aux chiffres : rien du tout ! ».

Aux actions entamées pour la CDC nous pouvons aussi ajouter les conversations développées avec les responsables de Direcon¹⁶⁴ – organisme chargé des négociations des TLC – ainsi que la présentation du document : « Culture et commerce : 7 propositions pour un équilibre nécessaire »¹⁶⁵, en juillet 2003, qui posaient la nécessité d'obtenir une réserve culturelle dans le TLC avec les Etats-Unis, approche argumentée au moyen de documents divers. Dans un entretien avec l'avocat Pablo Lazo, membre de l'équipe chilienne et négociateur responsable, il décrit sa perception de la démarche entreprise par la CDC :

« La Coalition s'est rapprochée de Direcon dans la négociation du TLC avec les Etats Unis, parce qu'ils savaient que les Etats Unis avaient un intérêt offensif sur le sujet et la Coalition préférait une exception semblable à celle obtenue avec le Canada. La Direcon devait équilibrer les intérêts internes plus offensifs (ceux des exportateurs de services et de biens culturels) avec les défensifs de la Coalition. »¹⁶⁶

Effectivement, le Ministère des affaires étrangères du Chili, à travers Direcon, cherchait à gérer l'équilibre d'intérêts entre les exportateurs et les producteurs culturels pour

il est acteur) nous ne trouvons aucun autre membre du Sénat ayant répondu à l'appel de la Coalition chilienne et qui se soit engagé dans ce débat.

¹⁶² “*Carta abierta de los creadores y productores culturales al Presidente de la república*” (qui à l'époque était Ricardo Lagos). Ce document, écrit en 2002, a été signé par près de 500 personnes, entre artistes et gestionnaires culturels, précisant leurs noms et activités. Parmi eux se trouvent des artistes visuels, sculpteurs, réalisateurs, artistes peintres, écrivains, universitaires, archéologues, traducteurs, journalistes, éditeurs.

¹⁶³ Journal Punto Final, N° 555 (du 24 octobre au 6 novembre 2003) « La trampa del TLC. Amenaza a la diversidad cultural ».

¹⁶⁴ Direcon est la Direction des relations économiques du Ministère des Affaires étrangères du Chili.

¹⁶⁵ “Cultura y Comercio: 7 propuestas para un necesario equilibrio”.

¹⁶⁶ Citation originale: “La Coalición chilena se acerca a Direcon durante la negociación de este TLC, porque sabía que EEUU tenía un interés ofensivo sobre el tema y (ella) prefería una excepción al estilo Canadá. Direcon tenía que balancear los intereses internos más ofensivos (de exportadores de servicios y bienes culturales) con los defensivos de la Coalición”. Entretien avec Pablo Lazo, juillet 2009.

mener à bien le TLC. Les rapports entre Direcon et la CDC débutent alors que la tension présente dans la relation commerce/ culture se constate très concrètement, et la demande des associations professionnelles de la culture d'une revitalisation de l'action des États s'avère stratégique. Les participants impliqués dans cette mobilisation portent leurs revendications devant les autorités, en même temps qu'ils affirment une forme d'identité collective en se présentant comme un groupe de la « société civile » du secteur culturel¹⁶⁷. Ces acteurs s'auto-conçoivent comme les porteurs d'une dimension publique, et prennent la parole publique pour parler au nom du développement du pays et du renforcement de la culture citoyenne, tout en avertissant des risques que comporterait pour les aires de la création et de l'éducation le fait de signer un TLC sans certaines exceptions.

Comme nous pouvons inférer de cet entretien mené avec Pablo Lazo, la réponse des Etats-Unis a été très claire, il s'agissait d'un enjeu majeur :

« Pour sa part, l'industrie du cinéma des Etats Unis, informée de la position de défense chilienne, a entamé des négociations intenses devant l'Ambassade du Chili à Washington pour empêcher que le Chili réalise une action de ce type. Ces actions ont inclus une visite de Jack Valenti¹⁶⁸, Président de l'American Motion Pictures à l'Ambassadeur Bianchi pour exprimer que si le Chili maintenait son attitude en ce qui concerne cette industrie, il interviendrait personnellement devant le Sénat des Etats-Unis pour empêcher l'approbation du TLC, des démarches qui n'ont pas finalement prospéré. »¹⁶⁹

Bien que finalement ces démarches n'aient pas prospéré, nous observons que la façon dans laquelle ont été assumées les négociations, montre bien ce qui se joue pour l'industrie audiovisuelle américaine et pour le milieu culturel chilien dans leur ensemble. Précisément à ce moment-là, le Congrès chilien se trouvait en train de débattre un projet de « nouvelle institutionnalité culturelle », qui a donné naissance à l'actuel Conseil national de la culture et les arts¹⁷⁰. Version hétérodoxe du Ministère de la culture¹⁷¹, le CNCA fonctionne dans une importante mesure à travers un système de fonds à concours (le FONDART) – qui si le traité avait été signé sans exclusions – les fonds auraient pu être attribués à n'importe quel projet artistique ou culturel américain.

¹⁶⁷ La Coalición chilena por la Diversidad Cultural es recibida en las instancias gubernamentales como representante de la sociedad civil.

¹⁶⁸ Voir l'excellente ethnographie sur Jack Valenti en Rival, Culture mainstream.

¹⁶⁹ Entretien avec Pablo Lazo. Pablo est avocat et s'est spécialisé dans les sujets du rapport avec la société civile ainsi que dans les affaires du travail liés à l'agenda du commerce international. Actuellement conseiller de la Direcon.

¹⁷⁰ En espagnol Consejo Nacional de la Cultura y las Artes CNCA.

¹⁷¹ Voir Maite DE CEA, 2010. « L'expérience chilienne du gouvernement de la culture : Vers une véritable politique culturelle. Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de M. Guy Saez. Institut d'Études politiques, Université de Grenoble.

Ces associations s'attachent à la diversité culturelle, en tant qu'horizon mais aussi comme voie qui contribue à sortir les associations de la culture (et le monde syndical dans son ensemble) de la situation marginale dans laquelle elles se trouvent au Chili. Il faut rappeler l'affaiblissement subi par le tissu social ou le monde associatif chilien qui a caractérisé la période de transition vers la démocratie dans ce pays.¹⁷²

Cela explique que, bien que le monde des éditeurs indépendants salue énergiquement la création du CNCA, il ne participe pas si activement à la mobilisation entamée par les différents acteurs nationaux de la culture pour l'obtention des votes nécessaires au Sénat afin d'avoir son approbation¹⁷³ en 2003. Les éditeurs indépendants posaient un diagnostic très pragmatique de la situation, et se sont concentrés sur les objectifs de la Coalition en y mettant toute leur énergie. Ils se sont complètement investis pour impulser la Convention auprès de l'Etat chilien, tout en considérant que les grands axes de la culture nationale se jouaient dans ce scénario. L'éditeur Paulo Slachevsky exprime cette position de la manière suivante : « (...) On avancé sur le plan politique, avec la création du ministère de la culture, mais en même temps on se liait les mains avec ce TLC avec les Etats-Unis si on ne faisait aucune exception. »¹⁷⁴

Cette lecture est celle à partir de laquelle la CDC essaie de mettre en garde les responsables chiliens sur la portée d'une telle négociation. « L'attention que l'Etat chilien a porté à la culture, à partir de la fin de la dictature, principalement avec la création du Fondart et du Conseil National du livre et de la lecture, entre autres, pourrait être l'objet de sanctions dans le cadre des traités de commerce, si ne se stipule pas en amont le comment on traitera la culture au sein des ces traités ». Les acteurs du champ culturel agissent dans le champ politique par l'intermédiaire de requêtes, en interpellant les politiciens sur la nécessité de créer certaines lois et politiques.

¹⁷² Voir Tomás MOULIAN, *Chile actual anatomía de un mito*, Santiago, Lom, 1997, également *Le Rapport du PNUD 2014*. Au Chili le droit à la grève, les négociations avec les syndicats, etc. n'ont pas connu une grande évolution pendant les gouvernements démocratiques (en fait c'est seulement actuellement que se discute dans le pays une réforme du travail qui a suscité beaucoup de désaccords de la part de l'opposition, surtout des chefs d'entreprise ainsi que de la droite liée au pinochetisme). Ce n'est que récemment, et avec plus de force à partir des mouvements d'étudiants de 2010, que le pays a expérimenté une dépolitisation parmi le surgissement des diverses contestations conduites par divers secteurs de la société. (PNUD 2014).

¹⁷³ Différent du secteur des acteurs (SIDARTE) qui, avec à leur tête l'actrice Paulina Urrutia, se sont fortement impliqués dans ce débat et mobilisés auprès du Parlement pour l'approbation de la loi qui a finalement créé la nouvelle institutionnalité culturelle. Une année plus tard, en 2004, sous le gouvernement suivant, Paulina Urrutia a été nommée ministre par la présidente Michelle Bachelet.

¹⁷⁴ Citation originale: "se estaba avanzando en la política, con el ministerio de cultura, pero al mismo tiempo se estaban totalmente amarrando las manos con un TLC con EEUU, si no se hacía ninguna excepción. Entretien avec Paulo Slachevsky, avril 2009.

Leur manière de concevoir le statut de la culture comme « quelque chose qui ne peut pas rester à la merci des lois du marché »¹⁷⁵ commence à produire un certain « savoir », qui ne relève pas seulement d'un plan symbolique-éthique, mais qui est aussi lié aux implications que les experts n'avaient pas envisagées car il s'agissait de sujets extérieurs au cercle technique des négociations. Dans un entretien réalisé avec Agustín Squella, le conseiller de la culture de l'ex président Lagos nous signalait son impression à propos d'une réunion avec les représentants de la Coalition :

« (...) ils ont joué un rôle très important dans la négociation des Traités de libre échange avec les Etats-Unis. Ils ont bien illustré les sujets dont les experts de la Chancellerie et des Ministres des Finances et de l'Économie devaient tenir compte dans ce qui s'appelle les « réserves culturelles ». Ils ont fait des travaux de recherche, de droit comparé, des propositions intelligentes, bien étudiées, tu pouvais, toi, les partager ou pas, mais le travail qu'ils ont fait par rapport à ce sujet qui n'était pas une chose de moindre importance, qui n'était pas bien étudié au Chili, qui est plein de technicités, qui est traversé par des considérations non seulement juridiques et culturelles, cela va de soi, mais aussi économiques et politiques, m'a fait la meilleure des impressions. »¹⁷⁶

Avec une grande efficacité, ces acteurs réussissent à donner de la visibilité à leurs revendications, tout en contribuant à construire une identité qui leur permet de compenser le manque des ressources politiques pour promouvoir leurs demandes¹⁷⁷. Une fois qu'ils parviennent à dépasser la frontière des premiers fonctionnaires et à dialoguer avec des acteurs que nous pourrions qualifier de « plus sensibles » au sujet culturel, le débat acquiert une autre dimension et le processus s'accélère. Mané Nett souligne le bon accueil que le président Lagos a réservé à leurs projets. Elle dit : « Lagos l'a compris immédiatement ».¹⁷⁸ Ce sentiment de réceptivité que donne Ricardo Lagos, au-delà du fait qu'il y a réellement eu des avancées significatives dans le domaine des politiques culturelles durant son mandat, lui permet de consolider des liens avec le monde culturel chilien. Dans son discours devant l'Unesco, en 2003, Paulo Slachevsky cite Lagos de manière stratégique et l'engage dans le débat en mettant en relief la place que doit occuper le développement de la culture :

¹⁷⁵ Et le risque que courent les expressions culturelles des peuples, si on ne se fait rien pour empêcher une homogénéisation culturelle.

¹⁷⁶ Entretien avec Agustín Squella, avril de 2009.

¹⁷⁷ Tilly et al. *From mobilization to Revolution*. First Edition Stated, McGraw-Hill College, 1998.

¹⁷⁸ L'image de Lagos comme un président « engagé » dans la culture mérite bien une analyse approfondie qui dépasse les objectifs de cette thèse. C'est le seul président qui avait nommé un conseiller culturel, l'avocat et actuel prix national de sciences sociales et des humanités, Agustín Squella. Pendant son mandat a été créée la chaire présidentielle (dans le cadre de laquelle on a fait venir des intellectuels internationaux tels que Alain Touraine, Carlos Fuentes, Antony Giddens, entre autres), organisé un cycle de concerts au Palais de La Moneda ainsi que le Centro cultural Palacio de La Moneda, une œuvre d'envergure. Lagos est co-fondateur du Parti pour la démocratie PPD. Il est passé à l'histoire pour avoir montré du doigt le général Pinochet pendant une émission à la télévision (pour lui adresser un message). En même temps, il a été le président le mieux évalué par les fédérations d'hommes d'affaires.

« Si le Chili a été l'un des [pays] ayant le plus fortement avancé vers la signature d'accord de libre-échange, notre Président Ricardo Lagos a remarqué : « nous ne pouvons pas assumer le fait d'être de simples récepteurs passifs d'objets et de valeurs culturels produits en d'autres latitudes. Pour que la globalisation soit un dialogue entre cultures et non l'hégémonie d'une culture sur les autres, il est opportun que nous nous appliquions dès maintenant aux tâches permettant de stimuler et de favoriser notre création propre, d'augmenter notre patrimoine et de favoriser la participation de tous. Dans les Accords de Libre-échange, le débat sur les biens culturels joue un rôle fondamental et il est nécessaire de savoir bien les défendre. Car l'hégémonie s'exerce dans de nombreux champs, mais, en dernier lieu et en dernier temps, les idées, la beauté, la manière de penser, ce qui naît de nos racines [représentent] ce qui perdure et ce qui permet un dialogue entre civilisations... La culture est la base, le composant, l'objectif de tout type de développement pour chaque société, chaque pays... La culture est au centre de toute civilisation, de toute société. »

En reprenant les mots du Président Lagos dans une institution régie par la volonté des États – l'Unesco – P. Slachevsky met le doigt sur les points négatifs que comporte une globalisation réduite à la seule dimension mercantile et annonce la position favorable du Chili en ce qui concerne le principe de diversité culturelle. La subtilité de l'action de se référer à un discours prononcé par Ricardo Lagos réside dans le fait d'aligner les visions entre eux et le gouvernement chilien, réaffirmant ainsi la position des professionnels chiliens de la culture.

Les alliances stratégiques avec le champ politique établi – bien que précaires – conduisent la Coalition chilienne à pouvoir incorporer une réserve dans le TLC avec les Etats-Unis, qui clairement n'incorpore pas tous leurs points de vue, mais qui envisage une réserve culturelle au droit de développer des politiques publiques en la matière. Postérieurement, l'année 2005, le gouvernement chilien sera favorable à la création – au sein de l'Unesco – de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles que le Congrès chilien ratifiera deux années plus tard, en 2007.

Section II. Les revendications politiques des acteurs culturels chiliens : un terrain à la croisée du global et local

Comme nous l'avons abordé, les associations chiliennes de la culture, regroupées en CDC, s'identifient rapidement à la lutte contre la « globalisation mercantile de la culture », mais la plupart de ces initiatives étaient profondément enracinées auparavant dans des formes nationales d'activisme qui se déployaient dans un contexte particulier de la politique locale. Dans ce sens, d'après Sidney Tarrow¹⁷⁹, l'activisme transnational ne surgit pas comme une simple réponse à la mondialisation, car les agents identifient des problèmes et formulent des demandes, mobilisent les ressources nécessaires et profitent des opportunités dans les espaces

¹⁷⁹ Sidney Tarrow, *The New Transnational Activism*. New York, Cambridge University Press, 2005.

politiques à différents niveaux, comme par exemple la création des coalitions transfrontalières. Les processus d'activisme transnational vont lier avec efficacité les questions mondiales avec les problématiques nationales.

2.1. La convergence entre dimensions d'importation/exportation

De cette manière, l'apparition de la question des biens culturels dans l'agenda publique chilien a été rendue possible par un moment de convergence entre ces deux dimensions de l'action politique (nationale/internationale). Elle se développe selon ce que Yves Delazay et Bryan Garth ont défini comme « homologie », c'est-à-dire : « La réussite des stratégies d'import-export d'expertise d'Etat dépend du degré d'homologie structurale qui peut exister, à un moment spécifique de leur histoire, entre les champs d'Etat, au nord et au Sud. Car cette convergence, plus ou moins durable, consolide l'alliance – toujours précaire – entre importateurs et exportateurs, en leur donnant des motivations et des ressources relativement similaires, et donc plus faciles à mettre en commun »¹⁸⁰.

Échelle	Espaces d'homologie de positions	Exemples d'oppositions dans les espaces	
Supranationale	Entre organisations intergouvernementales	UNESCO	OMC, OCDE
Internationale	Entre États	France, Canada, Chili	États- Unis
Transnationale	Entre réseaux internationaux de groupes d'intérêt	Fédération internationale de Coalitions pour la diversité culturelle- FICDC	Entreprises multinationales (ex. Motion Pictures Association of America- MPAA)
Nationale	Entre pôles de production (ex. secteur éditorial au Chili)	Association d'Éditeurs indépendants du Chili- EDIN (pôle de production restreinte)	Chambre chilienne du livre (pôle de la grande production)

Tableau : Espaces d'homologie de positions des agents dans un espace transnational.

Dans le cas que nous étudions ici, il ne s'agit pas simplement d'échanges entre groupes de pouvoir au sein des Etats mais, et surtout, d'une forme d'homologie structurelle de positions entre des groupes appartenant aux espaces transnationaux complexes qui interagissent à plusieurs échelles (organismes internationaux, Etats, réseaux internationaux de professionnels de la culture (APC), secteurs culturels nationaux). Leurs points de convergence sont bien évidemment la défense de postulats qu'ils considèrent comme légitimes. Cependant,

¹⁸⁰ Yves DEZALAY, Bryant G. Garth, La mondialisation des guerres de palais. Restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine Entre notables du droit et « Chicago boys », Paris, Seuil, 2002. 504 p. (p. 43-44)

en défendant leurs visions du monde, ils revalorisent aussi les positions qu'ils occupent dans leurs champs d'appartenance respectifs, grâce à l'accumulation d'un type de capital symbolique transnational, qui se révèle être d'actualité tant que la cause qu'ils défendent demeure dans l'espace transnational.

Ces acteurs ont su mettre en place divers types de ressources discursives, liées aux différents capitaux symboliques accumulés dans leurs champs d'origine respectifs (culturel, politique, associatif, etc.). Les propriétés sociales des individus qui prennent part à la défense de la diversité culturelle commencent à configurer une forme de capital symbolique transnational, qui circulera à différents niveaux, puis dépassera les frontières nationales. Sorte de fonds supranational, le capital symbolique transnational fonctionne comme une instance symbolique qui accrédite, soutient, reconnaît et légitime les actions individuelles ou collectives de ses adhérents. Le capital symbolique transnational, forme de pouvoir invisible mais bien présent, leur offre des intersections pour dynamiser leurs actions. Éphémère et efficace, ce capital se maintient au gré de la pertinence de la cause dans l'espace transnational.

Les actions qu'ils entreprennent leur ouvrent aussi des opportunités pour produire des effets politiques, dont la durée est relative dans la mesure où elles leur permettent la formation d'alliances avec des membres du champ politique, basées sur une idéologie ou un intérêt particulier. Alliances avec la capacité d'interrompre, dans une certaine mesure, la routine des processus politiques, permettant que d'autres acteurs politiques externes au gouvernement, puissent aussi exercer une pression sur leurs autorités.

2.2. Une contestation transnationale des acteurs culturels

L'internationalisation de cette contestation du monde de la culture, contribue à établir une diffusion transnationale de stratégies et de tactiques, pour faire face aux institutions internationales et nationales ou vice-versa¹⁸¹. Par ailleurs, bien que les institutions internationales continuent à refléter le pouvoir de l'État national, elles offrent également de nouveaux espaces pour l'activisme transnational¹⁸².

¹⁸¹ Sidney TARROW, *The New Transnational Activism*. New York, Cambridge University Press, 2005.

¹⁸² Dans le champ juridique chilien, le cas Pinochet est emblématique de l'internationalisation de la justice : les instances judiciaires nationales se sont épuisées sans résultat, et les plaignants se sont dirigés à des instances internationales pour demander justice. Le général Pinochet, accusé des crimes contre l'humanité, a été détenu à Londres pendant quelques mois et finalement le gouvernement chilien de l'époque (sous le mandat du président démocrate chrétien Eduardo Frei – sous prétexte de souveraineté – s'est fortement mobilisé pour amener Pinochet de retour au Chili, ou il n'a été jamais jugé. Il est décédé, en 2006, à l'Hôpital militaire, coïncidant avec la journée des droits de l'Homme au Chili. Pour une vision approfondie voir le film

Ainsi, au Chili, la CDC sous le leadership des éditeurs exerce son influence sur le cadre politique national en créant une liste de requêtes devant être débattues puis négociées avec les pouvoirs publics. En soulevant des questions liées à la protection des biens culturels face aux conditions inégales de circulation entre les différents pays, elle a introduit le débat sur le principe de la diversité culturelle au sein des instances politiques nationales. C'est l'idée, empruntée à Bourdieu, de la réussite des luttes pour le changement à l'intérieur d'un champ, « lorsqu'elles peuvent prendre appui sur des changements externes de même sens »¹⁸³. Dans le cas des éditeurs indépendants au Chili, le mouvement – transnational et transculturel – des coalitions pour la diversité culturelle a coïncidé avec leurs objectifs. De même, ils se sont adressés aux pouvoirs publics chiliens avec une approche qui allait compter sur ce que P. Bourdieu avait conceptualisé comme « efficacité symbolique », c'est-à-dire en portant le discours d'une institution qui compte sur une légitimité à l'instar de l'Unesco¹⁸⁴. En effet ce discours en construction (et cette vision) était ancré dans sa propre situation, il parvenait à traduire le diagnostic que les acteurs des associations professionnelles de la culture, eux-mêmes, (chacun dans son domaine : du livre, du théâtre, de la danse et l'audiovisuel) avaient émis sur leur propre situation, en le restituant dans un contexte plus vaste.

De manière générale, les contestations collectives et les actions entreprises au sein d'un mouvement se structurent en fonction de répertoires d'actions alternatifs communs, constitués historiquement. Cependant, les mouvements sociaux promus par les professionnels de la culture, à la différence d'autres mouvements, possèdent des caractéristiques particulières. Par exemple, les actions qu'ils entreprennent pour faire entendre leurs

documentaire « Le cas Pinochet » du réalisateur chilien installé en France, Patricio Guzmán. Nous faisons mention de cette expérience car il existe une forte conviction au Chili, de la part du monde social, selon laquelle il faut dépasser les instances étatiques (nationales) afin d'arriver à obtenir un résultat, c'est-à-dire que les instances internationales sont les plus efficaces. Nous croyons que cette idée a joué un rôle dans le cas de la diversité culturelle, menée par une personne telle que Paulo Slachevsky qui fait preuve d'une forte expérience du monde social, comme nous l'avons décrit in extenso.

¹⁸³ « Si les luttes permanentes entre les détenteurs du capital spécifique et ceux qui en sont encore démunis constituent le moteur d'une transformation incessante de l'offre de produits symboliques, il reste qu'elles ne peuvent conduire à ces transformations profondes des rapports de force symboliques que sont les renversements de la hiérarchie des genres, des écoles ou des auteurs que lorsqu'elles peuvent prendre appui sur des changements externes de mêmes sens ». Pierre BOURDIEU. *Les règles de l'art*, Paris, Edition du Seuil, p. 213.

¹⁸⁴ Sur le plan international, cette mobilisation a conduit à une reconfiguration des compétences de l'Unesco, cette organisation déléguant à son tour son autorité, ce qui lui confère un discours autorisé (Bourdieu 1999). En effet, c'est en son sein que sera généré le pouvoir énonciatif du concept de diversité culturelle, ainsi que les stratégies qui marqueront son espace d'action. Ceci coïncide avec un moment de repositionnement de l'Unesco dans le concert des institutions internationales. Mais il faut également souligner que cette efficacité symbolique réussit à se matérialiser car elle se présente comme une alternative – si non une opposition – aux arguments développés par d'autres instances, en particulier l'OMC, où la libéralisation marchande des produits culturels était alors en cours de négociation.

revendications devant les pouvoirs publics ne cherchent pas nécessairement la mobilisation massive des citoyens. Elles sont portées par des personnalités du monde culturel, les têtes d'affiches dotant ainsi leurs demandes d'une certaine visibilité dans l'espace public (même si dans le cas chilien le monde culturel est assez marginal ou au moins non mainstream)¹⁸⁵ et les transmuant en acteurs particulièrement privilégiés aux yeux du pouvoir politique.

Les démarches établies – ainsi que les sortes de capital (social, culturel, symbolique) investies, offrent à leurs requêtes un véritable instrument de pression politique, car la portée d'une revendication ne se limite pas à la simple exaltation d'un discours universaliste, elle a pour prétention de participer à la construction du sens du monde social.

En s'appuyant sur ce capital, le monde culturel et associatif chilien amena son gouvernement à prendre position sur la question de la gestion des biens culturels, un phénomène de circulation internationale des idées (et des formes d'actions) se produisant, depuis le supranational au national et à travers un circuit d'associations au niveau mondial. La Rencontre de Montréal leur confère la possibilité d'impulser dans les arènes locales un débat émanant d'une vision alors en cours de légitimation au niveau international. Cependant, la création de cet espace transnational n'implique pas, dans l'absolu, une perte de prééminence de l'Etat dans la prise de décision finale. Au contraire, il s'agit de l'entité centrale à partir de laquelle se structurent toutes les formes de prise de décisions ; au niveau national, c'est à l'Etat et aux pouvoirs politiques qui le représentent qu'est attribuée la fonction de concevoir ou pas la culture comme un secteur pertinent d'intervention publique. Malgré cela, l'espace d'action transnational leur ouvre des opportunités pour pouvoir mieux agencer leurs ressources symboliques, revitalisant leur position afin d'influencer le champ politique national. C'est au cours de ce processus que les associations organisées en Coalition se constitueront en tant qu'acteur temporaire du champ politique – même sans appartenir à ce dernier – exerçant une influence sur le volet culturel de l'agenda politique chilien.

Leur démarche se traduit concrètement en trois temps : un premier moment, au cours duquel ils s'efforcent de s'approprier un discours expert. Un deuxième, où ils développent des stratégies de mise en visibilité de la problématique, à travers la multiplication des échanges avec les divers acteurs concernés par le débat. Ainsi les membres de la CDC s'entraînent peu à peu dans la création d'un certain schéma de participation engagé, fondé sur des logiques du

¹⁸⁵ Il existe au Chili le mot « farándula » pour nommer toute une catégorie de gens qui se revendiquent des « opinologues » : présentateurs de programmes de TV entertainment, reality shows, des mannequins qui font de leur propres vies quotidiennes (ruptures amoureuses, concurrences avec d'autres personnages de la TV, etc) des « nouvelles » d'intérêt public. C'est la « société du spectacle » qui a caractérisé l'offre télévisée de la post-dictature au Chili du fait d'une faible régulation publique.

champ culturel. Puis, un dernier moment, où la contingence oblige les pouvoirs publics à se positionner vis-à-vis du sujet.

Pour finir cette partie, nous ajouterons que travaillant dans la Coalition, les éditeurs indépendants chiliens ont trouvé un cadre d'inscription international de leur lutte. Il s'agit d'une instance qui leur a permis d'acquérir une expérience de réseaux déterminante, une certaine pratique du discours public ainsi que la mise en relation avec certains décideurs de politique publique dans le domaine de la culture. De même, la participation au sein de cet espace les a positionnés comme une association phare sur la scène culturelle nationale, ayant délimité clairement la place et la fonction symbolique qu'ils y occupent. Ces actions, qui restent dans la continuité des autres actions collectives développées par les éditeurs indépendants, vont établir un pôle différencié, à partir duquel peuvent être débattus des sujets qui renvoient à la raison légitime d'un champ culturel en produisant en même temps des reconfigurations au cœur de l'espace éditorial dans son ensemble.

PARTIE III :

Quand publier, c'est agir : la participation des éditeurs indépendants aux instances étatiques du livre au chili

Situation du livre au Chili : Principaux points de repère d'une démarche

1990 : Retour à la démocratie

1993 : Promulgation de la Loi du Livre (Loi 19.227) et création du Conseil et du Fonds national pour le Livre et la lecture

2000 : l'Association « Editores de Chile » EDIN est créée, regroupant 7 maisons d'éditions

2001 : La Mesa pour le livre se constitue sous la coordination de la Fondation Chile 21.

2003 : Création du Conseil National de la Culture et des Arts (CNCA), Loi 19.891 (le président de ce Conseil dispose du statut de ministre).

2005 : Sous l'initiative des éditeurs et la coordination de la Fondation Chile 21, la « Mesa por el libro » reprend, donnant lieu au document « Une politique d'État pour le livre et la lecture ».

2006 : Adoption de la Politique nationale du livre et de la lecture 2006-2010

2007 : Ratification de la Convention pour la diversité culturelle de l'Unesco par le Sénat chilien (le 24 janvier de 2007).

Création de la Mesa pour l'internationalisation du livre au sein de ProChile, Ministère des affaires étrangères

2014 : Adoption de la Politique nationale de la Lecture et du Livre 2015-2020

2017 : Promulgation de la loi 21.045 qui crée le Ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine.

Introduction

Nous avons étudié dans la partie précédente, l'édition indépendante chilienne sous l'angle de son internationalisation, en explorant en particulier les modes de construction d'un savoir-faire associatif. Cette capacité d'assemblage fédératif a permis aux éditeurs indépendants de faire face à la situation contraignante que les petites et moyennes structures éditoriales connaissent dans le contexte mondial actuel de concentration du marché du livre. Renforçant leurs connaissances du champ culturel international, et apportant de la valeur à leurs discours ainsi qu'à leurs propositions techniques concrètes, ce bagage culturel et politique collectif au sens large, va transformer les trajectoires individuelles et collectives de ces acteurs.

En effet dans cette dernière partie il sera question d'analyser comment les éditeurs indépendants chiliens – regroupés dans l'Association des éditeurs indépendants du Chili (dorénavant Editores de Chile) – investissent progressivement ce capital symbolique international accumulé, dans le cadre national. Pour ce faire, nous allons nous concentrer sur le répertoire d'actions publiques qu'ils utilisent ainsi que sur les stratégies qu'ils ont mobilisées vis-à-vis des pouvoirs publics.

Loin de considérer ces actions comme des éléments distincts et séparés de leur production éditoriale, nous considérons que la participation des éditeurs indépendants aux différents espaces de collaboration public-privé fait partie de leur habitus identitaire et professionnel. En ce sens, nous concevons ces instances comme des champs de redéfinition de l'indépendance, qui contribuent à l'affirmation du secteur éditorial national comme producteur d'un « livre chilien », jusque-là inexistant en tant que tel.

C'est dans le but de mieux éclairer le cadre institutionnel, au sein duquel l'action de ces acteurs va se déployer que nous essayons d'apporter dans le premier chapitre de cette partie un ensemble d'éléments qui nous semblent particulièrement pertinents pour une meilleure compréhension des positions prises, des questionnements que posent ces acteurs ainsi que la portée de leurs investissements. Nous avons organisé cette synthèse sous le titre « L'État, le Livre et la Lecture pendant la transition politique (1990-2010) ». Sans cette « introduction thématique » sur les vécus les plus importants du livre et de la lecture, nous

risquerons d'apporter une analyse inexacte, qui pourrait paraître comme surestimant la participation des éditeurs étudiés¹.

Nous examinerons par la suite le parcours des éditeurs indépendants en prêtant attention, dans un premier temps, à leur présence au sein des instances étatiques lors de trois moments particulièrement importants pour le statut du livre et de la lecture au Chili. Ceux-ci sont respectivement incarnés par : la Mesa por el libro (préalable incontournable à la Politique du Livre et de la lecture lancée en 2006), la mise en place de la Mesa pour l'internationalisation du livre (2007) et puis la génération de l'actuelle Politique de la Lecture et du Livre (2015- 2020). Ces trois espaces institutionnels font apparaître les imbrications complexes existant entre le national et l'international et montrent comment l'internationalisation devient une stratégie de légitimation, notamment dans les pays périphériques, comme le Chili².

En ce qui concerne la Mesa pour l'internationalisation du livre, nous sommes intéressés à savoir comment ces éditeurs indépendants se positionnent vis-à-vis la stratégie d'une internationalisation du livre chilien portée par l'État chilien. Il s'agit d'analyser comment s'agencent des pratiques de construction d'une existence publique, de développement d'alliances entre des acteurs des champs culturel et politique puis d'un remplacement du secteur de l'édition indépendante au sein de l'espace éditorial chilien plus vaste.

En outre, et même si ça dépasse chronologiquement la temporalité choisie pour notre étude, nous avons décidé de faire une brève esquisse du processus de construction de l'actuelle Politique Nationale de la Lecture et du Livre 2015-2020. Bien que nous considérons qu'il est encore trop tôt pour faire une évaluation exhaustive de ses impacts, nous ne voudrions pas l'occulter. Cela en raison du moment de confluence que constitue ce processus, au niveau de la coïncidence des acteurs présents, du croisement des trajectoires et capitaux ainsi que du moment politique qu'a fait de cette Politique une instance de

¹ J'ai eu cette impression dans le cadre du Colloque Chili- France, qui s'est tenu à Santiago du Chili, avec mes collègues français qui étaient vraiment « surpris » par la place hétérodoxe occupée par les éditeurs dans d'épineux débats tant académiques que politiques (en échangeant parallèlement avec des universitaires, des responsables politiques, etc), chose qui serait impossible en France. Grâce à la connaissance du cadre institutionnel et politique chilien, mes collègues ont compris cette particularité nationale.

² Gisèle SAPIRO. « Le champ est-il national ? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2013, n° 200, p. 70-85.

convergence d'intérêts assurant de meilleures conditions pour sa mise en place par rapport à la Politique précédente.

En résumé, cette partie vise à restituer les relations effectives d'agents du champ culturel qui traversent les frontières de leur domaine à la recherche d'une articulation avec le champ politique en vue d'une offre publique de culture. Cette offre est en effet ce qu'on conçoit comme politique culturelle et va produire des conséquences sur le fonctionnement du champ culturel dans son ensemble. On s'inspirera ici de la perspective tracée par Vincent Dubois sur les reconfigurations des rapports entre culture et politique à partir des modes de politisation de l'action publique dans la culture³.

Dans un deuxième temps, nous nous interrogerons sur les « raisons d'agir » des éditeurs étudiés. Quels effets cette participation produit-elle, d'abord sur eux-mêmes, puis sur l'espace éditorial entendu dans un sens plus large ? Du même : comment déploient-ils « sur le terrain », dans la praxis, un discours « critique » ? Effectivement, nous pouvons nous demander dans quelle mesure cette nouvelle notoriété et cette progressive reconnaissance étatique – qui va de pair avec une normalisation de ces maisons d'édition auparavant financièrement très fragiles – affectent leurs engagements de type plus militants. Cette question se pose notamment du point de vue de leur choix éditoriaux : continuent-ils à publier autant de livres aussi engagés politiquement et culturellement, malgré une rentabilité incertaine ?

Insistant sur le caractère interrompu que présente la participation d'Editores de Chile depuis leur naissance comme association, nous allons montrer que ces acteurs culturels – au-delà du fait d'assurer leur existence dans l'espace éditorial – ont effectivement reconfiguré les rapports entre les champs culturel et politique, agissant comme médiateurs entre ces derniers et visant la construction de politiques publiques pour le Livre⁴ et l'édition.

³ Bien que Vincent Dubois se concentre surtout sur le niveau local, en proposant une analyse sur le domaine de la culture particulièrement à partir de la constitution de politiques publiques initiées au début des années 1960 dans un pays comme la France, la lecture de son texte nous sembla très utile pour notre sujet. Car le point de focalisation général de son travail est les transformations vécues par le champ culturel dans son ensemble, à partir de l'analyse des modifications des rapports entre agents des champs culturel et politique. Voir DUBOIS, Vincent (dir.). *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re) configurations locales et (dé)politisation de la culture*. Paris, Éditions du Croquant, 2012.

⁴ L'ajout de la majuscule fait référence à un domaine d'action publique.

Chapitre 1 :

L'État, le livre et la lecture pendant la transition vers la démocratie (1990-2010)

Cher président, nous espérons que vous allez redonner au livre la valeur symbolique et objective qu'il a eue depuis les commencements de la république jusqu'au 11 septembre 1973, tout en matérialisant les aspirations de Camilo Henríquez⁵ qui célébrait l'arrivée de la première imprimerie [au Chili] en disant : "on commencerait à sentir notre existence civile, on admirerait les efforts d'une administration perspicace et active et les merveilles de notre régénération. La voix de la raison et de la vérité va s'entendre parmi nous après le triste et insupportable silence de trois siècles ..." à travers la présentation d'une loi en faveur d'une TVA différenciée pour le livre et la mise en œuvre d'une politique nationale du livre et de la lecture.

Lettre ouverte au président de la République Ricardo Lagos⁶.

En ce qui concerne particulièrement le secteur du Livre, depuis le retour des gouvernements démocratiques, nous avons trois points de repère majeurs à évoquer : la création du Conseil national du Livre et de la Lecture⁷ et du Fond national du Livre et de la lecture en 1993, Loi 19.227, ensuite l'approbation, en 2006, de la Politique nationale du Livre et de la lecture 2006-2010 (treize années après la création du Conseil et du Fonds National du Livre et de la lecture) et puis la Politique nationale de la Lecture et du Livre 2015-2020, encore en cours.

Dans ce chapitre nous nous concentrerons, dans un premier temps, sur la création du Conseil national du Livre et de la lecture en 1993, stimulée par Ricardo Lagos qui, à l'époque, était ministre de l'Éducation. Dans un deuxième temps, nous allons dresser un panorama général des institutions que s'occupent du Livre ainsi que de la lecture publique au Chili, en apportant des chiffres sur cette pratique culturelle et en mobilisant des entretiens menés avec un ensemble d'acteurs concernés afin d'esquisser les principaux enjeux que ledit « problème du Livre et de la Lecture » comporte.

Débutons donc par le rôle qu'a pu jouer l'ancien président Ricardo Lagos (Santiago, 1938) et son rapport à la culture. Comme nous l'avons déjà mentionné dans la première partie de ce travail, c'était le seul président ayant un conseiller culturel. Avant de devenir président il a

⁵ Fray Camilo Henríquez (Valdivia, 1769 - Santiago, 1825) fut un ecclésiastique, écrivain, journaliste, homme politique et héros de l'indépendance chilienne. Il a dirigé l'Aurora de Chile, premier journal créé au Chili (1812).

⁶ EDIN, avril 2005.

⁷ Consejo Nacional del libro y la lectura.

occupé les postes de ministre de l'Éducation et ensuite des travaux publics, pendant sa gestion se sont construit les autoroutes concédées. Ricardo Lagos fut également envoyé spécial de l'ONU pour le changement climatique.

Avocat et économiste de l'Université du Chili, docteur en économie de l'Université de Duke, il s'est distingué pour cultiver à la fois un intérêt particulier par le monde culturel ainsi que pour être le mandataire préféré des entrepreneurs, qui l'ont applaudi debout dans plusieurs apparitions publiques. Bien qu'une analyse de cette figure politique dépasse les possibilités et les objectifs de ce texte, il est certain que n'est pas un hasard si c'est durant sa participation à la tête du Ministère de l'Éducation que s'est créé le Conseil et le Fonds du Livre et la lecture (qu'on vient d'évoquer). C'est en effet pendant son gouvernement (2000-2006) que se sont produits les événements les plus significatifs de la période de la post dictature en ce qui concerne la Culture, à l'exception de la promulgation du projet de Loi qui crée le Ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine récemment célébrée ⁸ (Loi 21.045).

Le Fond national du Livre et de la lecture, correspond à une initiative de financement ayant l'avocate Nivia Palma comme coordinatrice FONDART⁹ et l'écrivain et universitaire Hugo Montes comme premier président du Conseil national du Livre et de la Lecture. Nivia Palma (1959) représente l'un des personnages politiques clefs du monde de la culture post dictature. Depuis le début du retour démocratique, elle n'a cessé d'occuper de hautes responsabilités au sein des gouvernements de la Concertación. Possédant un fort capital politique, elle compte dans son parcours : la direction du FONDART (1993-2002), la représentation du Chili dans la Commission des industries culturelles du MERCOSUR¹⁰, elle fut également gèrent¹¹ de la Chambre chilienne du Livre, directrice de la Bibliothèque Nationale (2006-2010), et jusqu'à 2016 conseillère juridique de l'actuel ministre du CNCA Ernesto Ottone. Ici elle a développé un travail stratégique et de lobby, en tant qu'intermédiaire politique avec le pouvoir législatif au sein du débat pour le projet de Ministère des cultures, des arts et du patrimoine. Ex militante du Parti socialiste et épouse du député (militant d'Izquierda ciudadana) Sergio

⁸ Le 13 octobre de 2017.

⁹ Comme nous l'avons indiqué dans le Chapitre I de la première partie, le FONDART est le Fonds national de développement des arts et de la culture. Il s'agit d'un appel au financement des projets des créateurs qui, jusqu'à maintenant, a financé plus de 15 mille projets. Très contesté par les artistes du fait de son insuffisance en termes de politique publique, il constitue avant tout un bailleur de fonds qui a rendu possible la survie du secteur culturel.

¹⁰ De son acronyme Marché commun du Sud, bloc d'intégration régional fondé en 1991 pour l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

¹¹ De l'espagnol « gerente corporativa ».

Aguiló, Nivia Palma vient d'être nommée, en octobre de 2016, ministre des Biens nationaux par la présidente Michelle Bachelet.

La création du Conseil National du livre et de la lecture, organisme public autonome, montre que l'un des premiers domaines culturels sur lesquels l'État intervient dans le début de la post dictature, c'est le Livre. Le Fonds du Livre étant le premier fonds créé après le FONDART, suivi du Fonds de promotion de la musique (dix ans après, en 2003) et du Fonds de promotion de l'audiovisuel, l'année 2004. Il a pour fonction de : « proposer les politiques de développement dans son secteur et assigner les ressources du Fonds National de Promotion du Livre et la Lecture, à travers des convocations annuelles à des concours publics. L'objectif de ce fonds est de soutenir et de promouvoir des projets, programmes et actions de soutien à la création littéraire, la promotion de la lecture, l'industrie du livre, la diffusion de l'activité littéraire et le renforcement des bibliothèques publiques. À travers des bourses, stages et des prix, [il] fait la promotion et aussi la formation des créateurs et stimule leur activité. »¹². Le Conseil National du livre et de la lecture est resté sous la tutelle du ministère de l'Éducation (à travers la Division de la Culture) jusqu'à la création du Conseil national de la culture et les arts (CNCA) en 2003. Dans l'actualité le Fond National de promotion du Livre et de la Lecture gère un budget de \$6.653.200.000 (9.114.884,00 euros), comprenant tous ses programmes, à savoir : Internationalisation, Fonds de concours¹³, Plan de la lecture, Prix littéraire et Acquis.

Cette attention que l'État chilien prête tout au début de la reprise de la démocratie coïncide avec la constitution progressive du mouvement des éditeurs indépendants comme secteur culturel et social au Chili, qui se reflète dans la formation de l'Association des éditeurs indépendants du Chili, à la fin des années 90, comme on l'a vu in extenso dans ce travail.

Au cours des vingt années qui suivent la création du Conseil national et du Fonds national du livre et de la lecture, diverses propositions sont élaborées tant par l'Association Editores de Chile que par la Chambre chilienne du livre afin de favoriser les conditions du marché du livre et le développement de la lecture dans le pays. Bien qu'avec des accents différents. Par exemple, l'Association Editores de Chile dans leurs principales propositions, visent à

¹² Source : Site institutionnel www.cultura.gob.cl

¹³ Concernant ses lignes de concours, le Fond national du livre et de la lecture présente les suivantes : Recherche, création, promotion de la lecture et/ou écriture, promotion à l'industrie et formation. Source : www.fondosdecultura.cl

répondre à l'absence de mesures fiscales et de soutiens à l'industrie éditoriale nationale. Elle demande, notamment, une TVA différentielle variant de 4 % à 7 % pour le livre (comme on l'a déjà dit, au Chili, cela correspond à une taxe d'un 20 %), tout en soulignant la nécessité que l'État chilien augmente les achats de livres nationaux pour le secteur scolaire et les bibliothèques. Selon des chiffres de 2013, sur un total de 28 mille millions de pesos chiliens en achats publics de textes scolaires¹⁴ réalisés par le Ministère de l'Éducation, 31% correspondait à la maison d'édition espagnole Santillana,¹⁵ chiffre qui montre une surreprésentation. Cette surreprésentation génère un cercle vicieux car il repose sur la faible offre des textes scolaires de maisons d'édition nationales, compte tenu du prix de la maquette pour se présenter aux appels convoqués par le Ministère de l'éducation.

Elle demande enfin que les organismes publics de soutien au développement de l'industrie nationale promeuvent des programmes qui tiennent compte des particularités de l'industrie culturelle. En ce qui concerne le programme des Acquis, qui appartient au Fonds du Livre et de la lecture et a pour but d'alimenter les bibliothèques publiques, ce programme représente une stimulation à l'édition nationale car elle est réservée pour elle comme une sorte de mesure équilibrante, même si le programme n'est pas d'une grande taille. Les chiffres du Conseil du Livre affichent une augmentation de presque 10 fois son chiffre initial pour la période 1993-2014, passant de 60 millions de pesos (82.135,52 euros) à 550 millions en 2014 (752.908,97 euros)¹⁶. Cependant, il faut indiquer que le mécanisme de dépôt légal fournit aux bibliothèques une sorte de dons auquel les maisons d'éditions étrangères ne sont pas obligées.

Lieu d'attachement institutionnel du livre au Chili

Ici, s'ouvre pour nous une autre piste à explorer pour des recherches ultérieures. Tout d'abord, il s'agit d'une interrogation sur la conception que le Ministère de l'Éducation a du livre et de la lecture. Nous pourrions nous demander si l'attachement institutionnel à ce ministère a produit une conception particulière et différente de celle qui va dominer lorsque celui-ci va faire partie du Conseil de la culture et des arts (et puis lors de la création du Ministère des cultures, des arts et le patrimoine, dont l'installation est prévue pour le deuxième semestre de 2017). Nous pouvons également nous poser la question relative aux

¹⁴ Dont \$ 20.225.000 (avec TVA, correspondant à 30 mil euros) en textes pour les élèves et \$ 525.000 (750 euros) pour les enseignants

¹⁵ Données obtenus grâce à la loi pour la transparence publique

¹⁶ Source. Politique Nationale de la Lecture et du Livre. Conseil National du Livre. CNCA, 2014.

rapports actuels entre le Ministère de l'Éducation et le Conseil de la culture et des arts à ce sujet. Au Chili, on a plusieurs institutions dont leur fonction se trouve liées au Livre. Juste pour en donner une esquisse :

Panorama général d'institutions publiques impliquées dans le Livre au Chili

Institution	Descriptif
Conseil National du Livre et de la Lecture	Constitué par le Ministre président du Conseil National de la Culture et les Arts (CNCA), un représentant de la Chambre chilienne du Livre, deux représentants du Conseil des Recteurs (entité qui regroupe les Universités publiques), un représentant du Collège des bibliothécaires du Chili (association syndicale des documentalistes), deux représentants de la Société d'écrivains du Chili (Sech), un représentant de la Dibam, un représentant du Collège de professeurs du Chili (association syndicale des enseignants) et un représentant du ministre de l'Éducation.
DIRAC	La Direction d'affaires culturelles ¹⁷ est l'organisme dépendant du Ministère des Affaires étrangères, responsable de l'axe culturel de la politique extérieure du Chili. Elle a la mission de « diffuser, promouvoir et favoriser la présence artistique et culturelle du Chili au niveau international ». La DIRAC travaille avec un réseau constitué par les corps consulaires et les ambassades chiliennes à l'étranger. Elle s'organise par domaines, le livre étant inclus dans le domaine de la littérature. Elle génère et organise la programmation culturelle dans les différentes foires du livre dont le Chili est le pays invité d'honneur. C'était le cas de Guadalajara (1999), Bogotá (2007), Lima (2008) et La Habana (2009), encore Guadalajara (2012) et Quito (2015). Dirac participe également à l'organisation des festivals de poésie et des conférences (entre autres, par exemple, le Centenaire de la naissance de Pablo Neruda en 2004, "Poesía, patrimonio vivo" 90 ans du poète Gonzalo Rojas), tout en « appuyant et promouvant la diffusion des auteurs et de leurs œuvres dans le circuit international des lettres ». Elle participe à des projets de traduction d'auteurs chiliens en coordination avec d'autres acteurs du monde du livre.
DIBAM	Fondée en 1929, c'est la Direction des bibliothèques, des archives et de musées.
Ministère de l'Éducation	A travers ses Centres de ressources pour l'apprentissage, CRAS

Pour sa part, parmi les institutions privées liées au Livre et la lecture au Chili, on ne doit pas oublier la Fondation La Fuente, Fondation Mustakis, Yo te Leo, Lectura viva, parmi d'autres. Quelle institution s'occupe du livre dans chaque pays ? Nous présentons ici un bref rappel général de l'institution qui s'occupe de la promotion du livre dans quelques pays.

Pays	Institution(s) en charge de la politique du Livre et de la lecture
Argentine	Il n'existe pas d'institution unique spécifiquement en charge du livre et de la Lecture. La politique est diluée dans différentes institutions.
Allemagne	Compétence de chaque Etat fédéral
Espagne	Ministère de l'éducation, de la culture et du sport (à travers son Secrétariat d'État dont dépend la Direction générale des industries culturelles et du Livre)
France	Ministère de la culture CNL et Ministère de l'éducation
Mexique	Ministère de l'éducation (en cours de changement)
Panamá	Ministère du commerce et de l'industrie
Pérou	Bibliothèque nationale
Chili	Conseil National du Livre et de la lecture, qui dépend du Ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine (récemment crée)

¹⁷ Dirección de Asuntos Culturales.

Italie	Centro per il libro e la lettura qui dépend du Ministère de Biens culturels et du tourisme
Brésil	Departamento de Livro, Leitura e Biblioteca qui dépend du Ministère de culture
Venezuela	Ministère du commerce et de l'industrie
Uruguay	Ministère de l'éducation

1.1. La lecture publique

DIBAM, c'est l'organisme qui gère tout le réseau des bibliothèques publiques au niveau national. Il compte aujourd'hui 414 bibliothèques publiques¹⁸ pour tout le pays, 120 de plus que pour l'année 2000. 58 se trouvent à Santiago, ce qui donne une distribution territoriale assez inégale, si l'on tient compte des divisions politiques et administratives du Chili, qui se compose de quinze régions. C'est en outre un chiffre assez bas, si on le compare par exemple avec l'Argentine qui compte 2029 bibliothèques publiques¹⁹, le Brésil possédant 6102 bibliothèques publiques²⁰ ou le Mexique qui compte 1068 bibliothèques publiques²¹.

Lorsque nous lui avons posé la question sur une définition de bibliothèque publique, Clara Budnik, ex-directrice du Système des bibliothèques publiques du Chili (entre les années 1993 et 2000) et puis de la Dibam dans la période 2000 et 2006, nous a répondu : « bibliothèques pour les gens, pensées pour les gens, pour les motiver à la lecture ». Clara Budnik (1939) est une figure incontournable dans la création de plusieurs programmes publics de lecture au Chili. Bibliothécaire pour l'Université du Chili, elle a vécu son exil au Venezuela travaillant dans les domaines des bibliothèques, de la promotion de la lecture et la gestion culturelle. Elle fut également directrice du Programme de documentation et de l'information du Banco del libro et coordinatrice du Project interaméricaine de lecture pour les enfants²² de l'Organisation des États Américains (OEA).

Nous voudrions juste mentionner deux expériences qui étaient mises en œuvre pendant qu'elle était à la tête de la Dibam. Il s'agit des projets : Bibliometro et Casero del Libro. Le

¹⁸ Il s'agit de bibliothèques publiques dépendant ou en accord avec la DIBAM. Source : Juan Carlos Sáez. Le chiffre total des bibliothèques monte à 550, si on considère les bibliothèques publiques et privées. Source : CNCA. Catastro de infraestructura cultural, 2014.

¹⁹ Ce chiffre considère les bibliothèques publiques, municipales ainsi que les bibliothèques populaires. Voir María José CASTILLO. Un análisis del papel actual de la Biblioteca popular en Argentina como agente promotor de transformación social. Mémoire de licence. Universidad Nacional de La Plata. Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación. Disponible en ligne.

²⁰ Source:snbp.culturadigital.br/informacao/dados-das-bibliotecas-publicas/

²¹ Source : Département des Statistiques. Portail du livre mexicain.

²² Proyecto Interamericano de Lectura Infantil- PILI.

projet Casero²³ du livre consistait à faire un système de prêts dans les marchés, en profitant des points de ventes propres des commerçants, ce système fonctionnait dans certaines communes du nord du pays et à Santiago. L'idée était alors de créer les endroits de proximité pour les gens, afin de ne pas devoir se déplacer trop loin pour accéder aux livres. Pour sa part Bibliometro²⁴ est une initiative menée à bien par la Dibam et le Metro de Santiago, depuis 2001, et qui consiste dans la création d'un réseau de prêts des livres dans les stations de métro de Santiago. Actuellement, elle compte 22 points de prêts.

« L'idée était d'essayer de changer un peu l'image de ce qui pouvait être une bibliothèque et c'est à partir de là d'où nous avons pensé le Bibliometro, dans le désespoir plus profond de ne pas savoir comment faire pour que les gens comprennent que les bibliothèques sont **pour lire et non pour punir**²⁵ (...) Nous nous sommes posé la question où il passe davantage de gens ?, Par le métro. Quel type de gens passe ? tout type de gens ; passent les gens les plus modestes mais passent les ministres ou est aussi il passe les gens qui prennent des décisions et là commencent à parler avec le Metro »²⁶

Dans ce paragraphe Clara Budnik explique le projet et laisse à la fois échapper une phrase qui, à notre avis, est révélatrice pour la compréhension de l'un des principaux nœuds liés à la lecture au Chili. Nous savons que, pour une partie importante de la population, le seul moment où ils lisent, c'est à l'école, c'est-à-dire, lorsque c'était obligatoire. D'après la deuxième enquête de comportement lecteur 2014²⁷, les plus hauts pourcentages de lecture de livres, en raison d'impératifs scolaires se situent dans les rangs d'âge entre 9 et 13 ans (93, 8%), 14 à 18 (77, 3%), puis enfin 19 à 25 ans (60,9%) – moyenne d'âge qui pourrait correspondre à la période scolaire ou formatrice. Effectivement, cette situation change drastiquement lorsque la réponse choisie pour le questionnaire de l'enquête est « pour des raisons de loisir ou d'amusement » en contraste avec le panorama des chiffres : rangs d'âge entre 9 et 13 ans (40, 5%), 14 à 18 (49, 3 %) et puis 19 à 25 ans (55,3 %). Ces chiffres restent plus stables pour les segments de population comprenant les rangs d'âge de 26 à 40 ans (54,9%), de 41 à 55 ans (48,8%) et de 56 à 65 ans (48,7%).

²³ Au Chili on appelle « casero » la personne qui vend dans le marché aux légumes.

²⁴ En installant un système mini bibliothèques de proximité “al paso/ to go”, dans des stations. L'idée était précisément que les usagers puissent emprunter et rendre leurs livres à partir d'un lieu qui se trouve à portée de main, ou au moins situé dans leur trajet quotidien à leur maison et leur lieu de travail Bibliometro compte 13. 920 usagers en 2016.

²⁵ C'est nous qui soulignons.

²⁶ Citation originale : « La idea era tratar de cambiar un poco la imagen de lo que podía ser una biblioteca y ahí fue donde se nos ocurrió el bibliometro, en la más profunda desesperación de qué hacemos para que la gente entienda que las bibliotecas son para leer y no para castigar, dijimos por donde pasa más gente, por el metro, que tipo de gente pasa, todo tipo de gente, o sea pasa la gente más modesta pero pasan los ministros o sea también pasa la gente que toma decisiones y ahí empezamos a hablar con el metro... ». Entretien avec Clara Budnik. » C'est nous qui soulignons.

²⁷ Segunda Encuesta de comportamiento lector, 2014. Conseil National du Livre et de la Lecture. CNCA.

On sait que les liens de familiarité avec la lecture, ainsi qu'avec d'autres pratiques culturelles, s'apprennent à la maison, constituant ainsi un signe de distinction ou de marginalité, qui est reproduit de générations en générations. Ce n'est pas par hasard que la plupart des interviewés dans la présentation de leur parcours, ont mentionné l'existence d'une bibliothèque chez eux comme quelque chose de « naturel ». Par conséquent, on comprend bien que la recherche des nouveaux espaces dédiés à la lecture, et des espaces inspirateurs à l'échelle citoyenne²⁸, représente un grand défi au Chili. La problématique de la lecture est loin d'être expliquée comme un manque de désir pour la culture, cela montre profondément les ruptures de liens d'appartenance sociale au sein de la société chilienne. Il existe d'importants problèmes socioéconomiques et culturels qui donnent des pistes pour expliquer cette situation. Selon les données apportées par la Deuxième enquête nationale de consommation culturelle 2012²⁹, la population appartenant au segment E³⁰ ayant déclaré avoir lu un livre par an correspondait à un **29,8%** face à **70,3%** du segment ABC1, le plus riche de la population.

Par ailleurs, nous savons que les pratiques culturelles se trouvent profondément liées à la possession du capital social, au « savoir relationnel » avec les autres mais aussi (et de façon prioritaire) avec des institutions, c'est-à-dire, gérer avec une relative efficacité un ensemble d'opérations telles que : savoir comment s'adresser aux gens, comment s'inscrire, comment utiliser les offres d'activités proposés dans les lieux publics, etc. L'extrait d'un passage d'entretien (encore avec Clara Budnik) qu'on reproduit ici nous paraît assez parlant pour illustrer cela.

« Je me suis alors rendu compte qu'il y avait un problème pour les gens à entrer dans le bâtiment, ou d'entrer dans quelque chose de très formel parce que, dans le fond, ils avaient sûrement peur de ce qu'on pourrait leur répondre à l'intérieur »³¹

Clara Budnik propose une réflexion à propos de la bibliothèque communale d'un quartier populaire, assez peu visitée malgré son infrastructure amicale, l'offre culturelle et des équipements considérés comme excellents. Effectivement, la façon de se rendre dans un bâtiment public exige certains réquisits de « citoyenneté » qui vont leur permettre de se débrouiller et de fonctionner selon les codes propres à l'appareil d'État.

²⁸ Sur la fonction du bibliothécaire dans la construction des publics lecteurs voir Cécile RABOT. « L'art du présentoir : un sens pratique professionnel à l'œuvre », Bulletin des Bibliothèques de France, vol.58, 2013 / 3, p.31-35.

²⁹ Segunda Encuesta Nacional de Consumo cultural, 2012. CNCA

³⁰ Le segment E correspond à la population « pauvre ».

³¹ Entretien avec Clara Budnik, Santiago, mars 2009.

De l'ensemble de bibliothèques publiques, nous voudrions – même très rapidement – évoquer le cas de la Bibliothèque de Santiago. Créée en 2005, elle constitue une sorte de modèle, parmi les nouveaux établissements, grâce à son dynamisme, sa conception architecturale moderne et intégrée au quartier, et par l'affluence permanente du public depuis son inauguration. Située dans le centre de Santiago, à la limite du quartier Brasil où se trouvent plusieurs universités et instituts techniques ainsi qu'un hôpital public et une part importante de population migrante, cet ensemble constitue un circuit culturel disons « alternatif ». La journée d'ouverture a accueilli 10.000 personnes, et la semaine suivante 18.000. Le chiffre actuel d'utilisateurs permanents est de 3500 personnes par jour.

Nombre d'usagers (en salle) à la Bibliothèque de Santiago				
2012	2013	2014	2015	2016
733.497	679.923	694.690	801.406	663.792

Source: Estadísticas Culturales. Informe Anual 2016. CNCA-INE.

« (...) Lors de la journée inaugurale, il s'est produit quelque chose de très curieux. On dit souvent qu'on ne lit pas au Chili. Je ne suis pas d'accord : C'est-à-dire, si on ouvre une bibliothèque et il y a 6 mille, 7 mille, 10 mille personnes qui y vont, Pour quoi y vont-ils ? Je ne crois pas qu'ils aillent tous voir les ordinateurs³²...»

Cette citation d'un entretien avec l'ex directeur de la Bibliothèque de Santiago, Gonzalo Oyarzún, exprime la vision fondée sur le fait qu'une partie importante de la population va aller aux espaces culturels lorsqu'ils existent et sont gratuits. Le public de cette bibliothèque est composé principalement de jeunes de moins de 28 ans, représentant 60% des usagers.

« Alors le mythe selon lequel on ne lit pas au Chili c'est un mythe. L'année passée, on a prêté 30.000 livres dans les Bibliometros, à la Bibliothèque de Santiago, on a prêté presque 400 000 livres (...) mais qu'est-ce qu'il se passe ? Je crois que si l'on donne un espace aux gens, un espace accueillant, avec des bons livres et dont l'horaire est convenable, à savoir, jusqu'à 20:30 de la nuit samedi et dimanche, il est probable que les gens liraient plus. C'est-à-dire, ce n'est pas que les gens ne lisent pas, c'est qu'ils n'ont pas d'espace pour lire, et si je n'ai pas de temps pour lire alors... ». ³³

³² Citation originale : “ Pero cuando se abre, se produjo algo muy curioso, se supone que se dice que no se lee en Chile, yo no estoy de acuerdo, o sea, si se abre una biblioteca y van 3 mil, 4 mil, 5 mil personas, 7 mil personas ¿a que van? No creo que vayan todos a ver los computadores³²... ”. Entretien avec Gonzalo Oyarzún. Santiago, mars 2010.

³³ Citation originale: “Entonces el mito de que no se lee es un mito. El año pasado se prestaron 300 mil libros en los Bibliometros, en biblioteca de Santiago se prestaron casi 400 mil libros (...), pero que sucede, yo creo que si tú le entregas un espacio amable, un espacio acogedor, le entregas buenos libros y en el horario aceptable, o sea, hasta las 8:30 de la noche sábado y domingo, probablemente la gente lea más, o sea no es que la gente no lea, no tiene espacio para leer, y si yo no tengo tiempo para leer entonces... ”. Entretien avec Gonzalo Oyarzún. Santiago, mars 2010.

Ce deuxième extrait, s'inscrit de même dans une vision qui cherche à déconstruire ce que Gonzalo Oyarzún, et d'autres interviewés (appartenant également aux institutions qui font partie du réseau de bibliothèques publiques), considèrent comme étant le mythe, ou l'idée qu'au Chili, on ne lit pas. Il n'est pas anodin que ce soient justement les professionnels du secteur des bibliothèques publiques, c'est-à-dire les gens qui sont en relation avec le public non payant, dont l'opinion coïncide à ce point. Ils trouvent l'origine des problématiques autour de la lecture dans un manque d'espaces publics où la citoyenneté puisse se développer. L'autre idée, exposée par Gonzalo Oyarzún concerne expressément la nécessité de la création d'espaces de lecture qui soient conformes à la vie réelle des usagers. Le Chili est un pays avec des journées de travail très (voire trop) longues, et où les transports quotidiens - au moins à Santiago- occupent une partie importante de la vie de tous les jours des gens, surtout pour les secteurs les plus pauvres qui vivent dans la périphérie.

1.2. Livres, lecture et inégalités

Cela signifie que je suis convaincu qu'apprendre à lire, et à bien lire, c'est apprendre à être sujet et qu'apprendre à être sujet est une condition préalable pour apprendre à être des citoyens et à s'opposer, en tant que tel, avec une intelligence libre et entière, aux désirs brutaux d'un pouvoir dont les tentacules sont aujourd'hui plus forts et plus avides qu'elles ne l'ont jamais été auparavant dans l'histoire de la planète. Même Antonio Gramsci, qui faisait si bien la distinction entre la domination par la force et la domination par la persuasion, serait resté bouche bée face à l'extrême voracité et à l'indécence que cette domination a inscrites parmi nous.

Grínor Rojo³⁴

Comme on l'a indiqué précédemment, la reprise démocratique installait un ensemble d'attentes de tout ordre ; notamment les attentes culturelles que nous abordons à travers l'espace de l'édition, révélatrices du processus de transition politique dans toute sa complexité. On est conscient du fait que le Chili était caractérisé, et reste caractérisé, par une très forte inégalité d'accès à la culture et particulièrement à la lecture, pratique visant la réception des œuvres dans un contexte donné. L'inquiétante situation de la lecture au Chili, nous renvoie aux inégalités liées à l'éducation, issues d'un panorama complexe dont les principaux éléments seraient une très mauvaise distribution de la richesse, l'accès inégal à une éducation

³⁴Présentation dans le cadre de la Foire internationale du livre de Santiago, FILSA, 2010. Grínor Rojo est un critique littéraire et chercheur à la Faculté de Philosophie et Humanités de l'Université du Chili. Il a fondé, avec d'autres universitaires, le Centre d'études culturels latino-américains CECLA.

de qualité³⁵, la situation précaire de l'industrie nationale de l'édition, le décalage entre une abstraction à propos de l'importance du livre et de la lecture au sein du développement national et la situation réelle d'un pays qui présente une extraordinaire différence entre l'élite culturelle cosmopolite et la masse peu diplômée qui ne lit pas.



Peinture murale représentant une bibliothèque, quartier Brésil à Santiago.
Photographie Juan Carlos Vega, 2015.

La culture est effectivement l'une des dimensions où ces différences s'expriment de manière plus aiguë. Le fait de posséder un capital académique et un capital culturel, constitue des caractéristiques différentielles entre les secteurs sociaux de la population. Le capital culturel est une ressource importante pour les élites politiques chiliennes, une voie d'accès à l'espace international, un place d'auto-affirmation d'une élite nationale. En outre la lecture constitue une pratique légitime par excellence³⁶ à l'intérieur de l'ensemble des pratiques culturelles. Dès lors, il convient de se demander si la lecture occupait une place particulière durant la période qui nous intéresse. Qu'est-ce que cela veut dire de lire pendant la période de transition ? Qu'est-ce qu'on entend par démocratisation de la culture et tout particulièrement

³⁵Les mouvements étudiants récents et massifs de 2011, ont témoigné de l'aspect structurel du problème de l'éducation au Chili, en réussissant à imposer à l'agenda politique national – avec le slogan « non au profit » - ... Au Chili, dans la pratique, il existe deux systèmes : l'un public pour ces familles qui ne peuvent pas payer et un autre privé, avec une offre variée – selon le porte-monnaie de chacun – pour ceux qui peuvent se permettre de financer l'éducation de leurs enfants. Ces collègues font partie de corporations moyennes et grandes, dans lesquelles de nombreux membres de la Concertación en sont devenus des actionnaires et/ou des membres des comités directeurs. Sous le prétexte du principe de la liberté d'enseignement – inscrit dans la Constitution de Pinochet de 1980, la droite politique s'est opposée avec une grande énergie à la réforme en arguant qu'on fait atteinte au « droit des parents de choisir l'éducation de leurs enfants ». Il est important de rappeler que la Loi LOCE fut la dernière qui a été signée par le général Pinochet juste avant de quitter le pouvoir.

³⁶ Philippe COULANGEON. Sociologie des pratiques culturelles. Paris, La Découverte, 2005.

du livre et de la lecture ? Est-ce-que tout le monde entend par là la même chose ? Et ce faisant, qui porte ce discours de démocratisation, le soutient ou au contraire le combat ? La démocratisation de la lecture fait-elle référence à l'élargissement du public lecteur ou bien, plutôt, la formation d'un lectorat critique demandant de plus en plus d'ouvrages plus complexes ? Est-ce-que le prix du livre comporte une incidence sur sa démocratisation ? Est-ce-que le prix est vraiment l'obstacle à la lecture ? Qu'est ce qui fait que le livre est ou n'est pas abordable au Chili ?

1.3. De mauvais chiffres de lecture : le visage caché de la réussite chilienne



La déclaration « on n'a pas assez de lecteurs au Chili »³⁷ qui réapparaît de temps en temps dans les discours des diverses responsables politiques - tant de gauche comme de droite - exprime les soucis des gouvernements démocratiques face aux mauvais chiffres de lecture, qui viennent s'opposer à l'image du Chili très prospère, modèle vis-à-vis des pays de l'Amérique latine et membre de l'OCDE depuis 2010.

L'éducation, étroitement liée à la lecture, constitue l'un des axes centraux dans le développement culturel d'un pays. L'existence d'un système éducatif inégalitaire, phénomène profondément lié à la mobilité sociale, a des conséquences déterminantes sur la question qui nous intéresse : la place qu'occupent la lecture et le livre dans la société chilienne. Même si les changements éducatifs ont entraîné des transformations au cours des dernières années, les

³⁷ Des nombreux articles de presses témoignent de cette situation. A titre d'exemple "[Presidente] Piñera se compromete a duplicar el hábito de la lectura". (Le président Piñera s'engage à doubler les habitudes de lecture). *El Mostrador*, le 23 novembre 2010. "Comprensión lectora, todavía estamos en deuda" *Journal La Tercera*, le 28 avril 2017. "Unesco: Chile es el país donde menos se lee voluntariamente" *Journal La Tercera*. Le 3 avril 2012, ou encore "En busca de aumentar el hábito de la lectura en Chile: ¿Es el precio la principal variable?" *Journal El Mostrador*, 1 mars 2013.

résultats des enquêtes internationales font apparaître une situation difficile. Nous partageons l'opinion de Gustavo Sorá qui déclare, à propos d'un intéressant travail sur le rapport édition-politique, que : « la diffusion des imprimés et le développement de marchés éditoriaux apportent, de la même manière que la question de l'alphabétisation et de la structure du système éducatif, des indices concrets sur la composition et la portée des sphères publiques et des champs de pouvoir »³⁸. Nous allons à présent essayer d'appréhender ces indicateurs liés au livre et à la lecture au Chili.

Il n'est pas anodin que différents acteurs de la société chilienne se soient montrés préoccupés face aux indicateurs révélés par l'application de l'enquête internationale d'alphabétisation des adultes (EIAA) de l'OECD³⁹ réalisée en 2000. C'est à partir de ce moment qu'on commence à utiliser au Chili le terme d'« analphabètes fonctionnels » avec un goût certain pour le sensationnel dont la presse chilienne a bien profité. Il s'agissait de la seconde phase d'une enquête⁴⁰, qui a été menée entre 1998 et 2000, en élargissant l'échantillon à dix pays, dont le Chili, qui était le seul pays de langue espagnole. Les résultats de cette étude faisaient apparaître que 50% de la population chilienne (entre 15 et 65 ans) avait un niveau extrêmement rudimentaire de compréhension de l'information écrite, niveau réduit à la compréhension d'instructions simples. Le problème de l'intégration sociale est visible de manière particulièrement claire dans le domaine culturel.

Au-delà des discussions autour de cette catégorie⁴¹ et de ses acceptions, le débat sur l'enquête de l'OECD a avant tout dévoilé le fait que le développement des habitudes de lecture, constitue un défi en suspens au Chili. Dans ce contexte, on comprend mieux l'émergence d'initiatives comme la campagne « Viva leer » (Vive la lecture) lancée en 1998 par le Ministère de l'Education, « El libro cambia tu vida » (Le livre change ta vie) en 2002

³⁸ Gustavo SORÁ, "Edición y política. Guerra fría en la cultura latinoamericana de los años '60" in Revista del Museo de Antropología. Universidad Nacional de Córdoba. Année 1, N°1, 2008. p. 108.

³⁹ Enquête Internationale d'Alphabétisation des Adultes. (IALS), Organization Of Economic Co-operation and Development (OECD), 2000.

⁴⁰ Cette enquête a été réalisée pour la première fois entre 1994 et 1996 dans douze pays membres de l'OECD : l'Australie, la Belgique, le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays Bas, la Nouvelle Zélande, la Pologne, la Suède, la Suisse (langue française et allemande), le Royaume Uni et les Etats-Unis. Les résultats sont publiés dans « Literacy Skills for the Knowledge Society: Further Results of the international Adult Literacy Suvey », 1997, OECD. La deuxième enquête a été menée au Danemark, en Finlande, Norvège, Slovénie, Suisse (langue italienne), République Tchèque, Hongrie, Italie, Portugal et au Chili. Résultats disponibles dans : OECD (2000) Literacy in the Information Age.

⁴¹ Il existe des postures critiques sur la catégorie d'« analphabétisme fonctionnel », qui signalent qu'il serait nécessaire de la mettre en question en raison du fait qu'il est difficile à préciser étant donné « l'augmentation constante des demandes du milieu social et du travail ». María Isabel INFANTE « Analphabétisme fonctionnel dans sept pays de l'Amérique Latine »⁴¹, Santiago, UNESCO, 2003.

(développée par le Conseil National du Livre et de la lecture), « Chile quiere leer » (Le Chili veut lire), inaugurée en 2004, du « maletín literario »⁴², projet présidentiel présenté en 2007, pendant le premier gouvernement de la présidente Michelle Bachelet, ou encore du programme « Lee Chile Lee » (Lis Chili Lis), initiative de lecture dans des espaces non traditionnels, développée entre 2010 et 2014.

Outre les chiffres de cette enquête, on trouve les résultats de l'Enquête de consommation culturelle de 2005 menée par le CNCA⁴³, qui faisaient apparaître les éléments suivants : la moyenne de lecture des chiliens du secteur populaire est de 17,9%, contre 76,3% pour la classe supérieure. 65,1% du secteur populaire ne lit pas de journaux de manière régulière, tandis que 76,2% de la population de la classe supérieure s'adonnent à cette pratique. 87,4% de la population ne lit pas de revues régulièrement.

Au Chili, l'achat de livres constitue la troisième option parmi les biens culturels. Selon Germán Rey⁴⁴, en Amérique Latine la lecture reste encore très liée à l'instruction, c'est-à-dire à un rôle propédeutique, ou attachée aux devoirs scolaires. Pour avancer un début d'explication pour le Chili, une explication qui nous oblige à entrer dans des considérations sur les conditions sociales qui rendent possible la distinction de secteurs dans la société à travers l'exercice d'une pratique culturelle telle que la lecture. On pourrait penser que ça aurait un rapport avec le statut de pratique culturelle la plus légitime qui est associée à la lecture, légitimité qui serait construite par opposition aux industries du divertissement⁴⁵. En ce sens, le placement de l'idée de la lecture dans la rubrique d'une activité de loisir requiert, avec l'existence de temps disponible pour sa réalisation, la possession d'un capital culturel de base à être reproduit.

Selon la même enquête, le profil des lecteurs assidus correspond à la tranche d'âge 15-29 ans appartenant à une classe sociale haute ou moyenne-haute et ayant 13 années d'études ou plus. Les personnes qui ont ce profil sont celles qui achètent le plus de livres. Pour poursuivre avec des chiffres, 94,1% des personnes du milieu socio- économique bas ne vont

⁴² « Mallette littéraire » est une initiative qui a comme but la livraison de 400 000 bibliothèques de base pour des foyers défavorisés.

⁴³ La première enquête sur la consommation culturelle a été réalisée au Chili en 2004, à l'occasion de laquelle elle n'a été appliquée qu'en région métropolitaine de Santiago. Elle a été menée par le CNCA en collaboration avec l'Institut national des statistiques- INE. Elle est réalisée à nouveau immédiatement après en 2005, dans toutes les régions du pays, puis en 2010, puis ensuite en 2012, et une prochaine version verra le jour cette année.

⁴⁴ Germán REY "El consumo cultural de Chile en el contexto de América Latina" in CNCA-INE. Consumo cultural en Chile, Santiago, 2005.

⁴⁵ Philippe COULANGEON. Sociologie des pratiques culturelles, Paris, La Découverte, 2005.

pas au cinéma tandis que 69,8% de la classe supérieure y vont. 95,5 % du secteur populaire regarde la télévision, 91 % écoute la radio et 90,8 % écoute de la musique. 93,9 % des personnes du milieu socio-économique bas n'ont pas utilisé Internet au cours des 12 derniers mois. 94% de la population totale regarde la télévision fréquemment. On note également, par exemple, que 15,4% des foyers ne possèdent aucun livre, 24,95 % des enquêtés ne sont jamais allés au théâtre, et 37,4 % ne connaissent pas les spectacles de danse. L'écart de consommation culturelle entre les secteurs sociaux est très grand. Dans le cas de la lecture, cette distance est particulièrement marquée.

Le ministre de la Culture de l'époque, José Weinstein, a réagi à ces chiffres en déclarant : « je crois qu'il faut se donner comme objectif de réduire ces 'jamais' (...) peut-être que ce qui m'a le plus impressionné est que les gens qui n'ont aucun livre dans leur maison, ont en revanche une télévision en couleur »⁴⁶. L'étonnement du ministre contraste avec le fait que, selon nous, pour les personnes défavorisées, la télévision- cet objet « scénographié comme grotte magique » comme le décrit Nelly Richard⁴⁷ - constitue probablement l'une des seules possibilités de « voyager », d'avoir des loisirs, de voir d'autres mondes, des spectacles, ou de voir comment vivent les autres personnes, etc. En ce sens, la télévision est un article de base. En fait, d'après l'enquête nationale du PNUD 2002, pour la plupart des gens, la consommation culturelle se résume à la télévision dite « ouverte » qui correspond aux chaînes non payantes, et à la radio. C'est-à-dire précisément des activités qui représentent des « activités bon marché ». Dans le récit de certains interviewés, surtout des responsables politiques, on ressent une sorte de préoccupation mêlée d'un certain mépris paternaliste lorsqu'ils abordent la question des chiffres de comportement lecteur de la population.

Pour sa part, dans un article de Marjorie Murray et Sebastián Ureta⁴⁸ on fait apparaître que « la recette moyenne des groupes familiaux (les foyers) est le facteur central à prendre en considération pour expliquer pourquoi on lit moins au Chili ». Si on observe le graphique réalisé par ces deux auteurs sur la base des données de l'enquête de consommation culturelle et des données de Latinobarómetro, on voit que la différence entre le premier et le dernier

⁴⁶ Interview avec José Weinstein, Ministre de Culture. El Mercurio, le 28 novembre 2004.

⁴⁷ On emprunte cette formule à l'universitaire Nelly Richard, Revista de Crítica Cultural. 28/29, Santiago, 2004.

⁴⁸ «Un país de poetas? Una mirada comparada al consumo de productos mediales y artísticos en la ciudad de Santiago» in Consumo cultural en Chile. Miradas y perspectivas, Publicaciones INE- CNCA, Santiago, 2005.

« quartile »⁴⁹ est remarquable. Alors que la lecture des livres, dans le premier quartile, correspond à 18,9%, elle correspond à 28,0% dans le quartile II, à 44,2% dans le quartile III, et dans le quartile IV, à 68,1%. Une question à se poser serait : La lecture fait-elle partie des exigences d'appartenance sociale promues par le système actuel au Chili ? Quelles sont les conditions requises pour qu'un pays comme le Chili ait un lectorat significatif ? Ces interrogations nous renvoient finalement à la question : Qu'est-ce qui se trouve derrière ledit problème du livre et de la lecture ?

Aujourd'hui, seize ans après l'application de la première enquête de PISA⁵⁰, la situation de la lecture, même si elle a eu des améliorations, n'a pas changé substantiellement. Il faut indiquer que l'année 2000 fut la première édition dans laquelle la compétence lectrice fut le domaine d'évaluation principale. Dans son rapport de 2012, l'enquête déclarait que « jusqu'au 2009, les étudiants chiliens ont montré des améliorations consistantes dans leurs compétences lectrices depuis la première fois qu'ils ont été mesurés en l'an 2000. Cependant, dans le PISA 2012, il n'y a pas de preuves de changements durant les trois derniers années »⁵¹

Dans la mesure PISA de l'année 2012, 33% des étudiants chiliens de 15 ans ont montré un niveau de compétence insuffisant. A cet égard, l'étude a posé la question du rapport existant entre les facteurs socioéconomiques et culturels et les résultats scolaires, tout en signalant spécifiquement que pour le Chili « l'Indice de Niveau Socioéconomique et Culturel des étudiants chiliens – ESCS- a un impact notoire – l'un des plus importants entre les pays participants à PISA – sur ses apprentissages et ses réalisations dans tous les domaines évalués. Cela reste le grand défi pour le système éducatif au Chili ».⁵² Cet indicateur cherche à refléter l'occupation professionnelle des parents, leur niveau éducatif et les ressources disponibles dans les foyers (par exemple le nombre de livres à la maison). Un élément important montré par l'étude, est que la variable « nombre de livres dans la maison » - utilisée dans les enquêtes

⁴⁹ Les « quartiles » de recette représentent chacun 25% de la population divisée par recette mensuelles. Le quartile I étant celui de la population la plus pauvre, et le quartile IV, celui de la population qui a le plus de revenus.

⁵⁰ PISA est l'acronyme pour Programme for International Student Assessment. En 2012 l'étude s'est appliquée dans 65 pays du cinq continents, il comprend les 34 pays qui font partie de l'OCDE. L'échantillon fut de 510.000 élèves de l'âge de 15 ans (échantillon d'une population scolaire de 28 millions d'élèves). En ce qui concerne les domaines d'évaluation, ils sont au nombre de trois : mathématiques, lecture et sciences. Le domaine d'évaluation « lecture » est défini comme « la capacité d'un individu de comprendre, utiliser, réfléchir et s'intéresser à des textes écrits, pour atteindre ses propres objectifs, développer les connaissances et potentiel propre et participer dans la société. ». Rapport espagnol 2012, p.12.

⁵¹ Citation originale: "hasta 2009 los estudiantes chilenos mostraron mejoramientos consistentes en sus competencias lectoras desde la primera vez que se midieron en 2000. Sin embargo, en PISA 2012, no se evidencian cambios en los últimos tres años". Rapport 2012.

⁵² Source : Programme International pour l'évaluation des étudiants. PISA, Rapport 2012.

de 2000 à 2009 et puis de nouveau en 2012 - a dévoilé qu'il y avait un lien positif et significatif avec les résultats des élèves, dans les trois domaines évalués, même si selon l'étude on ne peut pas établir une causalité, chose discutable à notre avis.

Dans le cas du Chili, l'ESCS des familles des élèves correspond à -0,60⁵³, les valeurs négatives montrent que l'entourage des familles se trouve plus défavorisé que la moyenne des pays de l'OCDE, en ce qui concerne leur niveau social, économique et culturel.

Les pays avec les scores les plus hauts en lecture furent la Finlande (524), l'Irlande (523), le Canada (523), la Pologne (518) et l'Estonie (516). La moyenne de l'OCDE, en lecture, fut de 496 points. Le Chili a obtenu le deuxième score le plus bas avec 441 points, après le Mexique présentant à la fois un score moyen bas et peu de variabilité.

Dans la dernière version de la mesure PISA, menée en 2015, le score moyen des pays faisant partie de l'OCDE fut de 493 points. Les résultats le plus hauts en lecture furent à Singapour (535), suivi du Japon (516) et de l'Estonie (519). Suivent l'Allemagne (509), la France (500) et l'Espagne (496). Pour sa part, le Chili a amélioré son score, obtenant 459 points mais reste dans le groupe de pays avec un score inférieur à la moyenne de l'OCDE, suivi par le Mexique (423).⁵⁴

Si l'on regarde, au sein du classement (sur 72), la position des pays de la région latino-américaine, on trouve dans la tête la CABA (Cité autonome de Buenos Aires, seule ville argentine à participer de la mesure) le Chili en 42^{ème} position, l'Uruguay en 46^{ème}, le Costa-Rica, puis La Colombie et le Mexique, respectivement 54^{ème} et 55^{ème}, le Brésil 59^{ème}, le Pérou 63^{ème} et la République dominicaine 66^{ème}.

Nous évoquerons ici deux éléments qui, s'ils ne constituent pas des réponses, par eux-mêmes, peuvent nous aider à esquisser un panorama général. En premier lieu, la question de la diffusion et de la circulation du livre, étapes de la chaîne du livre qui requièrent un réseau de librairies et de bibliothèques à différents niveaux (municipal, régional et national). En second lieu, nous avancerons l'argument de la faible valorisation sociale qu'a le livre au Chili. Il s'agit d'un bien symbolique dont se sont peu appropriés les citoyens au niveau quotidien. Mais, quelles sont les réponses que donnent les différents acteurs pour expliquer la

⁵³ Correspondant 0 à la moyenne OCDE et 1 à la déviation typique.

⁵⁴ Source : OCDE, Données PISA 2015. Rapport 2016.

problématique du Livre et de la lecture ? Est-ce-que le prix des livres constitue-t-il la principale raison pouvant expliquer l'écart décrit ici ? D'après l'analyse des entretiens, on obtient un cadre général qui se présente de la manière suivante :

a). La faible valeur symbolique du livre dans la société chilienne.

Comme le signale Mauricio Bustamante, « la légitimation symbolique d'un bien culturel dépend des facteurs objectifs comme le niveau de professionnalisation dans la production, le développement d'un marché et la reconnaissance sociale des biens culturels au sein d'un groupe »⁵⁵. Dans le cadre d'un entretien, Pablo Dittborn, gérant de la filière chilienne de la maison d'édition Randhom House, (dont nous apportons son parcours biographique dans la première partie), raconte une anecdote qui nous semble très parlante pour illustrer cette ligne d'argumentation.

« J'ai publié un livre, je vais te raconter ça à titre d'anecdote... nous avons publié la biographie de [l'ancien président] Piñera, c'est pour que tu puisses voir le respect et la perception qu'il y a du livre. Un travail intense et sérieux, avec Loreto Tapia et Bernardita del Solar, je ne sais pas si tu vois qui c'est, le livre est sorti, nous avons fait une bonne publicité, une page entière dans le journal El País, l'édition chilienne, alors j'ai reçu un coup de téléphone de Pichita Piñera, la sœur du Président, qui est une de mes amies. C'est Bernardita qui lui a répondu, et elle lui a demandé de lui envoyer un livre ! Autrement dit, l'une des fondations les plus riches du Chili qui est la Fondation Futuro, n'a pas été capable de faire acheter le livre à deux pas de ses bureaux, et moi malheureusement je l'ai su trop tard. Comme Bernardita sait que c'est une amie à moi, elle lui a envoyé le livre, et je lui ai dit qu'on n'aurait absolument pas dû l'envoyer ! Je voudrais savoir si Pichita Piñera appelle l'usine Bata parce qu'un nouveau modèle de chaussures est sorti et qu'elle veut qu'on le lui envoie, mais voilà ce que les gens pensent du livre : "Non, envoie-le-moi, c'est tout". Il faut voir la quantité de gens qui viennent ici, le tailleur qui fait mes chemises et mes pantalons, il vient ici, il me prend les mesures et il me dit : "bon, qu'est-ce que vous avez à me donner ?" Je ne vais rien te donner ! Parce que moi, je ne vais pas dans sa boutique pour lui demander : "quel tissu je pourrais emporter gratuitement ?" Il y a très peu de valeur accordée au livre dans la société chilienne, et cela fait un dégât énorme, énorme, seul un petit nombre est heureux d'acheter un livre et de le lire avec plaisir." ⁵⁶

⁵⁵ Mauricio BUSTAMANTE. L'UNESCO et la culture : construction d'une catégorie d'intervention internationale, du « développement culturel » à la diversité culturelle. Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Gisèle Sapiro. EHESS, Année universitaire 2014-2015, p.398.

⁵⁶ « Yo hice un libro - y te lo voy a contar como anécdota (...) hicimos la biografía de Piñera, para que veas tú el respeto y percepción que se tiene del libro. Un trabajo intenso y serio, la Loreto Tapia y la Bernardita del Solar, no sé si las ubicas, salió el libro, hicimos buena publicidad, página entera del diario El País, la edición en Chile, me llamó por teléfono la Pichita Piñera, amiga mía, hermana del presidente, la atendió la Bernardita y mandó a pedir un libro!: una de las fundaciones más caras y más ricas de Chile es la Fundación Futuro, no fue capaz de mandar a comprar el libro a dos cuadras de su oficina, y yo lamentablemente me enteré tarde. La Bernardita como sabe que ella es amiga mía, le mandó el libro, le dije pero por ningún motivo lo deberían haber mandado!, yo quisiera saber si la Pichita Piñera llama a la fábrica Bata porque salió un nuevo modelo de zapato y lo manda a pedir, pero es que eso piensan del libro: "No, pídeselo no más", la cantidad de tontones que llegan aquí, el sastre, que me hace las camisas, los pantalones, entonces vienen aquí y me toma las medidas

Lorsque nous le demandons pourquoi croit-il que se produisent des situations comme celle-là, Pablo Dittborn nous signalait :

« Principalement parce qu'il n'y a jamais eu un vrai programme de développement de la lecture où lire soit considéré comme une gratification, ou une reconnaissance sociale. Le livre a une valeur très mal perçue. ».⁵⁷

Quasiment tous les acteurs interviewés arrivent dans un moment donné à ce point. Ils coïncident sur la valeur symbolique très basse que le Livre a au Chili, même par rapport aux autres pratiques culturelles, comme le fait d'aller à des concerts, par exemple. Les gens sont prêts à payer très cher (et même à s'endetter) pour un ticket de concert mais le fait d'acheter un bouquin pour le même prix ne se conçoit pas dans le « sens commun ». Nous trouvons cette perception aussi bien dans le récit d'un gérant d'une grande maison d'édition faisant partie d'une holding que dans le récit d'un petit éditeur. Comme nous l'avons indiqué au sein de ce travail, un axe substantiel dans le discours d'Editores de Chile réside dans l'idée de « remettre le livre au centre du développement humain du pays ».

Une situation qui fait état de cette faible présence du livre se lit à travers la relation avec la reprographie à l'intérieur même des institutions universitaires au Chili. La question de la photocopie mène, elle aussi vers une autre lutte menée par Editores de Chile : la question des droits d'auteur et des législations nationales et internationales. Paulo Slachevsky développe un argument concernant un affaiblissement dans lien entre le citoyen et le livre, lorsque dans plusieurs universités les étudiants ne lisent que des photocopies des livres, et même pas des livres entiers mais des parties (chapitres coupés) pour approuver des contenus des cours. Ça il évoque une lecture fragmentée qui n'aide pas au développement d'une analyse plus complexe et bien empêche évidemment à un rapport avec le livre - en tant que « bien d'expérience »⁵⁸ au-delà d'une fonctionnalité.

y me dice: "¿bueno que me va a regalar?" no te voy a regalar nada! Porque yo no voy a su tienda y les digo: " que tela me voy a llevar gratis?"; tienen un bajo valor percibido del libro en la sociedad chilena y eso hace un daño enorme, enorme, solo un grupo está feliz de comprar y disfrutar un libro. Entretien avec Pablo Dittborn. Gérant de la maison d'éditions Randhom House au Chili. Santiago, mai 2012.

⁵⁷ Entretien avec Pablo Dittborn. Responsable de la maison d'éditions Randhom House au Chili. Santiago, mai 2012.

⁵⁸ Phillip NELSON a été le premier à introduire ce concept, 1970, « Information and Consumer Behavior », Journal of Political Economy, vol. 78, N°2, 1970, p. 311-329.

b) La question du prix

Le prix du Livre au Chili n'est pas très abordable, moins encore si on considère les salaires que perçoivent les couches les plus larges de la population. Pour se faire un ordre d'idée de ce que représente un livre pour le budget d'un foyer moyen (famille), il faut savoir que le salaire minimum au Chili est actuellement de \$276.000 (aprox. 395 euros).

A ce sujet, nous pouvons faire mention à l'étude réalisée en 2006 par l'Association d'Editores Independientes de Chile qui fait apparaître une posture particulière au sujet du prix moyen du livre chilien (on entend par « livre chilien » le livre édité, produit et imprimé au Chili). On trouvait dans une publicité de leur bulletin, dont l'intention était de multiplier le nombre de lecteurs : « Saviez-vous que... ? Le livre chilien n'est pas cher ! ». Avec un échantillon constitué d'une liste de 21 maisons d'éditions et de 3 554 titres, le résultat était le suivant : le prix public du livre (TVA comprise) est de \$6.896 (US\$12,7) et le prix public (sans TVA) est de \$5.795 (US\$10,7). Le besoin de le souligner, et de le dresser comme un slogan, rend compte du fait que le prix constitue effectivement l'un des enjeux principaux.

Nous reproduisons ici également un fragment de notre entretien avec le gérant de Randhom House Chile, qui soutient que le « livre transnational » n'est pas cher non plus.

« Tu vas me dire : « Au Chili, le livre coûte cher », moi je te dis, le livre au Chili ne coûte pas cher, le livre vaut ce que valent les produits des petits marchés. Regarde, ce pays a eu la prétention de fabriquer des automobiles dans les années 1960 et 1970, et ils fabriquaient des voitures très mauvaises et très chères, pourquoi ? Bon, parce qu'ils avaient un site ici à Casablanca où Ford fabriquait 50 automobiles par mois, mais si tu possèdes une structure de production de cette taille, tu ne peux pas l'amortir sur 50 automobiles, parce que chacun d'elles va coûter très cher, c'est ça qui arrive ici. Au Chili, les livres produits localement sont chers à cause du très faible tirage. Au Chili, nous ne pouvons pas faire de traductions, parce que si je traduis un livre, et ce coût, je le mets pour un tirage de 2000 exemplaires, le livre va coûter 30.000 pesos. Nous avons fait le livre de Carlos Altamirano avec Gabriel Salazar⁵⁹, et ce livre coûte 21.000 pesos⁶⁰, et Carlos Altamirano vient tous les mois pour discuter avec moi et me dit: « Mais Pablo, ils sont chers ! », et moi je lui dis : Carlos, ne me fais pas chier ! Ce livre possède 3 ans et demi d'enregistrements, et après, une demoiselle qui a dû transcrire tout ça, qu'on a dû payer, et c'est ça que ça coûte du livre, et je ne compte pas les déjeuners mensuels qu'on a eu pendant 3 ans et demi, parce je passe un bon moment et je ne le mets pas sur le dos du livre. Mais ce n'est pas possible... Si tu prends un tirage de 1000 exemplaires, tu le fais monter à 2000, le coût baisse de 37%, du coup si tu apportes à la croissance du marché,

⁵⁹ Carlos Altamirano, militant socialiste, fut un étroit collaborateur du président Salvador Allende pendant le gouvernement de l'Unité Populaire. Il vit actuellement à Paris. Ce livre s'est réalisé en se basant sur les entretiens menés par l'historien et prix National d'histoire Gabriel Salazar, connu par ses apports à l'histoire des sujets « populaires ».

⁶⁰ 30 euros.

tu auras une baisse du coût, du coup le prix du livre sera bien supérieur à la diminution de la TVA, mais très très supérieur »⁶¹.

Pablo Dittborn déploie un argumentaire très pragmatique, faisant appel aux coûts de production de ce livre en termes de temps, de processus d'élaboration et le croisant avec de montants et de tirages dans le marché chilien. Maîtrisant la taille du marché national et ses chiffres, il dessine un cadre avec les éléments principaux qui constituent la problématique du prix du livre dans un pays avec un marché vraiment étroit pour le secteur, en termes de volume, recentrant là le débat. Effectivement nous pourrions être bien d'accord avec lui que le prix de ce texte est bien de 30 euros. Reste la question du livre abordable et donc de savoir qui, au Chili, est en mesure de payer une telle somme pour lui.

c) En plus de la faible valeur symbolique du livre et de son prix, le diagnostic d'une faible présence publique autour du livre, constitue l'un des arguments les plus mobilisés. C'est sans doute le secteur national de l'édition qui en parle de la manière la plus dramatique, en affirmant qu'en l'absence de politiques nationales de soutien au livre et aux industries culturelles locales en général, le Chili « fait face à des limitations culturelles qui sont contradictoires avec les avancées en matière économique et les réussites des élites intellectuelles, culturelles et professionnelles. Une telle situation est, à tout point de vue, une menace contre les principes à la base de la démocratie ».⁶²

d) Le rapport livre/lecture.

C'est-à-dire, le fait que les acteurs se positionnent souvent en mettant l'accent clairement, soit sur le livre, soit sur la lecture, comme s'il s'agissait de deux choses

⁶¹ Citation originale: Tú me vas a decir: "En Chile el libro es caro", yo te digo, el libro en Chile no es caro, el libro vale lo que valen los productos en los mercados pequeños. Mira, este país tuvo la pretensión de fabricar autos en los años 60' 70', y hacían unos autos pésimos y carísimos, ¿por qué? Bueno, porque tenían una planta aquí en Casablanca donde Ford hacía 50 autos mensuales, pero si tú tienes una estructura de ese tamaño no la puedes amortizar en 50 autos, porque cada uno va a salir muy caro, eso es lo que sucede aquí. En Chile los libros que se producen locamente son caros por la tirada que tienen, que es baja, muy baja. En Chile no podemos hacer traducciones porque si yo traduzco un libro, y ese costo lo traslado a una tirada de 2000 ejemplares, el libro va a costar 30.000 pesos. Nosotros hemos hecho el libro de Carlos Altamirano con Gabriel Salazar, y ese libro cuesta 21.000 pesos, y Carlos Altamirano viene todos los meses a conversar conmigo y me dice: "Pero Pablo están caros" y yo le digo: Carlos, no me jodas !. Ese libro tiene 3 años y medio de grabaciones, y después una señorita que tuvo que transcribir eso y que hubo que pagarle, y ese es costo del libro y no le estoy contando los almuerzos mensuales que hemos tenido durante 3 años y medio, porque lo paso muy bien y no se los cargo al libro. Pero no puede ser... Sí tú tomas una tirada de 1000 ejemplares la subes a 2000, el costo te baja en un 37%, por lo tanto, si tú haces crecer el mercado, tendrás una rebaja en el costo, por lo tanto, el precio del libro será muy superior a la disminución del I.V.A., pero muy muy superior". Entretien avec Pablo Dittborn, Santiago, avril 2012.

⁶²Una política de Estado para el libro y la lectura. Coédition de la Fondation Chile 21 et d'Editores de Chile. Santiago, 2005, p.21.

différenciées. Cette sorte de distinction se construit probablement en rapport à l'activité professionnelle de chaque acteur. Par exemple, on trouve bien chez les responsables de la Dibam une prédisposition très claire à parler de la lecture comme d'une activité qui porte une valeur en soi, valeur non liée à l'existence de son support livre, comme s'il s'agissait d'une campagne.

« (...) Je crois à tout ce qui permet d'arriver aux autres avec la lecture, je ne suis pas en train de parler du livre, puisque la lecture va au-delà du livre, mais je crois qu'il faut arriver aux gens avec la lecture, parce qu'il est prouvé que les gens ne vont pas arriver à la lecture. Et quand tu arrives à les toucher, tu peux obtenir un adepte⁶³ »

L'emploi du mot « adepte » rend compte de ce qu'on en train de se jouer quand on discute de la lecture au Chili, une vraie « bataille » pour que les gens s'intéressent plus et puis un grand défi pour avancer vers une compréhension lectorale approfondie. Un élément, lié à ce sujet c'est la jeune inscription des « masses » ou de larges secteurs de la population, qui ont commencé à avoir accès à la « culture » – au sens officiel. Nous reproduisons un passage d'un entretien qui montre une vision de la lecture comme quelque chose qui - jusqu'à présent - appartenait à une certaine classe sociale, mais qu'on veut transformer :

« Mais je ne sais pas si ce qui se passe actuellement au Chili, est une détérioration du langage, ou s'il y a beaucoup plus de gens qui sont présents sur la scène. Par conséquent, ce qu'il y avait avant cette classe moyenne cultivée entre guillemets, de nos jours, cette classe moyenne est un peu coincée dans une scène dominée par les masses, disons, et que leur accès à la culture a été évidemment beaucoup plus lent ou plus récent »⁶⁴.

e) Un cinquième élément est la question d'un espace pour le livre abordable en termes de proximité.

Par exemple, dans un entretien avec des usagers de la Bibliothèque publique de Coyhaique, la chose suivante apparaît : « Nous nous sentons accueillis, dans un espace amical, la sensation était : « Ouvre le, touche le, regarde le ». Les enfants peuvent aller et faire

⁶³ Entretien avec Clara Budnik. Citation originale: “ mira yo creo que todo lo que sea llegar con la lectura, ya no estoy hablando del libro, porque la lectura va más allá del libro, pero yo creo que llegar con la lectura a la gente porque a lo mejor la gente no va a llegar a la lectura, yo creo que siempre cuando tú logras llegar puedes lograr un adepto”. Santiago, mars 2009.

⁶⁴ Entretien avec Ricardo Brodsky. Citation originale: “ Pero yo no sé si lo que está pasando en Chile es un deterioro del lenguaje o que hay mucho más gente que está presente en la escena, y que por lo tanto lo que antes era esa clase media culta entre comillas, hoy día esa clase media está un poco arrinconada en un escenario dominado por las masas, digamos, y que obviamente su acceso a la cultura ha sido mucho más lento o más reciente (...)” .Santiago, mars 2009.

leurs devoirs.⁶⁵ Cela rend compte d'une nécessité du public lecteur de rompre avec une certaine idée de sacralité, un aspect aseptisé, encore présent dans la bibliothèque publique.

En résumé, le « problème » du Livre au Chili revêt une complexité du fait de la recherche publique d'élargissement du public lecteur dans une société où les valeurs hégémoniques se trouvent représentées par la réussite économique. L'accumulation de capital culturel n'étant alors pas un défi répandu. Par ailleurs la lecture constitue une pratique culturelle qu'on ne lie pas au plaisir et la notion du « temps libre » pour les loisirs n'existe dans le réel pour la plupart des salariés au Chili. Comme on sait, dans ce qui concerne les pratiques culturelles le goût s'accroît avec l'usage, et pour construire cette habitude il est nécessaire d'avoir un cadre quotidien qui le rende envisageable.

1.4. Dépôt légal, best-sellers et piratage : quels livres pour quels lecteurs ? Un environnement complexe pour l'éditeur et le lecteur

Nous avons demandé à des responsables de bibliothèques publiques ce que lisent leurs usagers. Ceci renvoie d'une part à la question des achats publics, c'est -à-dire au croisement entre le choix étatique, l'offre, et, d'autre part à ce que le public demande effectivement (les emprunts). Les bibliothèques publiques se fournissent à travers des canaux : les achats de livres que fait le Conseil du Livre et leurs propres achats, consacrés dans le budget de la Dibam, en plus des livres qui arrivent biais dépôt légal. Ce dernier constitue un dépôt, de caractère obligatoire, de 15 exemplaires de chaque titre publié, à la Bibliothèque nationale, obligation que ne concerne pas les livres importés mais uniquement les impressions locales. Cette obligation légale, qui concourt à fournir les bibliothèques en livre, est régulièrement dénoncée par les éditeurs chiliens. Ils accusent un désavantage compétitif pour l'industrie nationale, qui doit – en quelque sorte, d'après eux - alimenter les bibliothèques publiques : « La finalité de ce dépôt devrait être la conservation et le patrimoine et ne pas faciliter un mécanisme pour approvisionner gratuitement aux bibliothèques ». L'éditeur Daniel Calabrese, de la maison d'édition RIL, signale à propos du dépôt légal :

« Nous avons la TVA la plus haute du monde, nous avons le dépôt légal le plus haut du monde. Lorsque dans tous les pays existe une loi de conservation patrimoniale, où les maisons d'éditions doivent déposer 2 exemplaires de chaque titre, au Chili ce sont 15 exemplaires de chaque titre...Alors avec cela il existe une mal usage de cette loi,

⁶⁵ “Nos sentimos muy acogidos, en un espacio amigable, la sensación era: “Abra, tóquelo, véalo .Los niños pueden ir y hacer las tareas”. Entretien avec d'usagers de la bibliothèque publique de Coyhaique. Mai 2014.

car elle est utilisée pour fournir les bibliothèques régionales, de façon gratuite. Eso, si lo llevas a números, las editoriales chilenas están subsidiando a las bibliotecas públicas, en una cantidad bastante importante. Se están publicando 3000 títulos al año en Chile (incluyéndolas a todas nacionales, extranjeras que imprimem aquí, autoediciones), entonces cada año las editoriales donan obligadamente 45 mil títulos a Dibam⁶⁶[par le biais de ce mecanisme], y eso no lo hemos logrado cambiar. Es absurdo, porque además tiene otra implicancia: como ya lo tienen por depósito legal, entonces no compran, y cuando compran, compran solo libros de editoriales extranjeras que no están obligadas a hacer un depósito legal”⁶⁷.

Dans ce contexte, il semble pertinent de se poser les questions suivantes : Quels sont les critères qui opèrent dans les achats publics des livres ? Qu’est-ce-que l’État, parmi les réseaux des bibliothèques publiques, cherche à faire lire ? Qui décide de la (bonne) qualité ou non d’un livre ? Est-ce la critique littéraire ? Voici des réponses de deux personnes clefs dans le terrain de la lecture publique, au sujet de ce qui se lit dans les bibliothèques publiques :

« (...) D’abord, Isabel Allende : ça c’est de l’or; des bandes dessinés, pas toutes, mais certaines (...) les best-sellers, ils les adorent mais aussi, il y a des endroits, ça dépend du lieu, il y a des endroits où les gens lisent ce qu’il y a de meilleur, et te demandent **le meilleur**. Je me rappelle que les fonctionnaires du Bibliometro, tout à coup, ils m’appelaient pour dire qu’ils avaient besoin d’argent en urgence pour acheter je ne sais pas...des livres que je lisais récemment, ou dont j’avais entendu parler récemment de la parution»⁶⁸

« Alors, clairement, comme dans le ranking, il y a toujours les best-seller, il fallait acheter les best-sellers. Tu sais ce que les gens demandent beaucoup, et c’est vraiment le reflet du pays, et j’ai refusé, refusé, refusé, jusqu’à ce que je me dise que j’étais folle ! : Si les gens le veulent et qu’ils en ont besoin : les livres de développement personnel (...). Maintenant, quand tu me demandes ce que lisent les gens ; nous avons un bibliopunto à Temuco à l’Université de la Frontière, et il n’avait pas beaucoup de succès jusqu’à ce que nous nous soyons rendu compte que nous ne nous y prenions pas bien. C’est-à-dire que nous leur apportions de la littérature et ce qu’ils voulaient c’était...je ne sais pas: allaitement de lapins, plantation de fleurs, des choses liées à leurs besoins, et c’est logique...⁶⁹

⁶⁶ Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos.

⁶⁷ Entretien avec Daniel Calabrese, éditeur de RIL, 2013. Citation originale: “*tenemos el IVA más alto del mundo, tenemos el depósito legal más alto del mundo. Cuando en todos los países existe una ley de conservación patrimonial, donde las editoriales deben depositar 2 ejemplares de cada título, en Chile son 15 ejemplares de cada título...Entonces con eso existe una malversación de esa ley, pues se ocupa para dotar a las bibliotecas regionales, de manera gratuita. Eso, si lo llevas a números, las editoriales chilenas están subsidiando a las bibliotecas públicas, en una cantidad bastante importante. Se están publicando 3000 títulos al año en Chile (incluyéndolas a todas nacionales, extranjeras que imprimen aquí, autoediciones), entonces cada año las editoriales donan obligadamente 45 mil títulos a Dibam⁶⁷, y eso no lo hemos logrado cambiar. Es absurdo, porque además tiene otra implicancia: como ya lo tienen por depósito legal, entonces no compran, y cuando compran, compran solo libros de editoriales extranjeras que no están obligadas a hacer un depósito legal*”⁶⁷.

⁶⁸ Citation originale: “Isabel Allende, eso es grito y plata; cómics, no todos, pero algunos (...) best seller les encanta pero también hay lugares - depende del lugar- hay lugares en que te leen lo mejor y te andan pidiendo lo mejor. Yo me acuerdo que los funcionarios del Bibliometro de repente me llamaban y me pedían necesitamos plata urgente para comprar que sé yo, libros que yo recién estaba leyendo, o que recién había oído que estaban saliendo”. Entretien avec Clara Budnik, Santiago, mars, 2009.

⁶⁹ Citation originale: “Entonces claro, como en el ranking siempre están los best seller, había que comprar best seller. Sabes lo que pide mucho la gente, que es el reflejo del país y yo me negué, me negué, me negué hasta que dije soy loca si la gente lo quiere, y lo necesita: los libros de autoayuda (...). Ahora cuando tú me preguntas que

« Et c'est très répandu, l'idée qu'il y a de bons livres. C'est-à-dire que, moi, franchement, entre un livre d'Isabel Allende ou de Dostoïevski, je choisis celui d'Isabel Allende. Je suis vraiment désolé mais je suis pragmatique, je préfère que les gens commencent à lire !⁷⁰

Ces extraits d'entretiens montrent bien l'enjeu que comporte la constitution de l'offre de lecture publique au Chili, toujours au carrefour des positions plus pédagogiques, avec d'autres plus pragmatiques qui priorisent « la lecture par la lecture », faisant normalement le choix des livres moins difficiles ou best-sellers dans leurs achats publics. Par exemple, Isabel Allende, connue comme l'une des écrivaines les plus « vendeurs » du Chili au niveau international, se plaint du fait qu' « au Chili, on ne te pardonne pas de vendre de livres ». Auteur best-sellers par excellence, elle est à la fois très demandée par le grand public (et, donc, énormément piratée et vendue sur les trottoirs) et mise durement en question par la critique spécialisée.

Juste pour donner un tout petit cadre sur les best-sellers, évoqué dans les entretiens, il nous faut faire appel – même de façon succincte - de son lien avec le piratage, en ce qui concerne la lecture de masses. Bien que nous n'entrerons pas dans les détails, nous croyons qu'il est important d'indiquer au moins l'existence du phénomène du piratage au Chili. Difficilement estimable en termes de chiffres, bien qu'apparaisse de temps en temps dans la presse des informations au sujet d'un déballage ou de confiscation de livres piratés par la police. Une chose qui a attiré notre attention est l'importance que la Chambre chilienne du livre accorde à la lutte contre le piratage, surtout dans les dernières années. La piraterie fonctionne par le biais d'un marché sur un trottoir, la *cuneta*, où les vendeurs, se cachant des policiers, proposent, aux piétons du centre-ville de Santiago, les derniers titres apparus sur le marché, c'est-à-dire les best-sellers⁷¹, issus pour la plupart des copies pirates des titres publiés par les industries transnationales du livre (surtout espagnol). Un achat en marge de la loi qui, selon la Chambre chilienne du livre se traduit actuellement par 25% de pertes sur marché éditorial.

lee la gente, nosotros teníamos un bibliopunto, en Temuco en la Universidad de la Frontera y como que no tenía mucho éxito hasta que nos dimos cuenta que lo estábamos haciendo mal, o sea les llevábamos literatura y lo que ellos querían era no se pudes, crianza de conejos, plantación de bultos de flores que tenía que ver con las necesidades, y eso es lógico”. Entretien avec Clara Budnik. Santiago, mars, 2009.

⁷⁰ Citation originale: “Y está muy instalada la idea de que hay libros buenos. O sea, yo francamente ante a un libro de Isabel Allende o uno de Dostoievski, elijo uno de Isabel Allende. Lo siento en el alma, pero yo soy pragmático yo prefiero que la gente comience a leer”. Entretien avec Gonzalo Oyarzún. Santiago, mars, 2010.

⁷¹ Sur le best seller littéraire voir le travail de Jenny TRONCOSO. El best seller literario en Chile (2006- 2010). Mémoire de licence en journalisme sous la direction de María Eugenia Domínguez, Santiago, 2012. Disponible sur www.repositorio.uchile.cl

Dans plusieurs pays d'Amérique Latine, il s'agit d'un phénomène tout à fait courant, qui fonctionne comme une sorte de marché noir des livres et une économie parallèle, dont il reste très difficile d'en mesurer les dimensions. Au Chili, la Chambre s'est beaucoup investie⁷² pour le combattre, travaillant avec la Police Nationale pour les confisquer. Il est intéressant de noter que pour les Editeurs indépendants, ce n'est pas un axe important de leur discours⁷³. On s'est posé la question de savoir quels étaient les livres piratés. Nous avons consulté, dans la rue, quelques titres piratés et avons constaté que la plupart des livres piratés ne sont pas ceux qui sont publiés par le secteur des Editeurs indépendants, mais bien par la Chambre. Ce sont les livres les plus vendus, et les plus couverts par la publicité dans les classements.

Plusieurs questions restent ouvertes : qui produit les livres pirates et qui les distribue ? Pourquoi préfère-t-on acheter un livre piraté, si on peut accéder théoriquement à un livre de meilleure qualité à la bibliothèque publique ? Le récit de Pablo Dittborn illustre bien l'enjeu que comporte le livre piraté :

« Les livres pirates valent un cinquième des autres livres, le livre de 10 000 pesos vaut 2.000 pesos et c'est pourquoi la piraterie peut aujourd'hui exister mais... Je ne fais rien contre la piraterie, s'ils me disent « nous faisons une marche contre la piraterie », je leur dis je m'en fous et je reste dans mon bureau. Je voudrais qu'il n'y ait pas pirates pour que les gens au lieu de payer 2000 pesos, aillent à la bibliothèque et l'empruntent gratuitement. Je crois alors que ça serait une politique saine, et à long terme, la seule répression, je n'aime pas ».⁷⁴

Effectivement, le prix moyen d'un ouvrage « best-seller » atteint 25 euros. Nous voyons bien qu'il reste quand même une question de morale intellectuelle. Par exemple, une ancienne responsable du Plan de lecture du Conseil du Livre déclarait :

⁷² En soutenant la création de la nouvelle Brigade Investigatrice d'Infractions de Propriété Intellectuelle (Bridepi).

⁷³ Editores de Chile a dénoncé le fait que les modifications à la Loi sur la propriété intellectuelle ont été introduites pour s'adapter au traité de libre commerce avec les États-Unis et non pas aux besoins de développement du secteur. La nouvelle loi de 2004 est effectivement lourde de conséquences puisqu'elle qualifie la photocopie et l'enregistrement audio de livres comme un acte illégal, ce qui met toutes les institutions éducationnelles en marge de la loi. En effet, ces mesures, exigées par le nouveau traité, constituent aussi une revendication de longue date de la part des éditeurs, ce qui introduit un problème majeur pour les bibliothèques, les centres de formation et les universités. Ceux-ci sont historiquement sous-financés. Cette nouvelle loi suppose qu'ils seront incapables de diffuser certains textes et de permettre l'accès aux logiciels nécessaires à leurs activités sans être l'objet de poursuites criminelles.

⁷⁴ Entretien avec Pablo Dittborn, gérant de Randhom House Mondadori. Santiago, 2010.

« Je ne m'achèterai jamais un livre piraté, c'est comme acheter des linges de deuxième main avec pleins de trous (...) C'est trop beau d'aller dans une maison de quartier défavorisé et de voir une étagère pleine des livres piratés, mais ça va pas»⁷⁵

Même cette position inspirée d'une « démocratisation culturelle »⁷⁶ abrite une tension latente entre une « édition illustrée qui se veut démocratisante » face à une lecture populaire qui achète un best-seller piraté dans la rue où ne lit pas. Il nous semble intéressant de croiser la lecture de ces deux extraits, alors que le premier représente un acteur (bien qu'au titre de déclaration personnelle) du secteur privé, un gérant d'une grande maison d'édition et la deuxième une fonctionnaire de l'État chilien pendant le gouvernement du président Sebastián Piñera.

⁷⁵ Citation originale : “Yo no me compraría nunca un libro pirateado, es como comprarse ropa usada llena de hoyos. Es precioso ir a una casa en una población y ver un estante lleno de libros piratas, pero no puede ser”. Población c'est un quartier défavorisé, un billon ville. Entretien avec Catalina Labarca, ex coordinatrice Plan de la lecture du Conseil National du Livre et de la lecture. Santiago, avril, 2010.

⁷⁶ Ministère de la culture et de la communication. Evaluation de la politique publique de démocratisation culturelle. Rapport de diagnostic et plan d'action. Paris, mars, 2017.

Chapitre 2 :

Un catalogue d'actions dans l'espace public

En insistant sur le caractère ininterrompu que représente la participation à des instances publiques *d'Editores* de Chile depuis sa naissance en tant qu'association, nous allons montrer que ces acteurs – au-delà d'assurer leur existence sur l'espace éditorial- ont effectivement reconfiguré les rapports entre les champs culturel et politique, agissant comme médiateurs entre les deux, visant la construction de politiques publiques pour le Livre et l'édition.

Section 1 : Un investissement intellectuel et politique : l'accès aux espaces de production de politique pour le Livre

Ayant exploré la catégorie d'« indépendance » dans les parties antérieures en partant de plusieurs angles, ce qui nous apparaît comme le plus significatif est le fait d'avoir compris à quel point la mobilisation et les différents usages que font d'elle les éditeurs, se trouve en relation directe avec le cadre institutionnel et politique national qui entoure leur activité. Loin de constituer une condition uniforme et statique, l'indépendance se présente pour les éditeurs du sud comme une prise de position dynamique d'aller et retour trans/nationale pour contester les effets locaux des transformations du champ éditorial mondial.

Cette perspective renvoie aux conditions sociales de production de l'édition au Chili dont le nœud central est sa condition de société en transition politique et de pays très intégré au commerce international par le biais des traités de libre-échange⁷⁷. De ce fait, leur stratégie d'État revête un angle double : d'une part, l'interpellation publique concernant les effets que ce contexte social, économique et politique, comporte pour le domaine culturel - et plus spécifiquement, pour le monde du livre -, d'autre part, l'espace des possibles que la faible structuration institutionnelle chilienne du livre représente (potentiellement) pour les acteurs du monde non étatique en vue des tentatives de construction collective⁷⁸.

⁷⁷ Nous avons apporté des éléments concernant ce sujet dans la première partie de cette thèse.

⁷⁸ Au sein de divers échanges avec des collègues et spécialistes français de l'édition (par exemple lors de la réalisation d'un Colloque ensemble) ils montraient un grand étonnement vis-à-vis la place occupée par les éditeurs chiliens au sein des débats universitaires, chose inimaginable en France, où les champs culturel, littéraire, éditorial, politique jouissent d'une plus grande autonomie relative.

Cette précarité institutionnelle ne s'est pas encore significativement modifiée pendant les vingt-sept années d'exercice démocratique - malgré toutes les améliorations procurées par les gouvernements transitionnels - s'expriment, par exemple, dans les difficultés rencontrées lors de la construction des politiques publiques solides⁷⁹, notamment dans le domaine culturel. L'impulsion pour mener à bien de telles politiques provient d'en bas, dans la plupart des cas des acteurs culturels eux-mêmes, chose qui rend compte d'une situation paradoxale : d'une part, ces acteurs de la « société civile » réclament une présence plus solide de la part de l'État, et d'autre part, les responsables politiques des gouvernements de la Concertation - dans leur majorité - se veulent des « technocrates », un gouvernement de spécialistes⁸⁰ qui cherche à bien gérer la performance des chiffres macroéconomiques, pour laquelle l'intervention dans le domaine du livre n'est pas réellement prioritaire. C'est au sein de ce cadre institutionnel ou l'action de ces professionnels de la culture trouve une « fissure » ou marge de manœuvre pour agir en son sein avec des propositions, pour établir des alliances et pour fabriquer un positionnement stratégique.

En ce sens, l'analyse du répertoire d'actions publiques d'Editores de Chile ne se réduit pas à sa contribution au sein des instances mobilisées par l'État mais surtout à tout ce qui se trouve autour : l'ensemble d'initiatives, d'échanges publics, documents élaborés par eux, d'arguments mobilisés, d'un ensemble d'articles publiés dans les journaux alimentant le débat, des lettres ouvertes adressées aux responsables politiques, etc. C'est-à-dire à tout ce qui constitue leur parole publique pour tenir leur position en tant qu'association de professionnels de la culture.

Un aspect particulier qui a caractérisé le parcours d'EDIN, tout au long de ses dix-sept ans d'existence⁸¹, est la recherche permanente d'espaces pour débattre la situation du Livre au

⁷⁹ Juste pour en donner un argumentaire plus précis, sur les dynamiques de construction de politiques publiques pour le livre, nous pouvons mentionner le cas de la Suède. Sous un gouvernement social-démocrate, c'est sur la demande de l'Etat que –dans les années 70- une recherche sur la situation du livre dans le pays a été réalisée pour produire la loi de 1976. Cet exemple a été suivi en France, où le gouvernement socialiste, sous le mandat du ministre de la culture Jack Lang, va commander en 1982 un rapport sur l'état du livre, ce qui a donné lieu au document « Pour une politique du livre et de la lecture » plus connu comme rapport Pingaud- Barreau (du nom de ses auteurs Bernard Pingaud et Jean-Claude Barreau). Dans les deux exemples, il s'agissait de politiques qui ont connu une forte impulsion de la part de l'Etat. Sur ce point voir Yves SUREL, *L'Etat et le Livre*, Paris, L'Harmattan, 1997.

⁸⁰ A ce sujet voir le texte «La tecnocracia : El platonismo de los expertos» que le philosophe Marcos García de la Huerta développe dans son livre *Pensar la política*. Santiago, Sudamericana, 2003.

⁸¹ Le développement de son parcours bien évidemment n'est pas linéaire. Il s'est construit à partir d'éléments qui se combinent: la croissance (rappeler qu'ils ont passé de 7 membres au moment de sa création à 47 membres aujourd'hui), le renforcement de l'activité de l'association (qui clairement possède des moments forts et de moindre intensité), et les croisements complexes entre l'international, le régional et le national, qui dans certains

Chili. A rebours d'une pratique endogamique, pour se plaindre ensemble entre pairs d'un « malaise dans l'édition »⁸², on observe une disposition stratégique au débat d'idées, à la construction d'accords pour faire avancer leur position ainsi qu'un mode d'opération assez cohérent au sein de leurs réponses comme organisation. Tout cela en plus du rôle que joue le déploiement de leur habitus de membres du champ de la production d'idées, mobilisant une aura d' « éditeurs de culture », un professionnel du livre différent du « manager de culture », avec des logiques, des intérêts et des approches différents sur le sujet à l'heure de s'asseoir à la table des responsables politiques comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

De même, leur parcours politique au-delà de produire des effets dans l'arène publique, participe à la « production de la croyance »⁸³ du champ culturel lui-même tout en renforçant leurs postures comme garants d'une certaine autonomie du culturel sur l'économique.

1.1. (Se) fabriquer une existence publique

Avant d'entrer dans l'analyse des instances de participation étatique auxquelles Editores independientes de Chile a fait partie, il nous semble pertinent de faire une brève mention d'une des premières traces d'existence qu'on connaît de ces éditeurs hors du Chili, à savoir : la Foire internationale du livre de Guadalajara, en 1999. Bien qu'Editores independientes de Chile n'existait pas encore comme groupement éditorial, certains d'entre eux⁸⁴ sont allés à cette foire, en amorçant les débuts d'une visualisation publique qui s'est élaborée au cours des trois dernières décennies. En ce sens, cet acte nous paraît indispensable pour restituer le processus de fabrication identitaire d'un pôle d'acteurs culturels dont le dynamisme constitue une caractéristique fondamentale.

moments trouvent une convergence (comme fut le cas de la mise en place du débat pour la diversité culturelle, devenue Convention de l'Unesco).

⁸² On prend cette formule d'un numéro de la Revue Esprit consacré à ce sujet. Esprit, juin, 2003.

⁸³ Pierre BOURDIEU. La production de la croyance [contribution à une économie des biens symboliques]. In : Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 13, février 1977. L'économie des biens symboliques. p. 3-43.

⁸⁴ Parmi elles, les maisons d'édition Ril, Lom et Cuarto Propio.

1.2. La Foire du livre de Guadalajara comme une double vitrine

En 1999, le Chili fut le pays invité d'honneur⁸⁵- pour la première fois⁸⁶- à la foire du Livre de Guadalajara,⁸⁷ pendant le mandat du président Eduardo Frei Ruiz-Tagle.⁸⁸ Le gouvernement chilien a voulu profiter de cette occasion pour remercier le Mexique pour son rôle joué pendant la dictature, en organisant une grande délégation culturelle⁸⁹ composée par des artistes, des universitaires, des éditeurs et des intellectuels. Comme nous l'enseignent les recherches développées par Gustavo Sorá⁹⁰, les foires du livre constituent des opportunités privilégiées de « mise en scène de la culture nationale, fondamentalement, mais pas seulement littéraire », et cette fois-là n'a pas été pas l'exception (voir encadré). Guadalajara marque alors un moment clef de l'ouverture, dans la première décennie du retour vers la démocratie au Chili.

Dans ce contexte, l'État chilien constitue un comité exécutif tripartite formé par la DIRAC, Arturo Navarro⁹¹ (responsable d'organiser la délégation des écrivains) et Regina Rodríguez (chargée du secteur éditorial en représentation de ProChile dont nous verrons le parcours biographique en détail ci-après). Ce comité avait pour tâche d'organiser le « pavillon Chili », un énorme déploiement opérationnel et des ressources économiques, humaines et logistiques pour mener à bien la participation de ce pays au sein de la FIL. C'est précisément à cette occasion, qu'une partie du monde de l'édition indépendante fait sa première apparition,

⁸⁵ À l'intérieur de ProChile, la direction des affaires culturelles DIRAC, est l'institution qui a pour mission de diffuser, promouvoir et dynamiser la présence artistique et culturelle du Chili au niveau international. Elle génère et organise la programmation culturelle dans les différentes foires du livre dont le Chili est le pays invité d'honneur. C'était le cas de Guadalajara (1999), Bogotá (2007), Lima (2008) et La Habana (2009), encore Guadalajara (2012) et Quito (2015).

⁸⁶ Le Chili fut invité une seconde fois, en 2012. Voir l'article "Feria del Libro de Guadalajara 2012: La indefensión del libro chileno" de Constanza Symmes publié dans le journal *El ciudadano* le 2 octobre 2012.

⁸⁷ Créée en 1987, la Foire du livre de Guadalajara - FIL- constitue un des événements littéraires les plus importantes au sein du monde hispanophone. Elle est organisée par l'Université de Guadalajara et se déroule tous les ans en novembre. La FIL est la deuxième- en ce qui concerne la présence éditoriale- après la Foire de Francfort ainsi que la deuxième en termes de fréquentation du public après la Foire internationale du livre de Buenos Aires.

⁸⁸ Eduardo Frei Ruiz-Tagle est le fils de l'ex président démocrate chrétien Eduardo Frei Montalva

⁸⁹ Cette énorme manifestation comprenait la participation des écrivains

⁹⁰ Voir l'article d'Alejandro Dujovne et Gustavo Sorá "Un hecho de política cultural: Argentina en la República Mundial de la Edición", en Faillace, Magdalena (Coord), *Feria del Libro de Frankfurt. Argentina, País Invitado de Honor 2010*, Minsiterio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto, Buenos Aires, Págs.188-202. Voir aussi Gustavo SORÁ, « Francfort : la foire d'empoigne », *Liber. Revue internationale des livres*, mars 1998, p. 2-3. Voir également l'article d'Hervé Serry et Vincent Josée, « Penser le rôle des foires internationales dans la mondialisation de l'édition » *L'exemple des éditeurs québécois à la Buchmesse de Francfort*, *Le Mouvement Social*, 2013/2 n° 243, p. 105-116. DOI : 10.3917/lms.243.0105

⁹¹ Nous avons présenté son parcours dans la première partie de ce travail.

permettant une présence chilienne à la foire du livre de Guadalajara aux visages divers⁹². Une présence qui apparaissait de manière simultanée aux yeux du public de la foire comme à ceux des représentants de la culture de l'État chilien participant à cet événement.

« Là-bas, tout un ensemble de petites maisons d'éditions, de ONG's, de centres d'études, se sont présentées, qui faisaient des publications, tout un monde extrêmement riche, et qui existait à côté de la Chambre (...) Nous avons découvert que les universités avaient des maisons d'édition (...) On a pu voir tout cela au Mexique»⁹³

Effectivement, la Foire du livre de Guadalajara a dévoilé l'émergence de toute une pépinière de structures éditoriales de petite taille, qui avaient commencé à se créer (dans leur majorité) tout le long de cette décennie. De création récente pour la plupart, elles commençaient tout juste à pouvoir se garantir leur existence au sein de l'espace éditorial national. Il faut indiquer que jusqu'à ce moment, le seul instrument public, concernant les aides à la participation aux foires du livre, qui existait, était l'accord signé en 1990 avec la Chambre chilienne du livre, pour soutenir les foires internationales⁹⁴. De ce fait, la présence de cette diversité de professionnels de l'édition – même s'il s'agissait d'une participation assez modeste - répondait à une volonté d'exploration de nouveaux espaces d'existence éditoriale, au nom desquels il valait la peine de faire l'effort de s'investir pour « être là »⁹⁵. De cette manière, cette participation naissante annonçait l'élargissement de la scène éditoriale qu'allait expérimenter le Chili au cours des trois dernières décennies. Cet épisode nous semble révélateur de la manière dont ces éditeurs ont construit leur trajectoire, produisant une (re) signification des espaces et en visibilisant l'enjeu éditorial dans la complexité particulière propre au Chili.

⁹² En fait le FIL de 1999 fut une des premières occasions où une partie des éditeurs indépendants chiliens se sont rencontrés eux-mêmes. Editores Independientes de Chile était en train de se constituer, mais encore dans une phase d'articulation assez embryonnaire

⁹³ Entretien avec Regina Rodríguez, à l'occasion de la Foire du Livre de Quito dont le Chili fut le pays invité d'honneur. Quito, Ecuador, 2015.

⁹⁴ Le premier antécédent qu'on trouve de ces genres d'aides publiques (concernant la période post dictature) a été l'accord de collaboration avec la Direction de culture du Ministère de l'éducation, pour soutenir le secteur du cinéma. C'est au sein de cet accord, que le réalisateur chilien Silvio Caiozzi a été soutenu pour sa participation au festival de Montréal, l'année 2000, occasion lors de laquelle il reçoit le prix au meilleur directeur pour son film Coronación.

⁹⁵ Gustavo SORÁ. «El Mundo como feria In (ter) dependencias editoriales en la Feria de Frankfurt», Comunicación y Medios, 2013.

Guadalajara 1999 : La Foire de la dispute mémorielle

Invité d'honneur à la foire du livre de Guadalajara pour la première fois en 1999, le Chili y organisait sa participation tout juste une décennie après le plébiscite qui a marqué la fin de la dictature du général Pinochet. Il y eut plusieurs tables rondes, conférences, concerts, etc., accompagnés d'une délégation nombreuse, se trouvant à sa tête Marta Larraechea de Frei, épouse du président Eduardo Frei Ruiz Tagle. L'idée était de montrer la réussite du modèle politique (la transition) et économique chilien dans cet espace culturel. A l'époque, l'ambassadeur du Chili au Mexique était Luis Maira, personnage de grande trajectoire politique et mari de l'écrivaine chilienne de littérature des femmes, Marcela Serrano, connue pour ses ventes spectaculaires chez Alfaguara.

Hortencia Bussi, la veuve d'Allende, appelée de façon populaire « Tencha » - à l'époque âgée de 85 ans- a été invitée par les éditeurs de la maison d'édition Lom, Silvia Aguilera et Paulo Slachevsky, et par la Revue Rocinante dirigée par la journaliste Faride Zerán. Le Mexique était pour Hortencia Bussi « sa deuxième patrie »⁹⁶ car elle y a vécu tout son exil. Elle déclarait : « J'ai vécu dans ce pays les 17 ans de l'exil et je suis allée partout dans le monde pour dénoncer les horreurs de la dictature. Partout la solidarité fut grande. Mais les Mexicains et les gouvernements du Mexique ont joué un rôle décisif dans la transition de la démocratie au Chili ». « Tencha » Allende fut ovationnée debout par le public pendant la foire du livre de Guadalajara.

L'invitation était alors conçue en guise d'hommage à l'ex président Salvador Allende qui, en 1972, avait donné la fameuse conférence à l'Université de Guadalajara dans le salon qui porte aujourd'hui son nom. Il s'agissait aussi de contester publiquement les routes empruntées par les gouvernements démocratiques sur le plan politique et culturel. Faride Zerán s'en souvient et le rapporte de la manière suivante :

. « Oui, notre initiative consistait sans aucun doute à résister aux politiques de l'oubli qui étaient intronisées par le discours de la transition. Un discours qui cachait ses blessures et ses misères sous le tapis, et qui nous poussait à défier les partis incorporés à la Concertation, qui nous appelaient aussi à tourner la page et à nous immerger dans la placidité du récit de la réussite qui faisait du Chili un pays qui méprisait l'Amérique latine pour se sentir partie intégrante de l'Europe et des pays développés. Au passage, il fallait aussi se taire quand les médias indépendants qui avaient résisté à Pinochet ont été éliminés car, dans la nouvelle étape de la redémocratisation, ils n'étaient plus fonctionnels⁹⁷ ».

Dans le cadre de la FIL, les journalistes et lauréats du Prix national de journalisme Faride Zerán et Patricia Verdugo, ont participé à un débat sur le journalisme et la liberté d'expression. Installées déjà à la table, elles se sont aperçues de la présence de la journaliste Alejandra Matus, qui a cherché asile à l'époque aux États-Unis à cause de la publication, en 1999, chez Planeta, de son livre *El libro negro de la justicia chilena* (Le Livre noir de la justice chilienne), et l'ont invitée à rejoindre le débat. Cette invitation a indigné les responsables politiques du gouvernement chilien, qui ont considéré que cela détériorait l'image du pays à l'étranger.

Ce qui est arrivé à la FIL 1999, montre les tensions existantes entre gestionnaires (bureaucrates) et intellectuels, par rapport à leur vision du processus transitionnel. Au cœur d'une fête de la littérature, qui, comme l'a exposé dans ses travaux Gustavo Sorá, dévoile que ce qui se joue dans une foire internationale du livre dépasse de beaucoup la promotion de la littérature nationale.

⁹⁶ www.jornada.unam.mx/1999/12/11/pol2.html

⁹⁷ Faride Zerán "La cultura en Chile, antes y ahora". Journal La Jornada semanal, 2 décembre 2012. N° 926. Consultable en ligne sur le site www.jornada.unam.mx/2012/12/02/sem-faride.html . Citation originale : « Sí, nuestra iniciativa tenía que ver, sin duda, con resistir a las políticas de desmemoria que se entronizaban como parte del discurso de la transición. Un discurso que escondía sus heridas y miserias bajo la alfombra, y que nos impulsaba a desafiar a aquellos partidos incorporados en la Concertación, que nos convocaban también a dar vuelta la página y a sumergirnos en la placidez del relato exitista que hacía de Chile un país que miraba con desprecio a Latinoamérica para sentirse parte de Europa y los países desarrollados. De paso, también lo hacía guardar silencio cuando se arrasaba con los medios independientes que habían resistido a Pinochet y que, en la nueva etapa de redemocratización, no eran funcionales ...»

1.3. Une première pierre : la « Mesa por el libro »

Dans son travail sur les liens entre l'État et le livre en France, Yves Surel signale que : « s'interroger sur les rapports contemporains entre l'État et le livre suppose donc de questionner la nature des échanges présents qui interviennent entre le champ politique et les acteurs du livre »⁹⁸. En accord son point de vue, nous verrons comment ces « échanges » se sont développés dans le cadre des dynamiques de corrélation des forces, ou le secteur de l'édition indépendante s'est investi pour son incorporation au processus d'élaboration des politiques en faveur du livre.

Pour cela faire, nous présenterons deux événements qui se tiennent au carrefour d'un petit groupe d'acteurs étatiques. Ces acteurs, principalement des femmes, établiront des liens avec leurs homologues du secteur de l'édition. Ces acteurs s'inscrivent collectivement dans un petit milieu - la fraction dominée des classes dirigeantes, plus dotée en capital culturel qu'en capital économique ou politique, qui a sa propre histoire et logique sociale et politique. De cette façon, ils deviennent des passeurs entre champs, produisant des alliances au vu des homologies qui dessinent ces moments institutionnels de plus ou moins grande portée.

Au Chili, les années 90 s'inaugurent- en ce qui concerne le livre - avec la création du Conseil national du Livre et de la lecture en 1993, comme on l'a mentionné plus haut. Bien que cette décision gouvernementale ait été célébrée par le monde éditorial chilien dans son ensemble, sur le long terme, elle reste insuffisante. On n'entend pas beaucoup parler de l'évolution de la situation du livre et de la lecture au sein de cette première décennie de reprise démocratique, jusqu'en 2006, moment de la promulgation de la Politique nationale du livre et de la lecture, action espérée depuis longtemps par le monde du livre comme l'aboutissement d'un long processus.

L'un des précédents qui ont déterminé la formulation de cette Politique nationale du livre et de la lecture, a été l'organisation de la Mesa por el libro⁹⁹. Formée pour la première fois en avril 2001, sous la coordination de la Fundación Chile 21¹⁰⁰, cette initiative trouve son

⁹⁸Yves SUREL, L'Etat et le livre. Les politiques publiques du livre en France, Paris, L'Harmattan, 1997, p.24

⁹⁹ Table pour le livre.

¹⁰⁰Chile 21 est une fondation créée en 1992, par un groupe de membres de la coalition gouvernante au Chili (la Concertation). L'ex président Ricardo Lagos a été un de ses membres fondateurs et son directeur jusqu'en l'an 2000, moment auquel il assume la tête du gouvernement. Elle correspond à une sorte de think thanks de la social-démocratie au Chili, fondée, selon son site web, pour « constituer un espace de réflexion programmatique du

origine lors du colloque national « Le Prix du livre au Chili »¹⁰¹ qui s'est réalisé le 2 novembre 2000 dans le cadre de la Foire chilienne du Livre, qui se tient chaque année à Santiago au mois de novembre. C'était à cette occasion que Chile 21, à travers sa secrétaire exécutive Clarisa Hardy, a invité différents représentants du monde du livre, parmi eux Paulo Slachevsky, à l'époque président d'Editores de Chile. Cette rencontre constitue un premier rapprochement, ce qui a permis le commencement des conversations et l'idée de faire quelque chose ensemble autour de la problématique du livre au Chili, idée qui a donné corps à la Mesa por el libro.

Clarisa Hardy Rascovan (Buenos Aires, 1945) est une anthropologue, psychologue, universitaire, consultante et femme politique argentine naturalisée chilienne. Sa famille émigre en Amérique du sud pour échapper au nazisme. Elle quitte le Chili après le coup d'État, en 1974, pour arriver au Mexique et travailler à l'Université Nationale Autonome du Mexique- UNAM ainsi qu'au Centre d'Etudes économiques et sociales du tiers monde – CEESTEM. Clarisa Hardy revient au Chili en 1983. En 1994, elle s'investit dans la Fondation Chile 21, organisme dont elle assume en 1996 la coordination de son domaine de politiques sociales, puis la direction exécutive en 2000. Militante socialiste, elle a été nommée en 2006 ministre de la planification par la présidente Michelle Bachellet.

La Table comptait avec la participation de la Dibam¹⁰², d'Editores de Chile (dont il faut rappeler qu'elle venait de se fonder l'année précédente), de la Chambre chilienne du Livre, du Conseil National du Livre, des distributeurs, des librairies et des auteurs, ainsi que de quelques invités du secteur public. Cet espace a été construit dans le but de faire naître un riche dialogue, avec des acteurs multiples autour des mesures de promotion du livre et de la lecture. Fonctionnant pendant un semestre (entre avril et octobre 2001), cette Table a produit un premier diagnostic commun et quelques propositions de politique publique, résumés dans la Proposition publique N° 5, qui a été adressé au gouvernement en 2002. Bien que le propre Conseil du Livre et la lecture recueille plusieurs éléments offerts par ce document¹⁰³, il a eu un très faible impact réel.

progressisme (...) qui représente les idéaux libertaires et progressistes de la coalition qui lui ont ouvert le chemin de la démocratie et qui ont contribué au progrès économique et social du Chili » www.chile21.cl

¹⁰¹ L'année 2000 et au sein du rayon « Tables de travail pour politiques publiques » chez Chile 21 ont fonctionné trois tables, dont une appelée Mesa para promover el acceso al libro (Table pour la promotion de l'accès au livre). Elle constitue un antécédent à mentionner pour comprendre le bon accueil qu'a rencontré par la suite la préparation ultérieure de la Table pour le livre.

¹⁰² Direction des bibliothèques, des archives et des musées.

¹⁰³ Récoltés dans le document « Propuestas de política del Libro y la lectura » publié par le Conseil du Livre.

Face à ce moment d'inflexion, le monde éditorial part à la recherche de nouvelles voies afin de mettre en avant les points établis par cette Table. La même année, en 2001, venait de se créer la Gerencia de industrias culturales¹⁰⁴ au sein de ProChile, dont la responsable était la journaliste Regina Rodríguez. La prise de contact positive entre les éditeurs et Regina Rodríguez (personne qui s'avérait incontournable pour l'inscription du Livre dans l'agenda thématique de ProChile, comme on le verra en profondeur plus loin) permet la concrétion d'une initiative de réalisation conjointe d'un séminaire pour discuter du secteur du Livre. Intitulé « L'industrie du livre au Chili, défis nationaux et internationaux : Des spectateurs ou protagonistes dans la globalisation ? »¹⁰⁵ Il a réuni les différents agents du monde du Livre. Il s'est tenu en mai 2003, au Palais de La Moneda, sous la coordination de Regina Rodríguez et la collaboration d'autres organismes gouvernementaux comme le Conseil du Livre et de la Dibam. Nous reproduisons ci-dessous un extrait du texte figurant sur l'invitation à ce séminaire :

« Nous estimons nécessaire de donner un élan significatif à l'industrie du livre, en vertu « de l'importance stratégique de la production culturelle propre aux communautés nationales pour le dialogue interculturel, à une étape historique de globalisation. A cette dimension culturelle, s'ajoute la reconnaissance des potentialités économiques du secteur, les possibilités qui s'ouvrent pour les livres chiliens dans le processus d'exportation et par conséquent, sa contribution à la génération d'emploi ». ¹⁰⁶

Cet extrait de l'invitation, ainsi que l'analyse du programme puis les entretiens réalisés auprès des organisateurs, nous permettent de reconnaître les éléments sous lesquels s'est construit un type d'alliance circonstancielle entre ces acteurs. Sous l'éventail de la globalisation et les multiples « défis qu'elle nous impose » s'est construit un ancrage rhétorique que s'adapte aussi bien à la mission institutionnelle de ProChile (centré sur les potentialités économiques

¹⁰⁴Le Bureau des industries culturelles. C'est intéressant qu'au Chili on utilise, au sein des organismes de l'Etat des noms issus du monde de l'entreprise privé. Une « gerencia » correspond en français à gérance, direction. Cette nomenclature illustre comment la rationalité technocratique a complètement pénétré le secteur public. Un autre exemple est le changement de nom (et puis de linéament, d'image stratégique et financière) qui a vécu la Banque de l'Etat au début des années 2000. Elle a passé d'être la « Banque de l'Etat » à exister comme « Banque Etat » (Banco Estado) dans une opération marketing – sous prétexte de modernisation- mené a bien sous la direction de Jorge pendant le gouvernement de Ricardo Lagos.

¹⁰⁵ “Industria del libro en Chile: Desafíos nacionales e internacionales ¿Espectadores o protagonistas en la globalización?”.

¹⁰⁶ Citation originale: “Consideramos necesario dar un impulso trascendente a la industria del libro, en virtud de la importancia estratégica de la producción cultural propia de las comunidades nacionales, para el diálogo intercultural, en una etapa histórica de globalización. A esta dimensión cultural se suma el reconocimiento de las potencialidades económicas del sector, las posibilidades que se abren para los libros chilenos en el proceso exportador y por tanto, su contribución a la generación de empleo”.

des industries culturelles pour mener à bien le processus d'exportation) comme à la vision des éditeurs. Bien que l'accent soit surtout mis sur la dimension économique (le livre comme industrie), l'ancrage rhétorique (discours/contenus) de ce premier séminaire montre bien le dispositif de traduction déplié de façon différentielle par institutions et acteurs culturels, sous une vision qui conjugue le national (comme un espace à fortifier) et l'international (comme un terrain à conquérir biais les exportations).

Toujours en 2003 est publiée l'étude de l'éditeur Juan Carlos Sáez *Doce años de la industria del libro en Chile Período 1992-2003*,¹⁰⁷ réalisée avec le soutien de ProChile et qui reste jusqu'à présent l'étude de référence sur le secteur. C'est ainsi que de facto la Mesa por el libro a continué à fonctionner au sein de cette institution.

Trois années plus tard - en 2005 - Ricardo Brodsky, qui venait de rentrer au Chili après son mandat comme ambassadeur en Belgique pendant le gouvernement de Ricardo Lagos prend la tête de la Mesa por el libro. Brodsky s'est investi, durant sa mission diplomatique, dans des activités culturelles, dont la remarquable exposition du peintre Roberto Matta à Bruxelles, et - plus spécifiquement autour de la littérature - la célébration du centenaire de naissance de Pablo Neruda. À cette occasion, a été publié une version bilingue (français-espagnol) de *Los versos del capitán*, travail qui a bénéficié des illustrations d'un artiste belge ainsi qu'une édition spéciale en langue flamande du livre *Residencia en la tierra*, édition de masse qui s'est diffusée dans un journal. Il a également soutenu la publication, en Belgique, de *Canto del macho anciano* du poète chilien Pablo de Rokha.

Détenteur d'une licence en littérature à l'Université du Chili, il a été secrétaire général de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH) pendant la dictature. Contrairement à son père et à ses frères, partis en exil, il est resté au Chili pendant le régime militaire (en faisant des travaux alimentaires – chauffeur de transport pour les élèves ou encore comme enquêteur), pour survivre avec sa famille. Il s'est en effet marié très jeune et, à l'âge de 20 ans, avait déjà une fille. Durant cette période, il a développé des liens avec les visages politiques prépondérants de l'opposition, surtout celui du secteur qui plus tard deviendra la

¹⁰⁷ Prochile a soutenu la réalisation de la troisième version de « Douze ans de l'industrie du livre au Chili. Période 1992-2003 », étude développée par l'éditeur Juan Carlos Sáez avec la collaboration de Juan Antonio Gallardo, qui comme nous l'avons indiqué dans la partie méthodologique de ce travail, constitue une des seules analyses chiffrées du secteur éditorial au Chili. Une version actualisée de cette étude vient d'être publiée sous le titre « 25 años de la industria del libro en Chile », réalisée par Juan Carlos Sáez et Álvaro Mardones, avec le soutien de CORFO, du CNCA et du Plan National de la lecture, 2017.

Concertación. Il sera militant du Parti pour la démocratie, PPD, fondé par Ricardo Lagos. A son retour du mandat d'ambassadeur en Belgique, Ricardo Brodsky retrouve la Fondation Chile 21 (institution dont il a été membre depuis le début, et dont il fut le premier secrétaire exécutif), une sorte d'espace de réinsertion professionnelle « naturelle » pour lui. Il servira ensuite, dans le premier gouvernement de la présidente Michelle Bachelet, comme chargé de coordination interministérielle.

Il est ce qu'on pourrait appeler un passeur entre les champs culturel et politique, car il n'est à proprement parler ni un homme politique ni un appartenant au champ culturel au sens strict. Pendant l'année 2008- 2009 il fut secrétaire exécutif de la Fondation Proyectamérica, lié aussi à la Concertación. Postérieurement il a été nommé directeur du Musée de la mémoire et des droits de l'homme, créé en 2009 par le gouvernement de Michelle Bachelet, poste qu'il a exercé jusqu'en 2016, moment où le scandale du financement privé de la politique¹⁰⁸ (encore très vivace au Chili) l'a atteint pour sa collaboration avec la campagne de l'ancien maire de Santiago, Carolina Tohá¹⁰⁹, personnage que les partis politiques ont « décidé de sauver » à tout prix.

Il est pertinent de mentionner que nous trouvons, à l'intérieur de la famille Brodsky, un lien particulier avec le monde du livre et des arts. Pablo Brodsky (frère de Ricardo) a travaillé pendant deux décennies au sein du Conseil du Livre et de la Lecture (comme responsable des concours) et collabore actuellement comme consultant littéraire au sein de la Direction des affaires culturelles- DIRAC du Ministère des affaires étrangères. Il est spécialiste (et directeur de la fondation du même nom) du poète Juan Emar¹¹⁰. De même, leur neveu Camilo Brodsky est fondateur de la maison d'édition Das Kapital (qui fait partie du collectif La Furia del Libro). D'ailleurs, Roberto Brodsky, frère de Ricardo, est de son côté écrivain et scénariste de théâtre et de films (il a reçu le Prix Altazor 2005 pour son travail dans le film chilien Machuca). La propre fille de Ricardo Brodsky, Varinia Brodsky est artiste et actuellement responsable de la macro área Artes de la visualidad (organique que réuni les

¹⁰⁸ Ce grave scandale, qui s'est dévoilé en même temps que différents business dont la belle-fille de la présidente Bachelet, Natalia Compagnon, femme de son fils Sebastian Dávalos (célèbre cas passé dans les médias comme Caval) ont produit des répercussions nationales, en faisant apparaître des situations liées à la corruption, problématique que le Chili se vantait de ne pas connaître. Tout cet ensemble de délicates situations ont contribué à un bilan très difficile pour le gouvernement, en détruisant le fort capital symbolique et politique accumulé par la présidente, le personnage vis-à-vis de qui la citoyenneté nationale gardait une affection pleine (elle a descendu de 70 % d'opinions favorables à 23%, en laissant le gouvernement dans une situation insoutenable qui continue jusqu'à présent et un ensemble des réformes – espérées pendant des décennies- sans possibilités de se concrétiser).

¹⁰⁹ Fille d'un très proche collaborateur du président Salvador Allende, José Tohá.

¹¹⁰ Pseudonyme d'Alvaro Yanez Bianchi, qui a pris ce nom de l'expression française « j'en ai marre » qui en espagnol, s'entend de cette manière.

domaines de photographie, nouveaux médias et arts visuels) au sein du Conseil National de la culture et des arts, CNCA, poste depuis lequel elle a eu en charge la participation du Chili à la Biennale de Venise 2017. Une famille donc très intégrée dans le secteur des arts et de la culture qui nous permet de mieux éclairer le rôle de Ricardo Brodsky et son parcours.

Il était le responsable du domaine des projets culturels de la Fondation Chile 21, et propose à la Fondation Chile 21 de travailler sur quelques thématiques culturelles. Clarisa Hardy, secrétaire exécutive de la Fondation, lui suggère de reprendre le travail commencé par la Mesa. C'est précisément à ce moment-là qu'Editores Independientes de Chile se rapproche de la Fondation en proposant que la Mesa por el libro soit convoquée à nouveau, produisant donc une fédération d'intérêts. Nous avons interrogé Ricardo Brodsky afin de savoir comment la Fondation s'est intéressée par cette thématique, qui à notre avis n'était pas assez attirante pour elle en termes politiques. A ce sujet, Brodsky répond :

« Chile 21 est au fond, un cabinet de plusieurs thématiques, et n'a jamais eu vraiment beaucoup de force sur le sujet culturel. Je pense qu'ils ont reçu cela comme une opportunité...de faire quelque chose de nouveauté, quelque chose qu'apportera a une discussion...mais à mon avis, ça a été surtout l'initiative des acteurs eux-mêmes, des éditeurs du Chili principalement. La fondation a été plutôt la « maison » qui l'a accueilli, mais l'initiative ne vient pas de Chile 21, mais des éditeurs. Et moi, j'ai joué avant tout un rôle d'articulation entre les deux choses »¹¹¹

Assez pragmatique, mais possédant une forte sensibilité pour le livre, Ricardo Brodsky a développé une relation de confiance avec le secteur éditorial dans son ensemble. Ni 100 % politique, ni 100% intellectuel, il navigue dans l'océan qui constitue ces deux univers, en se plaçant comme un intermédiaire efficace qui donne des garanties aux différents agents. Il affiche – par exemple- des relations teintées de respect avec les éditeurs indépendants, qui se réfèrent à lui comme un interlocuteur « sérieux, avec une grande capacité d'écoute et qui connaît bien le sujet ».

Dans cette deuxième édition de la Mesa por el libro ont participé, pour la Fondation Chile 21, Ricardo Brodsky (coordinateur général), Silvana Hardy (secrétaire exécutive), deux libraires : Paula Barra (Librairie Metales Pesados) et Lina Vergara (Librairie Takk), la libraire et

¹¹¹ Entretien avec Ricardo Brodsky. 2009. Citation originale : “Chile 21 es una mesa en el fondo de muchos temas, y nunca tuvo en realidad mucha fuerza en el tema cultural. Yo creo que ellos recibieron esto como una oportunidad, de hacer algo novedoso, algo que aportara a una discusión....pero yo creo que fue sobre todo iniciativa de los propios actores, o sea de la gente de editores de Chile principalmente. Chile 21 fue la casa donde esto se acogió, pero la iniciativa no vino de Chile 21, viene de ellos. Y yo jugué sobre todo un rol de articulación entre las dos cosas.”

éditrice Berta Concha (Editions Liberalia), Carolina Rivas en tant que représentante du Centre régional pour le développement du livre et de la lecture en Amérique latine et les Caraïbes (CERLALC), Regina Rodríguez (ProChile), et pour l'Association Editores Independientes ses six membres fondateurs : Sebastián Barros (Pehuén Editores), Eleonora Finkelstein (Ril Editores), Francisco Hunneus (Editions Cuatro Vientos), Juan Carlos Sáez (JC Saéz editor, á l'époque Noreste), Paulo Slachevsky (Editions Lom), Marisol Vera (Editions Cuarto Propio) et Eduardo Castro d'Editorial Universitaria.

De son côté, la Chambre chilienne du livre – plus précisément son dirigeant historique Eduardo Castillo¹¹²- s'est pratiquement complètement retiré de l'espace dans cette seconde édition. Il faut signaler que, jusqu'à ce moment-là, il y avait encore certains éditeurs qui faisaient partie de ces deux associations, participant à la fois de la Chambre chilienne du Livre et d'*Editores Independientes de Chile*, situation qui n'a changé qu'en 2007, comme on le verra plus loin.

Cette absence de la Chambre pourrait s'expliquer – à notre avis- dans le fait de l'improbable rentabilité¹¹³ de cet espace à court terme. La première version de cette Table ayant montré que ce qui s'y jouait correspondait à une tache de longue haleine, compte tenu du bas intérêt de la « classe politique »¹¹⁴ (sauf quelques exceptions) pour des thématiques de faible impact politique comme c'est le cas du Livre. Dans ce sens, le terrain « naturel » pour mobiliser les intérêts de la Chambre se trouvait ailleurs, et il fallait mieux rester concentré dans l'organisation de la Foire du livre de Santiago, qui paraissait plus porteuse de revenus pour le Livre du point de vue du pôle de la grande production. D'autant plus que cette année, la Foire du livre de Santiago – FILSA- célébrait ses 25 ans d'existence et avait l'Espagne comme pays invité d'honneur.

Dans son discours inaugural, Eduardo Castillo –remercie en même temps que les autorités espagnoles¹¹⁵, les partenaires de l'évènement¹¹⁶ et les représentants des pouvoirs publics chiliens. Il signalait :

¹¹² Dont le parcours nous avons traité dans la première partie de ce travail.

¹¹³ Nous parlons de la rentabilité politique et symbolique de la table en tant qu'espace.

¹¹⁴ Au Chili le terme fait allusion aux représentants politiques, notamment aux sénateurs et députés.

¹¹⁵ Etait notamment présent la ministre de culture du gouvernement espagnol, l'ambassadeur d'Espagne au Chili, le président de la Fédération de corporations d'éditeurs d'Espagne, ainsi que CHILECTRA (l'entreprise d'électricité du groupe espagnol Enersis qui sponsorisait la Foire)

¹¹⁶ Il s'agissait de: Journal El Mercurio, Radio Cooperativa, Televisión Nacional, Empresa Metro, Universidad de Las Américas (Université privée) Empresa QUEVECOR y Time Suite.

« (...) Pour tout cela, nous avons construit, au Conseil national du livre et de la lecture, une proposition de Politique publique de développement du livre et de la lecture, brigant une Loi II pour le livre et la lecture. Nous présumons de son haut degré de consensus et qu'elle soit la base d'un nouvel élan, tout comme le fût la Loi du livre à la tête de laquelle était le Président Ricardo Lagos, alors ministre de l'Éducation au début des années 90 ». ¹¹⁷

Invoquant au Conseil National du livre, espace institutionnel où la Chambre comptait la représentation exclusive du monde du livre, Eduardo Castillo profite de la journée d'ouverture de la Foire et de la présence du président Ricardo Lagos pour montrer que celle-ci est encore en vigueur. Eduardo Castillo tout un profitant l'opportunité politique pour faire passer un message au président de la République, récupère le travail de la Mesa por el libro ainsi que la représentation du secteur et d'une tâche réalisée « entre tous ».

Dans un deuxième temps, il s'adresse aux public en faisant mention au « lieu commun » du désintéret de la citoyenneté par le livre et la lecture, qui se trouvait très répandue déjà installé au Chili, signalant que précisément « Cette foire est un déni a la complainte récurrente de que les gens ne s'intéressent pas á la culture ou que ne s'intéressent pas aux livres », pour continuer ensuite avec une sorte de petit bilan et sur les taches en attente en ce qui concerne le secteur.

« Sur la base de cette observation et de la reconnaissance de nos atouts, des progrès que nous avons réalisés au cours de ces années, nous savons comment reconnaître nos lacunes sans crainte et nous commençons à les surmonter. Nous devons respecter et faire respecter le droit d'auteur, nous devons agir et dire non au piratage, nous devons fonctionner avec l'un des taux de TVA sur les livres les plus élevés au monde ; ces 30 années de TVA excessive ont contribué à réduire les opportunités pour beaucoup. Nous devons stimuler et protéger le travail de nos écrivains [...] parce que nous devons comprendre que, avec un marché des capitaux moderne et un exemple pour les autres, avec les accords de libre-échange, avec les progrès matériels, nous devons accélérer ces autres progrès qui sont en rapport avec le patrimoine culturel de chaque habitant de ce pays ». ¹¹⁸

¹¹⁷ Citation originale "Por todo ello, entre todos, en el Consejo Nacional del Libro y la Lectura hemos construido una propuesta de Política Pública para el fomento del Libro y la Lectura, aspirando a tener una Ley II para el Libro y la Lectura. Confiamos por su alto grado de consenso que ella sea base para un nuevo impulso, al igual como fue la Ley del Libro que lideró el Presidente Ricardo Lagos, entonces Ministro de Educación a principios de los 90". Discours inaugural FILSA 2015 Eduardo Castillo. Source: www.camara.cl

¹¹⁸ Discours inaugural. Citation originale : "A partir de esta constatación y de reconocer nuestros haberes, de lo mucho que hemos avanzado en estos años, sepamos sin temor reconocer también nuestras carencias y empeñémonos en superarlas. Debemos respetar y hacer respetar los derechos de autor, debemos actuar y decir no con energía a la piratería, debemos terminar con uno de los iva al libro más alto que existen en el mundo, estos 30 años de IVA excesivo han ayudado a cercenar la oportunidad de muchos. Debemos estimular y proteger el trabajo de nuestros escritores (...) Porque debemos entender que junto a un mercado de capitales moderno y ejemplo para otros, que junto a los tratados de libre comercio, que junto al progreso material debemos acelerar ese otro progreso que tiene que ver con el acervo cultural de cada habitante de este país".

Cet extrait montre bien une certaine conception qui cherche à « équilibrer » la croissance économique chilienne – fierté largement répandue : le moderne marché de capitaux, les traits de libre commerce, avec le développement culturel. Bien que sur le plan rhétorique.

Effectivement, la Table pour le livre ne représentait certainement pas un enjeu pour des acteurs forts en légitimité comme c'était le cas de la Chambre dont son prestige se trouvait liée à son âge, que la rendait acteur historique. Tout au contraire, pour les « nouveaux entrants » de la scène éditoriale chilienne elle constituait un vrai espace de possibilités, de prise de parole pour exprimer ses visions, ses intérêts et faire avancer ses postures. La présence d'Editores de Chile dans la Mesa por el libro était majoritaire, ce qui reflète le poids que les éditeurs indépendants assignaient à cette instance, pour investir leurs ressources symboliques et mobiliser des contenus sous forme de diverses propositions très concrètes. Comme l'indique le rapport émanant de l'ensemble des activités effectuées par la Mesa pour le Livre, Editores de Chile a collaboré à : « la proposition "Lignes de projets pour fortifier le rôle du livre dans notre société et le développement de l'industrie nationale du livre" ; à la réalisation de réunions avec l'entreprise de Correos de Chile¹¹⁹ afin de mettre en œuvre un système de tarifs spéciaux pour l'imprimerie et pour le transport terrestre; à l'organisation des réunions de travail avec des exécutifs de la Corfo¹²⁰ à partir du brouillon de « Programme de promotion de l'industrie du livre ». Il faut signaler qu'une des principales difficultés qui rencontre l'industrie nationale du livre sont les coûts de transport très élevés¹²¹ surtout compte tenue que depuis l'année 2001, Correos de Chile (l'entreprise équivalente de La Poste pour la France) a éliminé le transport de paquets par voie maritime et terrestre, constituant un des facteurs qui contribue le plus à un faible comportement en ce qui concerne les exportations. Selon Editores de Chile, le transport correspond à un des problématiques majeures dont le secteur doit faire face, cela prenant en compte les caractéristiques géographiques du pays et l'absence de circuits ferroviaires.

De même, ces éditeurs exposent pendant les séances - chose qui s'est concrétisée dans le document final - leur regard sur la situation de la lecture au Chili, en soulignant leur

¹¹⁹ L'entreprise équivalente de La Poste pour la France.

¹²⁰ Nous avons précédemment indiqué que Corfo est la Corporation pour la promotion de la production.

¹²¹ D'ici l'appel « Des tarifs postaux préférentiels pour le livre : une urgence en Amérique latine » coordonné par l'Alliance d'éditeurs indépendants à Paris en 2010, afin de faire public la situation de faiblesse qui marque l'Amérique latine à ce sujet, tout en soulignant qu'« une grande partie des éditeurs assurent eux-mêmes l'acheminement de leurs productions ». Cet appel prenait appui sur les recommandations de l'Union postale universelle (UPU), organisme spécialisé de l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'autres institutions internationales telles que l'Unesco ou le CERLALC. Source : Alliance internationale des éditeurs indépendants.

inquiétude face à « l’approfondissement du processus d’analphabétisme fonctionnel »¹²², en signalant le rapport que l’existence d’une citoyenneté lectrice entretient étroitement avec le développement et le maintien d’un régime démocratique. Ils proposent concrètement que le 100% de la TVA générée par la vente des livres – et qui représente environ 12 mille millions de pesos chiliens annuels¹²³- soit reconduit au budget public du Fonds du livre et de la lecture du Conseil National du Livre et de la lecture.

Organisés en huit séances entre les mois de mai et août 2005, ces débats sont arrivés à un résultat concluant, donnant lieu au document intitulé « Une politique d’État pour le livre et la lecture. Stratégie intégrale pour la promotion de la lecture et le développement de l’industrie éditoriale au Chili »¹²⁴ coédité par la Fondation Chile 21 et Editores Independientes de Chile. Ce document constitue une stratégie programmatique avec 42 mesures regroupées dans cinq domaines différents qui – en termes réels- ont configuré la base de la Politique Nationale du livre et de la lecture, qui a été, de son côté, aussi coordonnée par Ricardo Brodsky depuis le CNCA. Cette Politique, ayant vu le jour en 2006, plus d’une décennie après la création du Conseil du Livre et de la lecture.

Bien que le document ait essayé d’aborder un ensemble de matières, il demeure des sujets moins développés. Par exemple, dans le cadre d’un entretien, Ricardo Brodsky signalait que, précisément, à cause de la présence majoritaire d’Editores Independientes de Chile, à son avis, le document mentionné possède un aspect plus porté vers l’industrie éditoriale que vers le problème de la lecture, ce qu’il exprimait de la façon suivante :

« En fait, le document possède une certaine orientation, je dirais, de politique très tournée vers l’industrie du livre et n’a que très peu de développement, par exemple, sur l’encouragement à la lecture, ou des sujets pas autant focalisés dans toute leur chaîne disons, depuis l’édition jusqu’à la vente. Mais il y a des apports et des mesures très concrètes qui ont presque toutes été reprises. La politique du livre a plus développé les campagnes de lecture... »¹²⁵

¹²² Il faut rappeler que l’Enquête Pisa a été dévastatrice.

¹²³ Environ 16.440.000 euros. (Sous une taxe de conversion d’un Euro : 729,93 CLP) Date : le 3 janvier 2018.

¹²⁴ Una política de Estado para el libro y la lectura. Coédition de la Fondation Chile 21 et d’Editores de Chile. Santiago, 2005, imprimé par RIL Editores.

¹²⁵ Entretien Ricardo Brodsky. Fondation Proyectamérica, Santiago du Chili, 2009. Citation originale: “De hecho el documento contiene un cierto sesgo, yo diría, de política muy de fomento de la industria del libro y tiene muy poco desarrollo, por ejemplo, del fomento de la lectura, o temas no tan focalizados con toda su cadena digamos, desde la edición hasta la venta. Pero hay aportes y medidas muy concretas que se recogieron casi todas. La política del libro desarrolló más las campañas de lectura...”

Nous considérons que si, effectivement, les propositions d'Editores Independientes de Chile contiennent plusieurs éléments tendant au renforcement de l'industrie nationale de l'édition, cette position se présente comme pertinente pour le cadre national. Indubitablement, un abordage approfondi du dit « problème de la lecture » au Chili ne serait pas cohérent si on ne considérait pas le livre en tant qu'industrie, avec toute sa chaîne de valeur. Cela veut dire, la mise à disposition d'un livre abordable – en termes de prix et d'accès à la lecture publique - ce qui garde un lien très direct avec l'existence de politiques publiques pour le secteur éditorial dans son ensemble. Faire de la lecture un droit citoyen, une pratique répandue, plaisante, et avec une plus grande valeur symbolique pour la société, ne se fait pas par décret, mais un processus qui implique un croisement complexe des dimensions multiples à conjuguer où l'État a un rôle prépondérant – mais pas unique- à jouer comme entité régulatrice.

Pour continuer, sans doute en 2005, le cadre politique était différent, deux ans avant le Conseil national de la culture et des arts – CNCA- venait d'être créé, et de cette manière, les débats autour du livre et de la lecture trouvaient un autre accueil et une pertinence institutionnelle. Par ailleurs, Ricardo Brodsky commençait en 2004 à remplir des fonctions comme conseiller du ministre du CNCA, José Weinstein¹²⁶ - avec qui il entretient une longue amitié - qui a ordonné à son équipe de conseil la formulation d'une proposition de politique culturelle pour le CNCA¹²⁷. De cette manière, Ricardo Brodsky –en plus de jouer un rôle prépondérant dans la rédaction de la politique - a impulsé de l'intérieur une corrélation des forces favorables, montrant de fortes compétences politiques et techniques, pour installer le sujet dans le « cœur politique » de l'agenda gouvernemental, et puis ensuite du Parlement. Il est nécessaire de signaler que le sujet culturel n'a été central pour aucun gouvernement de la transition, même si certaines lois très significatives ont été promulguées, on n'est pas en présence d'hommes politiques qui ont voulu donner au débat et au savoir-faire culturel une portée « transcendante » à la manière de Malraux ou encore de Jack Lang en France, ces initiatives législatives demeurant trop marginales.

¹²⁶ José Weinstein a été le premier président de la nouvelle institution créée en 2003 : le Conseil National de la Culture et des Arts. Il est intéressant de souligner qu'il s'agit d'une figure assez particulière, car le président du Conseil occupe un rang ministériel, c'est-à-dire, qu'il a un contact direct avec le président de la république, sans la médiation du Ministre de l'Éducation, et qu'il dispose également d'une place dans les réunions du cabinet du ministre. Le budget de cette institution lui est assigné par le Ministère de l'Éducation. Pour une analyse complète sur ce sujet, voir l'article d'Agustín SQUELLA. « La nueva institucionalidad cultural » in *La Cultura durante el período de la transición a la Democracia*, Santiago de Chile, Ediciones Consejo de la Cultura, 2006.

¹²⁷ Dont le résultat fut le document pour la période 2005-2010 « Chile quiere más cultura » qui a envisagé de compter avec une politique nationale pour le livre et la lecture.

Pour leur part, les éditeurs faisant partie d'Editores de Chile n'étaient pas non plus les mêmes qu'en 2001. Ils avaient déjà fait quelques avancées, possédaient quelques expériences associatives et leur parole publique s'était forgée au sein des divers moments de participation à différents niveaux (nationale et internationales) et des discussions auprès des responsables politiques et des fonctionnaires « experts » de l'État chilien. La création, en 2001, de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle, puis la bataille de quelques années pour faire approuver la Convention pour la diversité culturelle de l'Unesco par l'État chilien – entre autres- prouvaient leur capital symbolique accumulé¹²⁸. S'agissant d'un capital symbolique transnational, fortement composé par un capital social - apporté par leurs compétences de mise en réseaux - ainsi que par une trajectoire d'internationalisation soutenue au fil du temps, ces éditeurs promouvaient des sujets qui allaient au-delà des thématiques envisagées par l'agenda des pouvoirs publics au Chili. Dans le cadre d'un entretien, Agustín Squella, l'ex conseiller culturel de l'ex président Ricardo Lagos rend compte de cette situation, en s'exprimant de la manière suivante : « Ils [ces éditeurs] possèdent un discours sur lequel il existe très peu de matériel pour le réfuter »¹²⁹. Effectivement, au long de leurs parcours, ces éditeurs ont progressivement élargi les limites de l'action publique, en pénétrant les frontières du champ politique pour incorporer des contenus afin de transformer le cadre institutionnel du livre et de la culture au sens large dans ce pays. Ils exportent des contenus disons « internationaux » pour mener à bien des débats au Chili, tout en les orientant vers le contexte national particulier, et leur propre enjeu. De son côté, l'État réagit en permettant l'entrée de certains de ces débats, ceux qui arrivent à se présenter comme pertinents pour son agenda et politiquement rentables, répondant à la création d'instances de participation, en générant des instruments juridiques et des mesures, enfin en incorporant certains de ces contenus – les plus légitimes d'entre eux- à son discours officiel.

En revenant à la Mesa por el libro, nous savons que le rôle que jouent ces professionnels de la culture se réactualise. D'abord co-convoquant à nouveau à cette nouvelle version de la Mesa et en participant de façon active au sein d'elle, apportant – avec une certaine créativité politique - des idées pour générer des mesures très concrètes. Ces éditeurs considéraient cet espace comme viable pour faire avancer le débat, lui accordant toute son importance à travers la mobilisation des contenus en vue de la création d'un outil

¹²⁸ Voir l'article, consacré à ce sujet, de Mauricio BUSTAMANTE et Constanza SYMMES. « La diversité culturelle. De la défense d'une cause à la construction d'un capital symbolique transnational. » (Working Papers). Disponible en ligne sur le site www.cessp.cnrs.fr/pdf/wp03c.bustamantesymmes.diversiteculturelle.pdf

¹²⁹ Entretien avec Agustín Squella, dans son bureau à l'Université de Valparaíso, 2008. Citation originale: "Ellos poseen un discurso sobre el cual hay muy poco material para refutarlo".

institutionnel. De même, la mise en marche de la Mesa révèle leur prise de position pour exister comme une entité reconnaissable et distincte de la Chambre, processus qui a eu un long chemin jusqu'à se concrétiser de facto.

Tout au long de ce processus de débats et de fabrication de propositions, Editores de Chile continue à participer à divers espaces associatifs régionaux et internationaux de l'édition indépendante. Les relations avec les autres maisons d'édition et les expériences de celles-ci, vont alors nourrir et renforcer leur vision du problème du livre au sens panoramique plus vaste. Cela peut s'évaluer à travers les informations comparatives qu'ils exposent, par exemple par rapport au comportement de nombreux pays face à la TVA, au prix unique¹³⁰, aux réseaux entre librairies, à l'intégration des sujets tels que la bibliodiversité dans le débat, ou encore aux conséquences auxquelles donnent lieu l'absence d'une telle politique dans le destin du livre au Chili, mesurables à la lumière des situations des pays qui l'ont effectivement mise en œuvre et qui présentent une industrie du livre consolidée¹³¹.

Un exemple très concret à évoquer est la « Lettre ouverte » qu'Editores de Chile a adressée au président Ricardo Lagos, la même année 2005, dans le but de demander une TVA différenciée pour le livre et la mise en œuvre d'une politique nationale pour le livre et la lecture. La lettre portait sur trois axes centraux : d'abord, la présentation des arguments pour soutenir l'importance de la revendication d'une TVA différenciée pour le livre au Chili, impôt qui, d'après ces éditeurs, « pénalise le principal support de transmission de connaissance et de culture ». Ils font état de l'existence d'une TVA différenciée pratiquement dans tous les pays du monde¹³², et particulièrement dans les pays avec qui le Chili avait signé des traités de libre échange, et transmettent une liste des produits et services qui sont exempts de cet impôt au Chili. Parmi eux, se trouvent les exemples suivants : « les stations de radio et télévision, le transport aérien, les importations des forces armées, la vente de véhicules d'occasion, les

¹³⁰ La question du prix unique reste au Chili une question inabordable, presque interdite, encore plus dérangeante que la TVA différenciée. Voir sur le prix unique au Mexique l'article de Marcelo URIBE. "El acceso al libro y al precio único. Pensar el libro". CERLALC- UNESCO. N° 4. Agosto 2006. <http://www.editoresindependientes.com/informacion/el-acceso-al-libro-y-el-precio-unico.pdf>. Consulté le 2 septembre 2015. Voir également Fabiola Rodríguez Barba "El precio único del libro en México" TEMPO 84 Apuntes

¹³¹ Pensons à des pays tels que l'Espagne, la France, l'Allemagne ou encore l'Argentine ou le Mexique.

¹³² Dans la deuxième page, ils donnent en détail les TVA de plusieurs pays et de ceux qui ne l'ont pas ; parmi eux la Colombie, l'Argentine, le Pérou, le Brésil, le Mexique, l'Uruguay, la Grande Bretagne et la Hongrie. Comme nous l'avons déjà indiqué, la TVA au Chili a été imposée pendant la dictature militaire et est de 19%. Assez haute, si on la compare à celle de l'Espagne avec 4%, de la France avec 5,5%, des Etats-Unis avec 7%, et de la Grèce avec 4%. Pour finir avec ce point, est importante de rappeler que le Guatemala et le Chili sont les deux seuls pays, en Amérique latine, à appliquer une TVA pour le livre, la Bolivie venant d'approuver une loi pour l'en exonérer en 2013.

recettes en monnaie étrangère perçues par des entreprises hôtelières de tourisme pour les étrangers ». Nous savons qu'il s'agit d'un sujet épineux qui apparemment devrait compter avec un soutien politique général – compte tenu de sa forte dimension de « cause morale » - mais nous avons constaté même auprès des représentants et hommes politiques disons « progressistes », que la thématique de la TVA constitue un débat qui révèle l'état d'esprit sociopolitique du pays, fortement pénétré par un modèle individualiste et mercantilisé des services publics. Dans une conversation informelle avec un ex haut conseiller de la présidente Michelle Bachelet, il s'est exclamé, y compris avec un ton un peu méprisant face à notre question sur la possibilité de l'élimination de la TVA comme signal symbolique : « nous, les riches, nous n'avons pas besoin que l'État finance nos livres ». Cela se voulait très démocratique et avec un fort sens de conscience sociale. Cette position est renforcée par le fait que le Ministère du trésor¹³³ s'est refusée à discuter de cette exception – même d'une TVA différenciée – à chaque fois que le projet a été présenté, la dernière fois étant dans le cadre de l'élaboration de l'actuelle Politique nationale de la Lecture et du Livre (2015-2020), comme on le verra plus bas.

Nous voulons que le livre puisse donner à nouveau de la densité à notre culture. Nous voulons que le livre devienne à nouveau un sujet de conversation dans les foyers chiliens. Nous voulons inverser le chiffre qu'a fait apparaître l'Enquête Internationale sur l'alphabétisation des adultes menée par l'OCDE (2000) : 80% des Chiliens n'ont pas le niveau minimum de lecture pour s'insérer avec succès dans le monde d'aujourd'hui.

Nous voulons que le livre occupe la place qu'il mérite, en tant que facteur de développement.

Nous voulons que le Chili soit un pays créateur et producteur dans le cadre de la mondialisation et pas seulement un pays reproducteur ou consommateur de la création issue des cultures dominantes. Nous souhaitons que le Chili retrouve la place qu'il occupait dans la région dans la période des années 50 aux 70 en ce qui concerne le comportement des lecteurs...

Nous voulons une TVA DIFFÉRENTIÉE POUR LE LIVRE [sic].¹³⁴

Ce passage Lettre ouverte¹³⁵ donne à voir non seulement le discours (et l'articulation interne des sujets dans ce discours) qu'est celui d'Editores de Chile, mais la façon dont ils se

¹³³ Même de façon très générale, il faut indiquer qu'au Chili actuel, il est largement reconnu que c'est le Ministère du trésor qui gouverne, c'est vraiment le pouvoir, et la personne qui détient cette position opère selon des logiques de raison technocratique, presque comme un pouvoir autonome.

¹³⁴ « Lettre ouverte au président Ricardo Lagos » écrite par l'Association des éditeurs indépendants – EDIN- afin de lui solliciter une TVA différenciée pour le livre ainsi que la mise en place d'une Politique nationale pour le Livre et la lecture. Santiago, avril 2005. Citation originale : “Queremos que el libro vuelva a dar densidad a nuestra cultura. Queremos que el libro vuelva a ser un tema de conversación en las casas de Chile. Queremos invertir la cifra que arrojó la Encuesta Internacional de Alfabetización de Adultos de la OCDE (2000): el 80 % de los chilenos no tiene el nivel de lectura mínimo para insertarse satisfactoriamente en el mundo de hoy. Queremos que el libro ocupe el lugar que se merece, como factor de desarrollo. Queremos que Chile sea un país creador y productor en el marco de la globalización y no solo reproductor o consumidor de la creación de culturas dominantes. Queremos que Chile vuelva a estar en el lugar destacado en comportamiento lector que ocupó en la región, en las décadas del 50 al 70. Queremos IVA DIFERENCIADO PARA EL LIBRO”. (Les lettres en capital son originales du texte)

sont placés sur la scène publique – en s’adressant au président de la République, se concevant eux-mêmes avant tout comme des agents culturels et assumant une fonction publique dans le développement de la culture dans le pays. Il s’agit d’une situation particulière – et assez paradoxale – dans laquelle des agents privés (des associations professionnelles de la culture mais qui en même temps sont des petits et moyennes entrepreneurs), interpellent les pouvoirs publics pour demander une plus grande présence de l’État, dans la mise en place des politiques publiques. Leurs réflexions et leurs propositions partent de la conception du livre pour aborder une citoyenneté culturelle : c’est le livre qui est le support de la culture, et, par conséquent, le fait de promouvoir l’industrie éditoriale locale comporte une condition sine qua non. Dans ce document, l’idée essentielle qui prévaut, est qu’ « il est urgent de remettre le livre et la lecture au centre du processus éducatif, la compréhension de lecture étant la base pour le développement de la capacité critique, la constitution de sujets prenant part active à la société »¹³⁶. Leur conception correspond d’une certaine manière à l’idée classique des Lumières selon laquelle la connaissance porte un potentiel libérateur, au sens d’une prise de conscience du sujet de sa situation dans le monde.

Une initiative concrète à mentionner, est que pendant la Foire du Livre de Santiago FILSA, Editores Independientes de Chile propose dans son stand des livres au rabais à partir de 19%, pour les libérer symboliquement de la TVA. Cette mesure, bien que temporaire, reflète un intérêt de promouvoir la proposition d’une TVA différenciée avec le public, en le visibilisant de façon palpable, ainsi qu’un engagement de ses membres pour s’aligner autour d’une action collective visant l’élimination de cette taxe.

¹³⁵ N’ayant pas trouvée une réponse effective de la part du gouvernement, une nouvelle « Lettre ouverte » demandant à nouveau une TVA différencié pour le livre a été adressé au président Sebastian Piñera le 9 août 2010. Celle-ci á l’occasion de la célébration du bicentenaire de l’indépendance de l’Espagne.

¹³⁶ Editores Independientes de Chile, Déclaration de principes.

1.4. Politique nationale du Livre et de la lecture 2006-2010 : chronique d'une politique inachevée

En Amérique latine, les politiques culturelles n'ont surgi que récemment - dans un sens institutionnalisé - au cours des deux dernières décennies¹³⁷, même si comme le signalent Garretón, Barbero et alii¹³⁸, des politiques culturelles ont existé depuis que les États et les gouvernements eux-mêmes existent. Dans le cas du Chili, l'institution chargée de l'action publique en culture est le Consejo Nacional de la Cultura y las Artes¹³⁹. Elle réunit et préside les conseils sectoriels, à savoir : livre, danse, musique et audiovisuel. Dans le cas du secteur du Livre - premier conseil sectoriel créé- il compte depuis 1993 avec un Fonds national de la promotion du Livre et de la lecture (voir Chapitre I), lequel fournit les ressources du Consejo Nacional del Libro y de la Lectura.

Effectivement, notre analyse s'accorde avec la lecture de la politologue Ana González, selon laquelle le CNCA, tout au long de son existence, établit en fait une praxis et « (...) construit progressivement une notion restrictive du concept de politique publique, le réduisant à un document écrit qui incorpore toute une série d'objectifs et de mesures (...). L'existence de tels documents est devenue, au niveau institutionnel, un signe de visibilité et de l'importance donnée à une thématique au sein de l'institution»¹⁴⁰. Cette sorte d'indifférenciation entre document de politique¹⁴¹ (au sens d'un texte écrit) et politique

¹³⁷ Juste pour en avoir une idée, le premier pays de la région à avoir un ministère de la culture fut l'Uruguay, en 1967 (lequel est devenu ministère d'Éducation et culture en 1971), Cuba crée son ministère de culture en 1976. De son côté, la Venezuela possède un ministère consacré exclusivement à la culture depuis 2004.

¹³⁸ Garretón, Manuel Antonio (coord.) Barbero, Canclini, Cavarozzi, Ruiz- Giménez et Stavenhagen. *El Espacio cultural latinoamericano*. FCE. Convenio Andrés Bello. 2003.

¹³⁹ Dorénavant CNCA. Créée en 2003, cette « nouvelle institutionalité culturelle » correspond à la continuité de la División de cultura, créée en 1993 et présidée à l'époque par Claudio Di Girólamo. Il faut signaler que le Chili se trouve actuellement dans un processus de transition vers un Ministère des cultures, des arts et du patrimoine dont l' « idée de légiférer » vient d'être approuvée au sein du Parlement chilien par unanimité au mois de décembre. Tout au long de l'année, on a assisté à un ensemble de fortes polémiques...

¹⁴⁰ Ana GONZALEZ, «Hacia un nuevo enfoque de las políticas públicas: el caso del libro como política interministerial », p.4. Communication présentée au sein du Congrès latino-américain d'Administration publique (CLAD), qui l'année 2016 a eu lieu au Santiago du Chili. Cette communication a fait partie de la Table ronde « Política Nacional de la Lectura y el Libro en Chile : trayectoria analítica de una política pública con participación ciudadana » coordonnée par Constanza Symmes. Communication disponible sur le site de CLAD www.clad.org. Ana González est membre du réseau chilien d'évaluateurs de politiques publiques

¹⁴¹ Juste pour donner un exemple de ce qu'on vient de problématiser, il faut indiquer que, dès sa création en 2003, le CNCA a produit les documents suivants de politique publique : Deux politiques culturelles nationales (une pour la période 2005-2010 et une autre pour la période 2011-2016), deux documents de politique culturelle régionale (une pour la période 2005-2010 et une autre pour la période 2011-2016 pour chacune des quinze régions du pays), deux documents de politique pour le Livre et la Lecture (un pour la période 2006-2010 et un deuxième pour la période 2015- 2020), deux documents de politique nationale pour le secteur audiovisuel (un pour la période 2007-2010 et un autre, qui vient d'être présenté pour 2016- 2021), deux documents de politique nationale pour le secteur de la musique (un pour la période 2007-2010 et un autre, qui vient également d'être présenté pour 2016- 2021), une politique de la danse (2010-2015), une politique de la photographie (2010-2015), une politique des arts visuels 2010-2015 et une deuxième (2017-2022) est en cours d'élaboration ; même

publique (au sens d'un instrument recteur majeur de l'action publique en culture) est un symptôme et le résultat d'un type de gestion publique de forte inspiration managériale, dans laquelle la productivité liée aux résultats mesurables (indicateurs de gestion) a caractérisé l'État chilien après le retour à la démocratie. Cette forme gestionnaire est à notre avis insuffisante, par exemple, dans son manque d'une évaluation robuste de son action, de l'impact social et politique réel lié à l'accomplissement des grandes lignes thématiques du projet d'État (au-delà de l'accomplissement du programme gouvernemental sous mode check-list et sans compter une vraie évaluation des processus impliqués). Il faut ajouter que cette façon d'agir manque d'une nécessaire articulation dans l'action publique dans la culture, et bien évidemment entre ses différents instruments.

En 2005, le CNCA a présenté le document « Chile quiere más cultura »¹⁴², un texte qui portait les directrices stratégiques de politique culturelle pour la période 2005-2010 et qui s'est proposé de « compter avec une Politique national du livre et de la lecture qui, à travers un regard systémique, inscrit des mesures permettant de promouvoir la lecture, la richesse du langage, et dynamise la création et la production éditoriale au Chili »¹⁴³. Ce document était la base pour la politique nationale du Livre et la lecture parue en 2006.

1.5. « Faire du Chili un pays de lecteurs » : un désir étatique contradictoire

Qu'on fasse de la lecture un élan presque vital ;
qu'on sente la fierté d'avoir lu les grands livres de toujours ; que la noble
industrie du livre existe pour nous grâce à l'effort que nous réalisons pour
elle, de la même manière qu'il existe les tissus et les aliments ; et que
l'écrivain devienne la créature présente dans la vie de chacun »¹⁴⁴.

Gabriela Mistral

En recourant à cette citation de la poétesse et Prix Nobel chilienne, Gabriela Mistral, la ministre du CNCA de l'époque, Paulina Urrutia, lançait la Politique Nationale du Livre et de la lecture l'année 2006 au Chili. À l'occasion de sa présentation publique, la ministre posait les arguments qui donnaient corps à ce qu'était conçu comme une « guérison » face au

chose pour les secteurs d'artisanat (2010-2015), théâtre, dessin, architecture. La rénovation permanente (à chaque période de gestion gouvernementale des politiques culturelles sectorielles et régionales s'est établie dans la Loi du CNCA.

¹⁴² Le Chili veut plus de culture

¹⁴³ CNCA, Chile quiere más cultura, 2005, p.27

¹⁴⁴ Citation originale : «Que se haga de leer un ímpetu casi carnal; que se sienta el amor propio de haber leído libros mayores de siempre; que la noble industria del libro exista para nosotros por el gasto que hacemos de ella, como existen los tejidos y alimentos; y que el escritor se vuelva criatura presente en la vida de todos ».

problème national de comportement lecteur au Chili. Nous reproduisons ici un passage de son allocution :

« Cette Politique nationale du livre et de la lecture est le fruit d'un long processus, au sein duquel ont pris part différents secteurs publics, privés et de la société civile qui, dans des contextes divers, ont plaidé afin de faire du Chili un pays de lecteurs, en faisant de la promotion de la lecture une tâche nationale [...] Cette politique cherche à proposer une solution systémique pour renforcer les habitudes de lecture, augmenter la compréhension de la lecture et améliorer le développement de notre industrie de l'édition, en s'attachant à renforcer tous les efforts afin de fournir l'accès à la lecture; de favoriser l'édition, la production et la commercialisation du livre; de stimuler la création littéraire ; de préserver le patrimoine bibliographique; de protéger le droit d'auteur ; et de perfectionner la législation culturelle »¹⁴⁵

Une politique se veut toujours comme une feuille de route, même si elle est une sorte de réponse générale qui prétend donner satisfaction à l'ensemble des intérêts et des attentes des divers agents concernés. Dans la présentation de la ministre, se révélait encore le fort impact qu'a eu dans les autorités chiliennes (véhiculé par la presse et le monde culturel en général), l'Informe Pisa 2000, dont les chiffres étaient effrayants, comme on l'a déjà vu plus haut. Dans ce sens, le sujet implicite, qui s'est révélé comme urgent, était la nécessité d'« un effort pour une nouvelle et meilleure valorisation sociale du livre » dans le pays.

On voit bien que la Politique du Livre et de la Lecture se veut avant tout comme une solution pour faire face à une situation que le gouvernement et les autres agents du monde du Livre souhaitaient voir changer : celle des indices déficitaires de lecture et de compréhension écrite dans la population chilienne¹⁴⁶, ainsi que celle de la faiblesse de la chaîne du livre dans son ensemble. C'est ce qui est aussi sous-jacent dans la déclaration énoncée par José Weinstein, ancien ministre du CNCA qui a précédé la ministre Urrutia, dans la préface du document « Le Chili veut plus de culture : Définitions de politique culturelle 2005-2010 ». Le ministre y posait la question du défi lecteur en le plaçant comme l'une des priorités majeures, de la façon suivante : « La nouvelle perspective qu'ouvre cette politique culturelle prétend relever différents défis qui ne sont aujourd'hui pas adéquatement résolus et face auxquels nous

¹⁴⁵ Politique Nationale du livre et de la Lecture. Présentation de la Ministre. 2006. Citation originale : “Esta Política nacional del Libro y de la Lectura es fruto de un largo proceso, en el que han participado distintos sectores – público, privado y sociedad civil- que en diversos contextos han abogado por hacer de Chile un país de lectores y lectoras, haciendo de la promoción de la lectura una tarea nacional (...) Esta política busca una solución

¹⁴⁶ C'est le cadre construit à partir des données suivantes : 60 % des Chiliens n'ont pas d'habitude de lecture, dans les secteurs le plus défavorisés seulement 18% des gens lisent des livres, et les chiliens majeurs de 15 ans lisent 1,08 livre par an. (Source: Instituto Nacional de Estadísticas y CNCA, Encuesta de consumo cultural y uso del tiempo libre, 2004 y 2005). Une autre donnée qui a trait aux autorités, est que selon le rsumée de l'Informe National PISA 2000 : 20 % des étudiants chiliens n'atteignent pas le niveau le plus basique de compréhension de lecture.

devons accélérer la marche. Comment réussir à devenir un pays lecteur ? Comment assurer une meilleure insertion de notre pays dans le circuit international des arts ? Comment améliorer substantiellement notre protection et utilisation du patrimoine linguistique, archéologique, historique et naturel du pays ? (...) Comment consolider et renforcer nos industries culturelles ? Comment améliorer la qualité culturelle de la télévision chilienne ? (...) ». Toutes ces questions posées par le ministre convergent – à notre avis- sur le point suivant : quel type de rôle doit avoir l'État dans le domaine culturel selon les gouvernements de la transition ?

La déclaration de l'ancien ministre José Weinstein¹⁴⁷ ainsi que le discours de l'ancienne ministre Paulina Urrutia, montrent que la Politique nationale du livre et de la lecture correspond à la mise en œuvre d'une aspiration problématique: « faire du Chili un pays de lecteurs ». Mais, à notre avis, elle semble privilégier une démarche s'appuyant sur l'imaginaire de l'activité de lecture en tant qu'horizon, laissant ainsi de côté une compréhension de cette activité comme étant étroitement liée à l'application de certaines mesures, stimulants et règlements, qui auront une répercussion concrète sur le terrain du livre, en tant que bien culturel. Étant donné que nous ne ferons pas ici une évaluation de la mise en œuvre de cette Politique du livre et la lecture – exercice qui s'éloigne des propos de notre travail – nous nous sommes intéressés à ce sujet selon la perspective de la constitution d'un des domaines où le monde de l'édition indépendante a consacré une part importante de sa participation.

Nous voyons que ces éditeurs vont peu à peu développer certaines compétences pour prioriser et faire mûrir leurs propositions afin d'influer du point de vu des contenus la Politique du Livre et de la Lecture¹⁴⁸. Nous les trouvons dans des passages tels que “ le livre ne s'épuise pas dans sa dimension économique, comme produit générateur d'emploi et de richesse matérielle, mais il est avant tout un bien culturel porteur de valeurs, de connaissances, d'informations et d'expressions artistiques (...) pour cette raison, la

¹⁴⁷ Au delà du plan discursif (qui - à notre avis- construit sans nul doute de la réalité, nous savons que José Weinstein a donné effectivement au sujet du livre mais en l'envisageant depuis – et presque uniquement- à partir la variable « lecture ». Sous sa gestion s'est initiée toute une campagne appelée « Los Quijotes de la lectura » (les Quichottes de la lecture), on a formé des moniteurs, une sorte d'activistes de la lecture pour les secteurs les plus pauvres du pays ainsi que des campagnes de collecte de livres pour les bibliothèques publiques.

¹⁴⁸ Nous faisons référence au « document » politique du Livre.

production, distribution, commercialisation et diffusion du livre ne peuvent être abandonnées à la seule logique du marché »¹⁴⁹.

Nous l’observons également dans le rappel que la Politique fait de la Convention pour la diversité culturelle de l’Unesco, dont l’incorporation répond à la main des éditeurs, qui se sont investis au fond – avec un ensemble d’associations de professionnels de la culture- pour sa ratification dans le Senat chilien. (Voir partie I). Cependant et malgré l’impression de voir leurs objectifs traduits dans un instrument légal, ces éditeurs partagent le bilan que cette Politique a eu du mal à se matérialiser. Elle est restée lettre morte.

Pour terminer cette section, nous allons reproduire un extrait d’un entretien mené avec l’éditeur Paulo Slachevsky, lorsque nous l’interrogeons sur la façon dont Editores de Chile a accueilli le lancement de cette politique. Dans un premier temps, et concernant leur expérience comme association au cours de ce processus, il explique : « C’était une grande victoire pour nous ; c’était comme la question de la Convention¹⁵⁰. C’était sentir que les efforts amorcés par la société civile, avaient certains effets, parce qu’au Chili, la question du commerce et de la culture était totalement en dehors des organismes publics de la culture ». Dans un deuxième temps, Paulo Slachevsky, donne une évaluation et son avis sur la mise en place de la Politique nationale du livre et de la lecture et de sa portée, en signalant :

« (...) Malheureusement, la Politique du livre et de la lecture a été approuvée mais il n’y a eu presque aucune avancée ; c’est -à- dire qu’elle n’a pas été réellement mise en place. Ce qui a été mis en place – un peu – c’est le “programme de lecture”, qui est une des mesures de la politique, et l’autre chose qui a un peu été mise en place mais indépendamment de la politique, et aussi liée à la question du livre, c’est qu’il y a eu beaucoup plus de ressources publiques pour acheter des livres, et un grand programme de bibliothèques, qui avait déjà commencé avant, mais elle n’a pas réellement été menée à bien, elle n’a pas réellement avancé – car la Politique du livre et de la lecture était l’instance pour avancer de manière stratégique – vers un changement de la situation du livre dans le pays »¹⁵¹.

Dans ce passage, Paulo Slachevsky fait allusion à « ce que la Politique du livre et de la lecture aurait pu signifier comme changement stratégique », en insistant sur le moment clé qu’elle aurait pu constituer en ce qui concerne la situation du livre au Chili. Les attentes du secteur du livre, dans son ensemble, étaient élevées et ses acteurs avaient placé beaucoup d’espoirs dans la mise en place de cette politique. Ces expectatives réclamaient l’intervention

¹⁴⁹ Política Nacional del Libro y la Lectura 2006- 2010. Consejo Nacional de la Cultura y las Artes. Santiago, 2006, p. 8.

¹⁵⁰ Il se réfère à la Convention pour la diversité culturelle de l’Unesco.

¹⁵¹ Entretien avec Paulo Slachevsky. Santiago, avril de 2009.

de l'État sur un certain nombre de points cruciaux, tels que la TVA différenciée pour le livre, des aides à la traduction, des aides aux auteurs, des mesures pour améliorer le système de distribution dans le territoire national - entre autres - qui allaient renforcer le secteur éditorial dans son ensemble.

Pour sa part, Daniel Calabrese, l'éditeur de RIL - maison d'édition qui a offert l'impression de cette Politique comme un don gratuit – se montre également critique et déçu lorsque nous l'interrogeons sur le résultat de cet exercice :

« Oui, mais ça, ce n'est que du discours parce que ça n'est pas mis en pratique. Les difficultés existent toujours. La politique nationale du Livre, c'est que du discours, il n'y a rien de pratique là-dedans qui ait été mis en place. Comme réduire la TVA et plein d'autres choses. L'État ne nous prend pas en compte. C'est dommage mais c'est comme ça. Je te donne un autre exemple : le Chili ne peut presque pas exporter de livres parce que les coûts sont énormes, on n'a même pas la possibilité d'envoyer des petits paquets au tarif des imprimés. La Poste du Chili ne respecte pas les traités internationaux, autrement dit le pays ne respecte pas les traités internationaux parce que son entreprise nationale de courrier ne propose pas de tarifs différenciés pour les imprimés. Du coup, envoyer un livre à l'étranger c'est super cher ! Et des entraves et des difficultés comme ça, je pourrais t'en citer des tas, toutes exprimées par la Politique qui a été suivie, qui n'est rien d'autre qu'une suite de recommandations pour le développement local. ¹⁵²»

La question de la TVA, par exemple, qui était l'une des principales attentes partagées par l'ensemble du secteur du Livre, fait partie de l'une des cinq lignes stratégiques de la Politique nationale du Livre et de la Lecture, à savoir la ligne : « Édition, production et commercialisation ». Concernant ce point, cette politique se proposait, comme l'une des mesures, de « promouvoir un débat politique et technique avec tous les acteurs impliqués sur l'importance économique de la TVA sur le livre ». Cela est certes représentatif d'une certaine volonté de la part des pouvoirs publics d'aborder le sujet, mais cela reste encore un simple appel au débat, alors que ce dernier avait déjà été largement mené par les acteurs du livre au sein de la Mesa por el libro et des plusieurs autres instances.

¹⁵² Citation originale : “Sí, pero eso es discurso porque no se lleva a la práctica. Las dificultades siguen existiendo. La política nacional del Libro es puro discurso, no hay nada práctico de allí que se haya implementado. Como reducir el IVA y muchas cosas más. El Estado no nos pesca. Es lamentable, pero es así. Te doy otro ejemplo: Chile casi no puede exportar libros, porque los costos son enormes, ni siquiera tenemos pequeña paquetería con tarifa de impresos. Correos de Chile incumple con tratados internacionales, o sea el país está incumpliendo con tratados internacionales, porque su empresa de correo nacional no tiene tarifa diferenciada para impresos. Mandar un libro al extranjero es súper caro. Y como eso te podría nombrar montones de trabas y de dificultades que están todas expresadas en la Política que se hizo, que es más que nada una serie de recomendaciones para el desarrollo local”. Entretien avec Daniel Calabrese, avril 2012.

Les entretiens que nous avons menés, confirment d'une certaine manière l'impression que nous avons eue, en analysant le discours public des responsables politiques, ainsi que des agents de l'édition : de tels discours parlent du « livre » et de la « lecture », comme s'il s'agissait de deux dimensions isolées. L'accent est mis sur le problème soulevé par les mauvais indices de lecture, mais ce n'est pas le livre en tant que tel qui fait l'objet de la réflexion. Parler du livre renvoie à sa matérialité, aux méthodes de production au sein de l'industrie du livre et, par conséquent, aux conditions sociales de sa production, circulation et diffusion.

Précisément l'un des axes sous-jacents, c'est la question de la séparation livre/lecture dans le traitement qu'ils reçoivent par l'État. La question de la lecture renvoie à un rôle traditionnel de l'État par rapport à l'éducation, à la diffusion de la culture écrite, un rôle qui a constitué un des grands enjeux des gouvernements démocratiques compte tenu du démantèlement du système d'éducation publique mis en œuvre pendant la dictature. Pour sa part, la question du livre pose davantage de problèmes d'ordre idéologique à l'État chilien, puisque cela demanderait son intervention dans le secteur privé sous la forme d'une régulation (comme c'est le cas du prix unique par exemple). Nous considérons qu'il est nécessaire de penser le problème du livre au Chili en termes d'industrie et de développement culturel. De manière générale, l'État intervient sur les « pratiques culturelles », comme la lecture, et bien moins sur les « biens culturels », comme si les premières pouvaient se distinguer clairement des conditions de production de ces derniers. Les éditeurs, quant à eux, s'appuient sur les statistiques des pratiques de lecture pour réclamer le soutien de l'État vis-à-vis de leur secteur.

En guise de conclusion, nous allons dire que la Mesa por el libro a eu une certaine efficacité politique pour parvenir à la réalisation d'un document de politique nationale. Cependant cette volonté n'a pas prospéré, du fait de son manque de soutien politique et - au niveau technique - de son absence d'un outil de suivi et de sa mise en œuvre. Elle est ainsi restée un document, une déclaration d'intentions, sans impact concret. L'année 2010, elle a fini sa période de validité sans être renouvelée. Il faut signaler qu'au Chili la loi contemple la rénovation des politiques culturelles sectorielles à la fin de leur période, qui jusqu'au présent était de quatre ans pour s'ajuster aux périodes présidentielles. Actuellement, l'autorité a décidé la mise en place de « politiques d'État » - quinquennales dont la permanence doit dépasser les gouvernements. Cela paraît d'une totale évidence dans des pays comme la France mais constitue un défi dans des pays comme le Chili, où chaque changement de gouvernement

entraîne le renouvellement de la plupart de hauts postes de la fonction publique (parfois même les postes de secrétaire) en raison de « quotas »¹⁵³ des partis politiques. Cela rend très difficile la planification et la mise en œuvre effective des politiques publiques. De fait l'on a avant tout des fonctionnaires de « gouvernement » et non pas des fonctionnaires d' « Etat », ce qui révèle la précarité réelle de la fonction publique au Chili.

Chronique d'une déclaration « maladroite » ?

Pour finir cette partie, nous voudrions faire appel à un épisode qui nous semble d'intérêt pour illustrer ce qui se joue du politique dans l'arène « livresque ». L'année 2011, sous le gouvernement du président Sebastián Piñera¹⁵⁴ (2010-2014) et dans un moment inédit de fortes mobilisations étudiantes, la secrétaire exécutive du Conseil du Livre et de la Lecture du CNCA, Tatiana Acuña (que nous avons interviewée dans le cadre de cette thèse) a déclaré à la presse « Si on tue la chienne le rut s'achève »¹⁵⁵ en référence à la dirigeante de la Fédération d'étudiants de l'Université du Chili et actuelle députée du Parti Communiste Camila Vallejos, qui à l'époque a reçu des menaces de mort d'origine inconnue. Une telle déclaration contre la leader du mouvement des étudiants de la part d'une haute fonctionnaire publique parut inadmissible aux yeux du monde culturel¹⁵⁶, par plusieurs raisons. D'abord parce qu'il s'agissait de la reprise d'une expression utilisée par le général A. Pinochet pendant le bombardement du Palais de La Moneda, en allusion au président Salvador Allende et au peuple du Chili, considéré comme une chienne en chaleur.

En deuxième lieu parce qu'elle faisait allusion à un souvenir lié aux grands propriétaires terriens de la campagne chilienne, qui avaient le pouvoir et le contrôle sur les femmes veuves et les célibataires. Etant dans les deux cas face à une violence importante, prononcée par la personne responsable d'un sujet aussi central pour le monde culturel que le Livre, et le faisant en qualité de fonctionnaire. Plusieurs voix du monde du livre ont réagi en demandant la

¹⁵³ De l'espagnol du Chili « cooteos políticos » qui veut dire « au prorata du poids politique en raison des partis d'une coalition.

¹⁵⁴ Après l'avènement démocratique, Sebastián Piñera a été le seul candidat de la droite à arriver à la tête du pays (période 2010-2014). Même s'il s'auto-considère quelqu'un lié au centre droit à cause des liens familiaux avec le Parti Démocrate chrétien et le fait d'avoir voté « non » à la continuité au pouvoir de Pinochet dans le plébiscite de 1989.

¹⁵⁵ « Se mata a la perra y se acaba la leva »

¹⁵⁶ Voir www.lanacion.cl/se-mata-la-perra-se-acaba-la-leva/noticias/2011-08-05/092804.html, Colonne d'opinion de Ximena Valdés, directrice de CEDEM, paru le 5 août 2011 dans le journal La Nación.

rémission de Mme. Acuña, entre eux Editores independientes de Chile, tout en signalant :

« Il nous semble donc *indispensable d'être solidaire avec les personnes dont l'intégrité physique ou morale a été menacée, pour le seul fait de soutenir leurs convictions avec courage (...)* C'est une faute inexcusable que des fonctionnaires du gouvernement glissent petit à petit vers *l'interminable pente* des expressions inacceptables pour la vie démocratique... »¹⁵⁷

Cette dispute nous semble révélatrice de ce qui est sous-jacent dans le terrain du culturel et qui va bien au-delà des critères esthétiques, tout en exprimant les points cardinaux des luttes politiques non résolues au Chili. Il montre à quel point la conception néolibérale¹⁵⁸ structure l'Etat chilien plaçant dans des positions clés des personnes dont le CV témoigne des capacités des gestionnaires mais qui ignorent les « valeurs » du champ culturel, ses règles et ses intérêts. Cette « erreur » loin d'être juste un problème de maladresse, dévoile ce qui se joue dans les interstices politique du culturel.

¹⁵⁷ Citation originale : “ Nos parece entonces indispensable solidarizar con las personas que han sido amenazadas en su integridad física o moral, solo por el hecho de sostener con valor sus convicciones (...) También es una falta inexcusable que funcionarios de gobierno se deslicen por la pendiente sin fin, de expresiones inaceptables en la vida democrática”. Déclaration EDIN, 8 mai 2013.

¹⁵⁸ Au Chili, l'Etat est minuscule et n'est pas doté d'un corps de fonctionnaires. L'Etat se caractérise pour sa précarité, malgré les efforts de la dernière décennie pour formaliser et professionnaliser la fonction publique (avec la création du Servicio Civil, entre autres). Il existe une orientation idéologique, notamment des secteurs liés à la droite, embue d'une conception péjorative dans laquelle plus l'Etat est petit, mieux c'est, pour laisser la place au marché dans la solution des problèmes publiques.

Chapitre 3 :

L'édition indépendante chilienne : une édition (inter)nationalisée

Les transformations contemporaines du champ de la production culturelle à l'échelle internationale – par le biais d'un tournant profond vers une économisation de la culture - ont produit conjointement des réponses des acteurs de la société civile mais aussi de la part des États. Tel que nous l'avons abordé au cours de ce travail, l'international et le national ne correspondent pas à des oppositions mais à deux formules différentes - et complémentaires - d'internationalisation. Ceci est : internationalisation du marché du livre (comme résultat du phénomène de concentration éditoriale) et internationalisation des éditeurs (mouvement d'éditeurs indépendants et constitution d'une communauté transnationale). Dans ce chapitre, il sera question d'aborder les rapports qu'entretiennent ces éditeurs chiliens avec l'Etat, tout ainsi que les formes d'intervenir l'espace public qu'ils développent, pour faire avancer leurs positions autour du Livre et la lecture.

Nous focalisant sur une instance publique telle que la « Table pour l'internationalisation du livre » - initiative provenant du Ministère des affaires étrangères - nous ferons l'analyse du cadre national comme espace de dispute de l'international.¹⁵⁹ Il est intéressant de s'interroger sur les effets d'une politique d'internationalisation dans la configuration d'une positionnement et d'un récit sur l' « édition nationale ».

I. La « Table pour l'internationalisation du livre » comme lieu d'affirmation de l'édition nationale

L'année qui suit la promulgation de la Politique du livre et de la lecture de 2006, voit la création de la Mesa por la internacionalización del libro (Table pour l'internationalisation du livre). Née suite à la participation du Chili à la Foire du livre de Bogotá¹⁶⁰ en 2007, elle a

¹⁵⁹ Yves DEZALAY et Mikael Madsen. Espaces de pouvoir nationaux, espaces de pouvoir internationaux. In A. Cohen, B. Lacroix & P. Riutort (eds), Nouveau manuel de science politique. Deuxième édition. Paris, La Découverte, p. 709-721.

¹⁶⁰ Dans le milieu éditorial, les Foires Internationales du livre constituent de grands rassemblements où s'établissent des contacts entre les éditeurs, les distributeurs et les écrivains de différents pays. La Foire de Francfort est la plus prestigieuse de celles-ci.

été mise en place par ProChile¹⁶¹ - organisme qui reste responsable jusqu'au présent de sa coordination – dans le cadre de son rôle de mise en œuvre du volet international de la Politique nationale du livre et de la lecture.

Afin de comprendre l'arrivée du Livre au portefeuille du Ministère des affaires étrangères, il s'avère nécessaire de remonter au début des années 90, moment où les gouvernements démocratiques – fraîchement installés - commencent à s'investir dans la conception d'une stratégie d'« image- pays » liée au secteur exportateur¹⁶². Mais, au-delà d'une performance commerciale (on a même créé un programme qui porte ce nom au sein du Ministère des affaires étrangères) cette stratégie révèle une volonté politique de montrer un pays qui réussit, modèle¹⁶³ dans la façon qui a construit sa transition politique, afin de contrecarrer l'image, répandu au niveau du globe, d'un Chili lié à la figure du général Pinochet. Dans ce sens, le discours « la culture fait image pays »¹⁶⁴ - conçu par ProChile - ainsi que la production d'autres campagnes qui mobilisent des idées telles que « les rapports bilatéraux entre les pays se construisent depuis la culture », vont ouvrir progressivement un espace potentiel pour les divers secteurs culturels, dans la direction de se penser et s'structurer comme des industries culturelles.

La présence chilienne dans les foires, salons et forum internationales – tout au long des dernières décennies - devienne de plus en plus une chose souhaitable pour les échanges économiques et politiques, et le terrain culturel n'est pas l'exception. Le Chili voulait montrer qu'à part de faire des vins excellents, de produire des bonnes pommes et des berries, avait

¹⁶¹ ProChile est la Direction de promotion des exportations, relevant du Ministère des Affaires Etrangères du Chili. Elle est l'institution chargée de la promotion des exportations des produits et des services, et de contribuer à la diffusion de l'investissement étranger, ainsi que à la promotion du tourisme. ProChile possède 50 bureaux commerciaux dans le monde et 15 bureaux au long du territoire national (placés dans chaque région du pays). Dans son intérieur se trouve localisée le Bureau des industries culturelles. ProChile, c'est en fait à l'origine une marque commerciale.

¹⁶² DIRECON est la Direction générale des rapports économiques internationales, créée l'année 1979 (à travers le Decreto con fuerza de ley Décret-loi 53) pendant la dictature militaire, de ahí son nom « direction ». Cette direction a par fonction d'« exécuter et coordonner la politique du gouvernement en matière de rapports économiques internationales ».

¹⁶³ Voir Maite DE CEA, Geraldine Kerneuer y Paola Díaz (coords), Chile : de país modelado a país modelo? Una mirada desde lo político, lo social y la economía. Santiago, autoedición, 2008.

¹⁶⁴ Littéralement, ce slogan se traduirait par « La culture fait image pays », ce qui ne fait pas sens en français. C'est pour cette raison que nous avons choisi de ne pas traduire l'expression. Il s'agit d'une façon de proposer d'une stratégie de communication institutionnelle et gouvernementale qui assimile l'image du pays, son nom, à des caractéristiques jugées positives, ici du fait de la créativité et la production culturelle. C'est une façon d'installer l'idée que la culture joue un rôle dans le prestige international du pays, dans précisément « l'image » que le pays transmet par le biais de ses manifestations culturelles, ses industries culturelles et ses acteurs.

quelque chose à dire sur le plan culturel¹⁶⁵. Spécifiquement, dans l'arène éditoriale, les responsables politiques sont de plus en plus demandées par les acteurs du monde du Livre, sous l'argument des aides permettant de toucher un public international pour les auteurs et les livres nationaux et l'évidence que le contrôle du marché local se négocie à l'international.

Il est nécessaire de signaler qu'au Chili « l'inégale capacité d'action internationale des éditeurs issus des différents marchés de langue espagnole »¹⁶⁶ constitue un panorama jusqu'à là très peu considéré dans une perspective d'Etat. De ce fait, l'ascendante reconnaissance acquise par les éditeurs chiliens, témoignée par l'actualité du livre dans les débats publics, modifie les rapports de force entre eux et les pouvoirs publics, renforçant le besoin d'une stratégie d'Etat à ce sujet.

S'il est certain que les aides pour une majeure présence du livre chilien sur le marché international ont progressivement augmenté, elles constituent plutôt des budgets isolés, stationnaires et non articulés. Le soutien accordé à l'industrie éditoriale se traduit concrètement sous forme d'aides à la participation aux foires internationales du livre, dans les stands du Chili, aide au transport des livres et d'aide à la professionnalisation pour l'exportation, relativement naissants.

De cette manière, la création de la Gerencia de Industrias culturales, au sein du Ministère des affaires étrangères - en 2001- bien que correspondant à une stratégie d'élargissement du domaine commercial et exportateur de l'Etat chilien, peut être lue de façon plus large comme une forme d'inscription dans une vague internationale de re-institutionnalisation de la culture¹⁶⁷. Dans le cas chilien, cela va correspondre à une prise en charge de son secteur culturel, secteur assez petit et encore faible - même s'il représente 0,4 % du budget national¹⁶⁸ selon les chiffres du CNCA- mais qui porte aussi certaines variables compétitives dans le marché des biens symboliques.

¹⁶⁵Un autre exemple à citer, en ce qui concerne des initiatives étatiques pour inscrire le Chili dans le concert international des lettres, est en 2003 la création du Prix ibéro américain de littérature « con el objeto que le Chili tuviera aussi un prix littéraire de prestige international » (discours ministre Weinstein, p.365. La cultura durante la transición. CNCA) décerné pour la première fois à l'écrivain mexicain José Emilio Pacheco.

¹⁶⁶ Gustavo SORÁ, Gustavo, « El Mundo como feria In (ter) dependencias editoriales en la Feria de Frankfurt », Comunicación y Medios, n° 27, 2013.

¹⁶⁷Voir Mauricio BUSTAMANTE. « Les politiques culturelles dans le monde. Comparaisons et circulations de modèles nationaux d'action culturelle dans les années 1980 ». Actes de la recherche en sciences sociales, Année 2015, N° 206-207, p. 156- 173.

¹⁶⁸ Le budget national pour la culture correspond à 173.451.887 mille million de pesos chiliens. Source : Estadísticas Culturales. Informe anual 2016, CNCA-INE, p.354.

Dans ce sens, il nous semble pertinent d'analyser la manière dont les éditeurs indépendants considèrent les stratégies étatiques de mise en circulation de la production éditoriale nationale s'insèrent dans ces politiques publiques qu'ils conçoivent comme un impératif de régulation du secteur. C'est un signe distinctif, face à la différence d'autres secteurs d'entrepreneurs (non culturels) qui voient en l'Etat une menace d'interventionnisme.

Pour revenir à la Table pour l'internationalisation du livre, elle a réuni des membres des mondes privé et public : le Ministère des affaires étrangères (représenté par deux de ses directions : ProChile et DIRAC¹⁶⁹), le Conseil National de la Culture et les Arts, CNCA, la CORFO, Editores Independientes de Chile et la Chambre chilienne du Livre. Un des responsables de ProChile décrit la Table de la manière suivante :

« (...) Elle a pour but d'exécuter des politiques d'internationalisation du livre, qui vont au-delà de la politique d'exportation dans le sens commercial. Non seulement cela comprend les actions de promotion de vente directe mais vise aussi le dialogue culturel que le Chili peut avoir avec le monde au travers du livre. Ceci est en construction. »¹⁷⁰

Coïncidant avec l'arrivée de la journaliste Regina Rodriguez à la tête de la Gerencia de industrias culturales, la question de l'internationalisation du livre s'installe dans l'agenda de ProChile, ce qui au niveau institutionnel converge avec l'inscription du bien « livre » comme produit d'exportation¹⁷¹ et du côté des éditeurs, avec l'apparition d'un nouvel espace pour déployer leurs positions. Bien que déjà depuis les années 90, ProChile appuie – par un accord- la Chambre chilienne du livre pour sa participation aux foires internationales, son action ne touchait pas le secteur éditorial dans son ensemble. En plus, sa valeur intangible, comme véhicule de contenus, n'était pas considéré. Dans le cadre d'un entretien, Regina Rodriguez se souvient à cet égard qu'à l'époque, l'éditeur de la maison d'édition Cuatro Vientos, Francisco Huneus, escrimait l'argument de la « valeur ajoutée » que le livre possède pour justifier la pertinence du soutien de ProChile à son secteur.

Une lecture analytique du parcours de Regina Rodríguez nous donnera certaines propriétés sociologiques pour comprendre l'affinité d'intérêts qu'elle partage avec les acteurs du monde éditorial chilien. Née à Santiago (1950), elle a fait ses études de journalisme à l'Université du Chili à la même époque que Victor Hugo de la Fuente (directeur de la maison

¹⁶⁹ DIRAC est la Direction d'affaires culturelles.

¹⁷⁰ Entretien par courriel avec Pablo Lazo. Juillet 2009.

¹⁷¹ "El libro chileno como producto de exportación: Una experiencia en curso" Comunicación y Medios, n° 27 (2013). ISSN 0719-1529 pp. 184-181.

d'édition *Aun creemos en los sueños* qui appartient au Monde Diplomatique version Chili) et de cette coïncidence naissant partageant une longue amitié. Après le coup d'Etat, et en raison de ses engagements politiques, en 1976 elle s'exile en Espagne avec son mari et son fils, et suit un master en sociologie à l'Université Complutense de Madrid. Là-bas elle commence à travailler comme journaliste tout en poursuivant un projet de doctorat en Sciences de la communication dans le domaine de la presse féminine. Dans ce cadre elle crée et dirige pendant quatre ans la revue *Mujeres* au sein du Ministère de la Culture, première revue consacrée aux femmes dans le secteur public depuis le retour à la démocratie en Espagne, processus dans lequel Regina Rodríguez s'engage fortement. Entre 1982 et 1986 elle travaille à l'Institut de la femme, qui appartenait au Ministère de la culture. Ensuite elle crée une petite boîte de communication dans le cadre d'un fonds européen de soutien aux femmes entrepreneuses, puis travaille dans un ONG espagnole qui cherche à sensibiliser l'opinion publique sur les femmes d'Amérique latine. Finalement, elle ne finit pas son doctorat et opte par l'action publique.

Retournée au Chili à la fin des années 80 - comme une grande partie des exilés - elle s'intègre au monde des publications, co-fondant la revue *Mujeres en acción* de l'ONG ISIS International, ainsi que la collection *Ediciones de las mujeres*. L'année 1990, sous le premier gouvernement démocratique s'est créée le Service national de la femme- SERNAM (devenu depuis 2016 le Ministère de la femme et de l'égalité entre les genres, changement qui figurait dans le programme de la présidente Bachelet) - institution qu'elle appuie pour mener à bien la création des Centres d'information des droits des femmes- CIDEM. Peu de temps après, elle devient chargée d'affaires internationales du SERNAM, poste qu'elle exerce jusqu'au la Conférence internationale de la Femme tenue en Chine en 1995.

Ensuite, Rodríguez travaille comme responsable de la communication du ministre du Trésor Eduardo Aninat, pour arriver ensuite au Ministère des affaires étrangères, spécifiquement à ProChile, comme responsable de l'Unité marketing international, image pays et foires internationales, qui deviendra la Gérance d'industries culturelles. A l'époque, sa tâche consistait à mener à bien les foires internationales et les campagnes d'image pays avec un important budget. L'aire « Services » est créée en 2004, comprenant les produits de la terre et les produits manufacturés (les Industries culturelles appartenaient à l'aire Services) et l'institution va peu à peu intégrer que la culture génère des produits, des biens culturels avec un potentiel d'exportation.

Un tel processus débute avec le secteur du cinéma¹⁷² et, après la foire du livre à Guadalajara 1999, le livre est découvert par les responsables chiliens des exportations. Jusque-là le livre faisait partie de la gérance de « produits manufacturés ». Mais assez rapidement ProChile fait évoluer la dénomination organisationnelle des industries culturelles vers celle d' « industries créatives ». Tous ces transformations dans la physionomie de l'institution (et son organigramme) rendent compte d'une certaine jeunesse en ce qui concerne l'incorporation du livre au niveau des politiques exportatrices, travail encore en cours de développement.

Avec l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement de droite - après 25 ans de gouvernements de la Concertación - Regina Rodríguez restera liée au Ministère des affaires étrangères, mais avec un poste à l'étranger. En effet elle fut directrice du bureau commercial du Chili à Milan dans la période 2009-2013. Parmi les actions développées à Milan, est à noter qu'en 2009 ProChile a organisé une rencontre avec des éditeurs italiens, avec la participation des éditeurs indépendants chiliens. Cette rencontre cherchait à « avancer dans une ligne destinée à publier des auteurs chiliens sans passer par l'Espagne et vice-versa ou publier des coéditions italo-chiliennes ». Egalement et bénéficiant du soutien de l'attachée culturelle de l'Ambassade du Chili en Italie de l'époque, Claudia Baratini, s'est publié un texte bilingue de la poétesse Gabriela Mistral dans la maison d'édition milanaise Marcos y Marcos, après 50 ans d'absence de publications de la Nobel chilienne en langue italienne. Dans le cadre de ce projet, Regina Rodríguez fait la connaissance de Claudia Baratini, qui en 2014 deviendra ministre de la culture sous le deuxième gouvernement de la présidente Michelle Bachelet.

Regina Rodríguez, qui venait de rentrer au Chili en 2013 et était responsable du département de Services de ProChile (et notamment intéressée par le domaine des arts visuels) a été peu temps après, désignée par la ministre Claudia Baratini¹⁷³ comme directrice du Conseil National du Livre et de la lecture. Au sein de ce poste elle s'est fortement investi dans le processus d'élaboration de la Politique nationale de la Lecture et le Livre, promulguée en 2015, comme on le verra succinctement plus bas. Comptant avec un niveau de participation et d'articulation de différents acteurs assez exceptionnels, cette politique

¹⁷² Le secteur audiovisuel est le premier en initier une stratégie commercial destiné à l'international, bénéficiant du soutien de CORFO (Corporation de promotion des exportations). Le cinéma chilien, par exemple, bien que correspond à un petit secteur de production, a vécu une très bonne réception du public européen dans le cadre des festivals de cinéma indépendant (comme c'est le cas de Biarritz ou des exhibitions dans des petites salles en province).

¹⁷³ La présidente M. Bachelet a fait un changement des ministres, désignant en mai de 2015 Ernesto Ottone à la tête du CNCA.

constitue en elle-même un cas d'étude à explorer dans des futures recherches. Après l'accomplissement de cette responsabilité, Regina Rodríguez a démissionné de ses fonctions en janvier de 2016. Cet ensemble de vécus et d'expériences professionnelles – toujours entre la communication, le culturel et le politique - constituent un parcours assez particulier, s'avérant comme central pour comprendre la disposition de cette figure vis-à-vis du monde du livre.

Avant la mise en place de la Table pour l'internationalisation du livre, il n'existait pas de politique pour le livre dans sa dimension internationale, dans le sens d'un ensemble des actions coordonnées entre institutions et acteurs, comptant un budget, des objectifs, etc, même si plusieurs activités isolées touchant ce domaine sont à rapporter.

Dès les premières réunions, les responsables politiques se sont trouvés face un panorama jusqu'à-là inconnu pour eux, dans le sens de la complexité que revête l'arène culturelle qui - loin d'être un tout homogène et intégré - comme chaque champ, représente plutôt un espace où se placent des acteurs avec des intérêts et des positions assez diverses, voire divergentes. Le secteur de l'édition n'était pas l'exception, et il se présente aux responsables de la Table comme « un monde qu'il fallait articuler et chercher à promouvoir » selon l'exprime Regina Rodríguez. Elle approfondit :

« J'ai alors commencé à mieux comprendre le monde de l'édition et la question de la Chambre du livre, qui cela représente, les conflits qu'il y avait, bon... (rires). Cela a été un long chemin commun durant ces années... car la Chambre assumait toutes les représentations, c'est à dire que la Chambre était toujours la représentation officielle des éditeurs, et beaucoup des éditeurs indépendants faisaient partie de celle-ci, les seuls qui n'ont jamais fait partie [de la Chambre] étaient Cuatro Vientos et Lom (...) mais les autres devaient faire partie de la Chambre car ils n'avaient pas la possibilité de participer aux foires.... et c'était un moment où ils n'avaient pas la force d'être un référent propre. Nous, le secteur public, de notre point de vue, normalement nous devons travailler avec les acteurs privés représentatifs, et à ce moment-là ce qui était considéré comme représentatif c'était la Chambre, n'est-ce pas? Cela a été un long processus, très jolie, à certains moments très conflictif... Où un acteur est parti de 7 et maintenant en est à 60 [maisons d'édition]. [Un acteur] qui a pris de la force et nous avons réussi que ce soit deux référents privés ». ¹⁷⁴

¹⁷⁴Citation originale: “ Entonces empecé a entender mucho más el mundo editorial, y el tema de la Cámara del libro, a quien representa, los conflictos que había con la Cámara, bueno... (ríe) ha sido una larga caminata juntos en estos años... porque la Cámara tomaba todas las representaciones, o sea la Cámara siempre era la representación oficial de los editores, y muchos de los editores independientes eran parte de ella, los únicos que nunca estuvieron era Cuatro Vientos y Lom (...) pero los otros tenían que estar en la Cámara porque no tenían la posibilidad de estar en las ferias... y era un momento en el cual ellos todavía no tenían la fuerza para hacer su propio referente. El sector público - del punto de vista nuestro- nosotros normalmente tenemos que trabajar con los actores privados representativos, y entonces en ese momento se entendía que lo representativo era la Cámara, no? Y ha sido un proceso largo, muy bonito, muy conflictivo incluso en algunos momentos...en que este actor,

De cette manière la Table pour l'internationalisation du livre fut convoquée, dans le cadre de la ligne de travail « internationalisation » de la Politique du Livre, pour insérer le livre au sein des thématiques ayant une pertinence institutionnelle pour ProChile. Regina Rodríguez le décrit de la manière suivante :

« Nous avons alors inventé une table pour l'internationalisation du livre (...) dans le sens de: Comment faisons nous pour que toutes les personnes du secteur public et privé - qui ont à voir avec le livre - s'assoient autour d'une même table pour voir si on peut se mettre d'accord en prenant comme prétexte l'internationalisation, ce qui est de la compétence de ProChile ». ¹⁷⁵

Partant d'une stratégie visant à se servir de l'existant au niveau institutionnel pour faire avancer les débats, cette espace, sorte de boîte à ressources institutionnelle, est utilisée par Regina Rodríguez et ses collègues. Parmi les membres de son équipe, nous allons documenter la présence d'un collaborateur qui semble particulièrement clef pour comprendre la façon dont les idées ont circulé entre les différents acteurs et les organismes publics impliqués dans cette Table. Il s'agit de l'ingénieur Raúl Vilches, dont le parcours est présenté ci-dessous.

Raúl Vilches (Vallenar, 1978) possède une Licence en ingénierie industrielle à l'Université de Santiago – USACH- et un master en sociologie. Petit-fils de mineur, il est originaire d'une famille du nord du pays. Il a commencé sa carrière à ProChile l'année 2002 dans le programme InterPyme, qui s'occupait d'environ 400 PME (Pyme est l'acronyme qu'on utilise au Chili pour la petite et moyenne entreprise). Chez ProChile il a démarré comme enquêteur à l'époque où il préparait son mémoire de licence, et ProChile avait besoin des étudiants issus du domaine de l'ingénierie – en dernière année d'études- pour mener une enquête. C'était à l'époque du gouvernement du président Ricardo Lagos, qui s'était engagé à « développer 1 000 nouvelles Pymes pour le processus exportateur ». Raúl Vilches commence alors sa vie professionnelle, en travaillant avec plus de 400 Pymes dans tout le pays, pour rendre possible leur insertion dans le processus d'exportation. Après ce travail, qui a duré trois ans, ProChile l'a contacté pour s'occuper de l'analyse du processus.

que empiezan siendo 7 y ahora son como 60, no? vaya tomando fuerza y logremos encontrar que sean dos referentes privados»¹⁷⁴. Entretien avec Regina Rodríguez, 2012.

¹⁷⁵. Citation original: “Entonces inventamos este creación de una mesa por la internacionalización del libro (...) en el sentido de: cómo hacemos para que sentemos en la mesa a toda la gente del sector público y privado - que tenga que ver con el libro- para ver si nos ponemos de acuerdo, tomando el “pretexto” de la internacionalización, que es lo que le compete a ProChile”¹⁷⁵. Entretien avec Regina Rodríguez, 2009

Il entre ensuite dans le service des industries culturelles de ProChile comme sectorialista, qui veut dire chargé de mission sectoriel. Il travaille encore dans ce service mais en tant que responsable. Sur sa biographie il nous reste à indiquer également que Raul Vilches est le président de l'Association des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, ce qui n'est pas courant dans son milieu¹⁷⁶. Il est c'est qu'on appelle un « cas d'espèce » (« bicho raro ») dans le contexte de ce ministère compte tenu la culture organisationnelle extrêmement conservatrice et élitiste¹⁷⁷. Disposant d'une forte curiosité intellectuelle, comme on a pu le constater dans le cadre des entretiens, où il fit preuve de connaissances en sociologie de la culture et de ses principaux débats, Raúl Vilches présente également des engagements sociaux¹⁷⁸.

L'aire des Industries culturelles dépend de la sous-direction de la promotion des exportations¹⁷⁹ et a pour mission de : « augmenter le nombre d'entreprises exportatrices et diversifier les marchés » dans les trois grands domaines: audiovisuel, éditorial et musique. Raul Vilches nous explique : dans ce domaine, l'institution possède deux grandes branches : un réseau de bureaux commerciaux à l'étranger (dans plus de 50 pays) et un réseau interne de bureaux dans les 15 régions du pays (...) On a priorisé certains secteurs économiques du pays, afin développer la promotion de leurs exportations ». Dans le cadre d'un entretien, réalisé pendant la Foire du livre de Quito, Equateur - en 2015 – où il était responsable de la participation du Chili, il essaie de nous dessiner l'organigramme où se trouve placé le livre au sein de ProChile, ce qui n'est pas une tâche aisée compte tenu la taille et de l'organisation interne de l'institution :

« Nous avons trois grandes aires : le Département d'aliments, qui s'occupe de tout l'agricole (aliments processés ou pas), le Département des industries, chargé de tout ce qui comprend textile, minerie, électricité et forêt et puis le département de services, qui est assez neuf dans l'institution - et s'occupe de la promotion. Moi, par exemple, je suis responsable du secteur des industries culturelles, (...) en coordination avec les autres organismes publics et avec le secteur privé, parmi des stratégies et des actions concrètes ».¹⁸⁰

¹⁷⁶ Comme nous l'avons indiqué, au Chili le taux d'affiliation aux associations de fonctionnaires est très faible. En outre, le statut administratif interdit la formation de syndicats dans l'Etat.

¹⁷⁷ Dans ce Ministère ont resté jusqu'au présent une partie importante des cadres provenant de l'époque du gouvernement du général Pinochet, tout en gardant ses qualités contractuelles.

¹⁷⁸ Actuellement il anime – comme bénévole- des ateliers de documentaires dans des quartiers défavorisés de Santiago.

¹⁷⁹ Qui pour sa part dépend de la Direction générale de Rapports économiques internationaux.

¹⁸⁰ Citation originale : « Y en ese ámbito hay tres grandes áreas: el Departamento de alimentos, que ve todo lo agrícola, alimentos procesados y no; está el Departamento Industria, que ve textil, minería, electricidad y forestal y el Departamento de servicios, que es nuevo en la institución - tiene como dos años- y vela por la promoción. Ahora dentro del Departamento de servicios, hay diferentes sectorialitas que están encargados por

Toute la longue explication de l'organigramme de ProChile que nous avons décidé de laisser dans le texte obéit à une raison très concrète. Il s'agit de restituer l'espace institutionnel dans lequel les éditeurs sont arrivés, les logiques présentes chez leurs interlocuteurs et la culture organisationnelle propre à ProChile, institution coordinatrice. Bien que nous pensions que ce sont les personnes qui font les institutions, nous savons aussi que dans les institutions opèrent des règles et certaines logiques qui leur sont propres et qui déterminent, d'une certaine façon, les conditions de possibilités pour l'action.

3.1. Un lieu pour le livre : entre affinité des capitaux et homologie d'intérêts

L'inscription d'un bien culturel tel que le livre dans une plateforme exportatrice ne s'est pas faite d'un jour au lendemain. Nous soulignons la double propriété : matériel (produit livre) et symbolique (contenus résultant de la création humaine) pour rappeler les contours qui ont dessiné les échanges entre des acteurs du monde public et privé au sein de la Table.

Pour le secteur éditorial dans son ensemble, la Table pour l'internationalisation du Livre représentait un espace de grande importance, du fait de la possibilité d'être à l'étranger parmi différentes variantes à développer, et qui vont au-delà de la seule exportation : foires du livre, salons, stages de professionnalisation, bourses pour les créateurs, entre autres. De même, le potentiel exportateur du livre chilien était quelque chose à bâtir et demandait la confluence d'un ensemble d'éléments et de personnes possédant des capacités plurielles.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, lorsque Raúl Vilches rencontre l'équipe de l'aire des Industries culturelles, il fera la connaissance de Regina Rodriguez, qui à l'époque en était la responsable. C'est là que Regina Rodriguez va lui « découvrir », ses capacités et potentialités professionnelles. Tous les deux étaient complémentaires, du point de vue des formations disciplinaires mais aussi du point de vue générationnel. Leur rencontre permit une combinaison des capitaux, liés à leurs compétences, mais aussi aux visions partagés sur le rôle de l'Etat vis-à-vis de la culture.

sectores, y en ese ámbito yo soy el responsable del sector de las industrias culturales, que en un principio trabajamos tres grandes sectores: audiovisual, editorial y música, en coordinación con los demás organismos públicos, y con el sector privado y con estrategias y acciones concretas.” Entretien avec Raúl Vilches, 2010.

Raúl Vilches a contribué en développant un discours économique pour le terrain culturel. C'est lui qui a réalisé les « profils » de chaque secteur, ce qui veut dire l'élaboration des documents réunissant l'ensemble d'information pertinente pour la prise de décisions. Il possède un savoir technique spécialisé et une connaissance assez profonde du monde des petits et moyens entrepreneurs dû à son expérience antérieure. De ce fait, il a joué un rôle de passeur entre deux mondes, tout en arrivant à « interpréter » les positions des acteurs du secteur du livre devant les acteurs publics plus « durs » du pôle des économistes. Cela, en ce qui concerne les analyses chiffrées ainsi que les arguments propres au secteur de la promotion de l'industrie et des exportations tels que la Corfo (la Corporation nationale de promotion de la production). A propos de leur mission, Raul Vilches nous signale :

« Nous cherchons à générer des contacts, des liens de financement et d'échange culturel par les exportations vers les autres pays, pour y publier. Parce qu'un éditeur est toujours un entrepreneur mais il se présente aussi comme un gestionnaire culturel ». ¹⁸¹

De sa part, Regina Rodriguez a déployé son expérience et sa maîtrise de communication pour impliquer les différentes institutions dans les débats, mais aussi – et surtout - dans la coordination des actions communes. Tous les deux, Regina Rodríguez et Raúl Vilches, développent un lien de confiance professionnel. Ainsi lorsque Regina Rodriguez part en Italie, en 2009, comme responsable du bureau commercial du Chili à Milan c'est Raúl Vilches qui reste comme responsable de l'aire des Industries culturelles, ce qui a permis de garder une certaine continuité du travail. Il s'agit d'un élément à mentionner compte tenu du bas niveau d'institutionnalisation (du fait de la prédominance de critères d'équilibres entre partis politiques) qui rend difficile la continuité de l'action publique au Chili, en ce qui concerne des longues directrices.

Lorsque nous l'interrogeons sur le travail concret de la Table pour l'internationalisation du livre, Raúl Vilches nous répond :

« Nous articulons un travail, de manière spécifique avec les deux grandes associations qui représentent le monde éditorial au Chili, que sont la Chambre chilienne du livre et l'Association d'éditeurs du Chili^[1] (...) Donc avec ces deux associations, ce que nous

¹⁸¹ Citation originale : “Nos interesa encontrar enlaces, encontrar en las exportaciones también un vínculo de financiamiento y de intercambio cultural con los demás países, para editar en ellos. Porque un editor siempre es un empresario pero también se declara como gestor cultural”. Entretien avec Raúl Vilches, Santiago, 2012.

avons fait en premier lieu a été de promouvoir le livre et les catalogues de chacune des maisons d'édition, et ce que nous faisons consiste à sélectionner des marchés prioritaires. Dans les dernières années, [le travail] a fondamentalement résidé dans la participation dans des foires du livre internationales ». ¹⁸²

Puisque la mission institutionnelle de ProChile est d'« augmenter les exportations » et sachant que chaque gouvernement a imprimé sa « marque de fabrique » ¹⁸³, pour l'institution l'idée fondamentale reste que chaque action doit se transformer en une valeur économique pour la culture. De cette manière les approches de Regina Rodríguez et Raúl Vilches se complètent de façon stratégique. Elle, une articulatrice par excellence, du fait de son parcours professionnel et son regard issu d'une expérience internationale, avait le savoir-faire pour développer un travail interinstitutionnel au sein de l'Etat, avec des compétences importantes pour réussir des accords entre des organismes hétérogènes. Lui, quelqu'un capable de penser le secteur culturel en termes d'industrie, de secteur productif et de logiques exportatrices.

Regina Rodríguez devient une grande alliée du monde du livre ce que s'explique par son parcours professionnel plus ses expériences éditoriales en Espagne et au Chili. Forte d'un capital culturel international, elle possède intérêts intellectuels peu évidents pour une fonctionnaire dans les logiques du Chili actuel ¹⁸⁴. Maîtrisant le langage des institutions (c'est-à-dire l'ensemble de ses visions/missions et leurs cadres conceptuels) qui possèdent un ethos plus proche de l'économie, telles que Corfo ou ProChile, elle est parvenue à organiser un espace étatique pluriel pour les échanges entre acteurs où le Livre allait peu à peu trouver sa place.

Du point de vue du monde des éditeurs indépendants, nous sommes ici en présence d'un phénomène de convergence d'intérêts entre acteurs du monde public et privé. Par le biais de l'« amour du livre » se produit une sorte d'identification entre des acteurs culturels et cette femme du fait de sa biographie. Regina Rodríguez - de sa part - mobilise des « raisons

¹⁸² Citation originale : “Nosotros articulamos un trabajo, en forma específica con las dos grandes asociaciones, que representan al mundo editorial de Chile, ¹⁸²que son la Cámara chilena del libro y la Asociación de Editores de Chile (...) Entonces con ellos dos, lo que hacemos en una primera instancia es promocionar el libro y los catálogos de cada una de las editoriales, y lo que hacemos es seleccionar mercados prioritarios. En los últimos años [el trabajo] ha sido fundamentalmente la participación en ferias internacionales”.

¹⁸³ Par exemple, pour le gouvernement qui vient de passer- ce de la coalition de droite ayant a la tête l'entrepreneur Sebastián Piñera – c'était de s'occuper de l'exportateur, de ce qu'était déjà en train d'exporter. Actuellement l'accent est mis sur ceux qui n'exportent pas, les plus petits entrepreneurs.

¹⁸⁴ Même si nous sommes conscientes qu'en français ce terme est bizarre voir redondante (car « fonctionnaire » est en soi un fonctionnaire de l'Etat), dans le cas du Chili il est nécessaire de l'inclure compte tenu l'absence d'une vraie carrière fonctionnaire et la précarité institutionnelle de l'Etat. Au sein de la campagne présidentielle en cours le candidat de la droite a parlé de « grasse » pour référer l'administration publique.

d'Etat » pour argumenter un ensemble d'actions conduisant à une inscription du terrain culturel dans les stratégies de rapports internationaux du commerce. A partir du vaste océan de la promotion des exportations chiliennes, ces fonctionnaires de ProChile ont cherché à développer une stratégie pour rendre attractives les industries culturelles - notamment l'industrie éditoriale - et les faire coïncider avec les objectifs de l'institution. Bien qu'au niveau de l'architecture institutionnelle la mission existait – sa définition opérationnelle –, il fallait fabriquer un « sens » qui fasse autant sens pour ProChile que pour les éditeurs, et arriver à « bon port ».

3.2. La représentation du secteur national de l'édition : un enjeu transnational

Comme nous venons de le voir, tout en produisant un ensemble d'actions visant la coopération des acteurs publics et privés, la Table pour l'internationalisation du livre s'est constituée comme une instance qui a promu la réorganisation du pôle de l'édition au Chili. Durant sa tenue, un positionnement public des éditeurs indépendants s'est forgé, même s'il a fallu quelques années entre sa création comme association et sa reconnaissance comme « interlocutrice légitime » vis-à-vis de l'Etat, ayant une voix propre, et « autorisée » sur le terrain des politiques publiques du livre du pays. Dans le cadre de cette participation, une explicitation des rôles et des positions des acteurs se produit graduellement, ce qui va déboucher sur l'apparition du pôle de l'« édition nationale », définition qui a surgi simultanément à celle du « livre chilien », comme nous le traiterons plus en avant.

De son côté, l'Etat était intéressé par la promotion de l'associativité, et l'a incorporé comme l'une des composants valorisées dans les appels à concours pour le financement de projets¹⁸⁵. Ce focus participe des actions favorisant l'articulation entre acteurs publics et privés ayant comme horizon la fortification d'un « savoir exporter ». Nous reproduisons ici un passage d'un entretien avec l'éditrice Marisol Vera (Cuarto Propio), d'où se détachent certains éléments qui montrent à quel point la représentation de la « littérature nationale » en dehors du Chili constitue un vrai enjeu de luttes.

« A cette époque, nous étions en train d'essayer d'unifier la présence de l'édition chilienne à l'étranger. Comme d'habitude...l'Etat nous demandait de nous mettre d'accord, il nous semblait qu'il était logique qu'il ait un seul stand avec l'édition chilienne et nous avons essayé de le faire, mais la Chambre, qui à l'époque se sentait très forte, a refusé d'inclure le nom de l'Association de Editores Independientes sur la

¹⁸⁵ Par exemple le Fond PROFO évoqué dans la Partie I de cette thèse.

frise qui permettrait d'identifier le stand. De sorte que cette année-là il avait deux stands du Chili: le nôtre – avec un bon échantillon de l'édition nationale- et un autre, celui de la Chambre, [au contraire] très pauvre. Je ne me souviens pas comment nous l'avons financé, mais nous l'avons payé avec notre argent et ceux qui sont allés, nous l'avons financé également de notre compte. »¹⁸⁶

Perçus comme des nouveaux concurrents, les éditeurs indépendants cherchent une légitimation de leurs catalogues, qui constituent une véritable incarnation de leur projet éditorial au sens large. Du fait de leur créativité politique, le problème de l'inscription de « leur nom » au sein du stand chilien (tel que mentionné ci-dessus), dépasse le seul aspect marketing, et marque un point de repère dans leur parcours. Ce qui était en dispute consistait plutôt en la définition des frontières entre une édition nationale en tant que telle, et une édition transnationale qui publie des auteurs chiliens.

Quelques années plus tard, en 2013, ces éditeurs sont allés à la Foire du Livre de Francfort comme représentants du Chili, chose qui, au-delà de l'exotisme d'un catalogue venu d'un petit pays du sud du monde, a permis d'exposer toute une diversité d'auteurs, des thématiques et de manières de concevoir l'édition. Il est certain que ces éditeurs – en raison de leurs structures et des volumes de ventes - n'ont pas opté pour une foire telle que celle de Francfort pour diffuser leurs livres ou faire du négoce, mais plutôt pour mener une sorte de stage professionnel et une expérience d'observation, autrement dit « jeter un rapide coup d'œil »¹⁸⁷ à ce grand événement du Livre.

3.3. L'édition indépendante comme édition nationale

Jusqu'à la réalisation de la Table pour l'internationalisation du Livre, une définition explicite du « livre chilien » ne s'avait pas avéré nécessaire. Ce besoin se manifeste lorsque la question, « qu'est-ce-qui constitue un « livre chilien » ? » apparaît au cours des séances de la Table. Contrairement à une question rhétorique, elle prend corps lorsque s'aborde le débat sur

¹⁸⁶ Entretien avec l'éditrice de Cuarto Propio, Marisol Vera, présidente de l'Association d'Editores Independientes de Chile pour la période 2013- 2016. Santiago, décembre 2015. Citation originale: « Por ese entonces, estábamos intentando unificar la presencia de la edición chilena en el exterior. Para variar...el Estado nos pedía ponernos de acuerdo, nos parecía que lo lógico es que hubiera solo un stand con la edición chilena e intentamos hacerlo, pero la Cámara, que en ese entonces se sentía muy fuerte, rehusó incluir el nombre de la Asociación de Editores Independientes en la cenefa que identificaría el stand. De modo que ese año hubo dos stands de Chile, uno nuestro – con una buena muestra de la edición nacional- y otro de la Cámara, muy pobre. No recuerdo como lo financiamos, pero lo pagamos con nuestros fondos y los que fuimos también lo financiamos por nuestra cuenta. »¹⁸⁶

¹⁸⁷ De l'espagnol "echar un vistazo".

le rôle que l'Etat devrait engager avec une industrie nationale, sa constitution et sa professionnalisation. Mais, quelle industrie s'agit-il de professionnaliser et d'internationaliser ? L'Etat chilien devait-il soutenir le secteur éditorial, et qui en son sein plus exactement ?

Au fur et à mesure des réunions, ce sujet va se clarifier, suivant cette définition : « les livres chiliens sont ces livres produits et imprimés¹⁸⁸ au Chili ». Cet exercice a laissé entrevoir l'hégémonie de l'édition espagnole en Amérique latine et en particulier au Chili. Il s'agit d'une hégémonie financière mais non du point de vue de production, selon ce que montrent les données de l'étude de Juan Carlos Sáez, comme on l'a vu dans la première partie de ce travail.

Après plusieurs tentatives de matérialisation de l'existence d'éditeurs indépendantes de Chili, effectivement dans le champ politique du Livre, l'idée d'un « livre chilien » va fonctionner comme une ressource stratégique, tout en conférant une nouvelle pertinence à leur place et leurs propos. S'observe ici un phénomène de mobilisation du « national » pour faire face à un « universel commercial »¹⁸⁹. L'imaginaire du « national » est souvent accompagné d'une position conservatrice voire réactionnaire. Il s'agit d'un imaginaire lié à la patrie, son identité et ses valeurs. Tout au contraire, derrière l'invention de cette catégorie « édition nationale » se trouvent des éditeurs qui n'invoquent ni la vertu patriotique, ni la définition d'une identité nationale unique, mais plutôt des acteurs professionnels de la culture qui font appel à une identité latino-américaine par le biais des auteurs sélectionnés, des débats promus, des sujets publiés et des problématiques partagées du point de vue de leurs maisons d'édition. Ces éditeurs sont très internationalisés, du point de vue de leurs réseaux, leurs discours et leurs visions du monde, comme nous l'avons démontré dans les parties précédentes de cette thèse.

A notre avis, la question du « livre chilien » est d'une forte inspiration française, pays où l'imaginaire du « Livre » est constitutif de l'identité nationale ainsi que de l'histoire de quelques-unes de ses maisons d'édition (telles que Gallimard par exemple) qui font partie du

¹⁸⁸ Ça correspond à une définition que bien évidemment au cours des années a varié. Par exemple, actuellement certaines maisons d'édition impriment en Chine.

¹⁸⁹ Pierre Bourdieu signale que ; « comme le remarque Jean Marie Bouvaist (d'après son travail de 1993, Crise et mutation de l'édition française), le triomphe progressif des produits à faible teneur littéraire et à large diffusion, sorte d'universel commercial qui s'oppose diamétralement, tant par sa genèse sociale que par sa qualité littéraire, à l'universel littéraire qui s'engendre, à la longue du temps, dans les échanges internationaux ». Pierre BOURDIEU. « Une révolution conservatrice dans l'édition ». In Edition, Editeurs (I). Actes de la recherche en sciences sociales. 126/127, mars 1999, p.22.

patrimoine historique de la République¹⁹⁰. Nous argumentons que les éditeurs chiliens se sont servis de cette nomenclature comme catégorie opératoire à mobiliser politiquement vis-à-vis de l'Etat. Autrement dit l'internationalisme de l'indépendance s'investit ici, tactiquement, dans une bataille nationale pour la pertinence géopolitique de l'action publique dans le champ culturel.

Il est à mentionner que, l'année même de la création de la Table pour l'internationalisation du livre, le séminaire "Vers une politique d'intégration du livre latino-américain"¹⁹¹ est organisé. Célébré au Palais de La Moneda, le 22 octobre 2007, il a bénéficié de la participation de l'éditeur franco-américain et précurseur du mouvement de l'édition indépendante André Schiffrin. A cette occasion, la journaliste et Prix National du journalisme Faride Zerán déclarait : « La promotion de la lecture doit être une politique d'Etat (...) qui se charge dès l'enfance de promouvoir les habitudes de lecture. Ce qui implique aussi de veiller à l'accès au livre, pour que leurs prix ne soient pas coûteux, stimuler l'édition nationale qui privilégie les auteurs chiliens qui font partie de notre patrimoine culturel et que ne sont pas toujours publiés par les grands entreprises éditoriales »¹⁹².

Le terme « édition nationale » avait déjà acquis une certaine résonance dans le milieu académique. Sans doute la participation au sein de la Table du Livre puis dans la Table pour l'internationalisation du Livre avait-elle fortifié la position des éditeurs étudiés. Ils ont su capitaliser cet espace en leur faveur, par exemple avec l'intégration formelle des éditeurs indépendants – après un long chemin de va et vient - à l'ensemble des membres participant au Conseil National du Livre.

Jusqu'au ce moment-là, Eduardo Castro, éditeur historique d'Editorial Universitaria représentait les deux instances : la Chambre et Editores de Chile. Intellectuel de longue trajectoire, il est un personnage incontournable dans le monde de l'édition et compte sur un large respect et une grande confiance de la part de l'ensemble du monde du Livre au Chili.

¹⁹⁰ Voir à ce sujet l'exposition Gallimard, 1911- 2011 : un siècle d'édition qui la Bibliothèque nationale de France Bnf a dédié à cette maison d'édition en 2011.

¹⁹¹ « Hacia una política de integración del libro latinoamericano ». Au sein du séminaire la journaliste et Prix Nationale de journalisme Faride Zerán déclarait « La promotion de la lecture doit être une politique d'Etat (...) qui prend le relais dès l'enfance de promouvoir les habits de lecture. Ce implique aussi veiller pour l'accès au livre, pour que leur prix ne soient pas coûteux, stimuler l'édition national qui privilège aux auteurs chiliens qui font partie de notre patrimoine culturel et que ne sont pas toujours publiés par les grands entreprises éditoriales ». Voir le journal La Nación, « Editores chilenos quieren hacer leer a Latinoamérica », 17 octobre 2007.

¹⁹² Voir le Journal La Nación. « Editores chilenos quieren hacer leer a Latinoamérica » (Les éditeurs chiliens veulent faire lire à l'Amérique latine) publié le 17 octobre 2007.

Ainsi, on peut noter que, dans le document « Politique Nationale du Livre et de la lecture 2006 » son nom figure encore en représentation de deux associations.

Mais, à partir de l'année 2007, *Editores independientes de Chile* se voit attribuer un siège au sein de ce Conseil, partageant un espace de représentation qui était jusque-là exclusif à la Chambre chilienne du Livre. Cette incorporation constitue le résultat d'une lutte et d'un long parcours accumulé en capital symbolique – que ces éditeurs enrôlent vis-à-vis des pouvoirs publics. Jusqu'à ce moment-là, il y avait encore certains éditeurs qui faisaient partie de ces deux associations, participant à la fois de la Chambre chilienne du Livre et *d'Editores de Chile*. En ce sens, cet espace de participation au sein du Conseil du Livre leur permet de facto une représentation spécifique, la Chambre gardant la représentation des autres groupes constitutifs du secteur du livre, à savoir : les libraires, les distributeurs et les commerçants du livre. De ce fait l'adoption du label « livre chilien » marque la redéfinition de l'enjeu éditorial dans son ensemble.

Une nomination dérangeante : ce qui se joue de l'international dans l'espace étatique national

Au cours du premier gouvernement de la présidente Michelle Bachelet (2006- 2010) se produit un événement à ne pas négliger, à propos de la « représentation » (inter)national du secteur du Livre. Au Chili, parmi les compétences du président de la république se trouve la désignation des quelques membres du Directorio national¹⁹³ du Conseil national de la Culture et les Arts CNCA (transformé en Ministère en 2017 comme nous l'avons signalé plus haut). Le Directorio nacional correspond à un corps professionnel de conseillers qui se trouve à côté du ministre -président, et qui a pour fonction la direction supérieur du CNCA, l'approbation de son plan de travail et l'approbation des politiques culturelles.

A cette occasion, la présidente a nommé Pablo Dittborn au Directorio national en janvier 2008. Ce gérant de la filière chilienne de la maison d'édition Randhom House Mondadori, maison appartenant au groupe Bertelsmann (voir biographie dans la Partie I) était connu pour être une personne de confiance de la présidente. Mais cette désignation a causé des réactions dans le secteur culturel et tout particulièrement de la part de l'Association Editores independientes de Chile, qui l'a considéré comme imprésentable, en arguant :

“Ce n'est pas la personne, Monsieur Dittborn, qui nous préoccupe, mais sa position idéologique, permanente, contraire à toute politique publique en faveur du livre. Il en est arrivé à affirmer (...) que “la meilleure politique du livre est de ne pas avoir de politique du livre”. (...) Pablo Dittborn est, en plus, gérant général au Chili de la multinationale la plus grande du monde dans le secteur du livre. Si nous faisons un parallèle avec l'industrie du cinéma, il serait difficile de croire que dans un pays comme l'Allemagne, pays des propriétaires de la multinationale du livre à laquelle nous faisons référence, soient désignés, dans le plus haut Conseil de l'Etat pour l'élaboration des politiques pour le cinéma européen ou allemand, un haut responsable d'une entreprise hollywoodienne.

*Sans même détailler les dommages que la concentration éditoriale menée par les grandes transnationales du livre a provoqué sur la diversité culturelle du monde et de la bibliodiversité, nous regrettons qu'on leur octroie encore plus de bénéfices que deux dont ils jouissent déjà dans notre pays. Il suffit, madame la présidente, d'examiner le budget des livres de CRA pour les bibliothèques scolaires en faveur des entreprises étrangères, et en particulier en se concentrant sur ces grands groupes- là ».*¹⁹⁴

La position publique de Pablo Dittborn refusait des débats tels que la TVA différenciée et le Prix unique du livre. A ce sujet, les éditeurs arguaient le fait que « [le Journal] The Clinic¹⁹⁵ se vend dans tous les kiosques à prix unique, et que son entreprise se bénéficie de ces mesures dans son pays d'origine ”

¹⁹³ Le Directorio Nacional est composé par: le ministre président du CNCA, un représentant du ministre d'éducation, un représentant du ministre des affaires étrangères, trois personnalités de la culture désignées par le président de la république sous une proposition des organisations culturelles du pays, deux personnalités nommées avec l'accord du Senat en représentation de la société civil, deux universitaires provenant des universités publiques et un provenant des universités privées et un ancien Prix national élu par ses pairs.

¹⁹⁴ Lettre ouverte à la présidente de la république, EDIN, Santiago, enero de 2008.

¹⁹⁵ The Clinic est un journal hebdomadaire qui mélange humeur politique, critique social avec satire. Créé en 1998 par Patricio Fernandez lors de l'arrestation du général Pinochet à Londres. Il a pris son nom de l'anglais the clinic comme une parodie (Pinochet a dû rester dans une clinique pendant son arrestation) Pablo Dittborn est son propriétaire. La Lettre se trouve disponible en entière dans les Annexes.

Nous reproduisons ce long extrait du document¹⁹⁶ pour observer les différents éléments qu'apparaissent mobilisés dans cette affaire. D'abord, il y a un refus face à la nomination d'un représentant d'un conglomérat transnational au sein d'une institution publique nationale. La question de la représentation touche à l'indifférenciation entre les champs politique et économique car, au-delà de la centralité que les grands groupes possèdent en termes de capital économique et financière, ils arrivent à occuper une place dans le plus haut organisme public du pays en charge de la culture— par la figure du représentant de sa filière chilienne. Au risque de dire des évidences, bien que ce soit la personne et son parcours et non son poste qui l'a fait mériter cette désignation.

La lettre se termine par un ton de profonde déception, interpellant la mandataire tout en utilisant le terme de « gouvernement citoyen », idée installée par la présidente elle-même pendant sa campagne pour définir une « nouvelle forme de gouverner sans les partis politiques » qui a eu un fort écho dans la population.

« Il est fatigant et frustrant de dédier tant d'efforts depuis la société civile, à contribuer au processus de « gouvernement citoyen », parce qu'il semble que pour les autorités ne comptent ni les idées, ni le compromis et le travail réalisé, et malgré tous les efforts, la complicité avec les grands pouvoirs de l'argent et des transnationales sort vainqueur »

Malgré le désaccord et la forte contestation des éditeurs, Pablo Dittborn a resté en fonctions, poursuivant ce poste pendant le gouvernement suivant, conduit par l'entrepreneur, leader des partis de droite et président ré-élu récemment, Sebastián Piñera (de nouveau élu en 2017). Cette querelle montre bien jusqu'à quel point les frontières des champs se trouvent superposées entre elles.

¹⁹⁶ La Lettre se trouve disponible en entière dans les Annexes.

3.4. Le livre chilien : un produit d'exportation ?

“Ils ne le méritent pas et ce n'est pas justifié, aucun auteur chilien ne s'en sort bien, sauf Isabel Allende qui est une citoyenne du monde parce qu'elle n'est pas d'ici, et Bolaño, qui est plus mexicaine et espagnol que d'ici, mais le reste du monde... Qui va bien?.

Entretien avec représentant d'une maison d'édition appartenant à un grand group.

Un livre n'est pas exportable simplement parce qu'il est chilien, mais parce qu'il est bon.

Entretien avec la libraire et éditrice de Liberalia Berta Concha.

Le désir de sortir des frontières du pays, de diffuser les catalogues à l'étranger est consubstantiel à tout projet éditorial. Il est indiscutable que pour n'importe quel auteur la possibilité que ses œuvres soient (bien) réceptionnés à l'étranger constitue un enjeu en soi. Nous voyons plusieurs phénomènes qui convergent, à ce carrefour entre marché international, création d'une édition qui prend la bannière de l'édition nationale pour se distinguer de la Chambre chilienne du livre, et une croissante attention de l'Etat chilien pour le Livre¹⁹⁷.

Les questions que nous avons à poser concernent les conditions de possibilité pour « le livre chilien » d'investir le marché international et son potentiel exportateur. Autrement dit : existe-t-il une niche de marché pour le livre chilien ? Quelle est-elle ? Quelles seraient les propriétés spécifiques qui le rendent attractif ? La condition de diversité des catalogues est-elle suffisante pour devenir exportables ? Ou encore : qu'est-ce-que constitue un « livre exportable » au niveau global ? Est-ce-que c'est la singularité de ses contenus, sa façon à « raconter » ou plutôt le contexte national que s'exporte dans l'imprimé ? Est-ce-que la seule condition d'avoir une « littérature nationale » (pour résumer) la rend exportable en soi ? Bien que ces questions restent sans réponse, elles désignent les contours de la problématique d'une précarité du livre chilien, qu'il faudrait développer dans des recherches à venir.

Les éditeurs chiliens se montrent en effet très ouverts à l'idée d'exporter, même si les éditeurs faisant partie d'*Editores de Chile* n'ont pas encore été capables de s'organiser pour arriver à exporter de manière conjointe. Aucune incitative associative exportatrice n'a prospéré, ce qui révèle un manque de professionnalisation et des compétences techniques spécifiques dans cette aire (au-delà de la complexité du cadre chilien).

¹⁹⁷ Les invitations dont le Chili a été objet ont été assumées par l'Etat chilien. Raúl Vilches nous disait à ce sujet : « Nous avons avancé sur différentes choses : d'abord, nous avons été capables de répondre : le Chili a été invité internationalement (comme pays invité d'honneur) et nous avons été capables de répondre à ces invitations ». Entretien avec Raúl Vilches, octobre 2015.

L'établissement d'une action publique pour promouvoir la circulation du livre implique aussi concevoir une performance, et de voir le Chili comme un pays dont sa littérature mérite d'être exportée, c'est à dire être connue dans le monde. Un tel pari nécessiterait un déploiement des ressources de divers ordres, allant dès la diplomatie culturelle à l'adéquation d'un cadre régulateur visant la croissance et le renforcement de l'industrie éditoriale nationale (aides à la traduction, achat de droits, tarifs douaniers, formation de distributeurs spécialisés, entre autres).

Bien qu'une politique d'internationalisation soit encore en cours de développement (comme nous l'avons vu), le Chili arrive à bien gérer sa « mise en scène de la littérature nationale » pour reprendre l'expression de Gustavo Sorá.¹⁹⁸ Malgré sa modeste échantillon d'auteurs « mondiaux », le Chili tire pleinement ses deux prix Nobel de littérature (la grande fierté chilienne) et nourrit l'imaginaire d'un Chili « pays de poètes », un petit pays qui produit des bonnes lettres avec des voix tels que Gonzalo Rojas, Roberto Bolaño ou encore Isabel Allende. Or, en ce qui concerne l'inscription dans des aires linguistiques dont le marché du Livre se trouve organisé, nous sommes d'accord avec Gisèle Sapiro : « Les chances d'accès à la visibilité sur la scène internationale demeurent cependant bien plus élevées pour les auteur-e-s écrivant dans les langues centrales que pour leurs pairs publiant dans les langues périphériques ».¹⁹⁹

Cette distribution inégale entre pays de langues centrales et langues périphériques ainsi que l'asymétrie dans la circulation des livres entre ces centres et périphéries, soulignent la nécessité des politiques publiques pour la culture. Le marché mondial des biens symboliques défie l'action publique pour garder en vie (au moins dans des conditions de vie correcte) ce qu'on appelle actuellement « les industries créatives ». Sur le terrain du livre spécifiquement, émergent en même temps qu'un processus mondial de concentration éditoriale, tout un ensemble des projets éditoriaux innovateurs dans les pays non centraux qui ont proposé de nouvelles voix, des regards, esthétiques et des langages propres durant les trois dernières décennies. Concernant la production éditoriale des petits et moyens éditeurs chiliens, Raúl Vilches signalait :

¹⁹⁸ Gustavo SORÁ, « El Mundo como feria In (ter) dependencias editoriales en la Feria de Frankfurt », *Comunicación y Medios*, N° 27, 2013. Disponible sur <https://comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/view/24917>

¹⁹⁹ Gisèle SAPIRO, Jérôme Pacouret, Myrtille Picaud. « Transformations des champs de production culturelle à l'ère de la mondialisation ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 206- 207, mars 2015, p.4-13, p.13.

« Nous valorisons que durant les 10 dernières années, aient été produit au Chili 3 000 nouveaux titres par an, selon les registres ISBN. (...) Surtout avec la récupération, par les éditeurs indépendants de nouveaux auteurs, de nouveaux historiens, de l'aire des sciences sociales et de la recherche (...) »

Editores de Chile envisage la constitution d'une industrie nationale du Livre, inscrite dans une vision de diversification de l'offre exportatrice du pays : passer d'un pays uniquement exportateur du cuivre au niveau mondial, à un pays qui fabrique des produits avec une valeur ajoutée (produits manufacturés). Un désir de professionnalisation et une volonté de développement d'une industrie nationale du livre qui se conjugue avec des engagements politiques et intellectuels propres à cette association.

Ces éditeurs se sont beaucoup professionnalisés si on compare avec la qualité technique qu'ils présentaient il y a 20 ans. Malgré la qualité des contenus publiés, on trouvait encore des textes avec des fautes d'édition, problèmes de mise en page, ou même de reliure (pages que sortaient facilement). Effectivement, nous sommes face à un autre état de l'édition en termes de développement de la profession.

A ce propos, au cours de nos entretiens nous avons trouvé deux visions antagoniques de l'existence d'un potentiel éditorial exportateur au Chili, celle d'Editores Independientes de Chile et puis celle des grands groupes ayant une filière au Chili. Ces derniers se veulent comme faisant partie d'une sorte d'offre de littérature internationale incarnée par les best sellers. Juste pour en donner un exemple, nous présentons un extrait d'entretien avec un représentant d'un grand groupe (qui n'a pas accepté de reproduire cet entretien avec son nom) dont l'opinion nous semble très parlante.

« (...) mais je veux que tu saches qu'aujourd'hui il n'y a rien d'intéressant, mais absolument rien d'intéressant en termes littéraires au Chili, rien ! Crois-moi. Et ceux qui vendent bien, c'est une autre histoire, parce qu'ils sont bons et qu'ils vendent bien, on les voit peu. Bon. Il est aussi parti Pablo Simonetti à Alfaguara, il est ensuite passé chez Planeta et ensuite à la maison d'édition Norma. Norma n'existe pas, elle existe comme maison d'édition de livres pour enfants, mais en Espagne Norma n'existe pas... Pourquoi est-il parti là-bas ? Il est parti pour l'argent et de manière incorrecte, son ambition d'être publié de façon massive en Espagne, et il m'a dit que c'est pour cette raison qu'il est parti chez Norma parce qu'ils lui avaient promis, mais Norma a une maison d'édition qui s'appelle Belacqua, qui est plus petite que Cuarto Propio ici²¹⁷, mais ils l'ont payé 170 000 dollars d'avance, que personne d'autre n'allait lui payer. Donc, les grands [auteurs] qui ont terminé par bien vendre sont partis chez les grands, je te dirais qu'aujourd'hui 70% des auteurs chiliens sont aux mains des transnationales, et là je te le confirme, parce que les transnationales leur paient les avances et leur assurent le solde des droits, religieusement. (.) Donc non, je crois que ce que font

les transnationales est un travail assez sérieux en termes éditoriaux que peuvent aussi faire les petites maisons d'édition, mais qui donnent une possibilité de faire sortir les auteurs hors du Chili, ce qui est toujours son ambition²⁰⁰. »

Tout en avançant une évaluation lapidaire des auteurs chiliens et de ses possibilités exportatrices, cette personne nous donne un avis assez particulier sur les auteurs plus vendeurs à l'international et plus concrètement sur les raisons qu'ont ceux-ci pour préférer publier avec les grands groupes éditoriaux. Elle affirme que les auteurs les plus vendeurs commencent par le haut, chose que contredit l'hypothèse répandue d'un chemin à construire, de façon graduelle, depuis l'écrivain peu reconnu jusqu'à l'auteur « consacré ».

L'opinion de l'éditrice reproduite plus haut conteste donc la vision mobilisée par l'éditeur Juan Carlos Saéz, appartenant à Editores independientes de Chile. Cet argumentaire stratégique, illustre l'importance des maisons d'édition nationales pour faire pousser les auteurs émergents qui ont devenus célèbres. Il prend Neruda en exemple : « Neruda, n'aurait pas été Neruda sans l'existence d'une petite maison d'édition nationale qui l'avait publié avant qu'il ne soit connu ». C'est l'argumentaire que les éditeurs indépendants ont mobilisé devant les responsables politiques pour les convaincre de l'importance qui revêt l'édition nationale en tant qu'espace de consolidation de nouvelles voix ayant un potentiel « universel ». Dans le cadre d'un entretien, Regina Rodriguez reprend cette formule, en citant à Juan Carlos Sáez, nous racontant à quel point cet argument l'avait convaincue ? Même s'il faudrait « contextualiser » le lieu qu'occupe le poète au Chili, baigné dans une sorte d'imaginaire épique qui en fait un cas assez particulier et peu généralisable.

Ces éditeurs produisent et diffusent des arguments qui, à certains moments, font sens aux représentants politiques et qui, par la même, sont capturés par l'Etat dans la mesure où cet

²⁰⁰ Entretien avec un éditeur d'une maison d'édition appartenant à un grand group, 2012. Il a demandé d'anonymiser l'entretien. Citation originale : (...) pero quiero que sepas que hoy día no hay nada interesante, pero absolutamente nada interesante en Chile en términos literarios, nada! Créeme. Y los que venden bien, ese es otro cuento, porque que sea bueno y que venda bien, eso se da poco. Bueno ¿Donde partió Pablo Simonetti? En Alfaguara, después se pasó a Planeta y luego se fue a editorial Norma. Norma no existe, existe como editorial de libros infantiles, pero en España Editorial Norma no existe, en Colombia existe porque son de ahí, pero en México no existe... ¿por qué se fue ahí? Se fue por plata y equivocadamente, su ambición es ser publicado de gran manera en España, y me dijo que por eso se había ido con Norma porque se lo habían prometido, pero Norma tiene una editorial que se llama Belacqua, que es más pequeña que Cuarto propio aquí, pero le pagaron 170.000 dólares de anticipo, que no se lo iba a pagar nadie. Entonces, los grandes que han terminado vendiendo bien partieron en grande, yo te diría que hoy día el 70% de los autores chilenos están en manos de transnacionales, y aquí sí que te lo afirmo, porque las transnacionales les pagan los anticipos y les aseguran la liquidación de los derechos, religiosamente. (...) Entonces, no, yo creo que lo que hacen las transnacionales es un trabajo bastante serio en términos editoriales que también lo pueden hacer las editoriales pequeñas, pero que tienen alguna posibilidad los autores de salir afuera, que es siempre su ambición".

argumentaire s'ajuste à leurs propos. Pour continuer, lorsque nous posons justement la question de la publication d'auteurs « émergents » (ou non consacrés) chez des maisons d'édition appartenant aux grands groupes, Pablo Dittborn, représentant de Randhom House au Chili, nous répond²⁰¹ :

« Ecoute... En Espagne ce n'est pas comme ça et ici non plus, l'Espagne a même une collection qui s'appelle Caballo de Troya [Cheval de Troie], qui introduit et publie seulement de nouveaux auteurs, y compris des premiers romans, je crois. Nous avons déjà publié trois livres d'un monsieur que personne ne connaissait et qui s'appelle Marcelo Lillo, un professeur d'école primaire qui vit à Niebla²⁰², ils ne le connaissent même pas à Valdivia, enfin, je ne crois pas à ça parce que je ne peux pas concevoir que quelqu'un amène un bon texte à une maison d'édition, et que l'éditeur ou l'éditrice le lise et lui dise ' Ah non ! Comme c'est le premier, emmène-le autre part'. Non, écoute, je vais faire un parallèle assez absurde : c'est comme un joueur de foot, si un garçon de 14 ans arrive et que je vois qu'il a le système des footballeurs [au sens de leur mentalité], qui est quasiment esclavagiste, et qui fait qu'on lui propose un contrat de trois et 300.000 pesos mensuels pour trois, à 17 ans ce garçon pourrait être une merveille et être vendu pour presque 14 millions de dollars, et c'est le commerce du club. Donc mon commerce consiste à acheter à Marcelo Lillo les droits [de son livre] en accord avec le marché chilien, ce que j'ai fait, regarde je te donne telle avance mais je t'achète les droits pour toutes les langues, et si le type explose, personne ne pourra croire qu'il m'a coûté 3.000 dollars d'avance et que cela sera une bonne affaire, de toute façon on lui paiera ce qui correspond au produit des revenus, mais j'ai eu un risque mesuré d'investissement. Donc nous sommes absolument ouverts, mais absolument. »

Il faut signaler que les maisons d'édition des grands groupes font rarement des traductions au Chili, étant faites en Espagne (par exemple, Mondadori le fait à Barcelona), et impriment d'abord en Argentine ou au Pérou mais très peu au Chili, selon les informations qu'elles apportent.

²⁰¹ Citation originale: "Mira...en España no es así y aquí tampoco, España tiene incluso una colección que se llama Caballo de Troya, a través de ahí se introducen y solo publican autores nuevos, incluso creo que primeras novelas. Nosotros hemos publicado ya tres libros de un señor que no conocía nadie, que se llama Marcelo Lillo, un profesor primario que vive en Niebla²⁰¹, no lo conocen ni en Valdivia, o sea, yo no creo en eso porque no concibo que llegue alguien a una editorial que traiga un buen texto, el editor o la editora lo lea y diga "Ah, no! Como es lo primero llévatelo a otro lado". No, mira, voy a hacer un paralelo bastante absurdo: esto es como con un jugador de futbol, si llega un chico a los 14 años y yo veo que tiene el sistema de los futbolistas, que es casi esclavista, hace que ese chico le hagan un contrato por 3 años, por 300.000 pesos mensuales por los 3 años, a los 17 ese chico podría ser una maravilla y ser vendido por casi 14 millones de dólares, y ese es el negocio del club. Entonces mi negocio es comprarle a Marcelo Lillo, que lo he hecho, los derechos de acuerdo al mercado chileno, mira te pago tal anticipo, pero te compro los derechos para toda la lengua, si el tipo explota, nadie va a poder creer que me costó 3.000 dólares de anticipo y va a hacer un buen negocio, ahora, igual a él va a pagársele lo que corresponda producto de las liquidaciones, pero tuve un bajo riesgo de inversión. Entonces nosotros estamos absolutamente abiertos, pero absolutamente... Entretien avec Paulo Dittborn, représentant de Randhom House au Chili, avril 2009.

²⁰² Niebla correspond à un village de la commune de Valdivia, dans le sud du Chili.

Elles conquièrent certains espaces de parole publique, ce qui a des répercussions sur leur consécration littéraire. La popularité que construit chaque maison d'édition est extensible à ses auteurs qui contribuaient simultanément à sa construction. De ce fait, les batailles auxquelles ces éditeurs se livrent au nom de la diversité culturelle, de la bibliodiversité, ou encore pour un cadre institutionnel plus adéquat pour l'« écosystème du Livre »²⁰³ ne constituent pas une activité externe au jeu éditorial. Il s'agit d'une dynamique permanente d'avancées et de replis qui opèrent de façon simultanée avec les actions menées auprès du champ politique et les instances de consécration classiques du champ littéraire (prix auteurs, jurys littéraires) dans la constitution de leur « nom ».

En guise de conclusion

La participation des éditeurs indépendants aux diverses instances étatiques va progressivement produire des reconfigurations pour le champ culturel dans son ensemble. Cela signifie que l'espace éditorial devient plus complexe. Le secteur de l'édition indépendante commence à disposer d'une place légitime de représentation, au sein des espaces institutionnels qui ont un impact sur le Livre. Effectivement le fait qu'Editores independientes de Chile ait été invité pour participer à la Table pour l'internationalisation du livre, organisme chargé de la promotion du livre comme une nouvelle niche d'exportation, rend bien compte du fait que l'Etat commence à percevoir cette association dans sa singularité (par rapport à celui de la Chambre) et que son rôle a été compris.

C'est en fait au sein de cette instance (la Table pour l'internationalisation du livre) que les éditeurs sont reconnus comme des acteurs privés pour le secteur public et que la catégorie d'« édition nationale » est créée. Effectivement, elle constitue un point de repère fondamental et un moment de définition et de différenciation du pôle d'acteurs représentés par la Chambre chilienne du Livre. Cette participation vise à promouvoir la griffe d'une « édition nationale », comme mécanisme de légitimation par le biais d'un concept-slogan qui devrait interpeller les responsables politiques chiliens.

Il s'agit d'un exercice bidimensionnel, qui a entraîné des transformations pour les deux parties. D'un côté, des agents de l'Etat y développent progressivement une connaissance approfondie d'un secteur qui leur est jusqu'alors inconnu, de sa morphologie, de ses intérêts,

²⁰³ Expression utilisée dans le document Politique nationale de la Lecture et du Livre 2015-2020 pour référer l'ensemble des acteurs et des processus impliqués dans le Livre, depuis sa création jusqu'à sa distribution.

de ses problématiques et de ses principaux enjeux. Cette prise de pouls du secteur leur permet ainsi de réorganiser son dispositif étatique pour le secteur du Livre par la création (ou la restructuration) des lignes de programmes comptant une pertinence contextuelle.

De même, la création d'une marque sur la base de l'imaginaire du « livre chilien », active un label pour contester la surreprésentation espagnole, au niveau national tout comme international. Comme nous l'avons indiqué dans la deuxième partie de ce travail, il y a différentes manières de mobiliser la catégorie d'« indépendance » au sein du champ international de l'édition, via un usage qui se fait en fonction du cadre institutionnel, économique et politique propre à chaque pays.

On voit ainsi coïncider une stratégie d'internationalisation des éditeurs indépendants, que nous appellerons « internationalisation avec une ascendante de capital social » déjà initié par la construction de réseaux au sein des associations de professionnels de la culture, avec une politique étatique d'internationalisation que nous désignerons comme « internationalisation avec une ascendante de capital économique ». Celle-ci est destinée fondamentalement dans le domaine du commerce et de l'inscription systématique du Chili comme un pays globalisé.

Ces deux formes d'internationalisation se trouvent entrecroisées car la construction de réseaux, tout en fortifiant leur identité collective, aide à la prise de contact avec différents acteurs internationaux, permettant de s'inscrire dans les débats internationaux les plus fondamentaux du monde culturel. Ces formes d'associativisme montrent une relative consolidation chez ces éditeurs, à savoir une internationalisation du point de vue de leurs discours (du point de vu technique et politique), de l'établissement des liens avec le monde culturel international et de leur capital associatif. Il en va de même pour permettre le maintien de leur « indépendance » vis-à-vis de l'Etat et des partis politiques, unique condition à l'inscription de ces éditeurs dans un monde plus large que le local.

Annexe : Bref aperçu de la Politique Nationale de la Lecture et du Livre 2015- 2020 : une tentative de co-crédation public-privé

Dépasant la période d'étude choisie, nous voudrions apporter un panorama succinct à propos de la Politique de la Lecture et du Livre -PNLL- récemment lancée en 2015. Cette décision répond à des motifs assez concrets. Tout d'abord, la confluence d'acteurs qu'ont coïncidé dans sa formulation, les dynamiques qu'ont donné comme résultat cette politique, la méthodologie utilisé dans sa construction et puis sa portée en termes de « modèle inspirateur » pour d'autres politiques culturelles sectorielles.

Il nous semble adéquat d'indiquer qu'il ne sera pas question ici de faire l'évaluation de cette politique au niveau de son impact. Notre démarche, forcément partielle (en raison de la proximité de la période), n'arrivera pas à une reconstitution totale et systématique de cette politique, ce qui dépasserait les objectifs souhaités dans cette thèse. Il nous intéresse plutôt de regarder comment a fonctionné le processus d'élaboration, d'une « politique en mouvement » et, sur cette base, d'esquisser les trajectoires de participation des éditeurs étudiés, de retracer ses pratiques, ainsi que les systèmes d'échange entre l'Etat et des agents de la dénommée « société civile ».

Dans la production de cette politique opère une longue histoire, dans laquelle se tisse la conformation d'un secteur possédant une certaine maturité et une consistance interne. Le secteur dans son ensemble²⁰⁴ exhibe une propriété particulière, donnée par la capacité de voir au-delà du secteur lui-même, caractéristique distinctive d'autres secteurs au sein du monde de professionnels de la culture observés²⁰⁵. De même, la participation continue d'un acteur collectif tel qu'Editores independientes de Chile - tout au long de ces vingt dernières années - fut constitutif d'une certaine expertise, de la mobilisation des connaissances et d'autres ressources symboliques (telles que la crédibilité, la capacité de construire des accords) qu'ils ont investis jusqu'à l'aboutissement du processus.

Sous la pression des acteurs du Livre, la nécessité de renouveler la politique du Livre 2006-2010 entre dans l'agenda politique. Pendant la campagne présidentielle, différentes voix

²⁰⁴ On parle ici de l'ensemble d'éditeurs, bibliothécaires, maîtres, libraires

²⁰⁵ En raison d'un poste obtenu au sein du Ministère des cultures, des Arts et du Patrimoine dans la période 2016-2018, nous avons eu l'occasion de faire partie de plusieurs instances de participation avec les différents secteurs de professionnels de la culture du Chili. Ce lieu d'observation- action privilégié nous a permis constater la condition toute particulière des éditeurs comme acteurs impliqués dans les affaires publiques.

du Livre au Chili se sont rapprochées des équipes de campagne des candidats insistant sur la nécessité d'une prise en considération du livre et la lecture comme une priorité publique par le biais de l'actualisation et de la mise en place de la Politique national du Livre et de la lecture. De ce fait, Michelle Bachelet, à l'époque candidate, répond en incorporant dans son programme gouvernemental 2013, la promesse N° 11 : « Nous créerons le Plan national de lecture et une Politique national du livre qui fasse du Chili un pays de lecteurs et de lectrices depuis la petite enfance. »²⁰⁶

Comme on l'observe, la nouvelle appellation de la Politique a renversé les éléments ("Lecture" a la place du "Livre" qui était le terme consacrée pour la politique antérieure). Cette nouvelle rédaction au-delà d'un choix de style, correspond à une décision de l'emphase qu'allait porter cette Politique, et de son ancrage concret.

Il est ainsi que, sous la pression des acteurs du Livre, la nécessité de renouveler la politique du Livre 2006-2010 rentre à l'agenda politique. Pendant la campagne présidentielle les différentes voix du Livre au Chili se sont approchées aux divers commandos politiques des candidats insistant sur la nécessité d'une considération du livre et la lecture comme une priorité publique par le biais de l'actualisation et la mise en place de la Politique national du Livre et de la lecture. De ce fait, Michelle Bachelet, á l'époque candidate, répond incorporant dans son programme gouvernemental 2013, le compromis N° 11 : « Nous créerons le Plan national de lecture et une Politique national du livre que fasse du Chili un pays de lecteurs et de lectrices depuis la petite enfance. »²⁰⁷

Comme on l'observe, la nouvelle appellation de la Politique a renversé les éléments (Lecture a la place du Livre qui était le cas de la politique antérieure). Cette nouvelle rédaction au-delà d'un choix d'style correspond à une décision de l'emphase qu'allez porter, comportant le Plan National de la lecture 2015-2020, son ancrage concret.

La Politique de la Lecture et du Livre a été présidé par la directrice du Conseil du Livre de l'époque, Regina Rodríguez, avec une direction remarquable en ce qui concerne

²⁰⁶ Citation originale "Crearemos el Plan Nacional de Lectura y una Política Nacional del Libro que haga de Chile un país de lectores y lectoras desde la primera infancia". Programme gouvernementale de Michelle Bachelet, 2013.

²⁰⁷ Citation originale "Crearemos el Plan Nacional de Lectura y una Política Nacional del Libro que haga de Chile un país de lectores y lectoras desde la primera infancia". Programme gouvernementale de Michelle Bachelet, 2013.

l'ampleur et la diversité de l'appel à participations, ainsi que le déploiement d'une importante capacité de lobby – résultat des années d'expérience dans la fonction publique nationale et à l'étranger. Ce processus, qui n'a pas été exempt d'obstacles²⁰⁸, a incarné une aspiration ancienne de l'ensemble du secteur du Livre.

La méthodologie de travail mérite d'être mentionnée. Ce processus a fonctionné comme un ensemble de « cabildos »²⁰⁹ citoyens avec un ample participation. Réalisés à Santiago (dans le Centre culturel Estación Mapocho) ainsi que dans la région de Valparaíso, ces débats ont suscité un grand intérêt, correspondant aussi – à notre avis- à un moment d'effervescence sociale et politique qu'a connu le Chili, particulièrement ces dernières quatre années. Il s'agit d'une période caractérisée par un état d'esprit de contestation, d'indignation face aux abus des entreprises d'assurance maladie, des scandales de corruption qui ont été rendus publics par la presse (l'affaire concernant le fils aîné de la présidente Bachelet ainsi que celle plus récente relative au trafic d'armes et de drogues au sein de l'Armée pendant la dictature étant ceux qui ont été les plus médiatisés), de collusion des certains conglomerats de chaînes de pharmacies, et d'entreprises de papier toilette, etc. Elle a été également accompagnée par l'impulsion d'une campagne citoyenne (non majoritaire mais historique pour le Chili) pour une « assemblée constituante » afin de changer la constitution d'A.Pinochet.

Les tables ont fonctionné entre les mois d'août et octobre, 7 à Santiago et 15 dans les régions, avec la participation d'un ensemble d'agents, qui rassemblent en tout environ 700 personnes: auteurs, éditeurs, représentants de la Chambre chilienne du Livre, de l'Association d'Editores Independientes de Chile, de la coopérative d'éditeurs La Furia del Libro, libraires, représentants de l'Association grémial d'industriels graphiques, de la Société d'écrivains du Chili (SECH), du Collège de traducteurs e interprètes du Chili, du Collège de bibliothécaires du Chili, conseillers du Livre, fonctionnaires du CNCA, de la DIBAM, du ministère de l'Education , de la DIRAC et de ProChile, enseignants, chercheurs, traducteurs, représentants des universités, de l'Académie de la Langue, des fondations et de corporations dont le but est la promotion de la lecture et la lutte contre la pauvreté, journalistes, gestionnaires culturels,

²⁰⁸ Par exemple l'opposition publique de l'ex gérant de Randhom House Chile, Pablo Dittborn, qui s'est retiré de l'instance en accusant un désordre.

²⁰⁹ D'origine latin « capitulum », ce concept vient de l'époque coloniale dont le nom indiquait à la fois l'institution et le bâtiment ou la réunion était réalisée. Cette figure a été reprise durant l'administration de Claudio Di Girólamo á la tête de la División de cultura, pour appeler aux grandes réunions citoyennes destinées à aborder – de manière participative- le culturel comme un projet public.

entre autres acteurs du secteur²¹⁰. Sous la base de dialogues ouverts, ces tables participatives se sont structurées autour des domaines suivants : lecture, création, patrimoine bibliographique, industrie e internationalisation et cadre juridique institutionnel, se concluant avec la génération d'un rapport.

En parallèle, l'Université du Chili, à travers sa Vicerrectoría d'extension et des communications (présidée par Faride Zerán), a organisé au mois d'octobre une rencontre intitulée « Congrès du livre et du mot » (Parlamento del Libro y la Palabra) avec la présence des écrivains régionaux et indigènes. Cette instance a produit un document avec de propositions qui ont été reprises lors de la mise en place de la Politique. En fait, ces actions peuvent être comprises comme une tentative d'influer, au nom de la démocratisation culturelle, pour une ré-articulation du champ culturel. Même si ses buts sont largement liés au secteur du Livre, cette Politique ne se cantonne cependant pas au niveau du secteur.

Le caractère interinstitutionnel²¹¹ constitue également l'un des piliers de cette Politique, qui considère que son terrain d'action dépasse la seule participation du CNCA²¹². La structure de la Politique considère l'« écosystème du Livre », concept employé dans ce document pour faire référence à l'ensemble des acteurs concernés. Elle se base aussi sur sept principes constitutifs²¹³ dont la « diversité culturelle ». En ce qui concerne tout particulièrement l'inclusion de ce principe, on voit bien une recherche de cohérence institutionnelle avec la Convention ratifié par l'Etat chilien, inclusion qui a été promue par les éditeurs indépendants en tant que membres de la Coalition chilienne pour la diversité culturelle (dont la mise en garde constitue une de ses missions).

Concernant la TVA, la volonté de débattre a dû se confronter au même mur que lors de la politique antérieure : le ministère du trésor. Ce Ministère constitue le pouvoir effectif, on dit au Chili que c'est ce ministre qui gouverne vraiment.

²¹⁰ Source : Politique National de la Lecture et du Livre. CNCA

²¹¹ A cette fin ont été convoqués un ensemble d' « institutions collaboratrices » ayant pour responsabilité la mise en place de mesures contemplées dans la Politique avec des critères de pertinence territorial. Elles sont : le ministère de l'éducation, la Direction de bibliothèques, d'archives et musées (DIBAM), la Corporation de promotion des exportations (CORFO), LE Conseil national de l'enfance et le Ministère de développement social (MDS).

²¹² Le Conseil national de la culture et des Arts.

²¹³ À savoir : participation, diversité culturelle, inter culturalité, inclusion social, territorialité, équité et promotion de la créativité.

En ce qui concerne le suivi de la mise en place de cette politique, nous trouvons une méthodologie de « suivi avec concertation »²¹⁴ de la société civile. Ils existent quatre instances de suivi: le comité interministériel²¹⁵, les tables techniques- publiques²¹⁶, les tables mixtes et les commissions de travail. Chacune d'entre elles développent une méthodologie pour mener à bien le travail : on nomme un coordinateur qui va faciliter et guider le débat afin d'arriver à des accords qui seront a posteriori systématisés dans un compte rendu²¹⁷ qui sera ensuite envoyé à tous les participants, assurant ainsi la continuité de la prochaine rencontre. Les éditeurs sont responsables des commissions « achats publics » à la charge de l'éditeur Paulo Slachevsky et « internationalisation » à la charge de l'éditeur Juan Carlos Sáez. L'éditrice S.Selowsky participe, pour sa part dans la commission de Bibliothèques publiques.

Le comité interministériel, qui revêt un caractère politique fort, va assurer une action interinstitutionnelle, renforçant ainsi l'idée que le « culturel » excède le terrain d'action d'une seule institution. De leur part, les Tables techniques publiques, se conforment à des contreparts techniques qui assument les demandes requises par chaque ministère et service public. Elles vérifient les mesures qui les concernent, définissent les actions et font des rapports d'état d'avancement. Ensuite, il y a les Tables mixtes, qui présidées par un représentant citoyen, élu démocratiquement, ont pour fonction la mise en œuvre des mesures.

Pour conclure, nous pouvons ajouter que cette Politique a réalisé chaque année depuis sa création, en 2016 et 2017, une journée plénière publique, sorte d'accountability, dans le cadre de la Foire du Livre au mois d'octobre.

²¹⁴ « Seguimiento concertado »

²¹⁵ Le Comité interministerial correspond à une instance qui, présidé par le Ministre du Conseil National de la Culture et des Arts – CNCA- est constitué par tous les ministères dont – en vue de leur fonction- leur concerne l'accomplissement des mesures envisagées dans la Politique. Ils sont : Ministère (MINSEGPRES), Ministère (MINSEGEGOB), Ministère de l'éducation, Ministère des affaires étrangères (à travers de ProChile et DIRAC), Ministère de l'économie (CORFO), Ministère du trésor, Ministère du développement social, Direction des bibliothèques, des archives et musées (DIBAM) et Ministère de la femme (SERNAM).

²¹⁶ Mesas técnicas públicas.

²¹⁷ Je dois cette information à Ada Guzmán, professionnel à l'époque responsable pour la Politique de la lecture et du Livre 2015.

CONCLUSION

La recherche réalisée sur l'espace de l'édition indépendante (1990- 2010) qui naît au Chili à l'aube des années 1990 dans un contexte de transition vers la démocratie, nous a finalement conduit jusqu'à un objet de portée internationale. Ce dernier reflète à la fois un phénomène de globalisation éditoriale (via un processus de concentration à l'échelle planétaire) et un cadre politique et social local de post-dictature. Cette double situation, à laquelle les éditeurs étudiés se trouvent confrontés, a généré des réponses combinant des ressources et des stratégies hétérogènes, navigant toujours entre le national et l'international.

Nous présentons ici quelques réflexions de clôture, organisées au travers de cinq axes qui rendent compte de nos principaux résultats ainsi que des pistes de recherche à envisager.

1. L'édition indépendante : un enjeu transnational

La publication - en français - de *L'édition sans éditeurs*¹ en 1999, d'André Schiffrin a marqué un point de départ incontournable vers la structuration de l'indépendance en tant que modèle international face à une édition « concentrée ». L'éditeur franco-américain y prenait publiquement position, pratique traditionnellement réservée aux auteurs, probablement sans imaginer l'ampleur de la réception et l'impact mondial que connaîtrait son ouvrage, ni l'efficacité symbolique que le titre - un avertissement sur l'avenir du monde du livre - allait exercer sur le secteur. A peine deux années plus tard, une réédition en espagnol - comprenant une préface spécifique de Schiffrin pour l'édition latino-américaine – inaugurerait le premier ouvrage qu'Editores Independientes² publiait en coédition.

A la même époque, la formule « la culture n'est pas une marchandise » et sa déclinaison : « le livre n'est pas un produit comme les autres » - toutes deux conçues dans la même matrice francophone- faisaient leur apparition au sud du monde. Elles étaient reprises et mobilisées localement par une la Coalition chilienne pour la diversité culturelle naissante. Créée juste après la Première rencontre internationale des associations professionnelles de la culture tenue à Montréal³ en 2001, avec à sa tête l'éditeur Paulo Slachevsky, cette coalition a fait

¹ Dont le titre en anglais est "The Business of Books: How International Conglomerates Took Over Publishing and Changed the Way We Read". New York, Verso Books, 2001.

² La cuadrilla formée par les maisons d'édition Era (Mexique), Lom(Chili), Trilce (Uruguay) et Txalaparta (Pays basque espagnol).

³ Rencontre des Associations professionnelles de la culture de 2001 dont nous avons traité in extenso dans la deuxième partie de notre travail.

entrer le débat sur la diversité culturelle dans l'agenda public lors du dernier round de négociations d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis.

Cette articulation (trans) nationale d'événements, d'actions et de transferts entre acteurs et institutions participe de l'universalisation de certaines prémisses sur la culture et les biens culturels, inscrite au sein des processus symboliques d'importation-exportation. De ce fait, l'objectivation de l'itinéraire spécifique qui lie Gijón, Paris, Montréal et Santiago s'est avérée primordiale pour saisir le contexte, les raisons et les intérêts qui ont accompagné le développement de l'édition indépendante comme mouvement international multi-forme. La lutte contre la standardisation des biens culturels sur le terrain spécifique du livre s'incarne alors via l'organisation des éditeurs au sein d'une plateforme internationale commune (dont la représentation repose sur l'alliance située à Paris⁴), à laquelle chacun peut faire appel en fonction des cadres locaux⁵.

La lutte contre la standardisation des biens culturels va générer de fait - et paradoxalement – la recherche de certains « standards » internationaux d'action publique culturelle qui, bien qu'ils ne soient ni homogènes ni hégémoniques, s'inspirent d'une conception française de la culture et de l'espace public et deviennent un modèle à suivre pour les acteurs culturels des pays dominés. Cette conception doit être replacée pour être comprise dans un espace international de luttes où la suprématie des Etats-Unis et de son industrie de l'entertainment reste centrale.

2. L'édition indépendante au Chili comme révélateur de la transition politique

L'édition indépendante constitue un point d'observation privilégié pour saisir la transition politique au Chili. Elle renvoie aux conditions sociales de production de la citoyenneté culturelle. Le Chili, malgré sa bonne réputation macroéconomique, est un pays qui reste caractérisé par une très forte inégalité d'accès à la culture⁶, celle-ci demeurant fortement élitaire. Cette situation existe, d'une certaine manière, parce que la transition a été d'abord une politique de stabilité.

⁴ Alliance internationale des éditeurs indépendants. Elle-même périphérique en France par rapport au Syndicat national de l'édition.

⁵ Nous savons avec Pierre Bourdieu que les textes (tout comme les idées) voyagent sans leur contexte. P. Bourdieu « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », Actes de la recherche en sciences sociales, 145, 2002, p. 1-8.

⁶ Tout comme une difficulté pour la reconnaissance de différentes manières pour la participation culturelle. Voir Encuesta Nacional de Participación cultural 2017-2018. Santiago, CNCA, 2018.

La prédominance acquise par le modèle économique néolibéral des Chicago boys⁷, imposé par la dictature et approfondi par les gouvernements démocratiques, a également produit des effets sur la culture et les valeurs culturelles dominantes. La privatisation du système d'éducation a pour corollaire dans le domaine du livre l'affaiblissement du lien entre ce dernier et les citoyens. La valeur sociale du livre et de la lecture ainsi que leur visibilité publique restent très limitées compte tenu de leur faible rentabilité à court terme dans un modèle où la réussite économique est centrale.

En diffusant un type d'idées « critiques » ou certains contenus susceptibles d'agir sur la réalité nationale, les catalogues des maisons d'édition indépendantes présentent ainsi une offre d'« autres » modèles de pensée. Bien qu'il n'existe pas de certitude empiriquement documentée sur l'usage de ces livres par les lecteurs, ce potentiel critique joue un rôle - même à contre-courant- dans la construction de l'espace public au Chili. De ce fait, la mise en circulation de livres susceptibles de faire réfléchir « autrement » - tout en interrogeant les piliers de la transition⁸- fournit un vecteur de contestation du modèle social, politique et économique existant. La question des « enjeux collectifs » (los asuntos en común)⁹ constitue une partie considérable de leurs collections.

Pourtant, et même si les pratiques d'achat des lecteurs ont légèrement augmenté dans la dernière décennie (selon les chiffres présentés ici), le cadre et les ressources matérielles qui conditionnent la diffusion de ce nouveau répertoire bibliographique restent limitées. La production de ces maisons ne s'est jamais développée comme une édition « populaire », elle ne tend à toucher qu'un public universitaire, de classe moyenne cultivée (et moyenne-basse, comptant peu de capital financier), intéressé par la lecture de ce type d'ouvrages.

Nous avons constaté que le livre constitue l'un des enjeux majeurs de la transition politique chilienne, donnant à voir la tension non résolue entre culture et démocratisation. Le

⁷ Voir Dezalay. "Lógicas hegemónicas, universalización de los saberes de Estado y reproducción internacional de las élites nacionales: Chile como laboratorio de la gobernanza de un nuevo Consenso de Washington" en Chile: ¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía. Maite de CEA, Paola Díaz y Geraldine Kerneur (coordinadoras). Santiago, autoedición, 2008.

⁸ Pour ne donner que quelques exemples, nous pouvons mentionner le débat récent (accompagné de la publication de textes) sur la nécessité d'une Assemblée constituante afin d'élaborer une nouvelle constitution politique de la République ou encore le mouvement de contestation « No + AFP » pour la réforme du système de sécurité sociale au Chili, qui reste privé.

⁹ Expression empruntée à Raquel GUTIÉRREZ AGUILAR. Horizontes comunitario-populares. Producción de lo común más allá de las políticas Estado-céntricas. Madrid, Traficantes de sueños, 2017.

livre reste bien un marqueur social plus qu'un outil permettant de réduire les inégalités culturelles. La mise en place de cette dernière ambition - dans une optique politique volontariste - requerrait la mise en place de certaines mesures législatives mettant en tension la matrice même du système, puisque malgré les prix très élevés des ouvrages scolaires par exemple, l'existence d'un prix fixe pour le livre serait « illégale » dans un pays qui applique les règles du libre échange. En ce sens, la présence et le « projet »¹⁰ soutenu par les éditeurs indépendants permet de prendre le pouls de la transition, de ses paradoxes ainsi que de ses limites.

3. La dimension politique d'une position « complexe » dans l'espace éditorial

Notre travail d'enquête a mis en exergue le paradoxe qui caractérise la position de ces éditeurs, à savoir un poids économique peu significatif mais un rôle public construit progressivement, qui revêt une grande importance. C'est précisément la question de l'articulation de ces deux propriétés, cette situation à la fois marginale et prédominante, qui constitue la spécificité du type d'éditeurs étudié. Ce profil « complexe » entraîne un positionnement au sein de l'espace éditorial chilien.

De plus, l'« indépendance » en tant que catégorie définitionnelle et identitaire internationale mobilisée par ces acteurs revêt des usages multiples selon le contexte. Bien que le mouvement de concentration éditoriale ait produit un effet sur la (re)politisation des questions culturelles et que, pour reprendre la formule de Christian Robin¹¹, une « marchandisation de la culture » ait généré en réponse de « culturisation de la marchandise », ce phénomène n'est pas uniforme.

L'empreinte politique du discours et de l'action de l'édition indépendante constitue une particularité chilienne. C'est un phénomène que l'on n'observe pas dans des pays disposant d'un marché éditorial plus important et où les problématiques des éditeurs locaux sont pourtant similaires à celles des acteurs chiliens, comme c'est le cas de l'Argentine, du Mexique ou du Brésil.

Les éditeurs qui ont dirigé les espaces fédérateurs, tels qu'Éditeurs indépendants du Chili, possèdent un savoir-faire associatif lié à leurs parcours antérieurs, à la lutte contre la

¹⁰ L'ensemble de discours, vision, des analyses chiffrées, des propositions de tout ordre : législatives, économiques, etc pour le secteur du livre.

¹¹ Bertrand LEGENDRE et Christian ROBIN (sous la direc.) *Figures de l'éditeur*. Paris, Nouveau Monde, 2005, p.195.

dictature, aux mouvements des droits de l'homme et aux mouvements des femmes, lequel est mobilisé et réactualisé dans le domaine culturel. Le concept de convertibilité de capitaux nous a permis d'analyser ce savoir-faire associatif qui, chez ces éditeurs, s'actualise dans une contestation collective du phénomène de concentration éditoriale.

La condition politique de l'indépendance correspond, en effet, à une bannière et à un discours qui leur convient, tout en leur permettant d'être en cohérence avec leurs expériences biographiques passées. Cela les aide également à renforcer leur identité de « gens de culture » dont la réalisation ne passe pas par la seule réussite financière. En ce qui concerne les combinaisons permettant une conciliation entre « l'entreprise » et « la légitimité culturelle », nous avons constaté, grâce à l'analyse de leurs catalogues, que ces éditeurs parviennent à équilibrer leurs discours « critiques » avec leur production éditoriale, sans dissonances entre les contenus, les auteurs et ce qu'ils disent représenter.

En ce qui concerne les effets de leurs modes d'organisation, ces éditeurs construisent des alliances durables dans le temps. Cette « associativisme » s'avère ainsi pratique fertile puisque l'on observe que ceux qui se fédèrent subsistent, et même se développent. Parmi les sept maisons d'édition fondatrices de l'Association des éditeurs indépendants du Chili, toutes ont survécu, faisant ainsi montre d'une certaine solidité en tant qu'entreprises, malgré les difficultés, par rapport à l'évolution générale du secteur dans son ensemble. Ces dernières font en effet preuve d'une certaine bonne santé financière et n'ont pas été rachetées. Ces structures ont réussi à atteindre un point d'équilibre entre une « réussite commerciale » adéquate et une certaine « consécration littéraire »¹². Un dernier élément à souligner est la capacité de cette association à perdurer, à rester une organisation représentative dans le temps et en dépit des différences internes existant au sein de chaque espace fédéré.

4. (Inter) nationalisation et réinvestissement de la sphère locale

L'étude des éditeurs indépendants chiliens à partir d'une démarche internationale a permis de montrer comment ces acteurs ont réinvesti dans le cadre national les fruits de leurs répertoires d'action, à savoir : internationalisation et mobilisation de l'« indépendance » au travers de la constitution de réseaux à plusieurs niveaux (régional/national/international). Un certain nombre d'assises et de rencontres organisées dans des pays différents ont établi des

¹² Pierre BOURDIEU. « Une révolution conservatrice dans l'édition ». Actes de la recherche en sciences sociales, Vol. 126-127, mars 1999, Édition, Éditeurs (1), p. 3-28.

circuits entre éditeurs, tout en leur permettant de faire le constat de situations similaires mais aussi du partage d'une certaine conception du métier. Cette façon d'agir répond donc à deux objectifs : d'une part résister au phénomène de recomposition du marché du livre et à la concentration éditoriale, d'autre part mettre en place une stratégie de positionnement et de survie au sein du champ éditorial.

Ce capital symbolique transnational s'est en effet révélé central dans les rapports que ces acteurs entretiennent avec l'Etat, en agissant sur leur reconnaissance et leur légitimité relative. De cette manière, ces acteurs parviennent à constituer certains espaces de participation au sein des instances institutionnelles chargées du livre, en devenant des connecteurs entre les champs culturel et politique. Sur le plan national, ils agissent en demandant une présence majeure de l'Etat dans la culture et notamment dans le livre et la lecture, tout en participant à la construction des politiques publiques.

Ces expériences de participation au sein des instances publiques, deviennent des champs de redéfinition de l'indépendance, tout en contribuant à l'affirmation du secteur éditorial national comme producteur d'un « livre chilien ». Cette catégorie jusque-là inexistante en tant que telle est apparue pour dessiner une ligne différentielle vis-à-vis du « livre transnational », notamment espagnol. Elle reflète aussi chez ces acteurs la volonté de rendre évidente la nécessité du soutien que l'Etat chilien « devrait » accorder à leur secteur au sein de ses politiques promotionnelles et exportatrices.

La mise en œuvre de cette stratégie d'internationalisation militante se nourrit d'abord d'un réseau d'alliances entre des petits éditeurs chiliens et latino-américains ayant eu des expériences voisines et occupant des positions similaires sur leurs marchés nationaux¹³. Cette stratégie s'est renforcée et institutionnalisée par la création de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants dont le siège parisien participe de la politique de diversité culturelle conduite par la France face à la domination des marchés anglo-saxons. En retour, elle permet à ces petits éditeurs périphériques d'être reconnus sur leur propre marché national, en compensant leur faiblesse économique par des investissements relationnels et politiques qui leur valent une forte visibilité au plan culturel, tant nationalement qu'internationalement. Ainsi, paradoxalement, par une double « stratégie du faible au fort », c'est l'affaiblissement de « la république mondiale des lettres » qui nourrit ces stratégies militantes périphériques et

¹³ Même si leur taille et leur poids respectifs est somme toute différent selon chaque marché national.

leur permet de résister à la domination des logiques marchandes. En retour, cette intelligentsia dominée contribue aussi à alimenter des circuits d'exportation des idées, en mobilisant des arguments empiriques issus de leur propre situation et dont les petits éditeurs français bénéficient puisqu'ils constituent une projection possible de ce qui pourrait être leur avenir si le rôle des pouvoirs publics venait à s'atténuer.

Des reconfigurations de l'espace éditorial national

L'appartenance à cette forme de communauté éditoriale transnationale, leur discours « internationalisé » (bien que la circulation internationale de leur production reste encore peu significative, car ces éditeurs n'exportent que très peu) ainsi que leur prise de position en faveur de la culture comme bien public, a repositionné ces éditeurs dans l'espace éditorial chilien. C'est ainsi qu'à travers la combinaison des plusieurs capitaux, ils ont pu concurrencer la Chambre chilienne du Livre pour la représentation de l'édition, tout en délimitant des espaces différenciés entre une « édition nationale » et « transnationale »¹⁴. Et ce bien que la majeure partie des auteurs chiliens reconnus ailleurs (les plus vendeurs) soient publiés par les maisons d'édition étrangères.

Les éditeurs indépendants se positionnent comme d'« authentiques éditeurs », comme les garants de l'édition par la revendication d'une « autre » forme d'édition plus en accord avec les valeurs d'un pôle de production restreinte. Par leur critique de la déprofessionnalisation de l'édition vers une conception manageriale (d'experts en best sellers) et sa disqualification symbolique, ils construisent et revendiquent leurs pratiques comme étant les pratiques de référence de l'édition. Au sein des luttes spécifiques du champ telles que celles portant sur la légitimité intellectuelle ou les contenus diffusés, ces éditeurs renforcent, défendent ou garantissent les logiques d'autonomie du champ littéraire. Ils cherchent à transformer durablement le champ, dynamisant la scène culturelle et produisant des reconfigurations entre différents champs (culturel, politique et économique).

¹⁴ Effectivement, comme on l'a montré dans la première partie de cette thèse, c'est à partir de la création de l'Association des éditeurs indépendants que cette distinction se manifeste de façon concrète : la Chambre chilienne va héberger la participation des maisons d'éditions étrangères et d'autres acteurs comme les libraires, distributeurs et commerçants de livres et l'Association d'éditeurs indépendants va concentrer la représentation des éditeurs chiliens.

Leurs catalogues commencent indubitablement à bénéficier d'une certaine reconnaissance voire d'une consécration symbolique¹⁵ et deviennent des « classiques » au sein d'un micro monde culturel, du fait de la diversité des publications, des genres, des auteurs et des prix obtenus. De nouveaux entrants des années 1990 commencent peu à peu à devenir eux-mêmes des « classiques de la critique ». Ces éditeurs trouvent aujourd'hui une nouvelle génération de « nouveaux entrants » de la scène culturelle locale, telle que la coopérative d'éditeurs de La Furia del Libro¹⁶. Une ligne de recherche que nous envisageons de développer concerne donc l'entrée récente de nouveaux concurrents sur la scène éditoriale chilienne. L'exploration de ces nouveaux acteurs : de tous petits éditeurs dont la revendication d'indépendance ne constitue pas l'axe principal du discours ni l'identité, et qui n'ont pas voulu s'affilier à l'Association des éditeurs indépendants¹⁷, l'étude de leur vision, projets, choix éditoriaux et niches de marché, apparaît comme un développement pertinent pour nos travaux ultérieurs.

5. Editeurs et sphère publique

Au mépris d'un cadre institutionnel très contraignant pour le livre au Chili, l'édition indépendante a conduit un renouveau du paysage éditorial chilien, assurant un riche éventail des productions éditoriales dans la période post-dictature. Plus que de simples « faiseurs de livres », ces éditeurs ont collaboré afin de fortifier la place de l'imprimé dans la sphère publique, tout en le constituant comme enjeu de luttes. L'édition indépendante chilienne contemporaine semble ne pas vouloir se résoudre à un déterminisme pessimiste qui annonce la disparition du lecteur et préfère prendre le livre comme objet à la manière d'une « faible force » de l'histoire¹⁸.

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'archipel de maisons d'éditions que nous avons étudié a érigé une zone critique à contre-courant, impliquée dans la transformation de

¹⁵ Bien sûr que le panorama de chaque de ces maisons d'édition est particulier, et entre elles existent des fortes différences (de taille, de capital, de notoriété) mais de façon générale l'Association – en tant que représentation en commun qui parle à son nom – s'est installée comme secteur catalogué comme « nécessaire » pour la culture nationale.

¹⁶ Dont leur apparition plus récente dépasse la période et les propos choisis.

¹⁷ Même s'ils organisent des salons alternatifs du livre ensemble.

¹⁸ Michael LÖWY. Walter Benjamin: Aviso de incendio. Una lectura de las tesis "Sobre el concepto de historia", Argentina, Fondo de Cultura Económica, 2002.

l'ordre social à travers la production d'œuvres. En outre, ces éditeurs écrivent eux-mêmes¹⁹, publient des textes d'opinion dans la presse, des lettres ouvertes au président de la république, prenant ainsi partie dans les débats de la cité à partir d'une conception forte du rôle public de leur métier. De cette manière, ils participent aussi à la « production de la croyance » du monde des associations de professionnels de la culture, visant la construction d'un espace transnational de résistance à la marchandisation et à l'uniformisation de la culture.

La reconfiguration du paysage éditorial qui paraissait condamner les petites maisons d'édition à une disparition rapide, voit ainsi l'émergence d'une stratégie associative mais – et c'est ce qui est le plus déterminant – à vocation internationale. La configuration des rapports de domination dans le marché du livre concourt ainsi à la fois à la prépondérance de logiques économiques et à la possibilité de créer un petit espace d'autonomie au nom de la spécificité des biens culturels²⁰. Il est éclairant de voir que, finalement, ce sont précisément les agents qui se trouvent dans une position précaire dans le champ - mais qui s'investissent pour « s'opposer au mainstream sans être marginaux »²¹- qui assurent son autonomie, des agents dont la fonction symbolique vise au rétablissement de la raison légitime du champ.

Pour finir, notre sujet touche également la révision des équilibres internationaux dans le domaine des biens culturels. L'édition indépendante se place dès lors comme une voie possible de transnationalisation du concept de champ.

¹⁹ Jean-Yves Mollier suggérait de penser le mouvement de l'éditeur qui commence à écrire lui-même comme le symptôme de la disparition de son métier. Dans une conférence à SCHARP (Montréal 2015) l'historien rappelait que jamais auparavant le cinéma n'avait représenté autant le chanteur de rue que lorsqu'il n'existait plus.

²⁰ C'est l'idée empruntée à Michel Foucault selon laquelle, dès lors qu'il existe du pouvoir, il existe de la résistance. Michel FOUCAULT. ¿Qué es Usted, profesor Foucault? Sobre la arqueología y su método. Buenos Aires, Siglo XXI Editores, primera edición. 2013.

²¹ D'après la présentation de Paulo Slachevsky. "La cultura del libro como bien público", Colloque Chile-Francia "Edición independiente: Espacio público, repertorios de acción y modos organizativos, organisé le 4 et 5 avril 2012 à Santiago du Chili.

Bibliographie

Culture et Politique culturelle

ALLIANCE des éditeurs indépendants, « Les politiques nationales et internationales, l'expérience du groupe Bibliodiversidad » in Des paroles et des actes *pour la bibliodiversité*. Ouvrage collectif. Paris, 2006.

BENHAMOU, Françoise. Politique culturelle, fin de partie ou nouvelle saison ? Paris, La documentation française, 2015.

CUCHE, Denys. *La noción de cultura en las ciencias sociales*. Buenos Aires, Nueva Visión, 2007. 1^oed. 3^o reimp.

CARRASCO Eduardo, Negrón Bárbara, *La cultura durante el período de la transición a la democracia 1990-2005*. Valparaíso, Consejo Nacional de la Cultura y las Artes. CNCA. Santiago de Chile, 2006, 407 p.

Consejo Nacional de la Cultura y las Artes. CNCA. *Chile quiere más cultura. Definiciones de política cultural 2005-2010*. Valparaíso, CNCA, 2005.

CUCHE, Denys. *La noción de cultura en las ciencias sociales*. Buenos Aires, Nueva visión, 2007.

DE CEA, Maite. « L'expérience chilienne du gouvernement de la culture : Vers une véritable politique culturelle », Thèse de doctorat en sciences politiques, sous la direction de M. Guy Saez, Université de Grenoble, Institut d'études politiques, 2010.

DUBOIS, Vincent (dir.) *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re) configurations locales et (dé) politisation de la culture*. Paris, Éditions du croquant, 2012.

DUBOIS, Vincent. *La politique culturelle : genèse d'une intervention publique*, Paris, Éd. Belin, 1999.

GARRETÓN, Manuel Antonio et al. El espacio cultural latinoamericano. Santiago de Chile, Fondo de Cultura Económica- Convenio Andrés Bello, 2003.

GÜELL, Pedro y Peters, Tomás (Ed.), *La trama social de las prácticas culturales. Sociedad y subjetividad en el consumo cultural de los chilenos*. Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012.

MOULINIER Pierre, Les politiques publiques de la culture en France, Paris, P.U.F. « Que sais-je ? », 2010.

URFALINO, Philippe, L'invention de la politique culturelle. Paris. Hachette, 2004.

URFALINO, Philip Urfalino. *Après Lang et Malraux, une autre politique culturelle est-elle possible ?* Esprit, mai 2004, p.55-72.

Méthodologie

BOURDIEU, Pierre. « L'objectivation participante ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2003, vol. 150, N° 1, p. 43-58.

BOURDIEU, Pierre, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Mouton, Paris, 1973.

CHAMBOREDON Hélène, Pavis Fabienne, Surdez Muriel, Willemez Laurent. « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien ». In : *Genèses*, 16, 1994. Territoires urbains contestés, sous la direction de Michel Offerlé. p. 114-132.

Sociologie

BORDIEU, Pierre. « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques ». Actes de la recherche en sciences sociales. Année 1977, Volume 13, N° 1, p. 3-43.

BOURDIEU, Pierre. « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », Actes de la recherche en sciences sociales, Année 2002, n°2, p.429-444

DEZALAY, Yves, Madsen, Mikael R., « Espaces de pouvoirs nationaux, espaces de pouvoir internationaux », Cohen, A., Lacroix, B., Riutort, P., 2009, Nouveau Manuel de Science Politique, Paris, La Découverte, 2009.

DEZALAY Yves et Garth, *La mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil, 2002.

DEZALAY Yves. « Lógicas hegemónicas, universalización de los saberes de Estado y reproducción internacional de las élites nacionales: Chile como laboratorio de la gobernanza de un nuevo Consenso de Washington » en *Chile: ¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía*. Maite de CEA, Paola Díaz y Geraldine Kerneur (coordinadoras). Santiago, auto edición, 2008.

SAPIRO Gisèle, Jérôme Pacouret et Myrtille Picaud. « Transformation des champs de production culturelle à l'ère de la mondialisation ». Actes de la recherche en sciences sociales, Année 2015, Numéro 206-207. p. 4-13.

HABERMAS, Jürgen. *L'Espace public. Archeologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, 1993.

SAPIRO, Gisèle. « Le champ est-il national ? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 2013, n° 200, p. 70-85.

Chili, transition.

BENGOA, José. La comunidad reclamada. *Identidades, utopías y memorias en la sociedad chilena actual*. Santiago, Catalonia, 2006.

DE CEA Maite, DIAZ Paola y Kerneur Geraldine (coord.) *Chile: ¿de país modelado a país modelo? Una mirada desde lo político, lo social y la economía*. Santiago, 2008.

CASTELLS Manuel. *Globalización, desarrollo y democracia: Chile en el contexto mundial*. Santiago du Chili, FCE, 2005.

GARRETÓN, Manuel Antonio. *Del post pinochetismo a la sociedad democrática*. Santiago, Randhom House Mondadori, 2006.

GARRETÓN, Manuel Antonio. *Hacia una nueva era política. Estudio sobre las democratizaciones*. Santiago, Fondo de Cultura Económica, Primera edición, 1995.

GARRETÓN, Manuel Antonio. “La redemocratización política en Chile. Transición, inauguración y evolución”, *Estudios Públicos*, N° 42, 1991, p.101-133.

GAZMURI, Jaime (ed). *Chile en el umbral de los noventa. 15 años que condicionan el futuro*. Santiago de Chile, Planeta. Espejo de Chile, 1988

JOIGNANT, Alfredo. “La razón de Estado: usos políticos del saber y gobierno científico” de los technopols en Chile (1990-1994)” en Tomás Ariztía (editor), *Produciendo lo social. Usos de las ciencias sociales en el Chile reciente*, Santiago, Ediciones Universidad Diego Portales, 2012, pp. 311-348.

MOULIAN, Tomás. *Chile actual: Anatomía de un mito*. Santiago, Lom, 2007.

MOULIAN, Tomás. “Démocratie de consensus ou démocratie des conflits ». *Problèmes d’Amérique Latine*. N° 11, octobre- décembre 1993.

PNUD. *Chile en veinte años. Un recorrido a través de los Informes sobre Desarrollo Humano*. Santiago, Lom, 2017.

VARAS, Augusto et al. *Transición a la democracia. América latina y Chile*. Santiago, Asociación Chilena de Investigaciones para la Paz (ACHIP), 1984.

ZAPATA, Francisco (comp). *Frágiles Suturas. Chile a treinta años del gobierno de Salvador Allende*. DF, México, Ediciones El Colegio de México, 2006.

Sociologie de la culture

BENGHOZI Pierre, Jean. Becker Howard S., Les mondes de l’art. In : *Revue française de sociologie*. 1990, 31-1. p. 133-139.

BOURDIEU, Pierre. *Les règles de l'art*. Edition du Deuil. Paris, 1998.

BUSTAMANTE, Mauricio. « Les politiques culturelles dans le monde. Comparaisons et circulations de modèles nationaux d'action culturelle dans les années 1980 ». Actes de la recherche en sciences sociales, Année 2015, N° 206-207, p. 156- 173.

BUSTAMANTE, Mauricio. L'UNESCO et la culture : construction d'une catégorie d'intervention internationale, du « développement culturel » à la « diversité culturelle ». Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Mme. Gisèle Sapiro, EHESS-CESSP, 2014.

COULANGEON, Philippe. *Sociologie des pratiques culturelles*. Paris, La Découverte, 2005.

CHAMBOREDON Jean-Claude. « Production symbolique et formes sociales. De la sociologie de l'art et de la littérature à la sociologie de la culture ». In: *Revue française de sociologie*. 1986, 27-3. p. 505-529.

Edition

ALBERTO, Roland., Combes, Francis. et al... *Le livre : que faire*, Paris, La Fabrique, 2008.

ALLIANCE DES EDITEURS INDEPENDANTS. *Des paroles et des actes pour la bibliodiversité*. Ouvrage collectif. Paris, Alliance des éditeurs indépendants, 2006.

BECELLONI, Barbara. « L'édition indépendante en Italie », *Communication & langages*, 156, décembre 2011, p.63-72.

BEIGEL, Fernanda. *La epopeya de una generación y una revista: Las redes editoriales de José Carlos Mariátegui en América Latina*. Buenos Aires, Editorial Biblos, 2006.

BASCUÑÁN Belén. «Editores y editoriales en dictadura», junio 2012. Disponible sur le site web du Musée de la mémoire du Chili : www.museodelamemoria.cl

BOURDIEU, Pierre. « Une révolution conservatrice dans l'édition » Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1999, vol. 126, N° 126-127, p.3-28.

BOURDIEU, Pierre. « Le champ littéraire ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Année 1991, vol. 89, N° 89, p.3-46.

BOURDIEU, Pierre. « Quelques propriétés des champs » in *Question de sociologie*. Paris, Ed. du Minuit, p. 113-120.

BUSTAMANTE, Mauricio. L'adoption de la diversité culturelle à l'Unesco. Analyse sociologique d'une stratégie de légitimation culturelle. Mémoire Master 2, année 2008-2009.

CNCA. *Segunda Encuesta de comportamiento lector*, 2014. Consejo Nacional del Libro y de la Lectura. 2014.

- CASANOVA, Pascale. *La république mondiale des lettres*. Paris, Éditions du Seuil, 2008.
- CHARTIER Roger, *Culture écrite et société*. Éditions Albin Michel, 1996.
- CHARTIER, Roger. *¿La muerte del libro?* Santiago, Lom, Libros del Ciudadano, 2010.
- CHARTIER, Roger. *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIV^{ème}-XVIII^{ème} siècle)*, Paris, Éditions Albin Michel, 1996.
- DARNTON, Robert. *Las razones del libro. Futuro, presente y pasado*. Madrid, Trama editorial, 2010.
- DARNTON, Robert. *Edition et sédition : l'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1991
- DARNTON, Robert. *La fin des Lumières, le mesmérisme et la Révolution*. Paris, Perrin, 1984.
- DIDEROT, Denis. *Lettre historique & politique adressé à un magistrat sur le commerce de la librairie*. Paris, Éditions Allia, 2012.
- DOMÍNGUEZ, María Eugenia. *Los editores independientes en Chile (2000-2005). Un desarrollo contemporáneo de las industrias culturales*. Tesis de doctorado en ciencias de la comunicación bajo la dirección de M. Claude Martin, Universidad de Montreal, 2010.
- DUJOVNE Alejandro et Sorá, Gustavo, “Un hecho de política cultural: Argentina en la República Mundial de la Edición”, en Fallaice, Magdalena (Coord.), *Feria del Libro de Frankfurt*. Argentina, País Invitado de Honor 2010, Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto, Buenos Aires, Argentina, Págs. 188-202.
- ELOY Horacio, *Revistas y publicaciones literarias en dictadura (1973-1990)*, Santiago, Piso Diez Ediciones, 2014.
- FUENTES Lorena, Ferretti Pierina, Castro Felipe y Rodrigo Ortega. *La edición independiente en Chile. Estudio e historia de la pequeña industria (2009-2014)*. Santiago, Cooperativa de Editores de La Furia, 2015.
- GARCÍA B., Francisca. “La práctica editorial alternativa: revisión de la barra de herramientas”. Santiago de Chile, Observatorio Cultural, Revista electrónica, n° 10, julio 2012. www.observatoriocultural.gob.cl
- INE-CNCA-La Nación. *Consumo cultural en Chile. Miradas y perspectivas*. Santiago, 2005.
- DOUYÈRE David & Luc Pinhas, « L'accès à la parole : la publication politique des éditeurs indépendants », *Communication & langages*, 156, juin 2008, p.75-89.
- FOUCAULT Michel, *¿Qué es un autor?* Córdoba, Argentina, Ediciones literales, 2010.
- GUZMAN, Jorge. *Carta por el libro*. Santiago, Lom, 2007.

HAGE, Julien. « La génération des éditeurs protagonistes de la décolonisation. Radicalités, rigueurs et richesses de l'engagement éditorial », *Bibliodiversity*, février 2016, p.11-19.

JARA Isabel, "Politizar el paisaje, ilustrar la patria: nacionalismo, dictadura chilena y proyecto editorial", *Aistehesis*, 50, 2011, p. 230-252. [En ligne [2011, (sans mois): [consulté le 7 mars 2013.

JARA Isabel, "Graficar una "Segunda Independencia": El Régimen Militar chileno y las ilustraciones de la Editorial Nacional Gabriela Mistral (1973-1976)", *Historia*, 44: Vol. I, enero-junio 2011, pp. 131-163.

KALINOWSKI, Isabel. *Gazette éditorial de l'éditeur Agone*. N° 1, septembre de 2002.

LEGENDRE, Bertrand, « Quel avenir pour les éditeurs de tailles moyenne et petite ? » in Jean-Yves Mollier (dir), *Où va le livre ?* éd. 2007-2008, p. 69-90. Paris, La Dispute.

LEGENDRE Bertrand, Corinne Abensour, *Entrer en Littérature*. Premiers romans et primo-romanciers dans les limbes. Paris : Les éditions arkhê, 2012, 139 p.

LEGENDRE Bertrand (dir.), *Les métiers de l'édition*. Paris : Éditions du Cercle de la Librairie (3^e éd), 2002, 495 p.

LEGENDRE Bertrand, Christian Robin (sous la dir.de), *Figures de l'éditeur. Représentations, savoirs, compétences, territoires*, Paris : Nouveau monde éditions, 2005, 350 p.

LEHEMBRE Sébastien, « Du « produit pas comme les autres » au produire autrement. Mobilisations d'éditeurs et résistances à l'économisassions (1970-2010) », en *lasemaine.fr*, 2012.

LINDON, Jérôme. *La FNAC et les livres*. Paris, Les éditions du Minuit, 1978.

LÓPEZ Winne Hernán y Víctor Malumián. *Independientes ¿de qué? Hablan los editores de América Latina*. México, Fondo de Cultura Económica, 2016.

MALACCHINI Soto Simoné, Lira Popular. *Identidad gráfica de un medio impreso chileno*. Santiago, Ocho libros Editores, 2015.

MICHON, Jacques (sous la direction de), *Edition et pouvoirs*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995.

MOLLIER, Jean-Yves (dir), *Où va le livre ?* Paris, La Dispute, éd.2007-2008

MOLLIER, Jean-Yves, *Edition, presse et pouvoir en France au XX^{ème} siècle*, Paris, Fayard, 2008.

MOLLIER, Jean-Yves, Sorel Patricia. « L'histoire de l'édition, du livre et de la lecture en France aux XIX^e et XX^e siècles » *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 126-127, mars 1999. Édition, Éditeurs (1) p. 39-59.

MOYA Cristóbal y Lorena Fuentes. Un lugar para los libros. Reflexiones del Encuentro Nacional sobre Cultura Escrita y Prácticas lectoras. Santiago, Lom, 2016.

NOËL, Sophie. *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, 2012, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, coll. « Papiers ».

NOËL, Sophie, « La petite édition indépendante face à la globalisation du marché du livre : le cas des éditeurs d'essais critiques » in *Les contradictions de la globalisation éditoriale*. Gisèle Sapiro (dir.) Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

PINHAS Luc, « La revendication de l'indépendance éditoriale face aux politiques publiques du livre : quel impact ? », *Comunicación y Medios*, N° 27, 2012.

PINHAS, Luc, Indépendance éditoriale et défense de la bibliodiversité en Amérique latine , *Communication & Langages*, 2011, N°170, p.47-62.

ROBIN Christian, « La notion d'indépendance éditoriale », *Communication & langages*, 156, juin 2008, p. 53-62.

RODRÍGUEZ, Regina, “El libro chileno como producto de exportación: Una experiencia en curso”, *Comunicación y Medios*, N° 27 (2013). ISSN 0719-1529, pp. 184-181.

SAPIRO, Gisèle. *Les contradictions de la globalisation éditoriale*. Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.

SAPIRO Gisèle, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *COntEXTES*, N° 2, L'idéologie en sociologie de la littérature (mise en ligne le 15 février 2007). <http://contextes.revues.org/document165.html>. Consulté le 18 mars 2009.

SCHIFFRIN, André. *L'édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique Editions, 1999.

SCHIFFRIN, André. *Le contrôle de la parole*, Paris, La Fabrique Editions, 2005.

SERRY Hervé et Vincent Josée, « Penser le rôle des foires internationales dans la mondialisation de l'édition » L'exemple des éditeurs québécois à la Buchmesse de Francfort, *Le Mouvement Social*, 2013/2 n° 243, p. 105-116. DOI : 10.3917/lms.243.0105

SIMONIN, Anne, « Le catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire. L'exemple des éditions de minuit », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2004/1 N° 81, p. 119-129.

SORÁ, Gustavo, *Traducir el Brasil. Una antropología de la circulación internacional de ideas*. Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2003.

SORÁ, Gustavo, “Edición y política. Guerra fría en la cultura latinoamericana de los años 60”. *Revista del museo de antropología. Universidad Nacional de Córdoba*. Año 1, N° 1. 2008.

SORÁ, Gustavo, “El Mundo como feria In (ter) dependencias editoriales en la Feria de Frankfurt”, *Comunicación y Medios*, N° 27, 2013. <https://comunicacionymedios.uchile.cl/index.php/RCM/article/view/24917>

SORÁ, Gustavo, « Francfort : la foire d'empoigne », *Liber. Revue internationale des livres*, mars 1998, p. 2-3.

SORÁ Gustavo, « La maison et l'entreprise : José Olympio et l'évolution de l'édition brésilienne. Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 126-127, mars 1999. Édition, Éditeurs (1) p. 90-102.

SORÁ, Gustavo. *Editar desde la izquierda en América Latina. La agitada historia del Fondo de Cultura Económica y de Siglo XXI*. Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores, 2017.

SOUREL, Yves. *L'Etat et le livre. Les politiques publiques du livre en France*, Paris, L'Harmattan, 1997.

SUBERCASEAUX, Bernardo. *Historia del libro en Chile (Alma y Cuerpo)*. Segunda Edición. Santiago, Lom, 2000.

SUBERCASEAUX, Bernardo. "Una vez más: La lectura y el libro en la encrucijada", Santiago de Chile, Observatorio Cultural, Revista electrónica, n°1, 2011. www.observatoriocultural.gob.cl

SYMMES, Constanza. "Fundar la Asociación de Editores Independientes de Chile: Una estrategia de resistencia colectiva". *Comunicación y Medios*, 2013, n° 27, pp. 128-145.

Avec Mauricio Bustamante. "Los editores independientes y la constitución de un capital simbólico transnacional: Condiciones sociales del ingreso de la diversidad cultural en Chile" *Revista del Museo de Antropología*, Vol. 6, Año 2013, p. 91-106. ISSN 1852-060X.

SYMMES, Constanza. « Editar (en) el Chile post-dictadura : Trayectorias de la edición independiente », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 18 septembre 2015, consulté le 03 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/68211> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.68211

SYMMES, Constanza. « Quand éditer, c'est agir : Parcours d'éditeurs indépendants engagés dans l'espace hispanophone ». Paris, Bibliodiversity, 2016. Disponible sur : http://www.bibliodiversity.org/BIBLIODIVERSITY%20_ARTICLE%20CONSTANZA%20SYMMES.pdf

SYMMES, Constanza. *La dimension culturelle de la transition. Mémoire de master 2 en sociologie, EHESS, sous la direction de M. Yves Dezalay, année universitaire 2008-2009.*

RAMÍREZ Álvarez Carolina, "Producir una empresa editorial. El caso de la Revista de Crítica cultural en Chile", *ALPHA*, 26, julio 2008, pp. 261-279.

WEINBERG Gregorio, *El libro en la cultura latinoamericana*. México: Juan Pablos Editor, 2010, 119 p.

RABOT, Cécile. « L'art du présentoir : un sens pratique professionnel à l'œuvre », *Bulletin des Bibliothèques de France*, vol.58, 2013 / 3, p.31-35.

Economie de la culture

BENHAMOU Françoise. « Le marché du livre : un état des travaux ». In : Revue française de sociologie. 1986, 27-3. p. 545-560.

BOUQUILLION, Philippe, Bernard MIEGE et Pierre MOEGLIN. L'industrialisation des biens symboliques : les industries créatives en regard des industries culturelles. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013.

CNCA. *Actualización del impacto económico del sector creativo en Chile*, Santiago, CNCA, 2013.

CNCA. Encuesta de consumo cultural CNCA

CNCA-INE. *Estadísticas Culturales, Informe anual 2015*, Santiago, 2016.

CNCA-INE. *Estadísticas Culturales, Informe anual 2016*, Santiago, 2017.

DIVERS

LÖWY, Michael. Walter Benjamin : avertissement d'incendie. *Une lecture des thèses sur le concept d'histoire*, Paris, Presses universitaires de France, coll. "Pratiques théoriques", 2001.

RICHARD Nelly. *Márgenes e instituciones. Arte en Chile desde 1973*. Santiago de Chile, Ediciones metales pesados, 2007.

RICHARD Nelly. "Las estéticas populares: Geometría y misterio de barrio" en Revista de Crítica Cultural, Santiago, junio 2002, n° 24, pp.26- 35.

TARROW, Sidney, *The New Transnational Activism*. New York, Cambridge University Press, 2005.

DE LA HUERTA, García Marcos. *Pensar la política*. Editorial Sudamericana, Random House Mondadori, Santiago de Chile, 2003.

Documents institutionnels

Comisión Asesora Presidencial en Materias Artístico Culturales, "Chile está en deuda con la cultura", División de Cultura, Ministerio de Educación, Santiago de Chile, 1997.

División de Cultura. Ministerio de Educación. Ciudadanía cultural. Propósitos y horizontes, Santiago de Chile, 1999.

Consejo Nacional de la Cultura y las Artes. CNCA. Política Nacional del libro y la Lectura. 2006.

Consejo Nacional de la Cultura y las Artes. CNCA. Política Nacional de la Lectura y el Libro 2015-2020, Santiago, 2014.

Loi 19227.

Ministère de la culture et de la communication. Evaluation de la politique publique de *démocratisation culturelle*. Rapport de diagnostic et plan d'action. Paris, mars, 2017.

Autres sources

Bulletin de l'Association d'Editores de Chile "Más ojos para el libro chileno". Octubre 2007.

Bulletin de l'Association d'Editores de Chile "Más ojos para el libro chileno". marzo 2005.

Brochure de présentation Editores Independientes

Brochure de présentation Editores de Chile.

CHILE 21 y Editores de Chile. *Una política de Estado para el libro y la lectura. Estrategia integral para el fomento de la lectura y el desarrollo de la industria editorial en Chile*. Santiago, 2005.

Chilenische Kunst in der DDR. Livret éditée par Kunsthalle Rostock. s/année.

Livret «Diez años de Vida, Memoria y Cultura», Lom (1990-2000)

Manifeste des éditeurs indépendants, Gijón, 2007.

Manifeste ODEI (Observatoire de l'Édition indépendante, Italie). Publié dans la Revue Trama & TEXTURAS, n° 23,2014

Déclaration des éditeurs indépendants du monde latino. Guadalajara, Mexico. 29 novembre 2005.

Articles de presse généraliste

- *El Clarín*. Entrevista a Paulo Slachevsky, le 20 décembre 2007.

- *El Clarín de Chile*. Entrevista a directores de RIL editores, le 20 janvier 2008.

- *El Mercurio*, "Los gremios del libro», 25 septembre 1999.

- *El Mercurio*, Artes y Letras. Entrevista: "La historia de Lom y su gestor", le 21 août 2005.

- *El Mercurio*, Artes y Letras. Reportaje "Libremercado y libromercado". le 23 juillet 2006.

- El Mercurio, Artes y Letras. Literatura “Discurso Isabel Allende en Dinamarca: Mis cuentos de Andersen”. E 11, le 3 octobre 2004.
 - El Mercurio, Artes y Letras. Reportaje “Elecciones 2006: Quiénes integrarán su gabinete cultural? “. 13 novembre 2005.
 - El Desconcierto, Entrevista a Paulo Slachevsky “El libro vuelve a transformarse en un aporte para una sociedad en movimiento”. Le 7 avril 2015.
 - La *Época*, Cultura. “Ley del libro: Algo por perfeccionar”, 29 janvier 1994.
 - La Tercera, Reportajes. “El show de los libros”, 12 novembre 1999.
 - *La Nación*, Tema del Día. “El libro aún lucha por su vida”, 2 novembre 1994.
 - *La Nación*, Cultura. “Poco dinero, muchas ideas”, 27 mars 1997.
 - *La Nación*, Cultura. “El aperrado mercado de los editores emergentes”, 8 fevrier 2006.
 - *La Nación*, Cultura. «Radiografía de la industria del libro en Chile», 25 juin 2006.
 - Le Monde diplomatique. SCHIFFRIN, André, « Quand de “petits” éditeurs échappent à l’emprise des conglomérats », octobre 2007, p. 22-23
 - The Clinic, “La Concertación no ha revertido el apagón cultural de la dictadura”
 - Punto Final, 29 de mayo 2009. “Bandera hueca. Las yeguas del Apocalipsis (un destellante galopar)”. Entrevista con Luis Alberto Mansilla, octubre 1996.
- Revista PUNTO FINAL- Chile. Del 24 de octubre al 6 de noviembre de 2003. Edición 555. “La trampa del TLC. Amenaza a la Diversidad cultural”. Entrevista a Paulo Slachevsky y Robert Pilon.
- Revue ROCINANTE. “Claridades y experiencias en Madrid” par Silvia Aguilera. Santiago, diciembre, 2002, N°50.
- OFFSET. N° 1, Santiago, julio 2009.

Ressources Internet

www.alliancedeseditors.fr

www.ril.cl

www.bibliotecanacional.cl

www.gam.cl

www.lom.cl

www.editoresindependientes.com

www.cnea.cl

www.camlibro.cl

www.memoriachilena.cl

www.ine.cl

www.observatoriocultural.gob.cl

www.eldesconcierto.cl

<http://www.culture.gouv.fr>

ANNEXE

Discours de l'ambassadeur de France au Chili, M. Alain Le Gourrierc

Paulo Slachevsky:

En 1990, usted creó Las Ediciones LOM junto con su esposa, Sylvia Aguilera, a quien también saludo.

Antes de ir más lejos, quisiera detenerme algunos momentos sobre la elección de este nombre, LOM, que es muy emblemático de los valores que defiende usted con fuerza, inteligencia y entusiasmo dentro del mundo cultural chileno.

LOM es la palabra que significa “sol” en el idioma de la etnia yamana, un etnia de pescadores nómades del sur más extremo de Chile. Víctima de cazadores y de buscadores de oro, y después de enfermedades, esta etnia se extinguió completamente.

La elección de este nombre es por si misma, una declaración de intención, una fuerte reivindicación de la manera en que como editor, usted concibe su misión dentro de la diversidad cultural.

Poner su casa de edición bajo la tutela de una civilización extinguida es también por antifrase, decir la importancia vital –en el sentido del término – que usted le otorga a la cultura y, en primer lugar al libro: a la vez en la formación del ser humano, pero sobre todo en la construcción y el desarrollo de una sociedad.

Usted piensa que incluso en la hora de las nuevas tecnologías, la lectura sigue siendo el medio mas seguro para acceder a todos los conocimientos, despertar el espíritu crítico, en una palabra, crear ciudadanos activos.

Con este espíritu usted definió su línea editorial la que dentro de diferentes colecciones abarca muchos géneros: ensayos, novelas, testimonios, fotografías, etc. Su editorial desde ya presenta un catálogo impresionante tanto por la cantidad de títulos como por la calidad de los autores.

Lo que impresiona cuando leemos su catálogo y lo que desearía celebrar muy especialmente, es la audacia de sus elecciones editoriales: aunque esté a la cabeza de una estructura comercial, usted nunca cedió a las leyes del mercado y aseguró su independencia, creando junto a su editorial un empresa de imprenta.

Es así como usted no teme publicar géneros, considerados a priori poco rentables, como la poesía o el teatro, o se lanza en experiencias pilotos como la literatura juvenil. De la misma manera, usted siempre le abrió su puerta a jóvenes autores desconocidos con la condición de que sus textos sean de calidad.

En sus actividades de editor, destaco las relaciones extremadamente estrechas que siempre tuvo con nuestro país, su curiosidad por la producción francesa, tratándose ya sea de literatura o de ciencias humanas, y la parte importante de obras francesas traducidas que usted acogió en sus colecciones.

Pero si el gobierno francés decidió distinguirlo, no es solamente por sus actividades de editor, es también por el papel primordial que usted tuvo en estos últimos años, encabezando la coalición chilena para la diversidad cultural.

Esta coalición nació en 2001 por iniciativa suya y agrupa a más de quince asociaciones del mundo de la cultura de Chile. En un periodo en que Chile entraba en una fase intensa de negociaciones de acuerdos comerciales internacionales, su papel ha sido de sensibilizar los poderes públicos, los líderes de opinión y los negociadores chilenos sobre el riesgo que podría tener sobre el desarrollo de la cultura nacional la ausencia de garantías suficientes en el marco cultural.

Esta coalición trabajó para que el conjunto de los profesionales de la cultura puedan conservar su especificidad y para que las políticas públicas y las ayudas a las industrias culturales permanezcan fuera de las limitaciones y obligaciones inscritas en los tratados internacionales. También intervino para que Chile adopte sin reservas, la convención sobre la diversidad cultural que será sometida a la UNESCO dentro de algunas semanas.

Este trabajo ha sido colectivo, pero todos conocemos la parte primordial que usted tomó en él: usted no escatimó ni su tiempo ni sus esfuerzos para defender estos principios y convencer a sus interlocutores de su posición bien fundada. Estos esfuerzos no habrán sido en vano ya que juntos hemos sido informados hace poco por el Ministro de Relaciones Exteriores Ignacio Walker, que Chile ha decidido aprobar sin reservas la convención de la UNESCO.

Proteger la cultura en su diversidad y su vitalidad es un combate sin fin. Lamentablemente la lucha es desigual entre los buscadores de oro y los pescadores nómades. Es por eso que Chile tiene tanta necesidad de gente como usted, quienes firmes en sus convicciones y su entusiasmo sean capaces de hacer de este sur extremo una tierra en que los sueños y las utopías sigan existiendo.

Por estos motivos, Pablo Slachevsky, en nombre del Ministro de Cultura, lo declaro caballero de las Artes y las Letras.

Discours de l'éditeur Paulo Slachevsky á l'occasion de la cérémonie de remise de la médaille de Chevalier de l'ordre des arts et des lettres du ministère de la Culture français

Santiago 9 de agosto 2005.

Hay días en que la vida nos da bellas sorpresas, y sin duda, este gesto del Gobierno de Francia, da lugar a uno de esos.

Quisiera en tal sentido agradecer profundamente al Ministro de Cultura y de las Comunicaciones de Francia; al embajador de Francia en Chile: Alain Le Gourrierec; a Georges Couffignal, Consejero de Cooperación Cultural y a todos quienes hicieron parte de esta nominación.

En lo personal, es un gran gusto recibir este premio, y lo hago como representante de otros muchas damas y caballeros que día a día hacen posible proyectos como Lom, Rocinante; movimientos por la palabra escrita y la diversidad cultural como los Editores Independientes y Universitarios, y la Coalición Chilena para la Diversidad Cultural.

Y quisiera compartir esta distinción con cada uno de ellos:

Agradezco a mis hermanos del equipo directivo de Lom, quienes con perseverancia han puesto trabajo, corazón y voluntad: Juan, Diego, Elizardo y Carlos.

Agradezco a las compañeras y compañeros del comité editorial de LOM y a todos quienes laboran en Lom y allí se comprometen diariamente.

Agradezco a los autores que han confiado en esta casa editorial, y me honra hoy acompañar a uno de ellos en esta ceremonia, que lo inviste como Oficial en la orden de las Artes y las Letras: Armando Uribe, intelectual y poeta, cuyas palabras siempre nos remecen, asombran y conmueven.

Agradezco a los que hacen parte del equipo de la revista Rocinante, a su directora Faride, a los miembros del comité editorial, a los periodistas y colaboradores.

Agradezco a las editoras y editores de Chile, con quienes hemos compartido esta lucha de volver a darle a la palabra escrita toda su fuerza y valor simbólico, para construir una sociedad más culta, justa y humana.

Agradezco a los lectores, libreros y bibliotecarios que comparten y hacen suya la batalla por el libro y la lectura, y que en ocasiones como esta, nos han manifestado su alegría y complicidad.

Agradezco a los colegas de otras asociaciones del mundo de la cultura, que en la Coalición chilena para la Diversidad Cultural hemos compartido el anhelo de relevar la importancia de que seamos un país creador y productor a nivel cultural en el marco de la globalización, de que la cultura no puede quedar subsumida a las lógicas del mercado, entendiendo de que es básico intercambiar y conocerse mutuamente entre las culturas del mundo sin imponer unas sobre otras;

Agradezco a las compañeras y compañeros de ruta que desde otras latitudes, en este mundo que a veces se nos presenta tan ancho y ajeno, buscan a través del libro y la cultura recuperar todo el sentido de la palabra, resaltando que el valor de la vida está en lo vivido y creado, en nuestra humanidad como sujetos que comparten con el otro, y no el valor

comercial de los objetos. Y en este sentido no puedo dejar de mencionar a la cuadrilla de editores independientes ERA, TRILCE y TXALAPARTA y a las numerosas coaliciones para la diversidad cultural.

· Agradezco el cariño y la amistad compartida a través de los años con amigas y amigos, mucho de los cuales están hoy presente.

Agradezco a mi hermana Andrea y a mis tíos, Jacques y María Edith, quienes siempre me han sido un ejemplo a seguir.

Y por supuesto, le agradezco y dedico esta condecoración a mis padres, Jorge y Matilde, que encendieron esta mecha en tiempos de una república de pasiones, de sentidos de vida y sueños compartidos,

a mis hijos, Natalia, Estelí y Nicolás, cuya pasión y curiosidad nos alimentan diariamente, y a mi dama, Silvia, compañera de ruta y de sueños, que me da cada día la energía de ir construyendo en comunidad este camino.

Por ustedes y por los tantos que se han quedado sin ser nombrados, buscaré honrar y ser digno de esta simbólica distinción, en los caminos y aventuras futuras – que siempre las tiene del libro y la cultura. Caminos que sin duda se unen y entrelazan con los símbolos y valores de la cultura francesa que me formó, en la educación pública de un liceo de Francia. Valores muy presentes en las páginas de numerosos autores e intelectuales de la lengua francesa, y de los que habla la lengua del humanismo, abriéndonos la curiosidad, dándole densidad a la cultura y sobre todo conformando una base ética y con sentido social y liberador del quehacer cultural, valores de justicia, fraternidad, igualdad y libertad.

Señor embajador, a través suyo mi agradecimiento a Francia por esta distinción, por su acogida, y a todos ustedes por estar aquí

Paulo Slachevsky



Cultura y Comercio

7 propuestas para un necesario equilibrio.

Julio 2003

Como Coalición Chilena para la Diversidad Cultural, agrupación nacida en octubre del 2001 y que reúne hoy a veinte asociaciones del mundo de la cultura en pos de la defensa y fomento de la diversidad cultural, consideramos que nuestro país debe tener una clara posición frente al tema Cultura y Comercio. Creemos que, entre otras razones, por una necesaria coherencia con la política de fomento a la cultura sostenida en estos años, Chile debe considerar amplias reservas o excepciones para el sector cultural en todo acuerdo comercial, como también apoyar la creación de un instrumento de carácter vinculante para la defensa y promoción de la diversidad cultural en el seno de UNESCO. En este sentido ha ido el desarrollo de nuestro trabajo, desde donde surge también el documento “Chile y la soberanía cultural” elaborado conjuntamente con la División de Cultura del Ministerio de Educación y presentado a DIRECON en enero de este año.

Las asociaciones de la cultura reunidas en la Coalición Chilena para la Diversidad Cultural demandamos en esta nueva etapa, donde se negocia ALCA, una nueva ronda de la OMC, un TLC con Bolivia, entre otros, que se considere como base de una política de Estado en la materia:

A.- Que en todo tratado de libre comercio bilateral o multilateral que se negocie, ahora o en el futuro, se contemple una amplia excepción para el sector como fue el caso en el Acuerdo Chile-Canadá de 1994, o a lo menos una amplia reserva Cultural, presente y futura, que contemple para el conjunto de la creación y producción cultural, como para el sector de la educación, las cláusulas de tratamiento nacional, nación más favorecida y acceso a mercado.

B.- Que en todas negociaciones de bienes y servicios en la OMC, presente o futura, Chile no asuma compromisos de liberalización en ninguno de los llamados bienes y servicios culturales.

C.- Que en todo tipo de negociación comercial, al considerar excepciones o reservas de tipo cultural, se incluyan los nuevos soportes de esta producción como el digital. Los soportes en el tiempo pueden cambiar y por ello las reservas del sector cultural deben abarcar la posibilidad de transformaciones.

D.- La reserva cultural en el TLC con EE.UU. recién firmado, no incluye los productos digitales, ya que éstos son tratados en el capítulo de comercio electrónico. Sin embargo hasta

antes de un año de la firma del tratado pueden plantearse excepciones en este capítulo, por lo que solicitamos se incluya en el, la reserva para los productos digitales del audiovisual, música, libro y cultura en general.

E.- Que toda negociación en materia de propiedad intelectual se realice recogiendo la voz de la sociedad civil involucrada en la materia, buscando que estas regulaciones sean a favor de los creadores y del desarrollo humano y democrático del país. Queremos que se recoja el espíritu que generó las regulaciones a nivel de derechos de propiedad intelectual, bajo los principios de los derechos humanos y del acceso universal a las obras artísticas, impidiendo transformar el derecho de autor en derecho de copia, el que no tiene carácter cultural sino industrial. Es fundamental enfrentar ese tema que está en la base de la riqueza de las naciones en la era de la globalización, desde una perspectiva cultural y social, y no bajo el dominio del prisma comercial. En tal sentido cabe responder al compromiso de modificar las leyes en la materia, trabajando para Chile y América latina, y no en provecho de las multinacionales.

F.- Que Chile apoye y se involucre activamente en la construcción del mencionado Instrumento para la Diversidad Cultural en UNESCO, que establezca un marco de regulaciones que fomente e impulse la diversidad y un necesario equilibrio en el intercambio cultural ente las naciones.

G.- Por último, aunque sin duda este tema sobrepasa el ámbito de este encuentro, pero es básico para cumplir los anhelos aquí planteados: que nuestro país apueste, definitivamente, por construir e implementar vigorosas políticas públicas en cada uno de los sectores de la creación y producción cultural, concretándose una política nacional en los ámbitos que corresponda, como el libro, audiovisual, música, patrimonio.

Sin duda la promulgación del Consejo Nacional de las Artes y la Cultura como la nominación de su presidente, José Weinstein, son pasos esperanzadores. Pero el traje de esta nueva institucionalidad tiene que hacerlo la cultura de nuestro país y quienes en ella se desempeñan, sea desde el Estado como desde la sociedad civil, y no la OMC y las negociaciones internacionales de comercio. En tal sentido DIRECON, entre otros, tiene un rol protector de ese derecho.

Para terminar quisiéramos recoger las palabras del Presidente Ricardo Lagos Escobar: “No podemos asumir el camino de ser meros receptores pasivos de objetos y valores culturales que se producen en otras latitudes. Para que la globalización sea un diálogo entre culturas y no hegemonías de una cultura sobre las restantes, es preciso que nos apliquemos ahora a las tareas para estimular y favorecer nuestra propia creación, incrementar nuestro patrimonio, favorecer la participación de todos. En los Acuerdos de Libre Comercio, el debate de los bienes culturales pasa a tener un rol fundamental, y hay que saber defenderlos bien. Porque la hegemonía se ejerce en muchos campos, pero, en último caso y en último término, son las ideas, la belleza, la forma de pensar, lo que nace de nuestras raíces, lo que persevera y lo que permite un diálogo entre civilizaciones.”



CARTA ABIERTA A LA PRESIDENTA DE LA REPÚBLICA

Señora Presidenta de la República
Michelle Bachelet Jeria
Presente

De nuestra consideración,

Como Asociación de Editores de Chile que reúne a 47 editoriales independientes, universitarias y autónomas del país, y que representa a la mayor parte de la edición nacional, no podemos dejar de expresarle nuestra extrañeza y desazón ante el nombramiento del señor Pablo Dittborn en el Directorio Nacional del Consejo Nacional de Cultura.

No es la persona del señor Dittborn la que nos preocupa, sino su permanente posición ideológica, contraria a toda política pública en favor del libro. Ha llegado a afirmar, parafraseando a quien dijera “la mejor política de comunicación es no tener política de comunicación”, que “la mejor política del libro es no tener política del libro”. Ha sido en estos años el editor opositor por antonomasia a las políticas públicas en este ámbito, y al Consejo Nacional de la Cultura y las Artes.

Pablo Dittborn es, por lo demás, Gerente General en Chile de la multinacional más grande del mundo en el sector libro. Si hacemos un paralelo con la industria del cine, costaría mucho creer que en un país como Alemania, país de domicilio de los propietarios de la multinacional del libro referida, se designe en el máximo Consejo de generación de políticas en favor del cine europeo o alemán, a un alto ejecutivo de una empresa de Hollywood.

Esto sin entrar a detallar el daño que la concentración editorial liderada por grandes transnacionales del libro ha provocado a la diversidad cultural del mundo y en la bibliodiversidad. Lamentamos se les dé aun más beneficios que los que ya tienen en nuestro país; baste, señora Presidenta, que se revise cómo se gasta en Chile el presupuesto de compra de libros de CRA para las bibliotecas escolares en favor de las empresas extranjeras, y en particular concentrándose en estos mismos grandes grupos. A pesar de la gravedad de esta situación, nuestra Asociación no ha conseguido una respuesta a nuestra petición de ser informados sobre montos y otros detalles de gastos en esta materia, petición formulada a la Ministra del ramo que la ley obliga a satisfacer.

El enfoque de no fomento mediante políticas públicas, defendido por estas transnacionales del libro, se alinea perfectamente con las políticas de los Estados Unidos de Norteamérica, cuya posición diplomática en esta materia fue ampliamente derrotada en París 2005, en UNESCO, al crearse la Convención para la Protección y Promoción de la Diversidad de las Expresiones Culturales, de la cual paradójicamente Chile es uno de sus signatarios. También es paradójico

que Pablo Dittborn se oponga a poner en discusión una ley de IVA diferenciado y de precio único para el libro, a pesar de que The Clinic se vende en todos los kioscos a un precio único, y a pesar de que su empresa se beneficia de estas medidas en su país de origen.

Señora Presidenta, somos muchos los editores que durante años hemos trabajado sostenidamente junto a las instituciones públicas que se vinculan al ámbito cultural en favor de desarrollar nuestro país en este ámbito, articulando la acción de la sociedad civil. Hemos jugado un rol relevante en la elaboración de la Política Nacional del Libro y la Lectura, en la política cultural para el Bicentenario, en la demanda de reservas para la cultura en los tratados de libre comercio, en la aprobación y ratificación de la señalada Convención a favor de la Diversidad Cultural, en buscar políticas equilibradas en el ámbito de la propiedad intelectual – recuperando el sentido social del acceso al conocimiento –, en reponer el tema de la comprensión lectora como un elemento central para construir una democracia verdadera con ciudadanos con capacidad crítica, partícipes de su sociedad, y no simples consumidores. El libro, más que cualquier otro bien, es instrumento y soporte fundamental para la educación y el desarrollo cultural, intelectual y científico de nuestro país y, por lo tanto, no puede quedar librado a la sola fuerza del mercado.

Cansa y frustra dedicar tantos esfuerzos desde la sociedad civil, en apoyo del proceso de contribuir al “gobierno ciudadano”, porque pareciera que para las autoridades no cuentan las ideas, ni el compromiso y el trabajo realizado, y que pese a todos los esfuerzos vence la complicidad con los grandes poderes del dinero y las transnacionales.

Nos despedimos, Señora Presidenta, convencidos de que cerramos una etapa, una etapa de profunda entrega en tiempo, esperanzas y energías al espacio público. Nos despedimos, señora Presidenta, impactados de cómo –al igual que como lo vemos en otros ámbitos– el tan elogiado llamado a participación de la sociedad civil de poco sirve cuando en el fondo son otros el modelo y la decisión política que predominan.

Eduardo Castro
Presidente

Juan Carlos Saez
Vice Presidente

Marisol Vera
Secretaria

Francisco Huneeus
Tesorero

Paulo Slachevsky
Director

Directiva

EDITORES DE CHILE



Santiago, 18 de Octubre 2006

Señor
Andrés Velasco
Ministro de Hacienda
Presente

Estimado Ministro

Hace más varios años, las principales editoriales chilenas creamos Editores de Chile, Asociación Gremial de Editores Independientes, Universitarios y Autónomos, con el fin de fortalecer el rol del libro y la lectura en nuestra sociedad, valorar al libro en lo que ha sido su esencia, como producción destinada a la formación de ciudadanos, en cuanto instrumento educativo, de transmisión de cultura, ideas y conocimiento, impulsor de la reflexión y la apertura de la imaginación y la curiosidad, preservador del patrimonio identitario de los pueblos.

Entendemos nuestro papel como el de agentes culturales. Algunos de los principios que nos mueven se expresan en los objetivos de Asociación. Estos son:

Fomentar la diversidad cultural desde una perspectiva humanista, democrática, plural y latinoamericana, protegiendo la bibliodiversidad.

Promover el desarrollo de una industria editorial nacional y latinoamericana, impulsando lazos de colaboración e intercambio.

Hacer valer la naturaleza de la labor propiamente editorial y de los intereses de sus asociados, que por lo general somos empresas pequeñas o medianas, desarrollando iniciativas que fortalezcan el rol del editor como un agente cultural relevante en la sociedad.

Resguardar los espacios que ocupan las editoriales chilenas, independientes, universitarias y autónomas, cuya existencia no está vinculada a los grandes recursos del capital multinacional.

Promover y realizar actividades que tiendan a la consolidación y apertura de mercados para el libro, tanto en Chile como en el extranjero, en especial en los países latinoamericanos.

Promover y proteger los derechos de autor y editoriales, particularmente frente a la fotocopia.

Como Asociación hemos venido haciendo un trabajo sistemático de reflexión y diagnóstico del quehacer editorial nacional y su aporte e impacto en el desarrollo del país, fruto del cual surge el libro que le adjuntamos y la Política Nacional del Libro y la Lectura que recientemente presentara la Ministra de Cultura Paulina Urrutia.

A través de la presente queremos solicitarle una reunión para abordar los desafíos de esta Política -del libro y la lectura- en el desarrollo de nuestro país.

El libro juega un papel fundamental en el nivel educativo y democrático de toda sociedad, lo que claramente está demostrado en diferentes estudios internacionales que evalúan las capacidades de lectura y presencia de libros en domicilios. Pero también, juega un rol clave –directa e indirectamente- en la generación de riquezas. De hecho, las industrias del derecho de autor -entre las que destacan las industrias culturales- encabezan el sector exportador de estados Unidos.

En el marco de la globalización, está en juego el rol que ocupará nuestro país, sea como actor y productor cultural o solo como receptor y consumidor de la creación de culturas dominantes, lo que nos relega al precario papel de exportadores de materias primas.

Estamos convencidos que a puertas del bicentenario, es fundamental implementar con fuerza y en forma transversal políticas como la señalada, para favorecer la construcción de un país más democrático, justo y desarrollado, con ciudadanos lectores, capacitados para desenvolverse en la sociedad del conocimiento.

Confiados en que esta carta ha de ser el inicio de un diálogo abierto y fluido, reciba usted nuestro saludo.

Eduardo Castro L.
Presidente

Juan Carlos Saez C.
Vice Presidente

Marisol Vera G.
Secretaria

Francisco Huneeus C.
Tesorero

Paulo Slachevsky Ch.
Director

Editores de Chile
Asociación Gremial de Editores Independientes, Universitarios y Autónomos

Santiago, abril 2005.

Señor:

Ricardo Lagos E.

Presidente de la República.

Presente.

De nuestra consideración.

Nos dirigimos a usted para solicitar un IVA diferenciado para el libro y la implementación de una Política Nacional del Libro y la Lectura. Es enorme la lista de productos y servicios exentos de IVA, como lo son entre otros el transporte naviero, las estaciones de TV y Radio, las importaciones de las FF.AA., la venta de vehículos usados, los ingresos en moneda extranjera percibidos por empresas hoteleras con motivo de servicios prestados a turistas extranjeros sin domicilio ni residencia en Chile, y no podemos entender que el libro, que está exento o con IVA diferenciado en casi todos los países del mundo, y en particular aquellos con quienes hemos firmado tratados de libre comercio, sea tratado en Chile como un bien cualquiera.

Es sin duda de máxima preocupación, para el futuro de nuestro país, la profundización del proceso de analfabetismo funcional que a diario constatamos y que distintos test de medición, nacionales e internacionales, arrojan de manera periódica respecto de Chile. Como profesionales, estudiantes, intelectuales, creadores, y ante todo como ciudadanos, creemos que no es posible mantenernos en silencio frente a los deficientes resultados de nuestra población a la hora de verse enfrentado a leer y no lograr comprender lo que ha leído, no lograr resolver operaciones matemáticas simples y poseer una pobre y reducida cultura general.

Son múltiples los factores que inciden en el estado de la situación, sin embargo estamos ciertos que uno de ellos se presenta como un factor básico y relevante –en el plano objetivo como subjetivo- a la hora de ocuparnos seriamente del problema: este es la carencia de una Política Nacional del Libro y la Lectura, que como primera medida reduzca el pesado impuesto que grava al libro, y que en los hechos castiga al principal soporte de transmisión de conocimiento y cultura, siendo esta también la manera más efectiva para enfrentar la reprografía y piratería.

Creemos que gravar los libros con un tan elevado impuesto es uno de los mayores impedimentos al desarrollo del país, porque son estos el soporte por excelencia de todas las disciplinas científico técnicas (matemáticas, geofísica, geología metalurgia, química, petroquímica, bioquímica, biotecnología, ingenierías, etcétera), disciplinas sociales y humanistas (historia, ciencia política, jurisprudencia, etcétera) sin mencionar su importancia como expresión cultural literaria y poética. Sin capacidad técnico, científica y creativa es imposible generar conocimiento, desarrollar productos con valor agregado.

Como bien intelectual y educacional, el libro es un bien público en tanto su productor no se apropia de todos los beneficios; su utilidad social es mayor que su utilidad privada. Este requiere un tratamiento diferenciado en el mercado, más aun ante la difícil situación que vive la industria editorial nacional.

Estamos convencidos que una democracia profunda se sostiene en una ciudadanía formada, culta, conciente, participativa, con capacidad de reflexión y discernimiento. Es la democracia que intentamos construir día a día desde cada una de nuestras actividades, pero ello también requiere acciones certeras y manifiestas por parte del Gobierno.

Queremos que el libro vuelva a dar densidad a nuestra cultura.

Queremos que el libro sea un tema de conversación en las casas de Chile.

Queremos invertir la cifra que arrojó la Encuesta Internacional de Alfabetización de Adultos de la OECD (2000): el 80% de los chilenos no tiene el nivel de lectura mínimo para insertarse satisfactoriamente en el mundo de hoy.

Queremos que el libro ocupe el lugar que merece, como factor de desarrollo.

Queremos que Chile sea un país creador y productor en el marco de la globalización y no solo reproductor o consumidor de la creación de culturas dominantes.

Queremos que Chile vuelva a estar en el lugar destacado en comportamiento lector que ocupó en la región, en las décadas del 50 al 70.

Queremos un IVA DIFERENCIADO PARA EL LIBRO.

En Bélgica es de 6%. En Colombia no hay IVA al libro

En Francia es de 5,5%. En Uruguay no hay IVA al libro

En Canadá es de 7%. En Irlanda no hay IVA al libro

En Grecia es de 4%. En Hungría no hay IVA al libro

En Estados Unidos es de 7%. En Argentina no hay IVA al libro

En Singapur es de 3%. En Perú no hay IVA al libro

En Italia es de 4%. En Rusia no hay IVA al libro

En Suiza es de 2%. En México no hay IVA al libro

En Japón es de 5%. En Gran Bretaña no hay IVA al libro

En Portugal es de 5%. En Brasil no hay IVA al libro

En España es de 4%. En Corea no hay IVA al libro

Estimado Presidente, esperamos que usted vuelva a darle al libro el valor simbólico y objetivo que ocupó desde los inicios de la República hasta el 11 de septiembre 1973, haciendo realidad los anhelos de Camilo Henríquez que celebraba la llegada la primera imprenta en 1811 diciendo: “se ira sintiendo nuestra existencia civil; se admirarán los esfuerzos de una administración sagaz y activa, y las maravillas de nuestra regeneración. La voz de la razón y de la verdad se oirán entre nosotros después del triste e insufrible silencio de tres siglos...”, a través de la presentación de una ley en favor de un IVA diferenciado al libro y la implementación de una Política Nacional del Libro y la Lectura

Firmas



Santiago, 24 de abril 2006.

Señor
Carlos Furche
Director General
Dirección General de Relaciones Económicas Internacionales
Presente.

Estimado Señor

La Coalición Chilena por la Diversidad Cultural, agrupación formada el año 2001 y hoy constituida por 20 asociaciones profesionales de la cultura, ha llevado a cabo en estos años una labor de defensa y fomento de la Diversidad Cultural.

En colaboración con Ustedes y el Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, hemos logrado que Chile resguarde su capacidad de fomento y promoción de las diversas expresiones de nuestra cultura. A instancias nuestras, Chile presentó una reserva cultural en la negociación del Capítulo sobre Comercio de Servicios, en el TLC con Estados Unidos.

La reciente negociación y aprobación en UNESCO de la Convención para la Protección y Fomento de la Diversidad de Expresiones Culturales, ha sido sin duda un paso, celebrado por los 148 países que la apoyaron. En tal sentido nos alegra que finalmente nuestro país la haya apoyado íntegramente. La cultura no puede ser entendida como una mercancía más, pues constituye la esencia de las identidades de nuestro pueblo y como tal, sus expresiones requieren un tratamiento especial que la proteja y fomenta, propiciando un intercambio cultural diverso y equilibrado entre los países.

Mientras se logra la ratificación de este instrumento, le pedimos que en toda negociación internacional de libre comercio -bilateral, regional o multilateral-, Chile no asuma nuevos compromisos de liberalización en cultura que limiten la capacidad regulatoria de nuestro país en este ámbito, particularmente en el marco de las negociaciones de la OMC

Para tratar estos temas quisiéramos solicitarle una entrevista a Usted y de esa manera seguir avanzando en el trabajo en conjunto.

A la espera de sus noticias, reciba nuestros más cordiales saludos

Mane Nett
Presidente
Coalición Chilena para la Diversidad Cultural.

septiembre 21, 2006

Carta a la Cámara del Libro (nueve editoriales se retiran del organismo)

El texto que sigue corresponde a la formalización del retiro de nueve editoriales de la Cámara Chilena del Libro. Con esto, más del 70% de la actividad editorial nacional queda al margen de dicho organismo, quedando representada gremialmente por Editores de Chile A.G. Asociación de Editores Independientes. Universitarios y Autónomos.

Señor
Eduardo Castillo
Presidente de la
Cámara Chilena del Libro
Y Señores Directores
Presente

Estimados amigos:

Como expresamos en la Asamblea Extraordinaria de Socios de la Cámara Chilena del Libro, los socios que también pertenecemos a EDITORES DE CHILE, Asociación gremial de editores independientes ,universitarios y autónomos, creíamos y creemos que es perfectamente posible trabajar en pro del Libro y la Lectura en Chile perteneciendo simultáneamente a ambas instituciones en igualdad de condiciones y derechos. Sin embargo, la mayoría del Directorio (7 contra 4) estimó que tres de los cuatro directores del estamento editor, Marisol Vera, Patricio Rojas y Eduardo Castro, no gozaban de la confianza de los otros directores por pertenecer también a Editores de Chile y producirse entonces un “conflicto de intereses”. (¿Pero acaso no nos interesa lo mismo?).

En la Asamblea también estábamos en minoría por lo que preferimos retirarnos respetando el sentir mayoritario aunque creemos que primó allí un criterio que no compartimos. La reforma de Estatutos que presentó a la Asamblea el Presidente, consistía en cambios insignificantes o de redacción ,siendo la única reforma importante la letra d) del Artículo 16 ,medida, por lo demás ,muy cuestionable en términos democráticos pero que servía para eliminar del directorio a los tres directores que habían obtenido las tres mas altas mayorías del estamento editor en la última elección.

Por esta razón los tres directores objeto de este Art. 16 hemos creído conveniente retirarnos de la Cámara Chilena del Libro y en esto solidarizan con nosotros todos o casi todos los demás socios de la Cámara que pertenecen también a Editores de Chile. Mientras países como España tiene 27 agrupaciones gremiales que coinciden en su interés por el Libro y la Lectura, nuestro país ha tenido por cerca de 50 años una sola entidad gremial dedicada al rubro. La Cámara debiera sentirse satisfecha de que aparezca otra entidad gremial dispuesta a compartir su responsabilidad en el esfuerzo de recuperar para el libro y la lectura el sitio que alguna vez tuvo.

Editores de Chile cuenta ya con siete años de vida y en este período ha contribuido decisivamente al desarrollo de una reflexión sistemática en torno a los problemas y desafíos del libro y la lectura en Chile ,en particular de la edición nacional en el contexto global de hoy, Ello se refleja en la propuesta “Una Política de Estado para el Libro y la Lectura” esfuerzo sistemático que ha emanado de nuestro sector, realizado con Chile21, base de la Política Nacional del Libro y la Lectura que hoy celebramos. Ha tenido también, una activa

labor en la defensa y promoción de la Diversidad Cultural formando parte desde sus inicios de la Coalición Chilena para la Diversidad Cultural y también en el debate a favor de una legislación equilibrada en Derechos de Autor que permita enfrentar la piratería y la reprografía sin limitar la libertad de creación, expresión y los derechos de acceso al conocimiento.

Hace pocos días la Ministra de Cultura, Paulina Urrutia, entregó ya aprobado por el Consejo Nacional de la Cultura y las Artes, el documento POLÍTICA NACIONAL DEL LIBRO Y LA LECTURA que propone 46 medidas, que si logran ser implementadas en los próximos tres o cuatro años, permitirían llegar al Bicentenario en una situación muy superior a la muy mala que ahora existe en nuestro país para el libro y la lectura , la industria editorial, las librerías, etc. Pero sobre todo, debemos revertir la nula presencia que tiene hoy el libro en el imaginario colectivo de Chile.

Lo anterior nos indica que sería de la mayor irresponsabilidad de ambas instituciones estar ventilando discrepancias por asuntos menores. Lo único que debemos hacer es trabajar de acuerdo para que este Proyecto sea una realidad en el corto plazo.

Esperando que así sea, los saludan muy cordialmente

Eduardo Castro Le-Fort - Editorial Universitaria
Editorial Jurídica / Andrés Bello - Patricio Rojas Olmedo
Marisol Vera Giusti - Editorial Cuarto Propio
Firman, renunciando también:
Sebastián Barros Cerda - Pehuén Editores
Francisco Huneeus Cox - Editorial 4 Vientos
Daniel Calabrese / Eleonora Finkelstein - RIL Editores
Julio Silva Solar / CESOC
Alejandro Kandora / Tajamar Editores
Víctor Hugo de la Fuente / Aún Creemos en los Sueños

Carta Diario La Tercera abril 2007

Sr. Director

Lamentamos que tal como el año pasado, al informar el pasado 27 de abril sobre la Feria del Libro de Buenos Aires, se generalice sobre los precios del libro en Chile señalando “libros están hasta tres veces mas barato que en Chile”.

Como señalamos en su oportunidad, es necesario precisar que tales situaciones se dan con libros españoles que en Argentina editan localmente y que en Chile importan desde España, aprovechándose de las particularidades y distorsiones que genera la repartición de territorios en las legislaciones de derechos de autor.

Es fundamental terminar con el prejuicio de que todos los libros en Chile son caros e inasequibles. Como ha informado la Asociación de Editores de Chile, en un estudio del catálogo vivo de 22 editoriales, el libro chileno tiene un precio público promedio inferior a los 7.000 pesos, por debajo del promedio de precio en Buenos Aires de los libros seleccionados en el mencionado artículo, pese a que en Chile tenemos un vergonzoso IVA del 19 % al libro, no aplicándose este impuesto en el país hermano.

Tener un país de lectores de libros, periódicos y revistas, es un desafío de todos, pues es condición para la formación de ciudadanos partícipes de su sociedad, capaces de aportar y participar en su desarrollo económico y social. Para ello ayudemos a terminar con prejuicios que inhiben el acercamiento a este extraordinario objeto que es el Libro, denigran injustamente a las librerías y a la edición nacional.

Eduardo Castro L.
Presidente

Paulo Slachevsky Ch.
Director

Editores de Chile
Asociación Gremial de
Editores Independientes,
Universitarios y Autónomos

Santiago, 4 de septiembre de 2007

Señor
Jorge Montealegre
Secretario Ejecutivo
Consejo Nacional del Libro y la Lectura
Presente

De nuestra consideración:

Lamentamos que las inquietudes manifestadas en nuestra carta del 8 de agosto de 2007 se vieran ratificadas en la publicación del pasado 26 de agosto en el diario La Nación Domingo, en relación a los “resultado del proceso de selección de obras de autores chilenos para su adquisición y distribución a bibliotecas públicas del país 2007”.

Por las razones que exponemos a continuación, solicitamos que esta selección sea revisada por el Consejo Nacional del Libro y la Lectura y se lleve a cabo un nuevo proceso de selección de obras.

1. La selección de libros, como manifestábamos en la carta del 8 de agosto, falta a principios éticos al ser dos de los jurados juez y parte. El señor Antonio Martínez fue director editorial de Ediciones Generales del Grupo Santillana, de la cual forman parte Editorial Alfaguara, Taurus y Aguilar, las que encabezan la compra con 24 títulos escogidos, 15% de toda la selección, 13 en primera prioridad. El señor Martínez es también profesor de la Universidad Diego Portales, de cuyo sello editorial se seleccionan 8 libros, 7 en primera prioridad, casi toda la producción de 2006.
2. El señor Camilo Marks, autor del grupo Santillana, también profesor de la Universidad Diego Portales, es, junto al señor Antonio Martínez, columnista del diario El Mercurio, del cual se seleccionan 7 coediciones, parte importante de la producción 2006. Creemos que no es posible que el Consejo legitime una selección que prioriza de manera tan marcada las editoriales relacionadas laboralmente con dos de los tres jurados.
3. Como señala el aviso de la adquisición, “se seleccionarán obras (...) publicadas durante el año 2006”. Como explicamos en la carta del 8 de agosto, la metodología aplicada no garantiza el cumplimiento de las bases. Existen casos concretos en esta selección, libros que no fueron publicados el 2006. Por lo demás, no hay constancia de que la base de títulos sobre la cual se realizó la selección, contemple todo lo realmente editado ese año. Ya se ha pedido esa lista, para revisarla, no teniendo aún respuesta. Una compra con errores técnicos que selecciona libros editados otros años y que

probablemente no considera algunos que sí fueron publicados el 2006, vicia todo el proceso.

4. "Concursar" significa "concurrir a una competencia", y esta vez que se eligieron los títulos "a dedo". Autores y editores no tuvieron la oportunidad de concursar con muestras para asegurar su igualdad de oportunidades ante el jurado, de manera que todos, conocidos y desconocidos, pudieran ser leídos y calificados. Ese elemento, que dio transparencia y legitimidad al Concurso de Adquisiciones durante muchos años, estuvo ausente por primera vez. En la práctica, este año no hubo concurso.
5. En el año que Chile ratifica la Convención para la Diversidad Cultural cuyo fin es proteger y promover la diversidad cultural, la bibliodiversidad, e impedir que siga acrecentándose la homogeneidad cultural y la concentración en las industrias culturales, nos parece incoherente que el Consejo Nacional del Libro ratifique una adquisición que priorice de forma sesgada en favor de las publicaciones de los grandes grupos editoriales. De los 156 títulos seleccionados, 60 pertenecen a grandes grupos, el 38% de la selección, 41% si sólo se considera la primera selección. Para tener un marco de comparación, de los 40 editoriales que conforman la Asociación de Editores de Chile, las que reúnen un porcentaje mayoritario de los libros publicados por editoriales en Chile de literatura general, hay apenas 43 títulos, un 27% de la selección. Ni siquiera aparecen en la selección los libros publicados por estas editoriales de los premios nacionales de literatura 2004 y 2006. En todos los países del mundo en que existen leyes del libro o del cine, éstas han buscado fortalecer la creación y producción local, la "industria independiente" como señala la Convención para la Diversidad Cultural. Creemos que no corresponde que el Consejo priorice de tal manera por el "Hollywood" del libro. Como señalamos en una carta años atrás, es importante considerar entre las variables de adquisición cuánto edita cada editorial en los géneros respectivos incorporando entre los criterios cierto nivel de proporcionalidad: edición versus compras.
6. Chile celebra constantemente a sus grandes poetas, llegando a presentarse en el exterior como "país de poetas". Bien sabemos que el género no está entre las grandes ventas, y sus publicaciones así como el teatro, la filosofía, son más una apuesta cultural que comercial. Por ello mismo son tan importantes las compras públicas en este ámbito. Son necesarias para fomentar la publicación, cosa que no requiere la industria del best seller. Sorprende que, entre los géneros seleccionados, apenas se escojan 12 libros de poesía en primera prioridad, 2 en segunda y ninguna en tercera. ¿Significa acaso que el Consejo estima que aparte los libros seleccionados, entre ellos un 29% de la Universidad Diego Portales, aunque sobre dinero, no interesan los otros títulos de poesía? Por lo demás es una selección que marcadamente opta por autores conocidos y deja en el olvido a los autores noveles. En fin, se seleccionan sólo 14 libros de poesía, el género que más se publica en Chile (244 títulos, versus 231 en narrativa según ISBN 2006) contra 43 de narrativa, 67 ensayos, 25 otros. Consideramos que ello no solo constituye una fuerte discriminación en contra del género literario más creativo en nuestro país, sino que además contradice el mismo aviso para la adquisición, en el punto i que señala "satisfacer los requerimientos de la red de

Bibliotecas Públicas en convenio con la DIBAM equilibrando los títulos más demandados por los usuarios, con aquellas obras menos difundidas”.

7. Realizar la selección sin tener en cuenta el precio del libro, descuentos ofrecidos y si éste se encuentra circulando en el mercado, puede llevar a situaciones de abuso que limiten enormemente la posibilidad de compra. Varios libros seleccionados en primera prioridad tienen un alto precio público, algunos están por sobre los cincuenta mil pesos. Si llegara a realizar la oferta sólo un proponente con un valor aún mayor, esto podría afectar fuertemente la posibilidad de acceder a compras de otros títulos de las prioridades dos o tres, ¿qué mecanismo tiene el Consejo para no optar por ese título y adquirir los que siguen? No puede estar fuera de los criterios de compra el tema del precio y descuentos, más aún cuando el presupuesto es limitado. Esto, entre otros, hace difícil avanzar en la medida número dos de la Política Nacional del Libro y la Lectura.
8. Por último, creemos que la manera de publicar los resultados constituye un agravio para los autores. Ningún concurso hace pública una lista del primero al último, normalmente se limitan a señalar a los ganadores y las menciones. La publicación de los libros por prioridades, y dentro de ellas con ranking, compara injustamente las obras y sus autores, y dan cuenta por lo demás de la relatividad de los criterios utilizados. Libros premiados por el Consejo como mejor obra el 2006 aparecen en segunda prioridad, libros premiados por premios reconocidos como el Municipal aparecen al final de la lista, en un caso, y ni están considerados en dos casos. Obras importantes de los premios nacionales y autores relevantes estos últimos años, aparecen como segunda o tercera prioridad. Y ni hablar de autores desconocidos, los que si no están publicados por grandes grupos, no existen. Tampoco los pueblos originarios, cuyos poetas o intelectuales están totalmente excluidos.

Por todos estos motivos solicitamos que revisen la selección publicada el 24 de agosto, cuidando los aspectos éticos y técnicos para lograr una justa selección que promueva y fomente el libro chileno. También que se cree una comisión que pueda establecer criterios claros y transparentes para las adquisiciones futuras del Consejo, que garanticen la diversidad de estas y su desarrollo en relación a la medida número dos de la Política Nacional del Libro y la lectura.

Con nuestros más cordiales saludos,

Eduardo Castro	Juan Carlos Saez	Marisol Vera	Francisco Huneus	Paulo Slachevsky
Presidente	Vice Presidente	Secretaria	Tesorero	Director

Cc.: Ministra Paulina Urrutia, Presidenta Consejo Nacional del Libro y la Lectura

